



CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°16 - SESSION ORDINAIRE 2015-2016

Conséquences du Brexit
Cours commun «vie et société»
Rapport 2015 de l'Ombudsman

p. 632
p. 644
p. 627

Sommaire des séances publiques n°42 à 44
Sommaire des questions parlementaires

p. 668
p. Q231

42^e séance
43^e séance
44^e séance

Mercredi 6 juillet 2016
Jeudi 7 juillet 2016
Mardi 12 juillet 2016

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram



Journée portes ouvertes: un grand succès

La Chambre des Députés a été largement plébiscitée au cours de la Journée portes ouvertes des institutions, qui s'est déroulée le samedi 24 septembre 2016. Ainsi quelque 2.200 visiteurs ont profité de l'occasion pour jeter un regard derrière les coulisses du Parlement luxembourgeois.

À côté de la possibilité d'explorer eux-mêmes l'Hôtel de la Chambre, des visites guidées plurilingues ont permis aux intéressés de se faire une image plus explicite et détaillée des lieux, à savoir la salle des séances plénières, les tribunes, les locaux de la régie de Chamber TV, le bar des députés ainsi qu'une des salles de réunion des commissions parlementaires.

À cette occasion bon nombre des 60 députés étaient présents pour discuter avec les citoyens et répondre à leurs questions concernant leur rôle et leur travail quotidien. Afin d'illustrer le fonctionnement du Parlement, M. le Président Mars Di Bartolomeo a simulé plusieurs séances publiques avec les visiteurs intéressés. (suite en page 2)

Retrouvez toutes les photos sur le site Internet de la Chambre www.chd.lu.



Le Président de la Chambre, M. Mars Di Bartolomeo, simulant une séance publique.



Un public nombreux et intéressé...



...a pu visiter la salle plénière...



...ainsi qu'une salle de réunion...



...et a reçu des explications...



...concernant le travail du Parlement.



Les visiteurs ont également pu télécharger un audioguide sur leur portable.

Conférence européenne des Présidents de Parlement



Le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, à l'occasion de son intervention

«Devant la recrudescence des mouvements extrémistes et populistes, notre réponse ne peut pas se limiter à constater que ce ne sont que des extrémistes et des populistes. Les imiter serait plus dange-

reux et irresponsable encore. Nous devons faire face aux raisons qui les font progresser et donner les bonnes réponses à leurs propositions simplistes, ce qui demande beaucoup de patience, d'efforts et de cou-

rage.» Ainsi s'est prononcé le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, lors de son intervention au sommet européen des Présidents de Parlement des États membres du Conseil de l'Europe qui s'est tenu à Strasbourg les 15 et 16 septembre 2016.

La Présidente de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et Ambassadrice du Mouvement contre le discours de haine, Mme Anne Brasseur, était l'oratrice principale pour le sujet «mobilisation des parlements contre la haine, pour des sociétés inclusives et non racistes». Elle a encouragé les parlementaires à renforcer l'éducation aux droits de l'Homme «pour donner aux jeunes les moyens d'éviter le discours de haine et les propos discriminatoires».

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe regroupe 324 hommes et femmes issus des Parlements des 47 États membres de l'Europe. Ainsi elle accueille des voix nombreuses et diverses qui reflètent l'opinion politique à travers le conti-



Mme Anne Brasseur et Sa Sainteté le Dalaï Lama

ment. Sa mission est de défendre les valeurs communes des droits de l'Homme, la démocratie et l'État de droit, des valeurs qui composent le «patrimoine commun» des peuples d'Europe.

La première Conférence européenne des Présidents de Parlement s'est tenue en 1975. Cet événement a lieu tous les deux ans, en alternance à Strasbourg et dans la capitale d'un État membre du Conseil de l'Europe.

Rencontre annuelle avec le corps diplomatique

Le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, avait invité les membres du corps diplomatique résidant à Luxembourg à se joindre à lui pour visiter le siège de la SES S.A. à Betzdorf le 20 septembre 2016.

Ont également assisté à la rencontre M. Henri Kox, Vice-Président de la Chambre des Députés, Mme Viviane Loschetter, Présidente du groupe politique «déli gréng», M. Marc Angel, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration ainsi que les membres de la direction de l'Administration parlementaire.

Le groupe a été accueilli par M. Karim Michel Sabbagh, Président et CEO de la SES. Suite aux explications de M. Markus Prayer, Vice-Président «corporate communications» sur les origines, l'évolution au cours des 31 dernières années, le fonctionnement et les activités du premier opérateur mondial de satellites, les invités ont assisté à une visite guidée des installations à Betzdorf.

La visite auprès de la SES a été suivie d'un échange de vues sur des thèmes d'actualité.



Visite du siège de la SES S.A. à Betzdorf

Journée portes ouvertes: un grand succès

(suite de la page 1)

À l'occasion de la Journée portes ouvertes, la Chambre des Députés avait invité les visiteurs à tagger les

photos de leur visite avec le hashtag #ChambreLux et #luxopendoors.

Les photos les plus originales du concours sur Instagram et Twitter

Les gagnants des jeux-concours

719 personnes ont participé au quiz de la Chambre des Députés.

532 ont su répondre correctement aux cinq questions posées.

Les vainqueurs du quiz sont:

1. Monique Roth
2. Claudia Dijkstra
3. Danièle Molitor

Le concours photos sur Instagram et Twitter a été remporté par:

1. @alisekalteneice (ci-contre)
2. @ghumbert (à droite en haut)
3. @dje12345 (à droite en bas)



Visite au «Härebierg» pour une présentation de la restructuration de l'Armée

Une armée plus efficace et une meilleure coopération entre les différentes structures de l'Armée et de la Direction de la défense: voici deux points cardinaux de la restructuration de l'Armée que le Ministre Étienne Schneider a présentée aux députés membres des Commissions de la Défense et de la Force publique, le 20 septembre 2016, lors d'une visite à la caserne Grand-Duc Jean au «Härebierg».



Le Ministre de la Défense entouré de membres des Commissions de la Défense et de la Force publique ainsi que de représentants de l'Armée.

Échange de vues sur les pétitions



M. Marco Schank et Mme Vera Haas, Président respectivement secrétaire-administrateur de la Commission des Pétitions

En tant que Président de la Commission des Pétitions, M. Marco Schank a participé à une conférence organisée par le «Petitionsausschuss» du Bundestag qui s'est déroulée du 18 au 20 septembre 2016 à Potsdam.

Une telle conférence est organisée tous les deux ans sous l'égide de la Commission des Pétitions du Bundestag, conférence à laquelle assistent les représentants des «Petitionsausschüsse» des Länder ainsi que les médiateurs. Des représentants de pays limitrophes sont également invités.

À cette occasion, M. Marco Schank est intervenu au sujet de l'introduction de la signature sur papier dans le cadre des pétitions publiques et au sujet des problèmes de formulation rencontrés par certains pétitionnaires au niveau de la rédaction de leurs revendications.

Les sujets suivants figuraient entre autres à l'ordre du jour de la conférence: la cyberdémocratie, les plateformes privées offrant des services de pétition ainsi que la publication du suivi réservé par le Gouvernement aux pétitions lui soumises.

La Chambre des Députés recrute

Le mercredi, **7 décembre 2016**, la Chambre des Députés organisera des **examens-concours** en vue d'engager plusieurs fonctionnaires (M/F) dans la carrière supérieure de l'attaché et dans la carrière moyenne du rédacteur pour les besoins de ses services:

■ Relations publiques (réf. CHD12) tâche complète

formation demandée: un cycle universitaire complet de quatre années ou plus en journalisme, communication ou sciences politiques

■ Compte rendu (réf. CHD13) tâche complète

formation demandée: un diplôme de fin d'études secondaires ou secondaires techniques, ou un diplôme reconnu équivalent par la législation et la réglementation luxembourgeoise en vigueur

■ Service informatique (réf. CHD14) tâche complète

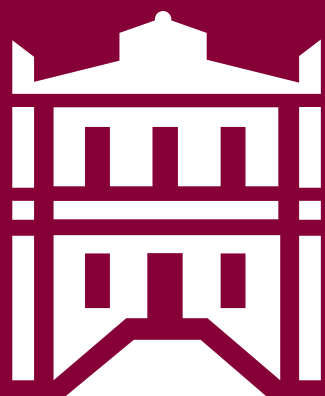
formation demandée: un diplôme de fin d'études secondaires ou secondaires techniques, ou un diplôme reconnu équivalent par la législation et la réglementation luxembourgeoise en vigueur

■ Service juridique (réf. CHD15) 50% d'une tâche complète

formation demandée: un diplôme de fin d'études secondaires ou secondaires techniques, ou un diplôme reconnu équivalent par la législation et la réglementation luxembourgeoise en vigueur

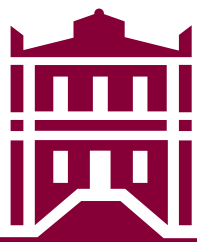
Une description précise des postes vacants et des exigences en matière de compétences et de qualifications ainsi que les modalités de candidature détaillées peuvent être consultées sur le site internet de la Chambre des Députés www.chd.lu (Actualité/Offres d'emploi).

Les candidats sont priés d'adresser leur demande de participation à l'examen-concours, manuscrite et motivée, avec toutes les pièces requises, en mentionnant la référence exacte du poste brigué, au service des Ressources humaines de la Chambre des Députés, 23, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg, jusqu'au vendredi, 21 octobre 2016, au plus tard.



Suivez la Chambre des Députés
sur Facebook, Twitter et
Instagram





Défense et sécurité

6829 - Projet de loi portant approbation du Traité entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique concernant la coopération en matière de défense et de sécurité, fait à Bruxelles, le 5 février 2015

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés le Traité de coopération en matière de défense et de sécurité entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique, signé à Bruxelles le 5 février 2015. Il a pour but de sceller le partenariat stratégique entre les deux pays et d'établir une base juridique solide commune pour les nombreuses coopérations existantes et futures en matière de défense et de sécurité. La Bel-

gique est le principal partenaire du Luxembourg dans le domaine de la défense. Une quarantaine d'arrangements et d'accords techniques ont été conclus dans le passé pour définir la coopération entre les deux pays.

Cette coopération s'étend à travers tous les services des deux forces armées, de la formation initiale des militaires de carrière luxembourgeois à leur engagement opérationnel en commun sur le terrain ainsi que par la recherche continue d'opportunités de synergies dans le cadre du développement capacitaire.

En vue du nombre et de la diversité des coopérations en cours et des partenariats futurs, il a été estimé nécessaire de se doter d'un cadre juridique commun. Ainsi, ce Traité de coopération a été signé.

Publication d'informations non financières

6868 - Projet de loi concernant la publication d'informations non financières et d'informations relatives à la diversité par certaines grandes entreprises et certains groupes et portant modification de diverses dispositions relatives à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises ainsi qu'aux comptes consolidés de certaines formes de sociétés et

- portant transposition de la directive 2014/95/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 modifiant la directive 2013/34/UE en ce qui concerne la publication d'informations non financières et d'informations relatives à la diversité par certaines grandes entreprises et certains groupes;

- portant modification:

- du titre II de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises;

- de la section XVI de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;

- de la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative:

* aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois

* aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger

Le présent projet de loi s'inscrit à la suite du projet de loi n°6718 en ce qu'il a pour objet de transposer en droit interne la directive 2014/95/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 modifiant la directive 2013/34/UE en ce qui concerne la publication d'informations non financières et d'informations relatives à la diversité par certaines grandes entreprises et certains groupes (ci-après la directive 2014/95/UE). Cette directive doit être transposée dans notre législation au plus tard le 6 décembre 2016, l'obligation de communication d'informations non financières et d'informations relatives à la diversité s'appliquant - aux entreprises visées par cette obligation - à compter de l'exercice 2017.

En conséquence, les modifications ici proposées sont à lire de concert avec celles introduites par le projet de loi n°6718; une adoption séquentielle ayant été anticipée lors de la préparation desdits projets de loi.

1. Le contexte: directive comptable et responsabilité sociale des entreprises (RSE)

La directive comptable 2013/34/UE porte principalement - à l'instar des anciennes 4^e et 7^e directives en matière de droit des sociétés - sur l'établissement et la publicité d'états financiers annuels et consolidés ainsi que sur le rapport de gestion. À travers le rapport de gestion (et le rapport consolidé de gestion), le droit comptable européen incite - depuis la directive 2003/51/CE - les entreprises à «dépasser» la seule dimension financière en disposant en particulier que, dans la mesure nécessaire à la compréhension de l'évolution des affaires, des résultats ou de la situation de la société, le rapport de gestion contient également, le cas échéant, des informations non financières, notamment des informations relatives aux questions d'environnement et de personnel. L'expérience montre cependant que l'approche suivie - jusqu'à présent - par les directives comptables en matière de publication d'informations non financières n'a pas eu l'efficacité voulue, seul un nombre limité de grandes sociétés de l'Union européenne publiant régulièrement des informations non financières et la qualité de ces informations étant très variable.

Or, considérant la volonté du législateur européen de renforcer la responsabilité sociale des entreprises (RSE) à travers une amélioration de la transparence de l'information sociale et environnementale fournie par les entreprises, la directive 2014/95/UE - que le présent projet de loi vise à transposer - vient instaurer des exigences plus claires afin de mettre davantage l'accent sur des questions d'actualité importantes. Les informations non financières ainsi publiées ont vocation à être utiles pour les or-

ganisations de la société civile et les communautés locales afin d'apprécier l'incidence des activités d'une entreprise et les risques qui leur sont associés de même que pour les investisseurs afin de mieux tenir compte des questions de durabilité et de la performance à long terme. Une plus grande transparence sur les questions sociales et environnementales peut également aider les entreprises à mieux gérer les opportunités et les risques non financiers et à améliorer ainsi leur performance non financière.

2. La directive 2014/95/UE: une approche souple et non intrusive

La directive 2014/95/UE concernant la publication d'informations non financières et d'informations relatives à la diversité par certaines grandes entreprises et certains groupes modifie la directive comptable 2013/34/UE.

La directive impose aux entreprises concernées de publier dans leur rapport de gestion des informations sur leurs politiques, les risques liés et les résultats obtenus en ce qui concerne les questions sociales, d'environnement, de personnel, de respect des droits de l'Homme et de lutte contre la corruption, ainsi que de diversité dans la composition de leurs conseils d'administration ou de surveillance. Les investisseurs et les autres acteurs concernés disposeront ainsi d'informations plus complètes sur les performances des entreprises.

Une approche souple et non intrusive est néanmoins retenue.

Ainsi, les nouvelles règles ne s'appliqueront qu'à certaines grandes entreprises comptant plus de 500 salariés. Il s'agit notamment d'entreprises cotées, ainsi que d'autres entités d'intérêt public, telles que des banques, compagnies d'assurance et autres entreprises désignées comme telles par les États membres en raison de leurs activités, de leur taille ou du nombre de leurs salariés. Quelque 6.000 grandes entreprises et groupes sont concernés dans l'ensemble de l'Union européenne. Au Luxembourg, le nombre total d'entreprises visées ne devrait pas excéder quelques dizaines d'entreprises.

Il convient de relever que la directive laisse aux entreprises une grande marge de manœuvre en leur permettant de fournir les informations concernées selon les modalités qu'elles jugent les plus utiles, éventuellement dans un rapport distinct.

Pour l'établissement de la déclaration non financière, les entreprises peuvent utiliser les lignes directrices internationales, européennes ou nationales qu'elles jugent les plus appropriées (telles que le Pacte mondial des Nations Unies, les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et la norme ISO 26000, par exemple).

Enfin, s'agissant du contrôle de la déclaration non financière, la directive n'impose pas - pour l'heure - aux entreprises de soumettre cette déclaration à contrôle par un expert indépendant.

3. L'approche retenue au sein du présent projet de loi: une transposition a minima

En matière de communication d'informations non financières, la situation au Luxembourg diverge assez sensiblement de celles de nos voisins. La France et la Belgique connaissent en effet depuis plusieurs décennies des dispositions régissant l'établissement du «bilan social» puis - depuis une période plus récente - des dispositions régissant l'établissement de rapports socio-environnementaux (par exemple: rapport de développement durable, rapport sur la responsabilité sociale de l'entreprise, etc.). Au Luxembourg, bien que certaines entreprises établissent et publient déjà - sur base volontaire depuis plusieurs années - des rapports socio-environnementaux, il n'existe pas à l'heure actuelle de dispositions législatives à caractère obligatoire.

Considérant le caractère nouveau de ces obligations en matière de déclaration non financière, le présent projet de loi opère une transposition a minima de la directive 2014/95/UE en retenant une approche souple et non intrusive, notamment en matière de champ d'application restreint, de liberté de choix du cadre de préparation, de l'opportunité du contrôle par un expert indépendant ou des modalités de publication (par exemple: rapport de gestion ou rapport distinct, dépôt au RCS ou mise en ligne sur le site Internet de la société).

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 24.06.2015

Rapporteur: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

07.12.2015 Désignation d'un rapporteur

11.01.2016 Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

01.02.2016 Décision prise au sujet de la suite des travaux

04.07.2016 Examen de l'avis juridique transmis par le Ministère des Affaires étrangères et européennes

06.07.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.07.2016

Loi du 15 septembre 2016

Mémorial A: 2016, n°199, page 3868

Impôt destiné aux services de secours

6862 - Projet de loi portant création d'un impôt dans l'intérêt des services de secours

La loi du 1^{er} février 1939 dite «Feuerschutzsteuergesetz» a établi un impôt dans l'intérêt du service d'incendie, impôt assis actuellement au taux de 6% sur les primes relatives aux contrats d'assurance-incendie portant sur des biens situés à l'intérieur du pays. Actuellement, le produit de cet impôt est employé de la façon suivante:

- prise en charge de l'assurance des sapeurs-pompiers contre les risques d'accident en service;

- dépenses en relation avec l'Inspectorat des services d'incendie communaux;

- dépenses en relation avec la formation des sapeurs-pompiers;

- subventions aux caisses de secours et à des primes d'encouragement des sapeurs-pompiers;

- le surplus est réparti entre les communes, à titre de subsides pour l'achat et l'entretien du matériel et l'organisation de leur service d'incendie.

Pour des raisons historiques, le produit de l'impôt est donc actuellement destiné exclusivement à l'organisation et au fonctionnement des corps de sapeurs-pompiers, la Protection civile n'ayant été créée qu'après la deuxième Guerre mondiale. Or, il s'avère qu'à l'heure actuelle le nombre des interventions techniques dépasse de loin le nombre des interventions causées par des incendies.

Considérant qu'un nombre important des interventions est causé par les déplacements en véhicule automoteur, il est proposé d'introduire, à l'instar de l'impôt dans l'intérêt du service d'incendie, un impôt dans l'intérêt des services de secours, à charge de tout assureur souscrivant une assurance de responsabilité civile pour automoteur.

Les coûts considérables générés par les services de secours au sens large du terme n'étant pas couverts par l'impôt introduit par la loi du 1^{er} février 1939 dite «Feuerschutzsteuergesetz», ils seraient à supporter par les compagnies d'assurance.

L'impôt est fixé à 3% du montant des primes émises, nettes d'annulations, au cours de l'exercice précédant dans la branche d'assurance «responsabilité civile véhicules terrestres automoteurs» couvrant des véhicules immatriculés au Grand-Duché de Luxembourg.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 17.08.2015

Rapporteur: Mme Joëlle Elvinger

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

22.09.2015 Désignation d'un rapporteur

01.12.2015 Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'une série d'amendements

07.06.2016 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

01.07.2016 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 07.07.2016

Loi du 23 juillet 2016

Mémorial A: 2016, n°139, page 2358



Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 08.09.2015

Rapporteur: M. Franz Fayot

Travaux de la Commission juridique
(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

16.06.2016 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

29.06.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports
(Présidente: Mme Cécile Hemmen):

29.06.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.07.2016

Loi du 23 juillet 2016

Mémorial A: 2016, n°156, page 2652

Conseil supérieur de la sécurité sociale

6928 - Projet de loi portant réorganisation du Conseil supérieur de la sécurité sociale et modification:

- du Code de la sécurité sociale;

- de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire;

- de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

- de la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations, des services et des juridictions de la sécurité sociale

- de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif

Dans son programme de 2013, le Gouvernement s'est engagé à revoir «[...] l'organisation et la procédure devant les juridictions sociales [...]».

C'est précisément l'objet du présent projet de loi.

Il y a lieu de relever dans ledit programme gouvernemental qu'il est également prévu de revoir l'organisation et la procédure devant les juridictions sociales, «[...] notamment par l'introduction d'une procédure de référé».

Le référé est une procédure d'urgence qui permet d'obtenir du juge une ordonnance exécutoire et provisoire quand le litige exige une décision rapide.

La Commission juridique encourage le Gouvernement, qui s'est penché sur les procédures spéciales du droit de la sécurité sociale, à compléter l'organisation et la procédure par l'introduction d'une procédure de référé alors qu'il est primordial que le salarié, l'assuré ou le syndicat, selon le cas, puisse agir rapidement pour éviter que la partie ne soit déchue des droits qu'elle entend faire valoir.

L'objet du présent projet de loi est la réorganisation du Conseil supérieur de la sécurité sociale, qui constitue la juridiction d'appel en matière de sécurité sociale.

Actuellement, le Conseil supérieur de la sécurité sociale connaît des problèmes de fonctionnement.

Plus particulièrement, cette juridiction spéciale a des difficultés pour se composer utilement: contrairement aux juridictions des ordres judiciaire et administratif, celle-ci ne fonctionne pas comme une juridiction permanente et composée de membres siégeant à plein temps.

Outre l'assesseur-assuré et l'assesseur-employeur, elle comprend un président et deux assesseurs-magistrats qui sont tous des magistrats auprès d'une juridiction de l'ordre judiciaire, de sorte que le contentieux de la sécurité sociale ne constitue pas leur activité principale.

D'une part, il s'est fait remarquer que de moins en moins de magistrats sont disponibles pour siéger au sein du Conseil supérieur de la sécurité sociale à côté de leur fonction principale.

D'autre part, il convient de constater un développement quantitatif et qualitatif du contentieux d'appel en matière de sécurité sociale. À cela s'ajoute une diversification du contentieux qui devient de plus en plus complexe.

Une part importante des litiges porte sur des questions juridiques complexes, très éloignées de simples appréciations du taux de l'incapacité de travail et où se pose fréquemment un problème d'application du droit de l'Union européenne.

Par ailleurs, le régime de nomination du président et des assesseurs-magistrats du Conseil supérieur de la sécurité sociale n'offre pas toutes les garanties en termes d'indépendance de la justice et d'inamovibilité.

Ceux-ci sont nommés membres par le Grand-Duc pour une durée de trois années et leur mandat peut être renouvelé. Le législateur n'a pas prévu l'avis de la Cour supérieure de justice qui est obligatoire pour la nomination aux fonctions judiciaires d'un certain niveau hiérarchique.

Après consultation des autorités judiciaires et chambres professionnelles concernées, le Gouvernement a proposé de réformer le Conseil supérieur de la justice, qui reste une juridiction spéciale au sens de l'article 94, alinéa 2 de la Constitution luxembourgeoise.

Dans un souci de permettre une spécialisation des magistrats et de garantir une évacuation des affaires dans un délai raisonnable, le contentieux d'appel en matière de sécurité sociale sera transféré à une juridiction permanente, c'est-à-dire composée de magistrats traitant ce contentieux à titre principal.

Plus particulièrement, les attributions du Conseil supérieur de la sécurité sociale seront exercées par une chambre de la Cour d'appel.

Ceci implique la constitution d'une chambre supplémentaire auprès de la Cour d'appel et la création de trois nouveaux postes de magistrat auprès de cette juridiction.

Composée de trois magistrats professionnels, le Conseil supérieur de sécurité sociale comprendra également un assesseur-assuré et un assesseur-employeur dans la plus grande majorité des cas.

Afin de renforcer l'indépendance et l'inamovibilité, le Gouvernement propose d'attribuer la désignation des magistrats du Conseil supérieur de la sécurité sociale à l'assemblée générale de la Cour supérieure de justice. Aucun membre du Gouvernement n'interviendra dans cette désignation.

Dans un souci de réduire les frais à charge des justiciables et de leur faciliter l'accès au Conseil supérieur de la sécurité sociale, le Gouvernement propose de conserver le caractère oral de la procédure, ce qui exclut l'application des règles de la mise en état et la production de conclusions écrites.

En outre, le recours à un avocat ne deviendra pas obligatoire devant le Conseil supérieur de la sécurité sociale, mais restera une simple faculté pour les justiciables.

Outre le fait que les justiciables conservent le droit de comparaître en personne ou de se faire représenter par un membre de leur organisation syndicale ou professionnelle, ceux-ci pourront également se faire représenter par un membre de leur famille.

En bref, les avantages et les grandes lignes du projet de loi tels que repris dans l'avis de la Cour supérieure de justice sont les suivants:

- organisation d'une juridiction en mesure de traiter de manière efficace le contentieux de la sécurité sociale en appel (magistrats permanents en charge du contentieux),

- organisation d'une juridiction conforme aux exigences d'indépendance (droit à un tribunal impartial, magistrats nommés suivant les modalités de nomination des magistrats de l'ordre judiciaire),

- maintien des règles actuelles de composition de la juridiction d'appel par des magistrats professionnels ainsi que des assesseurs-salariés et des assesseurs-employeurs, maintien d'un secrétariat autonome (pas de changement du statut du personnel administratif),

- maintien de l'oralité des débats,

- maintien du droit personnel des justiciables de se défendre, sans obligation de représentation par un avocat,

- maintien du droit de représentation par un syndicat,

- introduction du droit de représentation par de proches parents.

Ces dispositions proposées ont été favorablement accueillies par les membres de la Commission juridique.

Par ailleurs, la Commission souhaite un débat plus large sur d'autres réformes en vue d'améliorer le fonctionnement de la justice afin notamment d'assurer aux justiciables que des décisions de justice soient rendues dans un délai raisonnable.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 11.12.2015

Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission juridique
(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

29.04.2016 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

22.06.2016 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

29.06.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports
(Présidente: Mme Cécile Hemmen):

29.06.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.07.2016

Loi du 23 juillet 2016

Mémorial A: 2016, n°155, page 2648

Transfert de déchets I

6945 - Projet de loi concernant les taxes à percevoir sur les documents de notification des transferts de déchets nationaux et internationaux

Le projet de loi a pour objet d'adapter la législation concernant les taxes à percevoir sur les documents de notification des transferts de déchets nationaux et internationaux aux réalités actuelles en remplaçant la législation existante, tout en maintenant les principes directeurs.

La loi régissant les taxes à percevoir sur les documents administratifs en relation avec les transferts de déchets date du 24 novembre 1988. L'intitulé de cette loi fait encore référence à la période où les documents étaient remis sous forme imprimée par l'Administration de l'Environnement aux demandeurs. Avec la

mise en phase opérationnelle du système de transmission électronique au courant du troisième trimestre 2015, la majorité des communications se fait dorénavant par voie électronique, situation à laquelle la loi précitée du 24 novembre 1988 n'est plus adaptée. Elle ne prévoit pas non plus une différenciation entre les demandes introduites par voie électronique et celles introduites par courriel, fax ou courrier, alors qu'une telle différenciation est pourtant souhaitable.

En outre, les montants de la taxe tiennent compte de la situation de 1988. L'augmentation générale des prix n'a pas été considérée pendant plus de 25 années, de sorte que les taxes demandées ne sont plus adaptées. Il en résulte que le Luxembourg applique des tarifs largement inférieurs à ceux pratiqués dans les pays voisins.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 17.02.2016

Rapporteur: M. Gérard Anzia

Travaux de la Commission de l'Environnement
(Président: M. Henri Kox):

24.02.2016 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi

08.06.2016 Examen de l'avis du Conseil d'État

22.06.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 29.06.2016

Transfert de déchets II

6946 - Projet de loi concernant le transfert national de déchets

Le projet de loi a pour objet de déterminer le régime du transfert national de déchets, en en fixant les conditions et modalités. Il se substitue au règlement grand-ducal modifié du 7 décembre 2007 a) concernant le transfert national de déchets b) modifiant le règlement grand-ducal du 19 novembre 2002 déterminant les taxes à percevoir lors de la présentation des demandes en obtention des formules prescrites pour le transfert de déchets.

Il y a en effet lieu de remplacer le règlement précité, alors qu'il ne dispose pas d'une base

légitime appropriée. En effet, dans son avis complémentaire du 17 juillet 2015 relatif au projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets (dossier parlementaire n°6771), le Conseil d'État avait relevé que «nombre de dispositions dudit règlement grand-ducal n'ont plus de base légale adéquate depuis l'abrogation de la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets et l'entrée en vigueur de la loi précitée du 21 mars 2012».

Le présent projet de loi se propose donc de régulariser la situation, en conférant un cadre légal au régime du transfert national, ceci dans un souci de sécurité juridique et de transparence.





Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 17.02.2016
Rapporteur: M. Gérard Anzia

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: M. Henri Kox):

24.02.2016 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi

08.06.2016 Examen de l'avis du Conseil d'État

22.06.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 29.06.2016

Sécurité aérienne

6949 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg concernant l'intégration de la sécurité aérienne en vue de répondre aux menaces posées par des aéronefs non militaires (Renegade), signé à La Haye le 4 mars 2015

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés l'Accord entre le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg concernant l'intégration de la sécurité aérienne en vue de répondre aux menaces posées par des aéronefs non militaires (Renegade), signé à La Haye le 4 mars 2015.

Cet accord prévoit de constituer, pour cette procédure spécifique, un espace aérien commun. Les moyens militaires de la Belgique et des Pays-Bas y interviennent en cas de besoin dans le cadre de cette procédure et sur demande de l'autorité nationale compétente. La procédure comprend plusieurs étapes:

- l'interrogation, qui comprend l'identification visuelle ou électronique d'un aéronef et l'es-

corte d'un aéronef;

- l'intervention, qui comprend la contrainte d'itinéraire, l'interdiction de survol et/ou l'obligation pour l'aéronef suspect d'atterrir sur une zone désignée;

- le recours à des tirs de semonce;

- l'utilisation de la force cinétique, allant de tirs de semonce en rafale avec le canon mitrailleur jusqu'à l'utilisation de la force létale.

Il est à noter que le Luxembourg a décidé d'interdire l'utilisation de la force létale sur son territoire, ce qui est expressément stipulé dans l'accord à plusieurs reprises. Les mesures permises dans l'espace aérien luxembourgeois s'arrêtent par conséquent au tir de semonce.

Le contrôle sur les moyens tactiques incombe à l'autorité nationale compétente. Au Luxembourg, cette autorité est exercée en premier lieu par le Ministre de la Défense, qui peut être substitué par le Ministre des Affaires étrangères, respectivement, en troisième lieu, par le Ministre de la Justice.

Les modalités concrètes de la mise en œuvre pratique de l'accord seront fixées par des arrangements techniques.

en vigueur en date du 1^{er} octobre 2015.

Depuis un certain temps, de plus en plus d'établissements d'enseignement supérieur n'offrent plus de filières d'études dites classiques, mais favorisent une véritable diversification, voire flexibilité de leur offre de formation. Le fait que les universités acceptent davantage des étudiants venant d'autres filières, à condition d'avoir auparavant suivi des études dans un domaine apparenté à la spécialité choisie pour le master, en est le corollaire logique.

Il en résulte que beaucoup d'étudiants, futurs enseignants diplômés, ne remplissent plus les

conditions telles que définies par les lois relatives à la politique de recrutement de l'État actuellement en vigueur, et que, par conséquent, une modification de ces textes s'impose afin de les adapter à la nouvelle réalité du terrain.

Par ailleurs, il convient toutefois de préciser qu'en imposant en tant que condition minimum un lien avec la spécialité à enseigner et en maintenant l'examen-concours de recrutement dans la spécialité, les auteurs du projet de loi sous rubrique sont convaincus qu'une telle flexibilité ne se fera pas au détriment de la qualité de l'enseignement.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 25.02.2016

Rapporteur: M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Président: M. Lex Delles):

01.06.2016 Présentation du projet de loi

Désignation d'un rapporteur

Examen de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'un amendement parlementaire

06.07.2016 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.07.2016

Loi du 31 juillet 2016

Mémorial A: 2016, n°174, page 2812

LNS

6959 - Projet de loi modifiant la loi du 18 décembre 2009 relative à la construction de la deuxième phase du Laboratoire National de Santé à Dudelange

Le projet de loi modifie la loi du 18 décembre 2009 relative à la construction de la deuxième phase du Laboratoire National de Santé à Dudelange. Cette loi prévoyait notamment, dans son article 1^{er}, l'installation du laboratoire de radiophysique de la Direction de la santé, Division de la radioprotection.

Or, le Gouvernement luxembourgeois a adopté le 15 octobre 2014 un nouveau plan d'intervention d'urgence en cas d'accident nucléaire. Ce nouveau plan prévoit une zone d'évacuation dans un rayon de 15 kilomètres à partir de la centrale nucléaire de Cattenom. Étant donné que Dudelange se trouve dans cette zone d'évacuation et que le laboratoire de radiophysique est le seul laboratoire à pouvoir effectuer

des mesurages de radioactivité, la décision de ne pas déloger ce service de la Ville de Luxembourg s'impose.

La deuxième phase du Laboratoire National de Santé à Dudelange se trouvant en construction, le Gouvernement a réfléchi à une nouvelle affectation des locaux initialement destinés à accueillir le laboratoire de radiophysique.

Il s'avère que l'«Integrated Biobank of Luxembourg» (IBBL) est à la recherche d'infrastructures adéquates, étant donné qu'elle est actuellement logée dans des pavillons modulaires et que les surfaces et infrastructures sont devenues insuffisantes pour permettre le développement de ses activités.

Il est dès lors proposé de procéder, dans le cadre de la deuxième phase du Laboratoire National de Santé à Dudelange, aux aménagements nécessaires pour pouvoir y accueillir l'IBBL, qui disposera de 965 m² pour l'aménagement de bureaux et de laboratoires au 3^e étage et de 380 m² pour stockage au 1^{er} étage.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 18.02.2016

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la

Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

07.03.2016 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi

09.05.2016 Examen de l'avis du Conseil d'État

06.07.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.07.2016

Loi du 15 septembre 2016

Mémorial A: 2016, n°199, page 3858

Recrutement d'enseignants

6957 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement post-primaire,

2. de la loi modifiée du 1^{er} décembre 1992 portant 1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue et 2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue,

3. de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique,

4. de la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2^e Chance,

5. de la loi modifiée du 22 mai 2009 portant création a) d'un Institut national des langues; b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise,

6. de la loi modifiée du 27 mai 2010 portant

1. modification de la loi du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique;

2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

3. modification de la loi du 9 juillet 2007 portant 1. création d'un lycée à Luxembourg-Dommeldange; 2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

4. abrogation de la loi du 10 août 1991 portant

1) création de la fonction d'instituteur d'économie familiale;

2) modification de la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire;

3) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

4) modification de la loi du 6 septembre 1983 portant a) réforme de la formation des instituteurs; b) création d'un Institut supérieur d'études et de recherches pédagogiques; c) modification de l'organisation de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire

Le projet de loi sous rubrique vise à modifier les conditions applicables en matière de recrutement du personnel intervenant dans l'enseignement postprimaire, dans la formation professionnelle, ainsi qu'au sein de l'Institut national des langues, afin de les adapter à l'évolution des formations offertes par les établissements de l'enseignement supérieur, d'une part, et à la diversification des parcours universitaires, d'autre part. Par ailleurs, il est proposé de tenir compte du nouveau régime de carrières introduit par la réforme de la Fonction publique dont les dispositions sont entrées

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 26.02.2016

Rapporteuse: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

12.05.2016 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

09.06.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

(Présidente: Mme Cécile Hemmen):

12.05.2016 Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

Vote en séance publique: 30.06.2016

Nouveau cours «vie et société»

6967 - Projet de loi portant introduction du cours commun «vie et société» dans l'enseignement secondaire et secondaire technique et modifiant

1) la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement (Titre VI: de l'enseignement secondaire),

2) la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue, et

3) la loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote

Le projet de loi sous avis a pour objet l'introduction dans l'enseignement secondaire et secondaire technique d'un cours commun dénommé «vie et société». Le cours sera dispensé



à partir de la rentrée scolaire 2016-2017 et remplacera le cours d'instruction religieuse et morale et le cours d'éducation morale et sociale.

Le cours «vie et société» n'est pas censé être un mélange des cours d'instruction religieuse et morale et d'éducation morale et sociale existant actuellement. Le cours permettra aux élèves de développer des capacités pour agir comme citoyen éclairé, ouvert, tolérant, critique et responsable. Les sciences humaines et sociales constitueront les points de départ autour desquels le cours s'articule. Le cours s'avère en outre innovant car il place l'élève au centre; l'enseignement prendra comme point de départ des questionnements par rapport à l'environnement de l'élève et amènera le jeune à articuler son vécu et sa quête de sens par rapport aux grandes questions de l'humanité et de la société. Le cours vise aussi à faire connaître les traditions et les rites, les manières de penser et d'agir religieux comme non religieux. Cette approche multi-référentielle devra permettre à l'élève de décoder le langage figuré de textes,

de symboles et d'autres formes de communication des diverses conceptions du monde et des religions ainsi que des valeurs et des convictions qu'elles véhiculent.

Le cours «vie et société» sera dispensé dès la rentrée scolaire 2016-2017 dans l'enseignement secondaire et secondaire technique. Ce n'est qu'en 2017-2018 que le cours sera appliqué au niveau de l'enseignement fondamental. Ce décalage a comme origine l'accord trouvé avec l'Archevêché qui prévoit qu'une autre loi devra être élaborée afin de régler la reprise par l'État du personnel dispensant actuellement le cours d'instruction religieuse et morale dans les écoles fondamentales.

Puisqu'au niveau de l'enseignement secondaire et secondaire technique les enseignants qui dispensent les cours d'instruction religieuse et morale et les cours de formation morale et sociale font partie du personnel de l'Éducation nationale, ils pourront dispenser le nouveau cours moyennant une formation d'initiation de 16 heures.

Comme la formation professionnelle se porte normalement sur une période de trois ans pour la formation professionnelle menant au diplôme d'aptitude professionnelle et au certificat de capacité professionnelle, respectivement sur une période de quatre ans menant au diplôme de technicien, une limitation stricte à quatre ans, respectivement à cinq ans de formation est considérée inéquitable par rapport aux élèves de l'enseignement secondaire et secondaire technique qui sont à leur tour autorisés à redoubler chaque année d'études.

De plus, il est proposé de supprimer les projets intégrés intermédiaires pour les formations à plein temps. En effet, l'organisation s'avérerait lourde et difficilement conciliable avec les ressources humaines et infrastructurelles des établissements scolaires. Il convient toutefois de préciser que les projets intégrés intermédiaires sont maintenus pour les formations sous contrat d'apprentissage.

Par ailleurs, le projet de loi sous rubrique entend revaloriser la formation professionnelle qui est sanctionnée par un certificat de capacité profes-

sionnelle. À cet effet, il est proposé d'aligner les dispositions de la formation professionnelle de base à celles de la formation professionnelle initiale pour ce qui est de l'évaluation par un projet intégré final à la fin de la formation.

Le projet de loi introduit une visite médicale obligatoire pour les élèves en classe de 9^e et en classe de 7^e. En effet, le texte sous rubrique prévoit que l'admission d'un élève à une formation est soumise à une attestation d'aptitude favorable du médecin scolaire.

Par ailleurs, le présent projet de loi prévoit la mise en place d'un service d'accompagnement afin de soutenir les candidats à la validation des acquis de l'expérience professionnelle dans leurs démarches administratives.

Le présent texte définit sa mise en vigueur pour la rentrée 2016-2017, sauf pour l'implémentation d'un projet intégral final pour le certificat de capacité professionnelle et la disposition concernant l'examen par le médecin scolaire, ces dispositions entrant en vigueur une année plus tard.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 15.03.2016

Rapporteur: M. Lex Delles

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (Président: M. Lex Delles):

08.06.2016 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

22.06.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 07.07.2016

Loi du 24 août 2016

Mémorial A: 2016, n°187, page 3074

Échange automatique des «tax rulings»

6972 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2015/2376 du Conseil du 8 décembre 2015 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal et portant modification de la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal

Le projet de loi sous rubrique a pour objet la transposition en droit national de la directive (UE) 2015/2376 du Conseil du 8 décembre 2015 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal en modifiant la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal. Il s'agit d'élargir, à partir du 1^{er} janvier 2017, le champ d'application de l'échange automatique aux décisions fiscales anticipées en matière transfrontière et aux accords préalables en matière de prix de transfert.

La directive garantira que lorsqu'un État membre délivre une décision fiscale anticipée ou conclut un accord en matière de prix de transfert, tout autre État membre se voit échanger les informations de base. Les États membres recevant les informations peuvent demander des informations supplémentaires plus détaillées, y compris le texte intégral d'une décision fiscale anticipée en matière transfrontière ou d'un accord préalable en matière de prix de transfert. Cette mesure est fondée sur le principe selon lequel ce sont les autres États membres qui sont les mieux placés pour évaluer les effets potentiels et la pertinence d'une décision plutôt que l'État membre qui la délivre. Un ensemble limité d'informations de base doivent également être communiquées à la Commission pour des besoins d'évaluation de l'efficacité de l'échange automatique. La Commission mettra au point un répertoire central sécurisé, dans lequel les informations qui doivent être communiquées sont enregistrées afin de satisfaire aux exigences de l'échange automatique. En attendant, l'échange est à effectuer à l'aide d'un formulaire type qui est adopté par la Commission.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 22.03.2016

Rapporteur: M. Eugène Berger

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Eugène Berger):

14.06.2016 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi

08.07.2016 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.07.2016

Loi du 23 juillet 2016

Mémorial A: 2016, n°139, page 2365

Formation professionnelle

6986 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle

La loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle reforme en grande partie les concepts de la formation

professionnelle. Alors que les lignes directrices de la loi précitée ne sont nullement mises en cause, il est proposé d'adapter des dispositions afin de remédier aux incohérences et déficiences de la loi précitée.

Ainsi, le projet de loi sous rubrique supprime la limitation de la durée de la formation professionnelle, telle que prévue à l'article 7 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 précitée.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 11.05.2016

Rapporteur: M. Claude Lamberty

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (Président: M. Lex Delles):

29.06.2016 Présentation du projet de loi

05.07.2016 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État

06.07.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.07.2016

N3 - 1^{re} phase

6998 - Projet de loi relatif à la réalisation de la phase 1 de la route Nouvelle N3 entre la Gare Centrale et le Pôle d'échange Bonnevoie

Le projet de loi a pour objet d'autoriser le Gouvernement à procéder à la réalisation d'une route classée «route nationale» entre la Gare

centrale et le pôle d'échange Bonnevoie et de lui fournir l'enveloppe financière nécessaire. Les dépenses occasionnées par le projet, à charge du Fonds des routes, ne doivent pas dépasser le montant de 106.021.000 euros. L'autorisation du législateur est nécessaire dans la mesure où l'engagement total de l'État dépasse le montant de 40.000.000 euros prévu à l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 30.05.2016

Rapporteuse: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable (Présidente: Mme Josée Lorsché):

09.06.2016 Désignation d'un rapporteur

16.06.2016 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

21.06.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 30.06.2016

Chèque-service

7009 - Projet de loi portant modification de l'article 42 de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse

Le projet de loi sous rubrique a comme objectif de reporter l'entrée en vigueur de certaines dispositions de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur

la jeunesse. La modification de l'article 42 facilite, au niveau des dispositions légales applicables au dispositif du chèque-service accueil, la transition sur le plan du traitement des demandes et de la tarification du régime. Il s'agit d'une étape préparatoire à l'introduction du programme d'éducation plurilingue qui s'opérera par une modification de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 05.07.2016

Rapporteur: M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (Président: M. Lex Delles):

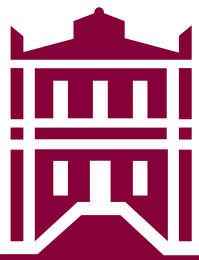
06.07.2016 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi

12.07.2016 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.07.2016

Loi du 31 juillet 2016

Mémorial A: 2016, n°173, page 2808



Sommaire

- 1. Ouverture de la séance publique**
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
- 2. 6953 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman 2015**
 - Rapport de la Commission des Pétitions: M. David Wagner (dépôt d'une motion)
 - Débat: M. Marco Schank, Mme Cécile Hemmen, M. Max Hahn, M. Roberto Traversini, M. Gast Gibéryen
 - Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative
 - Vote sur la motion 1 (adoptée)
- 3. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du vote britannique en faveur d'une sortie du pays de l'Union européenne - les effets et les conséquences pour l'économie luxembourgeoise et notre place financière**
 - Exposé: M. Laurent Mosar
 - Débat: M. Eugène Berger, M. Franz Fayot (intervention de M. Laurent Mosar), M. Gérard Anzia, M. Roy Reding, M. Marc Baum
 - Prises de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie (interventions de M. Claude Wiseler), M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
 - M. Laurent Mosar (parole après ministre), M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, M. Laurent Mosar, M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (intervention de M. Claude Wiseler)
- 4. 6894 - Proposition de révision de l'article 32, paragraphe 3 de la Constitution**
 - Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle: M. Alex Bodry
 - Discussion générale: M. Paul-Henri Meyers, Mme Simone Beissel, M. Claude Adam, M. Roy Reding, M. Marc Baum (interventions de M. Alex Bodry)
 - Prise de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
 - Vote sur la proposition de révision de la Constitution
- 5. 6868 - Projet de loi concernant la publication d'informations non financières et d'informations relatives à la diversité par certaines grandes entreprises et certains groupes et portant modification de diverses dispositions relatives à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises ainsi qu'aux comptes consolidés de certaines formes de sociétés et**
 - portant transposition de la directive 2014/95/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 modifiant la directive 2013/34/UE en ce qui concerne la publication d'informations non financières et d'informations relatives à la diversité par certaines grandes entreprises et certains groupes;

- portant modification:
- du titre II de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises;
- de la section XVI de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;
- de la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative:
 - * aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois
 - * aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger
- Rapport de la Commission juridique: M. Franz Fayot
- Discussion générale: M. Léon Gloden, Mme Simone Beissel, Mme Josée Lorsché, M. Roy Reding, M. David Wagner
- Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice
- M. David Wagner (parole après ministre), M. Félix Braz, Ministre de la Justice
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 6. 6928 - Projet de loi portant réorganisation du Conseil supérieur de la sécurité sociale et modification:**
 - du Code de la sécurité sociale;
 - de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire;
 - de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;
 - de la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations, des services et des juridictions de la sécurité sociale;
 - de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif
 - Rapport de la Commission juridique: M. Alex Bodry
 - Discussion générale: M. Gilles Roth, Mme Josée Lorsché, Mme Simone Beissel
 - Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Félix Braz, Nicolas Schmit, Romain Schneider, Fernand Etgen, Pierre Gramegna et Dan Kersch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - E schéine gudder Mëtteg. Ech maachen d'Sézung elo op a froen d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Da géife mer zu eisem Ordre du jour iwwer-geen. An als éischte Punkt um Ordre du jour hu mer d'Orientéierungsdebatt iwwert den Aktivitéitsrapport vum Ombudsman fir d'Joer 2015 stoen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 geregelt. An d'Wuert huet elo direkt den Här Rapporteur vum der Pétitiounskommissioun, den Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

2. 6953 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman 2015

Rapport de la Commission des Pétitions

► **M. David Wagner (déi Lénk), rapporteur.** Merci, Här President. Ech wëll fir d'Alleréischte jiddwerengem Merci soen, deen an dësem Bericht matgeschafft huet. Dat sinn natierlech d'Membere vum der Pétitiounskommissioun, awer och déi Membere vun allen anere Kommissiounen, déi vum dësjärege Bericht saiséiert goufen. Ech mengen, domadder hätt ech quasi jiddwerengem hei am Sall op iergendeng Aart a Weis Merci gesot. Ech mengen, awer och e ganz spezielle Merci, dee geet natierlech och un d'Madamm Vera Haas-Gelejninsky, déi u sech d'Bärenarbeit gelescht huet, an natierlech och un d'Médiatrice selwer, d'Madamm Lydie Err, déi fir all Fro zur Verfügung stoung, an och dem ganze Personal vun der Ombudsmann-stell.

Här President, virun net allze laanger Zäit hat ech e Gespréich mat engem Mann, deen aus Brasilien kënnt, dee scho gutt 15 Joer hei zu Lëtzebuerg leeft. An deen ass einfach net midd ginn, Lëtzebuerg als e fantastescht Land ze beschreiwen, wat hien nimools wëllt verlossen. Op eng Kéier, dunn ass et mir scho bal ze bont ginn, dunn hunn ech gemengt missen ze soen, datt säi Land Brasilien awer och villes ze bidden

hätt. Doropshin huet hie gemengt, ob ech mir bewusst wier, wéi schwéier et wier, an engem Land ze liewen, wou, wann een aus einfache Verhältnissen kéim, et immens schwierig wier weiderzekommen, wann ee weder iwwert déi richteg Relatiounen nach iwwert dat néidegt Geld géif verfügen, fir déi normalst bürokratesch Prozeduren duerchzegoen. Hei zu Lëtzebuerg géif et dat net ginn. An et wier alles een-deiteg méi einfach.

Schlussendlech huet hie souguer gemengt, datt d'Lëtzebuenger sech deem net ëmmer bewusst wieren. An e misst ëmmer de Kapp rëselen, wann e se géif héieren, iwwer hire Stat deemno wéi oder Gemengen hierfalen.

Jo, mir sinn eis net ëmmer bewusst, mengen ech och, datt eis Administratiounen, ob Gemengen oder Stat, och wa se net perfekt sinn, et u sech méiglech maachen, datt d'Land awer relativ gutt funktionéiert. Dat huet alles natierlech e Präis. Et muss een an effentlech Infrastrukturen an och an d'Mënschen investéieren an hinnen en Aarbechtsëmfeld schafen, dat se motivéiert, hiren Dénsgsch un der Allgemeng-heet ze leeschten.

Dat alles wëllt awer natierlech net heeschen, datt de Service public keng Verbesserung bräicht. En effentlechen Dénsgsch muss sech regelméisseg verbessern, sech ermeieren, sech un d'Evolutione vum der Technologie adaptéieren a virun allem un d'Evolutione vum der Gesellschaft, vum der eegener Bevëlkerung, déi zemoos hei zu Lëtzebuerg, vläicht souguer méi wéi an anere Länner ronderëm, hiert Gesiicht an deene leschten 30 Joer enorm verännert huet, gewuess ass an och méi jonk an dynamesch ginn ass.

Eng vun de Verbesserunge vum effentlechen Dénsgsch wor d'Unhuelen am Joer 2003 vum Gesetz iwwert d'Schafung vum Ombudsman, also dem Mediateur tëschen der Administratioun an dem Administré oder dem Usager, dem Bierger; an ech mengen, et ass en Term, deen d'ailleurs vill méi appropriéiert ass wéi Client. Ech mengen, dat d'äerf een och ni vergiessen. An deen éischten, deen dës Funktioun iwwerholl huet, wor deemools de Marc Fischbach, deen an där Roll richteg gewuess ass. Ech ka mech nach drun erënnere, als Journalist hat ech deen Dossier och nach suivéiert.

Deen zweeten Ombudsman, deen awer op kee Fall manner engagéiert ass a sech u sech och als Deputéierte fir d'Schafe vun dëser Stell engagéiert huet, ass d'Lydie Err, déi weiderhin Ombudsman heescht, well den Term, wéi mer dat och schonn d'lescht Joer erëm eng Kéier gesot hunn, op Schwedesch net „Mann“ heescht, mä „geschlechtsneutral Persoun“ heescht. An „Mann“, wa mäi Googletranslater richteg funktionéiert, op Schwedesch heescht „Människa“. Dat heescht, an deem Fall d'äerf een ni vergiessen, datt et weiderhin „Ombudsman“ ass.

Wéi ech d'lescht Joer am Abrëll vereedegt gouf, konnt ech en cours de route d'Diskussiounen iwwert de leschte Rapport vum Ombudsman matkréien. An dat ware keng einfacher, zemoos net an der Institutionskommissioun, well d'Madamm Err eng ganz Rei vu Suggestiounen gemaach hat, déi natierlech och fir Diskussiounen gesuergt haten.

Dëst Joer huet sech de Bericht vum der Madamm Err op een Thema konzentréiert, an zwar dat vun der Kommunikatioun tëschen de Verwaltungen an de Bierger. Et wor en délibéréierte Choix vum Ombudsman, fir sech op een Thema ze konzentréieren haaptsächlech, deen et eis dann och erlaabt huet, eis mat dëser Fro méi déifgrënneg ze beschäftegen. Eng Rei Beispiller goufen dann och am Bericht ernimmt, déi och an de respektive Kommissiounen diskutéiert goufen an déi een och am Bericht, deen ech hei virdroen, erëmfanne kann.

D'Iddi vum Ombudsman mécht awer esou lues hire Wee. Am Ganze sinn am Joer 2015 743 Reklamatiounen agereecht ginn. An dovunner sinn der 483 clôturéiert ginn, wat heescht, datt nach 260 Dossieren an der Bearbechtung sinn. Dat ass eng beträchtlech Zomm, wann ee bedenkt, datt den Ombudsman iwwer relativ limitéiert Ressourcé verfüügt.

Eng positiv Saach ass och déi, datt vun den ofgeschlossenen Dossieren de globalen Taux de correction relativ héich läit; fir genau ze sinn, op 80,86%.

Wann een awer méi an den Detail geet an d'Resultater ventiléiert, da stéisst een op gewëssen Diskrepanzen. Do, wou d'Mediatioun nach am meeschten nozehuelen huet,

ass bei der ADEM, wou dee schlechtesten Taux de correction feststellen ass, mat nëmme 47%; an um Niveau vun de Gemenge bei den Urbanismusfroen haaptsächlech, wou den Taux nëmme 66% bedréit.

Dës Zuelen d'äerfen eis awer och net onbedéngt wonneren. Et ass jo kee Geheimnis, datt d'Administratioun vun der ADEM eng Reform gebraucht huet, déi schonn eng Zäit pendant war. An op Gemengenniveau ass d'Problematik déi, datt et keng zentral Administratioun gëtt, mä esou vill, wéi et Gemenge gëtt. An do hânt et natierlech vun der Capacitéit a vum Volume vun enger Gemengenadministratioun of, mä och deemno wéi vum gudder Wëllen oder richteger Versteedsdemech vum Rôle vun der Mediatioun.

Am Bericht vum Mediateur ginn och an deem Fall och Dossieren ernimmt, wou d'Kommunikatiounen tëschen Buergermeeschter an Ombudsman net ëmmer klappen. Natierlech ginn déi ernimmt, wou et net klappt. Et sinn och Fäll, wou et klappt. Mä ëmmerhin. Mä dat ass natierlech schued, well et kengem weiderhëllef, well et och d'Litigé vläicht kéint léisen, ier et viru Geriicht geet an, deemno wéi, ier d'Gemeng vläicht deemno wéi veruerteelt gëtt. Dat sinn déi méi onerfreelech Säite vum Bericht.

Allerdéngs mierkt een awer och, datt d'Be-reetschaft an der Fonction publique, fir ze-summen no der Léisung vun engem Problem ze sichen oder fir e Mëssverständnis aus dem Wee ze raumen, ëmmer méi grouss gëtt. Dat ass déi richteg Astellung, well ëmmer méi ver-stane gëtt, datt de Mediateur - fir et elo krass auszedrücken - keen Emmerdeur ass oder Emmerdeuse, mä eng Hëllefstell souwuel fir de Bierger wéi och fir d'Verwaltung.

Vill Fäll, déi am Bericht opgezielt ginn, weisen op Problemer hin, déi duerch eng besser Kom-munikatioun wahrscheinlech net entstanen wieren. De Beamten ass net de Virwurf ze maachen, datt se an där Sprooch kommunizéieren oder souguer kommunizéieren sollen, déi hinne

virgeschriwwen ass. Am Prinzip hu se och konform zu de Gesetzer oder Reglementer gehandelt.

An da gëtt et natierlech den Adage: Nul n'est censé ignorer la loi. Wéi mir all awer wëssen, ass et eng reng formal Wourecht, déi sech an der Realitéit, am Alldag net esou einfach ëmsetze léisst. Dovunner ofgesinn, datt d'Gesetzer och ëmmer eng gewëssen Interpretationsmarge hunn.

Wie vun eis souz och net schonn ze rätselen, wat een administrative Courier ganz genau mengt, wat ee wou ausfëlle soll a vläicht och firwat? Dofir ass et e groussen Défi fir d'Administration, de sproochlechen Émgang mat de Bierger ze reforméieren.

Dat wësse vläicht nach net vill Leit, mä dee Prozess ass amgaangen. D'Médiatrice huet sech scho mam INAP concertéiert a schonn déi eng oder aner Sëtzung ofgehalen, fir d'Fro vun der Kommunikatioun méi konkret ze behandelen. An et ass net einfach!

Et ass net einfach, well zwee Prinzipie matenee kollidéieren oder schéngen ze kollidéieren: enger säits de Prinzip vun der administrativ juristescher Korrektheit, déi eng Kommunikatioun am Schrëftleche muss respektéieren, well e juristeschen oder administrative Flou ka schwéier Konsequenze souwuel fir de Bierger wéi och fir den effentlechen Dénsgsch selwer hunn; anersäits de Prinzip vum Verständnis a vun der Novollzéibarkeet vun der Kommunikatioun fir en Normaltierflechen, dee mir all sinn. Well wann déi Kritären och net respektéiert ginn, da kann et genauso gutt zu schwéiere Konsequenze komme fir de Bierger oder den effentlechen Dénsgsch.

An als kleng Anekdot: De Summum vun der Onkloerheet vun der administrativer Sprooch ass zum Beispill beim Conseil d'État, deem franséischen - net deem lëtzebuergeschen; deem franséischen -, errecht ginn. Deem seng Décisioune sinn traditionell an esou verkläueléiert franséisch redigéiert, datt de Conseil d'État selwer en hausinternen Iwwersetzungs-dénsgsch huet, fir datt seng Décisionen och richteg interpretéiert ginn.

Also, mir versichen elo, de Géigendeel ze maachen. Et ass also eng Erausforderung fir eis Administration, fir dee Wee ze goen, fir eng verständlech, ma trotzdeem kloer Sprooch ze fannen, fir mat de Bierger ze kommunizéieren. Et ass eng Erausforderung, mä si ass net onméiglech. Aner Länner op der Welt sinn dee Wee scho gaangen. An dofir kënne mer eis schonn op Erfarungen aus dem Ausland stäipen. Dat ass notament de Fall vun der Belsch, vu Frankräich oder vu Kanada.

Et gëtt och den hollännesche Professor, den Alex Brenninkmeijer, dee Member ass vum Europäesche Rechnungshaff an den Ombudsmann vu sengem Land war. E schwätzt vu véier Prinzipien, déi dobäi gëlle mussen: Kloerheet, Genaugkeet, Personalisierung a Concisioune. Dat ka sech ganz konkret ausdrécken: E personalisierte Brëif, deem direkt de Problem oder d'Uleies uschwätzt, fir datt de Lieser net brauch déi verkläueléiert administrativ Sprooch ze iwwersetzen. A wann zum Beispill den Ofsender sech op e Gesetz oder e Reglement stäipe muss, da soll den dann net tel quel esou ofgedréckt ginn, mä nëmmen dee wichtegen Deel. An dann, wa méiglech, och esou gedréit, datt et verständlech ass.

Ech hu virdru Frankräich, d'Belsch a Kanada ernimmt. An deene Länner gouf zum Beispill och e Lexikon entwéckelt vun administrativen Termen. An dee Lexikon schléit de Beamten dann och brauchbar Synonymen vir, déi se benotze kënnen an déi dann och méi verständlech sinn.

Wéi mir et all wëssen, beschränkt sech d'Kommunikatioun tëscht der Verwaltung an de Bierger net nëmmen op Brëifpabeier, mä déi informatesch Kommunikatioun hëlt ëmmer méi zou. Dat vereinfacht natierlech immens vill Saachen; et kann och d'Prozesser beschleunegen. Mä mir deelen och d'Meenung vum Ombudsmann, datt eng Gefor an der totaler Informatisierung vun der Kommunikatioun besteet an datt weiderhin de mënschleche Kontakt mat den Agente vun der Verwaltung muss bäibehale ginn.

Här President, ech sinn och glécklech, datt mer dëst Joer Neel mat Käpp maachen, wéi et esou schéin heescht. Ech wëll natierlech vum Guide des bonnes pratiques administratives schwätzen. Dat ass souzosen den Dauerbrenner zanter Joren, wat net nëmmen an Uleies vun der Madamm Err ass, mä och schonn eent vun hirem Virgänger, dem Här Fischbach. Den éischte Schratt an dës Richtung gouf scho vum EU-Par-

lament am Joer 2001 geholl, deen eng Resolution ugeholl huet fir e Code européen de bonne conduite administrative, deen och spéiderhin zum Beispill tel quel iwwersat gouf vum Land Rheinland-Pfalz.

Mir sollen haut eisen eegene Wee goen an en eegene Code unhuelen, deen aus 26 net komplizierten an och net bürokrateschen Artikelen besteet. Am Joer 2012 hat d'Médiatrice an hirer Recommandatioun Nummer 49 d'Unhuelen duerch d'Regierung vun deem Guide virgeschloen. Et ass oft diskutéiert ginn. Mä bis elo ass näischt Konkretes an deem Sënn geschitt. Dat ännert elo.

An enger Sëtzung vun der Petitiounskommission a Präsenz vun der Médiatrice ass dee Punkt diskutéiert ginn. A mir hu gemengt, datt mer am Kader vun dëser Debatt eng Motioun géifen déposéieren, déi d'Regierung géif alueden, dee Kodex unzuhuelen, eng Motioun, déi natierlech och vu sämtleche Fraktiounen a sämtleche Sensibilitéite gedroe gëtt. An ech soen an deem Sënn och jiddwerengem Merci.

Wann ech gelift, Här President.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- vu la recommandation n°49 de l'Ombudsman relative à l'introduction d'un Guide des bonnes pratiques administratives dans la fonction publique se basant sur le Code européen de bonne conduite administrative approuvé par le Parlement européen;

- reconnaissant la nécessité pour l'Administration de se doter de principes ayant pour objectif:

- *d'établir des lignes de conduite permettant d'orienter les agents des administrations dans leurs relations avec le public,*

- *de faire connaître aux administrés les normes administratives qu'ils sont en droit d'attendre des administrations, et*

- *de servir de référentiel au Médiateur dans l'appréciation du caractère ou non des réclamations qui lui sont soumises;*

- rappelant qu'un projet de Guide des bonnes pratiques administratives a été élaboré sous le Gouvernement précédent;

- rappelant que dans la déclaration sur le programme gouvernemental de 2013, le Gouvernement a annoncé de mettre en œuvre un code de bonne conduite administrative,

invite le Gouvernement

- à adopter le Guide des bonnes pratiques administratives dans la fonction publique tel que défini dans la recommandation n°49 de l'Ombudsman.

(s.) David Wagner, Gast Gibéryen, Max Hahn, Cécile Hemmen, Marco Schank, Roberto Traversini.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Villmoos Merci.

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*), *rapporteur.* - Emsou méi positiv war et och, wéi de Minister fir den effentlechen Dénsgsch, den Dan Kersch, an der Sëtzung vun der Kommission vum effentlechen Dénsgsch, wou den Ombudsmannbericht diskutéiert gouf, matgedeelt huet, hie wëllt och dës Wee dëst Joer nach aschloen.

Här President, d'Petitiounskommission féliciteert dem Minister fir deen Engagement. An deem Sënn misste mer, mengen ech, keng gréisser Problemer hunn, fir dës Motioun unzuhuelen, déi elo déposéiert gëtt an, wéi gesot, déi jiddwereen hei ënnerstëtzt.

Här President, et ass net fir näischt, datt d'Unhuele vun deem Guide eng gewëssen Zäit gebraucht huet. Et hu Retizenzen op verschidenen Niveaue bestanen, déi deelweis och verständlech waren oder sinn: Éischters, well innerhalb vun der Administration d'Suerg bestanen huet, esou e Guide géif se an hirer Aarbecht aschränken. Ech mengen awer, datt dës Suerg sech an der Tëschenzäit geluecht hunn. Zweetens war et net ëmmer kloer, inwiefern dee Guide rigid oder onflexibel wier.

Dofir ass et jo och e Guide a kee Reglement an nach manner e Gesetz, dat bei all Ännerung entweder duerch de Regierungrot respektiv duerch d'Chamber goe misst. Wéi den Numm et seet, et ass e Guide, dee sech am Laf vun der Zäit adaptéiere léisst, verbessere léisst an och oppen ass fir Virschléi.

Här President, wa mer scho vun deem Guide des bonnes pratiques administratives esou vill schwätzen, erlaabt mer dann, och e puer Beispiller ze ginn, fir datt et net ze vill abstrakt kléngt. Ech wäert elo net all eenzelnen Artikel virlesen; keng Angscht! Mä vill Saachen d'ailleurs kléngen u sech selbstverständlech a ginn elo schonn esou applizéiert; mä net ëmmer!

Den Artikel 5.3 zum Beispill séichert, datt kee Bierger opgrond vu sengem Geschlecht, sen-

ger Origin, senger Hautfaarf, senger Relioun an esou weider soll diskriminiert ginn.

Den Artikel 13 rappelleert, datt all Bierger e Recht huet, eng Äntwert ze kriegen an enger vun den dräi offizielle Sproochen, dat heescht Lëtzebuergesch, Däitsch oder Franséisch.

Den Artikel 14 ass net onwichtig, well e festschreift, datt all Bierger innerhalb vun zwou Wochen d'Recht huet op en Accusé de réception, wann et net méiglech ass, innerhalb vun deem Zäitraum eng adequat Äntwert ze kriegen.

Donieft gesäit den Artikel 18 awer och vir, datt, wann de Beamten zwar verpflichtet ass, eng Entscheidung ze motivéieren, hien awer och d'Recht huet, dem Bierger matzedeelen, datt, wann et zäitlech net méiglech ass, an enger gewëssener Zäit eng Entscheidung ze motivéieren, hien dat zu enger spéiderer Zäit maache wäert.

Den Artikel 15 ass och net oninteressant. Dee schreift nämlech vir, datt e Service sech verpflichtet, eng Demande un deen eigentleche Service weiderzeleeden, respektiv informéiert de Bierger, datt deem seng Demande vläicht net komplett ass oder feelerhaft ass.

Am Bericht vum Ombudsmann hu mer och gesinn, datt d'Bierger oft léséiert wore wéinst administrativen Onkloerheeten, wat dann zu géigesäitigem Frust féiert, souwuel säitens vum Bierger wéi och vun den implizéierte Services, wann et net souguer zu geriichtleche Prozedure féiert, wou keen eppes drun ze gewannen huet.

Här President, dëst Joer huet sech de Bericht vum Ombudsmann op d'Fro vun der Kommunikatioun konzentriert. Dobäi koum den Dauerbrenner Guide des bonnes pratiques administratives, deen an engem gewëssene Mooss mat der Kommunikatioun zesammenhängt.

Mir hunn awer och als Petitiounskommission gemengt, an dat steet och als drëtter Punkt an eise Konklusionen, och wann d'Médiatrice et an deem Bericht net thematiséiert huet, datt een d'Diskussionen an d'Debatten, déi d'lescht Joer gefouert goufen iwwer eng eventuell Reform vum Gesetz vun 2003, deen den Ombudsmann organiséiert, net dierft vergiessen.

Mir sinn eis bewosst, datt all déi Punkten net onbedéngt konsensfäeg si respektiv keng oder schwéier eng Majoritéit fanne géifen. Dat soll eis awer net dovunner ofhalen duerch eng Proposition de loi déi Punkten opzegräifen, wou Verbesserungsméiglechkeete bestinn.

Do gëtt et net onwesentlech Punkten, wéi zum Beispill eng méiglech Erweiderung vun de Kompetenze vum Ombudsmann zu all Service, deen eng Mission de service public huet, oder d'Méiglechkeet fir den Ombudsmann, sech selwer an engem Fall ze saiséieren, also den Droit d'autosaisine, oder souguer en Investigationsrecht anzeraumen. Et wier och d'Geleeënheet, e puer Punkten ze clarifiéieren a Saache Personal a Verwaltung vum Budget.

Wéini esou eng Reform stattfanne kéint, iwwert déi Agenda hunn ech wéineg Handhab, well esou eng Décisioun jo majoritär misst getraff ginn. Mä ech mengen, an do schwätzen ech a mengem eegenen Numm, et wier gutt, datt den Toilettage allerspëtstens bis 2020 geschéie géif, also ier en neit Mandat vum Ombudsmann géif ufänken. Mä wann et schonn an dëser Legislaturperiod méiglech wier, tant mieux. Ech mengen, datt mer nach d'Geleeënheet kriegen wäerten, déi Diskussionen innerhalb vun der Petitiounskommission zu féieren.

Här President, ech wöllt nach e puer Wieder verléieren, awer dës Kéier a mengem Numm an net méi als Rapporteur. Ech sinn et jo als Oppositionsdeputéierten net esou gewinn, e Bericht ze erstatten. Ech muss soen, ech mengen och net, datt et deemnächst erëm wäert geschéien.

(Hilarité)

Net an dëser Legislaturperiod.

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Dir hutt dat awer bis elo esou gutt gemaach!

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*), *rapporteur.* - Ma wann Der wëllt, kann ech et vill méi oft maachen.

(Hilarité)

Dat gëtt komplizéiert. Ech wäert och net méi vill derzou soen, well ech muss soen, datt meng Schizophrenie net esou wäit geet, datt ech elo de Géigendeel géif behaapte vun deem, wat ech bis elo gesot hunn, an datt ech u sech och d'Konklusionen, mat deenen ech awer eppes ze dinn hunn, total deelen.

An ech muss soen, datt et relativ flott gelaf ass. Dobäi muss een awer och betounen: Dëst Joer, op jidde Fall, ware wéineg Reibungsflächen do.

(Interruption)

Dat dierft Der.

Dovunner ofgesinn, muss een och soen, datt d'Aarbecht an der Petitiounskommission u sech méi spannend ass, wéi ech mir et ursprénglech virgestallt hat.

Ech wöllt awer och e klengen Denkestouss lassginn a mengem perséinlechen Numm. Dat läit mer e bëssen um Häerz. Iwwer Woche si mer dovunner ausgaangen, datt dës Bericht u sech och éréscht d'nächst Woch géif ofgehalen ginn. Et dierft ee jo net vergiessen, datt deen tribunaire ass vun den Aarbechte vun anere Kommissionen.

D'lescht Woch gouf awer an der Conférence des Présidents décidéiert, dee Bericht ëm eng Woch virzeleeden. Dat war kee gréisseren Drama, op jidde Fall net fir mech an och net fir déi aner Membere vun der Petitiounskommission. Ech ginn awer och ze bedenken, datt nach aner Leit, oder zemoos eng Persoun, hannert dëser Aarbecht stiechen, an datt déi sech hir Aarbecht mussen organiséieren.

Et huet zwar exzellente geklappt, ganz gutt geklappt, mä mat engem gewëssene Stressfaktor, deen ee sech hätt kënnen erspueren. Dofir wëllt ech och der Conférence des Présidents dës Iwwerleeung mat op de Wee ginn, bei gréisseren Debatten notament esou eng Ännerungen an der leschter Minutt ze vermeiden.

A wann ech och nach derbäi sinn: Et muss generell eng Iwwerleeung stattfannen iwwert d'Personalpolitik. En iwwerflächleche Bléck kéint derzou leeden ze mengen, d'Aarbecht vun der Petitiounskommission, dat wiere Pannuts, do bräicht ee just Petitiounen unzuhuelen, déi erakommen. Et ass awer e bësse méi komplizéiert.

Vill Petitioune kommen net a propperer Form eran. A ganz oft, amplaz se einfach ofzeschmetterten, och well mer mengen, datt een dem Bierger muss zevirkommen, kriegen d'Petitionnaire Verbesserungsverschléi gemaach, notament an der Formulatioun. Déi Aarbecht mécht eng Persoun, déi sech och nach ëmmer anere Kommissionen bekëmmere muss. An déi Aarbecht kritt ëmmer méi Poids, well déi elektroonesch Petitioune ganz beléift sinn.

A wa mer wëllen - an do si mer erëm beim Ursprungstema, nämlech der Kommunikatioun tëschent dem Bierger an der Verwaltung oder den Institutionen -, datt dës Kommunikatioun verbessert gëtt, da muss mer eis déi mënschlech Moyene ginn, an och déi finanziell.

An dat wier dann och mä Schlusswuert: Mat all deem, wat mir eis virhuelen, wat d'Vebesserungen och vun der Verwaltung ugeet, wat d'Rechter, awer och d'Vepflichtunge vun de Beamten ugeet, dat alles kriegen mer net hin ouni konsequent Mëttelen an natierlech och ouni Austeritéit, seet de Vertrieeder, an deem Fall, vun déi Lénk.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Merci och dem Här Wagner. An den éischten ageschriwwene Riedner ass de President vun der Petitiounskommission, den Här Marco Schank.

Débat

► **M. Marco Schank** (CSV). - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der CSV-Fraktioun wöllt ech dem Kolleeg David Wagner, dem Rapporteur, e ganz, ganz grouse Merci soe fir deen exzellente Rapport, mëndlech an och schrëftlech, en huet et elo grad gesot, deen och huet missen a relativ kuerzer Zäit erstallt ginn. Emsou méi sinn ech fro iwwert déi 25 Säiten, déi et och a sech hunn, wou ee wirklech am Detail kann noliessen, wat de Rapport d'activité 2015 vum Ombudsmann ausgemaach huet. An ech ginn och duerfir a menger Interventioun elo net op d'Detailler vun deem selwechte Rapport an, well mäi Virriedner, wéi gesot, dat explizitt gemaach huet a well et eben och am schrëftleche Rapport erëmzefanzen ass.

Erlaabt mer och a menger Interventioun, den Term „Ombudsmann“ ze gebrauchen. Mir hunn eis dorop geeenegt, well et an eisen Aen och deen adequatesten Term ass, virun allem och, fir den Ennerscheed zu anere Mediationen, den Ennerscheed zu anere Mediateure kloer an däitlech ze halen, den „Ombudsmann“, den David huet et och gesot, dat ee geschlechtsneutrale Begrëff ass, och wann et am däitschsproochige Raum heiansdo de Gebrauch vun „Ombudsfrau“ gëtt. Nach si mer eis eens, datt dee Begrëff fir eis dee richtegen ass.

Zu Lëtzebuerg hu mir déi Institution Ombudsmann 2003 per Gesetz an d'Liewe geruff. A mir sinn eis, mengen ech, och allegueren eens hei

dem Service aschränkt duerch restriktiv a juristisch Direktiven, mä just grad, wéi den Numm et och seet: Et ass e Guide! Dohier sollten d'Servicer vun de Verwaltungen dës Guide betrachten als en Hëllefsmittel, fir sech ze verbessern a fir d'Qualitéit an och d'Effektivitéit vun hirer Aarbecht ze promovéieren.

Dës Guide soll och en Akzent setzen op d'Integritéit, den Dévouement an och d'Aufillungsvermögen, eigentlich alles Eegenschaften, déi och elo schonn eng grouss Majoritéit vun de Beamten hunn, déi am Alldag am Kontakt si mat de Bierger, mat den Entrepreneuren oder awer och soss Vertrieeder vun Instanzen.

Et bleift ze hoffen, dass et sech hei ëm e ganz praktesche Guide handele wäert, deen d'Prozedur gutt definéiert an erkläert an deen déi praktesch Etappe beschmeiglech explizéiert, fir dass d'Décisions an de Verwaltungen an aller Transparenz an och verantwortungsvoll kënnen geholl ginn.

Wat awer elo d'Kommunikatioun vun de Verwaltungen ugeet, esou sinn och der Meenung, dass grad hei dee gréissten Challenge läit. Et geet net onbedéngt ëm d'Elementer vum Contenu, mä drëms, dass d'Erklärung kloer an einfach solle sinn, an och, dass d'Biergerinnen an d'Bierger d'Messages a verschiddene Sproochen sollte kréien. Et geet also schonn drëms, wat ee vermëttelt, mä méi wichteg nach ass et, wéi een et vermëttelt.

Dofir wëilt ech och drop hiweisen, dass d'LSAP dës Initiativ ganz proaktiv ënnerstëtzt an dofir d'Motioun och matdroe wäert, déi Dir, Här President, vum Rapporteur iwwerrecht kritt hutt.

Wat elo d'Erweiterung vun de Kompetenzen vum Ombudsmann ubelaangt, esou ënnerstëtzt d'LSAP iwwerengs och de Fait, dass d'Institutioun vum Mediateur iwwer eng Proposition de loi soll reforméiert ginn. An esou kann ech lech op dës Plaz och matdeelen, dass d'LSAP der Iddi guttgesënt ass, dass d'Institutioun vum Mediateur hir Plaz an der Verfassung huet.

Dës Institutioun huet hir Preuvë gemaach an der Gesellschaft an d'Verankerung an der Verfassung wäert eng Protektioun an och eng Stabilitéit garantéieren. Doriwwer erass ass et och eng Unerkennung fir déi positiv Aktiounen am Sënn vun der Verbesserung vun eiser Gesellschaft.

Gäre wëilt ech awer och op e Fait agoen, deen d'Médiateure e bësse beonrouegt, well si der Meenung ass, dass hire Rôle ënner Ëmstänn net ëmmer gutt verstanen ass. Dohier dann och d'Décision, déi se zesumme mat dem Minister vun der Fonction publique an och dem President vum Syvicol geholl huet, fir regional Versammlungen ze organiséieren. Hei soll de Gemengeverantwortleche bäibruucht ginn, dass d'Ombudsmann net den Affekt vum Bierger ass, mä de Promoteur vun enger gudder Verwaltung an de Vermëttler an der Kommunikatioun tëschent dem Bierger an der Verwaltung.

A wann een elo considéiert, dass eng gesetzlech Reform virgesinn ass grad ewéi d'Verankerung an d'Verfassung, esou kann een elo scho soen, dass alles an allem d'Institutioun Ombudsmann predestinéiert ass, fir eng attraktiv Institutioun ze ginn.

Gradesou positiv, wéi déi gutt Resultater et bis elo ausgewisen hunn, kann een deemno och an d'Zukunft kucken. Nei Iddien an den Austausch vum de bonnes Pratiques deiten op e Striewen no Gläichheet a Gerechtegkeet.

De Résumé an och den Haaptmessage kéint een eigentlich am faméise Prinzip „KISS“ gesinn, also „keep it simple, stupid“ oder besser „keep it short and simple“. A keen anere wéi de Leonardo da Vinci huet gesot: „D'Veinfachung ass déi héchste Vollendung.“ Mir wënschen lech, Madamm Err, an Ärger ganz dévouéierter Equipe e gudder Wee dohinner, desto méi, wou d'Jalone jo scho gesat sinn.

E grouse Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Hemmen. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Max Hahn.

► **M. Max Hahn (DP).** - „Klima vu Vertrauen“, „berouegt“, „nogelasschert gefillt“, „Engagement“, „vill-, villmools Merci“: Dat, Här President, si Wieder aus dem Service vum Ombudsmann an Témoignagen, mat deenen de Rapport d'activité 2015 ufänken.

D'Unzuel vun de Reklamatiounen huet eis jo säit dem Schafe vum Ombudsmann 2003

gewisen, dass et sech hei ëm ee Service handelt, deen de reelle Besoinen entsprécht.

Ech fannen et ganz interessant a léierräich, d'Mataarbechter, Verwaltungen a Bierger an deemem Rapport, wann och nëmme kuerz, zu Wuert komme gelooss ze hunn. 743 Reklamatiounen, dat ass eng Hausse vun 8% am Verglach zum Joer virdrun. A wéi ech scho virdru sot, ënnersträicht dës héich Zuel engersäits d'Daseinsberechtigung vum Ombudsmann, anerersäits weist eis dës Zuel och, dass an de Relationen tëschent de Verwaltungen an dem Bierger nach laang net ëmmer alles esou klappt, wéi mer dat vläicht alleguer gären hätten.

Dës Rapport huet de Verdéngscht, an dat besonnesch a senger zweeter Partie, eng ganz Rei Beispiller vu Reklamatiounen opzezielen an och ze verdeiwen. Dës Beispiller hunn an enger ganz grousser Majoritéit eppes gemeinsam: Den Ursprung vum Problem louch ganz oft bei der Kommunikatioun, oder villméi bei der schlechter Kommunikatioun! D'Demokratesch Partei begréisst dofir, dass de Rapport 2015 eng Realitéit uschwätzt, déi queesch duerch all d'Verwaltungen geet, sief dat um nationalen Niveau oder och um Gemengenniveau.

Vill Beispiller am Rapport hu kloergemaach, dass et ganz oft un enger onkompletter oder net kloer verständlecher Informatioun vun der Verwaltung läit, dass de Bierger sech un den Ombudsmann gewannt huet.

Wann am schrëftlechen oder am mëndlechen Austausch mat enger Administratioun vläicht net all d'Elementer erwäant ginn, déi zum Beispill néideg sinn, fir eng Prozedur an d'Weeër ze leeden, da kann de Bierger doduerch oft eng Entscheidung nëmme schlecht oder guer net novollzéien.

Esou e Fall gëtt zum Beispill am Rapport ënner der Rubrik „Fiscalité“ ugeschwat. E Reklamant hat dem Steuerbüro virgeworf, hien net matzäiten iwwer eng zousätzlech néideg Démarche informéiert ze hunn. Et kann ee sech d'Fro stellen, ob et um Beamte war, de Bierger iwwer eng Dispositioun ze informéieren, déi net direkt ënner seng Kompetenz fällt; anerersäits kann ee sech awer och d'Fro stellen, ob an deem Fall d'Citatioun vum Gesetzesartikel eleng ausreichend gewiescht wier.

En äänleche Fall gouf et um Niveau vun der ADEM, an zwar beim Zréckbezuere vu Formationeskäschte fir Demandeurs d'emploi. D'Formationen goufen net zréckbezuelt, well entweder d'Demande ze spéit agereecht gouf oder d'Formation iwwer engem gewëssene Montant louch. Hei sollten d'Leit net driwwer informéiert gewiescht sinn, soss hätte si dës Formationen net ugefrot an och méiglecherweises guer net gemaach.

Well et jo verschidde Konditiounen gëtt, ob d'Formation op Initiativ vum Demandeur d'emploi gemaach gëtt oder vun der ADEM verlaangt gëtt, an et an der Vergaangenheet do oft zu Mësverständnissen koum, huet d'ADEM reagiert. D'ADEM huet den Informationsbrëif deementspreechend ugepasst a vervollständegt. De Mangel an der Prozedur, deen op deen éischte Bléck vläicht net esou kloer erkennbar ass, well e sech individuell manifestéiert, konnt dank dem Ombudsmann opgedeckt ginn an am Dialog mat der ADEM och opgehuewe ginn.

Béid Partië profitéieren hei dervun: De Bierger gëtt am Virus opgekläert, soudass et duerno net méi zu Contestatiounen kënn, déi op mangelnd Informatiounen zréckzefiere wieren; d'Verwaltung spuert dann nees eng ganz Partie Erklärungen.

Här President, d'Kommunikatioun muss net just komplett sinn, mä se muss och kënnen an enger einfacher Sprooch formuléiert ginn. Hei-bäi geet et net drëms, simplistesche ze ginn, mä komplizéiert Saache besser ze erklären, fir dass se och besser verstane ginn. Dat héiert sech vläicht méi einfach un, wéi et a Wierklechkeet ass. En Text muss awer méi verständlech ginn, ouni awer déi juristeschen an administrativ Dimensionen ze verléieren.

Fir Bierger, déi näamlech net am Alldag mat juristeschen Termen ze dinn hunn - an dat ass jo meeschtens op Franséisch -, stelle Bréiwer aus Verwaltungen grouss Erausforderungen duer. Ech denken do besonnesch un déi 170 Nationalitéiten, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, fir déi dat vläicht nach e besonneschen Défi ass. D'Demokratesch Partei deelt d'Meenung vun der Médiateure, dass et dofir och bei den Administratiounen wichteg ass, sech an hirer Kommunikatioun mat dem Bierger an deemem Punkt unzepassen.

Ech gesinn dat och an engem méi largé Kontext, an zwar deem vun der Biergerbedeelegung, déi menger Fraktioun ganz besonnesch um Häerz läit. Méi eng einfach Sprooch kann et erméiglechen, de Gruef, deen et tëschent de Bierger an dem Statsapparat gëtt, méi kleng ze maachen.

Mir wëssen et jo allegueren: D'Politik huet an desen Zäite keen einfache Stand. An ech denken, dass de Gebrauch vun enger Sprooch, déi wäit vun där vum Bierger a sengem Alldag ewech ass, net wierklech déi Verdrossenheet berouegt.

De Résumé vum kanadeschen Text «rédiger... simplement» weist eis, dass de Gebrauch an d'Applizéiere vun enger „einfacher“ Sprooch net esou vun der Hand geet, an dass et do Regeln a Richtlinnen ginn. Dofir deelen ech och d'Approche, dass den INAP esou Coursé fir d'Beamte kéint ubidden. Net fir all Beamten ass esou e Cours nützlich, mä ech denken do zum Beispill un déi Leit, déi am direkte Kontakt mat de Bierger sinn, wéi zum Beispill an engem Accueil. Oder et kéint ee sech virstellen, dass de Chef de service an dës Formation geif goen an dat dann „en interne“ an op de Kontext ugepasste Richtlinnen deementspreechend kéint fir säi Service ausschaffen.

(**Mme Simone Beissel prend le présidence.**)

Madamm Presidentin, de Gebrauch vun enger klorer Sprooch gehéiert och zu deene sougenannten „bonnes pratiques administratives“. Ee Guide vun dës Verwaltungspraktiken ass jo och en Thema, wat ëmmer erëm opkënn, wéi zum Beispill am Kader vum Règlement grand-ducal vun de Règles déontologiques de la fonction publique, deen déi wichtegste Valeuren, wéi d'Neutralitéit, d'Loyalitéit an esou weider, festleet.

Wéi et an der Recommandatioun Nummer 49 iwwer esou e Guide stoung, feelen awer nach ëmmer Evaluationskritären. Déi si wichteg fir eng objektiv Bewäertung. Och dës Joer war de Guide nees e Sujet. An deemem Sënn ënnerstëtzt d'DP d'Motioun, déi unanime an der Petitionskommissioun ugeholl ginn ass an déi d'Regierung derzou opfuert, de Guide des bonnes pratiques auszuschaffen.

Madamm Presidentin, de Rapport vun der Petitionskommissioun geet och zum Schluss nach eng Keier op den Hauptsujet vum Rapport 2014 an, an zwar eng eventuell Erweiterung vun de Kompetenzen vum Ombudsmann. Als Demokratesch Partei verschléisse mir eis kengen Diskussiounen, well mir der Meenung sinn, dass all Institutioun no engem Bilan regelméisseg muss ugepasst ginn, fir hir Missioun beschmeiglech ausféieren ze kënnen.

Ech wäert am Kader vun dës Ried awer net op déi eenzel Punkten agoen; de Spriecher vun eiser Fraktioun fir de Rapport vum leschte Joer, den honorabelen Deputéierte Gusty Graas, hat dozou déi rout Linne vun der DP am Kader vu senger Interventioun am leschte Joer ervirbruecht.

(**Interruption**)

Mir hu jo och zréckbehalen, dass am Fall, wou eng Majoritéit sech eens ass, d'Gesetz vum Mediateur vun 2003 kéint emgéännert ginn. Mir begréissen, dass um Niveau vun der Denominatioun decidéiert gouf, dass den Term „Ombudsmann“ gebraucht gëtt.

Aus de Beispiller, déi d'Médiateure an hiren zwee leschte mëndleche Rapporte ginn huet, wësse mir, dass d'Mediatioun an der Relatioun tëschent de Bierger an de Verwaltungen a gewëssene Fäll eng Roll spillt. Ganz dacks, an ech denken, dat huet eis de Rapport 2015 kloergemaach, hapert et als Alleréischte un der Kommunikatioun. Déi ass entweder net komplett, net verständlech, an no enger éischter Analys vum Ombudsmann, no där de Bierger erkläert kritt, wat et op sech huet, wéi d'Prozedur ass, ob oder wéi d'Décision motivéiert gouf, kënnen schonn eng ganz Partie vun den Dossieren ofgeschloss ginn.

Ausserdeem ass et wichteg, d'Mediatioun, déi dann an deemem Kontext gemaach gëtt, net mat der Mediatioun ze verwiesselen, wéi se sech zu Lëtzebuerg ëmmer méi etabléiert: d'Mediatioun tëschent zwou Parteien, déi duerch eng drétt, neutral an onofhängeg Person versicht, ee Konflikt ze klären. D'Landschaft vun der Mediatioun hei am Land gëtt ëmmer méi grouss, méi divers, an dofir ass et wichteg, den Iwwerbléck nach ze behalen, déi verschidden Domänen ze koordinéieren an eventuell och eng zentral Ulafstell ze schafen.

Wat awer och ëmmer méi wichteg gëtt, ass de Beruff vum Mediateur ze schützen, fir dass net jiddweree sech esou nennen dierf, wann en déi néideg Qualifikatiounen heifir net huet. An och um Niveau vun den öffentliche Institutionen gëtt et Mediateuren: d'Médiateure vun der Santé an elo och de Mediateur vun der Consommation.

Mir gesinn also, Konflikter mat Hëllef vun der Mediatioun ze schlichten, verbreet sech also ëmmer méi. D'Mediatioun huet sech bewäert. D'Statistiken ënnerleeën den Zäitgewinn an d'Satisfaktioun vun de Parteien am Verglach mam classesche Wee vun der Justiz.

Wéi ech scho sot, net all Situatioun eegent sech derfir, mä de volle Potenzial ass ganz sécher

nach net erreecht. An dobäi denken ech, dass et och d'Roll vum Stat ass, op d'Mediatioun opmierksam ze maachen.

Madamm Presidentin, déi praktesch Suggestiounen un d'Verwaltungen sinn Upassungen, déi kënnen gemaach ginn am Intérêt vum Bierger a vun der Verwaltung, ouni iwwer eng Gesetzesännerung mussen ze fueren.

Et ass weiderhi wichteg, op Mängel opmierksam ze maachen. D'Beispiller aus dem Rapport hunn et jo ënnerstrach: Mam Zäitalter vun der Digitaliséierung, déi natierlech net méi ewechzedenken ass an déi den Administratiounen d'Aarbecht vill méi einfach mécht, kënnen awer och ganz séier Situatiounen provozéiert ginn, wéi se net virgesi waren, déi awer duerno grouss Konsequenzen kënnen hunn. Zum Beispill wa Programmer Berechnungen maachen, déi spezifesch Fäll net berücksichtigten a falsch Informatiounen produzéieren. An och, wa villes online erleedegt ka ginn, geet de Kontakt mat de Bierger esou éischter verluer. Et ass awer wichteg, dass dat Mënschlecht net verluer geet, well hei geet et ëm d'Kredibilitéit an d'Vertrauen an d'Verwaltungen an an de Stat am groussen Ganzen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Max Hahn (DP).** - De järeleche Rapport d'activité ass dofir do, fir eis dorobber opmierksam ze maachen a konkret Schrëtt ze ënnerhuelen, dass d'Verwaltungen am Dëngscht vum Bierger funktionéieren an als solch och wougerholl ginn.

Madamm Presidentin, ech géif gären ofschléissen, andeems ech zum engen dem Rapporteur Merci soen, dem David Wagner, fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport. An datselwecht gëllt fir d'Sekretariat vun der zoustänneger Chamberskommissioun an awer och fir d'Madamm Médiateure an hir ganz Equipe fir hire Rapport d'activité, dee schrëftlechen, an och fir d'Presentatioun, déi mëndlech, déi mer am März hei an deemem Haus haten.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Hahn. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Roberto Traversini. Här Traversini, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).** - Grazie, Presidente!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Prego.

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).** - Loosst mech am Numm vun der grénger Fraktioun fir d'Éischt dem David Wagner Merci soe fir dee super Rapport, David.

An dann och natierlech eise Virriedner a Virriednerin, fir am Fong geholl alles scho bal gesot ze hunn. Et huet een héieren an de Rieden, dat ee wäit, wäit huet missen am Fong geholl sichen op alle Fall, fir kënnen hei d'ganz Zäit opzefänken. Dofir wäert ech och versichen, et kuerz ze maachen.

Ufänke wëll ech allerdéngs mat engem Thema, dat mir schonn all Joer erëm hei an der Plénière debattéiert hunn an dat schonn an enger Petitionskommissioun diskutéiert ginn ass: Et geet ëm d'Iddi vun enger méi breeder Definitioun vun der Missioun vum Ombudsmann. Dës Iddi hu mir als gréng Fraktioun nach ëmmer ënnerstëtzt a mir wäerten dat och an Zukunft maachen.

Mir sinn näamlech der Meenung, dass den Ombudsmann soll iwwerall do kënnen aktiv ginn, wou eng Mission de service public assuréiert gëtt. Dat ass meeschtens do, wou öffentliche Gelder fléissen, fir de Financement vun esou engem Service ze ënnerstëtzen. Dat kann am Beräich vun öffentliche Transport sinn, mä och an de Maison-relais, de private Schoulen, de Lycéeen an esou weider.

Mir mengen, dass et eng kloer Ongerechtegkeet ass, wann en Deel vun de Bierger a Biergerinnen am Fall vun engem Konflikt mat engem Prestataire de service kann op den Ombudsmann zréckgräifen an deen aneren Deel net. Et ass näamlech ganz egal, ob engem säi Kand an engem öffentliche oder an engem private Foyer de jour versuert gëtt. Wann eppes schifft, muss ee kënnen op dem Ombudsmann seng Servicer zréckgräifen.

Verschidden Akteuren an der Privatwirtschaft mengen awer, dass eng Gefor bestoe géif, dass et an deemem Fall zu enger ongläicher Konkurrenzsituatioun kéint kommen. Si mengen näamlech, dass esou verschidden Entrepreneuren ënner d'Kompetenzfeld vum Ombudsmann fale géifen an aner net.

déi gréng fannen awer net, dass dës en iwwerzeegend Argument ass. Ganz am Géigendeell Privat a konventionéiert Akteuren, déi eng Mission de service public erfüllen, géifen dee Mo-



ment ebe grad d'selwecht behandelt gi wéi den öffentleche Secteur. Dobäi d'äer ee jo och net vergiessen, datt esou Betriber, doduerch, datt se öffentlech Gelder kréien, egal wéi schonn an enger ganz spezifescher Situatioun sinn, déi se vun Entreprises ënnerscheet, déi kee Sevice public assureieren.

Wat allerdings wichteg ass, datt ass, datt et eng kloer Definiitioun vum Begrëff „service public“ gëtt. Schon am Débat d'orientation iwwert de Rapport vum Mediateur am Joer 2012 war gesot ginn, datt d'Institutionskommissioun den Optrag soll kréien, fir eng genee Definiitioun vun d'ëser Notioun ze liwweren. An d'ëser Definiitioun soll zum engen d'Natur vun de Services berücksichtegt ginn an op d'änerer Säit de Prozentsatz vun öffentleche Finanzement.

De politesche Wëllen, fir op d'ësem Punkt virunzuekommen, ass do. Déi gréng Fraktioun hofft op alle Fall, datt mir esou séier wéi méiglech kënnen do Usazléisunge fannen.

An hirem Rapport geet eis Médiateur dann och op déi sougenannt „bonnes pratiques administratives“ an. A mir begreifen dann och, datt de Minister Dan Kersch an eiser Kommission seng Zouso ginn huet, wéi dat och schonn hei gesot ginn ass, fir de Code des bonnes pratiques ze adoptéieren.

Ech wëll dann och op den Haaptschwieregpunkt vum Rapport vun der Madamm Err zrëckkommen: d'Wichtigkeet vun enger gudder an einfacher an effizienter Kommunikatioun an eisen Administratiounen. Jo, d'Madamm Err huet recht: D'Biergerinnen an d'Bierger mussen kënne vun hirem Recht op Informatioun Gebrauch maachen! Fir d'ëst ze erméiglechen, ass et awer wichteg, datt eis Administratioun gudder an effizient kommunizéieren. Dat heescht, datt se an hirem Sproochgebrauch kloer an onkomplizéiert sinn a wa méiglech onnéideg Fachterminologie vermeiden. Eng einfach Sprooch ze kommunizéieren muss awer geléiert ginn. An dofir schléit d'Médiateur vir, fir kënnen iwwert den INAP Formatiounen unzebidden, wat eng gudd Saach wier.

Ech wier och frou, wann do verschidde Leit vun heibanne géifen déi Formatioun matmaachen. Heiansdo ass et ganz, ganz schwéier ze verstoen, wat verschidde Leit - fir mech op alle Fall - wëlle soen.

(Hilarité)

Fir lech ze weisen, wéi wichteg eng gudd Kommunikatioun tëschent Administratiounen an de Bierger an de Biergerinnen ass, wollt ech e klengt Beispill ginn, woumat ech als Buergermeeschter vun Déifferdeng selwer d'Erfahrung gemaach hunn.

Et ass oft, datt et am Fong geholl, op alle Fall zu Déifferdeng - an anere Gemenge wäert et jo net aneschtters sinn -, bis mir et als Schaffen oder Buergermeeschter gewuer ginn, oft ass dat eréischt, wa mer de Brëf kréie vum Mediateur, dann ass scho ganz vill an Administratioun geschitt an et ass net bei eis komm. Wann et, op alle Fall, mengen ech, bei deene meeschte politesche Verantwortlechen ukéint, da gëtt och ganz schnell eng Léisung fonnt.

Hei e Beispill: E Mann wollt sech bestueden. En huet awer kee Certificat de résidence, hat en net. Muss en awer hunn, fir sech ze bestueden. E war awer nëieren. A s'ä Partner wollt dann, datt e sech bei him soll umellen. Mä vu datt mer awer froen, wann ee mataverstane ass, datt ee bei sech wunnt, huet de Propriétaire eis dat net ginn, datt en dermat averstane wier. Doropshin hu mer deem ugeruff, a bannent zwou Minutte war de Problem geléist, datt dee Mann e Certificat de résidence bei eis kritt huet, a si sinn och elo bestuet. Esou schnell kann dat goen. An et si vill esou Beispiller. Wann et bis bei déi politesch Verantwortlechen geet, da gëtt ganz oft ganz schnell gehandelt.

D'ëst Beispill weist: Eng gudd Kommunikatioun ass wichteg. D'Leit mussen esecht geholl ginn a si mussen hir Problemer kënnen erklären. Si brauchen en oppent Ouer. Si brauchen een, deen hinnen d'Erklärung gëtt, firwat eng bestëmmten administrativ Décisioun geholl gouf oder net.

Dir gesitt, Madamm Presidentin, léif Kolleegen a Kolleeginnen, datt de Mediateur als Vermittler tëschent dem Bierger an dem Stat an de Gemengen dozou bäidréit, datt d'Bierger méi einfach zu hirem Recht kënne kommen. D'Médiateur kann awer och administrativ Verbesserungen an der Gesetzgebung virschloen. Doduerch ka si aktiv Inegalitéite bekämpfen. An ech mengen, mir sinn eis all eens, datt si dofir eng essenziell Institutioun an eise demokrateschen, rechtsstaatleche Land ass.

Fir ofzeschlësse wëll ech dann awer e puer Wuert zu de Statistiken aus dem Rapport vun eiser Médiateur verléieren. Och d'ëst Joer louch den Taux de correction global vun eiser Médiateur bei méi wéi 80%. Deen héijen Taux

ass beandrockend, zemoos wann ee bedenkt, datt d'Madamm Err an hir Équipe, wéi schonn d'Joer virdrun, och 2015 erëm iwwer 700 Dossieren hu missen traitéieren. Fir genee ze sinn, waren et der 743; also eppes méi wéi 14 Dossierer pro Woch, mat deenen d'Équipe sech all Kieler huet missen intensiv beschäftegen.

Wat mech awer besonnesch gefreet huet, wéi ech der Madamm Err hire Rapport gelies hunn, war de Fait, datt et an hirem Rapport weider keng Reklamatiounen bezüügled dem Ëmweltministère ginn. D'ëst ass a mengen Aen eng ganz positiv Entwécklung, zemoos wann ee bedenkt, datt viru fënnef Joer d'Situatioun nach eng aner war.

Am Rapport vum deemolege Mediateur, dem Här Fischbach, huet een näamlech nach misse liesen, datt d'Reklamatiounen iwwert den Envronnement beim Ombudsmann amgaange wieren, an d'Luucht ze goen, datt et ze vill Waardezäite fir den Traitement vu verschidde Dossieren an d'ësem Ministère géife ginn an datt et an den Ae vum Mediateur inakzeptabel wier, datt nach keng Léisungen do wieren, fir datt d'ëss Dossieren zäitgerecht kéinte behandelt ginn.

déi gréng begreifen, datt d'ëst haut net méi de Fall ass. Deen héijen Taux de correction global schwätzt ouni Zweifel fir déi gudd Aarbecht vun eiser Médiateur, déi, säit si hie Amt ugetrueden huet, sech dorëms beméit huet, fir bei all Fäll vu Litigë béid Säiten un een Dësch ze bréngen, perséinlech Kontakter ze schafen a Mëssverständnisser aus dem Wee ze raumen, déi méiglecherweis am Virfeld tëschent deenen zwou Parteien entstane waren.

Aus mengen Erfahrungen um Gemengenniveau - ech hat jo scho virdru grad e Beispill genannt - weess ech awer, datt et nach eppes gëtt, wat vill méi wichteg ass wéi den impressionnanten Taux de correction global. Ech wëll dofir nach eng Kéier widderhuelen, datt a mengen Aen - an dat ass och d'Meening vun eiser Fraktioun - déi wichtigst Aarbecht näamlech ass, datt d'Leit, déi an enger Situatioun sinn, an där se mussen op d'Services vum Ombudsmann zrëckgräifen, en oppent Ouer fannen. Si ginn esecht geholl, kréien eng effizient Hëllefstellung bei der Léisung vun hire Problemer a Reklamatiounen a bei Bedarf och Erklärungen bei bestëmmten administrativen Décisiounen.

Wéi wichteg d'ëst ass, gesäit een, wann een deen Témoignage vun deene Leit liest, déi vun der Madamm Err an hirem Service an der Vergaangenheet Gebrauch gemaach hunn. An d'ësen Témoignagë gëtt eise Mediationservice mat Wierder wéi „professionnalisme“, „dévouement“, „compréhension“, „coopération“, „rapidité“ an och „efficacité“ beschriwwen. D'ëse positiven Aussoe wëll ech mech ralliéieren an der Madamm Err an hirem ganzen Équipe bei d'ëser Geleeenheet am Numm vun der grénger Fraktioun fir hir Aarbecht gratuléieren!

Dir Dammen an Dir Hären, zu gudder Lescht wollt ech awer nach eng Kéier op dat exzellent Aarbechtsverhältnis tëschent der Médiateur an der Chamber hiweisen. Ech hoffen, datt d'ëst gudd Aarbechtsverhältnis an nächster Zukunft och weiderhi seng Friichte wäert droen.

Um Enn dann och nach e spezielle Merci un d'Madamm Haas, eis administrativ Matarbechterin vun der Petitiounskommissioun, fir déi exzellent Aarbecht. Ech soen heimmader och dem Sven Merci. An ech wollt awer och dem President vun d'ëser Kommission Merci soen; hie gëtt sech op alle Fall ganz gudd drun, a meeschtens klappt et jo och.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Traversini. Als nächste Riedner hunn ech ageschriwwen den Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och ech wëll am Numm vun der ADR dem Kolleeg David Wagner Merci soe fir säi gudde schrëftlechen a mëndlechen éischte Rapport, deen en hei an der Chamber gemaach huet, an hoffentlech net leschten.

Ech mengen, déi Debatten hu mer 2008 hei fir d'ëischt an der Chamber gefouert, wéi mer de järeleche Rapport vun dem Ombudsmann hei diskutéiert hunn. Wéi mer 2003 d'Gesetz iwwert den Ombudsmann gemaach hunn, war relativ eng bestëmmte grouss Kritik a Befierchtung vis-à-vis vum Aféiere vum Ombudsmann ze spieren. Net esou hei an der Chamber, mä ech géif vläicht éischter mengen, an de Verwaltungen, déi eng gewëssen Angscht deemools haten, datt den Ombudsmann géif am Fong iergendwéi esou e Schoulmeeschter ginn, deen op déi eenzel Verwaltungen géif oppassen a se zur Uerdnung ruffen.

Ech mengen, haut, mat engem Recul vun 13 Joer, kann ee soen, datt dat net de Fall ass an

datt et an der Zwëschenzäit zu enger Normalitéit ginn ass an datt, mengen ech, och kee méi d'Aféiere vum Ombudsmann hei am Land contestéiert.

Meng Virriedner hunn et scho gesot, datt mer ëmmer méi Ombudsmänner doruechter kréien, op deene verschidde Gebidder. Dat gëtt zu enger Normalitéit, déi een nëmmen ka begrëisen. An an engem demokrateschen an transparente Stat muss dat och zu enger Normalitéit ginn.

Ech wëll duerfir hei kloer soen, datt de Marc Fischbach, deen déi schwéier Missioun iwwerholl hat, mengen ech, deemools och dee richtege Mann war, fir déi Fonctioun ze iwwerhuelen an domadder och dee richtege Stellwäert fir den Ombudsmann hei am Land geschaaft huet. A mir si frou, datt d'Madamm Lydie Err och an deem Gesecht och haut déi Institutioun ganz gudd féiert. A mir wëllen och vun eiser Säit aus hir mat hirer ganzer Verwaltung Merci soe fir déi gudd Aarbecht, déi gemaach gëtt!

Wa mer de Rapport kucken a mer kucken d'Verhältnis, well wa mer schwätze vu 743 Reklamatiounen an engem Joer, da mag dat, op engem éischte Bléck, der vill sinn. Mä wann een awer géif kucken, wivill datt am ganze Statsapparat, plus d'Gemengen, wivill Akten do am Laf vun engem Joer gesat ginn, dat si sécherlech, ech weess net, Zengdausende vun Akten, déi gesat ginn! A mir gesinn op d'änerer Säit, datt mer dann „nëmmen“ - géif ech soen - 743 Reklamatiounen hunn, da bedéit dat, datt mer e Statsapparat hunn a Gemengenapparater hunn, déi gudd funktionnéieren, datt mer gudd Fonctionnaires op deene Plazen hunn, datt eng gudd Aarbecht do gemaach gëtt, an datt de ganz, ganz grossen Deel vun eise Bierger zefridden ass mat d'änerer Aarbecht, déi an deenen eenzelne Verwaltungen gemaach gëtt.

A wa mer dann nach déi 743 Reklamatiounen ventiléieren a mir gesinn, datt der 36 net recevable waren, 135 net begréint waren, da gesäit een, datt déi Zuel nach weider erofgeet. A vun deenen, déi zrëckbehale si ginn, an do muss een da félicitéieren engersäits dem Ombudsmann, awer och op d'änerer Säit de Verwaltungen, déi en Entgéintkomme bewisen hunn, well 80% vun deene Reklamatiounen konnten eng Korrektur erfueren.

Duerfir muss mir als Politiker oppassen, datt dat net zu engem normale Ritual hei an der Chamber gëtt, well wann ee wierklech an de Rapport erakucke geet, gëtt et keng spektakulär Reklamatioun. Et gëtt wuel Reklamatiounen, mä datt een elo kéint soen: Do ass eppes Spektakuläres, wat hei am Stat oder an enger Verwaltung oder systematesch net fonctionnéiert, dat ass net de Fall! An trotzdem ass et awer wichteg, datt mer all Joers déi Missioun hei maachen an datt mer och nei Iddie lancéieren, esou wéi dat an der Motioun, déi vun der Kommission festgehale ginn ass, hei gemaach ginn ass.

Ech mengen, och d'Prozedur, déi mer eis hei an der Chamber méi spéit ginn hunn, ass eng gudd Prozedur, wou am Fong de Rapport vum Ombudsmann an déi eenzel Kommissionen erageet, wou deen eenzelne Ressortminister an d'Kommissioun kënt an zu deene Propositionen oder Informatiounen oder Kritiken, déi vum Ombudsmann komm sinn, Stellung hält, an d'Kommissioun dann dozou Stellung hält. Dat geet dann zrëck bei d'Petitiounskommission, déi dat sammelt an dann e globale Rapport mécht.

Och dat war vläicht a verschidde Kommissiounen, well net vill virlouch, wat ze kritiséieren oder ze änneren oder ze proposéieren war, eng relativ liicht Affär. Mä trotzdem, mengen ech, sollte mer déi Prozedur, well se huet bewisen, datt se wichteg ass, awer weiderhi maachen.

Ech mengen, et ass d'ëst Joer en Haaptgewicht drop geluecht ginn och iwwert d'Kommunikatioun mam Bierger. Mir wëssen alleguer, datt mer an enger Gesellschaft liewen, wou haut alles méi informatiséiert ass oder d'Normalitéit scho ginn ass, mä mer d'äeren net vergiessen, datt et och nach ëmmer Leit gëtt, déi sech domadder schwéierdinn. Et sinn och virun allem eeler Leit, déi sech domadder schwéierdinn. An duerfir mussen eis Verwaltungen ëmmer op bleiwe fir dat eent an dat anert.

De Bierger muss nach ëmmer en Usprechspartner a senger Verwaltung fannen, wou e ka mat senger Problemer higoen. An och wëll ech soen, wa mer kucken, an dat ass och scho vu Menge Virriedner gesot ginn, wa mer Formulieren a Questionnaires an alles an d'Land erauschécken, sinn déi net ëmmer an der einfachster Form formuléiert, an och do hu vill Leit Problemer, fir dat ze verstoen.

Ech géif och suggeréieren, am Numm vun der ADR, datt mer sollten emol endlech de Courage opbréngen, datt mer eng ganz Rei Formulieren och sollten a Lëtzebuerg Sprooch maa-

chen, wat am Fong fir e Land wéi Lëtzebuerg misst eng Normalitéit sinn, datt mer niewent dem Franséischen och géife Lëtzebuerg Formulaire maachen, datt d'Leit och do de Choix hätten a vläicht dann een Deel vun deem Versteedsmech bei de Leit besser wier, wéi dat haut de Fall ass.

Bei den Ombudsmann ginn d'Leit am Prinzip, wa se mat iergendwéi enger Décisioun oder enger Démarche vun enger Verwaltung net averstane sinn. Si ginn also dohinner, wa se eppes ze reklaméieren hunn. Dat ass esou am Volleksmond, wéi dat betruecht gëtt.

Mä et gëtt awer och eppes, mengen ech, wat mer misste méi fuerderen hei am Land: Dat ass, datt et eng Ulafstell géif ginn - dat kann den Ombudsmann sinn, et kann een dat och vläicht méi ausbauen -, wa Leit Suggestiounen ze maachen hunn, déi mat Verwaltungen ze dinn hunn a wou se als Bierger oder als Betrib soen: „Ma wa mer dat doten elo esou gemaach hätten, da wier et méi séier an et wier méi einfach gewiescht a mir hätten eppes do alleguer dru verdéngt.“ An ech mengen, och do misste mer higoen, datt den Einzelnen e Recht kritt, fir ze soen: „Ma wann Der et esou géif maachen...“, oder: „Ech proposéieren, et esou ze maachen, da géif et besser fonctionnéieren.“

An all déi Suggestiounen missten dann och esecht geholl ginn, déi missten och eng Antwort kréien, et misst deenen nogaange ginn. Ech ginn lech e Beispill, wat net direkt Stat ass. Mir stëmmen haut eng Motioun hei, déi virun allem fir d'Relatioun mat dem Public gemaach gëtt a wou Norme-administrativ festgeluecht ginn, wat den eenzelne Bierger vun enger Verwaltung ze erwaarden huet. Ech ginn d'Beispill vun der Sandweiler Kontrollstatioun, wat net direkt Stat ass.

Mä wann een haut op Sandweiler geet an et muss een do en Auto umellen, ofmellen oder ëmmellen, da muss een..., mat engem hallwen Dag geet dat net duer! Da sëtzt ee véier, fënnef Stonnen zu Sandweiler an engem Raum op en Ecran ze kucken, bis seng Zifferche kënt. Ech war déi leschte Kéier och an esou engem Fall, du sinn och froe gaangen, du sot ech: „Ass haut eppes Extraes?“ Du soten déi: „Neen, dat ass awer normal, da doten.“ Ech sot: „Datt ech véier, fënnef Stonnen hei waarde muss, ass dat normal?“ - „Jo, dat ass normal. A wann Der et gär méi séier hätt, da kënt Der jo bei e Professionnelle goen, da bezuelt Der deem eppes, dee kënt méi séier bäi.“

Also ech fannen dat éierlech gesot... Ech mengen, den zoustännege Minister huet grouss Effort mat der Kontrollstatioun gemaach, fir datt déi Leit, déi mam Auto an d'Kontroll fueren, datt een do kann haut Rendez-vous kréien, d'Délai si verréckelt ginn. Dat klappt haut wonnerbar! Mä et kann awer net normal sinn, datt e Bierger muss en hallwen Dag opbréngen, fir en Auto unzemellen oder ëmzemellen. An do hunn och eng Rei vu Leit gudd Suggestiounen, wéi een dat kéint vereinfachen, fir datt et géif méi séier goen, wann d'Verwaltung selwer eventuell keng huet.

Mä ech géif mengen, datt e verstännegen Dé-lai maximal eng Stonn misst sinn. Mä datt ee muss véier, fënnef Stonnen dosëtzen! An all Dag sëtze masseng Leit do ze waarden! Duerfir géif ech nach eng Kéier soen, datt mer déi Proposition maachen, datt d'Leit och méi wësen, wou et eng Plaz gëtt, déi se kënnen ulafen, fir Suggestiounen ze maachen, déi ubruecht sinn - och vläicht net ëmmer, mä awer kënnen ubruecht sinn - an duerch déi een dann och kéint Verbesserungen ausféieren.

Dat gesot, Här President, wëll ech all deene Leit, déi hei zu deem gudd Resultat fir eis bäigedroen hunn, Merci soen an och d'Zoustëmmung vun der ADR zu der Motioun ginn.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.*- Merci, Här Gibéryen. Ech hunn elo keen Deputéierte méi op der Lëscht. Da géif ech elo vläicht d'Wuert un d'Regierung ginn. Här Innen- a Fonction-publiques-Minister Dan Kersch, wëllkomm op der Tribün. Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Dan Kersch**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Merci, Madamm Presidentin. Am Numm vun de Kolleege vun der Regierung wëll ech emol de Merci soe fir d'ëse ganz konstruktiven Débat. Ech mengen, dass een och kann am Respekt vun de Regele vun der Séparation des pouvoirs soen, dass mer e gemeinsamen Intérêt hunn, souwuel Legislativ wéi och Exekutiv, un enger gudd funktionnéierender Administratioun.

An deem Sënn gesinn ech d'Aarbecht vun eiser Ombudsfra och als en, géif ech soen „erlaabten Doping“ praktesch fir eis Administratiounen, fir dass si eng nach méi effikass Aarbecht kënnen leeschten. An ech géif mer wënschen, dass och all eenzelne Beamten dat géif esou gesinn, an net, wéi dat vläicht heiansdo nach ze vill oft de Fall ass, als Kontrollorgan oder als ongewollt Amëschung an hir Dossieren. Esou war et vun Ufank un net geduecht. An ech weess, dass och d'Servicer vun der Ombudsfra dat net esou gesinn.

Ech wollt vläicht soen, dat, wat och virdu schonn e puermol ugeschwat ginn ass, wou ganz vill driwwer geschwat ginn ass, de Guide des bonnes pratiques: Effektiv hunn ech mech engagéiert an der Chamberskommissioun - an ech sinn och frou, dass ech dat hei kann op der Tribün soen -, esou e Guide nach bis virum Enn vun deem Joer ze presentéieren op der Basis vun deem, wat mer schonn um EU-Niveau hunn zënter 2001, wéi den David Wagner sot, an och opbauend op där Viraarbecht, déi déi viereg Regierung an deem Domän geleescht huet.

Ech wëll awer soen, dass mer et nach mussen adaptéieren u besteeënd Gesetzgebungen. Ech sinn der Meenung, dass et kee Wäert huet, hei double Emploi ze maachen. Et huet kee grouse Sënn, eppes an e Guide ze schreiwen, wou mer scho gesetzlech Obligatiounen hunn. Dat ass awer hei zum Deel de Fall, zum Beispill beim Droit à l'information, bei der Protection des données oder bei den Dispositionen iwwert d'Procédure administrative non contentieuse, iwwert d'Motivatioun vun den Décisiounen oder iwwert d'Voie-de-recoursen, iwwert d'Obligatioun vun der Transmissioun un d'Autorité compétente. Alles Saachen, déi elo an deem Guide virgesi sinn, mä wou mer scho gesetzlech Bestëmmungen hunn an zumindest, wa mer et da géifen dra loossen, da misste mer och eng Referenz op déi besteeënd Gesetzestexten nach derbäisetzen.

Ausserdeem sinn ech der Meenung, dass mer iwwer verschidden Délaien, déi do virgesi sinn, sollten nach eng Kéier mat eisen Administratiounen och diskutéieren. Et huet kee Wäert, ganz kuerz Délaien do dranzesetzen, vun deene mer wëssen, dass mer se herno net kënnen anhalen. Dann hunn ech léiwër, dass mer eis am Virfeld drop eenegen, déi Délaien e bësse méi ze strecken, an dass se awer herno realistesch sinn.

Dir gesitt, et ass also nach e bësse Fläissaarbecht ze maachen. Mä ech kann awer a mengem perséinlechen Numm an och am Numm vun der Regierung mech engagéieren, dass mer dee Guide op den Instanzewee wäerte bréngen, selbstverständlech nodeem dass mer en och nach eng Kéier an der zoustänneger Kommissioun diskutéiert hunn, nach virum Enn vun deem Joer.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci, Här Minister. Ass nach ee vun der Regierungsmemberen, dee wëllt Stellung huelen? Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Motion 1

Mir hunn eng Motioun virleien. Wëllt nach een dozou eppes soen?

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Esou wéi ech dat verstanen hunn, war déi Motioun ganz konsensuell. An ech géif d'Chamber da froen, ob se bereet ass, duerch Handophiewen driwwer ofzestëmmen. Ass dat de Fall?

(**Assentiment**)

Vote sur la motion 1

Wien domat d'accord ass, ass gebieden, d'Hand ze hiewen.

Géigepruf: Wien ass dergéint?

Enthalungen?

Domat ass d'Motioun unanime ugeholl. Villmools Merci.

Mir sinn dann um Enn vun der Diskussioun iwwert de Rapport vun dem Ombudsmann ukomm a mir géifen zum nächste Punkt vun eiselem Ordre du jour iwwergoen, eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Konsequenze vun sougenannte Brexit fir eis Ekonomie allgemeng a méi spezifesch fir eis Finanzplaz. Déi Aktualitéitsstonn ass vun der CSV-Fraktioun ugefrot ginn. An d'Wuert huet direkt hire Vertrieeder, den Här Laurent Mosar.

3. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du vote britannique en faveur d'une sortie de l'Union européenne - les effets et les conséquences pour l'économie luxembourgeoise et notre place financière

Exposé

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo, Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'lescht Woch hate mer op deser Plaz d'Erklärung vun eiselem Statsminister iwwert de Brexit a seng Konsequenzen op déi zukünfteg Relatiounen zwësche Grousbritannien an der Europäescher Unioun.

Ech wëll mech haut de Mëtte méi intensiv mat de Konsequenze vun deser Entschéidung, déi mer, mengen ech, hei alleguerten an deem Haus bedauern, op d'lëtzebuergesch Wirtschaft a ganz besonnesch op eis Finanzplaz beschäftegen. Well d'Nobiewe vum Brexit wäerten och eis Wirtschaft an eis Finanzplaz nach eng gutt Zäitchen a Bewegung halen.

Wat bedeit elo des Décisioun fir d'wirtschaftlech Entwécklung an der Europäescher Unioun, awer och ganz besonnesch hei zu Lëtzebuerg?

Och wann et schwiéier ass, haut an hei genau Pronosticken iwwert den Impakt vum Brexit op eis wirtschaftlech Entwécklung ze maachen, sou weisen dach rezent Zuelen, déi mer d'lescht Woch notament vum Stater kritt hunn, éischter op eng Bremstendenz vum Brexit och op eis lëtzebuergesch Wirtschaft. Déiselwech Tendenz gëtt iwwerengs och vum FMI a vun der OECD confirméiert.

Wéi staark des Bremswierkung wäert sinn, hängt dann awer och haaptsächlech dervun of, wéi mir - d'Regierung an och de Privatsektor, d'Wirtschaft - eis an den nächste Wochen a Méint hei wäerte positionéieren.

Et ass och hei beim Brexit-Biewe wéi bei engem richtege Biewen: Dat richteg Verhale kann zwar näischt um Biewe selwer änneren, awer de Schued kann herno zumindest a Grenze gehale ginn.

Här President, dee gréisste Risiko, dee mir fir déi europäesch, awer och ganz besonnesch fir déi lëtzebuergesch Wirtschaft gesinn, ass dee vun där Onsicherheit, déi mer elo hunn an déi fir all wirtschaftlech Entwécklung Gëft ass, ganz besonnesch, wann et sech ëm e volatile Sektor wéi d'Finanzwirtschaft handelt. Duerfir deele mir och op deem Punkt d'Ausso vum Statsminister, deen drop insistéiert huet, dass d'Verhandlungen iwwert den Austrëtt vu Grousbritannien esou schnell wéi méiglech ugefaange mussen ginn an haaptsächlech och an deem virgesinnen Délai vun zwee Joer ofgeschloss ginn. De Brexit ass vun de Britten décidéiert ginn. Elo muss och de Brexit un London ëmgasat ginn.

Dat gesot, maachen ech mer awer keng grouse Illusiounen iwwert d'Komplexitéit an d'Schwierkeet vun deene Verhandlungen, déi eis do wäerten erwaarden, wësend, dass et hei net nëmmen iwwert den Austrëtt vu Grousbritannien aus der Europäescher Unioun, mä gläichzäitig och ëm den eventuellen Zesummebroch vun dem aktuelle Grousbritannien wäert goen.

Realpolitisch ass also de Brexit nach laang net décidéiert, well aus deem Brexit och nach kann duerchaus en „Break-it“ vum Vereenegte Kinnekräich ginn. Dobäi muss ee wëssen, dass d'Souveränitéit vum Kinnekräich zumindest an der Doktrin beim britesche Parlament am Numm vun der Kroun läit, an duerno wäert och d'est britesch Parlament dat lescht Wuert beim Brexit schwätzen.

Ech wëll direkt virun zwou Attituden an deenen nächste Wochen a Méint warnen: Éischters wär et net glécklech, wann d'Spëtze vun der Europäescher Unioun, an ech deelen hei voll d'Meenung vum Helmut Kohl, elo eng Zort Strafexpeditioun wéilt géint Grousbritannien starten, fir deenen emol eng Kéier richtig ze weisen, wat fir e Selbstgol si sech den 23. Juni geschoss hunn. Mir mussen nämlech wëssen, dass et net egal ass, och fir Lëtzebuerg, wéi déi Verhandlungen do ausginn, well och mir hunn all Interesse drun, dass mer och an Zukunft gutt politesch a strategesch Bezéiunge mat Grousbritannien an der Londoner City hunn.

Ech wëll an deem Kontext d'ailleurs op eenzel Etüden hiweisen, déi am Virfeld vum Brexit gemaach gi sinn an déi alleguer zur Konklusioun kommen sinn, dass ganz besonnesch och eist Land bei engem Brexit vill op wirtschaftlech Plang ze verléieren hätt. Wa London wackelt, da rabbelt et just à première vue bei eis an der Keess. A terme kann et awer och un eiselem Fundament wibbelen. Dat muss een emol einfach esou wëssen.

Eng zweet Attitud, an do adresséieren ech mech da virun allem direkt un d'lëtzebuerg-

gesch Regierung, ass déi, dass et net gesond wär, wa mir eis elo wéi Geieren op de britesche Kuch géife stieren, deen an deenen nächste Wochen a Méint dann eventuell wäert verdeelt ginn. Dat kéint eis nämlech emol ganz liicht de Mo verdierwen.

Dat gesot, Här President, solle mer awer och net deenen anere Konkurrenten de ganze Kuch, deen dann elo vläicht nei verdeelt gëtt, iwwerloossen. Awer d'Stecker mussen fair an am Respekt verdeelt ginn.

Ech denke schonn, dass mir als Standuert eng Rei Virdeeler hunn an och solle proaktiv versichen, eenzel Aktivitéitsberäicher op Lëtzebuerg ze zéien. Awer nëmme Beräicher mat där néideger Substanz! An do denken ech un eng Diskussioun, déi och dem Finanzminister ganz no geet, nämlech déi iwwert de BEPS, mat deem mer scho permanent amgaange sinn eis ausereenzesetzen.

Här President, d'lescht Woch huet eise Premier zu Recht ënnerstrach, dass d'englesch Regierung kee Plang B hätt, fir de Brexit ëmzesetzen. Déiselwech Kritik kann ech awer och un eis Regierung adresséieren, nämlech déi, dass se kee Plan B hat an ëmmer nach net huet, wat de Brexit ubetrëfft. Ausser vläicht divers Déplacementer vum Finanzminister op London, mä dat eleng geet sécherlech net duer, fir eis Finanzplaz offensiv ze positionéieren!

Dobäi muss ee jo soen, dass dat Äerdbiewen, och wa mer eis et sécherlech net esou erwaart haten, trotzdem eigentlech net esou iwwerraschend war, an zumindest en Datum hu mer kann! An eis Regierung an eis Diplomatie hätte sech vläicht awer méi proaktiv dorop misse virbereeden.

Et schéngt awer elo ze sinn, dass entre-temps d'Regierung erwächt ass. Laut engem Artikel haut am „Lëtzebuerg Wort“ plangt de Wirtschaftsminister jo mat verschiddenen Akteuren vun der Business-Communautéit an nächster Zäit eng Wirtschafts- a Finanzmissioun op London. Dat ass och gutt esou! Well och wa mer spët reagéieren, ass et dach besser wéi ni!

An ech géif och hei der Regierung un d'Häerz leeën, elo net iwwerstierzt hei virzegoen, mä villméi...

(**Protestations et interruptions par MM. Xavier Bettel et Etienne Schneider**)

...mat roueger...

(**Interruptions**)

...mat roueger Hand an...

Lauschtert, Här Statsminister, wéi mir dat gesinn!

(**Brouhaha et interruptions**)

Mä esou...

(**Interruption**)

Här President,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift! Et kritt een nom aneren d'Wuert!

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Mir mussen nämlech wëssen, dass op anere Plaze scho säit Méint - ob dat zu Dublin, zu Frankfurt oder zu Paräis ass - Strategien entworf gi sinn, fir en Deel vum Business unzezéien. An en exzellent Beispill, Dir Häre vun der Regierung, ass eigentlech Paräis, wou an de leschten Deeg de franséische President Hollande, dee jo net als enke Frënd vun de Banke bekannt ass, sech net ze schued war, fir proaktiv Reklam fir Paräis ze maachen. Deeselwech President, an dat wëll ech awer vläicht hei och emol eng Kéier rappelléieren, deen eng Kéier gesot hat: «Mon adversaire, c'est la finance.» Deeselwech Här Hollande geet also elo d'Finanzplaz Paräis verkafen. Esou änneren nun emol d'Zäiten!

Ech wëll allerdéngs, Här President, des Aktualitéitsstonn an engem konstruktive Gescht gesinn an duerfir versichen, an där ganz kuerz bemossener Zäit eng Rei vu konkrete Propositionen ze maachen.

Fir d'Alleréisch, Dir Häre Ministeren, géif ech wënschen, an ech hu gesinn, dass dat och scho geschitt ass, dass soll eng Taskforce agesat ginn, fir eng Strategie ze definéieren, wéi mir eis als Standuert solle positionéieren, d'est net nëmmen eleng am Kontext vun den Austrëttverhandlungen, déi um Niveau vun der EU gefouert ginn. Ech hunn och gesinn, dass u sech déi Taskforce soll vu Luxembourg fir finance koordinéiert ginn, woumat ech prinzipiell och kee Problem hunn. Ech géif just wënschen, Dir Häre Ministeren, dass och bei där Delegatioun, bei där Taskforce awer Vertrieeder vum Finanzministère a ganz besonnesch och vun der Steierverwaltung derbäi wäerte sinn.

Mir sinn eis alleguer bewosst, dass et sech an dese Verhandlungen virun allem wäert ëm de sougenannten europäesche Pass dréien a London alles wäert ënnerhuelen, fir e méiglechst il-

limitéierten Accès op den europäesche Banne maart an domadder op déi aner europäesch Finanzplazen ze behalen. Duerfir ass et och wichtig, dass hei den „level playing field“ weider bestoe bleift zwëschen de Memberlänner vun der Europäescher Unioun a Grousbritannien.

An duerfir kann et och net esou sinn, Kolleginnen a Kollegen, dass déi britesch Banken an Zukunft den illimitéierten Accès op de Kontinent behalen, ouni op där anerer Säit awer sech mussen un déi europäesch Reguléierungen ze halen. Politesch a wirtschaftlech Fräiheet sinn eben zwou Säite vun enger Europamedaille! An de Brexit dierf hei net zum ultimativen „cherry picking“ ginn!

Drëtens sollt déiselwech Taskforce eng Analys vun de Stärkten an de Schwaachpunkte vun eiser Finanzplaz maachen a versichen, Här Finanzminister an Här Wirtschaftsminister, eng Rei vu Mesuren ze decidéieren, déi des Schwaachpunkten zumindest zum Deel kéinte besätigen.

Véiertens géife mir wëllen d'Regierung invitéieren, ganz besonnesch an deene Länner d'Promotioun ze intensivéieren, déi un engem europäesche Standuert interesséiert sinn. An ech denken do net nëmmen, mä awer och un de chineesesche Marché. Iwwerengs war d'Schockwell vum Brexit och bis wäit an Asien era spierbar.

An den Diskussiounen am Kontext vum Brexit gëtt nämlech oft vergiess, dass et net nëmmen drëm geet, fir nei, fir eventuell Aktivitéitsberäicher vu London op aner Finanzplazen ewechzezéien, mä virun allem geet et och drëm, potenziell Investisseuren ausserhalb vun der Europäescher Unioun ze iwwerzeegen, sech bei eis nidderzeloossen.

Fënneftens: Et wär gutt, Här Finanzminister, wa mer um Niveau vun der Transpositioun vun europäeschen Direktive géifen am Finanzberäich eng Schépp nach bäileeën, fir do weider bei de First-moveren ze sinn.

Sechstens, wéi ech och schonn a menger Interpellatioun iwwert d'Zukunft vun der Finanzplaz am leschten Dezember hei gesot hunn, ergëtt sech eng Opportunitéit, fir nei Headquarteren op Lëtzebuerg ze zéien. Do war vun der Chamber eng Motioun à l'unanimité ugeholl ginn: Do sollt eng Bestandsopnam gemaach ginn. Ech wär frou, Här Finanzminister, wann Der eis vläicht e puer Wieder doriwuer kéint soen.

Siwent Proposition, an do adresséieren ech mech direkt un den Här Wirtschaftsminister, wann en dann nolauschtert: Hei geet et ëm de Beräich vun de Start-uppen, déi sech zu engem groussen Deel, an de Wirtschaftsminister weess dat, zu London nidderloossen. Hei muss een och wëssen, dass et fir vill Start-uppen eng absolut Necessitéit gëtt, fir en europäesche Pass ze kréien, an duerfir schéngen eis och do konkret Chancen ze sinn, dass méi Start-uppe kënnen op Lëtzebuerg kommen. Mir mussen allerdéngs do aus der Rhetorik vun der Start-up-Nation Lëtzebuerg och eng praktesch Wierklechkeet maachen an deenen Entrepreneuren hei e sécheren Hafen ubidden.

Achters, an do sinn ech dann eng Kéier bei enger laangjäereger Forderung, nämlech där um Niveau vun der Fiskalitéit, den Taux d'affichage méi staark an haaptsächlech méi schnell erfzesetzen, dat awer mat enger gläichzäitiger Verbreederung vun der Besteuerungsgrondlag.

Schlussendlech, an da sinn ech scho bei mengem leschte Punkt, Här President, soll d'Regierung alles ënnerhuelen, fir déi europäesch Bankenopsicht, d'EBA, vu London op Lëtzebuerg ze zéien. An ouni elo d'Méiglechkeet ze hunn, hei an den Detail ze goen, si mir dach der Meenung, dass mer als Land eng Rei zollid juristesche Argumenter hunn, fir do eisen Hutt an de Réng ze geheien.

Dat gesot, Här President, bleiwe mir der Iwwerzeegung, dass trotz allen Onsicherheiten an engem eventuelle Brexit d'Finanzplaz vu London weider eng vun deene grouse Finanzplaze wäert bleiwen. Och nom Brexit bleift London London. Dat gesot, wäert Grousbritannien och während enger Iwwergangszäit Member vun der Europäescher Unioun bleiwen an och doriwuer eraus. An duerfir hu mir all Interesse drun, dass eis béid Finanzplazen déi besteeënd exzellente Bezéiunge weider soignéieren, d'est am Interesse vun der englescher, awer och vun der lëtzebuergescher Wirtschaft.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Mosar. An nächste Riedner ass den Här Eugène Berger fir d'DP.

Débat

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Mir haten, et ass nach keng Woch hier, de leschten Donneschdeg schonn eng Debatt

hei an der Chamber iwwert d'Suitt vum Brexit. Dir kennt lech vläicht erënnere, a menger Interventioun war ech och schonn agaangen op déi eventuell Konsequenzen op d'Finanzplaz Lëtzebuerg haaptsächlech. Duerfir wäert ech haut wahrscheinlech e puer Reditte maachen, well säit deene leschte puer Deeg huet sech näischt Fundamentales geännert.

Et ass also keng ganz grouss nei Erkenntnis, déi mer do gewonnen hunn, ausser datt mer wësen, datt verschidde Leit zu London kal Féiss kruten an net méi wëlle Verantwortung iwwerhuelen. Mä fir de Rescht sinn awer nach net vill nei Elementer dobaussen, ausser datt mer an enger gewëssener Phas awer si vun Onsicherheit vu Saachen, wou ee sech d'Fro muss stellen, wéi et da weidergeet. Zum Beispill, ob een dann och an definitiv, wann herno alles a Groussbritannien ausdiskutiert ass, iwwerhaupt zu engem Brexit géif kommen.

Ben, egal wéi muss ee wëssen, wann et zum Brexit kënnt, da muss jo iergendeng Kéier den Artikel 50 déclenchéiert ginn. An da wäert et zwee Joer daueren, bis datt déi Verhandlungen dann ofgeschloss sinn. A wärend där Zäit bleift et also nach beim Status quo a ville Saachen.

Ech hat och schonn d'lescht Woch gesot, dat huet awer och mäi Virriedner gesot, datt et elo net ass, datt et wéi op enger Braderie wäert elo hei oflafen, fir ze mengen, wien den Éischten do ass, dee wäert dann déi besch Affäre maachen, oder wien am haartste jäizt, seng Wuer ubitt oder säi Regal ubitt, datt deen dann och dee meeschte Succès huet.

Ech wäert och net nach eng Kéier dat Beispill vun der leschter Woch zitieren mat der Hotline vu Frankfurt. Also déi grouss Entrepreneure, ech mengen, ech hat Goldman Sachs zitieréiert, déi hunn net an aller Panik deen Dag duerno gekuckt: „Wou kënne mer elo higoen?“ an „Ah, Frankfurt huet eng Hotline, da gi mer alt emol dohinner.“ Déi Entrepreneure maache sech méi fundamental Gedanken a kucken: Wou ass Knowhow, wou si Pluspunkten op där enger oder anerer Plaz an Europa, fir dann do e gutt Émfeld ze fannen a fir dann och do hir Décisions ze huelen.

En anere Punkt, op deen ech och schonn hi-gewisen hat, datt ass, datt d'Bankplaz oder d'Plaz London a Lëtzebuerg och net onbedéngt Konkurrente sinn. Au contraire, et muss ee se éischter als Partner ugesinn, datt se oft Rollen oder Aufgaben iwwerhuelen, déi complémentaire sinn. Ech hat dat och um Beispill vun de Fongen duergeluecht.

Ech mengen, et ass eben esou, datt am Laf vun de Joren eng gewësse Spezialisatioun op där enger oder anerer Plaz entstanen ass an datt do dann natierlech dat sech weiderentwéckelt huet, an datt een net vun haut op muer kann déi Spezialisatioun einfach esou transplantieren op eng aner Plaz. Bon, sécher wäerte verschidde Banken, déi schonn eng Succursale hu vun der City hei zu Lëtzebuerg, déi wahrscheinlech emol direkt ausbauen, well se dann natierlech och drun denken, eben en Avantage ze hu vum europäesche Pass, dee se jo brauche fir eng Rei Aktivitéiten, fir datt déi interessant sinn.

Bon, d'Fro, déi opgeworf ginn ass, dat ass déi: Si mer gutt genuch opgestallt? Si mer gutt genuch preparéiert, fir eben dann awer eng Rei Aktivitéiten oder eng Rei Banken oder soss Entrepreneure vu London op Lëtzebuerg unzeziehen?

An ech muss soen, datt ech awer trotzdem e bëssen erstaunt sinn iwwert d'Virulenz vu mengem Virriedner, vum Interpellant, deen eigentlech gesot huet, mir hätten „kee Plang B“. Ech hoffe just, datt dat net muer an der „Financial Times“ steet, well dat wier keng gutt Reklam fir Lëtzebuerg! Datt also dat keen haut matgelauschert huet.

(Interruption)

Well mir brauchen, Här President, kee Plang B, well mir hunn an deene leschten zweehalleft Joer, an ech mengen och, kann ech soen, doruwwer eraus, mä besonnesch an deene leschten zweehalleft Joer war et d'Politik vun der Regierung, fir Lëtzebuerg mat oder ouni Brexit optimal opzestellen, attraktiv ze maache fir Investissementer vun iwwerall.

Mir hunn d'Transparenzreform gemaach. An ech mengen, och mäi Virriedner, hien ass jo och Member an der Cofibu, weess ganz genau, wivill Direktive mer do éngesat hu respektiv wivill Projekte mer initiéiert hunn, fir datt mer eng transparent Finanzplaz ginn, mam Resultat, datt mer vun de groen an de schwaarze Leschten erof sinn.

Mir hunn och an deene leschte Jore ganz vill Know-how entwéckelt, wat jo eppes ass, wat dann och ganz interessant ass, fir eng Plaz attraktiv ze maachen. Mir sinn also méi wéi jee attraktiv, well de Finanzminister an deene leschten zweehalleft Joer och, ech hat dat och scho gesot, de Finanzminister op seng

smart Aart a Weis, ouni ze vill haart ze jäizen, mä awer...

(Interruptions)

Jo, jo. De Finanzminister op seng smart Aart a Weis, an dat ass eng gutt Aart a Weis, et muss een net haart jäizen, mä iwwerall higoen, d'Leit iwwerzeege mat Argumenter, fir ze weisen, wat mer alles vu Positivem hei zu Lëtzebuerg hunn. An dat dréit sécherlech och seng Friichten.

Wann also do den Interpellant freet, datt misst alles gemaach ginn, da rappt en eigentlech oppen, oder stéisst oppen Dieren an, well dat ass an deene leschten zweehalleft Joer gemaach ginn. Duerfir ass Lëtzebuerg gutt preparéiert an eis Finanzplaz ass wierklech och hautzudaags gutt opgestallt, fir Investissementer unzeziehen. Och an anere Beräicher si mer do wierklech gutt opgestallt. Ech denken zum Beispill un de Beräich vun der FinTech, wou mer och deemnächst, oder wou mer praktesch och schonn eng vun deenen éischten Adressen an Europa sinn.

Trotzdem soll een, do sinn ech awer och net dergéint, datt een nach weider zousätzlech muss kucken, wat ee ka vun Efforte maachen oder nach vun zousätzlechen Initiative kann huelen. Ech denken do, datt och nach aner Akteuren, Luxembourg fir Finance, mä och, et ass elo gesot ginn, den Haut Comité de la place financière huet eng Taskforce ageriicht, datt ee sech natierlech ëmmer weiderhi soll Gedanke maachen. Et kënnt ee sécherlech nach ëmmer op weider gutt Iddien.

Ech mengen, wat einfach awer och elo ass: Et ass haut, e puer Deeg nom Brexit, och awer ze fréi, fir elo all Impakt kënne ofzegesinn, wat ënner anerem zum Beispill dat géif fir déi lëtzebuergesch Economie bedeiten. Ech mengen, do muss ee kucken, an den nächste Woche wäerte mer all Dag do nei Erkenntnisser hunn, all Dag owes méi schlau eis an d'Bett leeën, well dann nei Elementer kommen, fir dat dann och méi a Rou ze gesinn.

Ech mengen och, Här President, ech gesinn, ech hat haut elo nëmme knapps fënnf Minuten, fir dat hei kënne fir meng Fraktioun ofzehandelen...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dir hat der 6,20.

► **M. Eugène Berger (DP).** - 6,20. Duerfir maachen ech och elo Schluss. Mä ech mengen, et ass awer trotzdem wichteg, datt mer eis vläicht dann, wa mer méi schlau sinn, ech soen am Hierscht, nach eng Kéier hei an der Chamber domadder befaassen.

An duerfir - ech hunn zwar elo, wéi ech hei eropkomm sinn, dat vergiess op mengem Pult, ech bréngen lech se awer dann - géif ech elo hei och eng Demande fir eng Interpellatioun vu mengem Fraktiounskolleeg André Bauler abréngen, fir datt mer am Hierscht eng gréisser Debatt, eng Interpellatioun féieren, souwuel iwwert déi ekonomesch Konsequenz wéi awer och dat op der Bankplaz, fir dat dann a Rou, méi ofgekläert an och mat méi Argumenter oder méi Elementer, déi een dann huet, datt mer déi da kënne méi intensiv wéi haut an deene fënnf Minuten diskutieren.

Merci.

(M. Eugène Berger dépose une demande d'interpellation sur le bureau de la présidence.)

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An der Zwëschenzäit sinn et der siwen. An Dir misst zur Konkursioun kommen, wat de Fall ass. Merci villmools! An da ginn ech d'Wuert un den Här Franz Fayot fir d'LSAP.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Merci, Här President. Här President, et geet fir eis hei net drëm, de Brexit-Débat vu leschter Woch ze widderhuelen, an och net drëm, hei eng Finanzplazdebatt ze maachen. Allen zwou hate mer, wéi gesot, d'lescht Woch an och an der rezenter Vergaangenheet.

Et gétt fir eis an deemem Débat hei zwee Voleten, op déi ech géif kuerz gären agoen. Deen éischte Volet ass éischer makroekonomesch. E betrëfft d'Effeten, déi dat Ausscheede vu Groussbritannien aus der EU op eis Economie hunn. Et gétt keng ganz prezis Chifferen, mä mir hate rezent, Ufank Juni, en Échange mam Conseil national des finances publiques, wou awer ganz kloer gesot ginn ass, dass Lëtzebuerg als kleng, oppen Economie géif zu de Perdanté gehéiere vun deem Brexit. Dat ass e Volet, dee mer net maîtriséieren. Do hänkt et ganz dovun of, wéi a wéini de Brexit kënnt a wéi duerno d'Relatiounen tëschent der Europäescher Union a Groussbritannien ausgesinn.

Fir ee Beispill ze ginn: Vun deem Volume vun 3.500 Milliarden Euro, déi d'Fongplaz bei eis duerstellen, sinn ongeféier 16%, déi vun eng-

lesche Promoteuren opgeluecht sinn. An do ass dann effektiv d'Fro: Wat geschitt, wann déi Promoteuren eng Kéier net méi en europäesche Passeport hunn? Gi se dann hei fort? Bleiwe se hei? Renforcéiere se souguer hir Präsenz? Dat si Froen, déi, fir de Moment, nach net geléist sinn an op déi een och keng definitiv Antwort ka fannen.

Här President, deen zweete Volet ass dee vun den Opportunitéiten, déi aus deem Brexit fir Lëtzebuerg entstinn. Wéi soll Lëtzebuerg sech an deem „beauty contest“ hei verhalen?

Mir gesinn, mat Suerg, dass eng vun deenen éischte Begleiterscheinnunge vum Brexit e weidere Schrëtt a Richtung Steierdumping ass. De brittesche Schatzmeeschter huet eng weider Senkung vun der Kierperschaftssteuer op 15% versprach. Déi 350 Milliounen Pond, déi d'Leave-Campagne op roudé Bussen dem National Health Service versprach huet, ginn dann elo emol fir d'Éischt un d'Betribler.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Eng vun deene ville Lige vun der Leave-Campagne ass domat elo schonn opgefoll. De Steierdumping gétt also duerch de Brexit weider ugekuerbelt.

D'LSAP, an dat soen ech gär ganz kloer hei, ass dergéint, dass mer iergendengem de rouden Teppich ausrollen. Mir fannen et och onappetitlich, wann anerer dat maachen, ob dat Paräis ass, Frankfurt, Dublin oder soss een. A mir fannen dat ouni Wenn und Aber, contrairement zum Här Mosar.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Dat ass awer nei, dat do.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Dat ass guer net nei, Här Mosar.

Fir et ganz kloer ze soen: D'LSAP ass géint Steieraktivismus an deemem Dossier. A mir approuvéieren hei voll a ganz dem Finanzminister seng Linn, fir net weider erofzegoe mam Taux vun der Kierperschaftssteuer par rapport zu deem, wat an der Steierreform annoncéiert ginn ass.

(Interruption)

Mir dierfen och elo net a vergaange Praxisse verfallen, déi zum Beispill dodra bestinn, nei Nischen ze schafen, déi dann no kuerzer Zäit opfléien, oft mat engem Reputatiounsschued.

Jo, mir sollten op sinn, wann nei Betribler wëlle bei eis kommen, oder Betribler, déi schonn eng Präsenz hei hunn, weider Aarbechtsplazen hei schafen. Mä et soll wuel verstane sinn, dass mer dofir kengem eng Extrawusch broden.

Här President, déi politesch a wirtschaftlech Turbulenzen, déi duerch de Brexit ausgeléist goufen, si Géift fir de Standuert London. Et ass net émsoss, dass d'City of London massiv fir d'Remain-Campagne mobiliséiert hat.

E ganz interessante Beräich, a meng Virriedner sinn och scho kuerz drof agaangen, an deem Lëtzebuerg eng Kaart ze spillen huet, ouni allze vill Efforten ze maachen, ass dee vun de FinTech. De FinTech ass amgaangen, weltwäit zu enger riseger Industrie ze ginn. Déi vill Start-uppen, déi zu London hei aktiv sinn, well och London huet sech op deem Gebitt spezialiséiert, sinn ugewisen op zwou Saachen: déi eng ass d'Prévisibilitéit an déi aner ass Accès op den europäesche Maart.

Well déi Produiten a Servicer, déi vun deenen Akteuren ugebuede ginn, baséieren op europäeschen Direktiven. Dat ass zum Beispill esou bei de Services de paiement a beim elektronische Geld, zwee Produits phares am FinTech.

D'Start-uppen, déi haut ufänken, kënne sech et net erlaben, eng Onsécherheet ze hunn, ob se den europäesche Pass fir hiert Geschäft kréien oder net. Just dese jonke Betribler géllt et, bei eis eng Heemecht ze ginn. Hei hu mer natierlech Atouten: eng schnell Émsetzung vun den europäeschen Texter, e reaktiven an accessibele Régulateur, Incubateuren, Recherche an Développement an deem Domän an natierlech d'Villsproochegkeet. Exzellente Viraussetzungen, fir e Champion vun FinTech ze ginn!

Här President, fir ofzeschlësse géif ech allerdéngs och gär e puer Reserve géintwuer deem erhofften Eldorado, deen de Brexit fir eist Land soll duerstellen, maachen. Fir et kuerz a prägnant ze soen: Mir wëlle kee Monaco am Norden hei schafen, wou d'Wunnen nach méi onerschwénglech gétt, wou op eemol just nach High Net Worth Individuals doruechter lafen a wou eng normal Gesellschaft net méi méiglech ass! D'Ongläichheet, déi grouse Räichtum mat sech bréngt, mécht och eppes mat enger Gesellschaft. An dat wëlle mer als LSAP net.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Fayot. An d'Wuert huet elo den Här Gérard Anzia fir déi gréng.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn haut de Mëtteg hei zesummen, fir iwwert den Impakt vum Brexit op eis Wirtschaft an op eis Finanzplaz ze diskutieren.

An ech muss lech éierlech soen, dass ech e bëssen iwwert dese Fokus verwonnert sinn. Sontan fale mir näamlech zum Brexit och, wéi scho gesot, eis Studenten an, déi eben an England studieren, déi Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen. An d'Fro, déi sech och stellt: Wat geschitt ënner anerem mat deenen?

D'Froen, déi d'Kolleege vun der CSV hei opgeworf hunn, sinn natierlech pertinent. Mä et kënnt mir awer esou vir, wéi wa mer hei wéilten elo schonns e Stéck vun engem Kuch verdeelen, deen nach guer net gebak ass. An duerfir sollte mir hei onbedéngt eis déi Fro stellen, wat de Brexit da méi fundamental fir Europa bedeit, fir den Zesammenhalt vun deenen nach 28 EU-Memberlänner, fir den europäesche Gedanken, dee jo u sech zu dem Zesummewuesse vun deser Gemeinschaft gefouert huet.

Wat d'Zukunft wäert bréngen, ass am Moment och nach iwwerhaupt net viruszegesinn. Ech géif souguer esou wäit goen, dass momentan nach guer net kloer ass, ob Groussbritannien dann elo wierklech dee Schratt vum Brexit och duerchféiert. Nach si si Member vun der EU an nach gouf den Artikel 50 vum Traité net a Kraaft gesat!

Viru knapp zwou Wochen, op eise Nationalfeierdag, hu sech d'Wielerinnen an d'Wieler aus dem Vereenegte Kinnekräich per Referendum géint de Verbleif vun hirem Land an der EU entscheet. D'Noriicht vum knappe Referendumresultat zugonschte vum sougenannte Brexit huet héich Wellen duerch ganz Europa, jo, duerch d'ganz Welt geschloen. An déi éischt Impakter hunn och net laang op sech waarde gelooss.

De Cours vum brittesche Pond, dee war kuerz no der Noriicht vum Brexit freides um déifste Stand säit 31 Joer. D'Marchéen an Europa, Amerika an Asien sinn agesackt an d'Ratingagencen hunn och net gezéckt, fir den Triple-A vu Groussbritannien a Fro ze stellen an och respektiv erofzesetzen.

(Interruption)

Och um politesche Plang waren d'Reaktiounen eminent an d'Populiste vu ganz Europa, déi hunn nom Brexit gefeiert. Dese Referendum huet awer déi ganz politesch Klass op der Insel duerjernebruecht, egal ob se elo fir den In oder Out waren.

A wat fir eng Richtung et awer geet, a virduer ass et och schonn ugeklongen hei op der Tribün, dat kënne mer eis awer denken, wann de brittesche Finanzminister ukënnegt, dass hie wéilt steierlech Erliichterunge fir d'Betribler ënner anerem erfieren, also d'Kierperschaftssteuer ënner 15% bréngen, fir dass eben d'Entrepreneuren natierlech a sengem Land solle bleiwen an net aus Angscht virum Brexit eben an aner EU-Länner géife flüchten.

An hei muss de Gréngen no, mengen ech, och den Aktiounspang vun der OECD, de BEPS, gräife géint Steiervermeidung, Steierdumping a Gewinnverlagerung.

An als gréisste Finanzplaz an der Eurozon huet et elo guer kee Wäert, dass mir hei zu Lëtzebuerg probéieren, an ee Konkurrenzspill mat London ze kommen an ze mengen, mir missten „op geet net eraus“ dereguléieren. An do muss een och soen, dass säit der Rout-blo-grénger-Koalitioun Lëtzebuerg sech hei op deem richtege Wee befënn. Eis Finanzplaz ass méi reguléiert a gétt ëmmer méi transparent. An dat ass och gutt esou.

Mä mir wëssen awer am Moment nach guer net, wéi d'Relatiounen tëschent der EU a Groussbritannien an Zukunft wäerten ausgesinn, wann dann de Brexit a Kraaft trëtt. Gétt et elo e Wirtschaftsmodell wéi mat den EFTA-Staten, mat Norwegen, mat Island a mat Liechtenstein? Oder gétt et e Modell, e bilateralt Ofkommes wéi mat der Schwäiz?

Fir den Zougang zum EU-Bannemaart ze kréien, mussen bei all dese Modeller verschidde Bedéngungen erfëllt ginn. Ënner anerem fléisen do Suen an en europäesche Fong. Déi EU-Regele vum Bannemaart, déi mussen an nationaalt Recht iwwerholl ginn. An et géllt och de fräie Persouneverkéier aus aneren EU-Staten an dese Länner.

An dat si jo grad déi dräi, mat deenen dräi Hauptargumenter, déi bei der politescher

Schluecht ëm de Brexit am Referendum opgegraff gi sinn, fir fir den Austrëtt aus der EU ze stëmmen: ze vill Suen op Bréissel, ze vill Gesetzer, déi zu Bréissel gemaach ginn, an ze vill Awanderung aus der EU!

De Brexit, dat gëtt also nach e laange Wee, fir d'Zesummenaarbecht mat Groussbritannien, mat England an Zukunft nei ze definéieren.

Erëm zréck zum Referendum. E Warnsignal muss et jo awer och sinn, dass kuerz dono a Groussbritannien d'Zuele vu rassistesch motivéierte Verbrüechen ëm 57% an d'Luucht gaange sinn. An et ass och elo ganz wichteg eiser Meenung no, dass elo net enger klenger Minoritéit vu Rassisten a Xenophoben d'Gezell gi gëtt, dass 52% vun den Engländer hir Weltanschauung deelen, nëmme well si eng kritesch Meenung vis-à-vis vun der EU hunn.

An duerfir, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wäert déi gréisst Erausforderung vun der Politik elo sinn, sou wéi d'lescht Woch och de Kolleeg Claude Adam et hei op der Tribün scho virbruecht huet, dass mer d'Virdeeler vun der Europäesch Unioin de Bierger an de Biergerinnen erëm musse méi no bréngen, fir dass se och sech kënne mat där Unioin erëm méi identifizéieren. Ech mengen, do ass eppes verluer gaangen. Well nëmme als staark Europäesch Gemeinschaft kënne mir och an Zukunft déi grouss Erausforderungen a Probleemer vun eiser Zäit ugoen a meeschteren. An ech denken enner anerem awer natierlech och un Aarbechtsplazen, un d'Flüchtlingsproblematik an un de Klimawandel.

An zum Schluss vun deem Débat nach e kleng Clin d'œil un eis Finanzplazen, déi vun der EU-27, sief et elo zu Paräis, Frankfurt oder och hei zu Lëtzebuerg: Et soll ee sech de Fuussepelz net ëm den Hals hänken, wann de Fuuss nach net geschoss ass!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

(Hilarité et brouhaha)

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Hei gëtt kee Fuuss méi geschoss.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Wann et sech berouegt huet, da kritt den Här Reding d'Wuert.

(Interruptions)

Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roy Reding** (ADR).- Merci, Här President. Meng Fra huet deesewechte Problem, si verwiesselt ëmmer d'Spréchwieder: Et ass de Bierepelz an de Bier, deen ee schéisst.

Vu datt hei...

► **Une voix**.- Hei ginn och keng Biere geschoss!

► **M. Roy Reding** (ADR).- Jo, hu mer keng hei? Also keng véierpätteg!

(Brouhaha et interruption par M. Gast Gibéryen)

Merci, Här Gibéryen, datt Der mech drop hiweist, datt ech just fénnef Minutten hunn.

(Hilarité)

Wéi oft musse mir hei an deem Haus, an de Kommissiounen an hei bei der Ofstëmmung europäesch Direktiven ëmsetzen, ouni datt mer dee geréngsten Afloss op hiren Inhalt hunn? Wéi grouss oder wéi kleng ass eise Spillraum bei der Ëmsetzung vun deenen Direktiven? Wéi oft hëlt eis Verwaltung an/oder eis Regierung Engagementer zu Bréissel, ouni eis hei virdrun ze informéieren, geschweige dann, datt mer hei kënnen driwwer debattéieren?

Wat fir eng Politikfelder gräift sech Bréissel, gräift sech Europa an ass aktiv an Domänen, déi net geduecht waren? Genau dat ass dat, firwat d'Mënschen a ganz Europa d'Flemm hu mat der EU! An et ass dat, wat gewise ginn ass mam Brexit. Mir verkommen als national Parlaementer ganz oft, 70% vun der Zäit, zu Ofstëmmungsmaschinen! Dat ass inakzeptabel. Dat zitt e Vertrauensverloscht mat sech. An entweder d'EU ännert dat oder d'EU huet keng Zukunft!

Fir elo ganz konkret iwwert d'Suite vum Brexit ze schwätzen op d'Lëtzebuerg Finanzplaz, dat wier, wéi wann ee géif eng kristalle Kugel huelen.

Ech muss dem Laurent Mosar an zwou Saache widdersprieche. Dat Éischt ass: Et geet net drëm, e Kuch ze verdeelen. Et ass net e Gewënner vun engem Krich, deen e Land besat huet an dee sech elo dat opgedeelt, wat en do fënnt. De Kuch geet dohinner, wou déi Firmen decidéieren hinzegoen, wa se da missten d'Veereenegt Kinnekräich verlossen.

Dat Zweet, wou ech em net recht ginn, ass de Plan B. Jo, eis Regierung hat vläicht kee Plan B, dat mag sinn. Aner Regierungen haten een. D'Veereenegt Kinnekräich hat bestëmmt een. A wat hei vill méi wichteg ass: D'Firmen, d'Industrie, d'Banken hunn e Plang B! Sait Méint a souguer sät Jore gëtt hei am Land vun Etüden, vu Fiskalisten, vu Consultingfirmen dru geschafft mat englesche Klienten, wat geschitt, wann et zu engem Brexit kënn. Déi Plang bestinn. Natierlech ëmmer sous réserve vun deem, wat d'Négociatiounen erginn, sinn déi Boitte preparéiert drop a wësse ganz genau, wat fir eng Aktivitéiten datt se le cas échéant müssen delokaliséieren, sief et bei eis oder op Dublin, fir deen europäesche Pass fir Finanzprodukter an esou weider.

Firmen, contrairement zu Regierungen, wëssen: «Gouverner, c'est prévoir.» Si hu virausgeseen. Si wësse ganz genau, wat se maachen. Si hunn evaluéiert a si hu virbereet.

Et huet elo ganz wéineg Zweck, fir ze spekuléieren, wat d'Verhandlung mat där neier brittescher konservativer Regierung erginn. Ech denken einfach emol, datt d'libre Circulation de personnes net um Spill steet, well dräi Milliounen EU-Bierger am Vereenegt Kinnekräich an zwou Milliounen UK-Bierger a Kontinentaleuropa liewen; dorunner wäert wuel keen eppes änneren.

Wourunner bestëmmt eppes geännert gëtt, ass, datt een an Zukunft e Permis de travail brauch, fir an England ze schaffen, wat och ganz richteg ass, an datt d'Droits sociaux eben net méi acquis sinn d'office, wat mir jo och als ADR scho monéiert hunn, datt hei zum Beispill engem Lebensabschnittspartner vun engem Frontalier säi Kand direkt zu Lëtzebuerg Studiebäihëllefe kënn. Et wäerten och keng Droit-de-douane agefouert ginn, well do wieren d'Kontinentaleuropäer ganz bestëmmt Perdants. Et gëtt bestëmmt och keng Aschränkung iwwert d'libre Circulation des capitaux. Wat bleift, ass effektiv den europäesche Pass fir Finanzprodukter an, wéi gesot, gouf do virgesuert!

Eng Fro un d'Regierung hätt ech. No 2008, no der Kris, goufen dräi Autoritéiten agefouert, fir d'Marchés financiers ze iwwerwaachen. Dat waren d'Autorité bancaire européenne, déi zu London usäseg ass, d'Autorité européenne des assurances zu Frankfurt an d'Autorité européenne des marchés financiers zu Paräis. Wat elo déi éischt ugeet, ass et jo relativ kloer, datt déi am Rame vum Brexit net méi wäert zu London bleiwen. An ech wollt wëssen, ob d'Regierung wëlles huet, Démarchen ze ënnerhuelen, vläicht souguer schonn Démarchen ënnerholl huet, fir datt déi Autorité bancaire européenne op Lëtzebuerg kënn.

Schlussendlech wollt ech nach just ee Wuert soen zum Här Anzia, wat d'Regulatiounen ueget. En huet sech gefreet iwwert déi zounemend Regulatioun vu Banken a Finanzinstitute. E muss wëssen: Méi Regulatioun bedeit och méi Fraisen. Méi Fraise bedeit, datt méi grouss Banke kënnen iwwerliewen a méi kleng Banke zugronn ginn. An dat ass ganz genau de Punkt, firwat datt kleng Banke zu London iwwert de Brexit ganz glécklech sinn.

Ech soen Iech Merci.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Här Reding. A leschte Riedner ass den Här Marc Baum fir déi Lénk.

► **M. Marc Baum** (*déi Lénk*).- Här President, no der allgemenger Diskussioun virun engem Woch iwwert d'Konsequenzen an d'Suite vum Brexit-Referendum hu mer elo dozou eng Aktualitéitsstonn vun der CSV, mat dem signifikativen Titel: «les effets et conséquences économiques», neen: «Les effets et conséquences», vum Brexit, «pour l'économie luxembourgeoise et notre place financière». «L'économie luxembourgeoise et notre place financière», d'Formuléierung gläicht schonn e bëssen engem freud-sche Lapsus an de Wiessel vun Possessivpronomen „notre“ léisst op déi défektiv Affektion schléissen, déi och hei un den Dag gulecht gouf.

D'Finanzplaz gehéiert net dem Land. Si gehéiert net eis, also de Bierger vun deem Land, mä si gehéiert de Kapitalbesëtzer, déi hei iwwer eist Land, iwwer Lëtzebuerg hir Geschäfte ofwéckele respektiv ofwéckele loossen a gutt dorunner verdéngen.

Op der Finanzplaz Lëtzebuerg gi Verméigen an der Héicht vun zegausend Milliarden Euro géieréiert, placéiert oder gehandelt, déi méi wéi honnertmol de PIB vun eisem Land ausmaachen. Eng gigantesch Zomm, déi aktuell méi héich ass wéi all lëtzebuergesch Statsbudgeten zesummegerech zanter der Onofhängegkeet vun eisem Land!

Grond fir des Entwécklung ass an éischer Linn eng Steuerpolitik, déi immens avantagéis fir

d'Kapital ass an déi europäesche Verglach zu deenen niddregste gehéiert. An der Steuerkonkurrenz géllt also keen „level playing field“. Dee gëtt just invoquéiert, wann aner Länner nach besser Konditiounen fir d'Finanzkapital ubidden oder ubidde wëllen. Deen eigentlechen „level playing field“, näamlech eng harmoniséiert Steuerpolitik an der Europäescher Unioin, déi Fiskaldumping géif verhënnere, ass vu Lëtzebuerg ni vertrauede ginn.

Den Ausbau vun der Finanzplaz, hire juristeschen Encadrement an hir Verflechtung mat der Politik hunn dozou gefouert, datt eist Land an engem enormen an ongesonde Mooss vun där Plaz ofhängeg ginn ass, politesch an ökonomesch. An all Ukënnegung vun Diversifikatioun vun der Wirtschaft ass eidelt Wuert bliwwen.

Duerch de Brexit wäert de Poids vun der Finanzplaz zu Lëtzebuerg wuel kaum schrumpfen. Am Géigendeel gesäit et éischer dono aus, datt dee Poids nach wäert méi grouss ginn. D'Gefor besteet, datt sech duerch d'Unzéie vu weidere Geschäftsaktivitéiten d'Gewicht vun där Finanzplaz nach weider vergréissert.

Datt de Brexit-Referendum net nëmme gesellschaftspolitesch reaktionär Zich hat, mä och sozialökonomesch, mierke mer daitlech. Et ass och schonn ugeschwat ginn: De brittesche Finanzminister Osborne huet seng Virstellungen - seng Virstellungen - vun der zukünftiger brittescher Fiskalpolitik duergeluecht. D'Steiere solle massiv erofgesat ginn an eng nei Spiral vu Fiskaldumping soll agelaut ginn.

A wéi gedenkt den Här Osborne dat ze finanzéieren? Och dat huet en eis verroden: duerch e weideren Austeritéitspak a Groussbritannien, also weider antisozial Spuermesuren um Bockel vun de Schaffenden, de Prekariséierten.

An d'Reaktioun hei zu Lëtzebuerg? Hei zu Lëtzebuerg huet sech elo eng Allianz ronderëm d'Finanzplaz gebilt, d'Fongenindustrie, d'ABBL, a si hunn an engem Pressekonferenz hir Forderungen duergeluecht. An déi Forderungen sinn am Fong genee datselwecht wéi déi reaktionär Kräften a Groussbritannien et fuerderen, näamlech nach vill méi Steuerkaddoe fir d'Finanzplaz, déi grouss Betriber an d'Multinationallen, natierlech géigefinanzéiert duerch Ausgabekierzung vum Stat.

Politesch gëtt dës Haltung hei vun der CSV ënnerstëtzt. Den Här Mosar ass drop agaangen: D'Baisse vum Taux d'affichage, dee weider soll erofgoen, wou d'Regierung, déi jo schonn d'Steiere senkt, opgefouert gëtt, déi d'selwecht wéi a Groussbritannien nach weider erofzesetzen! Dat do, wat den Här Mosar fuerdert, dat ass d'„race to the bottom“, déi ongebremsten an ongehemmte Konkurrenz, déi all soziale Fortschritt onméiglech mécht.

Här President, Lëtzebuerg brauch effektiv eng Post-Brexit-Strategie. A mir mengen, datt en Element dovunner muss eng gerecht a koordinéiert Steuerpolitik op europäeschem Niveau sinn. Déi effentlech Hand zu Lëtzebuerg an an Europa muss déi entsprechend finanziell Mëttele kréien, fir de Sozialstat auszubauen, amplaz e wéi bis elo zréckzeschrauwen, Mëttele, fir déi sozialökologesche Transformatioun vun eiser Gesellschaft endlech ze initiéieren, déi mer esou batter néideg hätten.

Lëtzebuerg misst an deem Prozess eng dreiwend Kraaft sinn, well bis elo ass ganz dacks mam Verweis op Groussbritannien all Tentativ, zum Beispill fir d'Virundreiw vum enger Finanztransaktionssteuer, vu Lëtzebuerg behënnert ginn. Mä sollte mer net grad elo, wou Groussbritannien net méi Member vun der Europäescher Unioin wëllt sinn, eis deenen eelef Länner an Europa uschléissen, dorënner eisen dräi Nopeschlänner, fir déi Steier esou ze gestalten, datt Lëtzebuerg nei fiskal Recetté kritt a gläichzäiteg den europäesche Budget gespeist gëtt fir eng wierklech europäesch Investitiounsoffensiv? An engem anere Sënn, wéi se am Moment vum Här Schäuble gefouert gëtt, dee gär hätt, datt Europa soll an d'Rüstungsindustrie investéieren.

Här President, och eist Land steet op enger Kräizung. Entweder mir fueren esou viru wéi bis elo an heizen de Steierdumping monter mat un an domadder déi zerstéieresch Konkurrenz tëschent de Länner, oder mir entwéckelen eng kooperativ Strategie, déi d'Grundlag vun enger nohalteger Perspektiv fir eist Land schafe kéint.

Merci.

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*).- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Här Baum. An d'Wuert huet elo den Här Wirtschaftsminister, den Etienne Schneider.

Prises de position du Gouvernement

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech muss Iech fir d'Alleréisch soen, dass ech

awer haut erëm net schlecht gestaunt hunn! Normalerweis schéckt d'CSV dräi Leit eraus: een, dee fir eppes schwätzt, een, deen dergéint schwätzt, an een, deen iergendeppes der-tëschent seet. Haut huet se et fäerdegbruecht, mam Här Mosar déi dräi Positiounen an enger Persoun hei ze vereenen! Op där enger Sait dierfe mer net wéi d'Geieren op London sprangen an op d'Ekonomie. Op där anerer Sait musse mer awer offensiv eis positionéieren a mir hu scho quasi alles verpasst, well mer eis net opgestallt hunn, fir op de Brexit ze reagéieren.

Do muss ee sech dann erëm eng Kéier froen: Wat wëlle mer? Mä mir sinn dat do jo entretemps gewinnt! Wann ech un d'Presentatioun oder d'Diskussioun iwwert d'Steierreform mech erënneren, da kann ech mech erënneren, dass den Här Wiseler gefouert huet, mir missten d'Betriebsbesteuerung nach méi erfrosetzen, fir méi kompetitiv ze sinn. Zum gläiche Moment seet de Parteipresident, mir dierften net méi esou vill wuessen a mécht Angscht virum 1,1-Milliounen-Awunnerstat. An elo kënn erëm den Här Mosar a kënn mat Steierdumpingsforderungen, wéi den Här Baum dat richteg gesot huet.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Är Reduzéierung vun deem, wat mer soen, ass immens,...

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*.- Also et weess een, Här Wiseler...

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- ...mä Dir maacht dat jo mat esou vill Pleséier...

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*.- Mä et mécht, et mécht...

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- ...all Kéiers erëm d'selwecht!

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*.- Här Wiseler, dann erkläert mer emol: Fir wat sidd Der elo?

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Wann Dir emol géift nolauschten! Wann Dir mir emol géift nolauschten, da wär et e wéineg besser!

(Brouhaha)

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*.- Ah ben! De Problem ass, et weess ee bei Iech ni, wem een nolauscht. Et weess een ni, wem ee bei Iech nolauschte soll, well Dir sot ëmmer verschidde Saachen.

(Brouhaha)

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Dat fannen ech awer... Op alle Fall besser, et lauschtert en Iech net no.

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*.- Gelift?

Bon, et ass gutt! Ech wende mech un de President...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Jo, jo, ech mengen, et ass besser.

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*.- Ech wende mech un den...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Här Wirtschaftsminister, riicht Iech elo erëm un d'Chamber an...

(Interruptions diverses)

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*.- Selbstverständlech, Här President. Mä et war méi staark...

(Interruptions diverses)

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Spuerpolitik an da Kaddospolitik! Spuerpolitik an da Kaddospolitik!

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*.- Ech hu gemengt, déi wär...

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Ganz konkret!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Also wësst Der, wa jiddweree schwätzt, versteet kee méi eppes.

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*.- Voilà. Merci, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Dat ass en...

(Interruptions diverses)

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- A wann den Här Schneider schwätzt, versteet een och näischt.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Voilà, Här Schneider, Dir fuert virun!

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*.- Voilà!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- An all Deputéierten huet duerno d'Recht, d'Wuert ze froen. Sou!

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*.- Merci, Här President! Also, dass nom

Brexit vill Ongewëssheet do ass, dat ass bekannt, speziell natierlech an der „business community“, wou et ganz vill Opreegung gëtt. De Brexit wäert mat Sécherheet eng ganz Rei negativ Konsequenzen hunn, dat natierlech un alleréischter Plaz an England selwer, op där anerer Säit natierlech och generell fir d'Europäesch Unioun. A wann ech déi Initiativ vum englesche Finanzminister dann héieren, fir de Steiertax fir d'Betribler elo ëm 5% erfzesetzen, da ginn ech dem Här Fayot vollkomme recht. Well déi 5% maache schonn emol 50 Milliounen Euro d'Woch aus vun deenen, déi op deem roude Bus stoungen, déi jo eigentlech un de Gesondheetssystem solle goen. Dat heescht, déi 50 Milliounen Ausfall pro Woch, déi sinn da schonn emol fort, eleng nëmmen an der Hoffnung, fir doduerjer eenegermoosse kompetitiv kënnen ze bleiwen.

Wivill negativ Konsequenzen dat souwuel op England wéi och op d'EU wäert hunn, ass natierlech schwéier haut ze quantifizéieren. Schwéier och doduerjer, well mer jo nach net wëssen: Wéi ginn herno déi wirtschaftlech Relationen tëschent England an dem Rescht vun Europa gehandhabt? Wéi wäert dat an Zukunft funktionéieren?

Eent ass op alle Fall kloer: Et ass immens vill Onrou am Secteur. Vill Betribler, mä speziell och vill Finanzinstituteur hu virum Vott vum Brexit sech e Plang B ginn, déi hu sech Gedanke gemaach doruwwer. Ech kann lech och soen, contrairement zu deem, wat Dir insinuéiert, Här Mosar, dass d'Regierung zënter éiweg a Kontakt ass, an enkem Kontakt ass mat England op deenen diversen Niveaue.

Ech kann lech och soen, dass mer laang virum Brexit - de Finanzminister an ech - regelméisseg och d'Big-Fouren hei zu Lëtzebuerg gesinn hunn, fir mat deenen ze kucken: Wat sinn hir Erfahrungswärter, wat sinn hir Informatiounen, déi se vun hire Konterparten zu London kréien? An de Message war regelméisseg deen, dass der eng Rei sinn, déi Lëtzebuerg op der éischter Plaz hunn an hirem Plang B.

Dofir kann ech lech hei confirméieren, dass mat Sécherheet eng ganz Rei Business wäerten u Lëtzebuerg interesséiert sinn. An dat ass net nëmmen am Beräich vun de Finanzen, wéi meeschtens generell ugeholl gëtt, mä och am Beräich vun den Headquartere vun internationale Konzernern.

Ech wëll awer och hei un en anere Secteur erënneren: d'TV-Senderen. Zu London ginn et eng ronn 50 TV-Senderen, déi mat europäesche Lizenzen schaffen, déi eng europäesch Lizenz brauchen. Déi wäerten natierlech allegeren e Problem hunn, wann England net méi an der EU ass. An ech mengen, dass Lëtzebuerg als Mediastanduert jo awer och eng Renommee huet, an net nëmmen als Finanzsecteur.

An dann, Här Mosar, muss ech lech recht ginn: Och am Beräich vun de Start-uppe sinn der eng ganz Rei, déi Problemer wäerte kréien. Well op där enger Säit kréien déi Betribler an déi Banke Problemer, déi op EU-Lizenzen ugewise sinn, déi op en EU-Pass ugewise sinn. Mä op där anerer Säit, an do kommen d'Start-uppe mat Sécherheet och derbäi, sinn et déi, déi op Immigration ugewise sinn, déi, déi hir Kadere mussen aus dem Ausland an d'Land kréien. A wann England seriö mécht mat senger méi restriktiver Immigrationspolitik, da gëtt dat natierlech e Problem fir den Développement vun deenen Aktivitéiten an England.

Lëtzebuerg, mengen ech, ka sech do als eng ganz gutt Alternativ duerstellen. Mir hunn e performanten „business environment“ hei zu Lëtzebuerg, mat engem PIB, deen awer sengesgläiche sicht an Europa. Mir hunn eng politesch stabil Situatioun hei am Land. Mir hunn eng Administratioun, déi extrem zougänglich ass. A mir sinn eppes: Mir sinn alleguerten immens proeuropäesch! Ech mengen, dass Lëtzebuerg dat Land ass, oder zumindest eent vun deenen dräi éischte Länner ass, wann et drëm geet, ob ee proeuropäesch agestallt ass oder net.

A mir hunn natierlech eng Ekonomie, déi an engem ganz internationalen Émfeld funktionéiert, mat allen Avantagen, déi dat natierlech bréngt fir aner international Konzernern, déi op Lëtzebuerg wëlle kommen.

Et ass och esou, dass ech eng Wirtschaftsmisioun geplangt hu vum 25. bis de 27. Juli, an dat net eréischt zënter dem 23. Juni dëst Joer, also dem Vott vum Brexit, mä scho méintlaang viru drun ass dat preparéiert ginn. Eleng vun de Préparativen hier mussst Der mer gleewen, dass een dat net vun haut op muer mécht. Et ass och esou, dass op déi Wirtschaftsmissioun de Finanzminister wäert matgoen, de Generaldirekter vun der Chambre de Commerce wäert matgoen, de President vun der Fedil wäert matgoen, an den Direkter vu Luxembourg fir Finance wäert matgoen.

Um Programm - just fir lech eng Iddi ze ginn - wäerte mer, als engem vun deenen éischte Punkten, en „Technology Incubator“ gesinn, „Level39“, dee ganz bekannt ass am Beräich FinTech, Cybersecurity, E-Trade, „Smart cities“, wou mer mat deene wäerten en Austausch hunn, fir Lëtzebuerg als Standuert duerstellen. Dann hu mer en ICT-Seminar vun eisem ICT-Cluster organiséiert an der Lëtzebuenger Ambasad, wou de Minister Gramegna an ech och wäerte präsent sinn.

Mir wäerten op Bristol fueren, fir e Partenariat ze ënnerschreien am Beräich vun de „Materials“, dat heescht en Accord tëscht dem „Materials Composite Center“ Lëtzebuerg mam „National Composite Center“ vun England, wou et drëm geet, gemeinsam Fuerschungsprojeten ze maachen. Mir wäerte Meetingen hu mat verschiddene Chef-d'entreprises. Dir erlaabt mer, datt ech hei elo nach net soen, mat wem mer eis wäerte gesinn. A mir wäerten eng Rei Interviewe ginn an der englescher Press, fir ebe Lëtzebuerg och op d'Landkaart ze stellen, fir ze soen, wat Lëtzebuerg ze bidden huet, an och fir duerstellen, dass Lëtzebuerg net just eng Finanzplaz ass, mä nach ganz aner interessant Standuertfacturen huet.

Et ass och esou, dass eis Fusioun, déi derzou gefouert huet, dass mer Luxembourg fir Business mat Luxinnovation fusionéiert hunn, do hu mer an deem Kader jo en „Trade and Investment Steering Committee“ geschaaft. Déi tagen och, fir iwwert d'Konsequenze vum Brexit ze schwätzen. Datselwecht, an do wäert de Pierre Gramegna drop agoen, gëllt fir den Haut comité de la place financière.

Et ass och esou, dass d'Regierung eng Taskforce agesat huet tëscht de verschiddene Ministere, Economie, Finanzen, MDDI, Logement, Educatioun an Ausseministere, fir ze kucken: Wat kënnen dann déi Konsequenze sinn op d'Infrastrukturen zum Beispill hei zu Lëtzebuerg, op d'Bürosgebaier, op Schoulen, international Schoulen, op Logement? Alles dat kann natierlech Konsequenzen hunn.

A mir wäerten dat elo schon ugoen, fir ze kucken, wéi mer drop reagéieren. Ech kann lech awer berouegen: Wat d'Bürodisponibilitäten ueget, do leie mer nach gutt. Mir hunn haut ronn 200.000 Quadratmeter Büroen, déi nach fräi stinn. Dat wär fir ongeféier 15.000 Leit. Bis Enn 2017 wäerten der nach eng Kéier 129.000 derbäikommen an Enn 2018 nach eng Kéier 73.000 derbäikommen. Dat sinn déi, déi elo an der Prozedur..., also déi ënnerwee sinn, déi geplangt sinn. Mä natierlech hu mer nach vill Potenzial och op Belval, op der Cloche d'Or, op dem Kierchbierg, et cetera.

D'Konklusioun, an da ginn ech direkt d'Wuert, wann Der erlaabt, of, fir dass och de Finanzminister nach ka sai Volet hei virbréngen, ass déi, dass mer natierlech net egal wat hei zu Lëtzebuerg wëllen. Et ass ganz kloer esou, dass déi heite Regierung e qualitative Wuesstum wëllt hu mat Betribler, déi wierklech eng Plus-value fir dëst Land duerstellen, dass mer net wëll wëlle wuessen, just fir ze wuessen, mä dass mer dat wëlle cibléiert maachen. An dofir wäert och déi heite Missioun, déi mer maachen, cibléiert ugaange ginn.

An, wéi gesot, mir hunn net eréischt reagiert nom 23. Juni, mä dat heite war schon organiséiert zënter uganks vun dësem Joer.

Ech soen lech villmools Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Wirtschaftsminister. An d'Wuert huet elo direkt den Här Finanzminister, de Pierre Gramegna.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Här President, léif Regierungskollegen, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt äntworten ech op eng Fro, déi net gestallt ginn ass. Eiser Finanzplaz geet et gutt. An dat ass e gudden Ausgangspunkt, fir iwwerhaupt déi ganz Problematik hei unzegoen.

Et ass gefrot ginn: Wat sinn d'Konsequenze vum Brexit op d'Lëtzebuenger Wirtschaft an op d'Lëtzebuenger Finanzen an d'Finanzplaz à court terme, moyen et long terme? Do gëtt et positiv Aspecten an et gëtt negativer. Deen negativen ass natierlech den Impakt op d'Croissance vun Europa en général an dann och op Lëtzebuerg. Deen ass schwéier ofzeschätzen. An dee positiven ass natierlech, dass Opportunitäten op eis duerkommen. Ech wäert nach drop ze schwätze kommen.

Déi alleréischte gutt Noriicht ass, dass mir, contrairement zu dem Vereenegte Kinnekräich, eng ganz grous Previsibilitéit an eisem Land hunn, well mer Saachen annouciéieren laang am Viraus an dass mer eis dann drun halen. Ech hu während Méint a Joren erzielt kritt vu verschiddenen Akteuren, dass England esou previsibel wär. Eh bien, mir gesinn, wat et do op sech huet mat Previsibilitéit an England. Mir

hunnen also vun do keng Lektioenen ze kréien an op jidde Fall och dat Land net als Modell ze huelen.

Wat eis Finanzplaz ubelaangt, mengen ech, sinn zwou Saache fundamental: Si muss éischstens attraktiv sinn, an zweetens kredibel si mat enger gudder Reputatioun.

Zum Punkt Attraktivitéit hunn ech schon oft hei op der Tribün gesot, dass ech mech hei agesat hunn, fir Kontinuitéit an d'Spill ze bréngen, well dat och der Previsibilitéit hëlleft a well mer an deene leschten 30 Joer jo eng super Finanzplaz opgebaut hunn, déi attraktiv war, well mer vill Akteuren ugezunn hunn an déi Lëtzebuerg och dee Rächtum bruecht huet, dee mer kennen.

Mä op engem zweete Punkt hunn ech awer keng Kontinuitéit gemaach. An dës Regierung huet sech ganz staark engagéiert fir Transparenz a fir Kredibilitéit.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - A wa mer dat net gemaach hätten, dann, muss ech lech soen, Här Mosar, da géife mer haut iwwerhaupt net driwwer schwätzen, wie mer sollen uschwätzen, bei wem mer misste proaktiv virgoen, well et wëllt iwwerhaupt kee mat eis schwätzen.

Mir hunn am Oktober 2013 d'Kommunikatioun krut, dass mer op enger schwaarzer Lëscht wäeren op där schlechtester Stuf. A mir hunn et no ganz schlëmme Efforten, wou mer eis vill druginn hunn, fäerdegbuecht, an zwee Joer vun där schwaarzer Lëscht am Oktober 2015 erauszekommen. Mir sinn haut an der éischter Vague vu Länner, déi den Échange d'informations op d'nächst Joer um Niveau OCDE wäerte maachen.

A mir hunn also eng Reputatioun, déi sech erëm weise léisst. Et ass nach laang net alles perfekt, mä haut kann en Investisseur oder e Chef d'entreprise rouegem Gewëssens sengem Headquarter proposéieren, eppes zu Lëtzebuerg ze maachen, ouni dass e gesot kritt, dass dat ze vill e Risque ass. An ech mengen, dat solle mer wierklech ganz kloer hei soen an am Kapp behalen.

Wat elo d'Vereenegt Kinnekräich ubelaangt: Et ass dat wichtegst Land fir eis Finanzplaz, souwuel fir eis Exportatiounen vu Services financiers wéi fir Importatiounen vu Services financiers. Mä de Moment ass dat Land nach ëmmer an der EU. A soulaang se den Artikel 50 iwwerhaupt net déclenchéiert hunn, si se nach méi dran, wéi dran, well da changéiert iwwerhaupt näischt. Dat heescht, et ass eng Period vu méi wéi zwee Joer vun Incertitude.

Déi Incertitude bréngt mat sech, dass natierlech d'Akteuren dohanne ganz wibbeleg ginn. A si ginn doduerch veronsechert, well si jo wëssen, dass se, wa se erausginn, den honnertprozentegen Accès zum Marché unique, dat, wat een och nach de Passeport européen nennt, fir d'Servicer a fir d'Gidder net méi wäerte ganz hunn.

Mä mir mussen awer och zu Lëtzebuerg realistesch sinn. An d'Bild vun de Geieren ass gebraucht ginn. Ech mengen, dat ass dat richteg Bild. Esou solle mer eis net positionéieren. An eis Promotiounsagence Luxembourg for Finance huet net déi Wieder gebraucht, déi d'Agence de promotion zu Frankfurt oder zu Paräis gebraucht huet. Ech hu se e bëssen indezent fonnt.

A mir hunn och als Regierung versicht, wat eis eege Kommunikatioun ubelaangt, dat ganz dezent ze maachen. Et geet net dréms, d'Land - d'Vereenegt Kinnekräich - elo ze bestrofen. Dat Land ass a bleift e Partner. A souguer muer, wa se net méi an der EU sinn, si se nach ëmmer e wichtege finanzielle Partner, e wirtschaftliche Partner an och e wichtege Partner an der NATO.

Ech muss soen, dass den Discours vum Här Mosar zu engem gewëssenen Deel konstruktiv war, mä awer och ganz vill Ambiguitéiten dran hat an och Saachen, déi widerspréchelech waren. An do, wou ech muss ganz kloer soen, wou ech net d'accord sinn, dat ass, wéi e gesot huet, mir hätte kee Plan B. Ech mengen, deen, dee kee Plan B hat, war d'UK. Ganz kloer!

A mir, mir hate kee Plan B, Här Mosar. Mir hatten de Plang, deen dorop opgebaut ass, mat deem Land ze kooperéieren, an dat maache mer säit zwee Joer. A wa mir e Plang missten hunn, deen hu mer scho laang, dat ass de Plan C: de Plang vun der Kooperatioun; de Plang, fir mat dem UK Solutiounen ze fannen.

Wat sinn elo d'direkt Konsequenze vun der potenzieller Sortie vun dem United Kingdom?

Dat Éischt ass, dass natierlech verschidde Firmen, ob dat an der Wirtschaft en général ass oder op der Finanzplaz, wäerte mussen e Standbeen an der EU hunn, Verschiddener souguer méi prezis an der Eurozon. An do si mir

gutt placéiert. An dat ass net nëmmen „wishful thinking“, wéi d'Engländer soen, mä mir hunn immens vill Demanden. An dat ass och den Hauptgrond, firwat mer am Haut comité de la place financière déi Taskforce an d'Liewe geruff hunn; net well mer hu mussen improviséieren, mä virun der Flut vun Noriichten an Demanden an Informatiounen, déi gefrot sinn, hu mer geduecht: Kommt, mir sinn effikass, mir maachen eng Hotline a mir bündelen eis Kräfte do zesummen!

Dat Zweet, wat mer maachen, dat ass, dass mer elo op London ginn, wéi scho vum Minister Schneider gesot ginn ass. Mä ech wëll rappeléieren, dass Luxembourg fir Finance an de leschten zwee Joer méi wéi eng Dose Missiounen am Vereenegte Kinnekräich an op London haaptsächlech organiséiert huet. Ech selwer war véiermol zu London an deene leschten zwee Joer. An ech kann lech soen, ouni elo hei wëllen dat schéinzerieden, dass mir scho laang an England um Radar sinn.

A Gott sei Dank esou! Well déi, déi haut am haartste jäizen a mam Fändel wénken, dat sinn déi, déi natierlech laang absent waren oder déi et sech elo op eemol wëlle schéinzerieden an en fait net ganz effikass sinn. Ech mengen, et passt och bei d'Bild vu Lëtzebuerg, relativ reservéiert un déi Saach erunzegen.

Wat d'laangfristeg Konsequenzen ubelaangt, wëll ech soen, dass dat en Aspect ass, dee mer ni dierfe vergiessen. Wéi ech a China war virun enger Woch, hunn d'Chineese mer gesot... Richtegerweis huet de chineesche Finanzminister Lóu Jiwei mer gesot: „Ech mengen, d'Konsequenze vum Brexit, déi wäert een a fënnf bis zéng Joer kënnen moossen.“ An do gesitt Der déi Sagesse vun den Asiaten, déi sech effektiv net précipitéieren a sech d'Situatioun ukucken.

Richtegerweis ass ënnerstrach gi vum Här Mosar, dass et also och dréms geet, an där ganzer Geschicht hei, attraktiv ze si fir Dréttstuten, déi dann net méi London am Viséier hunn, fir e Standbeen an Europa ze hunn, mä dann en anert Land. An do si mir als Lëtzebuerg gutt placéiert. An ech hunn effektiv an deenen zwee Deeg Promotioun do gemaach, zwee Deeg no Brexit. Ech mengen, méi séier hätt een et net kënnen maachen. Dat war zwar e bëssen en Hassard, mä dat war eng ganz gutt Saach.

Ech wëll och drop hiweisen, dass mir als Lëtzebuerg e ganz natierliche Kandidat sinn, fir d'EBA op Lëtzebuerg unzézéien, well d'Traitéen dat virgesinn, dass déi finanziell Institutiounen sollen op Lëtzebuerg kommen. Leider kann ech awer och nëmme feststellen, dass 2008 dräi Institutiounen verdeelt gi sinn - eng zu London, eng zu Paräis, eng zu Frankfurt - an dass mer dat do deemools net fäerdegbuecht hunn, fir trotz dem Traité vum 1965 eng vun deenen Institutiounen op Lëtzebuerg unzesidelen.

Eng zweet laangfristeg Auswierkung ass eng politesch. Wat mengen ech domat? Mir verléieren, wann d'Engländer wierklech géifen erausgoen, en Alliierten, fir aus Europa eng Region ze maachen, déi international, weltwäit attraktiv ass fir Investisseuren. A mir verléieren dann déi gréisste Finanzplaz an der Welt, déi dann net méi an der EU ass, mä baussent der EU.

An eng lescht Konsequenz ass natierlech de wirtschaftliche Plang. Et ass natierlech vill méi schlëmme fir England, den EU-Marché ze verléieren, wéi emgekéiert fir eis den englesche Marché. Mä kommt, mir si realistesch! Mir wëssen dach, dass och wann England eraustréit, déi wirtschaftliche Relatiounen wäerten zu engem gewëssenen Deel bestoe bleiwen. A mir Lëtzebuenger sollen derfir suergen, dass mir eng Léisung an där Problematik sinn, fir justement dass d'Geschäfte kënnen weidergoen.

Als Konklusioun géif ech, à l'unisson mam Minister Etienne Schneider, soen: Et geet eis och haaptsächlech drëm, hei eng qualitativ Attraktioun ze maachen, net blannemännchen. Kommt, mir appuyéieren eis op eis Stärken an deenen Domänen vun der Finanzplaz, wou mer gutt sinn! Dat ass d'Fongenindustrie als Alleréischte, d'Assurancen, de Private Banking a last but certainly not least FinTech, wou mer scho vill unzbidden hunn a wou London effektiv d'Nummer 1 an der Welt ass. An do gesinn ech ganz vill Sputt fir Kooperatioun.

Mäi leschte Punkt ass, dass Lëtzebuerg haut, wéi et do steet, a mat der Réforme fiscale, déi mer annouciéiert hunn a wou jo Steiererlichterungen och fir d'Entreprisé virgesi sinn, ganz gutt opgestallt ass. Mir brauche keng nei Kamellen auszedeele, fir attraktiv ze sinn. A wann der vill proposéieren, dass mer nach vill misste maachen, da géife mer eisen eegene staarke Message ofschwächen. Deen ass: Eiser

Finanzplaz geet et gutt. Si ass „open“ fir Business a mir sinn attraktiv.

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Finanzminister. De Laurent Mosar huet d'Wuert.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo. Merci fir déi Explikatioun vum Här Schneider a Gramagna. Ech gesinn iwwregens, datt mer op ganz ville Punkten déiselwecht Meenung hunn. Ech hunn allerdéngs e klengen Problem: Dës Regierung äntwert ganz oft op Froen, déi se net gestallt kréit, se äntwerten awer net op déi Froen, déi se gestallt kréien.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - An do sinn awer zwou, dräi Froen, déi ech virdu gestallt hunn, déi ech awer net onwichtig fannen, wou ech net...

(Interruption par M. Etienne Schneider)

Jo, Här Schneider. Mir kënnen do ganz laang driwwer diskutéieren. Ech géif der awer zwou nach eng Kéier wëlle widderhuelen, well se guer net beäntwert gi sinn, déi menger Meenung no awer eng grouss Wichtigkeet hunn.

Deen een Aspekt, dat ass deen, datt jo elo Verhandlungen wäerten ugoen zwëschen der Europäescher Unioun a Groussbritannien, wann dann déi ganz Prozedur leeft. An do geet et drëm, fir ze kucken, wat fir eng Konditiounen d'Engländer wäerte kréien. An do stelle sech substanzuell Interessen an fir d'Lëtzebuurger Wirtschaft a ganz besonnesch fir d'Lëtzebuurger Finanzplaz.

Well et ass net egal, Dir Här Finanzminister a Wirtschaftsminister, wéi dat doten ausgeet, well mir sinn eis jo oft eens, Här Finanzminister: Hei muss den „level playing field“ och par rapport zu Groussbritannien garantéiert ginn. An do hat ech virdu gefrot, wéi d'Regierung sech och do géif wëlle positionéieren, fir déi doten Diskussiounen och vum eiser Säit, vum der Lëtzebuurgerescher Säit, ze preparéieren. Do hunn ech keng direkt Äntwert kritt.

Eng zweet Fro, déi awer onheemlech wichteg ass... An ech beruffe mech do op datselwecht, wat den Här Schneider gesot huet, deen d'Wichtigkeet vum den Headquartieren ënnerstrach huet. Dat hat ech och scho virun enger Rei vu Wochen hei bei Geleeënheet vum der Interpellatioun iwwert d'Zukunft vum eiser Finanzplaz gemaach.

An Dir këntlech erënneren, Här Finanzminister, do hat dës Chamber à l'unanimité eng Motion gestëmmt, fir effektiv studéieren ze loosene, wat d'Vir-/d'Nodeeler vum der Implantatioun vum Headquartieren wäeren, wou mer eventuell och nach missten eis ganz Regulatioun norüsten. An do hat ech lech gefrot, well dat och elo méi wichteg gëtt an deem ganze Kontext Brexit, wou mer do dru sinn. Wat ass entre-temps do geschitt?

Do wär ech awer frou, wann ech och nach op déi doten zwou Froen zumindest kéint eng Äntwert kréien.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, wann Der erlaabt, zu där éischter Fro. Ech mengen, ech wor extra no engem Conseil, deen elo net d'lescht Woch war, mä virun e puer Méint hei war, e Rapport maache komm, fir lech ze soen, dass Lëtzebuerg insistéiert huet fir den „level playing field“, wéi den Här Cameron Europa froe komm ass do, fir verschidden Derogatiounen, Mesuren ze kréien, an am Fong jo déi och dem Vollek a Groussbritannien an de Referendum ze stellen, och wann dat ganz vergiess ginn ass, dass do au préalable Groussbritannien jo och verschidde Saache gefrot huet, insistéiert hu fir den „level playing field“.

Et ass ënner anerem op Insistance vum der Lëtzebuurger Regierung, dass den „level playing field“ am Chapeau ass vum ganzen Dossier vum der Fiskaliteit an iwwert d'Banken. Wa mer et deemools gemaach hunn, gëtt et haut keng Ursach, fir dat an deenen nächste Wochen an an deenen nächste Méint net méi ze maachen.

Dat Eenzegt, wat ass, hei gëtt gefrot, wéini d'Négociatiounen ufänken. On ne met pas la charrie avant les boeufs. Hei muss fir d'Éischt den Artikel 50 invoquéiert ginn an da fänken eréischt d'Négociatiounen un.

Ech kann lech just soen, dass dat, wat d'Regierung virun e puer Méint gesot huet, och an deem nächste Mount datselwecht ass. Dat

heescht, dass en „level playing field“ d'Regel ass. Wann den Här Mosar... Ech soen et elo fir d'Drëtt dann nach eng Kéier, no deem leschte Conseil, no deem Conseil an ech soen et dann an e puer Méint nach eng Kéier: Ouni „level playing field“ maache mir net mat. „Cherry picking is not on the agenda!“

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Finanzminister zu där zweeter Fro.

► **M. Pierre Gramagna, Ministre des Finances.** - Jo, zu där zweeter Fro, Här President, kann ech zwee wichteg Beispiller ginn, wéi mer bei der Headquarter-Politik elo agéieren, fir méi attraktiv ze sinn.

Dat éischt Beispill ass natierlech d'Steierreform, wou mer mat der Besteuerung vum den Entreprisé vum 21% d'nächst Joer op 19% erfoginn an dat Joer duerno op 18%. Méi schéi kann een et wahrscheinlech net molen. Dat ass dat, wat mer eis kënnen als Reduktioun leeschten an an engem en parallèle gesond Statsfinanzen hunn.

An dat zweet Beispill ass, dass mer ewell fir d'Visae fir Persounen aus Drëttstater Ouverture virgesinn hunn am Gesetz, wat muss gestëmmt ginn, fir dass verschidde Leit méi lücht op Lëtzebuerg, ënner verschidde Konditiounen, kënnen kommen.

Ech mengen, dat sinn dann zwou ganz konkret Mesuren, déi, mengen ech, eng konkret Äntwert sinn. Et sinn och vläicht e puer anerer, déi nach an der Maach sinn. An ech sinn och gäre bereet, an den nächste Méint nach e Follow-up dozou ze maachen, mä, ech mengen, mir hunn eis Hausaufgab do gemaach.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Une voix.** - Kréien ech elo eng Äntwert op meng Fro?

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Also, Här President...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Eng leschte Kéier.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - ...ech muss erëm soen, den Här Statsminister äntwert op Froen, déi ech net gestallt hunn. Ech wëll ganz konkret wëssen, wéi d'Regierung sech hei organiséiert, fir sech a ganz schwierige Verhandlungen opstellen - Här Statsminister, an do sinn ech mat lech d'accord, ganz technesch komplex Verhandlungen -, fir datt och do d'Intérite vum Wirtschaftsstanduert a vum der Finanzplaz verteidegt ginn.

An dat ass eng Fro, déi ech un de Finanzminister eigentlech gestallt hunn, fir ze wëssen, ob et do och iergendwéi elo e Groupe de travail gëtt oder eng Taskforce, fir déi doten Diskussiounen ze preparéieren. Do geet et ëm ganz viles fir d'Land!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, ech mengen, hei sinn ech am falsche Film! Hei ass déi lescht Deeg a Wochen...

(Exclamations)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Déi lescht Deeg, Här President, hu mer insistéiert, dass net négociéiert gëtt, soulaang den Artikel 50 net invoquéiert gëtt, dass dës Regierung der Meenung ass, dass den „level playing field“ d'Basis ass!

A wie mécht d'Négociatiounen? D'Kommissioun am Moment ass zoustänneg dofir. A mir wäerten alles maachen, fir der Kommissioun dat Mandat ze ginn, wat och de Conseil gären hätt. Mä elo schon, fir ze froen, dass mir bei der Kommissioun eppes invoquéieren, wat vläicht eng Kéier geschitt, wou een emol net weess, ob et kënt, wier total inopportun!

Dës Regierung huet e Plang. Mir gesi just, dass beim Här Mosar Pilotage à vue nach ëmmer eng Regel wier.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dir sidd wierklech am falsche Film!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Do mat si mer um Enn vum der Diskussioun.

Dir hutt gesinn, dass ech grousszügig mat der Zäit war, well et eng wichteg Diskussioun ass. Jiddwereen ass zu Wuert komm. Ech mengen, fir haut si mer um Enn ukomm. Merci villmoos.

A mer géifen dann zum nächste Punkt vum eiserem Ordre du jour iwwergoen, och e wichtige Punkt. Dat ass d'Proposition de loi 6894, fir den Artikel 32 Paragraf 3 vum der Verfassung ze änneren. D'Riedezeit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet direkt den Auteur-rapporteur, den Här Alex Bodry.

4. 6894 - Proposition de révision de l'article 32, paragraphe 3 de la Constitution

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

► **M. Alex Bodry (LSAP), auteur-rapporteur.** - Jo, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, bei deem Revisiounsprojet handelt et sech ëm eng nei Formulierung vum Artikel 32. (3) vum eiser Verfassung, deen de Punkt behandelt vum Pouvoir réglementaire vum Grand-Duc, besonnesch an de sougenannten Domaines réservés à la loi par la Constitution. Dat heescht do, wou d'Constitutioun festleet, dass dat eng Matière ass, déi am Prinzip duerch Gesetz muss geregelt ginn.

Wann een deen Artikel 32 (3) wëllt richtig verstoen, muss een deen zesumme liese mat enger ganzer Rëtsch vum anere Verfassungsbestimmungen, déi mer an eiser aktueller Text stoen hunn. Den Artikel 36, deen eis seet: «Le Grand-Duc prend les règlements et arrêtés nécessaires pour l'exécution des lois.» Den Artikel 32 (2), dee seet: «Le Grand-Duc n'a d'autres pouvoirs que ceux que lui attribuent formellement la Constitution et les lois particulières portées en vertu de la Constitution même, le tout sans préjudice de l'article 3 de la présente Constitution.»

Den Artikel 33, dee seet: «Le Grand-Duc (...) exerce le pouvoir exécutif conformément à la Constitution et aux lois du pays.» Den Artikel 37 (4), dee festleet: «Le Grand-Duc fait les règlements et arrêtés nécessaires pour l'exécution des traités (...) sans préjudice des matières qui sont réservées par la Constitution à la loi.» Den Artikel 45, en essenziellen Artikel, dee seet: «Les dispositions du Grand-Duc doivent être contresignées par un membre du Gouvernement responsable.» Deen also kloer mécht, dass et sech hei sech net eigentlech ëm Prerogativen handelt, déi de Grand-Duc eleng géif exercéieren, mä déi eigentlech vum Grand-Duc zesumme mat der Regierung nëmme kënnen exercéiert ginn.

Den Artikel 76 schliisslech, dee festleet, dass de Grand-Duc a gewëssene Fäll, kann e Member vum der Regierung, also e Minister, chargéieren, fir Mesures d'exécution ze huelen. A schlussendlech den Artikel 95, deen d'äerfer mer hei net vergiessen, dass eis Geriichter déi sinn, déi gehale sinn, d'Arrêtées an d'Reglementer nëmme ze applizéieren, wa se konform zum Gesetz sinn.

All déi Dispositiounen eigentlech misst ee sech duerch de Kapp goe loosene, wann een de Sënn wëllt méi genau gesi vum deem, wat mer elo amgaange sinn, iwwert d'Reform vum Artikel 32 (3) vum eiser Verfassung ze regelen.

Et geet also drëm, de Pouvoir ze reglementéieren, dat heescht Ausféierungsbestimmungen vum Gesetz ze huelen. Dat ass an eiserem Lëtzebuurger Verfassungssystem eng Prerogativ vum Statschef, vum Grand-Duc.

Politesch verantwortlech fir deen dote Pouvoir réglementaire ass natierlech d'Regierung. An all Règlement grand-ducal, och all Arrêté grand-ducal, dat heescht alles do, wou de Grand-Duc no dem Verfassungstext muss ënnerschreien, muss virun Objet si vum enger Deliberatioun vum Regierungsrat. Wa mer also hei vum Pouvoir réglementaire vum Grand-Duc schwätzen, muss mer ëmmer kloer gesinn, a wat fir engem Zusammenhang dass mer dat eigentlech maachen, dass also do ëmmer muss eng Deliberatioun vum der Regierung virleien, ier kann esou e Règlement grand-ducal oder en Arrêté grand-ducal ënnerschriwwen ginn.

Kloer ass - et soll een et och nach eng Kéier betonen, an den Här Meyers huet dat als Rapporteur gemaach, wéi mer virun enger Rei vu Joren, 2004, deen Artikel hei schon diskutéiert haten -, dass d'Reglement op kee Fall kann e Gesetz ausbauen, dat heescht iwwer e Gesetz erausgoen, nach kann et natierlech och e Gesetz aschränken. Et kann also net hannert dem Gesetz eigentlech bleiwen. Et geet also nëmme drëm, sech am Kader vum Gesetz ze bewegen, dat eigentlech ganz kloer d'Limite festleet, wat iwwer Ausféierungsbestimmungen ka festgeluecht ginn.

Allgemeng gëllt de Prinzip, dass d'Gesetz déi wesentlech Punkten an d'Prinzipie vum enger Matière regelt an d'Reglement Detailler fixéiert. Et ass eng al Jurisprudenz eigentlech, déi och d'Doktrin iwwerholl huet, déi déi dote Grundprinzipie festleet.

De Grand-Duc kann net Regele festleeën, wann dofir net eng Verfassungs- oder eng Gesetzesgrundlag besteet. De Grand-Duc, dat heescht also d'Regierung, huet am Contraire d'Vepflichtung, déi néideg Ausféierungsbestimmungen festzeleeën, fir dass ee vum Parlament gestëmmt Gesetz iwwerhaapt kann applizéiert ginn. Wann e Gesetz nëmme iwwer

Ausféierungsbestimmungen applikabel ass, da muss d'Regierung d'Ausféierungsbestimmungen huelen, well se sech soss eigentlech der Volontéit vum Législateur géif entgéintsetzen.

Hei bewege mer eis also an engem ganz juristeschen interessanten, politesch och heiansdo kontroversen Beräich, wou et schlussendlech awer och ëm d'Definitioun geet vum de respektive Kompetenzberäicher vum der Legislativ op där enger Säit, d'Prerogativen, also vum gewielte Parlament, der Chamber, an op där anerer Säit d'Prerogative vum der Exekutiv, dem Grand-Duc an der Regierung.

Duerfir géif ech hei bei där Geleeënheet, fir dass keng falsch Impressioun doruwwer opkënn, wat d'Zilsetzung weider bleift vum eiser Verfassungstext, de Professor Pierre Wigny hei zitieren aus engem schonn eelere Manuel iwwert den Droit constitutionnel aus dem Ufank vum de 50er Joren: «La loi est souveraine. La volonté législative s'impose aux autres pouvoirs publics.» Esou gesi mer dat och hei zu Lëtzebuerg. An doru wëlle mer och mat deem heiten Text näischt änneren.

Genau gesot, geet et also bei deem Artikel 32 (3) ëm de reglementaresche Pouvoir vum der Exekutiv am Beräich vum der Réserve de la loi, dem Domän also, wou d'Verfassung fixéiert, dass nëmme Normen duerch Gesetz kënnen festgeluecht ginn.

Mer hunn eng ronn 15 verschidde Verfassungsbestimmungen an eiser aktueller Constitutioun, déi dem Gesetzgeber also e geschützte Wirkungsbereich eigentlech zugestoen, déi also festleeën, wat fir eng Matière mussen iwwer e Gesetz geregelt, festgeluecht ginn. Dat geet vum de politesche Rechter vum den Netlëtzebuurger iwwert de Gebrauch vum de Sproochen, d'sozial Sécherheet an d'Gesondheetspolitik, vum Streikrecht iwwert d'Handelsfräiheet, vum der Organisatioun vum Unterrechtswiese bis hin zu der Organisatioun vum den Zoustännegkeete vum Arméi a Police an der Aféierung vum enger Statssteier.

Dat sinn nëmme e puer Beispiller vum Matière, wou eis Verfassung haut seet: Dat ass eng Matière réservée à la loi. Mä och do war et ëmmer kloer, dass dat keen absolute Prinzip ass, dass wann de Législateur dat wëllt, awer nëmme dann, kënnen och an deenen dote Matière iwwer Règlement grand-ducal Ausféierungsbestimmungen geholl gi vum dem Grand-Duc respektiv vum der Regierung, fir Detailfroen ze regelen.

Wat bei deem heiten Domän also net besteet, dat ass de sougenannte Pouvoir réglementaire spontané, deen an allen anere Matière, déi net dem Gesetz reservéiert sinn, eigentlech dem Grand-Duc, där Exekutiv, zouerkannt ginn. Also, och wann do net speziell virgesinn ass, dass kënnen Règlement grand-ducal geholl ginn, kann d'Regierung dat eigentlech maachen.

An der Matière réservée à la loi geet dat net. Do muss also d'Regierung praktesch speziell déi Attributiounen zugestane kréien duerch dat Gesetz, wat déi dote Matière regelt. An nëmme an deem Kader an an där Spannwaite, wou eigentlech d'Reglement och virgesinn ass, kënnen herno och d'Regierung/de Grand-Duc Ausféierungsbestimmungen huelen.

Dat ass, wéi eigentlech dee ganze Beräich hei organiséiert ass. An deem heite spezifische Fall, also an der Reserv vum Gesetz, ass et esou, dass eigentlech d'Exekutiv nëmme de Pouvoir d'attribution huet, fir Detailler ze regelen. Wa se dat net spezifesch zugestane kritt an engem Gesetzestext, ka se eigentlech keng valabel Ausféierungsbestimmungen huelen.

De Problem, dee mer hei konkret haten, dee sech gestallt huet, war eigentlech eng Entwécklung vum der Jurisprudenz vum eiser Verfassungsgericht, wat an den éischte Joren eigentlech an der traditioneller Interpretatioun vum där Kompetenzopdeeling vum dem Gesetz an dem Règlement bliwwen ass, do awer no eiser Neiformulierung vum Artikel 32 an der Aféierung vum deem Artikel 32 (3) iwwert d'Pouvoir vum Grand-Duc an der Matière réservée à la loi, wou se do eng restriktiv Interpretatioun vum eiserem Text gemaach hunn, dee mir esou sengerzäit als Constituant net gewollt haten.

Mir wollten eigentlech nëmme déi besteeënd Jurisprudenz festschreien. Mir wollten net eppes änneren. A schlussendlech ass eisen Text méssverständlech interpretéiert ginn. Vlächent war en och net kloer genuch.

Op jidde Fall huet et derzou geféiert, dass d'Jurisprudenzen... Dat ass 2013 ugaangen an der sougenannter Affair Ries. Awer bis 2016 gëtt et elo nach Uerteeler vum der Cour Constitutionnelle, déi et am selwechte Sënn soen an déi eng restriktiv Ausleeung maachen, wat de Pouvoir réglementaire vum Grand-Duc ugeet am Beräich vum de Matière-réserveeën, well do verlaangt gëtt, dass eigentlech am Gesetz selwer awer net nëmme d'Zilsetzung festgeluecht



gëtt vun deem Règlement grand-ducal, wat ka geholl ginn, mä awer och all Konditiounen an all Modalitéite festgeluecht ginn. An da bleift eigentlech net méi ganz vill nach ze regelen iwwer Règlement grand-ducal. Dat muss ee bal alles dann an de Gesetzestext selwer erapaken.

Déi Jurisprudenz huet derzou gefouert, dass de Statsrot a sengen Avisen, bis viru Kuerzem zumindest - e schéngt awer seng Haltung e bësse méi opgelackert ze hunn - an engem leschten Avis am Educatiounsberäich, derzou iwwer gaangen ass, fir praktesch ëmmer eng Opposition formelle ze formuléieren an ze soen: „Mir wëssen eigentlech net, wéi herno am Zweifelsfall eng Cour Constitutionnelle op dee Gesetzestext reagiert, wann Der net praktesch och scho ganz vill Detailer an deen Text hei mat eraluet.“

An duerfir ass eigentlech den Domän vum Règlement ëmmer méi kleng ginn. An en ass esou kleng ginn, dass kee méi genau konnt eigentlech elo definéieren, wéi grouss en dann effektiv nach ass, wat de Spillraum nach ass, fir iwwerhaupt iwwer Règlement grand-ducal am Domaine réservé à la loi nach kënnen Ausféierungsbestimmungen ze huelen.

Dat huet derzou gefouert, dass op där enger Säit de Conseil d'État an enger Rei vun Avisen an öffentleche Stellungnahmen op deen dote Mésstand higewisen huet. D'Regierung huet eng Initiativ geholl a si huet eis d'lescht Joer iwwert de Statsminister och e Brëif geschriwwen, wou se och d'Chamber gebieden huet, déi dote Fro par rapport zur allgemenger Verfassungsrevisioun virzeziehen an hei ze léigfieren op dem dote spezifische Punkt, wat mer dann haut iwwert deen heiten Text och maachen.

Bon, et kann een nach relativ wäit aushuelen iwwer all déi Entwécklungen, déi mer haten. Et ass effektiv schonn déi zweete Kéier, wou am Fong d'Chamber als Constituante reagiert op eng Jurisprudenz vum Verfassungsgericht an deem heite Fall, well mer eng éischte Kéier schonn hu musse reagieren opgrond vun der Jurisprudenz, wat d'Règlements ministériels ugeet, wou och do duerch en Arrêt vun 1998 eng éischte Kéier praktesch gesot ginn ass: „Ma hei, de Grand-Duc ass nëmme virgesinn eigentlech als Organ, als Deel vun der Puissance souveraine, dee ka Reglementer huelen, Ausféierung vu Gesetzer.“

Do steet néierens dann, dass de Grand-Duc kann op eng aner Instanz en Deel vun deem dote Pouvoir iwwerdroen, notamment op d'Membere vun der Regierung. Dat huet derzou gefouert, dass mer ee Moment an enger Situation waren, wou mer net woussten, ob iwwerhaupt déi sëlliche Règlement-ministériellen, déi lénks a riets a villen alen Texter bestinn, nach valabel sinn oder net. Dat huet derzou gefouert, dass mer also virun enger Rei vu Joren, am Joer 2004, do en neien zweeten Ofsaz an den Artikel 76 vun eiser Verfassung ageschriwwen hunn, fir op déi dote Jurisprudenz ze reagieren.

Bon, hei reagiere mer also elo eng zweete Kéier op eng Jurisprudenz vum Verfassungsgericht an dem Beräich vum Pouvoir réglementaire. A mir mengen, do wëlle mer am Fong näischt Neies maachen, näischt op d'Kopp werfen. Mir wëlle just eigentlech op déi al Jurisprudenz zrëckkommen, op déi al Interpretatioun vun den Texter zrëckkommen, déi also kloer d'Méiglechkeet gëtt, dass och am Domaine réservé à la loi par la Constitution de Grand-Duc kann Ausféierungsbestimmungen huelen, awer, wéi gesot, nëmme - nëmme, dat ass déi Konditioun, déi mer hei festsetzen -, wann esou e Règlement d'exécution ausdrécklech am Gesetzestext virgesinn ass. An de Gesetzestext muss och d'Objektiver vun deem Règlement grand-ducal schonn determinéieren. An de Législateur kann och Konditiounen festsetzen, wann en dat fir richtig féint an der einzelner Matière.

Et ass also reng fakultativ, fir e puer Konditiounen festzeleeën. Dat ass dee groussen Ennerscheid par rapport zum aktuellen Text vum 32 (3), wou dat eng Obligatioun ass, op jidde Fall esou interpretéiert ginn ass, vun eiser Verfassung. Et ass eng Obligatioun am Gesetz och, fir sämtlech Konditiounen a Modalitéite festzeleeën.

Dat brauch an Zukunft net méi de Fall ze sinn, mä d'Legislativ behält all d'Pouvoiren an der Hand! D'Chamber bleift Meeschter, beim Vott vum Gesetz ze determinéieren éischters, ob se wëllt dem Grand-Duc - der Regierung - dee Pouvoir ginn, fir iwwer Reglementer Ausféierungsbestimmungen ze huelen. Si leet am Text fest, wat d'Objektiver sinn, d'Zilsetzung ass vun deene Règlement-grand-ducallen. A si kann, wa se wëllt, zousätzlech Konditiounen och am Gesetzestext nach androen. Bon!

Also, wéi wäit mer eigentlech do Attributiounen ofrieden, deelweis, en d'Regierung, dat hânt eleng schlussendlech vun der Chamber

of, iwwert dat Gesetz, wat se stëmmt. Soudass ech mengen, dass een do awer also net brauch ze fäerten, dass bei deem Équilibre, dee mer haut an där Opdeelung vun de Kompetenzen hunn, Chamber op där enger Säit a Regierung där anerer Säit, do fundamental eppes géif op d'Kopp geworf ginn.

Eisen Text, wéi en elo proposéiert ass, ass wéi folgt formuléiert. Ech liese vir: «Dans les matières réservées à la loi par la Constitution, le Grand-Duc ne peut prendre des règlements et arrêtés qu'en vertu d'une disposition légale particulière qui fixe l'objectif des mesures d'exécution et le cas échéant les conditions auxquelles elles sont soumises.» Dat ass also deen neien Text, dee mer hei géife proposéieren. Dat ass eisen éischten Text, dee mer och eraginn haten iwwer eng Proposition de loi no Diskussiounen an der Kommissioun.

De Conseil d'État hat eng Géigeproposition gemaach. Déi Géigeproposition, déi hu mer awer als Kommissioun schlussendlech diskutéiert an net zrëckbehalen. Firwat? De Conseil d'État huet probéiert eigentlech, en Element vun der Jurisprudenz matanzubauen an huet versicht, déi Expressioun, dass am Fong d'Prinzipie géifen iwwert d'Gesetz festgeluecht ginn, an den Text eranzehuelen.

An eisen Ae bréngt dat net onbedéngt méi Rechtssécherheet wéi deen Text, dee mir elo schlussendlech hei proposéieren, an d'Verfassung opzehuelen. Also, e léist eigentlech den eigentleche Problem net.

Zweetens gesi mer an deem Text, well do vu Prinzipie rieds geet, eng Kontradiktioun mam Artikel 11 (5) vun eiser Verfassung, wou schonn an enger Matière réservée rieds geet vu Principe. Wéi verdréit sech also déi Spezialbestimmung vum 11 (5) mat der allgemenger Bestimmung, déi de Conseil d'État proposéiert huet, fir de gesamten Domaine réservé à la loi? Ass do nach en Ennerscheid? Ass dat genau datselwech oder net? Déi Fro sinn eigentlech net tranchéiert.

Da ware mer der Meenung, dass den Text, wéi e proposéiert ginn ass vum Statsrot, och vum Opbau hier eng Onkohärenz bedeit par rapport zum gesamten Artikel 32, wou et sech ëmmer ëm d'Prärogative vum Grand-Duc handelt an deenen einzelnen Domänen. Hien huet awer en Text proposéiert, wou op eemol de Grand-Duc aus dem Text fort war.

An dann huet sech och virun allem d'Fro gestallt, ob iwwert déi Formulatioun, déi de Statsrot proposéiert huet, net iwwert d'Hannerdier och d'Règlement-ministériellen am Domaine réservé à la loi erëm sollten agefouert ginn, wou déi eigentlech duerch den Artikel 76 ausgeschloss sinn an deem doten Domän. Règlement-ministérielle sinn nëmme méiglech an den Domaines non réservés à la loi par la Constitution.

Dat wollte mer net hunn. An aus deenen Iwwerleeunge si mer eis eens gi gewiescht an der Kommissioun, dass mer net géifen op deen Text, d'Proposition vum Statsrot, zrëckgräifen, mä dass mer bei eiser éischter Textproposition géife bleiwen.

Här President, ech kommen zum Enn vu mengen Ausféierungen als Rapporteur. Ech hu scho gesot, dass den Ustouss hei komm ass vum Statsrot a vun der Regierung. Deen Text, dee mir proposéieren, entsprécht zwar net eent zu eent deem Text, dee mir an eiser Gesamtrevisioun vun der Verfassung virgesinn haten, mä e geet awer ganz kloer inhaltlech an déiselwech Richtung wéi dat, wat mer an eisem neie Verfassungstext fir Lëtzebuerg proposéiert hunn.

Den Domän vum Gesetz bleift geschützt. D'Exekutiv soll awer an Zukunft och den Detail vun enger Matière kënnen iwwer e Reglement regelen, souwäit dat och de Wonsch vun der Chamber ass, ausgedréckt eben am Gesetzestext selwer.

Virun allem awer wëll ech nach eng Kéier hei betounen, fir definitiv all Sceptiker ze iwwerzeegen, dass deen neie System näischt ännert an deem groussen Opbau vun de Kompetenzen Chamber an Exekutiv, wéi mer se hei zu Lëtzebuerg kennen, deen doranner besteet, dass et esou ass, dass d'Reschtkompetenz, d'Compétence résiduaire, dat heescht, de Pouvoir, fir alles ze maachen, wat vun der Verfassung net formell engem bestëmmten Organ attribuéiert gëtt, déi Reschkompetenz, déi huet zu Lëtzebuerg de Législateur, an net d'Exekutiv. Dat wäert och an Zukunft esou bleiwen.

An deem Sënn kann ech lech soen, dass déi heiten Textproposition net eestëmmeg, mä mat grousser Majoritéit vun der zoustänneger Kommissioun guttgeheescht ginn ass. An ech bréng schlussendlech och nach den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu deem heiten Text eran.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet direkt de Paul-Henri Meyers fir d'CSV.

Discussion générale

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV).** - Här President, Dir Damm an Dir Hären, de Rapporteur, den Här Alex Bodry, deem ech villmools Merci soe fir säi schréftlechen a mündleche Rapport an och fir déi Explikatiounen, besonnesch iwwert de Pouvoir réglementaire als Ganz, huet op d'Wichtigkeet och vun deser Reform higewisen.

D'Ofännerung vum Artikel 32 (3) ass effektiv eng besonnesch Ofännerung, well och deen Artikel e besonneschen Artikel ass. Den Artikel 32 enthält véier Paragraphen. En definéiert d'souverän Gewalt am Stat, déi net méi beim Grand-Duc läit, wéi an der Verfassung vun 1868, mä bei der Natioun. Duerno hält e fest, dass de Grand-Duc nëmme déi Pouvoiren huet, déi d'Verfassung an d'Gesetzer him ginn. An da bréngt en zwou Dispositionen, enger-säits déi, déi mer haut diskutéieren, iwwert d'Matière réservée, wou de Grand-Duc nëmme Pouvoir kritt, wann de Gesetzgeber, dat heescht d'Chamber, him déi wëllt ginn an eenzelne Gesetzer.

An dee leschte Paragraph, dee geet ëm d'Krisis, eigentlech ëm den Etat d'urgence, wou jo och d'Institutionskommissioun en Text ausgeschafft huet a wou mer nach op den Avis vum Conseil d'État waarden. Bei deene Reglementer kann zwar de Grand-Duc och an de Matières réservées Reglementer huelen, allerdéngs hu se nëmme eng Validitéit vun drai Méint. Mir wäerte vläicht nach d'Geleeënheet kréien an nächster Zäit, och op déi do Dispositioun zrëckzekommen.

Ech maachen hei drop opmierksam, dass den Artikel 32 net ënnert der Sektioon vun de Prärogative vum Grand-Duc steet. Et ass en Artikel, deen am Ufank steet vun den eenzelne Pouvoiren am Stat, deen also considéiert gëtt... an och, wéi mer déi Reform gemaach hunn, sinn déi hei Dispositiounen, déi Pouvoiren, déi de Grand-Duc hei kritt, déi Habilitatiounen, net als normal - als normal - Prärogative vum Grand-Duc considéiert ginn! Ech mengen, dat sollte mer och bei der Revisioun vun der Verfassung an Zukunft am A behalen.

Wat d'Bestimmung vum Artikel 32 (3) betrëfft, déi sech op d'Beräicher vun de Matières réservées bezitt, déi d'Verfassung engem Gesetz reservéiert, kann de Grand-Duc nëmme e Reglement huelen, wann d'Gesetz dat ausdrécklech virgesäit. An et geet och net, dass an deem Gesetz eng allgemeng Bestimmung steet, dass an deem Gesetz kann e Reglement oder Reglementer geholl ginn. Déi Habilitatioun muss schonn an enger spezifischer Dispositioun stoen, wéi den Text et och seet: „disposition (...) particulière“, opgrond vun där de Grand-Duc de Reglement kann huelen, a mat deenen Zilsetzungen, déi dann och d'Gesetz virgëtt. Soudass also déi Pouvoiren, déi hei de Grand-Duc, och d'Regierung kritt, also ganz kloer vun der Chamber virgi ginn, sou wéi de Rapporteur et och gesot huet, an dass dee Moment och de Pouvoir exécutif sech kloer un déi Viraussetzung muss halen.

Wann ee Gesetz am Beräich vun de Matières réservées kee Reglement virgesäit, kann och kee Reglement geholl ginn!

Et ginn an der Verfassung, wéi de Rapporteur scho gesot huet, eng 15 Artikelen iwwert déi sougenannte Matières réservées. Déi gi vun de politesche Rechter, vun der Nationalitéit iwwer Grondrechter, bis zu ganz vaste Beräicher wéi der Sécurité sociale, der Gesondheet, dem Enseignement, wou mer besonnesch a leschter Zäit ganz vill Schwierigkeeten haten, a bis hin zu de Steieren, fir nëmme déi Domänen elo opzezielen.

D'Matières réservées kéinten, wann d'Verfassung strikt interpretéiert géif ginn, nëmme duerch e Gesetz geregelt ginn. Et huet sech awer an der Vergaangenheet ëmmer erëm d'Fro gestallt: Muss d'Gesetz an deem Beräich alles reglementéieren, alles virgesinn? Oder besteet och d'Méiglechkeet, dass de Grand-Duc iwwer Reglementer Detailfroen, Detaildispositiounen reglementéiere kann?

De Statsrot war ëmmer der Meenung, dass et géif duergoen, dass am Gesetz selwer déi grouss Linne géife festgehalen ginn, an dass d'Detailfroen duerch de Grand-Duc reglementéiert kéinte ginn, wann d'Gesetz him déi Habilitatioun géif ginn.

Déi Meenung ass och vum Verwaltungsgericht an och vum Verfassungsgericht gedeelt ginn, laang Joren. An et ass eigentlech bis 2013, wou déi do Doktrinn, déi do Opfaassung, déi do Aart a Weis, fir déi Texter ze liesen, och vun de Gerichter ugehall si ginn.

Wéi mer an der Verfassungskommissioun am Joer 2004 dee ganze Pouvoir réglementaire re-

glementéiert hunn, ware mer der Meenung, dass déi Doktrinn, déi eng laang Vergaangenheet hat, eigentlech misst an der Verfassung och verankert ginn, fir dat och ofzesécheren, fir et méi kloer ze maachen a fir sech net méi eleng op Jurisprudenz an op d'Meenung vum Conseil d'État missen ze beruffen.

Mir hunn dofir en Text virgesinn, deen dee Moment en allgemenge Charakter hat. De Conseil d'État huet dee kritiséiert a war der Meenung, dee géif ze wäit goen, dee géif eventuell erlaben, dass een duerch eng Loi-cadre déi Matière kéint regelen. Dat heescht, wann de Grand-Duc eng Kéier esou en Text hätt, dass dee Moment de Grand-Duc méi Pouvoir géif kréien, wéi en eventuell bei normale Gesetzer hätt.

De Conseil d'État huet en neien Text proposéiert iwwert d'Matières réservées. Hien huet och gesot, dass dee Moment den Text, deen e virgeschloen huet, dass dee sollt virgesinn, dass ausser den Zilsetzungen och d'Konditiounen an d'Modalitéite kéinte virgesi ginn. An de Conseil d'État war eigentlech der Meenung, dass deen Text, dee contraignant war, am Intérêt vun der Chamber wär. An hien huet souguer d'Meenung vertrueden a sengem Text, dass dee virgeschloenen Text der Chamber hiren Handlungsberäich géif erweidern, an net aschränken.

Dofir huet en a sengem Avis complémentaire vum 16. März 2004 geschriwwen, ech zitieren en: «Le pouvoir législatif restera donc toujours maître de doser l'étendue du pouvoir réglementaire. C'est lui qui déterminera en fin de compte les portions respectives des compétences retenues et des attributions concédées.»

Mir an der Institutionskommissioun hunn aus deem Kommentar erausgelies, d'Schlussfolgerung gezunn, dass d'Chamber bei de Matières réservées all Méiglechkeete géif behalen. A mir waren net der Meenung, dass een an all Text och misst ëmmer déi Konditiounen a Modalitéite fixéieren, mä dass dat eng Méiglechkeet wär, déi d'Verfassung der Chamber géif concédieren. Dofir war och d'Kommissioun d'accord, fir deen Text - an opgrond vun de Kriticke vum Conseil d'État iwwer eisen eegenen Text - am Joer 2004 ze iwwerhuelen.

D'Verfassungsgericht huet déi Meenung gedeelt. Awer zënter 2013 huet et eng aner Interpretatioun vum Artikel 32 (3) ginn. Fir d'Verfassungsgericht geet et zënter dem Arrêt 108/13 vum 29. November 2013 net duer, dass d'Gesetz déi allgemeng Prinzipien duerleet, mä et ass der Meenung, dass d'Gesetz och d'Zilsetzungen, d'Konditiounen an d'Modalitéite muss festleeën en vue vun esou engem Règlement grand-ducal.

Déi Jurisprudenz, sou wéi de Rapporteur et scho signaléiert huet, ass an den Arrête konstant an de Joren 2014 bis 2016 confirméiert ginn. De Statsrot selwer huet dee Rivement de jurisprudence zum Ulass geholl, fir a sengen Avisen ëmmer erëm op déi Problematik hinweisen, an och méi eng strikt Interpretatioun vum Artikel 32 (3) opgrond vun den Arrête vum Verfassungsgericht gefrot.

Et huet och do an den Avis vum Statsrot net un Opposition-formell gefeelt. An et huet ee jo festgestallt, dass déi dosendeweis komm sinn, wat eigentlech virdrun net de Fall war.

Dofir huet och de Statsrot selwer, dee gemierkt huet, dass een esou net kéint weiderfuere, a sengem Rapport d'activité vum 2013 d'Meenung ausgedréckt, dass et am Intérêt vun enger gudder legislativer Aarbecht wär, fir eng Reform vum Artikel 32 (3) an d'Gespréich ze bréngen.

Effektiv huet déi strikt Interpretatioun vun dem Artikel 32 (3) zu enger grousser Behënerung vun der legislativer Aarbecht gefouert. Zugläich awer, an ech mengen, dat wär gradesou wichtig, ass duerch déi Interpretatioun eng ganz grouss juristesche Onsécherheet entstanden, net nëmme fir d'Ausaarbechtung vun neien Texter, mä besonnesch am Zesammenhang mat deene Gesetzer, déi virun 2013 a Kraaft getruede sinn. An d'Arrête vun dem Verfassungsgericht - notamment deen, deen ech zitéiert hunn - hu sech jo haaptsächlech och op Reglementer a Gesetzer bezunn, déi deelweis wäit zrëckleien aus de 50er Jore vun leschte Jorhonnert.

D'Institutionskommissioun huet sech där Problematik ugehall an am Oktober 2015 enger Reformproposition vum Artikel 32 (3) hir Zoustëmmung ginn.

A sengem Avis vum 25. Mee vun deem Joer huet de Statsrot een neien Text virgeschloen. De Statsrot seet a sengem Avis, dass bei de Matières réservées nëmme Reglementer kënnen ge-

holl ginn opgrond vun enger besonnescher Bestëmmung vun engem Gesetz, wat d'Matiëren an hire Prinzipie regelt a wat d'Konditioune festhält, ënnert deenen déi Reglementer geholl kënnen ginn.

Här President, d'Institutionskommissioun huet deen Text analyséiert a si war eigentlech mat deem Text net averstanen. Dat ass schonn aussergewöhnlech, well an der Vergaangenheet si meeschtens bei Verfassungsännerungen d'Texter vum Conseil d'État ugeholl ginn. Mir sinn an där heiter Proposition dem Conseil d'État a senger Propos net gefollegt, haaptsächlech aus zwee Grënn, déi schonn de Rapporteur ugedeit huet:

Deen éischten ass deen, dass de Statsrot wollt d'Méiglechkeet vun de Reglementer an der Matière réservée net op de Règlement grand-ducal limitéieren, mä hie wollt virgesinn, dass déi Habilitatioun sech och op aner reglementaresch Mesurë kéint uwennen. Do waren, ouni déi ze preziséieren, dermat gemengt engersäits Reglementer, déi d'Berufungsorganisatioune kënnen huelen - dat ass den Artikel 11 Paragraf (6), zweete Saz -, a Reglementer, déi och vun den Établissements publics kënnen geholl ginn. Dat ass den Artikel 108bis.

De Statsrot huet déi Ausweitung vun dem Pouvoir réglementaire bei de Matières réservées net weider kommentéiert. Dofir war et och schwierig, d'Grënn ze kennen, wat de Conseil d'État eigentlech mat där doter Ausweitung wollt bezwecken. Dofir bleift awer derniewent eng wesentlech Fro op, déi vum Rapporteur och schonn opgeworf ginn ass, dat ass déi: Déi allgemeng Formulatioun vum Conseil d'État, hätt déi och erlaabt, dass an engem Gesetz Règlements ministériels virgesi wäeren?

Déi allgemeng Formulatioun vum Conseil d'État hätt dat eventuell erlaabt. Allerdéngs wier dat contraire gewiescht zu dem Artikel 76 vun der Verfassung, deen ausdrécklech seet, dass Règlements ministériels nëmme kënnen geholl ginn opgrond vun enger Dispositioun vum Grand-Duc an engem Règlement grand-ducal, dass en also déi Pouvoire kann delegéieren. An e kann et nëmme maache fir Reglementer, déi a seng eege Kompetenz falen, dat heescht, déi virgesi sinn an den Artikele 36 a 37. Et hätt een also kënnen soen: „Hei sinn d'Règlements ministériels net viséiert.“ Mä de Conseil d'État huet doriwuer keen ee Wuert verluer.

Zweetens huet de Statsrot virgesinn, dass an dem Beräich vun de Matières réservées am Gesetz d'Prinzipie musse festgehale ginn.

Éischtens emol muss ee sech d'Fro stellen, wat dann enner Prinzipien ze verstoen ass. Ech maachen hei drop opmierksam, dass d'Cour Constitutionnelle an deene leschten Arrëten net méi vu Prinzipien, mä vun „cadre essentiel“ schwätzt, wat eng aner, vläicht eng aner Notion ass; dat kann een net wëssen. Et ass also do och eng Onsécherheet, a mir hätten duerch esou en Text ganz sécher eng zousätzlech juristesche Onsécherheet an d'Verfassung erabruecht. An et ass jo kloer, dass iwwert d'Fro vu prinzipiellen oder essenzielle Bestëmmungen d'Meenunge ganz wäit ausereen kënnen goen.

Et bleift awer eng aner Feststellung ze maachen am Hl'bléck op den Avis vum Conseil d'État: Bei der Matière réservée geet et eigentlech net ëm d'Gesetz. Et geet ëm de Règlement! Wat am Gesetz steet, dat determinéiert d'Chamber! An hei hätt ee kënnen aus deem Artikel erauslesen: Hei stinn nëmme déi wesentlech Elementer dran. Domat wieren d'Matiëres réservées fir d'Chamber méi restriktiv gewiescht, op jidde Fall a mengen Aen, wéi en normaalt Gesetz, wou esou eng Dispositioun net virgesinn ass.

D'Matiëres réservées ginn der Chamber eng Pràrogativ! An ech mengen, mir kënnen als Chamber net akzeptéieren, dass do an der Verfassung steet, dass dat op essenziell oder op Prinzipiefro limitéiert wier. Et geet net ëm d'Gesetz, et geet ëm d'Reglement. Et geet ëm de Pouvoir réglementaire vum Grand-Duc.

Wat am Gesetz steet, oder wat am Gesetz stoe soll, dat muss d'Chamber an aller Fräiheet kënnen entscheeden. A mir kënnen net akzeptéieren, dass do an der Verfassung eng Limitatioun géif kommen! Dofir, mengen ech, ass dat do fir eis och eng wesentlech Fro, dass een déi do Formulatioun net konnt esou iwwerhuelen.

All déi Iwwerleungen hunn also derzou geféiert, dass schlussendlech d'Institutionskommissioun den Text vum Statsrot net iwwerholl huet. Der Institutionskommissioun ass dofir eigentlech keen anere Choix bliwwen, wéi op hiren eegenen Text zrëckzekommen.

Här President, d'CSV huet an der Institutionskommissioun hiren Accord zu der Verfassungsrevision vum Artikel 32 (3) ginn. E Verfassungstext ass ëmmer och e politesche Kompromiss. An et muss een, fir zu engem Accord ze kommen, och bereet sinn, Kompromisser anzegoen. An all deene Joren, wou un där neier Verfassung geschafft ginn ass, si vill politesch Kompromisser gemaach ginn. An et ka kee soen, deen Text, dat wier entièremant a ganz eleng seng Meenung.

Neen! Wann een Text vun där doter Envergure erausgeet, dann ass et d'Meenung vun all deenen, déi och bereet sinn, an dat ass eng Majorité qualifizée hei am Haus, déi bereet sinn, och deen Text ze deelen. Dat wëllt awer net soen, dass ee seng eege Meenung net behält! Mir haten och eng eege Meenung a mir hu gemengt, deen Text vum Artikel 32 (3) kéint vläicht nach méi kuerz gefaasst ginn.

Mir ware besonnesch der Meenung, dass dee leschte Bout de phrase, dee seet, dass le cas échéant och déi Konditioune kéinte festgehale ginn, eigentlech keng Plus-value duerstelt. Dofir ware mer der Meenung, deen hätt ee kënnen ewechloossen. Dat ass eng Kann-Bestëmmung, mä et weess een net, wat anerer doraus maachen! An et hätt een - dat ass op jidde Fall eng Léier, déi mir gezunn hunn -, et hätt ee kënnen deen Artikel op dat Wesentlech beschränken an net nach Zousätz bäifügen, déi eventuell Ulass zu neier Jurisprudenz kéinte ginn, déi eis eventuell net schmaacht.

Mir hunn awer, dovun ofgesinn, déi Meenung virgedroen a mir hunn och net drop gehalen, dass schlussendlech dat, wat mir virgeschloen haten, am Text géif zrëckbehale ginn. Et verënnert mech awer net, fir dat nach eng Kéier hei zum Ausdrock ze bréngen.

Den Textvirschlach vum Artikel 32 (3) ass trotz där klenger Kritik, déi och virbruecht hunn, ganz sécher dee richtege Schrëtt an déi richtege Richtung, fir méi juristesche Sécherheet ze errechen an och fir an Zukunft eng besser legislativ Aarbecht ze kréien.

Ech mengen awer, et soll een net hei elo d'Konklusioun zéien, dass hei d'Regierung oder de Pouvoir exécutif Pouvoire géif kréien, déi se net hunn. Dofir muss och an Zukunft mat gréisster Suergfalt an deene Beräicher geschafft ginn! Et muss och versicht ginn, méiglechst alles, wat iergendeng Wichtigkeet huet, an d'Gesetz ze setzen. An et muss een och do, wou een e Règlement virgesäit, wou ee mengt, et bräicht een e Règlement, muss een en och am Gesetz virgesinn!

Et sinn och Fäll, wou Texter kee Règlement virgesinn hunn, wou awer op eemol herno sech op een Text beruff gëtt an deenen dote Matière, fir ee Pouvoir réglementaire oder fir e Règlement grand-ducal ze huelen, wat natierlech contraire ass zu der Verfassung a wat besonnesch - de Rapporteur huet et zitéiert - de Geriichter erlaabt, fir opgrond vum Artikel 95 ze soen, déi wiere contraire zum Gesetz a contraire zu der Verfassung.

Dofir muss ee ganz virsiichteg sinn. Virsiichtegkeet also souwuel bei der Regierung, mä Virsiichtegkeet och bei der Chamber!

Dat gesot, Här President, bréngen ech den Accord vun der CSV zu där heiter Verfassungsännerung an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Meyers. Nächst Riednerin ass d'Madamm Simone Beissel fir d'DP.

► **Mme Simone Beissel (DP).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, virop mäin hærzleche Merci dem Rapporteur Alex Bodry fir säin ausféierleche schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Munchereen ass amgaangen, dobausse sech d'Fro ze stellen, firwat mer dann haut iwwert des punktuell Verfassungsännerung schwätzen, virun der grousser, genereller Reform vun der Lëtzebuurger Constitutioun.

Den Artikel 32, a meng Virriedner hunn dat scho gesot, dat ass héchstwahrscheinlech ee vun deenen allerwichtigsten aus onser Verfassung. Et geet ëm d'Puissance souveraine, ausgeübt vun dem Grand-Duc a Konformitéit mat der Verfassung an de Gesetzer vun onsem Land.

Den drëtten Paragraf, dee mer jo sollen haut reforméieren, interesséiert eis haaptsächlech hei als Chamber, well am drëtten Paragraf gëtt ebe just d'Qualitéit vun der Chamber als éischte Pouvoir vum Land nach eng Kéier ennerstrach. Et geet hei ëm „matières réservées à la loi par la Constitution“, déi an der Verfassung definiéiert sinn.

D'„matières réservées à la loi par la Constitution“ sinn der Verfassung esou wichtig, a meng Virriedner hunn dat schonn ennerstrach,

dass ausdrécklech an nëmme d'Legislativ d'Recht huet, fir iwwer se ze bestëmmen.

De Statsrot huet schonn an engem Avis vun 1946 geschwat vun enger „garantie spéciale“, vun enger „mission constitutionnelle“ fir d'Chamber, déi derfir suergt, dass bei de Matières réservées de Wëlle vum Vollek, d'Volonté populaire, an dat ënnert der Contrôle vun de Wieler an ënnert der Abannung vun all de Statsorganer, muss respektéiert sinn.

Am selwechten Avis schreift déi héich Kierperschaft awer och, dass och am Fall vu Matières réservées à la loi d'Méiglechkeet besteet, een Deel vun der Reglementatioun, deen iwwert d'Prinzipien an iwwert d'substanziell Modalitéiten erausgeet, iwwert de Wee vum Pouvoir réglementaire vum Grand-Duc ka geregelt ginn.

Dës Interpretatioun, Här President, Dir Damen an Dir Hären, ass ganz, ganz laang hei zu Lëtzebuerg ugewannt ginn: 70 Joer. An ech ginn lech just als Beispill een Arrêt, deen ass och schonn zitéiert ginn, vun der Cour Constitutionnelle vun 2003, dee seet, dass et géif duergoen, dass „les grands principes“ an dem Gesetz géifen ageschriwwen ginn an net méi.

Mä - mä, mä -, an dat ass de Souci, woufir mer haut alleguerten hei virun lech stinn, et ass säit 2013 e ganz déiwe Revirement komm an der Jurisprudenz, säit deem berüumten Arrêt Ries, well d'Cour Constitutionnelle den Artikel 32 (3) elo ganz anescht interpretéiert.

Dat ass ëmsou méi delikat, well hei eng Construction doctrinale a jurisprudentielle, déi, wéi ech lech scho gesot hunn, iwwer 70 Joer agreeiert war vun dem Statsrot an och de Geriichter, elo net méi d'Strooss hält. D'Aart a Weis, wéi mir hei zu Lëtzebuerg léigféieren, wéi de Grand-Duc an d'Regierung iwwert de Pouvoir réglementaire verfügen, sinn hei, säit där neier Interpretatioun, a Fro gestallt. An domat ipso facto - an dat ass jo eise grouse Souci! - de Fonctionnement vum Statsapparat selwer.

Här President, mir haten also zwou Méiglechkeeten, wéi mer ugefaangen hunn, heiriwwer ze diskutéieren. Entweder géife mer d'Verfassung esou loosse, wéi se ass. Dat géif beinhalten, dass an der Zukunft d'Gesetzer, déi mer huelen hei an onsem Haus, missten anescht geschriwwen ginn. A mir lafen och de Risiko, an dat ass vu menge Virriedner och ugeklongen, dass en Deel, an net dee mannsen, vun eiser Legislatioun, eise gängege Recht, eise Droit positif, riskéiert, net méi verfassungskonform ze sinn.

Virun allem am Secteur vun der Éducatioun, an dat ass och schonn ugeklongen, hu mer, duerch déi nei Jurisprudenz, gréisser Problemer direkt kritt. Dir wësst, dass d'Schoulprogrammer par Definitioun net rigid sinn an net fir laang Jore geschriwwen ginn. E Schoulprogramm huet et eben esou u sech, dass en normalerweis fir ee Joer gutt ass, an dass dann ëmmer muss versicht ginn, en unzepassen, fir en ze optimiséieren. Also ipso facto gesäit et schlecht aus, wa musse Schoulprogrammer a rigid Gesetzer ageféiert ginn, well mir wëssen alleguerten heibannen, wéi laang, souguer wa mer schnell maachen, mer brauchen, fir e Gesetz iwwert d'Bün ze kréien.

Dofir, an d'DP ass averstane mat där zweeter Méiglechkeet, där zweeter Léisung, wou gesot ginn ass: Mir ginn op de Wee vun der Émännerung vum Artikel 32 (3). An d'DP ass och d'accord mat dem Timing, deen hei erausgewielt ginn ass, fir déi punktuell Verfassungsännerung elo ze maachen, virun der genereller Verfassungsreform, déi jo hannendrukënt, an dëst net nëmme aus praktesche Grënn. Well ech wëll alleguerten deene soen, déi elo vläicht Soucien hunn an déi dat och kritiséieren, déi soen, mat där neier Verfassungsännerung géife mir als Legislativ een Deel vun eise Pouvoiren un d'Exekutiv eriwerginn: Dat ass net richtege!

Mir änneren hei näischt Fundamentales, mir maachen hei keng Palastrevolutioun. Mir ginn zrëck op déi Situatioun, déi virun der Jurisprudenz bestanen huet. Mir ginn zrëck op déi Zäit virun 2004 an op eng Zäit, wou e Statsrot a Geriichter kee Problem haten, mat der Interpretatioun an och dem Libellé vun deem Artikel eens ze ginn.

Dat nach eng Kéier gesot: Mir maachen hei keen Agrëff an d'Demokratie! Mir behalen hei an deem Haus d'plein Pouvoiren, fir d'Gesetzer esou ze huelen, wéi mir et fir richtege fannen, well de Pouvoir législatif als éischte Pouvoir vum Land gëtt hei a kenger Weis agëent!

Dat beinhalt och, dass mir Maître d'œuvre bliwen, a meng Virriedner hunn et och gesot, fir genau ze definéieren, wat fir e Spillraum mer dem Pouvoir exécutif loosse. Mir décidéieren, wat genau an d'Gesetz stoe kënt mat deem neie Libellé. An dee Moment decidéiere mir och, wat kann - kann, well et gëtt jo elo eng Clause potestative -, wat kann iwwer Règlement, iwwert de Pouvoir réglementaire regléiert ginn.

Ech mengen, dat waren elo e puer Remarquen. Meng Virriedner sinn an all d'Detailer gaangen. Ech wollt lech just soen, dass d'DP mat der ganzer neier Versioun averstanen ass. D'Richtung ass richtege. Et geet drëm, dass d'Legislativ hir Pouvoire behält. Et geet drëm, dass d'Regierung kann effikass schaffen an och schnell schaffen an net ëmmer erëm gehemmt gëtt duerch méiglech Hürden, déi an der leschter Zäit bestinn.

An dofir bréngen ech heimat voller Energie a Begeescherung...

(Hilarité)

...den Accord vun der DP zum éischte Vote constitutionnel. Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Beissel. An d'Wuert huet elo, mat d'ärselwechter Energie a Begeescherung, den Här Adam.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir änneren haut, wa mer dann déi noutwendeg Majoritéit kréien - an ech si scho laang genuch derbäi, fir auszerechnen, dass mer déi wäerte kréien -, den Artikel 32 (3) vun eiser Constitutioun.

Meng Virriedner, souwuel d'Madamm Beissel wéi den Här Meyers an den honorabele Rapporteur, den Här Bodry, hunn och ausféierlech iwwert d'Grënn referéiert, firwat dat mer se elo maachen an net waarden, bis mer déi grouss Reform vun der ganzer Constitutioun maachen, a firwat dat mer net d'Propos vum Statsrot tel quel iwwerholl hunn, mä eis eens ginn sinn - wéi den Här Meyers richtege gesot huet, et muss ee Kompromësser maachen - op déi Formulatioun, wéi mer se dann haut virleien hunn an och zum Vott virleien hunn.

Hinnen alleguer e grouse Merci fir déi Aarbecht, déi se geleescht hunn!

Nodeems Der dann elo dräi Juristen héieren hutt, sech mat deem Projet auserneesetzen, kéint ech jo mer et einfach maachen a soen: Ech ginn den Accord vu menger Fraktioun! Ech maache mer et awer net gradesou einfach. Ech fannen, no dräi Juriste soll och e Pädagog...

► **Une voix.** - Ah!

(Interruptions)

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - ...däerfen zielen, wat hien dann heiru wëllt och virginn. Schliesslech maache mer jo eng Verfassungsreform net nëmme just fir d'Juristen a fir d'Verfassungsspezialisten, mä mer maache se och fir d'Leit. An all Deputéierte wäere mat. Ech probéieren dann, mäin Aspekt vun där Problematik och hei op meng Aart a Weis virzedroen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien! Très bien!

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

(Interruption par M. Alex Bodry)

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Dat gesot, Här Bodry, all mä Respekt fir déi Aarbecht, déi d'Juriste gemaach hunn! A wann et ee Punkt gëtt, wou ee gesäit, dass mer och Juriste brauchen an der Chamber, dann...

(Exclamations)

...ganz bestëmmt an der Institutionskommissioun.

De grondsätzleche Problem, dee mer hei probéieren ze tranchéieren, ass jo d'Trennung vun de Gewalten, d'Trennung vun Exekutiv a Legislativ. De Grand-Duc, oder ech erlabe mer, et méi einfach ze soen, d'Regierung därëm nëmme Saachen ausféieren, déi d'Gesetz bestëmmt huet. Mä d'Gesetz kann net ëmmer alles am Detail bestëmmen.

Um Beispill vun der Éducatioun, wat och scho vun e puer Riedner hei ugefouert ginn ass, do kann een eng Rei Saachen illustréieren. An der Verfassung steet am Artikel 23: «La loi règle tout ce qui est relatif à l'enseignement.» An der Organisatioun vun der Schoul hu mer awer och et mat ganz villen techneschen Detailer ze dinn, déi net all kënnen an engem Gesetz geregelt ginn.

Dat misst eigentlech och bal jiddwerengem aliichten, well engersäits géifen d'Gesetzer esou grouss a schweierfällg ginn, dass se onlieserlech wieren, anerersäits géife mer eis an der Chamber och mat technesche Froe befaassen, déi géife riskéieren, eis ze iwwerfuereen. Esou ass zum Beispill am Schoulgesetz vum Fondamental vun 2009 festgehale ginn, dass mer Sproochen an eiser Schoul léieren. Den Detail doriwuer steet awer net an engem Gesetz, mä an engem Règlement grand-ducal.

Et stellt sech also déi prinzipiell Fro vun der Grenz, der Grenz tëschent deem, wat de Gesetzgeber muss festleeën, a wou dat ufängt,



wat d'Regierung dierf maachen. Wa mer eis et géife ganz einfach maachen, da géife mer e Gesetz schreiwen, wou just géif drastoen: „Mir hunn eng obligatoresch Schoufflicht bis 16 Joer. An e Règlement grand-ducal organiséiert, wéi d'Schoul funktionéiert.“

Dat wëlle mer net. Dat dierf mer och net, well dat schléisst schliisslech eis Verfassung aus. Do steet, datt d'Schoul Matière réglée par la loi ass an datt eigentlech misst alles iwwert d'Gesetz geregelt ginn. Mä dat geet och erëm net. An duerfir seet den Artikel 32 (3), datt och bei der Matière réglée par la loi kënne Règlement grand-ducal geholl ginn, ënner bestëmmte Bedéngungen.

An et sinn déi Bedéngungen, déi am Laf vun de leschte Joren ëmmer méi onkloer goufen. Déi sinn ëmmer méi onkloer ginn opgrond vun der Verfassungsreform vun 2004 an opgrond vun enger Rei Uerteeler, déi geholl goufen an déi meng Virriedner och schonn hei opgezielt hunn, soudatt d'Aart a Weis, wéi den Artikel 32 (3) am Moment nach formuléiert ass, net méi zefriddestellend ass.

De Statsrot huet och ee kleng Mea culpa gemaach a festgestallt, datt, wann deen Artikel esou onglécklech formuléiert ass, wéi en dat nun emol ass, dann huet dat och eppes mam Avis vum Statsrot vun deemools ze dinn. D'Grenzen tëschent deem, wat dann elo wierklech Matière réservée ass, a wéini, a wéi enge Beräicher an ënner wéi enge Bedéngungen d'Regierung nach kann e Règlement grand-ducal huelen, sinn ëmmer méi onkloer ginn. An duerfir hu mir den Exercice gemaach, fir den Artikel 32 (3) nei ze formuléieren an déi Grenzen erëm méi kloer ze maachen.

En anert Beispill, d'Madamm Beissel huet et och schonn ernimmt, wou mer eis ganz schwéiergedoen hu mam aktuellen Artikel 32 (3), ass d'Reform vun der Formation professionnelle. Mir stëmmen zwar nach virun der Sommervakanz e Gesetz of, wat zumindest e gewëssenen Déblockage fir eng Rei Schüler bedeit, mä déi ganz Reform ass - net eleng, mä ënner anerem - och blockéiert duerch den Artikel 32 (3).

Mir missten eventuell déi ganz Reglementer an d'Gesetz setzen. An der Formation professionnelle hu mer et awer mat ganz ville Formationen ze dinn, mat honnert Formationen. Do wier et jo awer bal eng onméiglech Aufgab, all Kéiers de Kader dovun an d'Gesetz ze schreiwen.

Et muss ee sech och d'Fro stellen: Ass d'Chamber kompetent, fir esou e Gesetz ze maachen? Hu mer d'Moyenen, fir esou technesch Aarbecht ze maachen? Tout ce qui touche à l'éducation est matière réservée à la loi, duerfir muss d'Gesetz kloermaachen, wat an engem Règlement grand-ducal dierf stoen.

De Statsrot reagéiert op d'Jurisprudence vum Verfassungsgericht, an et wier denkbar, datt verschidde Regelungen, wéi mer se zum Beispill am Gesetz iwwert den Enseignement fondamental stoen hunn, haut net méi esou géifen duerchgoen. Ech hu virdu schonn d'Beispill vun dem Plan d'études ugefouert, deen d'Sproche regelt.

Mat deene Jurisprudenzen, déi mer haut hunn, géif ee soen, datt, wat am Gesetz vun 2009 steet, deelweis net prezis genuch ass an do-duerch och géif risikéieren, bei engem Gericht ze verléieren, wann ee géif kloer goen. Dat kléngt e bësse mat den Hoer erbäigezunn. Mä eppes, wat esou kléngt, ass awer net onméiglech: Den Arrêt Ries ass schonn de Mëtteg zitiéiert ginn.

Et ass an eisen Aen awer net evident, datt een Text vun dräi Zeilen, an domadder hu mer et schliisslech hei ze dinn, et fäerdegbréngt, déi Grenzen, iwwert déi elo säitewies juristesche Avisen geschriwwen gi sinn, ee fir alle Mol klipp a kloer festzehalen. Mir wëssen also, datt, wann den neien Artikel vun haut bis vottéiert ass, da geet d'Interpretation weider!

Natierlech gi mer dervun aus, datt den Text elo besser, méi kloer ass. An duerfir soen ech och nach eng Kéier virun allem dem Här Bodry an och dem Här Meyers Merci, an och deenen anere Juristen aus der Institutionskommission, fir hir Aarbecht.

D'Contrainen, déi mer bis elo haten, sinn eigentlech net méi esou streng. D'Chamber, de Constituant, wëllt net méi, datt dat esou strikt gehandhabt gëtt, wéi dat an deene leschte Joren traitéiert gouf.

Mir sinn net der Meenung, datt d'Chamber d'office eppes ewechgeholl kritt duerch deen neien Artikel 32 (3). Ech deelen do dem Här Bodry seng Meenung. Deen huet dat och hei däitlech erkläert. Vläch muss een awer méi richtig soen: D'Chamber kritt näischt ewechgeholl, wa se oppasst a sech näischt ewechhuele léisst!

D'Chamber soll sech op de Kader begrenzen.

Si brauch näischt ofzetrieden, wa se net wëllt. Si kann zu all Moment ee Gesetz maachen, esou wéi si wëllt. Den Artikel 32 (3) seet net, datt mir kee Gesetz dierf schreiwen, dat bis an dee leschten Detail geet. Mä wa mer esou e Gesetz wëlle schreiwen, da musse mer eis och froen, ob mer kompetent sinn an d'Moyenen hunn.

Meng Fraktion wäert déi Ännerung vun der Constitution hei matstëmmen, well mer mengen, datt se méi Kloerheit fir eis legislativ Aarbecht wäert bréngen. Ob mer recht hunn, dat wäerten déi zukünftige Jurisprudenzen weisen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Adam. An als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci, Madamm Presidentin. Et ass ëmmer ganz schwierig ze schwätzen no engem Rapporteur, deen esou ausféierlech eppes presentéiert, no deene magistralen Ausféierung vum Paul-Henri Meyers an och där ganz richteger a ganz gudder Ausféierung vun deenen anere Riedner. Och mir als ADR wäerten déi dote Verfassungsreform matstëmmen.

D'Cour Constitutionnelle huet säit der Jorhonnertwend eppes méi wéi honnert Arrête geschwat, wou mer gesinn, datt ronn en Drëttel Non-Conformitéit sinn a ronn zwee Drëttel Conformitéiten. Ech géif mer wënschen, datt mer hei am Haus esou oft géife reagéieren, wa Gesetzer anticonstitutionel erkläert ginn, an déi Gesetzer änneren, wéi mer elo an och an der Vergaangenheet an anere Fäll reagéieren, fir d'Verfassung ze änneren, fir datt d'Gesetzer an Zukunft solle konform sinn.

À l'origine ass den Arrêt vum Colonel Ries, et ass zitiéiert ginn: den Arrêt 108 vun 2013. Wa mer kucken, wat do geschitt ass: Dat Gesetz huet gesot, d'Regierung... also d'Regierung... de Grand-Duc kann de Rentenalter fir d'Force publique erofsetzen, mä net méi wéi 55 Joer, ouni datt distinguéiert ginn ass, wat fir ee Corps, wat fir eng Fonctioun an esou weider.

Do gouf deemools gesot: „Do huet d'Gesetz net genuch cadréiert.“ Abee, ech sinn der Meenung, och mat där Reform, déi mer elo haut hei stëmmen, wier déi Mise à la retraite vum Colonel Ries nach ëmmer anticonstitutionnel, well d'Gesetz nach ëmmer net virgesäit, wat dann elo de Cadrage ass, d'Modalitéit sinn oder de But ass. De But, de But! An eisen Text schreiwe mer jo elo haut: Les objectifs... Voilà! Wat d'Objektiv ass vun där doter Mesure. Dat heescht, och haut géif den Arrêt 108 vun 2013 a mengen Aen nach ëmmer esou gesprach ginn.

Dat Allerwichtigst, wat gesot ginn ass, an, ech mengen, et ass vun all Mënsch gesot ginn... Neen, et ass schonn oft gesot ginn, awer net vun all Mënsch, an et muss nach eng Kéier gesot ginn: Mir hunn eis oder mir entmannen eis mat deem heiten Text absolut net.

Et ass absolut un der Chamber, an dat gëtt net oft genuch gemaach an de Kommissionen, fir anzegräifen, wann d'Regierung oder wann d'Verwaltung eis Texter virleet, wou se sech ze vill e grouss Spillraum wëlle loossen, wat d'Reglementer ugeet. Do muss een an Zukunft, mengen ech, all zesumme besser oppassen, wou mer Reglementer zouloossen a wou mer d'Limite setzen. Mä dat läit jo nëmmen un eis. An duerfir ass deen Text hei gutt. An duerfir wäert d'ADR en och matstëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Reding. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Merci, Madamm Presidentin. No dann entre-temps véier Juristen an engem Pädagog probéieren ech da vläch, eng politesch Interpretation vun där doter Verfassungsännerung ze maachen.

Et ass eng Verfassungsännerung vun deem Artikel 32 (3), mat där mer et hei ze dinn hunn, déi an eisen Ae keng Niewesaach ass. Se ass och keen Detail, a se ass och keng Vereinfachung vun der legislativer Prozedur. Se betrëfft an eisen Aen e wichtige Deel vum Prozess a vun der Essenz vun der Gesetzgebung. A si tangéiert eppes Wesentlech vum der Demokratie, nämlech d'Gewaltentrennung, méi genau d'Kompetenze respektiv d'Handlungsspillraum vu Regierung a vum Parlament.

D'Verfassungsreform vun 2004, op déi deen Artikel 32 (3) zréckgeet, huet de Pouvoir réglementaire vun der Regierung clarifiéiert an delimitéiert. De Grand-Duc... Bon, a Wierklechkeet ass et d'Regierung, déi gemengt ass; de Grand-Duc ass jo d'ailleurs a ville Beräicher an der Ver-

fassung éischer Platzhalter vun der Exekutiv. Also, d'Regierung ka Reglementer, nom aktuellen Text, just dann huelen, wann d'Ziler, d'Konditiounen an d'Modalitéiten am Gesetz spezifizéiert sinn.

Politesch interessant - d'Madamm Beissel ass virun drop agaan - ass an eisen Aen awer och, datt entre-temps zënter enger gefillter Eiwegkeet eng Diskussioun iwwert d'Verfassungsreform hei an der Chamber leeft; an deene vergaangene Jore ganz laang an der Verfassungskommission an zënter Kuerzem awer och an der Effentlechkeet. An déi aktuellste Fassung vun där Verfassungsreform, déi am Moment och zur Diskussioun steet, wou virun engem Joer d'Bierger opgefuerdert goufen, hir Suggestiounen, hir Propositionen dozou bäizedoen, wou en Deel vun deene Propositionen jo och dese Freiden, also iwwermuer, wäerten hei an der Chamber mat de Bierger zesummen diskutéiert ginn, deee Verfassungsreformprojet 6030 gesäit eng lichte Modifikatioun vir par rapport zu der Verfassung vun 2004.

Deen an der neier... Am 6030 ass et den Artikel 47 (2) An do steet: «Dans les matières réservées par la Constitution à la loi, il...», bon, de Grand-Duc, «...ne peut prendre des règlements et arrêtés qu'aux fins et dans les conditions déterminées par la loi.» Dat heescht, an där neister Verfassungspropos ass den Term „Modalitéiten“ ewechgefall, mä et ass ausdrécklech gesot ginn, datt d'Ziler an d'Konditiounen vu Reglementer am Gesetz definéiert musse ginn.

Den Här Meyers ass virun drop agaan, datt eng Verfassung och ëmmer e Kompromiss ass. An ech mengen, datt déi Proposition, déi jo am Moment virläit, och d'Resultat vun engem Kompromiss ass. An och deee Kompromiss huet awer virgesinn, datt et d'Ziler an d'Konditiounen misste sinn.

Virun engem Joer dunn, 2015, also parallel zu der effentlecher Consultation, huet d'Regierung d'Chamber gefrot, eng Verfassungsännerung ze maachen am Sënn vun deem, wat mer elo hei virleien hunn, an déi den Här Bodry och ganz gutt exposéiert huet. D'Konditiounen vun de Reglementer sollen elo just nach „le cas échéant“, also fakultativ...

► **M. Alex Bodry (LSAP), auteur-rapporteur.** - Just fir eppes kloerstellen: D'Regierung huet dat do net gefrot gehat. D'Regierung huet am Fong den Text vum Conseil d'État proposéiert. Mir hunn en eegenen Text gemaach an der Kommission. Et ass net esou, dass... D'Regierung huet eigentlech dat gefrot, wat och an eiser Proposition de révision globale vun der Verfassung virgesinn ass.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Mä et ass en aneren Artikel an en aneren Text vun deem, wat am 6030 drasteet par rapport zu där heiter Verfassungsännerung.

► **M. Alex Bodry (LSAP), auteur-rapporteur.** - Neen, d'Regierung huet sech hannert dem Conseil d'État seng Propositionen gestallt an déi proposéiert. Et ass just de Fait, dass de Conseil d'État net méi iwwerzeegt ass, dass seng eege Proposition de texte dat Zil géif errechen, wat eigentlech ugepeilt gi war. An duerfir huet de Conseil d'État e Revirement gemaach a senger Position. A mir hunn och doropshin eis Reflexiounen anescht gemaach.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Dat stellen ech net a Fro. Et bleift awer esou, datt deen Text, deen am Moment dem Public virläit vun der Verfassungsrevisioun 6030, datt deen och diskutéiert gëtt...

► **M. Alex Bodry (LSAP), auteur-rapporteur.** - Jo.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - ...a breet an effentlech diskutéiert gëtt, datt do eppes anescht drasteet wéi dat, wat mir haut verännere...

► **M. Alex Bodry (LSAP), auteur-rapporteur.** - Jo, jo.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - ...opgrond vun engem Revirement vun engem Avis vum Conseil d'État, un dee sech d'Regierung dunn drüegaangen huet a wou d'Chamber da reagéiert huet.

► **M. Alex Bodry (LSAP), auteur-rapporteur.** - Neen, d'Regierung huet sech net drüegaangen. D'Regierung huet den... D'Regierung war eigentlech op eiser ursprénglecher Position. Mir hunn eis Position geännert.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Här...

► **M. Alex Bodry (LSAP), auteur-rapporteur.** - Fir dat just kloerzemaachen.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Okay.

(Interruption)

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Nawell ass et awer esou, Här Bodry, datt an där heiter Proposition...

► **M. Alex Bodry (LSAP), auteur-rapporteur.** - Dir kennt awer elo alles op d'Kopp stellen...

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Wann ech gelift!

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Mä nawell ass et awer esou, Här Bodry, datt déi Proposition, déi mer hei...

► **M. Alex Bodry (LSAP), auteur-rapporteur.** - Jo!

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - ...leien hunn, ofweicht vun deem, wat am Moment effentlech diskutéiert gëtt.

► **M. Alex Bodry (LSAP), auteur-rapporteur.** - Jo! Dat huet näischt mat der Regierung ze dinn. Huet dat, wann ech gelift, zur Kenntnis!

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Okay.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Här Baum, mir sinn eis eens, mä wann ech gelift, Dir musst lech un d'Chamber wenden. A wann ech gelift, maacht kee Suivi, soss kann den Här Bodry herno nach clarifiéieren.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Jo, ech si jo awer och interpelléiert ginn hei vum President vun der Verfassungskommission.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Neen, et ass ganz léif. Mä, wann ech gelift, fuert elo emol virun.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Fakt bleift awer...

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - An, Här Bodry, herno kënnst Der vläch nach clarifiéieren.

► **M. Alex Bodry (LSAP), auteur-rapporteur.** - Dat brauch ech net. Ech wollt just d'Fakten eben duerstellen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Et ass kloer!

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Madamm Presidentin, Fakt bleift awer, datt elo an deem, iwwert dat mer haut diskutéieren, drasteet, datt „le cas échéant“ d'Konditiounen kënnen am Gesetz definéiert ginn. Dat heescht, se si fakultativ. Dat heescht, et ass quasi esou, wéi wann et eng Opportunitéit gëtt vum Legislateur, fir dat dranzesetzen. A mer wëssen, an dat ass awer eng politesch Considération, datt déi meeschte Propositionen oder déi meeschte Gesetzer, déi mer kréien, vun der Regierung kommen. Nawell huet d'Parlament d'Prärogative, fir dat ze spezifizéieren. Et muss een awer soen, datt nei Elementer drakommen, nämlech déi vun der Opportunitéit.

Dës Verännerung... Bon, ech sinn elo... Den Här Bodry huet et effektiv fäerdegbruecht, dass ech elo mäi Fil verluer hunn. Ech wëll awer...

► **M. Alex Bodry (LSAP), auteur-rapporteur.** - Dat war eigentlech net meng Absicht!

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Jo, Här Bodry. Ech verzéien lech dat.

D'Essenz bleift awer, datt d'Prezision an d'Komplettheet vu Gesetzer an eisen Aen net onbedéngt e Blocage vum legislative Prozess sinn, mä bénéfique fir d'Kloerheit vun Texter. Mir mengen, datt déi Amendementer, déi d'Regierung wollt bei verschidde Gesetzes-texter oder Gesetzesprojete maachen, wéi zum Beispill beim Zukunftspak, op Avis vum Conseil d'État, déi zréckginn op d'Jurisprudenz vun der Cour Constitutionnelle, mir mengen, datt déi Amendementer gutt ware fir d'Kloerheit vun den Texter, well doduerch si se och Géigestand ginn a verstärkt Géigestand gi vun der parlamentarescher Debatt.

An do menge mer och, datt d'Chamber, also den éische Pouvoir hei am Land, méi ass wéi just en Akteur am legislative Prozess. Se ass och méi wéi en technokratescht Riedchen an institutionelle Riederwierk. D'Chamber ass och e Forum, an deem widdersprécklech Meenungen an Iwwerzeegungen openeentreffen an déi domadder och d'Häerz vun demokratesche Prozess sinn. An eiser Meenung no ass et wichtig, datt essenziell Saachen, wéi zum Beispill Amendementer, em déi et gaangen ass, déi de Statsrot wollt hunn, wéi zum Beispill d'Héicht vu Montanten, datt dat politesch Sujete sinn an datt et wichtig ass, datt esou Elementer och a Gesetzer stinn an net a Reglementer.

Här President... Madamm Presidentin, mir stëmmen des Verfassungsännerung net. An dëst aus dräi Grënn.

Éischtens gesi mer d'Urgence vun deeser Verfassungsännerung net an, well wann ee mengt, datt de Pouvoir réglementaire vun der Regierung misst vergréissert ginn, da soll dëst genaou Géigestand vun der effentlecher a breeder Debatt ronderëm d'Verfassungsreform si wéi an all anere Beräicher och.

Zweetens fanne mer, datt déi aktuell Dispositione vun 2004 vun der Verfassung gutt sinn. A mer deelen och déi strikt Interpretatioun vun der Cour Constitutionnelle a mengen, datt se e wichtegt Element am legislative Prozess ass.

An dréttens, an do komme mer net derlaanscht: D'Regierung kritt mat dëser Verfassungsännerung erweidert Pouvoiren. An et ass eng Erweiderung vum Handlungsspillraum vun der Regierung an domadder indirekt natierlech och eng au détrimement vum Parlament, dat bis elo awer d'Aufgab ëmmer hat, do ze intervenéieren.

A véiertens menge mer, datt d'Prezisioun vum Gesetz eppes ass, wat besonnesch am demokratesche Prozess wichteg ass fir d'politesch Opposition; net nëmme fir déi aktuell, mä och fir déi zukünfteg.

An anere Wieder: Dës Verfassungsännerung leeft op eng - an eisen Aen - Selbstbeschneidung vum Handlungsspillraum vum Parlament eraus, déi esou vun eis net gedroe gëtt.

Merci.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Baum. Ech hu kee Riedner méi ageschriwwen. Da géif ech elo dem Här Statsminister a Premierminister Xavier Bettel d'Wuert ginn.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Merci, Madamm Presidentin. Ech wëll der Chamber hei Merci soen. Ech wëll der Chamber Merci soe fir d'Aarbecht, déi se gemaach huet, an och fir dee verantwortleche Schrott, dee fir méi Rechtssécherheet och an déi richteg Richtung geet an och e méi züegegen Offlag am Fong vum legislative Prozess mat sech bréngt.

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.**)

Et ass hei vun deene meeschte Riedner gesot ginn, an ech wëll wierklech nach eng kéier widderhuelen: Hei gëtt net en Aschnëtt an d'Kompetenze vum éischte Pouvoir gemaach; dat ass ganz kloer. D'Regele gi fixéiert vum éischte Pouvoir. An hei ass net eng Demande vun engem Exekutiv, fir méi Pouvoiren ze kréien oder wëllen an de Pouvoir vum éischte Pouvoir anzuschneiden, also Aschnëtter ze froen oder méi Pouvoir ze kréien.

Et ass néideg, Här President, déi doten Ännerung ze kréien am Intérêt vun de Bierger vun onsem Land, a fir dass mer weiderkommen. Mir hunn duerch déi Disposition am Moment en immense Problem, well mer Opposition-formellë kréien, well mer ebe constitutionnelle-gesot kréien, dass mer net richteg wieren. An dofir e ganz, ganz grouse Merci, wann hei eng grouss Majoritéit an dëser Chamber deen doten Text stëmmt.

Nach eng kéier: Mir wëllen net méi Pouvoir, mä mir wëllen en effikasse Pouvoir am Intérêt vun onsem Land a vun onse Bierger.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci dem Här Premierminister.

A mir kéinten dann zur Ofstëmmung iwwergoen. Dir wësst, dass et eng Zweedréttelmajoritéit ass, déi gefuerdert ass, a Procuratioune sinn net erlaabt. Also keng Votes par procuration, just eege Stëmmen.

(Interruption)

Oh! Wat ass geschitt?

Neen, dat ass... De Vott ass nach net lancéiert.

(Interruption)

► **Plusieurs voix**.- Aah! Ooh!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Ah!

► **Une voix**.- Gesitt Der, wat sinn déi Frae schnell!

(Interruption et hilarité)

► **Une voix**.- Sou! Elo huele mer awer kee méi mat, Här President!

Vote sur la proposition de révision de la Constitution 6894

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Sou! Ech géif mengen, dass et elo un der Zäit wär, fir de Vott ze lancéieren. Also just déi perséinlech Stëmmen. An de Compteur bleift bei 54 stoen. Da ginn ech dervun aus, dass mer 54 Leit am Sall hunn. An de Vott ass elo ofgeschloss.

An d'Proposition de révision de la Constitution 6894 ass mat 52 Jo-Stëmme bei 2 Nee-Stëmmen akzeptéiert.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Laurent Zeimet;

MM. Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferdin, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Bresseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lambert, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mme Josée Lorsché et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.

Et ass, nach eng kéier, den éischte Vote constitutionnel. Also, wonnert lech net, wann ech hei net froen, ob mer eng Dispens kréien. Dat dierf ech hei net.

► **Une voix**.- Mir wonnere eis net.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Voilà! Villmools Merci. Mir géifen...

(Interruption et hilarité)

Wat hat Der gesot, Madamm?

► **Mme Claudia Dall'Agnol** (*LSAP*).- Ech soen näischt.

► **Une autre voix**.- Frot léiwer net!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Also, ech géif mech kleng halen, wann ech als bal Leschten erakomm wär.

(Hilarité et interruption)

Ah! Neen, ech gleewen lech dat.

Sou! Da géife mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6868. Et geet ëm d'Ëmsetze vun enger Direktiv iwwert d'Publikatioun vun net finanziellen Informatiounen. An d'Wuert huet direkt den Här Rapporteur, de Franz Fayot, deen elo och d'Wuert huet.

5. 6868 - Projet de loi concernant la publication d'informations non financières et d'informations relatives à la diversité par certaines grandes entreprises et certains groupes et portant modification de diverses dispositions relatives à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises ainsi qu'aux comptes consolidés de certaines formes de sociétés et

- portant transposition de la directive 2014/95/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 modifiant la directive 2013/34/UE en ce qui concerne la publication d'informations non financières et d'informations relatives à la diversité par certaines grandes entreprises et certains groupes;

- portant modification:

- du titre II de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises;

- de la section XVI de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;

- de la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative:

* aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois

* aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger

Rapport de la Commission juridique

► **M. Franz Fayot** (*LSAP*), *rapporteur*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, mat deem heiten Text setze mer haut eng europäesch Direktiv ëm, déi grouse Firme ir-

schreift, méi Informatiounen iwwer hir Aktivitéiten ze publizéieren. An Zukunft mussen déi betreffen Entreprene zousätzlech zu hiren Kontabilitéit och iwwert d'Risiken an d'Konsequenze vun hiren Aktivitéiten fir d'Ëmwelt, bei soziale Personalfroe souwéi och an de Beräicher vun de Mënscherechter an dem Kampf géint d'Korruptioun informéieren.

D'Ëmsetzung vun dëser Direktiv 2014/95 ass complémentaire an an der Suite vum Gesetzestext iwwert den „country by country reporting“, dee mer d'lescht Joer hei an der Chamber am Dezember adoptéiert hunn. An deem Gesetz geet et ënner anerem drëm, Transparenz ze schafen, wa Gesellschafte Suen u Regierung bezuelen, fir an hire Länner natierlech Ressourcen exploitéieren ze kënnen, wéi Pétrol oder Gas oder wäertvoll Metaller zum Beispill, dat mam Zweck, fir d'Korruptioun a Matière-première-räiche Länner ze verhënneren.

Doduerch, dass d'Gesellschaften déi Montante verëffentleche mussen, entsteet Drock op d'Firmen, fir méi responsabel ze handelen. Dat ass och d'Zil vum Gesetzesprojet, dee mer haut stëmmen. Déi grouse Entreprene, déi Informatiounen iwwert den Impakt vun hire Geschäftern mussen ëffentlech maachen, gi mat deem heite Gesetz sensibiliséiert. Et erlaabt de Verbraucher, en connaissance de cause ze konsuméieren. Déi mannste Leit sinn haut nach bereet, Produkter ze kafe vun Entreprene, déi d'Ëmwelt oder d'Mënscherechter net respektéieren oder och nach hir Salarië schlecht bezuelen.

Dat nämlecht géllt och fir Investisseuren, déi net nëmme nom Benefiss vun enger Firma kucken, mä och ethesch an nohalteg Considérations an de Vierdergrond stellen. Dee sougenannten „non-financial reporting“, ëm deen et hei geet, schafft och eng Eegendynamik ënner den Entreprene, fir hir sozial Responsabilitéit ze féerden.

Här President, ier ech lech den Text hei méi am Detail virstellen, wëll ech kuerz dat heiten ënnersträchen: An der aktueller Debatt an am aktuelle Kontext iwwert de Sënn vun der Europäescher Unioun, déi mam Brexit d'lescht Woch jo leider nees entflaamt ass, hu mer hei e Paradebeispill, wat déi Europäesch Unioun gutt mécht. Déi Obligatioun, fir wichteg Informatiounen, nieft de rengen Zuelen, ze publizéieren, wär schwierig, wann net souguer onméiglech gewiescht, eleng als Land duerchzusetzen, dat aus evidente Grënn vu Kompetitivitéit.

Ech wollt dat ënnersträchen, well ëmmer méi Leit sech d'Fro stellen, firwat Europa gutt ass. Eh bien, dat hei ass e ganz konkret Beispill, firwat Europa gutt ass!

Zënter dem Ufank 2000 gëtt et op europäeschem Plang, initiéiert vun der Europäescher Kommission, Efforten, fir grouse Firmen dozou ze motivéieren, dës zousätzlech Informatiounen ze publizéieren. Dat huet allerdings bis elo net esou gewierkt, wéi ee sech dat géif wënschen, well et ëmmer op fräiwëlleger Basis berout huet. Elo gëtt et obligatoresch.

Frankräich ass e Pionéier op dësem Gebitt an Europa. Schonn 2010 gouf am Kader vum „Grenelle de l'environnement“ d'Obligatioun fir d'Entreprene agefouert, fir ënner anerem iwwer hir Ëmweltpolitik ze informéieren. Et kann ee soen, dass d'EU-Kommission sech staark um Beispill vu Frankräich inspiréiert huet, fir dës Direktiv ze schreiwen.

Zu Lëtzebuerg goufen esou Informatiounen, wéi gesot, bis elo ëmmer nëmme fräiwëllech publizéiert. Dat hei markéiert also, wéi et richteg am Exposé des motifs och steet, d'Gebuertsstonn vum sougenannten „non-financial reporting“ am Lëtzebuurger Recht.

Här President, ech kommen dann zum Text, dee ganz technesch ass, an dofir wëll ech mech op dëser Plaz op déi grouse Prinzipien am Gesetz limitéieren. D'Direktiv muss bis de 6. Dezember an d'nationale Recht ëmgesat ginn. Mir sinn also hei an der Zäit. Betreff vum Text si grouse Firmen, an deene méi wéi 500 Mataarbechter schaffen; Firmen, déi op der Bourse enregistriert sinn; souwéi awer och Entreprene, déi en Intérêt public duerstellen, zum Beispill Banken, Assurancgesellschaften. Grouse Gesellschaften aus dem Finanzsektor falen also och ënner d'Obligatiounen an dësem Gesetz.

Während an der Europäescher Unioun ronn 6.000 Firme betraff si vun deenen neie Regele, sinn et der zu Lëtzebuerg wahrscheinlech just e puer Dosen. Kleng Entreprene a PMEE sinn hei net betraff.

Allgemeng léisst d'Direktiv de betraffene Firmen eng Rei Fräiheeten, selwer ze bestëmmen, a wéi enger Form si déi netfinanziell Informatiounen publizéieren wëllen: Dat kann am Gestionsrapport oder an engem separaten Dokument sinn. Et ass de Firmen och iwwerloos, wéi eng Guidelines se dofir benotzen. Dat heescht also, dass si international, europäesch

oder national Normen applizéieren dierfen, fir hiren Obligatiounen nozekommen. Dat kënnen zum Beispill déi si vun der OECD, déi vum Pacte mondial vun der UNO oder d'ISO 26000-Norm.

D'Direktiv obligéiert d'Firmen och net, dee Rapport vun engem externen Expert kontrolléieren ze loossen. E Réviseur muss awer certifiéieren, dass d'Entreprise de Rapport gemaach huet, ouni awer iwwert de Contenu ze jugéieren.

Här President, mir wäerten hei zu Lëtzebuerg d'Direktiv a minima ëmsetzen. Mir ginn also net méi wäit, wéi d'Direktiv et virschreift. Do mat komme mer de grouse Gesellschaften hei am Land entgéint, fir déi mat dësem Gesetz zousätzlech Käschte verbonne sinn.

Mir änneren dofir op där enger Säit d'Gesetz vun 2002 iwwert de Registre de commerce et des sociétés, mä och dat modifizéiert Gesetz vum 8. Dezember 1994 iwwert d'Kontabilitéit vun den Assuranc- a Reassurancgesellschaften souwéi d'Gesetz iwwert d'Gesellschaftsrecht vun 1915.

Fir d'Éischt emol definéiert d'Gesetz, wéi eng Gesellschaftsforme betraff sinn. D'Entreprise mussen d'intérêt public sinn a si musse während op d'mannst zwee Exercicer zwee vun dräi Kriterien erfëllen: Entweder e Bilan vu méi wéi 17,5 Milliounen Euro hunn, e Chiffre d'affaires vun iwwer 35 Milliounen an op d'mannst 250 Salariéen. An da musse se um Enn vum Exercice méi wéi 500 Salariéen zielen.

Da schreift d'Gesetz vir, wéi eng Zort Informatiounen musse publizéiert ginn. An zwar mussen déi betraffe Firmen, wéi scho gesot, iwwer Ëmwelt-, Sozial- a Personalfroen informéieren, souwéi iwwer hir Politik am Beräich vum Respekt vun de Mënscherechter an dem Kampf géint d'Korruptioun.

Firmen, déi an engem Beräich keng Politik hunn, musse motivéieren, firwat dat esou ass, nom Prinzip „comply or explain“.

Am Rapport de gestion oder am separate Rapport mussen d'Resultater vun deenen eenzelne Politikberäicher analyséiert ginn. D'Entreprise mussen d'Haaptrisike vun hiren Aktivitéiten an deene Beräicher identifizéieren a wéi se mat deene Risiken ëmginn. D'Firme sollen och iwwer hir Diversitéitspolitik informéieren an der Zesummstellung vun hire Gestionsorganer, zum Beispill matdeelen, wéi vill Fraen am Verwaltungsrat vun enger Gesellschaft sëtzen.

Nëmme wann dës Informatiounen Geschäftsverhandlungen, déi nach net ofgeschloss sinn, schuede kéinten, ass et den Entreprene erlaabt, d'Informatiounen ausnamswies net ze publizéieren.

Eng weider Ausnam géllt fir Filialen, deenen hiert Mammenhaus d'Obligatioun vum „non-financial reporting“ erfëllt.

D'Gesetz gesäit dann och Sanktiounen vir fir de Fall, wou d'Gesellschaft sech net un déi nei Informatiounspflicht halen. Hei kënnen Strofe vu bis zu 25.000 Euro ausgesprach ginn.

Här President, am Résumé: Déi sozial Responsabilitéit vun de Firme gëtt mat dëser Direktiv op europäeschem Plang geförderet. Duvonner profitéieren, wéi scho gesot, d'Konsumenten, d'Bierger, d'Investisseuren, mä och d'Entreprise selwer. Eng Entreprise, déi hir Responsabilitéit eescht hëlt, kann no bause Vertraue gewinnen an doduerch och méi kompetitiv ginn.

Entreprene, déi zum Beispill keng ëmweltfrëndlech Politik féieren, riskéieren ausgeschloss ze ginn aus ëffentlechen Ausschreibungen. Mä virun allem riskéiere se, Clienten ze verléieren, fir déi d'Ëmwelt, déi sozial Komponenten, d'Mënscherechter an de Kampf géint d'Korruptioun wichteg sinn.

Dofir wäerte mir als LSAP-Fraktioun och dëse Gesetzesprojet stëmmen an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Här Fayot. An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Gilles Roth.

► **M. Gilles Roth** (*CSV*).- Et ass den Här Gloden.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Sinn ech hei bei deem Falschen? Neen, dat kann net sinn.

Jo, entschëllegt, et ass den Här Gloden.

Discussion générale

► **M. Léon Gloden** (*CSV*).- Merci, Här President. Fir d'Éischt dem Rapporteur Merci fir säi schrëftlechen a mündleche Rapport. Et ass en technesch Projet, wéi oft an dëse Matière. A mir wäerten d'nächst Woch och nach eng Rei technesch Projeten hei an der Chamber stëmmen am Gesellschaftsrecht.

Et ass esou, et geet hei ëm d'Ethik vun de grouse Betriber. De Rapporteur ass drop

agaangen. Et ass wichteg, datt d'Betriber eng général sech eng gewëssen Ethik ginn. Hei sinn elo déi grouss Betriber concernéiert an der Europäescher Unioun. Virum Brexit waren dat ongeféier 6.000 Betriber an hei zu Lëtzebuerg e puer Dosen.

Et ass och richteg gesot ginn, an ech mengen, dat ass jo och d'Politique générale vun dësem Land, datt mer d'Direktiv a minima transposéieren. Dat erlaabt hei de concernéierten Entrepreneuren eng gewësse Flexibilität, ouni datt se sech awer hiren Obligatiounen kënnen entzéien.

Wann een dat elo abstrakt kuckt, da mengt een, mer géifen hei eng Charge administrative supplémentaire de Betriber operéieren. Et muss een awer wëssen, an der Praxis, datt eng ganz Rei Betriber dat maachen, an och schonn eng ganz Rei kleng Betriber.

Am Serviceberäich haut, wann Der wëllt bei engem Appel d'offres matmaachen, Clientë gewonnen, muss Der haut scho praktesch an Ärem Prospekt, fir Clienten unzeziehen, soen, wéi Der sozial virgitt, wéi Der Point de vue Umweltpolitik virgitt, wat der pro bono maacht. Dat heescht, dat ass am Fong haut schonn a ganz ville Businesspläng vun de Entrepreneuren dran. An duerfir ass dat elo net direkt eng grouss Erneuerung an och keng gréisser Charge supplémentaire, well d'Betriber, vill Betriber dat schonn an hire Genen hunn.

Duerfir nach eng Kéier Merci dem Rapporteur, an d'CSV gëtt hiren Accord zu dësem Projet de loi.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Gloden. D'Madamm Beissel huet d'Wuert.

► **Mme Simone Beissel (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt virop och dem Rapporteur Franz Fayot Merci soe fir säin exzellente Rapport an där dach ganz technescher a schwieriger Matière. D'Direktiv ass scho schwierig an dann ass et normalerweis esou, dass de Projet de loi, deen drop fousst, och schwierig ass.

Dee Projet de loi geet fir eis an déi richteg Richtung. Et geet drëm, fir dass déi grouss Entrepreneure méi responsabel handelen an och Transparenz aféieren an hir Manière d'agir. Dat ass déi eng Sait.

Op där anerer Sait, wat och gutt ass, well mir wëlle jo awer trotzdem ëmmer kucken, dass d'Entrepreneure Fräiraum hunn, gëtt déi Direktiv a minima, dat heescht eent zu eent ëmgesat, fir dass se déi néideg Loft hunn, ze agéieren. Et sinn Entrepreneure vun Intérêt public. An ech mengen, dee Moment bréngt mer et fäerdeg, fir déi zwou Komponenten - déi eng Sait Transparenz a Responsabilisatioun an déi aner Sait awer trotzdem, dass mer se net anengen -, hei an dësem Projet de loi ze kombinéieren. Dat geet an déi gutt Richtung an dofir bréngen ech den Accord vun der DP-Fraktioun.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Beissel. D'Madamm Lorsché.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Merci, Här President. Ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun a soen dem Rapporteur Franz Fayot e grouss Merci fir seng ausféierlech Erklärungen an dësem Dossier.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Dann huet den Här Roy Reding d'Wuert.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci, Här President. Och d'ADR wäert dësen Text matstëmmen. Hu mer e Choix? Neen. Et ass eng Direktiv, si muss ëmgesat ginn. Mir hu kee Choix. Si gëtt a minima ëmgesat. Freet dat eis? Jo, dat freet eis.

Et sinn nëmme déi Entrepreneure betraff, déi d'Intérêt public si laut der Definition vun der Direktiv 2013/34, dat heescht, vun deenen eppes méi wéi 76 Entrepreneure hei am Land, déi méi wéi 500 Leit hunn, wäerte schlussendlech nëmme zwou Dosen, eppes Klenges méi wéi zwou Dosen heirënnen falen. Dat ass gutt esou. Dat verhënnert, datt aner Entrepreneure, kleng a mëttelständesch Betriber missten eppes maachen, wat an hirem „day-to-day business“ keng Roll géif spillen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Den Här David Wagner huet d'Wuert.

► **M. David Wagner (déi Léink).** - Merci, Här President. Ech géif och dem Rapporteur natierlech Merci soen, mä awer och ausnamswies dem Här Reding Merci soen, well deen huet schonn den Ufank vun der Erklärung ginn, firwat mir als déi Léink dëse Gesetzesprojet net wäerte matstëmmen, well mer soen - grad wéi d'Chambre des Salariés, déi jo och de Gesetzprojet zerrass huet -, datt et wierklech

guer net an déi Richtung geet, wéi dat esou presentéiert gouf.

Mir wëssen, datt Entrepreneure net an engem eidele Raum handelen an datt hir Aktivitéiten eng Auswirkung op d'Gesellschaft hunn. An enger besserer Welt géif d'Politik den Entrepreneure vorschreien, datt hir Aktivitéiten, c'est la moindre des choses, keen negativen Impakt op d'Ëmwelt, op d'Mënscherechter an op d'Salariéieren dierften hunn.

Mä mir liewen eben an enger Gesellschaft, wou d'Profitmaximéierung de Virrang huet, an net de Mënsch an och net d'Ëmwelt. Dofir gi se dann och net gezwongen, hir Responsabilité sociale et environnementale wouerzehuelen, mä just frëndlech gebieden, emol vläicht eng Kéier doriwwer nozedenken. An elo, als bescheidene Schratt no vir, gi verschidde Firme gebieden, hir fräiwëlleg Gedanken zu deem Thema ze verëffentlechen.

Déi europäesch Direktiv, déi mer haut transposéieren, gesäit näamlech vir, datt grouss Entrepreneure, Banken an Assurancen an engem Joresrapport Informatiounen zu hirem gesellschaftlecher Responsabilitéit solle publizéieren, wéi dat gesot gouf. Et geet ëm Informatiounen iwwer hiren Ëmweltimpakt, iwwer hir sozial Responsabilitéit, iwwer hir Strategie bei der Korruptiionsbekämpfung, bei de Mënscherechter, bei der Diversifikatioun vun hirem Conseil d'administration an esou weider, also keng Lappalien, Informatiounen also, déi et der Effentlechkeet a virun allem och de Salariéieren sollen erlaben, ze iwwerpräieren, wéi esoch et d'Entrepreneure mat hirem gesellschaftlecher Verantwortung mengt.

Dat kléngt jo den éischte Moment dann och ganz fortschrëttlech. Mä wéi esou oft huet d'Europäesch Unioun hei eng Approche souple et non intrusive gewielt, wéi et am Exposé des motifs heescht. Et dierft ee jo net ze vill vun den Entrepreneure verlaangen. Et ass e Paradebeispiel, wéi hallefährzeg justement d'Europäesch Unioun virgeet. An et ass e Paradebeispiel, wéi souguer wann d'Europäesch Unioun, hallefährzeg zwar, mä awer trotzdem versicht, e Fortschrëtt ze maachen, wéi dann national Regierungen dat u sech sabordéieren.

Wann een dee Projet de loi och am Detail kuckt, bleift net méi vill iwwerholl vun der fortschrëttlecher Iddi. Et gouf scho gesot: Éischtens betrëfft dat just eng begrenzten Zuel vu Firmen, dat heescht déi, déi méi wéi 500 Mataarbechter hunn an e Chiffre d'affaires vun iwwer 35 Milliounen Euro, mä och nach gëtt deenen Entrepreneuren eng grouss Fräiheit gelooss, wéi déi Deklaratioun soll iwwerhaupt ausgesinn. Si solle just hir Strategie an deem Beräich erklären, souwéi d'Resultater an d'Risiko vun där Strategie. Déi Onverbindlechkeet gëtt och nach domadder verstärkt, datt déi Rapporteur kenger externer Kontroll ënnerleien.

An drëttens gëtt et hinne lücht gemaach, iwwerhaupt derlaanschtzeken. Wa se zum Beispill keng Strategie a Saache Responsabilité sociale hunn, da brauche se just eng motivéiert Explikatioun ze ginn, firwat dat se keng hunn. A wa se der Meenung sinn, datt d'Publikatioun vun Informatiounen hire kommerziellen Interesse kéint schueden, da si se vun der Obligatioun entbonnen.

An ech mengen, mir sinn eis awer hei eens jiddwereen, datt heiansdo Human- oder Ëmweltinteressen a Konflikt gerode mat kommerziellen Interessen. Ech weess net, ob mer eis ëmmer eens sinn doriwwer, wat priméiere soll. Am Endeffekt geet et hei also just dorëms, datt déi betraffe Firmen u sech e PR-Bericht erausginn, mat deem se sech kënnen, vläicht deemno wéi, souguer an e gutt Lücht stellen, wat vu kengem kontrolléiert gëtt.

Et ass, wann iwwerhaupt, souwisou nëmme e minimale Schratt no vir, mä am Fong geholl kee richtegen.

Mä glécklecherweis dierfen d'Memberlänner u sech d'Direktiv och méi restriktiv interpretéieren a méi streng Regeln aféieren, wéi dat virgesinn ass. Lëtzebuerg ass an där Matière souwisou schlussendlech an Europa. An et hätt ee kënnen hoffen, datt d'Regierung déi Geleeënheet notzt, fir an deem Beräich endlech emol eppes ze maachen, oder vläicht souguer ze innovéieren, esou eng Aart Nation Branding ze maachen, zemoos wou se och an hirem Regierungsprogramm vun der Responsabilité sociale des entreprises schwätzt. Awer nëmme schwätzt! A Frankräich oder an der Belsch zum Beispill sinn d'Entrepreneure jo scho säit Laangem obligéiert, Rapporten iwwer hir sozial an ekologesch Responsabilitéit ze publizéieren.

Ech mengen, dat ass eng Ëmsetzung a minima vun enger Direktiv, déi souwisou och quer net esou wäit geet, wéi dat esou duergestallt gouf. An ech stelle mer d'Fro: Wat fir eng Entreprise huet eppes ze verheemlechen a soziale Froen, am Traitement vun hire Salariéieren, am Traitement vun der Ëmwelt, an hirem Relatioun zu Mënscherechter no bausen? Firwat muss dat esou souple duergestallt ginn?

Ech ginn dovunner aus, datt mer hei zu Lëtzebuerg nach wahrscheinlech vill Entrepreneure hunn, déi dat net respektéieren. An ech weess, datt dat och souguer de Fall ass. An do brauch een och net bei Multie kucken ze goen. Zum Beispill am Bau ass dat jo och de Fall, oder am Commerce, am Handel ass dat de Fall.

Aus all deenen Ursachen a genausou wéi d'Chambre des Salariés wäerte mir géint dese Projet de loi stëmmen, well et u sech just e Projet de loi ass, dee vum Tartuffe hätt kënnen geschriwwen ginn.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Domat si mer um Enn vun den Diskussiounen ukomm. An d'Wuert huet de Justizminister, den Här Félix Braz.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Merci, Här President. Da mécht och dese Fortschrëtt zu Lëtzebuerg sech ouni déi Léink. Dat ass net nei. Déi perfekt Welt, déi léisst sech och net veruerdnen, Här Wagner. Déi mécht sech duerch eng Weiderentwécklung, eng permanent Weiderentwécklung vun der Aart a Weis, wéi mer zu Lëtzebuerg zesummeliewen. Déi mécht sech duerch legal Incitatiounen, awer och duerch Leit, déi Verantwortung iwwerhuelen, well d'Bierger an och d'Betriber an och d'Patrone sinn dozou fäeg. An dat ass net nei. Si weisen et.

Net nëmme zu Lëtzebuerg, och an Europa ass et net nei, dass et Leit gëtt, déi fir sech an hire Betriber méi wëlle si wéi nëmme schwaarze oder rout Nullen, déi eng aner Responsabilitéit och haut schonn iwwerholl hunn, déi des Direktiv net gebraucht hunn, déi dëst Gesetz net gebraucht hunn.

Et gesäit een awer och, dass d'Selbstverpflichtung eleng net duergeet, well et der gëtt, déi sech deem dann entzéien. An dofir brauch een och, nieft der Responsabilitéit vu ville Privatleit a vu ville Privatbetriber, brauch een awer och mat Momenter e legislative Push, fir dass Saache kënnen virgoen.

Déi, déi natierlech dee gréissten Impakt hunn duerch hiert Wirtschaften, sinn och déi, déi duerch d'Direktiv an duerch d'Gesetz viséiert sinn: Dat sinn déi grouss Betriber. Dat ass net, well déi kleng Betriber näischt mat sozialer Verantwortung oder Transparenz oder Lutte géint d'Korruptioun oder dem Respekt vu Mënscherechter oder dem Ëmweltschutz wëllen ze dinn hunn, wéi Dir et duergestallt hutt.

Mä et huet domat ze dinn, datt et déi grouss Betriber sinn, déi an hirem Wirtschaften op all deenen dote Punkten dee gréissten Impakt hunn, soudass et also richteg ass, do unzefänken, legislativ ze drécken, wou och dee gréisste potenziellen Impakt ze erwaarden ass. Dat ass eng ganz pragmatesch Approche, eng Approche, déi awer der Responsabilitéit dovunner Rechnung dréit.

Wa gesot gëtt, d'Direktiv gëtt a minima ëmgesat, dann heescht dat net, dass d'Direktiv knapps nëmme géif ëmgesat ginn. Dat heescht, dass d'Direktiv voll a ganz ëmgesat gëtt, mä dass mer drop verzichten, fir iwwer d'Direktiv eraus nach substanzuell Schrëtt haut schonn op reng nationaler, legislativer Basis ze schafen. Ech mengen, dat ass eng verstänneg Approche. Et kann een ëmmer wëllen de Maximum maachen. Mä ech sinn ausdrécklech frou doriwwer, dass mer déi Direktiv haut a Lëtzebuerg Recht kënnen ëmsetzen. Dat ass e ganz grouss Fortschrëtt, deen do gemaach gëtt.

Mir bewegen eis och do op engem Wee, deen eng Eegendynamik wäert hunn. Et ass net esou, dass nëmme dat, wat am Gesetz oder an der Direktiv steet, och da wäert geschéien! Do ënnerschätzt Der erëm eng Kéier d'Verantwortungsbewosstsäin vu ville Betriber, vu ville Privatleit, déi an deene Betriber schaffen, déi an deene Betriber Patron sinn an déi bereet sinn, déi Dynamik, déi heiderch ausgeléist gëtt, ze begleeden.

Mir wäerten also, wa mer iergendwann eng Kéier an e puer Joer e Bilan maachen, feststellen, dass et nieft deenen, déi vu Gesetzeswegen ueghele sinn, dat heite formell ze respektéieren, vill anerer gëtt, haut schonn - an där wäerten der derbäikommen -, déi op enger fräiwëlleger Basis sech hirem Responsabilitéit stellen, well se verstanen hunn, dass d'Performance vun engem Betriber sech net nëmme moosse léisst um Chiffre d'affaires oder um Nettoresultat, wat se um Enn vum Joer maachen, mä d'Performance vun engem Betriber ass och, wéi dee Chiffre d'affaires zustane kënnt, wéi dee Bilan gemaach gëtt.

An iwwregens hunn haut scho vill kleng a besonnesch och Mëttelbetriber, wa se e Finanzierungsbedarf hunn a bei d'Bank ginn, déi, déi haut schonn dohinnege mat engem Projet fir e Betriber, deen net nëmme e Schema huet, wéi se sech reng wirtschaftlech wëllen entwéckle-

len, mä dee grad op deenen dote Punkten och schonn ausweist, wéi dee Betriber sech seng Zukunft virstellt, wéi dee Betriber sech seng Platz an der Gesellschaft virstellt, déi hunn an aller Regel besser Kaarten, déi Finanzementer ze kréien, ganz einfach, well d'Banquiere bei deenen erkennen, dass dat Betriber sinn, déi wierklech no vir kucken, op all den Aspekter no vir kucken, op all den Aspekter bereet sinn, Verantwortung ze iwwerhuelen. An dat ass fir déi, déi déi wirtschaftlech Entwécklung vun de Betriber solle finanzéieren, e positive Punkt. Vill Betriber hunn dat scho verstanen ouni Direktiv, ouni dëst Gesetz.

An ech si frou, dass mer haut eng ganz breet Majoritéit hunn. Ech bedauern et wierklech, dass déi, déi sech de Fändel net voll genuch kënnen schreiw mat Fortschrëtt, esou Rendez-vous verpassen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Justizminister. A mer si prett fir...

(Interruption par M. David Wagner)

Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

► **M. David Wagner (déi Léink).** - Merci, Här President. Jo, ech mengen, mir liewen net an darselwechter Welt, den Här Braz a mir, des Regierung a mir, definitiv. An ech sinn och frou doriwwer, well ech géif dem Här Braz vläicht och virschloen, mat Gewerkschaftler oder einfach mat Salariéieren emol ze schwätzen, fir ze wëssen, wéi dat ëmmer esou geet mat der Responsabilité sociale vun Entrepreneuren.

Mir wëlle guer net ënnerstellen, datt et Entrepreneure gëtt, déi Pusch maachen, datt all Entrepreneure egal wat mécht, bäi Wäitem net! Bäi Wäitem net! Mä mir hunn hei zu Lëtzebuerg net fir näischt zum Beispill eng Inspection du travail et des mines! Firwat gouf déi agefouert? Mä well ee Kontrolle brauch! An ech hunn den Androck, datt den Här Justizminister dovunner ausgeet, datt d'Entrepreneure sech am beschte selwer kontrolléieren.

All déi Entrepreneure, déi zum Beispill um Bau sinn, déi hu quasi all u sech manner wéi 500 Salariéieren. Déi fale guer net drënner! Sollen déi net kontrolléiert ginn op hiren environmentalen Impakt an haaptsächlech op hire sozialen Impakt? Ma da schwätzt mat de betraffene Leit am OGB-L! Ech ginn lech Adressen, déi si ganz bereet, lech dat ze erklären. An der Chambre des Salariés och. Mä mat deene Leit schwätzt Der ganz seelen!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Justizminister nach eng Kéier an da schléisse mer of.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Ech hunn lech geäntwert, mä Dir hutt mir net geäntwert.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Okay. Gutt, da si mer prett, fir iwwer de Projet 6868 ofzestëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6868 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt u. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwuer.

58 Stëmme fir de Projet, 2 dergéint. Domat ass de Projet 6868 akzeptéiert.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lambert, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Claude Adam) et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen zum leschte Punkt vun eiselem Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi 6928 iwwert d'Reorganisatioun vum Conseil supérieur vum der Sécurité sociale. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här Alex Bodry.

6. 6928 - Projet de loi portant réorganisation du Conseil supérieur de la sécurité sociale et modification:

- du Code de la sécurité sociale;

- de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire;

- de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

- de la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations, des services et des juridictions de la sécurité sociale;

- de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif

Rapport de la Commission juridique

► **M. Alex Bodry** (LSAP), rapporteur.- Merci, Här President, fir lech dee Rapport hei mëndlech virzestelle ronderëm déi Reform, eng kleng Reform vum Conseil supérieur vum der Sécurité sociale, eng Reform, déi sech awer aschreift, mengen ech, a méi wäit Iwwerleeungen, déi mer zesumme mat der Regierung wäerte féieren an deenen nächste Méint ronderëm eng Reorganisatioun vum eiselem Justizwiesen, wou jo och d'Regierung en Optrag ginn huet fir e Rapport iwwert d'méiglech Reform vun deem Justizwiesen, wou et drëm geet, dass mer eis Justiz méi fit maache fir eng Rei vun Aufgaben. An des Reform schreift sech relativ gutt an an déi doten Aarbecht, déi mer an nächster Zäit wëllen hei zesumme maachen.

Et ass e Punkt, deen an der Regierungserklärung drasteet, fir eben d'Organisatioun an d'Prozedur virun de Sozialgeriichter hei ze moderniséieren. Dat geschitt och an deem heite Fall, nodeem d'Regierung och breet consultéiert huet, soudass mer et hei mat engem Text schlussendlech ze dinn hunn, dee méiheetlech positiv gekuckt gëtt vun deenen eenzelnen Organer, sief dat d'Chambres professionnelles, sief dat eenzel Juridictionen, déi Avisen zu deem heiten Text eraginn hunn.

Ëm wat geet et? Et geet drëm, dass mer eigentlech déi zweet Instanz, zweet Geriichtsinstanz, dat ass de Conseil supérieur de la sécurité sociale, d'Appellinstanz am Beräich vun der Sécurité sociale, dass mer déi reforméieren an deem Sënn, dass mer aus där Appellinstanz eng permanent Institutioun maachen.

Si behält awer hir Particularitéiten. Et ass eng Jurisdiction spéciale am Sënn vun eiser Verfassung. Si bleibt an hirer Zesummesetzung eigentlech speziell, an deem Sënn, dass se aus dräi professionelle Magistrate sech zesummesetzt, mä awer och all Kéiers da compléiert gëtt duerch en Assesseur vum der Assurésäit an en Assesseur vum der Patronatssäit. Dat ass eng Particularitéit an eiselem Sozialrecht. Dat besteet souwuel an éischer Instanz, beim Conseil arbitral vun der Assurance sociale, an dat gëtt och bäibehalen hei an zweeter Instanz beim Conseil supérieur vum der Sécurité sociale.

Dësen Text geet net esou wäit, wéi emol en Avant-projet gaangen ass vun enger viregter Regierung. D'Chambre des Fonctionnaires bedauert dat. Déi aner begrëssen dat, dass dësen Text net esou wäit geet, wéi eng viregt Regierung emol wëlles hat. Déi hat wëlles, eigentlech dat Ganz ze integréieren an eis Cour d'appel an am Fong d'Assesseurs och falen ze loosse, also just nach mat professionnelle Riichter ze fueren.

An deem heite ware mer eis alleguerten och an der Kommissioun eens, dass ee sollt déi Plus-value, déi dora besteet, dass Leit vu baussen erakommen, déi also d'Situatioun, d'Matière vum Terrain aus kennen, dass mer déi bäibehalen, also eng Mëschkompositioun behalen an der éischer Instanz wéi an der zweeter Instanz, wat eis Juridictionen am Beräich vun der Sécurité sociale ugeet.

Wat allerdéngs ännert, dat ass de Mode de désignation vun de Memberen, besonnesch vun

de Riichter. Déi ginn elo eigentlech net méi vum zoustännege Minister respektiv vum Grand-Duc direkt genannt, mä déi gi gewielt vun der Assemblée plénière vun der Cour supérieure de justice. Dat gëtt deem Ganzen och déi néideg Apparencé vun Onofhängegkeet an Impartialitéit no baussen, wat, mengen ech, wichteg ass, fir och onufechtbar Décisionen kënnen ze huelen.

Wat besonnesch ännert, ass, wéi gesot, dass dat net elo Riichtere sinn, wéi dat haut de Fall ass, déi dat do, déi nieft enger anerer Tâche déi doten Tâche maachen. Déi dote wäerten zumindest fir eng Rei vu Joren ausschliisslech an herno vläicht haaptsächlech als Riichter an deem Conseil supérieur de la sécurité sociale setzen an urteelen.

Et ass eng Geriichtsinstanz, déi hir Wichtigkeet huet, déi och Wichtigkeet huet net nëmme vun der Matière hier, mä awer och vun den Zuele vun den Affären, déi se ze tranchéieren huet. Vläch heit aus engem leschte Rapport d'activité, dat sinn elo d'Zuele vun 2014, do gesäit een, dass an der zweeter Instanz, also vum Conseil supérieur de la sécurité sociale, an deem Joer 2014 229 Appellen eragaange sinn, also Berufungsverfahren engagéiert gi sinn, déi dozou gefouert hunn, dass zu dräi Véierel d'Éischt-Instanz-Urteeler confirméiert gi sinn, awer ëmmerhin e Véierel, also all véiert Éischt-Instanz-Urteel ass eigentlech reforméiert ginn an zweeter Instanz, wat also awer d'Noutwendegkeet vun enger zweeter Instanz nach eng Kéier vläch ennersträcht, och an där heiter Matière. Den „double degré de juridiction“ ass schonn eppes Wichtiges.

Et muss een allerdéngs och feststellen, dass an deem Joer 2014 223 Urteeler gesprach si ginn, Arrête geholl si gi vum Conseil supérieur de la sécurité sociale an dass awer nach Dossier en suspens bleiwen Enn 2014: 260. Dat heescht, dass e praktesch ee Joer, kann ee soen, wann een d'Zuele vun den Affäre kuckt, gutt ee Joer hannendran ass mat den Affären! Dat sinn awer dann Délaien an enger Matière - Sécurité sociale -, wou et awer oft net geet, fir jo-relaeng ze verléieren. Dat sinn Délaien, déi relativ héich sinn; e Phenomeen, dee mer och an anere Geriichtsinstanze kennen.

An duerfir ka sécherlech déi Reform hei derzou bäidroen, dass dee Résidu vun Affären, dee besteet, lues a lues kann opgeschafft ginn, an dass mer also do och zu enger Verkierzung vun de Geriichtsdele wäerte kommen an där Appellinstanz an der Sécurité sociale.

D'Regierung huet och nach an hirem Programm virgesi gehat, dass soll e Référé agefouert gi virun de Juridictionen en matière de sécurité sociale. Et ass eng vun deene rare Matière, wou mer eigentlech kee Schnellgerichtsverfahren hunn. Dat ass net normal, obwuel et awer sécherlech hei och Affäre gëtt, wou et wichteg wär, schnell eng Décision ze kréien.

An duerfir géife mer och hei iwwer eise Rapport d'Regierung nach eng Kéier bieden, och do nozeschéissen an eng Reform och an d'Wee ze leeden, wou eben esou e Référé-Verfahren och géif an éischer an an zweeter Instanz virun d'Juridictionen vun der Sécurité sociale an eis Gesetzgebung agefouert ginn.

Wat bäibehale bleibt, dat ass déi vereinfacht Prozedur, wéi mer se kennen an éischer an an zweeter Instanz bei der Cour supérieure. Dat heescht, et ass am Prinzip eng mëndlech Prozedur, et ass am Prinzip eng Prozedur, wou d'Leit och selwer kënnen erschéngen. Also si brauchen net assistéiert ze si vun engem Affekot. Si kënnen sech och méi wéi an aneren Instanze vertrieed loosse duerch anerer, sief et duerch Vertrieeder vun de Gewerkschaften, sief et vun de Berufsorganisatioune kënnen se sech vertrieed loosse.

Si kënnen sech och - an dat ass nei, et ass Deal vun dieser Reform - an Zukunft vertrieed loosse duerch Membere vun hirer Famill, an zwar geet dat bis den drëtten Grad par parenté an/oder par alliance. Also och an direkter Linn wéi a kollateraler Linn kënnen se sech vertrieed loosse, och vun hirem Partner respektiv vun hirem Ehemann oder Ehefrau. Dat ass also eng Ouverture, déi zousätzlech hei gemaach gëtt, wat sécherlech ze begrëssen ass, dass also hei probéiert gëtt, fir d'Vertrieedungsméiglechkeet op e Maximum praktesch auszedeeen. Dat ass u sech e positive Punkt vun dieser Reform.

Reform, déi och dozou wäert féieren, dass dräi zousätzlech Poste vu Magistraten an der Cour d'appel hei virgesi sinn, fir eben och kënnen dann déi nei Juridiction an hirer neier permanenter Kompositioun schnell dann anzesetzen.

Ech mengen, dat wäeren déi wesentlech Punkten, déi ech hei gesot hunn. D'Avise sinn, ausser deem vun der Chambre des Fonctionnaires, positiv zu deem Ganzen. An der Kommissioun ware mer eis och eigentlech eens, dass dat heiten eng Reform ass, déi an déi richteg Richtung geet.

An duerfir géif ech dann am Numm vun der Kommissioun bieden, hei deen heiten Text esou ze stëmmen, wéi e virgeschloen ass. An ech wäert och dann am Numm vun der LSAP-Fraktioun den Accord vu menger Fraktioun hei eraginn.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Bodry. An d'Wuert huet elo den Här Gilles Roth.

Discussion générale

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Merci, Här President. Ech soen dem Rapporteur, dem Alex „Boodry“, villmools Merci fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Well den Här „Boodry“...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dat ass Limitt, dat do!

(Interruptions et hilarité)

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Neen, neen, neen!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, mä en ass ni zefridden!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Den Här „Bodry“...

(Hilarité générale)

Dann ass et elo den Här „Bodry“. Den Här Bodry war schonn 1989 am März Rapporteur iwwerengs vun der Base légale, der verfassungsrechtlicher Base légale, nämlech dem Artikel 94 (2), deen iwwerhaupt dat hei Gesetz eigentlech méiglech mécht. A si hunn an der Fraktioun nogekuckt: Deen eenzege Member, deen haut nach hei ass, dat war sengerzäit och d'Madamm Brasseur, déi Member vun der Institutiounskommissioun war. Also...

(Interruptions)

...si huet och derzou bäigedroen, dass mer haut kënnen iwwert dese Gesetzesprojet schwätzen.

Ech mengen, praktesch huet de Rapporteur et gesot: Et ass keen technesche Projet, mä et ass e Projet, deen awer eng praktesch Implikatioun huet. Déi iewescht Instanz vun de Sozialgeriichter bleibt eng Jurisdiction spéciale, mä si gëtt awer besat vun dräi professionelle Conseillere vun der Cour supérieure de justice, déi dann och, si, d'Designatioun mécht, fir déi Aufgabe ze erfüllen.

D'CSV wäert dese Gesetzesprojet stëmmen. Firwat? Och déi fréier Justizministesch hat d'Reorganisatioun vun dem Conseil supérieur vum der Sécurité sociale an d'Wee geleet, 2013 am Mee. Et hat zwar eng aner Ausrichtung, mä de Sënn an Zweck vun der Reorganisatioun war awer deeselwechten, nämlech, dass de Contentieux kéint ofgebaut ginn. Mat deenen dräi Riichtere wäert dat sécher mëttelfristeg de Fall kënnen sinn.

Et huet awer en anere Virdeel, nämlech deen, dass mer mat dräi professionelle Riichtere vun der Cour supérieure de justice och warscheinlech eng eenheetlech Jurisprudenz wäerte fannen, wat och am Sënn vun dem Justiciabel ass.

An deem Sënn fuerdert d'CSV, dat hate mer schonn och virun ugedeit, dass mer nämlech wëllen, dass déi Jurisprudenz, dat heescht déi Rechtsprechung, déi vun dem Conseil supérieur vum der Sécurité sociale gesprach gëtt, dass déi an enger banalisierter, dat heescht enger anonymisierter Form dem Bierger zougänglech gemaach gëtt iwwert de Wee, dass se op dem Internetsite publizéiert gëtt, äänlech wéi dat op de Verwaltungsgeriichter ass. Dat ass nämlech eng komplizéiert Matière, well net nëmme déi intern Legislatioun matpillt, mä och international Traitéen.

A besonnesch aus deem Grond, well net nëmme d'Affekoten och d'Syndikater, mä d'Leit selwer kënnen op déi Geriichtsinstanz goe respektiv sech kënnen vun noe Familljemembere representéieren oder assistéieren loosse. D'Publikatioun vun den Urteeler op dem Internetsite ass och eng gewëssen Égalité des armes, well hei de Bierger jo eigentlech e Recours géint d'Verwaltung mécht. An dann ass et och wichteg, dass de Bierger déi Jurisprudenz kennt. An e weess och am Virfeld, wann en e Recours mécht, wat d'Rechtsprechung ass, soudass e weess, op wat e sech aléisst.

D'CSV-Fraktioun ennerstëtzt och déi Propos, déi gemaach gouf vun der Chambre des Salariés, nämlech fir den Assesseurs eng Formatioun ze ginn oder eng Formation continue an deem Domän. A mir géifen et net als e Crime de lèse-majesté ugesinn, wann och déi Riichtere, déi géifen dohinnegoen, eng äänlech Formatioun kéinten dispenséiert kréien. Dat gouf et och schonn an aneren Domänen. Ech ka mech erënneren, sengerzäit, wéi d'Verwaltungsgeriichter agefouert gi sinn an déi de Contentieux vun de Steieren iwwerholl hunn,

du kruten och d'Riichtere regelméisseg do Formatioun um Niveau vun de Steiersaachen.

Dann ass nach eppes, wat net gesot gouf, wat d'CSV-Fraktioun awer ennerstëtzt, dat ass, dass och zousätzlech mat deem Gesetzesprojet e Posten um Parquet geschafe gëtt, nämlech dee fir de sougenannte Système de contrôle et de sanction automatisés ze begleeden. Ëm wat geet et do? Mä dat si ganz einfach d'Radarsanktiounen. Ob et do mat engem Mann oder enger Fra zousätzlech um Parquet duergoet, bei deene villen Infraktiounen, dat sief dohinnegestallt. Dat muss d'Praxis dann erweisen.

Här Justizminister, wann nach sollt en zousätzleche Posten och da fir déi dote Saach um Parquet erfuerdert sinn, da wäert d'CSV deem net am Wee stoen. An duerfir gi mir lech och haut schonn d'Zoustëmmung zu deem Gesetzesprojet.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Roth. An da ginn ech dovun aus, dass d'Madamm Lorsché den Accord bréngt.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Ech ginn och den Accord am Numm vun der grénger Fraktioun a soen dem Här „Boodry“ villmools Merci fir säi gudde Rapport.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ah, et huet gewierkt! Dann d'Madamm Simone Beissel.

(Interruptions par M. Alex Bodry et Mme Josée Lorsché)

► **Mme Simone Beissel (DP).** - Merci, Här President. Hei och mäin hærzleche Merci un de Rapporteur Alex Bodry fir säi gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Ech si ganz frou, dass mer mat deem Projet de loi eent vun de Versprochen aléisen, wat mer am Koalitionsaccord stoen hunn, dat heescht, d'Reorganisatioun vun dem Fonctionnement an der Prozedur vum Conseil supérieur vum der Sécurité sociale.

An ech kann lech soen, an dat ass och bei menge Virriedner schonn erausgeklongen, dass déi Reorganisatioun vun deem Spezialgericht net vu Muttwëll ass, ech géif souguer soen, absolutt néideg ass!

Et ass u sech normal, dass e Spezialgericht, wat net de façon permanente taagt, wat och net mat fest affektéierte Riichtere funktionéiert a wat ëmmer méi enner enger riseger Zuel, praktesch enger exponentiell wuessender Zuel vun Affäre leit, déi extrem komplex sinn, well se jo dann och an zweeter Instanz an Appell sinn, dass dat net méi esou Notioun wéi en Délai raisonnable kann an de leschte Joren erfüllen.

Dofir, ech mengen, mir maache béide Parteien, déi hei betraff sinn, e Plesier mat dieser Reform, engersäits de Juridictionen, déi elo de façon permanente kënnen funktionéieren, mat spezialiséierte Riichtere, déi andauernd tagen an dee Moment sech kënnen voll op déi extrem komplizéiert Dossiere konzentréieren; op där anerer Säit och de Parteien, déi virun déi spezialiséiert Membere kommen, a wou och héchstwahrscheinlech d'Chance grouss ass, dass d'Délaien, wéi déi Affären iwwert d'Bün ginn, radikal kënnen verkierzt ginn.

Zur Prozedur ass et begrëssenswäert, dass d'Procédure orale, dat heescht sommaire, déi einfach Prozedur bäibehale gëtt. Et gëtt jo och eng Extensioun gemaach, net nëmme fir, bon, d'Affekote kënnen jo de toute façon ëmmer kommen, mä och d'Mandatairé vun de Gewerkschaften. An, wat da ganz gutt ass, d'Membere vun der Famill kënnen selwer déijéineg Leit vertrieed, déi do hir Rechter wëlle geltend maachen. De Ministère d'avocat ass also keng Obligatioun, nëmme eng Fakultéit. Dat ass alles gutt. Et ass eng Demokratisatioun vun deem ganze System.

Ech wollt awer an deem Kontext och nach ganz kuerz dat ennerstëtzen, wat den Alex Bodry gesot huet. Ech mengen, mir maache steckesweis Reformen an dem Secteur vun der Justice, mä et wär awer trotzdem ubruecht, dass mer eng Kéier en Débat de fond iwwer méi eng performant Justiz hei géife féieren, well et héiert een awer vill Pläinten do-bausse vun de Leit. Net dass mer keng kompetent Riichtere hätten, net dass mer keng fläisseg Riichtere hätten, mä d'Zuel vun den Affären ass esou gewuess, dass den Délai raisonnable ëmmer méi eng Utopie gëtt. An e Land, wat eng ganz lues Justiz huet, huet e schlechte Label als Rechtsstat. Dofir wär et vläch wichteg, mir géifen eng Kéier doruwwer diskutéieren, fir dat generell ze verbessern.

Dat gesot, bréngen ech awer zu deem Projet de loi den Accord vun der DP-Fraktioun a soen lech Merci.



► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Ech hat den Här Reding nach hei stoen, mä...

► **M. Roy Reding (ADR).** - Neen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Da si mer um Enn vun den Diskussiounen an de Justizminister huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Merci, Här President. Ech wëll fir d'Éischt nach en Oubli vu virdu redresséieren. Ech hunn dem Franz Fayot net Merci gesot fir säi Rapport.

► **Plusieurs voix.** - Ooh! Aah!

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Ech wëll dat heimadder nohuelen. A gläich och dem Alex Bodry Merci soe fir säi ganz kompletten a ganz kohärente méndleche Rapport.

Bei deene Gespréicher, déi ech gefouert hunn an der Ausaarbechtung vum Projet de loi hunn ech am Fong eng Feststellung gemaach, nämlech déi, dass et e ganz breede Konsens doriwwer gëtt, dass mer en deem Modell, wéi mer en haut kenne beim Conseil supérieur, net grondsätzlech eppes sollen ännere goen. De Modell, dee mer kenne mat de Riichter, mat den Assesseeuren, deen erlaabt et souwuel de Parteien, kenne präsent ze sinn, wéi awer och op där enger Säit der Patronatssäit an awer och deenen, déi normalerweis d'Personalvertrieeder och an de Betriber sinn.

Dee Modell do, fir sech kenne ze artikuléieren virun de Riichter op eng einfach Aart a Weis, wou ee sech och ka vertrieede loossen, wou een net muss en Affekot matbréngen, wann een eng einfach Saisine ka maachen hei an der Instance d'appel, dat sinn eigentlech Qualitéiten, déi de Modell haut huet. An déi Gedanken, déi doriwwer erausgaange sinn, fir déi Reform och

nach anescht auszetaaréieren, déi waren eigentlech net konsensfäeg.

Duerfir hunn ech e Projet de loi am Numm vun der Regierung déposiert, dee grondsätzlech op deem baséiert, wat mer haut hunn, deen awer d'Schwächte vum System ausbessert, an dat ass an der Haaptsaach, dass déi Riichter, déi déi Aarbecht gemaach hunn, dat quasi, wéi den Alex Bodry et gesot huet, niewebäi gemaach hunn, e Modell, deen net wierklech beaaschtbar ass, well et immens och dovun ofhoung, ob Leit bereet waren an och d'Zäit haten, fir nieft hirer eigentlecher Aufgab als Magistrat och dat doten nach niewebäi ze maachen, mat der méiglecher Konsequenz, dass een op eemol keng dräi Riichter hätt kenne fannen, oder net oft genuch, mat genuch Disponibilitéit, fir d'Affären, déi ufalen, kenne ze behandelen.

Dat ass e strukturellen Defizit gewiescht. Et ass e Risiko, dee mer do agaange sinn, deen eigentlech an engem Rechtsstat net annehmbar ass. An duerfir ass dee Virschlag gemaach ginn. An ech si frou, dass d'Chamber sech deem eestëmmeg kann uschléissen, fir derfir ze suergen, dass et elo an Zukunft dräi Magistrate sinn, déi permanent ofgestallt si fir déi dote Missiounen, an dass mer do niewendrun de Modell, dee participative Modell quasi, dee mer kennen, konnte bäibehalen.

Dat ass eng noutwendeg Reform. Si stabiliséiert de System. Si mécht et op eng minimal Aart a Weis, awer op eng, wéi ech mengen, ganz effikass Aart a Weis a wäert deene Riichter an deenen éischten een, zwee Joren ofverlaangen, dass se d'Arriéeren opschaffen. Wann dat geschitt ass, da wäerte se och weiderhin niewendrun aner Aarbechte kenne maachen, obwuel se déi heite prioritär maachen an als Éischt maachen. Mä si wäerten och duerno an der Magistratur nach aner Aarbechten erëm kenne

maachen, ab deem Dag, wou déi Arriéeren, déi mer hunn - dat wäert ee bis vläicht zwee Joren daueren -, wa mer déi opgeschafft hunn.

Och do also eng Approche, déi et erlaabt, dass déi Riichter maximal kenne agesat ginn an dass mer also och an Zukunft, wa mer de Plan pluriannuel vum Rekrutement opstellen, wäerte mat engem Minimum kenne schaffen.

An dann ass och nach vun der Madamm Beissel de Wonsch geäussert gi vun enger Debatt hei an der Chamber iwwert d'Zukunft vun der Magistratur. Dir wësst, déi Debatt huet jo schonn ugefaangen duerch dee Rapport, deen ech beim viregte Procureur général, dem Roby Biever, gefrot hunn, dass mer amgaange sinn op deene Pisten ze schaffen. Ganz praktikabel Pisten, ganz praxisorientéiert Pisten. An déi wäerten eis an hirer Ofweigung téschent à la fois méi Leit, awer och anere Prozeduren, méi oft Réckgrëff op e Juge unique, an deem Agencement, mengen ech, dätleech kenne weiderbréngen.

Well ech soen et nach eng Kéier: Mir wäerten net alles kenne nëmme mat méi Personal beäntweren. Duerfir muss mer eis och déi aner Froe stellen. Dat ass den Objet vum Rapport vum Roby Biever. An dorobber schaffe mer. An dat gesot, Merci fir d'Ennerstëtzung fir diesen Text!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Justizminister.

Da wäere mer elo prett fir d'Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6928.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6928 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. D'perséinlech Stëmmen an d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

De Projet de loi 6928 ass eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Marcel Oberweis), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hettogaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par M. Paul-Henri Meyers), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam (par Mme Josée Lorsché), Gérard Anzia (par M. Henri Kox), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Roberto Traversini) et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Da brauch ech jo wuel net ze froen, ob mer d'Dispens ginn.

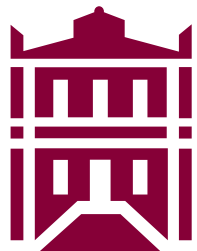
(Assentiment)

Dat ass de Fall. Dann ass dat esou decidéiert.

Rendez-vous muer um zwou Auer fir eis nächst Sëtzung. Merci!

An d'Sëtzung ass eriwwer.

(Fin de la séance publique à 18.50 heures)



SÉANCE 43

JEUDI, 7 JUILLET 2016

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

2. Dépôt d'une proposition de loi par Mme Nancy Arendt

- Mme Nancy Arendt

3. 6967 - Projet de loi portant introduction du cours commun «vie et société» dans l'enseignement secondaire et secondaire technique et modifiant

1) la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement, (Titre VI: de l'enseignement secondaire),

2) la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue, et

3) la loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote

- Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Lex Delles

- Discussion générale: M. Laurent Zeimet, M. Claude Lamberty (interventions de M. Laurent Zeimet),

M. Georges Engel (interventions de M. Alex Bodry, M. Claude Wiseler et M. Laurent Zeimet), M. Claude Adam (intervention de M. Claude Wiseler), M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner (intervention de M. Gast Gibéryen), M. Alex Bodry, M. Fernand Kartheiser, M. Alex Bodry

- Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- M. Laurent Zeimet (parole après ministre)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

4. 6862 - Projet de loi portant création d'un impôt dans l'intérêt des services de secours

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: Mme Joëlle Elvinger

- Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Claude Haagen, M. Henri Kox, M. Roy Reding, M. Marc Baum (intervention de M. Claude Haagen)

- Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Pierre Gramegna, Dan Kersch, Claude Meisch et Mme Corinne Cahen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - E schéine gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sëtzung op a froen d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Neen, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci.

Da gi mer direkt zu der Dagesuerdung iwwer. Do hunn ech d'Demande vun der Madamm Nancy Arendt fir d'Presentatioun respektiv den Dépôt vun enger Proposition de loi. An ech kréie se och direkt.

2. Dépôt d'une proposition de loi par Mme Nancy Arendt

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Wann ech gefitt, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci, Merci.

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt am Numm vun der CSV-Fraktioun eng Proposition de loi an der Chamber déposieren iwwert den Héichleeschungssport.

7013 - Proposition de loi sur les sportifs d'élite de niveau mondial et modifiant la loi du 3 août 2005 concernant le sport

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Esou kuerz virun der Olympiad huet et eis wichteg geschéngt, och am Sport en Zeechen ze setzen. Et geet hei zwar em de Sportif d'élite de niveau mondial, mä mir sinn iwwerzeegt, wann een och de Breesdesport wëllt promouvieren, da brauch ee grouss a bekannt Aushängeschëlde un der Spëtzt, déi net hänke gelooss ginn.

Héichleeschungssportler si ganz oft no hirer sportlecher Carrière a ganz prekäre Situatioun

nen a mierken eréischt duerno, datt se all berufflech Perspektiv verbaut hunn an hir Zukunft op d'Spill gesat hunn, fir eis Faarwe vum Land iwwerall op der Welt op héchstem Niveau ze representéieren.

2005 hu mer e Sportgesetz gestëmmt an eng ganz Rei vu gudden a sennvolle Mesuren zum Héichleeschungssport agefouert, enner ane rem de Statut d'élite fir de Volontär vun der Arméi, deen den Héichleeschungssport während senger sportlecher Carrière zwar finanziell ofséichert an eng Rei vu beruffleche Perspektive mat sech bréngt, awer keng generell Antwort op d'Komplexitéit vun deene verschidde Situatiounen vun eisen Topsportler gëtt.

No Analys vum besteende System fanne mer dowéinst, datt d'Sportgesetz iwwert den Elitesportler muss ergänzt ginn an datt virun allem d'dual Carrière, dat heescht d'Combination Sport-Schoul, d'Combination Sport-Beruff onbedéngt besser mussen ofgeséichert ginn an och geféiert ginn. Et ass eis als CSV wichteg,

datt mer eng parallell Ennerstëtzung mussen ginn zum Elitesportler an der Arméi fir déi Sportler, déi nieft hirem Sport op héijem Niveau och nach d'Schoul meeschten.

Dës talentéiert Athlete mussen zumindest eiser Meenung no genausou finanziell ennerstëtzt gi wéi déi, déi d'Sportssektioun vun der Arméi wielen. Fir déi Sportler, déi et eventuell packe kéinten, an eng Halleffinnal oder souguer an eng Finall op engem Topevenement ze kommen, soll e finanziellen Ausgleich erméiglecht ginn, wa se während enger oder e puer Saisonen an hirer Preparatioun op d'Olympesch Spiller sech honnertprozenteg hirer sportlecher Carrière wëlle widmen, fir e wirklecht Topresultat fäerdegzebréngen.

Et ass och kloer, datt nëmmen déi Héichleschtungssportler fir dës Indemnisation a Fro kënnen kommen, déi ënner eis Definitioune vum de Kritäre falen an natierlech keng héich do- tiert Verträge hunn.

Här President, en anere wichtege Punkt vun der Proposition de loi suergt fir eng méi enk Zesummenaarbecht mam Comité olympique, wann et ëm d'Insertion à l'emploi vun den Héichleschtungssportler geet. Hei stelle mer eis e Partenariat tëschent de Sponsoren, dem Comité olympique an dem Héichleschtungssportler vir, deen et erméiglecht kritt, mat engem méi flexibelen Horaire Erfahrungen am Betrib ze sammelen, a wann en de Chef iwwerzeege konnt vu senger Qualitéiten a senger Charakterzich, eng eventuell Perspektiv kritt, fir ganz agestallt ze ginn.

E Punkt, dee mir besonnesch um Häerz läit, an dat ass och schonn dee leschten, ass dee vun der Schafung vun engem Service de guidance fir jonk talentéiert Sportler, dee se begleet, wa se de Wee an d'Ausland wëlle woen, fir hire Sport mat de Studien ze verbannen. Hei mussen sech eng Experienz a Kontakter mam Ausland mat der Zäit opgebaut ginn, déi eis Erfahrung liwweren, wou mer eis bescht Sportler kënnen hischécken an hire spezifesch Sportarten, fir datt se mat deene Beschten op der Welt trainéieren a studéieren kënnen. An do mussen mer hinnen eng professionell Stäip ginn, fir se do ze placéieren.

Vill ze vill oft gi wäertvoll Jore verluer, well de falschen oder den éischtbeschte Choix geholl gouf an de Sportler a seng Famill alleng gelooss goufen. Am Service de guidance solle se net nëmme bei hirem Choix ënnerstëtzt ginn, mä och bei administrativen Hürde gehollef kréien, gradesou wéi bei Admissiounsprozeduren.

Schlussendlech sollen och déi paralympesch Athlete vun dësen Avantagé profitéieren kënnen.

Et ginn also e puer Ziler hei verfollegt:

- eisen Héichleschtungssportler, déi och studéieren, déi nëmmelech Ennerstëtzung ze ginn, wéi wa se de Statut volontaire vun der Arméi wäeren;

- d'Méiglechkeet, sech praktesch professionell op d'Olympiad virzebereeden, wa se a Fro komme fir en Topresultat;

- se besser op hirem Wee an hirem Choix ze begleeten, wa se de Schrëtt an d'Ausland woen;

- eng besser Perspektiv fir eng Aarbecht, wa se opgehale hunn an no hirer sportlecher Carrière also,

- an eng besser Unerkennung vun de paralympesche Sportler.

Här President, mir sinn iwwerzeegt, datt dës Proposition de loi net nëmmen dee besser of- sécher, dee praktesch scho vu Spillschoulsalter u säi Liewe fir de Sport hiergëtt, mä si wäert ganz vill Bewegung an eise Sport bréngen, wann ee weess, datt zukünfteg Sportler méi Unerkennung an doduerch méi en héije Stelle- wäert an eiser Gesellschaft kréien.

Ech soen lech Merci. An ech wollt just soen, datt mer déi dote Proposition de loi unanime an eiser Fraktioun gedroen hunn, an dofir soen ech meng Kolleegen e grouse Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

(Interruptions)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Ech ginn lech Akt vum Dépôt vun der Proposition de loi. A si ass schonn direkt weider- gaangen.

A mir géifen zum nächste Punkt vum Ordre du jour kommen. Dat ass de Projet de loi 6967, deen d'Afëierung vun engem gemeinsame Cours, genannt „Vie et société“, am Secondaire soll erméiglechen. An d'Wuert huet elo direkt de Rapporteur, den Här Lex Delles.

3. 6967 - Projet de loi portant introduction du cours commun «vie et société» dans l'enseignement secondaire et secondaire technique et modifiant

1) la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement, (Titre VI: de l'enseignement secondaire),

2) la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de

la formation professionnelle continue, et

3) la loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

► **M. Lex Delles (DP), rapporteur.** - Merci villmools, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Gesetzesentwurf 6967 ass de 15. März vum Éducationminister Claude Meisch hei an der Chamber deponéiert ginn. Mat dësem soll jo bekanntlech de Reliouns- a Moral- cours duerch dee sougenannte Wäerteunter- recht ersat ginn.

Éier ech awer zum Fong kommen, erlaabt mer, an e puer Wuert e klengen Historique zu dësen dach besonnesche Coursen ze maachen. Bis 1968 hat de kathoulesche Reliounsunterricht an eise Schoulen eng Monopolstellung.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

► **M. Lex Delles (DP), rapporteur.** - Bis 1968!

Eréischt mam Gesetz vum 10. Mee 1968 ass et zur Afëierung vun engem alternative Moral- cours komm. Deemools ass et och nach d'Méiglechkeet vun enger Dispens ginn. Dat heescht, et hat een d'Méiglechkeet, weder an de Reliounsunterricht nach an de Moral- cours mussen ze goen.

30 Joer méi spéit war et du souwäit, dass och fir déi éischte Kéier de Moral- cours an der Grondschoul agefouert ginn ass. Well awer ëmmer méi Kanner deemools dës drëtt Méiglechkeet an d'A gefaasst hunn, gouf d'Dispens erëm 2002 ofgeschaaft. Zanterhier hate mer also d'Situatioun, dass d'Kanner respektiv hir Eltere konntën tëschent dem Reliounsunter- recht op där enger an dem Moral- cours op där anerer Säit entscheeden.

Här President, haut soll dës Cours op en Neits reforméiert ginn, dës Kéier awer op eng grondleeënd Aart a Weis. De Regierungs- programm vun 2013 gesäit näamlech vir - an ech zitieren - «l'introduction d'un cours unique neutre et harmonisé d'éducation aux valeurs pour tous les élèves de l'enseignement fondamental et secondaire, lequel remplacera les cours actuels».

Wéi Der wësst, gouf an deem Kontext de 15. Januar 2015 jo och eng Konventioun mat verschiddene Glawensgemeinschaften ënnerschriwwen. Nieft den administrativen a finan- zielle Reliounen tëscht dem Stat an de Culen, op déi mer d'nächst Woch op dëser Plaz nach eng Kéier wäerten zréckkommen, war e weideren Aspekt vun deem Accord d'Afëierung vun engem Cours commun „Édu- cation aux valeurs“ am Enseignement.

Wat den Inhalt vun deem neie Cours ugeet, sou huet d'Regierung drop gehalen, dass ee sech mat verschiddenen Akteuren an een Dësch setzt an dann zesummen e kohärent Programm op d'Bee stellt. Dës Prozess huet schonn 2014 ugefaangen. Et gouf e Groupe inter- ministériel agefouert, an deem souwuel de Stat, d'Éducation an d'Fonction publique ver- truede waren. Dës Grupp huet sech dunn tëschent Mee a Juni 2014 mat ënnerschid- lechen Akteuren ënnerhalen.

Et gouf och iwwert den Tellerrand ewech- gekuckt a sech ënner anerem mat Konzepter aus dem Quebec, der Schwäiz an dem Zürcher Kanton auserneegeat. Am zweete Semester 2014 huet de Ministère dovun eng Synthesen- gemaach a kontrovers, mä konstruktiv mat ver- schiddenen Akteuren diskutéiert. Dozou hu ge- zielt: d'Syndikater SEW an SNE, d'Associatioun Allianz vun Humanisten, Atheisten an Agnosti- ker Lëtzebuerg, d'Association luxembourgeoise des professeurs d'éthique, d'Fédération Gé- nérale des Instituteurs Luxembourgeois, d'Ligue Luxembourgeoise de l'Enseignement an d'Ini- tiativ „Fir de Choix“.

Dës participativ Démarche ass du méi konkret gi mam Beoptrage vu Kommissiounen, fir d'Programmkonzepter op d'Been ze stellen. Dës hu schonn déi éischt Konzepter erkläert souwéi d'Orientatioun an d'Haaptziler vun neie Cours festgehale. 2015 gouf dunn och den éischte Kaderprogramm publizéiert, deen dunn erëm no Avisen vun Experten amendéiert gouf.

D'Regierung gesäit an deem Kontext och vir, eng Kommissioun anzusetzen, déi sech mat deem Programm befaasst, an dës och erëm am Dialog mat den Akteuren um Terrain. Esou ginn nieft dem Conseil des Cultes convention- nés och verschidde laizistesche Associatiounen consultéiert, wann et ëm philosophesch res- pektiv reliéis Theme geet.

Här President, zum Fong vun dësem Projet de loi: D'Regierung hat zwou Méiglechkeeten: Entweder hätt d'Regierung am Sënn vun der Gläichberechtigung vun de Reliounen alle Glawensrichtungen d'Méiglechkeet kënnen

ginn, fir och hire Cours an den öffentleche Schoulen ofhalen ze kënnen, oder awer et res- pektéiert een d'reliéis Neutralitéit vum Stat vis- à-vis vun den eenzelne Reliounen an et schafft een ee gemeinsame Wäerteunterricht.

Wéi Der wësst an och gesitt, huet d'Regierung sech fir déi zweet Optioun entscheet. An esou gëtt dann och an Zukunft just nach ee gemein- same Cours ofgehale. Et sief awer direkt be- mierkt, datt et sech dobäi net ëm eng einfach Vermischung vun deenen zwee Coursen han- delt. Am Contraire. Et geet näamlech virun allem drëm, d'Schüler dozou unzereegen, un- hand vun engem gemeinsame Wäerteunter- recht sech selwer Froen iwwert d'Liewen ze stellen.

De Cours soll jo net als Missionéierung déngen, mä d'Schüler an de Mëttelpunkt stellen. A si kréie matgedeelt, wéi ee sech als oppenen, to- leranten, kriteschen a responsabele Bierger an enger Gesellschaft verhält. Et geet drëm, Wäer- ter, ob reliéis oder net reliéis, de Schüler ze ver- mëttelen, op déi si hiert ganz Liewen och kënn- en zréckgräifen.

Här President, zum Prakteschen dann nach: Mat dësem neie Cours gëtt déi nächst Rentrée an de Lycéien ugefaangen. Am Fondamental dauert et opgrond vun engem Accord mam Bistum nach bis d'Rentrée 2017-2018.

Fir de Rescht vun den Avisen verweisen ech op mäi schréffleche Rapport an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet den éischten ageschriwwene Riedner, den Här Lau- rent Zeimet fir d'CSV.

Discussion générale

► **M. Laurent Zeimet (CSV).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann ee sech op de Wee mécht an en huet e kloert Zil an en huet e Kompass, da léisst ee sech vläicht iwwerzeegen, fir mat him op dee Wee ze goen.

(Coups de cloche de la présidence)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech wollt just derfir suergen, dass Der noge- lauschtert kritt.

► **M. Laurent Zeimet (CSV).** - Dat ass léif, mä op där Säit maachen ech mer guer keng Suergen, Här President. Et sief...

(Brouhaha et interruption)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Mul- titasker!

► **M. Laurent Zeimet (CSV).** - Et sief, et wëllt ee guer net dohinner, also op dee Wee, wou deen anere wëllt goen. A wann deen emol net kloer weess, wou en hiwëllt, a wann deen och nach kee Kompass derbäihuet, dann ass ee kaum bereet, deen éischte Schrëtt ze maachen. An esou geet et eis haut als CSV mat dësem Projet, fir de Moral- a Reliounsunterricht am Secondaire duerch deen neie Cours „Vie et so- ciété“ ze ersetzen.

Här President, mir sinn a bleiwe fir de Choix an der Grondschoul. Jo, mir sinn der Meenung, datt d'Eltere sollen decidéieren, ob hir Kanner eng reliéis oder eng net reliéis Erziehung kréien. An dofir si mer och der Meenung, datt eng reli- éis Erziehung am Reliouns- a Moralunterricht duerhalen.

Eltere mussen vill Décisiounen am Intérêt vun hire Kanner huelen. D'Eltere sinn déi éischt Res- ponsabel fir hir Kanner. An et gëtt Décisiounen, déi soll an d'ärf de Stat den Elteren net ewech- huelen. Dozou gehéiert de Choix, ob ee seng Kanner wëllt reliéis erzéien oder och net, an dee Choix muss de Stat respektéieren. An en ass och gehalen, den Elteren ze erméiglechen, hire Choix mat hire Kanner ze liewen. An et steet dem Stat net zou, dës Choix ze jugéie- ren.

Elo kann een d'Motivatioun a Fro stellen, firwat d'Eltere sech fir deen een oder deen anere Cours decidéieren. Mä steet eis dat zou, dat ze jugéieren? Wären dat méi wéi Spekulationen? Neen! Also bréngt et och net vill, esou eng Dis- kussioun ze féieren.

Wie stéiert sech also un dësem Choix? D'Eltere vun de Kanner am Land bis elo net. Well et gouf keng Biergerinitiativ géint de Choix. Au contraire: 25.000 Ënnerschrëfte sinn zesumme- komm, fir d'Aktioun „Fir de Choix“ ze ënner- stëtzen. An och um Reliounsunterricht an der Grondschoul huet kaum ee sech gestéiert, well 70% hu sech fir de Reliounsunterricht deci- déiert. An an enger Ëmfro vun TNS ILReS hu sech 70% vun de Befroete fir de Choix tëschent Moral- a Reliounsunterricht ausgeschat.

Mir sinn also der Meenung, datt mer net am politeschen Abseits hei stinn. Mir op alle Fall net. Au contraire.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Laurent Zeimet (CSV).** - Ganz au con- traire. An och a 25 vun 28 Memberstate vun der Europäescher Unioun gëtt konfessionellen Unterricht an de Schoulen ugebueden. Dat fannen iwwregens och am noen Ausland d'Po- litiker vun de Liberalen, deene Gréngen oder de Sozialdemokrate ganz an der Rei, datt et e Choix tëschent engem Reliounsunterricht an engem aneren Unterricht an hire Schoule gëtt.

A souguer bei der Exception française wësst Der, datt am Elsass eng aner Regel gëllt. A keen anere wéi de François Hollande huet sech do- zou engagéiert, och dee Choix am Elsass bäize- halen.

(Interruption)

Mir stellen also fest, datt Är Kolleegen iwwert d'Grenz manner Angscht hu virun der Plura- litéit wéi hir Kolleegen hei am héijen Haus.

► **Une voix.** - Dir hutt Angscht!

► **M. Laurent Zeimet (CSV).** - Absolutt net! Well dës ass keng Debatt „Pafe géint all déi aner“.

Här President, mir fannen, datt eng reliéis Erziehung hir Plaz an der Schoul huet, beson- nesch och, well mer un enger öffentlecher Schoul wëlle festhalen. An da fret et sech, ob et net och dank dem Konsens ass, datt et eben eng reliéis Erziehung bis elo an der öffentlecher Schoul gouf a se méiglech wor, datt et net zu enger Spléckung vun der Schoulpopulatioun komm ass.

Mir ënnerstëtzen als CSV d'Privatschoulen. Mir gesinn awer och, datt duerch eng öffentlech Schoul, déi der reliéis Erziehung Raum ginn huet, et an der Vergaangenheet net zur Grën- nung vu méi Privatschoulen huet misse kom- men.

Virun honnert Joer huet de Schoulsträit d'Land opgereegt. An et gehéiert zur traureger Ierf- schaft vun dëser Koalitioun, dës Sträit oui Grond an oui Ulass nees provozéiert ze hunn.

Här President, mir kënnen och net novollzéien, wéisou ausgerechent de Choix tëschent reli- éiser an net reliéis Erziehung eng Spléckung vun de Kanner soll provozéiert hunn. Prinzipiell ass et jo esou: Et gëtt Jongen an et gëtt Mee- dercher. Et gëtt Elteren, déi hunn en décke Portmonni, an et gëtt Elteren, déi hunn e man- ner décke Portmonni. Et gëtt der, déi si gutt am Rechnen, an et gëtt der, déi si gutt an de Sproochen. Et gëtt der, déi sinn a béidem gutt. An et gëtt der, déi sinn a béidem manner gutt oder hunn an de Sproochen am Rechnen hir Schwieregkeeten. An da gëtt et der, déi si gutt am Sport a maachen dat gär. An et sinn der, déi maachen dat manner gär. An ech kéint esou virufieren.

A schliisslech gëtt et der, jo, a schliisslech gëtt et der, déi gleewen. An et gëtt der, déi net gleewen. A mir trennen d'Klassen a ganz ville Matière. Elo hunn ech selwer ni erlieft an och net kënne bei Matschüler observéieren, bei Kanner observéieren, datt se traumatiséiert wa- ren, well déi eng an der Moral an déi aner am Reliounsunterricht waren. Wann ech emol eppes héieren hunn, dann, datt dee Cours vläicht net ëmmer den Erwaardungen ent- sprach huet. Mä dat héiert een och iwwer all aner Matière a kann also net als Grond fir d'Ofschaffung vum Reliouns- a Moralunterricht duerhalen.

Et ass sécher richtig, datt keen, keen dierf ge- zwonge ginn, seng Kanner an e reliéis Cours ze schécken. Wann dat awer richtig ass, firwat ass et dann net och richtig, datt keen d'ärf gezwonge ginn, seng Kanner an e staatleche Wäerteunterricht ze schécken?

Esou en exklusiven, obligatoresche Cours, deen Dir ustriift, dee gëtt et néierens an der Euro- päescher Unioun.

► **Une voix.** - Ausser am CSV-Wahlprogramm.

► **M. Laurent Zeimet (CSV).** - Firwat solle mer iwwerhaupt eng Wäerteverméttlung dem Stat zoutrauen? Ginn d'Wäerter vum Stat aus?

(Brouhaha)

Oder ass et...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift!

► **M. Laurent Zeimet (CSV).** - Gedold, Ge- dold, Gedold!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Zeimet ass deen éischte Riedner. Et sinn der nach vill hannendrun. Et ka jiddweree seng Meenung soen.

(Interruptions)

Loosst lech net oflenken, Här Zeimet, a fuert virun!

► **M. Laurent Zeimet (CSV).** - Neen, neen. Mä ech verstinn déi Nervositéit net. Ech si jo nach guer net um Héichpunkt ukomm.

**(Brouhaha général)**

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ech mengen, Dir wëllt ënnerbrach ginn.

► **Plusieurs voix.**- Aah!

► **M. Laurent Zeimet (CSV).**- Oder ass et net éischter esou, datt d'Wärter vun de Mënschen a Gemeinschaften ausginn, aus deene sech de Stat zesummesetzt. Soll de Stat, muss de Stat eng Moral a Wärter virginn, sief et eng kathoulesch oder eng laizistesche Moral?

Déi Wärter, op déi mer eis haut beruffen, déi mer deelen, déi mer vläicht ënnerschiddlech gewiichten an och ënnerschiddlech vläicht interpretéieren, déi mer awer am Grondsatz net a Fro stellen, wéi, un éischter d'Plaz, d'Dignitéit an d'Fräiheet vun all Mënsch, déi Wärter, déi mer an eiser Verfassung, an der Deklaratioun vun de Mënscherechter erëmfannen, déi hu sech net einfach esou op eemol aus fräiem Himmel duerchgesat.

Wéi mer leider ëmmer erëm op tragesch Aart a Weis erlieden, mécht eist Wäertefundament och net iwwerall op der Welt an och net heime Konsens. A mir sollen eis net drop verlossen, datt et an Automatissem gëtt, et eng Selbstverständlechkeet ass, datt jiddwereen an eiser Gesellschaft déi Wärter deelt.

Dat Fundament, op deem mer opbauen, ass net esou stabill, wéi ëmmer behaupt gëtt. An d'Glawensgemeinschaften alleguer hunn dës Fundament mat gegoss. Fir déi eng ass dat haut just nach en Héritage, fir anerer awer nach ëmmer geliefte Realitéit. A mir sinn drop ugewisen, datt eng Vermëttlung vun dese Wärter an der Famill, an de Gemeinschaften, an de Veräiner, an de Gemenge geliefte gëtt. A mir mengen net, datt ee Wärter an d'Liewe vun Wärter ka staatelech dekretéieren.

Här President, d'Regierung stellt d'Ofschaffung vun Cours am Secondaire an de Kontext vun der genereller Ofschaffung vun Moral- a Reliounsunterricht. Well mer weider der Meenung sinn, datt an der Grondschoul e Choix soll bestoen, kënnen mer och net mat deser Ofschaffung am Secondaire averstane sinn.

Richtig ass, datt mir als CSV an eise Wahlprogramm d'Aféierung vun engem gemeinsame Cours am Secondaire ugeduecht hunn. Virun deem Saz stoung awer ganz kloer de Saz, datt mer an der Grondschoul weider um Choix tëschent Moral- a Reliounsunterricht wäerte festhalen.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Laurent Zeimet (CSV).**- An dës war fir eis eng Viraussetzung. De Glawen an d'Wëssen iwwer Relioun si ganz verschidde Saachen. Eng encadréiert Glawenserzëiung am Fondamental fir déi Elteren, déi et wënschen, an eng objektiv Wëssensvermittlung iwwer Reliounen an Iwwerzeegungen am Secondaire, dat war eist Zil.

An dës ënnerscheet eis kloer vun der Approche vun DP, déi gréng an LSAP, déi e Cours vun Fondamental bis an de Secondaire wëllen duerchdeklinéieren. Mir hätten eis am Secondaire kënnen e Cours virstellen, deen am Dialog mat allen Akteuren zustane komm wier. Genau dat ass awer net geschitt, contrairement zu deem, wéi et nawell just presentéiert gouf, och wann de Minister d'Leit gleewen deet, datt e grouse Konsens iwwer Sënn, Zweck an Inhalt vun deem Cours géif bestoen.

Wéi erkläert et sech soss, datt grad dës vun de Concernéierten anescht gesi gëtt a kritiséiert ginn ass? Weder d'AHA nach de Conseil des Cultes waren iwwer de Kaderprogramm beegeschtert. Elo soll de Cours an d'Hänn vun den Enseignantë geluecht ginn, déi dann de Cours mussen mat Liewe féllen. Si müssen also kucken, datt se eens ginn.

De Statsrot huet drop higewisen, datt de Cours, am Respekt vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun, den Elteren hir Iwwerzeegung muss respektéieren. An d'Schüler dierfen net an e Konflikt tëschent hiren Elteren an der Schoul geroden.

Kann den einzelnen Enseignant dat eleng ofschätzen? Oder muss en ëmmer fäerten, iergendeppes Falsches vläicht ze soen oder eppes ze soen, wat fir Opreegung suert? Kënnen d'Eltere sécher sinn, datt hir reliéis Erzéiung doheem net an der Schoul herno ridiculiséiert gëtt?

Mir stelle fest, datt de Minister zougesteet, datt et Differenze ginn an Iwwerzeegungen, déi een net op een Nenner kritt. Dofir bleift et méi wéi onkloer, wat herno a geschwënn an deem Cours „Vie et société“ soll enseignéiert ginn.

Et bleift onkloer, wéi dese Cours soll nientwäert Fächer wéi Geschicht, Philosophie, Instruction civique, Sciences humaines, wéi dee soll do derniewent bestoen. Wat eis awer virun allem feelt, dat ass, datt dee Cours eben net op d'Reliounen an hir Roll an der Gesellschaft ageet.

De Conseil des Cultes huet a sengem Avis festgestallt, datt de Fait religieux am neie Cours l'argument ausgeschloss ass. Bei 166 Theme kënnst eng Referenz op Relioun grad emol 23-mol vir.

An et stellt sech och d'Fro, firwat déi Aweise vun den Experten ni public gemaach goufen. Mat Recht gëtt drop higewisen, datt kee methodesch oder didaktesch Konzept um Dësch läit, wéi a wat soll ab September enseignéiert ginn. Eng seriö Elaboratioun vun engem Programm ass net gemaach ginn. Et geet der Regierung eenzeg an eleng drëm, schnell Fakten ze schafen an hiren ideologesche Programmpunkt schnell kënnen ofzehaken.

Här President, mir lieden an enger Zäit, wou Relioun a reliéis Iwwerzeegung fir all oder fir vill Matmënschen op der Welt eng wichteg Roll spillen.

A mir lieden erëm an enger Zäit, wou de Glawen oft mëssbraucht gëtt. A mir lieden an enger Zäit, wou déi Gleeweg an déi Netgleeweg sech kaum nach verstinn. Elo kann ee soen, wéi de Minister et mécht, et wier net un him an der Regierung, derfir ze suergen, datt do e Konsens tëschent oniwverbréckbaren Differenzen hiergestallt gëtt.

An et gouf nach eng weider Optioun, Här Delles: Aacht Glawensgemeinschaften haten ugebueden, e gemeinsame Cours iwwer Reliounen unzibidden. War dat net eng historesch Chance: Judden, Katholicken, orthodox an evangesch Kierchen a Muslime zesummen, fir ee gemeinsame Cours?

Mir waren iwwerrascht, wéi schnell an oniwweider Diskussioun de Minister dës Offer ausgeschloen huet. Wat d'Glawensgemeinschaften proposéiert hunn, ass u sech dat, fir wat sech den Theolog Hans Küng mat der Stëftung Weltethos zanter Laangem asetzt:

„Kee Friden tëschent den Natiounen oni Friden tëschent de Reliounen. Kee Friden tëschent de Reliounen oni Dialog tëschent de Reliounen. A keen Dialog tëschent de Reliounen oni global ethesch Standarden!“, sou dem Hans Küng seng Formule.

Mir haten d'Chance ugebuede kritt, fir esou en innovativ Cours hei am Land kënnen anzeféieren. Mir bedauern et, datt de Minister an d'Regierung dës Chance net ergraff hunn. Den Aifer, fir all Reliéis aus dem effentleche Liewen ze verbannen, ass net modern, mä anachronistesche.

(Brouhaha)

► **Une voix.**- Oh!

► **M. Laurent Zeimet (CSV).**- An en onverkraampften, onideologeschen Émgang mat Reliounen a gleewege Mënschen ass eng Noutwendegkeet vun deser Zäit. Dofir muss een awer e Versteesdemech an eng gewëssen Toleranz zouloossen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Laurent Zeimet (CSV).**- An dofir brauch et och eng Wëssensvermittlung iwwer Reliounen a Glawensformen. Natierlech ass de Glawe fir jiddwereen e private Choix. An et ass ee sécher net e bessere Mënsch, wann ee gleeft. An et ass een och net e bessere Mënsch, wann een net gleeft.

An et kann een och ee ganz oppenen an ee ganz kritesche Mënsch sinn, och wann ee Katholik ass, Här Rapporteur!

Reliounen agéieren am effentleche Raum a sinn net privat. Dofir soll et dem Stat och net egal sinn, wéi se agéieren a wat se priedegen. An dofir ass eis e Reliounsunterricht an der Schoul léiwer wéi e Reliounsunterricht an der Garage. Mir si fir de Choix an der Grondschoul. Mir si fir eng seriö reliéis Bildung am Lycée. Mir si géint d'Ofschafung vum Choix a géint e Wischiwaschi-Cours.

A well mer dee Wee net wëlle matgoen, mache mer och haut net desen éischte Schrëtt. Dofir stëmme mer géint dës Gesetz a soen awer dem Rapporteur Merci fir seng Aarbecht.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. An d'Wuert huet elo den zweete Riedner, den Här Claude Lamberty fir d'DP.

► **M. Claude Lamberty (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Evolutioun, Evolutioun ass eppes, wat d'Mënschheit säit Dausende Jore begleet. Et ass eppes Natierlech, a ganz ville Beräicher sichtbar. Et ass eng Verännerung, déi sech no an no vollzitt an déi ni ophält. Evolutioun geschéien op ville Pläng: an der Biologie, an der Chimie, an der Kultur, an der Soziologie an och a ganz konkret hei op gesellschaftlech Plang.

Mir stellen haut fest: Zu Lëtzebuerg lieue Mënschen aus iwwer 150 Natiounen mat ënner-

schiddleche Kulturen, Sproochen an och reliéis a philosopheschen Hannergrënn. Deen „melting pot“ un Natiounen ass säit Jore Realitéit an eise Land - eng ganz positiv Realitéit, et dréit näamlech grad dat friddlecht Mate-neeliewen zum Wuelstand an zur Beräicherung vun eise Land bäi.

Ech denken, et ass keen heibannen, dee fénn, dass et eise Land schlecht geet, dass et eise Bierger am Land, dass et eis als Gesellschaft schlecht ergeet. Et ass och, mengen ech, keen heibannen, deen net gar déi Villfalt u Kulturen, deen net gar déi ënnerschiddlech Virdeeler vun der internationaler Gastronomie oder Kultur genéisst.

Lëtzebuerg ass haut eng oppen, friddlech a multikulturell geprägte Gesellschaft, an dat ass och gutt esou. Lëtzebuerg ass eng Gesellschaft, déi an de leschten honnert Joer eng staark Evolutioun erlieft huet.

Geet et eis haut gutt, ass dat deene Generatiounen, déi virun eis waren, ze verdanken. Konnt Lëtzebuerg evolüiere vum landwirtschaftlech geprägte Ländchen hin zur Schmelzindustrie, doduerch säi Rächtum opbauen, dës och besonnesch dank der Mathëllef vu villen Immigranten, hin zu engem internationale Banken- a Finanzzentrum mat héijer intellektueller Fäegkeet aus der ganzer Welt an Zentrum vun europäeschen Institutiounen mat Leit vum ganze Kontinent, sou ass dat eng Evolutioun, vun där mir haut all am Land profitéieren. Mir sinn haut am Joer 2016 eng multikulturell Gesellschaft mat ville Fäegkeeten a Facetten.

Et si mir alleguer, déi haut dës Land prägen, déi eis Gesellschaft ausmaachen. Mir lieue friddlech mateneen an nientwäert. Mir sinn eng oppe Gesellschaft a mir kënnen houfreg drop sinn.

Déi jéngste Bierger, déi mir hunn, sinn eis Kanner. Si ginn an eis Gesellschaft eragebuer a wuessen an engem Émfeld vu Friden a Wuelstand op. Si erlieue vu klengem an déi Internationalitéit, déi eist Land ausmécht. Si lieue problemlos mat Kolleegen aus wäit iwwer 150 verschiddenen Nationalitéiten, erlieden déi Énnerscheeder tëschent de Kulturen an de Reliounen, déi Villfalt vun den Natiounen. Si genéisen d'Kichen aus allen Ecken vun der Welt. Si héieren a verstinn oder schwätzen zum Deel souguer déi verschidde Sproochen, déi se opsaage bei hire Kolleegen.

Alles dat ass Lëtzebuerg! Dat alles léieren déi Kanner problemlos kenne beim Opwuessen. Et ass Normalitéit fir si an eiser oppener Gesellschaft. Wa mir vun Evolutioun schwätzen, da mussen mir enger Tatsaach an d'A kucken, an dat ass déi, dass d'Roll, déi Omniprésenz vun der Kierch an der Gesellschaft haut net méi déi nämlech ass wéi viru 50 oder viru 100 Joer.

De Fait, dass ëmmer manner Leit an eis Kierchen am Land gi respektiv souguer aus der Kierch austrieden, soll elo hei absolutt net bewäert ginn. Do kann a muss all Mënsch seng eege Verantwortung iwwerhuelen a säi Wee goen, esou wéi hien dat wëllt maachen, esou wéi hien et fir sech perséinlech fir richtig a wichteg hält.

Mä souwuel de subjektive Bléck, wann ee laansch d'Kierchegebaier geet a kuckt, wéi wéineg Leit an de Kierche setzen, wéi och den objektive Bléck op d'Zuelen, wat d'Austrëtter aus der Kierch ubelaangt, ënnermaueren dës Tatsaach, dass d'Kierch haut eng aner Roll a Wichtegkeet bei de Leit huet.

Déi Evolutioun huet sech an de leschten honnert Joer vollzunn. D'Kierch huet sech vun enger wichtiger Institutioun, déi dagdeeglech präsent am Liewe vun de Leit am Duerf oder der Stad war, zu enger Niewesaach am Liewe vun deenen allermeeschte Bierger hei am Land entwéckelt.

Och do, ech hunn absolutte Respekt viru jiddwerengem sengem Glawen, a meng Sätz beschreiwé just den Istzustand oner Bewäertung. Jiddweree soll a kann a sengem Privatsphär säi Glawen ausliewen, am Respekt mat deenen anere Matbierger.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Claude Lamberty (DP).**- Mä et bleift e Fait, dass déi omnipräsent kathoulesch Kierch vum leschte Jorhonnert haut net méi dee Stellwäert anhält an eiser Gesellschaft, an dofir ass et fir mech och absolutt logesch, dass mir eis haut hei un eng Realitéit adaptéieren.

Well et eng Aufgab vun der Schoul ass, sech mat de Froe vun gesellschaftlechen Zesummeliewen an Zesammenhalen auserneezen, war et un der Zäit, fir där Evolutioun och an der Schoul Rechnung ze droen.

D'Gesellschaft ass haut ebe vill méi multikulturell, vill méi international, vill méi multiethnesch, vill méi multiethnesch wéi am leschte Jorhonnert. An dorop gëtt reagéiert. D'Politik dierf virun der gesellschaftlecher Realitéit

näamlech d'Aen net verschléissen. Dofir ass et wichteg, als Politik de Kader ze schafen, fir an der Schoul och déi Realitéit vun haut kënnen ze thematiséieren an ze verdéieren. Der Politik hir Aufgab ass et, op d'Froen, déi sech duerch d'gesellschaftlech Verännerung stellen, eng Antwort ze fannen. Dat ass Fakt.

Wat sinn elo d'Ziler vun neie Schoulfach, dem Wäerteunterricht? D'Schüler sollen inhaltlech bälléieren, si sollen e breeden Iwwerbléck kréien iwwer d'Weltanschauungen an Ideologien vun hiren Noperen a Matbierger. Si solle léieren, wat et bedeit, wann de Bänknoper an der Schoul vun enger anerer Ideologie geprägt ass oder eng aner Relioun huet wéi ee selwer. Sech besser verstoe léieren, heescht Konflikter vermeiden an de Respekt virum perséinleche Choix vun all Einzelnem ze erhéien.

Déi jonk Generatiounen solle léieren, woufir verschidden Ideologien stinn, wat et bedeit, wa Leit, déi ee kennt, ënnerschiddlech Liewensorientatiounen hunn, an dozou gehéiert och, e breet Wëssen an dee richtegen Émgang mat anere Reliounen oder Liewensphilosophien ze hunn.

D'Schüler kréien also e Bagage mat op de Wee, e Bagage, deen hinnen et erlaabt, aner Leit besser ze verstoen. Si kréien e breet Wësse vermëttelt, wat zu engem bessere Verständnis fir d'Gesamtsituatioun vun der Gesellschaft féiert an esou deene Jonken et erlaabt, an där oppener an toleranter Gesellschaft erwuessen ze ginn a mat der gesellschaftlecher Diversitéit richtig émgangen.

Zu all deem gehéiert den Émgang mat ënnerschiddleche Weltanschauungen, Ideologien, private Liewensorientéierungen an och Reliounen.

Ech wëll hei awer och nach mat engem Viruerteel opräumen: Den neie Wäerteunterricht bedeit net, dass dee Cours „antirelioun“ oder areliéis ass. D'Reliounen - an ech bestinn hei ganz kloer um Pluriel vum Wuert - si Bestanddeel, feste Bestanddeel vum Allgemengwëssen, wat am Wäerteunterricht vermëttelt gëtt.

D'Verstoe vun de Reliounen ass e wichtege Schlëssel, fir weltwäit Zesammenhäng kënnen ze verstoen, an dofir vu grousser Wichtigkeet am Léierprozess, am Erwuessegi vun all eenzelnem Schüler. Et gëtt net déi eng Relioun, et gëtt vill Reliounen. All hu se hir Plaz a Wichtigkeet am Liewe vu ville Leit. Mä wa mer wëllen, dass d'Mënsche sech ënnerenee verstinn, ass et wichteg, een deen aneren ze kennen. A grad do läit e ganz grouse Plus vun deem neie Fach: D'Wëssen iwwer Reliounen, Wärter a Philosophie bréngt eis Schüler op e Level, fir anerer kënnen ze verstoen - woubäi mer beim Term vun „Wärter“ wäeren.

Wärter wéi Toleranz, Akzeptanz a Respekt si Grondwäerter vun eise Zesummeliewen. A genesou mussen se och vermëttelt ginn. Ouni déi Wärter kéint mir net friddlech matenee funktionnéieren. Toleranz, Akzeptanz a Respekt sinn d'Wärter, op deenen eng pluralistesche Gesellschaft opgebaut ass, Wärter, déi souwuel vun de Weltreliounen wéi de laizisteschen an humanisteschen Organisatiounen gedeelt ginn. Et ass quasi e Fundament fir eist gemeinsam Zesummeliewen. D'Schüler sollen a mussen léieren, sech sachlech mat etheschen, moraleschen Froen auserneezen a se och kritesch kënnen ze analyséieren. Net méi an net manner ass den Opdrag un d'Enseignant, déi an Zukunft déi ganz wichteg Aufgab hunn, fir dese Wäerteunterricht ze ënnerrichten.

Ech ënnersträchen hei ganz kloer: Et ass kee Fach géint iergendeen, et ass au contraire e Fach fir eist gemeinsam Zesummeliewen an der Gesellschaft a fir d'Allgemengbildung vun eise jonke Generatiounen.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Claude Lamberty (DP).**- Firwat gëtt dës Fach elo agefouert? Här President, de Stat hält hei d'Neutralitéit vis-à-vis vun deenen eenzelne Reliounen an. Dat ass de Wee, fir deen d'Regierung gradesou wéi d'Demokratesch Partei sech decidéiert hunn. Ech erënnere iwwerens drun, dass d'Demokratesch Partei, méi genee d'Deputéiert Anne Brasseur an Eugène Berger, schon 2008 an der Educatiounskommissioun virgeschloen haten, de kathoulesche Reliounsunterricht ofzeschaffen an duerch en allgemenge Wäerteunterricht ze ersetzen.

Liewenswäert ass, dass de Projet zesumme mat Partner ausgeschafft gëtt, am Dialog. Et gouf vill zesummen diskutéiert an et gouf Léisung fonnt. Nieft enger Konventioun mat verschiddene Glawensgemeinschaften, déi ënnerschriwwen gouf, kann ee positiv ervirsträchen,

dass an engem Groupe interministériel zesammen diskutéiert gouf a mat villen Akteuren zesammen e Programm konnt ausgeschafft ginn, deen all den Aspekter Rechnung dréit an deen eng Äntwert ass fir dat, wat mir eise Kanner mat op de Wee sollen a musse ginn.

Ech fannen et schued, dass am Zesammenhang mam neie Cours ëmmer nees eng cibléiert Polemik entsteet, déi och ëmmer vun enger Säit kënnt, déi sech awer ni wierklech mam Inhalt auserneeetzt. Dofir, nach eng Kéier ganz kloer: Deen neie Cours ass weder areliéis nach antireliéis. E wäert d'Relioune, déi eng gesellschaftlech Realitéit sinn, net ausblenden!

(Interruption)

Nach e Wuert zur Pondéatioun am Cours. D'CSV, méi genee d'Madamm Hetto, hat d'lescht Woch am Hearing mat der Jugendkonferenz bedauert, dass d'Relioune just nach zu 5% am neie Cours vertruete wäeren.

Ech fannen dat schued, dass ee sech hei iwwer Prozentzuelen opreegt. Mir schwätzen hei iwwer e Fach, an deem fundamental Froe wéi den Doud oder d'Leift thematiséiert ginn. Ass et do ubrecht, quasi eng Epicierrechnung mat Prozenter ze maachen? Dat ass op jidde Fall net dat, wat ech mengen!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Claude Lamberty (DP).** - Dann, Här Zeimet, lech wollt ech dann och nach froen: Ech fannen et e bësse komesch, wann een am Wahlprogramm dat eent freet, dann hei op der Tribün awer béides quasi probéiert ze argumentéieren, just fir béid Fililleken, déi méi liberal an déi manner liberal, ze befriddegen. Dat ass u sech net dat, wat ech vun enger CSV erwaarden!

(Brouhaha général et hilarité)

Här President,...

► **Une voix.** - A wat erwaarden Är Wieler dann?

► **M. Eugène Berger (DP).** - ...dass Dir zu Ärem Wahlprogramm stitt, CSV!

► **M. Claude Lamberty (DP).** - Also, ech mengen, den Här Zeimet huet méi Froen opgeloo, wéi dass en Äntwert ginn huet. Et ass ebe genau dat, wat ech gesot hunn: Op där enger Säit hutt Der dat eent geschriwwen, op där anerer Säit sot Der awer, Dir wäert dergéint. Entweder Dir wëllt alles oder Dir wëllt näischt! Dir sidd hei ganz - wéi soll ech dat elo nennen? -, Dir wëllt lech hei u sech bei béide Fililleke beléift maachen, ouni eng kloer Positioun ze bezéien. An dat ass ganz schued.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

(Interruption et brouhaha)

► **M. Claude Lamberty (DP).** - Ech net!

► **Une voix.** - Dir musst dem Wahlprogramm einfach nolauschtere vun der CSV!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dir musst nolauschteren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Lamberty, Dir hutt den Här Zeimet direkt ugeschwat. Et ass also ëmmer besser, wann Der lech un d'Chamber richt. Mä well Der lech un den Här Zeimet gericht huet, ginn ech dem Här Zeimet kuerz d'Wuert.

► **Une voix.** - Ei, ei, ei!

► **M. Laurent Zeimet (CSV).** - Merci, Här President. Ech wollt dem Här Lamberty da just nach eng Kéier rappeléieren, wat ech elo just zwang och a menger Ried sot. Mä en hat vläicht keng Zäit, fir nozelauschteren, ech weess et net.

► **M. Claude Lamberty (DP).** - Ech hunn lech gutt nogelauschtert.

► **M. Laurent Zeimet (CSV).** - Dann hutt Der jo och héieren, datt ech gesot hunn, datt mir dat zwar am Wahlprogramm haten, mä datt do virdrun e ganz wichtige Saz fir eis alleguete war, näämlech datt mir beim Choix bleiwen an der Grondschoul, deen Dir jo wëlles hutt ofzeschaffen. An dat eent...

(Brouhaha et interruptions)

Da liest Ären eegene Rapport, do steet scho ganz genau dran, wat nach weider wäert kommen! An Dir wësst jo selwer, wat Der nach wëlles hutt. Mir sinn domadder net d'accord. Mir bleiwe beim Choix an der Grondschoul a mir hätten eis kënnen e Cours iwwer Reliounen am Lycée virstellen. An dat, wat Dir elo hei ubitt, ass absolut net dat. Dat hunn ech probéiert, virdrun ze argumentéieren, an dobäi bleift et.

A maacht lech keng Suergen iwwert d'CSV: Déi steet zesammen!

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Claude Lamberty (DP).** - An ech bleiwen dobäi, dass Är Positioun net kohärent ass!

(Interruption)

Här President, zur Konkusioun: D'Demokratesch Partei steet zu honnert Prozent hannert der Iddi vum eenheetleche Wäerteunterrecht an eise Schoulen. Mir sinn der Meenung, dass eise Schoulsystem soll integrativ wirken an d'Kanner net opgrond vun hirem kulturellen oder reliéisen Hannergrond an de Klassen trennen.

Déi Evolutioun, déi eis Gesellschaft erlieft huet an déi eben déi Realitéit huet, déi se huet, kritt haut mat dësem Gesetz e juristesche Kader, deen an d'Joer 2016 passt. Si ass no vir gericht a bënnt déi modern Gesellschaftsformen a Philosophien an, ouni ze vergiessen, wat d'Relioune an eiser Geschicht an am Liewe vu ville Leit och haut nach fir e Stellewäert anhalen. Et ass keng Revolutioun, mä et ass eng néideg Adaptatioun, eng Upassung un d'Realiteit.

Mat dësem Wäerteunterrecht gi mir eis als Gesellschaft eng modern Wëssens- a Wäertevermëttlung an erliichten eise jonke Generatioun ganz sécher, d'Gesellschaft besser ze verstoen. De Wäerteunterrecht ass e Cours, dee sech objektiv mat alle moraleschen, reliéisen a philosopheschen Denkrichtungen auserneeetzt; e Cours, an deem eis Kanner zu eege-stännegem Denken, zur Selbstreflexioun animéiert ginn; e Cours, an deem iwwert déi wichtegst Froen am Liewen diskutéiert gëtt; kuerz gesot e Cours, deen eise Kanner an eise Jugendlechen déi richtig Starthëllef mat op de Wee gëtt.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Claude Lamberty (DP).** - Dëst gesot, soen ech all Mënsch Merci, vir ugefaange mam exzellente Rapporteur Lex Delles, de Leit an de Ministère an Administratiounen, den Experten, déi dozou bäigedroen hunn, dass déi Evolutioun och elo am Kllassesall wäert ukommen. Ech wënschen den Enseignantë fir d'Zukunft flott Diskussiounen an de Schoule mat deene Jonken iwwer wichteg Froen ronderëm eis Gesellschaft.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun der Demokratescher Partei.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dann dierf ech och nach eng Kéier Merci soen.

(Hilarité et interruption)

Well de Message vun de Moien nach net op alle Plazen ukomm ass: Mir gi jiddwerengem nach eng Chance. An nächste Riedner ass den Här Georges Engel fir d'LSAP.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci dem Lex Delles, dem Rapporteur, fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport. Gleeft mer, ech si richtig fro, haut iwwert de Projet de loi 6967 kënnen hei ze schwätzen. Et geet, wéi gesot, em d'Aféieren am Secondaire vun engem Cours, deen „Vie et société“ heescht an deen de Reliounsunterrecht an de Cours d'éducation morale et sociale wäert ersetzen.

Den Henri Peña-Ruiz huet d'Schoul esou ëmschriwwen: «À l'école, il y a des élèves et non des petits juifs, musulmans, chrétiens ou athées. Ils sont là pour s'instruire et devenir des hommes libres... à tout point de vue.»

Véier Froen a véier Äntwerten - déi éischt Fro: Firwat déi Reliouns- a Morallscoursen ersetzen duerch e gemeinsame Cours, deen drop ausge-riicht ass, allgemeng Wäerter ze vermëttelen?

D'Gesellschaft vun haut ass eng aner wéi déi vu gëschter. Si ass méi pluralistesche. Et si méi Reliounen hei zu Lëtzebuerg vertruete wéi fréier. Ëmmer méi Leit mat verschidde Nationalitéiten, mat engem anere kulturellen, soziologeschen Hannergrond sinn an eisem Land, wunne bei eis a liewen hei.

Den Artikel 19 vun der Verfassung garantéiert d'Reliouns- an d'Meenungsfräiheet. Bis elo hat awer déi chrëschtlech Relioun e Monopol an der Schoul. Keng aner Relioun ass do enseignéiert ginn. Dat verstéisst fir eis géint de Gläichheetsprinzip an d'Netdiskriminéieren op Basis vun Glawen. Et verstéisst deemno och géint d'international Mënscherechter. D'Mënscherechter sinn e gutt Stéchwuert. Ech kommen herno nach eng Kéier drop zrëck.

Eenzeg aner Alternativ zum Wäerteunterrecht, dee mer elo aféieren, wär deemno gewiescht, alleguer d'Relioune an der Schoul ze enseignéieren, an donieft dann och nach e Cours fir Atheisten, Agnostiker an Humanisten. D'Schüler géifen also an deem Zeenario hirer Relioun no a Klassen opgedeele ginn. Dëst géif awer d'Trennung, déi mer elo schonn an eiser Schoul hunn, nach méi schlëmm verschäerfen.

An ech soen lech, Dir Dammen an Dir Hären: Dat wëlle mir net! Dëst ass mat Sécherheet net dat, wat mir ënner engem gemeinsame Wäerteverständnis verstinn. Mir hätte gär, dass d'Kanner déiselwech Wäerter vermëttelt kréien, egal u wat se gleewen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Duerfir huet d'LSAP an hirem Wahlprogramm 2013 stoen, dass si fir „die Einführung eines einheitlichen, religionsneutralen Werteunterrichts in allen Grund- und Sekundarschulen“ wär. Mir setzen also heimat eise Wahlprogramm em an och de Regierungsprogramm, well doranner steet: «Il sera introduit un cours unique neutre et harmonisé d'éducation aux valeurs pour tous les élèves de l'enseignement fondamental et secondaire, lequel remplacera les cours actuels „Formation/Education morale et sociale“ et „Instruction religieuse et morale“ dans l'enseignement fondamental et secondaire.» An och d'CSV hat an hirem Wahlprogramm vun 2013 stoen, si wëilt um Secondaire - genau also dat, wat elo geschitt! - de Wäerteunterrecht aféieren.

(Interruption)

Et steet näämlech an Ärem Wahlprogramm. Ech zitieren lech gären:

(Brouhaha)

«Au niveau du secondaire, l'enseignement des valeurs et de la religion seront fusionnés dans un cours commun sur les valeurs et les civilisations. Cette fusion se fera dans le dialogue, en concertation et après négociations avec les acteurs concernés.» A genau dat - genau dat! - ass hei geschitt. Dëse Cours ass am Dialog, no Concertatioun an no Négociatiounen mat de concernéierten Akteuren ausgeschafft ginn. An d'Kierch, d'kathoulesch Kierch ass d'accord mat der Ëmsetzung vun neie Cours, esou wéi dat am Accord vun 26. Januar 2015 festgehalten an ënnerschriwwen gouf.

An et huet een hei e bëssen d'Impressioun gehat, wéi wann d'CSV hei géif mengen, dass d'Kierch net d'accord wär domadder. Mä dach! Déi hunn dat ënnerschriwwen! Déi sinn domadder d'accord!

An ech wëilt an deem Kader och nach drop hiweisen, dass mer an der nächster Woch hei iwwert déi finanziell Relatiounen mat de verschidde Reliounsgemeinschaften wäerten ofstëmmen an dass och reforméiert ginn ass. An dat alles am Accord mat der kathoulescher Kierch!

D'kathoulesch Kierch huet hei, wéi ech fannen, eng ganz progressiv an ënnerstützenswäert Haltung geholl, wat ech leider bei der CSV vermessen.

(Brouhaha)

An elo weess een, dass ee leider net ëmmer alles, wat an engem Wahlprogramm steet, ëmgesat kritt; an der Oppositioun nach vill manner. An dat ass aus verschidde Grënn. Dat wësst Der alleguer.

D'CSV, déi Chrëschtlech...

(Interruption)

D'CSV, déi Chrëschtlech-Sozial Vollekspartei misst sech also hei elo freeën, obwuel se an der Oppositioun ass, dass - an dat am Accord mat der kathoulescher Kierch, ech soen et nach eng Kéier - hei zu honnert Prozent hire Wahlprogramm ëmgesat gëtt.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Mä, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, grouss war meng Verwonderung,...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - D'CSV gëtt iwwerflësseg.

(Hilarité)

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **M. Georges Engel (LSAP).** - ...wéi an der Kommissioun d'CSV dat heiten net gestëmmt huet. D'CSV ass also hei méi helleg wéi de Poopst! D'CSV stëmmt dëse Projet näämlech net mat, huet se gesot.

(Interruption)

Si stinn also net méi zu deem, wat se hire Bierger versprach hunn. Si hunn de Bierger also virun dräi Joer eppes versprach, wat se haut net méi anhalen.

(Interruptions)

An d'Beweeggrënn, fir dat ze maachen,...

► **Une voix.** - Här Engel!

► **M. Georges Engel (LSAP).** - ...an d'Beweeggrënn, fir dat ze maachen, Här President,...

(Interruption)

...Dir Dammen an Dir Hären, déi sinn awer reng, awer wierklech esou eppes vu reng! Well si soen näämlech...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Si sinn op jidde Fall ze reng fir lech.

(Protestations)

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Oh jo! Dat war eng ganz intelligent Remarque.

(Brouhaha général)

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Vlächcht och fir Är Wieler!

(Brouhaha général)

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Ganz intelligent!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Sou! Sou!

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Si soen näämlech, d'CSV seet näämlech,...

(Interruptions)

► **Une voix.** - Opposition ist Frust...

(Interruptions)

► **Une autre voix.** - Freet lech net ze fréi!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Voilà, esou, an elo huet just nach de Riedner d'Wuert an et mécht kee vis-à-vis vun deem anere Remarquen.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Et war op alle Fall keng stattragend Remarque.

Si soen, d'CSV seet näämlech, well am Projet de loi stéing, dass et no der Aféierung am Secondaire och zu enger Aféierung am Fondamental géif kommen, géife si dëst Gesetz net matstëmme. An dat, obwuel si dat esou, wéi et hei an dësem Text och steet, an hirem Wahlprogramm stoen haten. An dobäi kéinte si dach einfach, wann elo d'nächst Joer dat am Fondamental, dee Cours am Fondamental agefouert gëtt, do einfach dergéint sinn! Dann hätte se jo dat, wat an hirem Wahlprogramm steet, ëmgesat, an deen anere Punkt hätte se net ëmgesat, well am Fondamental wäere se dann dergéint. Mä dat maache se net.

Et vermësst een hei zimlech d'Fro vun der Konsequenz. Déi Chance hu se leider verpasst.

(Interruption)

D'LSAP ass der Meenung, dass de Glawen als Cours net an d'Schoul gehéiert. Jiddweree bleift fräi, säi Glawen ze hunn, a jiddweree kann och sengem Glawen a senger Fräizäit no goen, wann e wëllt. An dat muss een net an enger Garage maachen, an de Kierchen ass dofir ganz vill Plaz; déi si meeschtens ganz vill eidel.

Mä an der Schoul solle wëssenschaftlech Methoden a Léieren enseignéiert ginn. Dëse Cours wäert dozou bäidroen, d'Zesummeliewen, d'Toleranz ee vis-à-vis vun deem aneren, den Ëmgang ënnertene generell ze verbessern, well en um Verständnis vun alle méigleche Weltanschauunge wäert bäidroen.

Zweet Fro: Kréien d'Leit elo de Choix ewechgeholl?

► **Une voix.** - Jo!

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Neen! Absolutt net, well dat Argument baséiert op engem ganz falsche Rasonnement! Dat Argument blent näämlech aus, dass de Choix just besteet a bestoe géif bleiwe fir déi Leit mat chrëschtlichem Glawen. Aner Reliounen awer missten an de Morallscours goen, well am Moment déi aner Reliounen net an der Schoul ueguede ginn. Mat deem neie Cours ginn awer elo alleguer d'Relioune thematiséiert - an net enseignéiert, mä thematiséiert -, hir Geschicht, hir Wäerter an esou weider, an dat an engem wëssenschaftlechen an historiesche Kader.

De Glawe ka weider ausserhalb vun der Schoul enseignéiert ginn. An ech soen dat och nach eng Kéier, wat den Här Lamberty gesot huet: Dëse Cours, deen ass net areliéis an och net antireliéis. Och haut schonn ass dee supposéierte Choix, vun deem ëmmer hei geschwat gëtt, net ideal. Well, wann ee Relioun wielt, da kann een de Morallscours net huelen, ee Cours, deen haut awer scho wichteg Theme wéi d'Mënscherechter an d'Zesummeliewen tëschent de verschidde Kulturen opgräift. An eng ganz Partie vu Kanner kënnen dee Cours do net matmaachen, well se sech fir en aneren entscheet hunn.

De Choix, esou wéi en haut ass, bréngt eng Trennung tëschent de Kanner, net eng Trennung iwwert de Choix vun der Mathé oder vun der Sprooch, wéi den Här Zeimet dat probéiert huet ze weisen, mä eng um Niveau vun Glawen. Dee Choix féiert zu onnéidege Spannungen an déi Zort Choix reflektéiert haut net méi d'Diversitéit vun eiser Gesellschaft.

Déi international Konventiounen gesi per se kee Recht vir, an der Schoul Reliounscoursen ze



kréien, mä schwätze vun „Reliounsfräiheet“. Nach eng Kéier: Doduerch, dass d'Relioun aus der Schoul hei erausgeholl gëtt, gëtt se net ofgeschafft a ka weider fräi gelieft ginn.

De Marc Spautz huet an enger leschter Interpellatioun argumentéiert, mir géife mat dëser Reform géint internationaler Texter verstoussen. Mä dat stëmmt jo awer absolut net! Mir passen eis just der Gesellschaft hei un, an dat schéngt der CSV zimlech schwéierzefalen.

(Interruption)

Drëtt Fro: Muss dann elo Personal entlooss ginn?

D'Regierung léisst hei keen am Ree stoen an erlaabt alle Reliounsenseignantinnen am Secondaire, weider an der Schoul ze schaffen. Eenzege kleng Bémol sinn déi, déi keng Première hunn, well dat am Secondaire Flicht ass, déi entweder da mussen eng Formatioun nohuelen oder awer aner Tächen am Enseignement da kréien. An déi aner, déi mussen eng Formatioun vu 16 Stonne maachen a kënnen dann deen neie Cours enseignéieren. Déi Formatioun sinn iwwregens ganz gefrot. An der Educatiounskommissioun vum 8. Juni huet de Minister eis gesot, dass schonn iwwer 310 Interessierter sech beim IFEN gemellt hunn, fir déi Coursen do ze maachen.

Véiert Fro: Gëtt dann elo am neie Cours guer net iwwer Reliounen geschwat?

Am Plan-cadre gëtt insistéiert, dass d'Schüler sollen Instrumenter kréien, fir selbststänneg ze denken an eng tolerant Approche ze léieren. Jo, et ginn eng Rei vu Froen, déi ee sech nach stelle kann, nottament iwwer d'Bicher an iwwer d'Programmkommissioun. Dat soll een och am A behalen an duerfir muss een, wéi ausgemaach, no e puer Joer e Bilan zéien a kucken, wéi dee Cours sech an der Praxis entwéckelt.

Deenen, déi mengen, et wär een awer net wäit genuch gaangen an dësem Cours - an ech schwätzen do haaptsächlech déi atheistesch Hardliner un -, muss een entgéinthalen, dass een d'Relioun, de Fait religieux net einfach ignoréiere kann. Et ass en Deel vun eiser Gesellschaft, an an Zäiten, wou et villschichteg Problemer ginn, wéi d'Flüchtlingsproblematik a Populismus, ass et émsou méi wichteg, dass een och deen Aspekt do weider kuckt an der Schoul.

D'Approche ass also eng multiréférentiel. Och wa mir léiweng eng praktesch philosophesch Approche gehat hätten, kënnen mer awer heimatder liewen. Dat Thema, wat ebe grad behandelt gëtt an deem Cours, gëtt vun alle Säite beliicht, a wann et opportoun ass, och vun der reliöser Approche aus. An de Schüler ka sech hei seng eege Meenung bilden.

Dat ass och e bëssen nei. An dat hunn der vläicht och vill net gär. Mä mir fannen dat ganz richtig.

(Interruption)

Et schéngt och, wéi wann dat geféierlech wär, soss wär net esou vill Oppositioun dergéint.

Mir sinn der Meenung, dass et an dësen Zäiten net ugepasst wär, dee reliösen Aspekt radikal auszeklameren. Jo, ech hu Leit héieren, déi mer gesot hunn, dass mat dësem Cours net gesécherert wär, dass hiert Kand net méi mat Relioun an der Schoul géif a Kontakt kommen. Dat wär och net richtig, well niewent enger ganzer Rei vu gesellschaftleche Phenomeener, déi ech vir-drin ugeschwat hunn, stellt ee sech awer och d'Fro, wéi een da soll iwwer klasesch Architektur, iwwer klasesch Musek, iwwer Konscht, iwwer Literatur schwätzen, wann een d'Relioun ganz géif écartéieren.

Dofir ass et wichteg, dass een dësen Aspekt a senger schoulescher Carrière och matkritt, an dozou gehéieren dann och déi néideg Erklärungen. Wichteg ass, dass dee Cours glawensneutral verleeft, also keng Positioun bezitt, wéi eng Weltanschauung déi richtig ass, mä déi grouss Weltanschauungen objektiiv beschreift.

Wichteg ass och, dass den „Überwältigungsverbot“ hei festgehale gouf. Dat heescht, den Enseignant dierf seng Meenung net imposéieren.

De Cours kritt och de Coefficient 2, zielt also fir d'Kompenséieren. Deemno ass et net einfach e Cours, wou de Schüler just higeet, fir sech d'Zäit ze verdreiwen.

Dëse Cours ass e Kompromiss tëschent zwou Weltanschauungen, déi sech méi wéi eemol diametral opposéiert géigeniwwerstinn. Keng vun dësen zwou Säiten huet sech duerchgesat kritt, fir d'Rudder ganz op hir Säit ze zéien. An dat wär och net gutt gewiescht. An dat fanne mer och gutt, dass et elo zu engem Kompromiss hei komm ass. Dëse Cours ass gutt konzipéiert a kritt dofir och d'Zoustëmmung vun der Sozialistescher Partei.

Erlaabt mer awer nach, eng Remarque ze maachen. Am Virfeld vun dësen Diskussiounen ass

vill vu Wäerterverloscht geschwat ginn: „Mir hu keng Wäerter méi, wa mer d'Relioun aus der Schoul huelen. Mer hu keng Moral méi, eis Gesellschaft geet zugronn. Eis moralesch Wäerter ginn d'Baach of.“

D'Bibel ass jo d'Referenz, d'Bibel, dat Neit an dat Aalt Testament zesummegeluecht sinn d'Bibel, dat ass jo d'Referenz vun deem Cours, fir d'Éischt vun der kathoulescher Kierch an och vun deem Cours, deen enseignéiert gouf. Un där Bibel gouf laang geschriwwen, 1.500 Joer, hunn ech emol nogesicht. An ee Buch dovunner ass d'Buch vum Jesaja. D'Jesaja-Buch hunn déi Leit, déi méi oft an der Mass waren, an der Kierch waren... Ech war och zwielef Joer laang do, déi véier éischt Joer war ech net, also du sinn ech matgeholl ginn, déi véier nächst Joer hunn ech mech fir d'Musek interesséiert an déi nächst véier Joer war ech frou, dass ech zwielef Joer krut, well do hunn ech net méi misse goen.

An aus dem Buch Jesaja, do ass dat méi oft emol gesot ginn an der Kierch, ass oft zitéiert ginn. An ech wéilt och aus dem Buch Jesaja hei zitéieren, d'Kapitel 13: „Ich selbst habe meine heiligen Krieger aufgeboden, ich habe sie alle zusammengerufen, meine hochgemuten, jauchzenden Helden, damit sie meinen Zorn vollstrecken. (...) Man sticht jeden nieder, dem man begegnet; wen man zu fassen bekommt, der fällt unter dem Schwert. Vor ihren Augen werden ihre Kinder zerschmettert, ihre Häuser geplündert, ihre Frauen geschändet.“ Jorelang war dat heiten een Deel vun de Moralvirstellungen, déi an der kathoulescher Kierch enseignéiert goufen.

(Protestations et brouhaha général)

Ech wéilt lech just soen, dass dat doten een Deel vun der Bibel ass.

(Interruptions)

An d'Bibel, d'Bibel ass d'Grundlag, d'Referenz vun allem deem, wat an der Kierch geschitt.

► **Une voix.** - Et ass net wouer, et ass falsch.

► **Une autre voix.** - Mir kënnen och iwwer...

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Dat do steet net am „Herr der Ringe“ an och net an engem Horrorbuch vum Stephen King, mä et steet...

(Interruptions)

► **M. Serge Wilmes (CSV).** - Dat ass egal wat, Här Engel!

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Et steet am Alen Testament!

► **Une voix.** - Natierlech!

(Interruptions)

► **M. Georges Engel (LSAP).** - An duerfir, Dir Dammen an Dir Hären, sinn ech frou, dass mer hei an e wäertneutralen...

(Interruption)

Ech?

► **Une voix.** - Jo.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Ah sou?

(Interruption)

Am Alen Testament, jo. An dofir sinn ech frou, dass mer hei e Cours kréien, deen op Mënscherechter baséiert, op allgemeng gëltege Mënscherechter, déi mer alleguerete solle verteidegen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Une voix.** - Bravo!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Zeimet wollt eng Klosterstellung maachen.

► **M. Laurent Zeimet (CSV).** - Ech wollt just..., neen, keng Klosterstellung, bon, ech kann och nach eng Klosterstellung maachen, mä ech widderhuele mech awer net nach eng Kéier. Ech hat jo meng Ried gehalen a meng Argumenter bruecht. Ech denken, et kënnst elo nach eng Kéier. An och wann een...

(Interruptions)

Dir hätt jo och deen éischte Saz da vun eise Programm punkt nach kënnen zitéieren. Dee wollt ech lech awer elo net zwéngend virzulesen, well ech denken, e war net an Är Ried geschriwwen ginn.

Dofir, Här Engel, wollt ech lech awer froen, Dir hutt elo aus dem Buch Jesaja zitéiert, an dat als Referenz vun der kathoulescher Kierch, fir se dann hei schlecht ze maachen - nodeems Der gesot hutt, et sollt een d'Reliounen net schlecht maachen, hutt Der genau dat gemaach -, do...

(Interruptions)

...wollt ech just och froen, ob Der lech awer och bewusst sidd, dass dat am Alen Testament steet, wat och d'Referenz vun der jiddescher Communautéit ass an iwwregens och vun allen evangeleschen a protestanteschen Kierchen.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Jo, richtig. Ech hätt lech och kënnen de Martin Luther zitéieren.

► **M. Laurent Zeimet (CSV).** - Ech kann lech och ganz vill zitéieren, Här Engel, aus aneren Ideologien, mä ech mengen...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Also, wann Der lech wéilt zitéieren, kënnst Der dat...

► **Une voix.** - Am Café!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - ... kënnst Der dat am Vorzimmer maachen. An d'Wuert huet elo direkt den Här Claude Adam fir déi gréng.

► **Une voix.** - An dat seet en Engel.

► **Une autre voix.** - An esou eppes heescht Engel!

(Hilarité et brouhaha général)

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wéilt dann och fir unzefänken e puer Saachen opgräifen, déi den honorabelen Här Zeimet gesot huet. Ech probéieren, dat net polemesch ze maachen. Dat ass eigentlech net mäi Stil.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Den Här Zeimet huet gesot,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wat vill Échoen.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - ...d'Eltere sollten decidéieren, ob hir Kanner sollen eng reliéis oder net reliéis Erziehung kréien. Do si mir absolut domat averstanen, dass dat den Elteren hir Décisioun ass. A mir wéissen och net, firwat datt mer d'Eltere sollte vun deem Choix ofhalen. Mir si just der Meenung, dass dat net onbedéngt eppes mat der öffentlecher Schoul ze dinn huet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Dir hutt gesot, dass Émfroe géife soen, de Reliounsunterricht sollt bleiwen. Dir hutt gesot, et wieren Énnerschräfte gesammelt ginn. Ech soen als Politiker, dass ech selbstverständlech Émfroen zur Kenntnis huelen, dass ech meng Décisiounen awer net op Émfroe baséieren, mä op meng Argumentatioun, an datt mer mat där Énnerschräftesammlung dat gemaach hunn, wat mer mat enger Énnerschräftesammlung maachen: Mir haten dozou hei an der Chamber en öffentlechen Débat, wou mer dat diskutéiert hunn. Dat soll och net en Argument sinn, fir politesch Décisiounen ze huelen.

Dir hutt gesot, e Schoulsträit vu virun honnert Joer wier muttwëlleg erëm opliewe gelooss ginn. Dat gesinn ech e bëssen anescht. Mir hunn hei en Accord och mat der kathoulescher Kierch. Dat war virun honnert Joer anescht. Ech kommen och nach eng Kéier kuerz drop zrëck.

An dann, schlussendlech, weess ech net, ob hei scho jee eng Kéier e Saz esou vill zitéiert ginn ass wéi deen aus dem CSV-Wahlprogramm. Dir hutt gesot, an et steet jo dann och esou am Wahlprogramm - ech sinn et net extra noliese gaangen, mä et ass awer elo esou oft gesot ginn -, am Fundamental wiert Der fir de Reliounsunterricht oder fir de Choix an am Secondaire hätt Der et net wëllen. An Dir hutt aus dem A d'Konditioun gemaach, fir datt Der mam B averstane sidd.

Gutt! Dat huet den Här Engel als spätzféndeg empfunnt. Ech empfangen dat och e bëssen. Also, ech verstinn, datt Dir et esou liest, mir hunn dat eventuell net esou gelies. Mä...

(Interruption par M. Claude Wiseler)

Neen, datt dat eent eng Konditioun wier fir dat anert, Här Wiseler!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dat steet net esou dran.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Datt dat eent eng Konditioun fir... Ech hunn dat... Also Merci, mä esou vill verstinn ech dann och der-vun, datt dat eent Fundamental ass an dat anert Secondaire. Mä datt dat eent eng Konditioun wier fir dat anert, hunn ech net... Gutt, mä dat ass awer net..., ech fillle mech och wierklech net responsabel fir Äre Wahlprogramm, wierklech guer net.

Ech ginn awer - an et ass och duerfir, wou ech et soen - op eng Ausso an. An ech mengen, do si mir awer fundamental dann anerer Meenung. Den Här Zeimet huet gesot, Dir wiert fir de Reliounsunterricht am Fundamental, well Der fir eng encadréiert Glawensvermittlung wiert.

Mir sinn net fir eng encadréiert Glawensvermittlung an der öffentlecher Schoul, well mir mengen, dass dat den Elteren hir Aufgab ass an net der öffentlecher Schoul hir. Do gesinn ech wierklech en Énnerscheid an der Approche.

Dir hutt gesot, d'Schüler dierften net an de Konflikt tëschent der Schoul an hiren Eltere

kommen. An do ginn ech lech recht. Dat ass och haut eng Problematik. An ech wéilt och elo net hei ufänken, iwwer Burkini a Schleier ze diskutéieren, well dat jo ëmmer erëmkennt.

Ech gehéieren nach zu deene Schoulmeeschteren, déi nach samschdes moies Schoul gehalen hunn. Mir haten do aner Problemer mat anere Reliounsgemeinschaften. Déi hu gesot: „Samschdes ass eisen hellegen Dag, mir gi samschdes net an d'Schoul.“ Woubäi och Leit vun darselwechter Reliounsgemeinschaft gesot hunn: „Dat ass zwar eisen hellegen Dag, mä mir ginn awer an d'Schoul.“ Dat waren och schonn zu menger Zäit Sujeten, wou ech wierklech mengen, dass et dee Konflikt gëtt, an et huet kee Wäert, fir en ze verneinen.

Ee Punkt, deen ech wierklech ganz interessant fannen: Dir hutt gesot, aacht Glawensgemeinschaften hätte sech ugebueden, e gemeinsame Reliounsunterricht auszeschaffen. Dat ass eng interessant Approche. An et kéint ee wierklech déi aacht Glawensgemeinschaften och nëmmen ënnerstëtzen, fir dee Projet weiderzeféieren an emol eng Kéier ze kucken, wat dann do dobäi erauskënnst. Ech hu wierklech grouss Zweifel, datt déi Iddi, déi e bëssen aus der Nout gebuer ass, och effektiv géif Bestand kréien.

Dir hutt gesot: „Et gëtt kee Fridden ouni Dialog tëschent de Reliounen.“ Jo, dat gesinn ech genau d'selwecht. An Dir hutt och gesot, Reliounsunterricht an der Schoul wier besser wéi Reliounsunterricht an der Garage. Dat ass net ganz falsch, well Reliounsunterricht an der Garage ass nu wierklech eng ganz schlecht Alternativ. Et ass awer och net ganz richtig, well Reliounsunterricht an der Schoul ass net onbedéngt d'Antwort fir déi Leit, déi wëlle Reliounsunterricht an der Garage organiséieren. Déi kritt Der domadder an eisen Aen net ausgeschalt.

Den Här Lamberty huet gesot: „Mir kreéieren hei kee Fach géint eppes, mä e Fach fir eppes.“ Dat gesi mir och esou. Den Här Zeimet huet gesot: „De Glawe gëtt och haut nach oft méssbraucht.“ Jo. Den Här Zeimet huet och gesot: „Gleeweg an Netgleeweg versti sech net.“ Wann dat esou ass - fir mech perséinlech ass dat net esou -, mä wann dat esou ass, dann ass dat jo awer wierklech dee Grond, fir ee gemeinsame Wäerteunterricht ze schafen, wou Gleeweg an Netgleeweg zesummekommen an dann och solle léieren, sech ze verdroen.

Souwäit, fir mech e bësselche waarm ze mache fir de Sujet. Mir stëmme jo dann haut e Gesetz, dass mer mat der Rentrée 2016-2017 en neit Schoulfach an eise Secondaireeschoulen aféieren, an dat Fach heescht „Liewen a Gesellschaft“ an ersetzt déi zwee Coursen „Instruction religieuse et morale“ an „Éducation morale et sociale“.

Op de groussen Émress vun dësem Cours ginn ech elo net méi an, well dat scho vu menge Virriedner hei gemaach ginn ass, ënner anerem och vum honoreble Rapporteur, deem ech dann och Merci soe fir säi Rapport. Ech mengen allerdéngs, dass wa mer wëlle verstoen, wou mer an Zukunft hiwëllen, dann ass et och wichteg, eng Kéier zrëckzekucken.

Jo, et gëtt eng Aschränkung mat deem Gesetz hei vun de Moyenen, vun de Rechter vun der kathoulescher Kierch. Dat kann een net anescht nennen. Lëtzebuerg huet eng ganz laang kathoulesch Tradition, och wat eist Schoulwiesen ueget.

Ech ginn net zrëck bis an d'Mëttelalter, wou mer d'Benediktinerklooschter hate vun lechter-nach an Alménster. Dat waren déi eenzeg Bildungsstätten, déi mer haten. Mä ech ginn awer relativ wäit zrëck. Dat éischt Schoulgesetz vun 1843, dat hat schonn der kathoulescher Kierch ganz wäit Kontrollméiglechkeeten an der öffentlecher Schoul ageriicht. Do konnt de Schoulmeeschter jo verflücht ginn, de Reliounsunterricht selwer ze halen.

An, wat nach méi wichteg war, dass dat war, dass all Schoulmeeschter eng Zensur vun „guter Führung“, de berüümt-berüchteten Certificat de moralité, vum Paschtouer aus der Gemeng gebraucht huet, wann en do wollt Schoulmeeschter spillen. Wéi gesot ass dat 1843 agefouert ginn, an och mam Gesetz Kirpach vun 1881 ass dee Certificat de moralité nach net ofgeschafft ginn. De Paschtouer hat och do zwar net méi d'Recht, zu all Moment Kontroll an der Schoul ze maachen, mä dee Certificat huet en nach missen ausstellen.

Mam Schoulgesetz vun 1912 war et dunn anescht. Do ass dann dat, wat den Här Zeimet genannt huet, virun honnert Joer, dee soi-disant „Glawenskrich“ tëschent enger laizistescher oder enger öffentlecher Schoul an der ka-

thoulescher Kierch ausgebracht. Dat ass dohier komm, datt wierklech och op der Basis vum Léierpersonal et de Leit duergaangen ass, datt se ëmmer erëm vum Klerus gesot kritt hunn, wéi si ze schaffen hätten. Si hu sech zesumme fonnt, a well d'Wahle vum Juni 1911 de sozialistische Block gestärkt hunn, ass dat neit Schoulgesetz de 25. Juni 1912 mat grousser Majoritéit an der Chamber votéiert ginn. Do muss een och soen: Déizäit hate mer nach Zensuswahlrecht! Wie weess, wéi do d'Zesummesetzung soss gewiescht wier!

Op alle Fall, zënter 1912 war dann en neit Schoulgesetz, an do war och d'Relioun net aus der Schoul eraus, absolut net! Si war just an aner Bunne gelenkt ginn. Et war nach Reliounsunterricht ginn, a bis 1968 hat d'kathoulesch Relioun eng Monopolstellung, wat de Moral- a Reliounsunterricht betraff huet. Eréischt 1968 ass am Secondaire e Moralcourse agefouert ginn.

(Interruption)

An et ass och 1968 déi sougenannten „drëtt Méiglechkeet“ geschaaft ginn, an zwar eng Dispens unzefroen, souwuel vum deem Reliounscours wéi vum Moralcourse. A wann d'Beléiffheet vun enger Méiglechkeet en entscheidend Argument gewiescht wier, fir eng Décisioun ze huelen, dann hätte mer haut net méi zwee Coursen, Moral a Relioun, mä dann hätte mer déi drëtt Méiglechkeet, well déi wier bei de Schüler plébicitéiert ginn. Et waren ëmmer méi Schüler, déi wollten zwou Stonne fräi an net ee Cours oder een anere Cours.

► **Une voix.** - Et ass net ze gleewen!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Dës drëtt Méiglechkeet ass allerdingen vum der Regierung deemools 2002 ofgeschaaft ginn. Mir hunn haut eng Situatioun an der öffentlecher Schoul, datt mer zwee Angeboten hunn. Dat eent adresséiert sech zumindest prinzipiell un déi Kanner a Jonker, déi eng kathoulesch Reliounserzëiung wëllen. An dat aner adresséiert sech un all déi, déi enger anerer Relioun nostinn oder kenger Relioun nostinn.

D'kathoulesch Relioun ass déi mat bäi Wäitem där längster Traditioun hei am Land an och déi, déi bäi Wäitem déi meeschten Unhänger huet. D'kathoulesch Kierch zielt 90% vum der Populatioun zu hiren Unhänger. Bon, eng CEPS/Instituteur-Etude vum 2011 relativéiert dat e bëssen. Déi seet: 69% vum deene Leit, déi si befrist hätten, géife sech zu där Relioun zougehéierig fillen. Déi aner Reliounen leien ënner 2%, an do-bäi sinn dann déi gréisst Reliounsgemeinschaft un där kathoulescher d'Mosleme.

Eigentlech hu mer alleguer festgestallt - et war zwar och een „Très bien!“ vun enger Säit komm, wéi mer gesot hunn, d'kathoulesch Relioun hätt d'Monopolstellung gehat, et war nach een „Très bien!“ do, soss, mengen ech, wiere mer eis allegueren eens -, datt mer net kënnen an Zukunft weiderfueren, datt eng Reliounsgemeinschaft eng Monopolstellung huet fir Reliounsunterricht.

An esou hat dann dës Regierung d'Méiglechkeet: Mir loosse praktesch all Relioun an d'öffentlech Schoul eran, zumindest déi konventionéiert, oder awer mir soen, datt d'öffentlech Schoul net déi richteg Plaz ass fir konfessionellen Unterricht.

Dës Regierung huet dësen zweete Wee gewielt. Dat ass och eng langjäreg Fuerderung vun déi gréng, a mir sinn nach wie vor der Meenung, datt dës eng richteg Décisioun ass. Et huet eis ëmmer gestéiert, datt zum Beispill am Primaire dat ganz Schoulpersonal ënnert der Opsicht vum Schoulinspekter stoung, mat Ausnam vum Reliounspersonal. D'Reliounspersonal war engeräits Member vun der Equipe pédagogique, an aneräits hate se en anere Chef hiérarchique, si hatten de Reliounsinspekter als Chef. An och, wa mer haut dat gemeinsam Fach just am Secondaire aféiere fir d'Réentrée 2016-2017 mat deem Gesetz, wat mer haut votéieren, da preparéiere mer awer, an dat huet d'CSV richteg bemierkt,...

(Interruption)

...preparéiere mer och de Wee, fir déiselwech Démarche am Fondamental ze maachen.

Mir proposéieren an Zukunft ee gemeinsam Fach, wou et ëm Wäerten a Philosophie geet fir all Kanner. Dës Fach funktionéiert wéi all déi aner Fächer an eiser Schoul. An dat ass och gutt esou. Dat neit Fach fënnt natierlech net iwwerall déiselwech wünschenswäert Ennerstëtzung. Deenen engen ass nach ze vill Relioun dran, deenen anereren net genuch. Déi eng gesinn de Fait religieux net breet genuch vertraueden, déi aner mengen, si hätte léiwere,

wann hir Kanner weider kéinten an de Moralcourse goen. Dobäi ass et awer eng Tatsaach, datt déi zwee Coursen, déi mer haut zesummeleeën an duerch een eenzegen neie Cours ersetzen, sech am Laf vun der Zäit zimlech no uneneen eruetaascht hatten, souwuel wat d'Contenten ugeet, wéi och wat d'pädagogesch Approche ugeet.

D'Aarbechte fir deen neie Cours hate schon 2014 ugefaangen. Den Exposé des motifs mécht eng relativ prezis Opzielung vun de verschidde Aarbechtsgruppen, de verschidde Echéng mat den Interessevertreieder vun der Kierch, vu Reliounsenseignant, de Gewerkschaften, den Humanisten, Agnostiker, Fräidenker, an den honorabele Rapporteur hat dat och nach hei a sengem mëndleche Rapport ernimmt.

Och wann dat heiansdo wéi en Dialogue de sours geklungen huet, da kann ee jo awer wierklech net soen, datt keen Dialog gefouert ginn ass. Den 23. März 2015 ass e Kaderdokument fir den neie Cours publizéiert ginn, an dës Dokument huet dem Aarbechtsgrupp als Referenz gedéngt, fir deen Programm vum neie Fach auszuschaffen.

De Conseil des Cultes conventionnés huet dat Dokument kritiséiert. D'AHA huet och dat Dokument kritiséiert. Et war souguer ee Punkt, wou se sech eens waren. Den AHA schreift: «Le programme directeur frôle ainsi la discrimination des personnes non religieuses.» An de Conseil des Cultes conventionnés seet, de Programm «néglige par ailleurs aussi les convictions athées et agnostiques.» Also versteet een dann och, datt op där Säit d'Leit net zefridde si mat dem Programm.

Op där anerer Säit seet natierlech och de Conseil des Cultes, de Fait religieux wier net genuch dra vertraueden. Gutt! Et ass wahrenscheinlech och eng Saach vun der Onméiglechkeet, déi zwee Borden zu honnert Prozent zefriddenstellen.

Mir sinn als gréng Fraktioun op alle Fall der Meenung, datt een deem Fach soll déi Chance ginn, déi et verdéngt, datt et e Fach ass, wat eis Schüler an eis Enseignanté soll zesummeféieren. Et ass e Fach, wat op vill Interesse stéisst bei den Enseignant, dat huet de Georges Engel och scho gesot, mat deene ville Leit, déi sech fir eng Weiterbildung interesséieren an och ageschriwwen hunn.

Mir sinn och der Meenung, quitta datt dat elo fir dese Projet de loi nach net déi grouss Roll ass, well déi Enseignanté jo allegueren schon haut beim Stat Professor sinn an och do bleiwen, mä wa mer dann un d'Gesetz kommen iwwert den Enseignement fondamental, do sinn eng ganz Rei Leit, déi dann hire Plan de vie mat hirer Carrière, wéi se geplangt hunn, op d'Kopp gehäit kritt hunn duerch eng politesch Décisioun.

Ech sinn der Meenung, datt de Ministère de l'Éducation nationale do ganz vill Effort gemaach huet an datt en do wierklech als neie Patron - et ass jo net deen alen - eng ganz konstruktiv a fair Haltung ageholl huet. Mä dat gesi mer dann an engem nächste Débat.

Ech bréngen den Accord vun der grénger Fraktioun zu deemem Projet de loi.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Une voix.** - Exzellent!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Adam. An d'Wuert huet elo direkt den Här Fernand Kartheiser fir d'ADR.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Här President. An och Merci fir den Här Delles fir eng kuerz Presentatioun vun engem wichtige Gesetz. Ech hu mech gefreut an dëser Debatt, datt ech gemierkt hunn, datt d'CSV e grouse Schrëtt op d'ADR haut zougange ass.

(Brouhaha général)

Mir hatten an eise Wahlprogramm e kloert Bekenntnis fir de Reliounsunterricht an der Primärschoul an am Lycée.

► **Une voix.** - Dat schwätzt fir sech!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - A mir hu festgestallt, datt d'CSV haut e wichtige Schrëtt gemaach huet. Mir sinn op jidde Fall haut konfrontéiert mat engem Gesetz, wat de Reliounsunterricht ofschafft a wou eigentlech als Feigenblatt zur Tarnung gesot gëtt: „De Morale-laique-Unterricht gëtt jo och ofgeschaaft a mir schafen eppes ganz Neies.“ Ech mengen, och déi Discoursen, déi bis elo hei gehale gi sinn, weisen, datt eigentlech op déi Logik keen erafällt. Et geet hei ëm d'Ofschaffung vum Reliounsunterricht. Et geet ëm eng weider gesellschaftspolitesch Reform vun dëser Regierung.

A mir wäerten op jidde Fall eis net verschléisen, wat Reformen ugeet, als ADR. Dat maache mer ni. Och beim Reliounsunterricht hätte mer duerchaus Iddie gehat, wéi een dat hätt kënnen

schulorganisatoresch anescht maachen. Et gouf vill Klassen, déi kee Reliounsunterricht hatten, zum Beispill. Et gouf net genuch Enseignant heiansdo, fir de Reliounsunterricht ze halen. Dat heescht, et war schon eng Méiglechkeet gewiescht, eng Reform vum Reliounsunterricht, vläicht och vun der Moral ze maachen, awer eng Ofschaffung dovunner war fir eis op jidde Fall ni a Fro komm.

De Reliounsunterricht an dat, wat elo proposéiert ass, dee gemeinsame Wäerteunterricht, hu grondverschidde Methodik. An et kann een elo net higoen a soen, deen neie Wäerteunterricht, deen eigentlech just eng ganz kuerz, eng iwwerflächlech, eng summaresch Beschreibung vu Reliounen gëtt, deen och nach probéiert, neutral ze sinn, vläicht souguer laizistes, dat ass och net ausgeschloss, dee kéint elo higoen an e Reliounsunterricht ersetzen.

Neen, de Reliounsunterricht huet e ganz anert Zil. Wéi gesot, e stellt eng Sënnfro am Liewen, eng vun der moralescher Verantwortung vum Mënsch, eng vun deem, wat de Mënsch ass, op ganz aner Manéiere wéi deen heite Cours. An der Belsch gouf et och esou e Cours, deen elo ageféiert ginn ass virun enger gewëssener Zäit, wéi deen, deen hei haut diskutéiert gëtt, an do gouf zu Recht heiansdo gesot, e bëssen op eng persifléierend Manéier, mä et war en „Cours de rien“. An ech mengen, dee Risiko, datt mer hei och e Cours hunn, deen eigentlech näischt an der Déift behandelt, mat deem si mer och hei konfrontéiert.

D'Fro stellt sech, ob net hei soll erëm e bëssen d'Dekonstruktioun gemaach gi vun allem, wat d'Identitéit vum Mënsch eigentlech ausmécht, dat, wat em wichteg ass: d'Nation - hate mer gesinn -, d'Famill, déi eegen Identitéit, an eben och elo de Glawen. Alles dat ass d'Zilscheif vun enger Regierung, déi sech eben esou Reformen als Haaptzil gesat huet.

Fir eis gehéiert d'Relioun an den öffentleche Raum. Do ass guer keen Zweifel. Et ass esou, datt de Glawe wuel privat ass, d'Relioun net, si ass öffentlech. An et däerf een net dohigoen an de Stat an enger totalitärer Approche an d'Konkurrenz setzen zur Relioun, fir eng Kompetitioun ëm den öffentleche Raum ze féieren.

Dat ass e bëssen en Defizit vum Laizismus. E wëllt d'Relioun verdrängen, am Plaz fir d'Relioun an d'Reliounsfreiheet als Mënscherecht ze garantéieren. Hei ass eng Verdrängungsdeologie de Fall, en totalitäre Kär an enger Iddi, fir ze soen: „Mir als Stat, mir reklaméiere fir eis e Wäertemonopol a mir verdrängen dat Reliéist.“ Do ass och e politeschen Hannergedanken!

An der Relioun ass och en etheesch Kär, dee villen Zilssetzunge vun dëser Regierung am Fong widersprécht. An et geet eigentlech och drëm, wann een d'Relioun wëllt op d'Säit setzen, fir eng Form vun etheischer Opposition vläicht am wäite Sënn vun politescher Opposition ze schwächen, an Diskussiounen zum Beispill ëm de Wäert vum Liewen an der Gesellschaft, ëm d'Ofdreiwung, ëm d'Euthanasie, ëm d'homosexuell Bestietnes. Wien d'Reliounen allgemeng bekämpft, dee bekämpft eng etesch a politesch Opposition zu enger bestëmter Politik.

Mir kënnen hei och iwwert de Wäert vun der reliéier Bildung schwätzen, heiansdo, a mir hunn haut eng Karikatur vu Relioun héieren, en Zitat, fir d'Chrëschtentum hei als eppes duerzestellen, wat et net ass, an wat dat Neit Testament ausklamert. Natierlech gëtt et an all Relioun Passagen, déi ee kann zitieren. Mä dann, wann een dat mécht, dann däerf een awer och net dat vergiessen, wat d'Wiese vun Chrëschtentum a vum Neien Testament ausmécht: dee Message vun der Léift zum Feind, deen, dee gekräizegt ass an nach seet: „Papp, vergëff hinne, well si wëssen net, wat se maachen.“ Och dat ass eben en Deal vun där Relioun an eppes extrem Positives. A loosse mer net eppes hei duerstellen, wat esou net ka goen!

(Brouhaha général)

Mir hunn hei Argumenter fir de Reliounsunterricht, déi kaum diskutéiert ginn. An déi Argumenter fir de Reliounsunterricht, dat si Bildung, Fräiheet an Toleranz. Dat si Wäerter, déi eleng scho fir de Reliounsunterricht schwätzen. Bildung, well eis ganz Gesellschaft, eis Gesellschaft, d'Wiese vun eiser jiddesch-chrëschtlecher Gesellschaft hei an deemem Deal vun der Welt, déi baséieren op der Relioun. Souguer den Humanismus, souguer d'Opklärung, souguer wa se sech géint d'Erscheinungsforme vun der Relioun gewannt hunn an hirer Philosophie, wären net denkbar gewiescht ouni e chrëschtlecht Mënschbild un der Basis vun deene Bewegungen.

A wien haut higeet an de Reliounsunterricht eraushëlt, mat allem, wat en als Rächtm huet a Konscht, a Literatur, an esou ville Beräicher vun eiser Gesellschaft, dee reduzéiert herno eis

Bevëlkerung op eng Form vu reliésem Alphabetismus, dee sech op ganz vill Domänen an der Gesellschaft auswäit.

E Minicours iwwer Relioun kann dat net ausgläichen. Et ass e Stéck Fräiheet. Well wie seet, datt de Stat a senger Verdrängungsphilosophie, déi ech virdu beschriwwen hunn, e Recht huet, fir e Wäertemonopol fir sech selwer ze reklaméieren?!

An hei gesi mer dat, wat dës Regierung konsequent mécht: Vu klengem u sollen d'Kanner a staatelech Strukturen. Vu klengem u sollen d'Kanner no Virstellung vum Stat induktivéiert ginn, erzu ginn, an eben d'Konkurrenz, dat Chrëschtlecht, dat Kierchlecht, dat Jiddesch, dat Muslimesch, wéi och ëmmer, soll ausgeschloss ginn aus engem Monopol, deen de Stat sech an enger Arroganz zoumissst, déi him net zousteet.

déi gréng soen hei: „Majo, dann d'Elteren, natierlech hu se d'Recht, mir hale keen dovun of.“ Mä wat mer hei hunn, ass deen zentrale Punkt an der Argumentatioun, well mir verstosse mat deemem Gesetz..., dës Regierung proposéiert eis e Gesetz, wat positiv absolut géint e Mënscherecht verstéisst, géint eent, wat mir als Lëtzebuerg ratifizéiert hunn! An dat ass de Protocole additionnel vun der Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, duerch de Protokoll 11 amendéiert, an dee seet ausdrécklech, datt de Stat an de Funktiounen, déi en huet an den Domäne vun der Educatioun a vum Enseignement - dat ass ganz kloer de Beräich vun der öffentlecher Schoul -: «respectera le droit des parents d'assurer cette éducation et cet enseignement conformément à leurs convictions religieuses et philosophiques». Am Kader vun der öffentlecher Schoul! Dat ass de Sënn vun engem Protokoll, deen eis bënnt.

Dogéint soen déi gréng an anerer, esou schéngt et och ze sinn, an hirer Stellungnam: «La séparation des élèves en raison de la conviction religieuse ou philosophique de leurs parents pose un risque inutile de fomentation de ségrégation sociétale en la matière.» Den exakte Contraire vun engem Mënscherecht, zu deem mir eis als Lëtzebuerg verflucht hunn!

Dat ass déi Situatioun, déi Debatt, déi mer haut féieren! Op där enger Säit déi Parteien, déi soen: „Mir respektéieren d'Mënscherecht mat Fräiheet, d'Recht op d'Bildung, d'Recht op d'Wiel.“ Dat sinn eben haut d'ADR an eben och d'CSV. An dann déi aner, déi soen: „Neen, mir verstosse géint e Mënscherecht.“ An do kënne mir net d'accord sinn.

Et ass e Stéck Toleranz. D'Regierung schwätzt dauernd hei vu Multikulti, vun Diversitéit. Et mengt ee bal, et wär hir Ersatzrelioun. Wann et awer drop ukënn, déi Diversitéit an de Schoulen och ze erméiglechen, da géllt dat op eemol net méi! An dat ass dach och e Problem vu Kreditabilitéit vun eiser Regierung.

Ass dann net d'Schoul och eng Plaz, wou ee kann Diversitéit an enger Gesellschaft erliewen? Mä ech wëll awer och soen: Dat Argument, datt ee muss zesummeféieren an net trennen, dat ass net falsch. Et ass eng Pertinenz am Rasonnement vun der Regierung, dat ginn ech gär zou. Mä si ass op där falscher Plaz!

Eng Gesellschaft wéi eis, déi op Integritatioun baséiert, déi soll zesummeféieren, awer si soll dat net am Reliounsunterricht maachen, wou e Mënscherecht seet, datt déi Iwwerzeugung, déi e Mënsch huet, musse kënnen fräi gelieft ginn a verschidde gelieft ginn. Mä et soll e Cours vun Instruction civique gemaach ginn, deen dat garantéiert. A villen vun deem, wat Dir eis haut an engem Cours „Vie et société“ proposéiert, dat gehéiert net an den Ersatz fir e Reliounsunterricht. Dat gehéiert an en ausgebaut Cours vun Instruction civique, dee soll enger Immigratiounsgesellschaft eng nei Basis fir en Zesummeliewen erméiglechen.

(Interruption)

An op dee Wee wäere mer matgaangen, awer net op deen, deen Dir eis haut hei proposéiert: de Wee vun der Intoleranz.

Wat mir wëllen als ADR - well ech hu leider, a wéi gesot, et ass e flotte Sujet, mä mir hunn nëmmen zéng Minutten, dofir wëll ech awer nach e puer Saache ganz kuerz soen:

An dat Éischt sinn d'Enseignant. D'Enseignant, déi hätte verdéngt, anescht a besser behandelt ze ginn. Mir erkennen all Effort un, deen dës Regierung mécht, fir se dignement ze behandeln. Mä et geet an eisen Aen net duer. An do fuerdere mer d'Regierung op, fir weider Efforten ze maachen, fir deene Leit eng adequat Zukunft ze ginn.

An dann eng weider Bemierkung, fir nach eng Kéier ze illustréieren, wéi intolerant verschidde Parteien hei argumentéieren. E Vertrieeder vun der Demokratescher Partei huet an dëser Debatt gesot - an net haut an der Chamber, mä ech hunn d'Referenz fir déi Leit, déi et interes-



siert -, seng Partei géif d'Usicht verrieden, datt d'Relioungsgemeinschaften weiderhi sollten d'Méiglechkeet hunn, baussent de Schoulzäiten en eegenen Unterrecht unzebidden.

Do geet also en héije Verrieder vun enger politescher Partei hin a seet souguer, wat d'Leit ausserhalb vun de Schoulzäiten nach dierfen oder net dierfen.

Mir wëllen hei als ADR ganz kloer soen,...

(Protestations et brouhaha général)

Mir wëllen hei als ADR ganz kloer eppes soen: D'Relioungsfräiheet ass e Mënscherecht. De Reliounsrecht gehéiert an déi öffentlech Schoul, net exklusiv, mä selbstverständlech soll et och e Morallunterrecht oder eng Alternativ gi fir Leit, déi net gleewen. Do ass iwwerhaapt keen Zweifel, keng Diskussioun! Mä e Reliounsunterrecht soll et och gi fir den Islam, fir d'Judden, wa se en an der öffentlecher Schoul gä hätt, firwat net!?

Et ass iwwerhaapt och eng Méiglechkeet fir de Stat, eng Kontroll auszeüben, iwwert d'Matbestimmung vun de Programmer, iwwert d'Matbestimmung vun de Qualifikatiounen vun den Enseignanten an enger Situatioun, wou mer dach Efforte solle maachen.

Fir eng Radikalisierung a verschiddene Segmenter vun der Jugend ze évitéieren, wéi mer se zu Esch oder op anere Plaze kann hunn, wär den öffentleche Reliounsunterrecht an der öffentlecher Schoul e Bäitrag zu enger friddlecher Gesellschaft an engem friddleche Mateneen! D'Regierung ass kloer net capabel, dat ze assurieren.

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

(Interruption)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Nächste Riedner ass den Här David Wagner fir déi Lénk.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Mir als Lénk, mir sinn erëm „weder nach“, weder mat der Argumentatioun u sech averstane vun der Regierung, nach mat der Argumentatioun averstane vun der gréisster Oppositionspartei an hirem klengeren Appendice.

(Hilarité)

Neen, ech halen op domadder.

(Hilarité)

Et leeft mir no.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ass dat, well Dir bei der Gambia sidd?

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Neen, ma Dir wäert grad...

(Hilarité)

Dir wäert jo gesinn, wann ech erklären, wéi mer ofstëmmen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Loosst Iech net provozieren!

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Neen, dat ass ganz fein, wat hei ofleef. Et ass scho gesot ginn, fréier nach, an ech hunn dat och nach esou erlieft, do hate mer dräi Méiglechkeeten: Reliounsunterrecht, wuer ech och eng Zäit gaange sinn, an duerno Morall, an duerno hat een och nach d'Méiglechkeet, an de Bistro ze goen. Dat hu mer „Dispens“ genannt, offiziell. An dat hunn der och vill geholl.

Ech mengen, wat wichteg ass, dat ass: Et soll een näischt iwwerbewäerten a sech och keng Illusione maachen. Ob et de Reliounscours ass oder ob et de Morallscours ass, ech hu mer ëmmer wierklech d'Fro gestallt, inwiefern dat wierklech d'Jugend herno präägt. Fir een, deen zum Beispill an der Primärschoul an de Reliounsunterrecht gaangen ass oder duerno am Lycée souguer an de Reliounsunterrecht gaangen ass, huet ee gemierkt, schlussendlech, datt et zu enger Sekularisierung kennt vun der Gesellschaft. An dat huet gewëssen Ursaachen, verschidden Ursaachen, mä ech mengen och, datt zum Beispill d'Katechete sech iren, wa se mengen, datt se kënnen derfir surgen, datt nach chrëschtlecht Gedankgutt an dëser Gesellschaft oprechterhale gëtt, andeems datt e Reliounsunterrecht ugebuede gëtt an der öffentlecher Schoul.

Ech mengen, dat ass de falsche Wee. Ech mengen, et mécht ee sech och Illusiounen, wann een en aneren neie Cours aféiert, wéi deen och ëmmer heescht - e gëtt ëmmer „Wäerteunterrecht“ genannt, esou gëtt en elo net méi genannt -, datt ee sech och vläicht Illusione mécht a mengt, datt dat och déi zukünfteg erwuesse Leit géif esou prägen. D'Mënsche ginn duerch ganz aner Facteure gepräagt. D'Schoul pillt eng kleng Roll dobäi, spillt eng Roll dobäi, mä dat dierf een och net iwwerbewäerten.

Déi Iddi vum eenheetleche Cours, déi ass och net nei. Et gouf scho souwisou eppes, wat ausgeschafft gouf nach ënnert dem Mady Delvaux. An ech mengen, dat geet souguer op d'Anne Brasseur zrëck. An dat ass net zrëckbehale ginn.

Wat elo geschitt, dat ass, mir hunn esou eng Aart Mischmasch, „Wäerteunterrecht“ gëtt gesot. Dat ass a mengen Ae schon en Onwuert, an an den Ae vun der Lénker en Onwuert. „Wäerter“, de Romain Hilgert huet an engem Artikel schon, et ass schon e bësse méi laang hier, am „Lëtzebuurger Land“ ganz treffend dee Projet e bësse beschriwwen. En huet dat esou ëmschriwwen, elo géif esou eng Aart Supermarché vun den Iddien oder vun de Wäerter geschafe ginn, déi all äquidistant sinn deen ee par rapport zum aneren.

Dat ass och eng Aart Ideologie vläicht, déi hei herrscht, fir ze mengen, datt Toleranz oder Opklärung doranner besteet, datt ee verschidde Wäerter oder grouss Stréimungen do hätt, déi iergendwou am Äther géife schwiewen, an datt ee sech dat kéint aus enger Äquidistanz esou erauspicken an dat esou zesummebastelen.

Mä esou funktionéiert dat net. Wäerter ginn et souwisou net per se, déi ginn et net, déi schwiewen net do. Dat ass vläicht eng Zäit esou geduecht ginn am Idealismus an esou weider, mä dat funktionéiert net esou. Wäerter existéieren, andeems se souwisou vum Mënsch entwéckelt ginn. Si entsprangen de materiellen an den historichesche Realitéiten an deenen hire Kontradiktiounen. An da gi Wäerter geschafen, oder verschidde Wäerter mat all hiren Nuancen, Ideologien, Reliounen, philosophesche Stréimungen. Eng Relioun kann och eng politesch an eng philosophesch Stréimung sinn, an emgedréint. Also dat ass e bësse méi komplizéiert wéi dat.

An et gouf gesot, dat, wat mir elo hätten, dee Cours, dat wier esou eppes Multireferenzuelles. A mengen Aen, an eisen Aen ass dat éischter eppes „Multiessentialistesches“. Well et geet een einfach dovunner aus, datt et verschidden Essencé ginn, Stréimung ginn, déi einfach esou wieren, an datt ee se kéint enseignieren op eng neutral Aart a Weis. Ech zweifelen dorunner. Ech mengen, dat wäert och net funktionéieren, an ech mengen, do mécht ee sech d'Liewen eendeiteg, eendeiteg méi komplizéiert.

Et gi souwisou och nach aner Reliounen. Et gëtt och eng Relioun, dat ass d'Relioun vum fräie Maart. An déi domineiert zurzäit! An dat ass net onbedéngt eng ganz positiv Relioun. Et brauch ee kee Gott, et kann een och aner Saachen ubieden. An ech hunn och den Androck, datt an der Schoul och déi dote Relioun weiderhi wäert vermëttelt ginn. An dat ass eppes, mat deem ech mech och net kann identifizéieren, wéi Dir Iech et virstellt.

Wat mir ëmmer virgeschloen hu souguer, a wat mir och souwisou bedauern, dat ass, datt an deem ganze Prozess - an dat ass vun alle Säite bedauert ginn - och keng richtig öffentlech Debatt stattfonnt huet doriwwer, well et ass awer eng wichteg Fro ëmmerhin, trotzdem, an eng interessant Fro.

Mir hate zwar als Lénk eng Debatt am Mee 2015 organiséiert, wou mer och den Educatiounsminister Claude Meisch agelueden hate, deen och esou gentil war, fir och dorun deelzehuelen. An dat war och ganz flott. Mä leider ware wéineg Debatten an der Öffentlechkeet doriwwer.

Mir hunn eis Iwwerleeungen dozou och gemaach. Perséinlech sinn ech der Meenung, wann een e gudde Geschichtscours hätt oder e gudde Philoscours hätt, wat zurzäit leider net de Fall ass am Lycée, mä wann een dat hätt, da géif et duergoen. Mä et kann een och méi wäit goen a vu praktescher Philosophie schwätzen, dat, wat mir och virschloen, datt een esou eppes kéint opbauen.

Ech hunn elo keng Zäit, fir drop anzegoen; mä wann ech och zum Beispill vu Geschichtscours schwätzen: Et ass onméiglech - ouni reliéis ze sinn, ouni fir Indoktrinatioun ze sinn -, et ass onméiglech, laanscht reliéis Stréimungen ze kommen.

(Interruption)

Gell! Mä do si mer eis eens, dat ass ganz kloer. Zum Beispill d'Chrëschtentum, wann een an d'Antiquitéit geet. Et kann een och Chrëschtentum esou analyséieren: Wouhier kennt dat? Dat war eng reliéis Stréimung a Palästina. Et ass nach ëmmer eng. Si huet sech entwéckelt am Laf vun der Zäit. Si ass net aus dem Näischt erauskomm deemools. Dat hat mat der Okkupatioun ze dinn. Déi Géigend war schon deemools okkupéiert. Et hat och mat Ennerdrückung ze dinn innerhalb vun den Hebräer. An et hat och eng emanzipatoresch Wierkung, wat och den Erfolleg erkläert. Duerno ass et pervertéiert ginn op déi eng oder déi aner Aart a

Weis. Dat gëllt fir ganz vill Reliounen, y compris och fir den Islam.

Dat heescht, et kann een och sech mat Reliounen auserneeetzen an engem politeschen, an engem ekonomesche Kontext, an engem soziale Kontext. Et ass onméiglech derlaanschtzkommen d'ailleurs, wann een dat wëllt seriö maachen.

An ech mengen, dat géif och vill méi Leit zefriddestellen, y compris Leit, déi gleeweg sinn. Ob een duerno der Meenung ass, datt de Jesus Christus de Fils vu Gott ass oder net, dat ass eng aner Fro. An ech mengen, dat ass eng intim Fro. D'ailleurs Relioun, ech mengen net, datt dat eng privat Fro ass, mä et ass éischter eng intim Fro. Ech mengen, do gëtt et..., mä doriwwer kéint een nach méi laang diskutéieren.

Wat mer elo hunn, dat ass, an dat gouf e puermol gesot, dat ass e Kompromëss. A mir menge grad, datt dat dee falsche Wee war, e Kompromëss souzosen tëscht deenen, déi fir de Reliounscours sinn, a grosso modo Laizisten oder Atheisten. An dat gëtt zesummegeematscht an dann hu mer esou eppes, wat, éischtens emol, keen zefriddestellt.

Den Här Minister huet gesot, dat wär eng gutt Léisung, wann et keen zefriddestellt. Ech weess net, ob dat eng Approche ass an der Politik. Ech mengen, et muss een awer versichen, fir jiddwereen zefriddestellen, esou vill wéi méiglech. Mä bon, dat niewebäi gesot.

Ech mengen, grad déi Approche an och déi Aart a Weis, wéi diskutéiert gouf, op eng total ontransparent Aart a Weis... Wat jo och schon e schlecht Omen ass, wann ee grad der Jugend Demokratie, Diskussioun an esou weider wëllt bäibréngen an et geet ee mam schlechte Beispill vir, andeems een deen heite Cours souwisou och nach esou ausschafft! An dann huet een eben eppes Hybrides, wat jiddweregem d'Liewe ganz komplizéiert wäert maachen tëscht engem Morallscours an engem Reliounscours. Et huet een esou eng Aart..., et ass weder Morall nach Relioun. Et ass „Morallion“ a Wierklechkeet, wat Der do geschafen hutt.

An ech mengen net, datt dat wierklech an déi Richtung geet. Mir fannen dat schued als Lénk, datt grad eng - allez! - sozialliberal Regierung grad op esou engem Niveau - mir maachen eis keng Illusioen op den ekonomesche Froen, do wësse mer, datt jiddweree sech eens ass, ausser mir -, mä op jidde Fall, op esou Froen hätt esou eng Regierung kënnen wierklech...

(Interruption)

Merci, datt Der dat sot, ech si ganz averstanen. Mä ech mengen, datt do wierklech eng Geleeenheet verpasst gouf, och op deem Niveau e Fortschritt ze errechen.

Keen ass zefridden, mir sinn dat och net. A wann een net zefridden ass, dann approuvéiert een e Gesetz net.

Ech soen Iech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Wagner. A leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Alex Bodry.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, kuerz eng Reaktioun op - bon! - déi Ennerstellungen, déi vu verschiddener Säit hei gemaach gi sinn, méi kloer eigentlech vum Verrieder vun der ADR, dee versicht, hei déi Leit, déi fir dës Reform sinn, an den Eck vun deenen ze stellen, déi géint d'Mënscherechter wäeren, soudass déi Leit, déi fir de Status quo sinn, déi Eenzeg wäeren, déi fir d'Mënscherechter sinn.

Ech huelen un, dass mer hei alleguete fir d'Mënscherechter sinn heibannen, soss wäere mer hei feel op der Plaz an dëser Chamber. Soss hätten d'Leit e schlechte Choix gemaach bei de leschte Wahlen, wéi se d'Deputéiert gestëmmt hunn.

Mir sinn alleguerten hei fir d'Mënscherechter, mä mir sinn als déi, déi dës Reform droen, dofir, dass mer d'Schoul erëm zesummeféieren. Hei geet et net ëm e Fach wéi iergenden anert. Dass mer no Glawensgemeinschaften, no philosopheschen Aklässierungen d'Schoulgemeinschaft opdeelen, dat ass net gutt. Dat ass net gutt! Dat hunn och vill Länner erkannt, déi dat hunn, deen dote System.

Dës Reform schreift sech net nëmmer an an d'historesch Entwécklung vun eiser Gesetzgebung iwwert de Wäerteunterrecht hei zu Lëtzebuerg, mä si schreift sech och an an eng international Entwécklung, déi sech breetgemaach huet, wou notament an der Belsch, no deenen décke Schwieregkeeten, déi an der Belsch sinn, se souguer mierken, dass hire System vun der Andeelung vun der Schoulgemeinschaft no Reliounen zu engem Niewentenee vun den eenzelne Reliounen gefouert huet an de Schoulen an zu engem Onversteesde-

mech vun enger Relioun par rapport zu där anerer a vun de Reliounen par rapport zu deenen, déi keng Relioun hunn.

Dat solle mer vermeiden! Mir wëllen hei also net dividieren. Mir wëlle just de Contraire. Mir wëllen erëm eppes zesummeféieren, wat eigentlech zesummegehéiert.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dës Reform ass zweetens och genau an der Linn vun deem Prinzip, fir dee mer hei, mengen ech, Eestëmmegkeet an dëser Chamber hate, wou mer gesot hunn: Mir striewen eigentlech un, anzuschreien an déi nei Verfassung, dass de Stat reliéis a weltanschaulich neutral ass, dass eng Trennung vu Kierchen a Stat ass. A genau dat ass jo och awer d'Emsetzung am Schoulberäich eigentlech vun deem dote Prinzip, dem Prinzip vun engem tolerante Laizismus, e Laizismus, deen net ausgrenzt, deen net probéiert, d'Reliounen ewechzedrécken aus der Gesellschaft - d'Reliounen sinn e Bestanddeel vun der Gesellschaft -, mä dee se éischtens emol alleguete gläichbehandelt.

An dat kann nëmmer de Fall sinn, wann all Relioun, déi unerkannt ass, och dierf a muss kënnen d'Méiglechkeet kréien, hire Reliounsunterrecht getrennt ze organisieren an och onofhängeg ee vun deem aneren ze organisieren - wou ee mierkt, dass aner Länner, déi dat hunn, vun deem dote System erëm wëllen esou schnell wéi méiglech ewechkommen a kucken, zumindest eng Stonn gemeinsam ze maachen tëscht deenen eenzelne Reliounsgemeinschaften. Et ass also déi dote Logik, déi mer hei och an där Reform hei emsetzen.

An ech wëll awer soen, dat ass och bei der CSV. Ech mengen, hire Wahlprogramm, ech wëll net drop agoen, dee war vläicht méi aus taktischen Iwwerleeungen esou formuléiert, wéi e formuléiert war, well et jo drëm gaangen ass, eventuell och e Koalitionspartner ze fannen an och Gemeinsamkeiten, wat eng Reform ugeet, mat engem méigleche Koalitionspartner scho kënnen unzedeiten an engem Wahlprogramm. Et ass drëm gaangen, fir den Näreuedem fir eng Géigekoalitioun géint CSV esou kleng wéi méiglech ze halen.

C'est de bonne guerre! C'est de bonne guerre! Mä och mat der CSV, wëll ech soen, hu mer grad mam Lycée och Pilotprojeten awer duergesat, wou grad deen heite Modell eigentlech schon ausprobiert ginn ass, e Modell, wou iwwer Weltanschauung, iwwer Reliounen Wësse vermëttelt gëtt, mä wou keng Glawensvermittlung gemaach gëtt. Genau dat, dee Pilotprojet, déi Iddi eigentlech, gëtt an deem heite Projet erëm eng Kéier emgesat. An et ass, mengen ech, gutt, dass mer et maachen.

An ech akzeptéieren, wéi gesot, net dem Här Kartheiser seng Schwarz-Wäiss-Molerei, säi Schwarz-Wäiss-Bild, wat e vun der Politik a vun dëser Gesellschaft hei moot.

Iwwerhaapt, Här Kartheiser, Dir sidd nach net esou laang dobäi: D'ADR, soulaang wéi ech d'ADR schon hei dierf beobachten, ma déi hat emol eng Kéier eng aner Positioun an där doter Fro!

(Interruption)

Ech ka mech ganz gutt erënneren, dass d'ADR, éischtens, ëmmer fir d'Trennung vu Kierchen a Stat war an, zweetens, och ëmmer Verrieder heibannen hat - ëmmer Verrieder heibannen hat! -, déi mat grousem Engagement sech fir d'Afféiere vun engem allgemenge Wäerteunterrecht agesat hunn.

Duerfir, wann ech gelift, jugéiert hei net ze schnell! Merci.

(Brouhaha général)

► **Une voix.** - D'ADR ass méi radikal ginn.

► **Une autre voix.** - Très bien!

► **Une troisième voix.** - Voilà!

► **La première voix.** - D'ADR ass méi radikal ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, ech hu mat grousser Begeeschterung dem Här Bodry nogelauschert, well den Här Bodry huet, éischtens, confirméiert, wat mir gesot hunn. En huet dat gesot, wat mer virdrun och beschriwwen hunn als eng Verletzung vun enger internationaler Konventioun. A kengem Wuert a senger Interventioun konnt en dat relativéieren oder a Fro stellen, wat dës Regierung mécht, nämlech datt se en internationalen Engagement vu Lëtzebuerg net respektéiert.

**(Brouhaha général)**

Dat Zweet: En huet meng Partei ugeschwat. Meng Partei huet e Wahlprogramm gehat an hält sech absolutt un dee Wahlprogramm. Ech liesen lech et vir, Här Bodry. Dir sollt méi dacks an eise Wahlprogramm liesen, et ass eng interessant Lektür.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Ech hu vun enger frierer Positioun geschwat, déi Der elo a Grund a Buedem veruerteilt hei!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Mir hunn en däitschen Text hei, ech hunn lech dee matbruecht, well ech hu geduecht, Här Bodry, well ech lech kennen, datt Der bestëmmt domadder kommt. „Die ADR in der Frage des Religionsunterrichts: Sie respektiert die Entscheidung der Eltern“, dat ass konform zum Droit international, „und Schüler sowohl zugunsten des Religionsunterrichts als auch des Werteunterrichts und spricht sich daher für das gleichberechtigte Weiterbestehen beider Fächer an den Schulen aus.“

Ech kann lech garantéieren, dat ass d'Positioun vun där ganzer Partei, et ass d'Positioun vun allen Deputéierten, déi vun deene leschte Wahlen un an dëser Chamber sinn. Dat ass eng éierlech a konsequent Haltung vun der ADR, zu där mir stinn an déi mer anhalen!

An näischt an deem, wat Dir gesot hutt, Här Bodry, och wann Der lech vill Méi gitt, kann eis iwwerzeegen, datt eng Regierung an eng Parteielandschaft wéi Är, déi ëmmer vu Multikulturschwätzt an elo den Eenheitsbräi probéiert an de Schoulen ze realiséieren, domadder iergendeppes mécht, wat ee kéint als eng sozial Avancée huelen!

Dir maacht just de Contraire vun Diversitéit, an dat, wat lech um Härz läit, näämlech och den europäesche Slogan, wou et heescht „Verschiedenheit an Eenheit“, och dat sidd Der amgang ze violéieren. Dir sidd dauernd a Widerspréich mat lech selwer!

Ech soen lech Merci.

(Brouhaha)

► **Une voix.** - Buuh!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Bodry huet d'Wuert.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Här President, den Här Kartheiser gétt elo den ieweschte Mënscherechtsrichter hei an Europa. Dat ass formidabel, muss ech soen. Dee Culot muss een hunn!

E soll mir eng Jurisprudenz nenne vum Europäesche Gerichtshaff, wou e Land condamnéiert ginn ass, dass et misst - misst! - misst! -, do, wou kee Reliounsunterricht ass, all Relioun e Reliounsunterricht an der öffentlecher Schoul organiséieren. Esou eng Jurisprudenz gétt et net. All déi Kloe sinn ofgewise ginn! Also behaupt hei net, wat net wouer ass!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci, Här Bodry.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Mir bleiwen um Buedem vun eise Reglement. An eist Reglement seet a sengem Artikel 36 ganz kloer, dass kee vun de Riedner méi wéi zweemol zu darselwechter Debatt agräift. Dofir ass et jo och gutt, dass jiddweree fein d'Wuert freet.

Dir hutt allen zwee zweemol d'Wuert kritt, domat droe mer eise Reglement Rechnung. An d'Wuert huet elo den Här Erziehungsminister.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem Rapporteur, dem Lex Delles, Merci soe fir seng Explikatiounen, souwuel am schrëftleche wéi och am mündleche Rapport, deenen anere fir d'Interventiounen och. Et war eng animéiert Debatt. Et ass e Sujet, dee schliisslech jo awer schonn zanter Jorzéngten, jo, iwwer e Jorhonnert d'Lëtzebuerger Diskussiounen an d'Lëtzebuerger Politik mat beschäftegt huet, an datt do emol eng Kéier kontrovers diskutéiert gétt, dat ass eigentlech an enger Demokratie normal.

Ech wëll nach eng Kéier kuerz drun erënneren, et ass awer scho gesot ginn, mä ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, firwat mer déi Reform hei maachen. Et geet drëms, d'Kanner zesummenzeféieren, déi aus engem ënnerschidd-

lechen Horizont kommen. Et geet drëms, d'Kanner ze stärke, fir deene Liewensaufgaben, déi virun hinne leien, kënne gerecht ze ginn. Et geet och drëms, de Kanner wierklech de Choix ze ginn, well ech ka mech nëmme fir eppes decidéieren a vun eppes iwwerzeege loossen, wann ech et kennen a wann ech och dat anert kennen. An et geet drëms, d'Kanner op déi heiteg Gesellschaft ze preparéieren, déi nach emol vill méi plurikulturell a plurireliéis ass, wéi se virun enger Rei vu Jorzéngte war.

D'Kanner op déi heiteg Gesellschaft preparéieren, geet awer nëmme, wann een an der Schoul eng Situatioun huet, wéi se der heiteger Gesellschaft och gerecht gétt. An haut liewen d'Kanner vun ënnerschiddleche Kulturen, vun ënnerschiddleche Sproochen, vun ënnerschiddleche Reliounen oder generell vun ënnerschiddleche Glawensopfaassungen a Weltanschauungen an deem Land zesummen, wuussen zesummen op, mussen muer dëst Land zesumme weiderdroen a weider no vir bréngen.

Duerfir wëlle mer eben net méi eng kënschtlech Situatioun an der Schoul weider oprecht-erhalten, wou mer Kanner no Kulturen an no Reliounen, no Weltanschauunge weiderhin trennen. Mir wëlle se zesummenféieren, fir datt se zesummen een deen anere kenneléieren, datt se vun deem anere wëssen, wat en ass, wéi en ass, wat se gemeinsam hunn an allen Differenzen a wat dann och dat ass, wat se ënnerscheet.

Mir wëllen, datt d'Kanner Toleranz entwéckelen ee par rapport zu deem aneren, och Respekt entwéckelen ee par rapport zu deem aneren, deen, dee gleeweg ass fir eng Relioun par rapport zu deene vun anere Reliounen, deen, deen net gleeweg ass par rapport zu reliéise Leit, reliéis Leit par rapport zu net gleewegen an esou weider.

Mir wëllen en Zesummeliewen an deem Land domadder erméigleche vu ganz ënnerschiddleche Leit, Leit, déi ganz ënnerschiddlech Horizonten hunn, ganz ënnerschiddlech Weltanschauungen a Reliounen hunn. Mir wëlle jiddwerengem awer och mat op de Wee ginn, datt en e kritesche Geescht huet, e kritesche Geescht behält a säi kritesche Geescht och par rapport zu allem, wat gesot a geschriwwé gétt, an och emol heiansdo par rapport zu deem, wat e selwer denkt, ëmmer nees asetzt.

A mir wëllen d'Selbstbestimmung vun deem Einzelnen domadder féieren, datt mer en als eegestännege Mënsch stärke, opwuesse loossen an där Gesellschaft, déi, wat d'Wärter ubelaangt, ganz viles ubitt, viles, wat gutt ass a wat een nëmme kann ënnerstëtzen, munches och, wat absolutt bedenklech ass, an och e puer Saachen, déi wierklech problematesch sinn.

Mir wëlle Kanner doranner stärke, datt se hiren eegene Wee doranner kënne fannen. Dat ass d'Ambitioun vun deem Gesetz. Dat ass och d'Ambitioun vun deenen anere Gesetzer, déi nach wäerten nokommen, fir e gemeinsamen Unterrecht „Vie et société“ och an der Grondschoul anzeféieren.

Ech kommen awer net derlaanscht, fir eng Rei vu Kloststellungen ze maachen. Ech wëll mech net laang mam Riedner vun der ADR befaassen. Ech mengen, et ass net derwärt. Et ass hei scho gesot ginn, wat fir e Wee d'ADR do zréckgeluecht huet.

Dir waart vläicht dee Moment nach net an der Fraktioun, wou hei Motiounen vun der ADR abruecht gi sinn, wou genau d'Aféierung vun deem gefuerdert ginn ass, wat mer haut hei sollen ofstëmmen.

(Interruption)

Den Här Gibéryen misst sech nach kennen erënneren.

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

D'lescht Kéier war den Här Gibéryen ganz erstaunt, wou ech em dat rappeléiert hunn. Mä dat ass e Wee, dee mécht Är Partei.

Méi bedenklech ass, datt d'CSV schéngt hannendrunzelafen, well mat deem, wat am Wahlprogramm stoung, huet déi Positioun, déi mer haut hei héieren hunn, jo wierklech net méi ganz vill ze dinn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Ech kann och net novollzéien, wéi Der hei erkläert, datt dat zwar esou am Wahlprogramm steet, mä well d'Regierung nach iergendwelch aner Saache mécht, kënnt Der dat heiten, genau dat heiten, wat an Ärem Wahlprogramm stoung, haut net matstëmmen. Mä dat muss Der mat lech ofmaachen.

Ech wëll awer nach e puer Kloststellungen maachen, well déi Aussoen enttäusche mech dann awer e bësse méi vum Här Zeimet wéi vum Här Kartheiser, déi hei gemaach gouf.

Do gouf behaupt, hei géifen d'Elteren d'Méiglechkeet ewechgeholl kréien, hir Kanner reliéis ze erzieen. Dat ass natierlech...

(Brouhaha)

Dat ass natierlech... Neen, da muss den Här Zeimet nach eng Kéier noliesen, wat en hei gesot huet, am Kader, dat ass natierlech absolutt net de Fall. Jiddwereen, all Mamm an all Papp, erzitt seng Kanner esou, wéi en dat fir richtig fënnt, reliéis, net reliéis, no anere Reliounen, no anere Weltanschauungen. Dat wäert absolutt net changéiert gi mat dëser Aféierung vun deem Schoulfach hei.

Et ass gesot ginn, de Stat, dee géif hei Wäerter virginn. De Stat gétt hei absolutt keng Wäerter vir. De Stat proposéiert deene Jonken déi Wäerter, déi et an der Gesellschaft gétt. De Stat seet och hei an der öffentlecher Schoul, wat d'Limite si vun där Toleranz a vun der Neutralitéit, déi ee muss anhalen. Dat ass, denken ech, wierklech, an do misst mer eis jo awer kënne eens maachen, d'Erklärung vun den allgemenge Mënscherechter. An de Stat gétt hei jiddwerengem d'Méiglechkeet, an déi Wäerter ze gleewen an un deene festzehalen, déi e selwer fir richtig fënnt.

Et ass gesot gi vum Här Zeimet, datt de Cours näischt méi mat Relioun ze dinn hätt, oder kaum nach mat Relioun ze dinn hätt, net genuch mat Relioun ze dinn hätt. Et ass hei scho vun der Kontabelmentalitéit geschwat ginn, déi ech, mengen ech, wierklech hei net kann akzeptéieren.

A wie mengt, datt, wann een eng Rei vu Sujeten opléicht, déi vum éischte Schouljoer bis erop op Troisième oder op Onzième sollten diskutéiert an thematiséiert ginn, an do net direkt den Term „Relioun“ dra virkënt, wien also mengt, datt Froe wéi Doud a Léift an Zesummeliewen, datt déi näischt mat Relioun ze dinn hätten an datt déi net och reliéis kéinten a missten thematiséiert ginn, deen, denken ech, huet sech wierklech d'Méi net gemaach, mat deem Sujet hei sech wierklech ausenanerzesetzen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Ech wëll och drun erënneren, well och dat schéngt komplett ignoréiert ginn ze sinn, datt mer no deene verschiddegen Avisen, souwuel vun dem Zesummeschloss vun deene laizisteschen Associatiounen wéi och dem Conseil des Cultes, déi Dokumenter, dee pädagogesche Léierameplang nach eemol iwwerschafft hunn an amendéiert hunn op eenzelne Punkten. Also kann ee sech jo hei wuel net just enzeg an alleng op dat bezéien, wat am Avis vum Conseil des Cultes steet a formuléiert gouf, éier et iwwerschafft gouf. Och dat ass sécherlech net zouläseg.

A mir hunn och eng Reaktioun gewisen op déi net onbedeutend Propos vum Conseil des Cultes, wou d'Relioungsgemeinschaften, déi jo och unerkannt sinn hei am Land an zesummegeschloss sinn, gesot hunn, se géifen eigentlech gären zesummen e Reliounsunterricht proposéieren, en „Reliounen“-Unterrecht proposéieren. Wéi et da wierklech gaange wär a wat fir eng Komplikatiounen do nach allegueren hätte missen iwwerwonnen ginn, dat ass eng aner Saach. Mä ech fannen dat schonn e remarkabele Schrëtt a mir hunn d'Relioungsgemeinschaften aus dem Conseil des Cultes opgefuerdert, a si ginn och mat op dee Wee, en Dokument ze erstellen, wat mer dann den Enseignanté vun deem Fach hei wäerte weiderginn, wou dran dokumentéiert ass, wéi si hir Relioun selwer gesinn, wéi si hir Reliounen generell am historiesche Kontext gesinn, wéi se hir Reliounen hei am Land gesinn.

Mir hunn datselwecht, déiselwecht Invitatioun awer och un déi laizistesche Associatiounen ginn, fir och do déi eenzel Denkstréimunge mat eranzehuelen an déi Diskussiounen, datt och si sech selwer kënne esou definéieren. Natierlech wäerte mir d'Autoritéit sinn, déi dat och nach eemol kuckt. An da maache mer eng Publikatioun dorauer an déi gi mer weider un d'Enseignanté, déi dat Fach do halen, fir datt mer do en Dokument hunn, wou jiddweree konnt maachen, an och un deenen Definitiounen, déi awer net onwesentlech sinn a wou et effektiv nach e Besoin gétt, fir datt jiddwereen deen aneren och emol nach eng Kéier e bësse besser kenneléiert a kuckt, wat deen da wierklech ass a wat en net ass, datt dat schwaarz op wäiss och eng Kéier dosteet. An duerfir sinn ech ganz dankbar fir déi Kontributiounen.

Et stëmmt also net, datt mer keng Suite op déi dote Propos vum Conseil des Cultes ginn hätten. An et stëmmt eben och net, datt mer de reliéise Phenomeen, datt dës Regierung de reliéise Phenomeen ganz aus dem öffentleche Liewe wéilt verbannen. Wien dat hei behaupt, deen huet déi Konventioun, déi mer am Januar

d'lescht Joer ofgeschloss hunn, wierklech net gelies. Do gétt d'Relatioun tëschent dem Stat an de Relioungsgemeinschaften sécherlech nei geregelt, mä datt d'Relioungsgemeinschaften an de Fait religieux komplett aus dem öffentleche Liewe sollte verschwannen, hunn ech a kenger Zeil do ermfont. Ech wär also och frou, wann d'CSV dat dote géif zur Kenntnis huelen.

Well et jo nach schéngt bei Einzelnen heibannen a sécherlech och dobausse Klärungsbedarf ze ginn, wat dann elo wierklech dat Schoulfach „Vie et société“ bedeit oder wat et net bedeit, kann ech lech allegueren invitéieren, op den Internetsite „vieso“ - „Vie et société“, vieso.lu - kucken ze goen, wou mer ganz vill dokumentéieren dorüwer, wou ganz gutt erkläert ass, wat an deem Fach wäert geschéien, wat d'Enseignanté wäerte mat zur Hand gerecht kréien, fir hire Cours kënne ze gestalten, wéi an Zukunft och dee Cours soll weider liewen.

Ech wëll och nach eng Kéier betounen, datt mer hei innovéiert hunn an engem Sënn, datt mer nach ni an der Lëtzebuerger Schoul esou e Fach haten, wat an esou engem breeden Dialog ausgeschafft ginn ass a wou d'Ausschaffung dovunneer öffentlich begleet ginn ass. Bis ewell gi Schoulprogrammer ausgeschafft vu Programmkommissiounen am Secondaire, respektiv am Ministère selwer am Fondamental, an de Minister, dee setzt se a Kraaft, an dat war et dann och.

Hei hu mer à plusieurs reprises communiquéiert, Dokumenter oppegeluecht, jiddwereen invitéiert, déi, déi sech direkt concernéiert gespuert hunn, natierlech de Conseil des Cultes an och déi laizistesche Associatiounen, awer jiddwereen am Land invitéiert, eis och seng Positioun dozou eranzeginn. Mir hunn déi Positiounen geholl a se weidergerecht un déi Aarbechtsgruppen, déi dorunner geschafft hunn, déi dorüwer nees op en Neits diskutéiert hunn a gekuckt hunn, wat do kéint considéréiert ginn a wéi déi eenzel Avisen dann och ze beäntwert wäeren.

Et ass nach ni esou eng breet gesellschaftlech Participatioun gi bei der Erstellung vun engem Schoulfach wéi hei. An ech géif mer wënschen, datt mer an Zukunft, vläicht net an deem Mooss, mä awer Prozedure fannen, wéi mer déi gesellschaftlech Participatioun iwwert dat, wat an der Schoul soll geschéien a geléiert ginn, kënne stärke, duerfir enner anere d'Schafung vun engem Conseil national des programmes, mat deem mer d'Chamber och deemächst wäerte befaassen.

Et gétt selbstverständlech zu dëser Thematik, an déi Debatt vun de Mëtten dokumentéiert dat nach eng Kéier, keen honnertprozentige Konsens. Deen ass net ugestriekt ginn, well da wär et een um allerënneschte gemeinsamen Nenner gewiescht an et wär effektiv näischt méi dobäi erauskomm.

Ech hu virdu gesot, et ass eng Thematik, d'Plaz vun de Reliounen an der Schoul, déi d'Land Jorzéngten, jo, iwwer e Jorhonnert beschäftegt huet. An een, deen elo mengt, datt mer innerhalb vun e puer Méint an Aarbechtsgruppen dat dote komplett kéinten zur Zefriddenheet vu jiddwerengem hei am Land regelen, deen, denken ech, kennt d'Geschicht vun deem Land hei net.

Et ass awer eng Participatioun do gewiescht. Jiddweree konnt sech abréngen. An ech mengen, an dat war d'Ambitioun, datt mer finalement eppes hunn, wou eng Mamm an e Papp nach ëmmer kënne soen: „Jo, do sinn ech d'accord, do schécken ech meng Kanner gären hin. Ech fannen, datt dat dote korrekt gemaach ass, datt do meng Kanner selwer eppes dovunner hunn, datt se dovunner kënne profitéieren.“

An da kënne se nach ëmmer selwer hire Kanner déi Elementer vu reliéiser oder net reliéiser Erziehung mat op de Wee ginn. Ech géif bal soen, si müssen hire Kanner dat mat op de Wee ginn, well komescherweis sinn déi, déi hei ganz haart elo jäizen, datt d'Schoul dat dote misst maachen, déi, déi soss am haartste jäizen, wou se net onrecht hunn, datt d'Elteren net dierften aus der Pflicht gelooss ginn, wann et em Wäertverméttlung an Erziehung vun de Kanner geet, an datt de Stat net alles dierf maachen. Och dat sief awer vläicht als eng licht Inkohärenz nach eng Kéier hei dugestallt.

(Interruption)

Mir hunn, obschon de Regierungsprogramm dat esou virgëtt, net elo fifty-fifty gemaach: hallef Contenu vum Moral- a Sozialunterricht an hallef Contenu vun Reliounsunterricht. Et si wuel Elementer iwwerholl gi vun deem engen an deem anere Fach. Dat geet jo och net anescht, well wa mer vu Wäertererziehung schwätzen, wa mer vu Liewen a Gesellschaft schwätzen, huet dat eent Fach wéi dat anert Fach sech natierlech an engem ganz héije Mooss domadder beschäftegt.

Mä et ass gekuckt ginn, eppes Ganzes draus ze maachen, eppes Kohärentes draus ze maachen, wou een net herno an dem Léiermaterial, an de Bicher erkennt, datt déi eng Säit vun deem enge Fach kennt an déi aner Säit vun deem anere Fach, dat eent Kapitel vun deem enge geschriwwen ginn ass an dat aner Kapitel vun engem anere geschriwwen ginn ass.

Selbstverständlech wäert dat neit Schoulfach „Vie et société“, dat gëllt fir de Secondaire gradesou wéi duerno fir de Fondamental, sech weiterentwéckelen. Mir ginn et an d'Hänn vun den Enseignanten. Dat heescht, mir schafen eng Programmkommissioun, déi weider wäert dorunner schaffen. Natierlech mussen Evaluatioune gemaach ginn no een, zwee Joer. Natierlech muss och en A drop gehale ginn, wéi dat Fach enseignéiert gëtt.

Ganz besonnesch dofir hu mer och drop insistéiert, datt jiddwereen, deen dat Fach do enseignéiert, egal wat fir eng Basisformatioun datt en huet, egal wat en och virdrun an der öffentlecher Schoul gemaach huet, eng Weiterbildung wäert mussen absolvéieren, fir an dat Fach hei agefouert ze ginn, well et e ganz neit Fach ass a keen et virdrun konnt gesinn. Also muss een dat Neit och entdecken a muss ee begleet ginn doranner. A mir wäerten och am Kontext vun den neie Rekrutementsregele fir de Secondaire, déi, denken ech, hei an enger Woch nach eng Kéier kënnen zur Diskussioun stoen, wou en nächste Projet de loi wäert ugeholl ginn, och hei den Zougang zum Fach oder zum Proff am Secondaire, fir „Vie et société“ kënnen ze halen, méi breet maachen.

Haut ass et esou, datt mer an der éischter Phas all déi Enseignanten, all déi Professerer iwwerhuelen, fir dat Fach ze halen, déi Relioun respektiv Moral- a Sozialunterrecht halen. An duerno wäerte mer rekrutéieren op Basis vu Masterdiplom, déi méi breet gestreet sinn. Do kënnen natierlech Reliounswissenschaften drënner sinn, respektiv Theologie, Philosophie, Soziologie. An der Regel fanne mer souwisou ganz oft Kombinatioune vun all deenen dote Stréimungen erëm.

Op Basis vun engem Master kann ee sech dann dem Rekrutementsconcours stellen. An do gëtt gepréift, ob een d'Kompetenz huet, fir dat Fach ze enseignéieren, sou wéi mir et eben hei elo definéiert hunn, an da kann een Zougang zu dem Proff fir „Vie et société“ kréien.

Dat sinn och nach Elementer, déi, denken ech, net onwichtig sinn, well dat huet jiddweree gesot, deen eis och heibäi begleet huet, datt natierlech de Léierplang ganz wichteg ass, datt d'Léiermaterialie ganz wichteg sinn, mä datt den Encadrement, d'Formatioun vun deenen Akteuren, déi herno an der Schoul dat Fach sollen ëmsetzen, mat ausschlaggebend sinn dofir, fir et och wirklech zu engem Succès ze féieren.

Villmools Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci und dem Här Minister. Den Här Zeimet huet Parole après ministre.

► **M. Laurent Zeimet (CSV).** - Merci, Här President. Vu datt den Här Minister dat ugeschnidden huet an eppes erëmginn huet, wat mir esou net gesot hunn: Mir hunn net gesot, datt Dir heimadder den Eltere géift de Choix ewechhuelen, ob se hir Kanner kënnen reliés oder net reliés erzéien. Mir hu gesot...

(**Interruptions diverses**)

Neen, mir hu gesot, datt mir der Meenung sinn, datt et de Leit, datt et den Elteren hir Responsabilitéit ass ze décidieren, ob se hir Kanner wëlle reliés oder net reliés erzéien, an datt mer dofir der Meenung sinn, datt och eng reliés Educatioun an der Schoul muss méiglech sinn. Dat ass awer schonn en Ennerscheid!

Da weisen ech awer och op Äre Widersproch hin, wann Der sot, datt Der dat net wëllt ofschafen, wat ech lech och net wëll ënnerstellen, mä Dir sot selwer, d'Kanner sollten alles kennelieren an dann en eegene Choix kënnen maachen. Do gesi mer dann dat vläicht e bëssen anescht. Mir mengen, op d'mannst soulaang d'Kanner an d'Grondschoul ginn, datt dat d'Responsabilitéit vun den Elteren ass, also och kënnen e Glawen un hir Kanner weiderze ginn.

Da wëll ech just nach eppes derbäisoen, dat ass jo och elo e puermol komm, an och den Här Minister huet nach eng Kéier drop higewisen, op déi Konventiounen, op déi mer jo d'nächst Woch dann ze schwätze kommen, an datt eben d'kathoulesch Kierch hei zougestëmmt hätt, an d'CSV wär dann „méi helleg wéi de Poopst“, mengen ech, hat souguer ee gesot.

Ech wëll just drop hiweisen, ech selwer, ech war am Reliounsunterrecht, ech war awer och ee Joer an der Morall. Do ass mäi kritesche Geescht och ouni deen neie Cours...

(**Brouhaha**)

Elo sidd Der erstaunt, ne!

...och ouni deen neie Cours...

► **Une voix.** - Et ass awer net vill hänke bliwwen.

► **M. Laurent Zeimet (CSV).** - ...och ouni deen neie Cours esou wäit geformt ginn, dee kritesche Geescht, datt ech och ka mat mengem Bëschof a mat mengem Generalvikar net enger Meenung sinn.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

(**Interruptions et hilarité**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Mir sinn um Enn vun eiser Diskussioun ukomm. A mir kënnen...

(**Brouhaha général**)

Mir kënnen direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6967 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6967 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwuer.

De Projet de loi 6967 ass mat 32 Jo-Stëmme bei 28 Nee-Stëmmen adoptéiert.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Claude Adam) et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(**Négation**)

Muss ech ofstëmme loossen?

(**Assentiment**)

Da stëmme mer nach eng Kéier of. Da stëmme mer nach eng Kéier of iwwert d'Dispens vum zweete Vott, wann Dir dat wëllt?

► **Une voix.** - Neen, neen, Här President!

(**Interruptions diverses**)

(**La Chambre accorde la dispense du second vote constitutionnel.**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Okay, Merci, da kënnen mer zum nächste Punkt iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6862, bei deem et ëm d'Aféiere vun enger Steier zugonschte vun den Hëllefsgéngschter geet. An d'Wuert huet direkt d'Rapportrice. Madamm Joëlle Elvinger, Dir hutt d'Wuert.

4. 6862 - Projet de loi portant création d'un impôt dans l'intérêt des services de secours

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **Mme Joëlle Elvinger (DP), rapportrice.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een u Gesondheet denkt, dann denkt een dacks un Dokterer an u Spideeler. Wann een awer zum Beispill en Accident op der Strooss huet, an dat kënnt leider méi oft vir, wéi mir eis dat wënschen, da muss een emol als Éischt an d'Spidol kommen. Kuerz gesot: Mir brauchen e gutt funktionéierend Rettungswiesen. An deem Kader ass jo eng Reform vum Rettungswiesen um Instanzeweise an deen neien Asazteller CNIS zu Gaasperech steet och an de Statlëscher.

De Gesetzesprojet, iwwert dee mer op dëser Plaz schwätzen, reit sech an dës Reflexiounen an. Et geet nämlech dorëm, de laangfristige

Finanzement vun eise Rettungswiesen ofzesécheren, andeems eng Steier opgehuewe gëtt op den Haftpflichtassurancen op den Autoen. Dës Steier wäert da vum 1. Oktober u gellen.

Här President, schonn am Joer 1905 huet de Législateur sech der Thematik vum Rettungswiesen ugeholl an de Finanzement vun de Pompjeeën iwwer eng speziell Steier festgehale.

(**Mme Simone Beissel prend la présidence.**)

Duerno gouf dat däitscht Gesetz vum 1. Februar 1939 iwwert déi sougenannten „Feuerschutzsteuer“ vu 4% am Joer 1941 duerch eng Ordonnance an eis Gesetzgebung iwwerdroen.

Et handelt sech hei ëm zwee Gesetze mam selwechten Zil - d'Fixatioun an d'Repartitioun vun der Steier -, déi gläichzäiteg applikabel sinn, wat net optimal ass, wat d'Sécurité juridique an d'Transparenz ugeet. Et ass eng Steier, déi op de Feierversécherungen ufällt an déi dofir geduecht ass, fir d'Käschte vun de Pompjeesätze ze decken.

Den 11. November 1984 ass dunn een eenzegt Gesetz gestëmmt ginn iwwert d'Steier fir d'Services d'incendie. 1985 ass dës Steier du vu 4% op 6% vum Total vun den Assurancéprimmen op der Feierversécherung op Gidder, déi zu Lëtzebuerg lokalisiert sinn, gehuewe ginn, dat, well d'Käschte weider gewuess sinn an d'Asazmaterial mat der Zäit ëmmer méi performant ginn ass.

Dës Ofgab war awer bis elo nëmme geduecht, fir d'Pompjeeswiesen ze finanzéieren. D'Protection civile, déi eréischt nom Zweete Weltkrich gegrennt ginn ass, gëtt also aus historesche Grënn net iwwert dës Gesetz finanzéiert.

D'Protection civile ass awer haut och e wichtege Akteur um Terrain, deen nobele Missiounen nokënnt an dee mir alleguerten ze schätze wëssen. Mir wëssen awer haut unhand vu genaue Chifferen, dass d'Akteuren um Terrain meeschtens wéinst anere Mësstänn wéi Feier an den Asaz müssen. 2013 goufen et 13.500 Interventiounen iwwert d'Land an net emol 20% dovunner ware wéinst engem Brand.

Eng grouss Zuel vun den Asätz sinn duerch den Autosverkeier verursaacht. Oft handelt et sech ëm Autosaccidenter oder och emol ëm Fall, an deenen Uelech op der Strooss ausgelaf ass. D'Zuele beleeden, dass d'Rettungsdéngschter hautdesdaags ganz vill aner Interventioune maache wéi just nëmme Bränn läschen.

An un engem performanten, multifunktionelle Rettungsdéngscht, do si mir eis all eens, dierf net gespuert ginn. Dee muss mir eis eppes kaschte loossen. An et ass och richtig, dass een dës Steier da bei den Autosassurancen usetzt, wann ee bedenkt, wéi vill Asätz vum Rettungswiesen leider op eise Stroosse musse gemaach ginn.

An deem Sënn gëtt vum 1. Oktober 2016 un eng Steier am Intérêt vun de Rettungsdéngschter agefouert, déi äänlech opgebaut ass wéi d'Steier am Intérêt vun de Pompjeesser- vicer. Et handelt sech hei ëm e Montant, deen all Assureur bezuele muss, deen Assurances responsabilité civile op den Autoe verkeeft, an zwar mat engem Taux vun 3% vun den émetéierte Primmen.

Verschidden Avisen haten drop higewisen, dass d'Assurancégesellschaften hire Manque à gagner kéinte fréier oder spéider op hir Clienté weiderginn, dat heescht op d'Bénéficiaire vun dëser Reform. Dës war awer a kengster Weis d'Intentioun vum Législateur. Fir den Detail vun allen Avisa verweisen ech op mäi schrëfleche Rapport, dee jo den 1. Juli dës Joer an der Cofibu ugeholl ginn ass.

Madamm Presidentin, wann ee vun engem gesamte Montant vun 187 Milliounen, dat sinn d'Zuele vum 2011, un Assurancéprimmen op der Autoshaftpflicht ausgeet, kéimen duerch dës Gesetz zousätzlech 5,6 Milliounen an d'Statskeesen, fir d'Rettungsdéngschter ze finanzéieren.

Sécherlech wär et sënnvoll gewiescht, wann dës Gesetzesprojet hätt kënnen zesumme mam Projet de loi iwwert d'Reform vun Rettungswiesen hei an der Chamber gestëmmt ginn, also dem Projet de loi 6861 portant organisation de la sécurité civile et création d'un corps grand-ducal d'incendie et de secours. Leider huet de Statsrot dës Projet de loi, deen awer schonn den 18. August 2015 déposéiert ginn ass, also genau een Dag no deem Projet de loi, iwwert dee mer hei wäerten ofstëmme, nach ëmmer net aviséiert.

Madamm Presidentin, loosst mech ofschléissend bemierken, dass ech iwwerzeegt sinn, dass d'Sue fir e méi performant Rettungswiese méi wéi gutt investéiert sinn. D'Reform vum Rettungswiese wäert e Qualitétsprung vun eisen Noutdéngschter mat sech bréngen. Haut schafe mir d'Basis, fir dass dës Qualitéts-

sprong och laangfristeg finanziell ofgeséichert gëtt.

An dofir ginn ech dann och den Accord vun der DP-Fraktioun an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci der Madamm Rapporteur Joëlle Elvinger. Als éischten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

(**Discussion générale**)

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech soe fir d'Éischt der Rapportrice, dem Joëlle Elvinger, Merci fir hire schrëflechen a mündleche Bericht. Si huet et richtig gesot: Mat dësem Gesetzesprojet féiere mer eng nei Spezialsteier vun 3% op de Primme vun den Autosassurancen oder villméi den Autoshaftpflichten an. Den Zweck ass de Finanzement vun de Rettungsdéngschter an déi geschate Recette fir de Stat, déi läit bei 5,5 Milliounen Euro pro Joer.

Eishtens, ech wëll et nach eng Kéier widderhuelen: D'CSV steet fir e performante Rettungsdéngscht. Mir wäerten och déi Initiativen an Zukunft ënnerstëtzen, déi d'Rettungsdéngschter am Generelle sollen an hirem Funktionement optimiséieren.

D'CSV erkennt och ausdrécklech d'Aarbecht vun de Secouristen un, deene professionellen, mä och deene bénévolen, well, wat ee muss wëssen: Déi Rettungsdéngschter, déi hunn oft net nëmme physesch schwéier Aufgaben, mä och psychesch schwéier Aufgaben, wa se zum Beispill op der Strooss stinn, bei engem Accident intervenéieren, wou et Verletzter oder souguer Doudeger ginn.

Dat verhënnert awer net, dass d'CSV géint d'Aféierung vun dëser Spezialsteier ass. Iwwergens komme sämtlech Berufschamberen, déi en Avis zu dësem Gesetzesprojet ginn hunn, zu darselwechter Konkursioun, an ech muss och soen: De Statsrot huet e ganz kriteschen Avis, deen och juristesche fondéiert ass, zu dësem Projet de loi ofginn.

Fir d'CSV ass de Rettungsdéngscht en öffentliche Service, e Service public vum Stat a vun de Gemengen. An duerfir si mir der Meenung, dass de Finanzement dovunner och dem Statsbudget oder méi generell der öffentlecher Hand ënnerläit, mä sécherlech net enger zweckgebonnener Spezialsteier. Och wann dës Spezialsteier formell wuel an d'Statskeess fléisst, ass et dach eng camoufléiert Mehreinnam, zwar mat engem nobelen Zweck, wéi d'Madamm Elvinger et virdrun ënnerstrach huet, mä de Bierger wäert herno awer letztendlech d'Käschten dovunner droen. A mir kënnen net all noablem Zweck eng nei Spezialsteier zouuerdnen.

Zweetens, dës Spezialsteier ass dach an der budgetärer Regierungslogik e bësse schwéier novollzéierbar. 2013/2014 ass dës Regierung ugetrueden, fir, no hiren eegenen Aussoen, d'Land missen aus enger desastréiser Finanzlag ze retten. Dass virdrun d'Land ënner enger weltwäiter Wirtschaftskris gelidden huet, dass systemesch Banken, anerer wéi déi, wou de fréiere Wirtschaftsminister sollt eventuell President ginn, hu misse gerett ginn, dass Dausende vun Aarbechtsplazen domadder awer och konnten assuréiert ginn, an net nëmme op der Finanzplaz, an dass virun allem Kleng- a Mëttelbetriber d'Faillite konnten évitéieren, dat gëtt leider oft haut vergiess.

D'Regierung huet dunn 2014 e grouse Spuerpak ugekënnegt an et sollt wuel och nach eng Steierreform kommen. Am Hierscht 2015, du war se nach budgetsneutral. Méi Spillraum wier net do, an all aneres, dat wier Utopie. An elo - oh Winner! - ee Spuerpak, deen emol net zu engem Drëtzel reell applizéiert ass, dee mécht elo de finanzpoliteschen Himmel erëm blo. Domat goufen, der Regierung no, d'Statsfinanzen elo gerett. An et ass och elo op eemol Sputt fir d'Regierung fir eng gréisser Entlaaschtung bei der Steierreform, dat fannen ech perséinlech och net schlecht, mä, wéi gesot, am Hierscht d'lescht Joer, also virun net allze laanger Zäit, sollt dës ganz Steierreform nach budgetär neutral sinn.

An elo gëtt et eng Steierreform, et kommen aner Entlaaschtungen, mä d'Autofuerer, déi gi parallel nach mat enger neier Spezialsteier be- laangt, fir 5,5 Milliounen Euro, an zwar fir de Finanzement vun de Rettungsdéngschter mat ze assuréieren. Verstéi dat wie wëllt!

Ech muss och soen, Här Finanzminister, wéi Der de Budget 2016 virgestallt hutt, do hutt

Der hei op der Tribün de 14. Oktober gesot: „Well d'Koalitionou schonn d'lescht Joer d'Weihe richteg gestallt huet, wäert et 2016 keng nei Belaaschtunge ginn. Au contraire: De Stat wäert 4,8% méi ausginn an 293 Milliounen Euro“, 293 Milliounen Euro!, „méi investéiere wéi nach d'Joer virdrun.“ 293 Milliounen Euro am Verglach zu 5,5 Milliounen, Objet vun dësem Projet!

De Stat huet also der Regierung no méi Suen, mä fir d'Reorganisatioun vun de Rettungsdéngschter muss elo eng nei Steuer awer agefuert ginn.

Dréttens, formell sinn den Débiteur vun där Steuer wuel d'Assurancëgesellschaften. Et steet och esou an dem Projet de loi. Mä praktesch wäert herno awer deen eenzelnen Automobilist bezuelen.

Fir d'Regierung mussen d'Benotzer vun de Stroosseninfrastrukture fir de Finanzement vun de Rettungsdéngschter opkommen, well de Gros vun den Asätz op Autosaccidenter zréckzeféiere wier.

Dës Konklusioun, muss ech awer soen, déi ass esou net richtig! An dat geet och aus dem Exposé des motifs vun dem Projet de loi, sou wéi d'Regierung en déposéiert huet, eraus. Well op 13.500 Rettungssätz, de Chiffer ass virdu vun der Madamm Elvinger genannt ginn, aus dem Joer 2013, ginn der 2.300 op klassesch, ech soen, Pompjeesätz, dat heescht Läschasätz, ronn 4.400 Asätz ginn op Autosaccidenter an iwwer 6.800 aner Asätz si sougenannt „technesch Interventiounen“.

D'Halschent vun den Interventiounen vun de Rettungsdéngschter huet deemno absolutt näischt domat ze sinn, oder jiddefalls net mat deem Zweck, fir deen d'Regierung dës nei Spezialsteuer wëllt aféieren. An nawell, muss ech soen, genéiert d'Regierung sech eigentlech net, am Exposé des motifs vun dem Gesetzesprojet Folgendes ze schreiwen:...

► **M. Roy Reding (ADR).** - Guer keng Schimmt!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - «Chaque automobiliste s'attend de façon légitime qu'en cas d'accident, il ou elle», et si jo och Fraen, déi mam Auto fueren, «reçoit des secours rapides et efficaces. Ainsi, les autorités publiques doivent tenir à disposition en permanence un service de sauvetage performant qui engendre des coûts même en l'absence d'interventions, ce qui justifie que tout utilisateur des infrastructures participe au financement de ce service.» Wéi gesot, texto an dem Exposé des motifs.

Mä, Dir Dammen an Dir Hären, op de Lëtzebuerger Stroossen, do fueren awer net nëmme Leit, déi enger obligatorescher Lëtzebuerger Autohaftpflicht ennerleien. A 25% vun den Autosaccidenter hei am Land sinn auslännesch Gefierer dran implizéiert. Mä déi nei Steuer, déi wäert an Zukunft ausschliesslech bezuelt gi vu Leit, déi hei wunnen an hei schaffen.

Eng Assurancëgesellschaft, déi am Ausland etabléiert ass, gétt an der Regel net zur Keess gebieden. Dat ass fir d'CSV eng Discrimination à rebours, also e latente Verstouss géint de Gläichheitsprinzip, an de Statsrot a sengem Avis féiert dat och un.

A vun de Rettungsdéngschter hiren Asätz profitéieren och net nëmme Automobilisten! Och e Vélosfuerer, e Foussgänger, aner Benotzer vun de Stroosseninfrastrukturen sinn emol an Accidenter verweckelt! Mä déi nei Spezialsteuer gétt nëmme op den Autohaftpflichten opgehuewen. Den Autofuerer, dee bezilt an Zukunft direkt oder indirekt deemno déi nei Spezialsteuer, a bei engem Accident bezilt hien, d'Krankekeess oder d'Assurance - jee nodeem, wie responsabel ass - dann och nach eng Kéier d'Fraisé vun dem Ambulanzasaz.

Véiertens, oft gétt d'Feuerschutzsteuer dann aus dem Joer 1939 beméit, fir déi nei Spezialsteuer fir d'Rettungsdéngschter ze begrënnen. Mä d'Feuerschutzsteuer gétt vu jiddwengem bezuelt, an och vun deem, deem am Ausland wunnt, deen hei eng Immobilie am Land huet a se och géint de Brandschutz verséiert.

Dëst ass awer net de Fall bei der neier Spezialsteuer, déi ausschliesslech vun de Leit bezuelt gétt op Lëtzebuerger Assurancen. An d'Feuerschutzsteuer, déi gétt och nëmme vun deem bezuelt, dee fakultativ eng Assurance incendie ofschléisst, well eng Assurance incendie muss een net obligatoresch hunn op engem Haus - d'Leit si wuelberoden, fir et ze hunn, mä net jiddwengem muss et hunn - an eng Autohaftpflicht, déi ass obligatoresch fir jiddwengem, deen en Auto fiert.

Fénneftens, dass am Endeffekt d'Leit, déi hei am Land Autosassurancë bezuelen, och fir déi

nei Spezialsteuer mussen opkommen, ass eigentlech doduerch beluecht, dass laut sektorielle Reglementéierungen d'Assurancëgesellschaften fir déi eenzel Versécherungsbranchen eigentlech net kënnen defizitär sinn. Mä laut de Berechnunge vun der Chambre de Commerce, a si féiert och souwuel de Prinzip wéi och de Montant vun dem Defizit an hirem Avis ausdrécklech un, gouf et am Joer 2014 an dem Assurancësektor um Niveau vun den Autohaftpflichten en Defizit vun zéng Milliounen Euro. Den Automobilist wäert deemno an Zukunft sécherlech mat méi héije Primme mussen rechnen, schonn eleng wéinst der Augmentatioun vun der TVA, déi geet jo och vu 15% op 17% an d'Luucht. Dat heescht, wann ech main Auto an d'Reparatur féieren, da gétt automatesch d'Reparatur natierlech doduerch méi deier, an zweetens wäert dann déi zousätzlech Spezialsteuer hei och nach op d'Primmen dropgeschloe ginn.

Madamm President, aus all deene Grënn, déi iwwregens och, ech widderhuelen et nach eng Kéier, unisono vu sämtleche Chambre-professionnelle gedeelt ginn, déi en Avis dozou ofginn hunn, an och zum groussen Deel kritesch vun dem Avis vun dem Statsrot begutacht gi sinn, wäert d'CSV dese Gesetzesprojet net stëmmen.

Mir wäerte géint dese Gesetzesprojet stëmmen, an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Roth. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Claude Haagen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Merci, Madamm Presidentin. Als Éischt géif ech gär der Rapportrice, der Madamm Elvinger, villmools Merci soe fir hire gudd schrëftlechen a mëndleche Rapport. Ech géif soen, déi meescht technesch a finanziell Elementer goufen elo scho gesot. Ech wäert kuerz drop agoen a mech am Kär op d'Grënn fokusséieren, firwat dës Steuer vun 3% bei der Autohaftpflichtversicherung opgehuewe gétt.

Den historiesche Kontext mam Gesetz vum 22. Abrëll 1905 an duerno mam Feierschutzsteiergesetz vun 1939 an 1985 gouf schonn in extenso vu menge Virriedner erkläert. D'Feierschutzsteiergesetz ass nach ëmmer a Kraaft. An aktuell gi 6% op de Primme vun der Feierversicherung fir d'Pompjeeën opgehuewen.

Eng Steuer fir d'Finanzéierung vun der Protection civile, déi érischt nom Zweete Weltkrich kreéiert ginn ass, war deemools net virgesinn. Dës Steuer gétt opgehuewen, fir deels - ech betounen „deels“ - den nationale Corps fir d'Rettungsdéngschter, de sougenannte CGDIS, de Corps grand-ducal d'incendie et de secours, ze finanzéieren. D'Schafe vun dësem Corps ass grad an der legislativer Prozedur mam Projet de loi 6861, och dat huet d'Rapportrice schonn ugekënnegt. Mat dësem Projet de loi wëllt d'Regierung also deen nationale Corps fir d'Rettungsdéngschter, d'Feierbekämpfung a Rettungsmissionen an d'Organisatioun vun der Sécurité civile professionaliséieren a vereenheetlechen. Do ginn also Synergie geschafft.

Aktuell, och dat ass scho gesot ginn, waarde mer ronn bal ee Joer op den Avis zu dësem Projet de loi vum Statsrot. Ech ginn hei awer op dee Projet de loi an, well déi zwee Projet-de-loien am Sënn vun der Sécherheet, der Hëllef-a-Gesundheetsgarantie vun eise Bierger uneenhänken.

D'Fro ass: Wat bréngt dës Reorganisatioun vun de Rettungsdéngschter an der Sécurité civile fir de Bierger?

Fir d'Alleréischt muss ee scho soen, dass scho ganz laang a kontrovers, och schonn an deem Haus hei an och dobaussen, iwwert d'Lëtzebuerger Rettungswiese geschwat an diskutéiert gétt. Den aktuellen Innenminister ass amgaangen - endlech, muss ee soen -, dës Reform definitiv unzepakten an ëmzesetzen. An dat ass eng laang Fuerderung, net nëmme vun de Leit vum Terrain, mä ech denken, och eng Fuerderung am Intérêt vun alle Bierger.

D'Zuele vun den Interventiounen, déi hei scho genannt gi sinn, vun de Rettungsdéngschter hunn an deene leschte Joren d'Tendenz ze steigen, klammen ëmmer weider no uewen. Natierlech ass dës Augmentatioun och bedéngt duerch déi stänneg Steigerung vun der Unzuel vun neie Bierger an - ech denken, dat ass dat och, op wat den Här Roth och ugespillt huet - vun de Pendler, déi am Moment ëm déi 170.000 hei sinn an déi an d'Land schaffe kommen.

Vill ze laang, muss ee soen, ass an dësem Dossier näischt ëmgesat ginn, och wa vill diskutéiert ginn ass. Schlussendlech gétt et elo ugepaakt.

Mir hunn aktuell hei am Lëtzebuerger Land ëm déi 7.000 Bénévollen, fräiwëlleg Pompjeeën a

Bénévole vun de Protection-civile-Unitéiten abegräff. An d'Tendenz vun neie Bénévollen ass zënter deene leschten zéng Joer negativ. Et ginn ëmmer manner Bénévollen, déi sech melden, déi sech bereet erklären, hir Fräizäit fir den Zweck vun der Allgemengheet ze opferen, an dat obwuel d'Asätz ëmmer méi heefeg ginn. Mir erliewen eng Baisse an deene leschten zéng Joer vu ronn 30%. Och dat soll eis nieft de finanziellen Aspekter ze denke ginn.

Mir wëssen, datt et bei Autosaccidenter, awer och bei aneren Asätz vun de Rettungsdéngschter op all Sekonn fir déi Betreffen ukënn.

Mat der Reorganisatioun vun de Rettungsdéngschter, wou och d'Pompjeeën vun der Gemeng Lëtzebuerg an och d'Rettungsdéngschter vum Flughafen integréiert ginn, sollen ënner anerem folgend Verbesserunge kommen: d'Opstellung vun deene verschiddeenen Direktiounen, mam SAMU, dann d'Formatioun vum Rettungsdéngschtpersonal. Dofir soll den Institut national de formation des secours, den INFS, zoustänneg sinn. Am INFS wäerten Haaptberufflecher a Bénévole weider ausgebild a professionaliséiert ginn. D'Formatioun soll op engem héijen Niveau sinn a si soll professionell sinn. Ech denken, dat ass och dat, wat mer wëllen, mat Verbindung mam Bénévolat, an dat soll no de Règles de l'art applizéiert ginn an och polyvalent sinn. Den héijen Niveau, wéi bei de Berufspompjeeën, soll bleiwen a soll weider gefuerdert ginn.

Mir hunn hei an der Chamber schonn d'Gesetz iwwert de CNIS, de Centre national d'incendie et de secours, gestëmmt, dee beim Rond-point Gluck gebaut gétt. Dat ass och e wichtegt Element vun der Professionalitéit a vun de Synergien, wat d'Rettungswiesen ubelaangt.

De Beräich vun der operationeller a territorialer Organisatioun: Hei gétt de Principe, an dat ass nach net ugeschwat ginn, vun der Egalité de traitement des citoyens face aux risques, also datt all Bierger Usproch op déiselwech Hëllefskonditiounen huet an och dorobber kann zréckgräifen, dese Prinzip soll garantéiert ginn. Sou soll jiddwengem am Land bannent 15 Minuten erreecht kënnen ginn an et solle véier Rettungszonen ageriicht ginn: Norden, Osten, Süden, Westen. A genau dëst ass d'Haaptargument vun der Aféierung vun dëser Steuer. D'Finanzéierung vun Rettungswiesen déngt der gesondheetlecher Ofsécherung vun all eisen Awunner, vun alle Leit, déi sech a Lëtzebuerg ophalen.

Elo zu de Mesuren, déi ech och gär géif opziehen, zum Bénévolat, dat aktuell ronn 95% vum Effectif vun Rettungsdéngschter ausmécht an ouni dat mer net auskéimen:

- fir d'Éischt d'Introductioun, déi méiglech Introductioun an deem Projet de loi, dee jo dann nach eng Kéier kënn, vun enger Indemnitéit fir d'Bénévollen, basierend op dem Prinzip vun den Indemnitéiten, déi bei Gardestonnen ausbezuel ginn;

- d'Méiglechkeet fir d'Bénévollen - an dat ass wichteg an deem Kontext, wat den Här Roth ugeschwat huet a puncto Ophiewe vun der Steuer bei den Assurancen -, d'Méiglechkeet fir d'Bénévollen also, eng zousätzlech Penssioun oder eng Zousazkrankeversicherung ze huelen, déi och vum CGDIS dann zu 50% rembourséiert gétt,

- an eng Allokatioun schlussendlech fir d'Unerkennung vum Bénévolat no verschiddeenen Konditiounen.

Fir de Finanzement vun deem CGDIS ass also och virgesinn, nieft anere Moyens de financement, eben déi Steuer vun 3%, déi op der Autohaftpflicht wäert erfalen.

Madamm Presidentin, sou wéi den Innenminister Dan Kersch dat schonn effentlech gesot huet, wier d'Regierung net frou, an d'Rapportrice huet dat och gesot, wann déi Augmentatioun vun den Assurancëgesellschaften weider un de Client gerecht géif ginn.

Wat elo d'direkt Bezéie vun der Steuer ugeet, datt se zweckgebonden ass, do denken ech, datt mer och an aneren Domänen, notament och an der Ëmwelt, zweckgebundene Steieren hunn. Mir brauche just un den Diesel ze denken.

Den Assurancësektor soll dës Steuer net als Argument huelen, fir d'Erhéijung un d'Clientéit weiderzeginn. Wann dat näamlech de Fall wier, da misst ee sech och eng Kéier domat auserneeetzen, firwat datt déi Augmentatiounen an deene leschte Joren da komm sinn, déi zwar begrënt ware mat verschiddeenen Argumenter. Et misst een awer och dann erklären, wéi déi all Kéiers géifen applizéiert ginn an och verrecht ginn, an och, wat ganz einfach d'Be-grënnung dovun ass.

Mir géife mengen, datt d'Assurancë vun deem neien a bessere Service voll wäerte profitéieren. An deem Kontext mécht d'Regierung och weiderhi Sensibilitéit an Opklärungscampagnen, fir

d'Leit op d'Geforen hinzewiesen. Och dëst ass preventiv, a mir hoffen alleguer, datt mer doduerch och manner Accidenter kréien.

Dir Dammen an Dir Hären, duerch déi Verbesserungen, déi de Bénévollen an Aussicht gestallt ginn, wäerten d'Assurancëgesellschaften, an dat hunn ech scho gesot, nei Kontrakter kréien, also Primmen akasséieren, ob dat fir eng Zousazpensioun oder eng Zousazkrankeversicherung ass. Do leet de Stat 50% fir déi Bénévole dann och bäi, déi déi zréckkréien.

Ech erënnere och drun, datt d'Regierung nieft aneren Efforten, déi se mécht, och notament am Kader vun der Steuerreform, datt d'Regierung also och ideal Schaffbedéngunge gesat huet an datt déi 3%, déi d'Assurancen hei missten ofginn, och nëmme e kleng Brochdeel vun hiren Einnamen ausmaachen. Et ass ganz einfach e solidareschen Effort vun allen Akteuren néideg am Intérêt vun eis alleguerten. Et ass also op allen Niveauen eng Verknäppung vun all dësen Akteuren: dem Stat, de Gemengen, den Assurancëgesellschaften an de Bierger.

Dofir begrëisse mir als LSAP och dëst Gesetz an och d'Reform am Rettungswiesen. An ech ginn heimadder den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci, Här Haagen. Als nächste Riedner hunn ech den Här Henri Kox. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Merci, Madamm Presidentin. Ech wëll dann all de Virriedner schonn hei Merci soen, och der Rapportrice. Et ass jo scho villes elo gesot ginn. Et stelle sech u sech zwou Froen, déi och vum Mandataire vun der CSV opgeworf gi sinn. Et ass, éischters: Kënnen mer eng Steuer, eng Spezialsteuer hei ophiewen? An zweetens, e bëssen de Pollueur-payeur-Prinzip, ob deen och géllt an ob dat och den Nutznießer ass, deen dann déi Steuer bezilt.

Vläicht ass et awer wichteg, och nach eng Kéier op dat Gesetz, wat mäi Virriedner hei scho méi ausféierlech duergestallt huet, zréckzekommen. Effektiv si mer amgang, eng Fusioun ze maachen e bësse vun der Protection civile, déi dem Stat ennersteet, an de Pompjeeën, déi de Gemengen ennerstinn. Et ass eng wichteg Reform, dat ass scho gesot ginn. A mir ennerstéizen déi och als Gréng ganz vehement, an et ass och ganz wichteg, dass déi kënn, dass dee Corps grand-ducal dann och en héije Professionalismus soll kréien, dass en effikass soll sinn an dass natierlech och domadder sollen e bësse Synergie geschafte ginn téschent deem enge Corps an deem anere Corps. An dass dann domadder och Käschte kënnen agespuert ginn, ass selbstverständlech.

Mir brauchen dee Corps. Dee baséiert op dem Professionalismus, op Professionellen, awer, an dat wëll ech awer och hei och vun deene Grëngen aus betounen: De Bénévolat wäert och an Zukunft e ganz wichtegt Element an deem neie Corps sinn. An ouni dee wäerte mer dat och net schellere kënnen.

Am Projet de loi, dee virdu genannt ginn ass, den 6861, mat deem de Corps grand-ducal soll entstoen, stinn haut Käschten, déi bei 60 Millioune genannt ginn. Dat sinn déi Käschten, déi haut gebraucht ginn. Am Gesetzesprojet stinn déi do dran, wëssend, dass dee Corps awer elo wäert wuessen. Also gi mer dovun aus, dass dat an Zukunft och méi wéi déi 60 Millioune wäert kaschten, an dofir: Wa mer déi Bénévollen net hätten, da géif et nach vill méi kaschten!

Dofir vun dëser Plaz - ech mengen, d'Virriedner hunn dat och gesot - en décke Merci un all déi, déi dat all Dag maachen.

Et huet een Ausgaben also an da brauch een natierlech Einnamen. An an deem Gesetzesprojet stinn eng ganz Abberzuel vun Einnahmequellen, fir eben deen neie Corps ze finanzéieren. An ech nennen der just e puer aus där Opzielung. Dat ass eng Kéier déi TVA-Erhéijung, déi mer gemaach hunn. Do ass jo een Deel, deen net bei d'Gemenge geet, mä deen elo an dee Corps geet. Et ass iwwert d'Recetten duerch Prestatiounen, well och d'Pompjeescorpsen a menger Gemeng oder an de Gemenge maachen haut Prestatiounen, déi vun de Biergerinnen an de Bierger muss bezuelt ginn. Dann ass eng Recette natierlech d'Kontributioun aus dem Budget communal an aus deem vum Stat, Donatiounen, Lokatiounen an esou weider, an dann, wéi gesot, elo déi lescht Steuer, déi mer haut u sech debattéieren, dat sinn déi 3% vun den Assureuren vun der Autossteuer.

An dat sinn, wann een deene Rechnungen elo ka gleewen a wéi och haut scho gesot ginn ass, 5,6 Millioune. Dat maachen u sech op de Stand vun haut knapps 10% dann aus vun deem ganzen Dëppen. Dat muss een och

vläicht soen, dass dat net ausschliesslech vun den Autofuerer dann elo bezuelt gëtt, mä et ass e kleng Bättrag, deen haut net grad 10% ausmécht, an zukünftig, wann de gesamte Montant vun där Reform bis steet, wäert dat héchstwahrscheinlech nach manner ausmaachen.

Also, fir eis aus grénger Siicht ass et duerchaus vertrietbar, dass een eng speziell Steuer ka maachen, an et ass och scho virdu gesot ginn, déi baséiert jo och e bëssen op deem Prinzip vun der Feuerschutzsteuer, déi deemools '39 agefouert gouf. Mir kënnen u sech dat och guttheeschen a mir ënnerstëtzen dat och. An d'Feuerschutzsteuer haut läit bei dräi bis véier Milliounen. Dat läit an deemslechten Tarage da wéi praktesch déi nei Steuer, déi dann dëst Joer wäert opgehewe ginn.

Da vläicht just zu där Fro, well och déi opgeworf gouf, vum Pollueur-payeur. Ech hunn dann emol bei eis an der Gemeng nogefrot, wéi vill Asätz dann eise Corps huet. Beim Pompjeescorps, eleng dem Pompjeescorps, deen u sech gegrennt gi war deemools fir éischer Incidenten, also fir méi Feierschutz ze maachen, do muss een awer feststellen, dass vun deenen 107 Asätz vum leschte Joer 72 Stroossenassätz waren. Dat heescht also, meng Feierschutzversicherung, déi ech haut scho bezuelen, bezuelen ech schonn zu engem gudde Deel - näamlech dat sinn dann dräi Véierel vun deenen Asätz vu menge Pompjeeën - fir de Stroosseverkéier, fir dee ginn déi praktesch schonn investéiert, fir natierlech do éischt Hëllef ze leeschten. An et ass och wichteg an och ganz néideg, dass dat duerchgefouert gëtt.

An dann den zweete Punkt, dat ass nach déi aner Statistik, dat ass déi vun den..., elo kommen ech net drop. Wéi heesche se? Ech hu mer et net opgeschriwwen. Et ass net de SAMU, mä et ass den...

► **Une voix.** - Sauvetage!

► **M. Henri Kox** (déi gréng). - Sauvetage! Merci fir den Numm. De Sauvetage an der Station Réimech, deen hat 172 Asätz an dovunner waren der och 64 am Stroosseberäich. Also d'Halschent praktesch vun den Asätz ginn an den allgemenge Verkéier, Stroosseverkéier meeschtens.

De Bättrag, dee mer duerch déi Steuer hei ophiewen, wäert an der Héicht 10% elo ausmaachen. De Pollueur-payeur-Prinzip, mengen ech, ass domadder méi wéi erfëllt, jiddefalls vun där negativer Säit, näamlech en zitt méi eraus, wéi e praktesch abezilt. Ech denken, dass et alles an allem wichteg ass, dass mer e finanzkräftige Corps do kréien, dee seng wichteg Asätz dobausse ka vollzéien.

Dofir kënnen mer bei dësem Gesetz nëmmen zoustëmmen, an ech hoffen, dass dat anert Gesetz elo séier vum Statsrot aviséiert gëtt, fir dass awer och d'Attenten dobaussen - an dat ass ganz wichteg -, déi ganz grouss si bei de Corpsen, fir dass déi och kënnen séier ëmgesat ginn.

Merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.* - Merci dem Här Kox. Als nächste Riedner ass ageschriwwen den Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.**)

► **M. Roy Reding** (ADR). - Merci, Madamm, a Merci, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Ma gär geschitt!

► **M. Roy Reding** (ADR). - Ech wollt eiser Rapportrice haut félicitéieren. Merci gesot krut se schonn oft genuch. Si huet et fäerdegbruecht, fir sämtlech Avisen ze verbrämen. Am mëndleche Rapport huet se se net ernimmt. Si huet op hiren - ganz verschimmt! -, op hire schréftleche Rapport verwisen. An am schréftleche Rapport sinn net d'Konklusionen vun deenen Avisen dran. Ech wëll déi dann awer net verheemlechen. Ech mengen, ech hunn nach ni zu engem Gesetzesprojet geschwat, wou sämtlech Avisen negativ waren!

D'Chambre des Salariés seet: «Elle se prononce contre le projet de loi.» De Conseil d'État seet: «...ne peut pas approuver le principe même du projet sous avis.» D'Chambre de Commerce seet: «...n'est pas en mesure d'approuver le projet de loi.» An haut seet d'ULC, de Konsumenteschutz, dat wier eppes, „wo der Endverbraucher wieder mal zur Kasse gebeten wird“. An dat ass d'Wourecht!

De Konsumenteschutz mécht dann nach dee ganz fromme Wonsch, déi 5,6 Milliounen, déi hei géifen erageholl ginn, sollten net op de Consommateur ofgewälzt ginn. Dozou muss ee wëssen, an d'Chambre de Commerce huet dat gesot an hirem Avis, dass d'Branche d'assu-

rance, déi hei concernéiert ass, schonn 2014 eng technesch Perte gemaach huet vun zéng Milliounen. Or ass et gesetzlech verbueden, dass eng Assurancëbranche Perte mécht. Wann d'Perte also méi grouss gëtt, gëtt se nécessairement ofgewälzt op de Konsument. Dat sollen d'Leit wëssen, dat ass d'Wourecht.

Och mir als ADR si géint dëse Projet, an zwar fundamental aus dräi Grënn. Den éischte Grond ass e prinzipiellen. Et gëtt e Prinzip vun de Finances publiques, dee seet: Non-affectation vun engem Revenu. E Revenu fiscal soll net enger determinéierter Dépense affektéiert ginn. Dat ass e grouss juristesche Prinzip, mä et ass net wéinst dem juristesche Prinzip, wou een et muss gutthalen.

Firwat ass dat esou? Firwat gëtt et dee Prinzip? Et ass kee juristescht Geschwafels. Et geet drëm, dass de Stat net soll kënnen camoufléieren, wann e Charge-fiscallen eropsetzt. A genau dat geschitt hei, an d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet dat klipp a kloer gesot: «Les impôts spéciaux [peuvent] camoufler une augmentation de la charge fiscale des contribuables.» Dat ass dat, wat hei geschitt, a soss guer näischt!

Zweetens ass de Raisonement, deen hei gefouert gëtt, firwat dass een eng Spezialtax aféiert, ganz einfach farfelu. Ech sinn dem Här Kox extrem dankbar, dass e gesot huet: „le principe pollueur-payeur“. Hei gëtt gesot: „32% vun den Interventiounen ginn op Verkéiersaccidenter zréck, also taxéiere mer...“, oder 50% oder mengetweege 67%, peu importe!, „...also taxéiere mer d'Autoen.“

Wann een dat elo géif viruféieren als Boutade, géif ee soen: „Ma déi aner Prozenter, da kommt, mir taxéieren dat och!“ Mir maachen elo eng TVA-Erhéijung, Här Finanzminister, op de Leederen, déi am Haushalt benotzt ginn. Mir maachen eng TVA-Erhéijung op de Kichemesseren. Mir maachen eng Erhéijung vum Enregistrement op d'Kellere, well d'Kellere ginn iwwerschwemmt.

Deen drëtten Hauptgrond, firwat dass ee muss géint deen Text hei stëmmen, dat ass, well Rettungsdéngschter nun emol eng Käraufgab vum Stat sinn. De Stat moosst sech jo un, an all Beräicher vun mënschleche Liewen anzegräifen. Mä wann et awer ee Beräich gëtt, firwat dass mer de Stat brauchen a firwat dass mer en hunn, dann ass et fir d'Gesondheet an d'Sécherheet vun de Leit!

A grad déi Käraufgab huet aus dem Statsbudget finanziert ze ginn, an net duerch iergendwellech Abgaben oder Steuern. Aus deem Grond si mer och géint all Taxen, wat vu Verschiddene suggeréiert ginn ass: dass déi Interventiounen an Zukunft da solle payant gemaach ginn, dass ee soll bezuelen, wann d'Pompjeeën agräifen, sief et, fir Beien aus dem Kamäin ze huelen, oder weint iwwerschwemmte Kellere. Neen, dat sinn d'Käraufgabe vum Stat, an déi sinn aus sengem Budget ze bezuelen.

Mir schwätzen hei vu 5,6 Milliounen Euro. De Statsbudget ass 14.000 Milliounen d'Joer. Mir schwätzen also vun 0,04% vum Statsbudget.

Wann ee géif datselwech op aner Beräicher uwenden, Pollueur-payeur: Mir maachen eng Vélospist ënnert dem Pont Adolphe, ënnert der Neier Bréck, fir dass d'Foussgänger uewen net belästegt ginn. Déi ass 4 Meter breet an 150 Meter laang. Déi kascht 6,5 Milliounen. Mir setzen déi erof, fir dass d'Foussgänger net belästegt sinn, also de Pollueur-payeur ass an dësem Fall de Foussgänger. Wa mer dat also iwwer eng Spezialsteuer finanzéieren, da finanzéiere mer dat iwwer eng TVA-Hausse op dem Schongverkauf. Esou farfelu ass deen heite Projet de loi, dee proposéiert gëtt!

(**Interruption**)

Dëse Projet ass alt nees eng Kéier, wat de Konsumenteschutz seet: De Bierger muss blechen. An all déi Erklärungen, déi mer hei kréien, do muss ech een zitieren - ech hoffen, dass e mer elo keng Rechnung schéckt wéinst dem Droit d'auteur -, de Confrère Gaston Vogel: «Si le ridicule tuait, vous seriez mort.»

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Eise leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Baum** (déi Lénk). - Här President, dat Gesetz, wat mer hei diskutéieren, huet jo eigentlech zwou Dimensionen. Déi eng Dimension ass déi, dass et sech areit an d'Diskussion ronderëm d'Reform vun Rettungswiesen, wou, mengen ech, d'Stousrichtung zumindest vu ganz ville Leit gedroe gëtt, näamlech eng Professionalisierung vun de Rettungsdéngschter an eng méi effikass Aarbecht vun de Rettungsdéngschter. Dat ass déi eng Dimension.

An déi zweet, aner Dimension ass awer eng fiskalpolitisch. Dat heescht, dat hei ass een Element vun der Verännerung vun der Steuerland-

schaft zu Lëtzebuerg. Mir mengen och, dass d'Rettungsdéngschter e Service public sinn, an dofir, et ass virdulech och scho gesot ginn, solle se och ganz aus dem Statsbudget bezuelt ginn. Och dowéinst, well de Statsbudget en ëmverdeelende Charakter huet, well e sech och zesummesetzt aus Benefisser vu Betriber, aus progressive Steuern. Mir mengen, dass dat ganz wichteg ass, dass d'Rettungsdéngschter esou solle finanziert ginn.

Dat, wat mer hei virleien hunn, ass eng indirekt Steuer. Et ass eng Steuer finalement um Émsaz vun Assurancen op Autoen. Et huet net direkt Répercussionen, indirekt Steuern op den Endkonsument, op den Assuré, mä et leeft awer finalement dorop eraus, och wa vläicht net déi 3% integral op den Assuré ofgewälzt ginn, sou awer ëmmerhin en Deel dovunner.

A wann den Här Haagen virdu gesot huet, dass een net frou wier, wann déi dann elo géifen ofgewälzt ginn, da misst ee soen: Mä dann ass vläicht dat Instrument, wat ee gewielt huet, vun der indirekter Steuer dat falscht Instrument.

► **M. Claude Haagen** (LSAP). - Dat ass am Index och dran!

► **M. Marc Baum** (déi Lénk). - Déi...

Ech weess awer elo wierklech net, wat dat mam Index ze dinn huet.

(**Interruption et brouhaha**)

Här President, dat do fänkt awer un, eng aner Dimension zu kréien, mä et ass egal, ech sinn nach net fäerdeg.

(**Interruptions**)

Déi ganz Geschicht, den Här Kox...

(**Interruption**)

Den Här Kox huet insistéiert dorobber,...

► **Une voix.** - Dir wësst et och.

► **M. Marc Baum** (déi Lénk). - ...dass déi indirekt Steuer en Element vun, ech nennen et emol „Utilisateur-payeur“ huet. „Pollueur-payeur“ ass grad am Beräich vun Rettungswiesen, also wann et drëm geet, dass Leit op essenziell Hëllef ugewise sinn, do vun „Pollueur“ ze schwätzen, ass, mengen ech, wierklech ganz geféierlech.

Utilisateur-payeur, och dee Gedanken ass am Kontext, wann een et zesummesetzt mat dem Service public, net dee richtige Wee, menge mer. Mir mengen och, dass deen Utilisateur-payeur-Prinzip am Service, am Beräich vun de Rettungsdéngschter guer net seriö kann applizéiert ginn, well doran enorm Kontradiktiounen leien.

Et géif eng aner Méiglechkeet ginn, wann ee scho wéilt Steuern aféieren, well dat hei ass jo d'Afféierung vun enger Spezialsteuer...

(**Problème de sonorisation**)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Ech hunn lech d'Wuert net geholl.

► **M. Marc Baum** (déi Lénk). - Ah, Här President, ech...

(**Brouhaha**)

A puncto direkt Steiere muss ee jo soen: Assurancë bezuele jo och direkt Steuern, näamlech d'Kierperschaftssteuer, déi gëtt vun den Assurancë bezuelt. Déi huet d'Regierung awer wëlles erfzesetzen, successiv vun 21% op 19%, duerno op 18%.

Dat ass dach e Widdersproch! An déi direkt Steuer hätt zumindest de Virdeel, dass se op Benefisser erhuwe gëtt an dem Statsbudget géif zoukommen.

Duerfir, wann et der Regierung hir Meenung ass oder de Wëlle gëtt, fir d'Rettungsdéngschter mat méi grousser finanzieller Moyenen auszustatten, dann hu mir einfach den Tuyau: Här Gramegna, setzt den Taux vun dem IRC net erof, da behaalt Der méi Suen an da kënnst Der och d'Rettungsdéngschter mat deene Suen ausstatten, déi d'Rettungsdéngschter brauchen, fir effikass ze funktionéieren!

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Domat si mer um Ofschloss vun eisen Diskussionsenen ukomm, an d'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Finanzminister. Duerno och den Här Innenminister?

(**Négation**)

Okay. Den Här Finanzminister.

(**Prise de position du Gouvernement**)

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances.* - Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, léiwe Regierungskolleg Dan Kersch, fir d'Éischt e grousser Merci un d'Joëlle Elvinger fir säi guddé mëndlechen a schréftleche Bericht, deen och den Historique gemaach huet vun der Feierschutzsteuer, wou ee gesäit, dass ee jo do u sech och e Präzedenzfall huet, wat de Raisonement ubelaangt.

Den Objet vun dësem Gesetz ass, 3% Steuer op d'Haftpflicht ze setzen, an déi Steuer muss vun den Assurancëgesellschaften bezuelt ginn. Ech wäert natierlech op dee Punkt nach zréckkommen. Dës Steuer gëtt da vum 1. Oktober 2016 un erageholl. Dëst Joer, iwwer e spezielle Wee, geet dat an d'Administration de l'Enregistrement, a vum nächste Joer u ginn déi Recetté pour ordre affektéiert. Mir hunn där Recetté pour ordre am Statsbudget ganz vill, an dat ass och iwwer de Gesetzesprojet, dee mer adoptéiert hunn iwwer de Pluriannuel, esou festgehale ginn.

D'Inspiration vun dëser Steuer läit bei der Feierschutzsteuer, déi 1939 geschafe ginn ass an déi an den 80er Jore jo nei gemaach ginn ass, a bei där Geleeënheet ass jo déi Kontribution, déi do gemaach gëtt, vu 4% op 6% eropgaangen, well eben d'Besoinen do waren, fir déi Steuer eropzesetzen, fir d'Käschten ze decken. Dofir brauch een, mengen ech, par analogie sech net ze wonneren, dass, wann d'Autosaccidenter oder d'Interventiounen an d'Luucht ginn, dass een dann och muss esou eng speziell Steuer virgesinn.

Wann een elo kuckt, wéi d'Interventiounen evoluéiert hu fir d'Bränn, da sinn déi an de leschten 20 Joer 70% an d'Luucht gaangen, während d'Autosaccidenter 250% an d'Luucht gaange sinn.

Mir haten hei a mir hunn hei zu Lëtzebuerg am Domän vun de Rettungsdéngschter e ganz grousser Besoin, e ganz groussen Nohuelbedarf. Mir hunn do ganz vill tabléiert op d'Volontariat an op d'Bénévolence. An ech wëll deenen hei ausdrécklech Merci soe fir alles dat, wat déi gemaach hunn an der Vergaangenheet an och an der Zukunft nach wäerte maachen. Mä et war indispensable, dat ze professionaliséieren.

An en fait kéint ee sech wonneren, dass mir, e Land wéi Lëtzebuerg, wat esou en héije Liewensstandard huet, elo eréischt higinn an dee ganz wichtegen Investissement maachen, fir e moderne Rettungsdéngschter an dësem Land endlech ze schafen, dee sech net nëmme méi op d'Volontariat baséiert, mä awer och op Professioneller, sou wéi dat an deene meeschte Länner ronderëm eis gemaach gëtt.

A wa mir méi e moderne Rettungsdéngschter muer hunn, dann ass dat besser fir den Autofuerer, fir den Utilisateur op där enger Säit, mä et ass gutt fir d'Kollektivitéit en général an et ass haaptsächlech gutt fir d'Assurancëgesellschaften selwer. Well doduerch, dass d'Rettungsdéngschter méi séier op der Plaz sinn, reduzéiere mir d'Dommages corporels an awer och de Schued um Material. Dat hu mer hei net mat agerechent, mä dat wäert e positiven Effet hunn op d'Käschten, déi d'Assurancë wäerten hunn.

Ech wëll och ënnersträichen, dass mer an deem anere Gesetzesprojet 6861 Zousazpensiounen virgesinn, déi jo och erëm eng Kéier op kommerzieller Basis vun den Assurancë wäerte geliwert ginn. An dat wäert och nei Rentréee fir d'Assurancë mat sech bréngen.

Ech mengen och net, dass et den Assurancë relativ schlecht geet. Ech suivéieren dee Secteur als Finanzminister natierlech ganz no.

(**Interruption par M. Michel Wolter**)

Jo. An ech kann lech berichten, dass déi zwee lescht Joren am Assurancëberäich e Rekordprofitjoer waren, souwuel 2014 an 2015 och. An dat ass och wouer fir d'Fongen, wéi den Här Wolter richteg ënnersträicht.

(**Interruption par M. Michel Wolter**)

Also duerch dëst Gesetz maache mer eng extra Steuer, wéi gesot, mä déi bréngt mat sech, dass mer eng Fusioun vun Corps grand-ducal d'incendie et de secours an de Services de secours maachen, also eng Fusioun zwëschen deenen zwee Services, wat ganz vill Synergie mat sech bréngt, wat ganz vill Ekonomie mat sech bréngt a wat och d'Qualitéit vum Service, dee mer wäerte kënnen leeschten, an d'Luucht schrauft. Dat ass u sech eng Strukturreform.

Wat ass de Käschtepunkt vun dëser Mesure? Ech considéieren dës Mesure als eng Investition vum Stat, eng wichteg, déi sech an de generelle Plang vun eisen Investitiounen areit. Si ass ugesat bei 60 Milliounen, déi se wäert am Ufank kaschten, a wäert an Zukunft och nach liicht méi kaschten. An dës 3% stelle 5,6 Milliounen duer. Wéi richteg ënnerstrach ginn ass vum Här Kox a vum Här Haagen, ass dat jo nëmmen e ganz klengen Deel vun deem Käschtepunkt, manner wéi 10%! A wann den totale Coût nach méi héich gëtt, dann ass dee Bättrag nach vill méi kleng.



An ech mengen, dass een dës Démarche vun der Regierung nëmmen da verstoe kann, wann een natierlech de Principe vum Utilisateur-payeur an de Vierdergrond stellt. An ech mengen, den Här Kox huet dat extrem gutt hei illustréiert. An ech mengen, dass d'Automobilisten och herno dankbar sinn, wann d'Rettungsdéngschter méi rapid a méi professionell sinn.

Ech géif gären zum Ofschloss soen, dass et eis hei drëms geet, dass eist Land méi modern a méi effikass opgestallt ass. An an deem Sënn freeën ech mech, dass mer esou eng Reform haut konnten hei maachen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

(Interruption par M. Michel Wolter)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Sou, ech mengen, mir si prett fir ofzestëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6862 et dispense du second vote constitutionnel

Ech géif dann d'Ofstëmmung lancéieren. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

De Projet de loi 6862 ass mat 32 Jo-Stëmme bei 28 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Élvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Roberto Traversini) et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank,

Marc Spautz (par Mme Martine Mergen), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Kann ech dovun ausgoen, dass mer d'Dispens kréien?

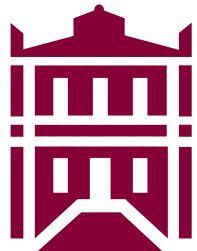
(Assentiment)

Merci.

Da si mer um Enn vun eisen Aarbechte fir dës Woch ukomm. Rendez-vous den nächsten Dënschdeg fir déi lescht Sëtzungswoch. Merci.

D'Sëtzung ass elo eriwwer.

(Fin de la séance publique à 17.00 heures)



SÉANCE 44

MARDI,
12 JUILLET 2016

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

2. Communications

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

3. Ordre du jour

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

4. Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux services de livraison transfrontière de colis (COM (2016) 285)

- Art. 168 du Règlement de la Chambre

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

- Vote sur la résolution (adoptée)

5. 6829 - Projet de loi portant approbation du Traité entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique concernant la coopération en matière de défense et de sécurité, fait à Bruxelles, le 5 février 2015

- Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: Mme Claudia Dall'Agnol

- Discussion générale: M. Jean-Marie Halsdorf, M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum

- Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

6. 6949 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg concernant l'intégration de la sécurité aérienne en vue de répondre aux menaces posées par des avions non militaires (Renegade), signé à La Haye le 4 mars 2015

- Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel

- Discussion générale: M. Jean-Marie Halsdorf, M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum

- Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

7. 6986 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle

- Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Claude Lamberty

- Discussion générale: Mme Martine Hansen (intervention de M. Alex Bodry), M. Claude Haagen, M. Gérard Anzia, M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Alex Bodry), M. David Wagner (interventions de M. Claude Adam et Mme Josée Lorsché)

- Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (intervention de Mme Martine Hansen)

- Mme Martine Hansen (parole après ministre), M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

8. 6957 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement postprimaire,

2. de la loi modifiée du 1^{er} décembre 1992 portant 1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue et 2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue,

3. de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique,

4. de la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2^e Chance,

5. de la loi modifiée du 22 mai 2009 portant création a) d'un Institut national des langues; b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise,

6. de la loi modifiée du 27 mai 2010 portant

1. modification de la loi du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique;

2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

3. modification de la loi du 9 juillet 2007 portant 1. création d'un lycée à Luxembourg-Dommeldange; 2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

4. abrogation de la loi du 10 août 1991 portant

1) création de la fonction d'instituteur d'économie familiale;

2) modification de la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire;

3) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

4) modification de la loi du 6 septembre 1983 portant a) réforme de la formation des instituteurs; b) création d'un Institut supérieur d'études et de recherches pédagogiques; c) modification de l'organisation de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire

- Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Gilles Baum

- Discussion générale: Mme Martine Hansen, Mme Tess Burton, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser

- Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Claude Meisch, Ministre.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech maachen heimat d'Sëtzung op a froen direkt d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense.** - Neen, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dat schéngt manifestement net de Fall ze sinn.

2. Communications

Da géif ech der Chamber just matdeelen, dass d'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten um Büro deponéiert ass. D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung an der Administratioun deponéiert goufen, ass un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéit verdeelt ginn. An d'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass ebenfalls un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéit verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 12 juillet 2016

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi, le projet de règlement grand-ducal et la proposition de loi suivants ont été déposés à l'administration parlementaire:

7009 - Projet de loi portant modification de l'article 42 de la loi du 4 juillet 2008 sur la jeunesse

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 05.07.2016

7010 - Projet de loi portant 1. introduction du cours commun «vie et société» dans l'enseignement fondamental; 2. modification de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental et de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 05.07.2016

7011 - Projet de loi modifiant la loi du 13 juin 2013 portant création d'un lycée à Clervaux

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 05.07.2016

7012 - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission civile de l'Union européenne de renforcement des forces de sécurité intérieures en Ukraine

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 07.07.2016

7013 - Proposition de loi sur les sportifs d'élite de niveau mondial et modifiant la loi du 3 août 2005 concernant le sport

Dépôt: Madame Nancy Arendt, Députée, le 07.07.2016

7014 - *Projet de loi portant réforme de l'assurance dépendance*

Dépôt: M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, le 08.07.2016

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

688 - *Demande de pétition publique: Dass Lëtzebuerger offiziell an alle Schoule muss geléiert ginn!*

Dépôt: Mme Julie Erpelding, le 29.06.2016

689 - *Demande de pétition publique: Soulager les futurs locataires*

Dépôt: M. João Lima Da Cruz, le 05.07.2016

3. Ordre du jour

Ech géif dann d'Chamber froen, ob se mat deem Ordre du jour, deen Der zougestallt kritt hutt, mat deene lichten Annerungen, déi proposéiert gi sinn, d'accord ass.

(Assentiment)

Ass dat esou?

► **Une voix.** - Jo, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dann ass dat esou décidéiert.

4. Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux services de livraison transfrontière de colis (COM (2016) 285)

- Art. 168 du Règlement de la Chambre

Da géif ech lech proposéieren, zum éischte Punkt iwwerzegoen, dat ass en Avis politique, deen eis vun der Héichschoukkommissioun proposéiert gëtt.

Résolution

La Chambre des Députés

- *considérant l'article 168 du Règlement de la Chambre des Députés;*

- *rappelant que la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace a été saisie d'une proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux services de livraison transfrontière de colis (COM (2016) 285);*

- *constatant que la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace a adopté lors de sa réunion du 4 juillet 2016 un avis politique au sujet de l'initiative législative COM (2016) 285 précitée et relevant du contrôle du respect du principe de subsidiarité;*

décide d'adopter cet avis politique de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace ayant la teneur suivante:

La Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace de la Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg a examiné la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux services de livraison transfrontière de colis (ci-après désignée «la proposition de règlement COM (2016) 285»).

Cette proposition lui a été renvoyée afin que sa conformité au principe de la subsidiarité soit vérifiée.

Ce contrôle a permis de confirmer que la proposition de règlement est conforme au principe évoqué. Néanmoins, certaines observations s'imposent.

La proposition de règlement COM (2016) 285 vise à améliorer le fonctionnement des marchés en renforçant l'efficacité et la cohérence de la surveillance réglementaire du marché de livraison de colis et en encourageant la concurrence. La proposition de règlement a par ailleurs pour objectif d'accroître la transparence des tarifs, afin de réduire les écarts tarifaires injustifiés, d'une part, et les tarifs payés par les particuliers et les petites entreprises, en particulier dans les régions éloignées, d'autre part.

Il va sans dire que la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace soutient les objectifs de la proposition de règlement COM (2016) 285. Des services de livraison accessibles et abordables constituent une condition préalable essentielle à un commerce électronique transfrontière prospère. L'initiative législative revêt une grande importance pour les consommateurs individuels qui, souvent, se voient lésés par les prix élevés appliqués lors d'achats transfrontières. Ceci est d'autant plus vrai pour les consomma-

teurs luxembourgeois qui sont largement tributaires des services de livraison transfrontière de colis.

La Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace encourage la démarche et les efforts visant à améliorer la transparence des prix et à assurer le bon fonctionnement des marchés de livraison transfrontière de colis. Elle considère que la proposition de règlement COM (2016) 285 est un premier pas dans la bonne direction. Elle estime cependant que le champ d'application de l'initiative législative devrait non seulement concerner les prestataires du service universel, mais tous les prestataires et distributeurs actifs dans le marché des livraisons transfrontières.

La Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace invite les autorités européennes à mettre en œuvre les mesures nécessaires visant à améliorer l'accès des consommateurs et des entreprises aux biens et services numériques dans toute l'Europe. Elle constate que des prestataires et distributeurs excluent la livraison de certains produits vers le Luxembourg, alors que les consommateurs d'autres États membres ne sont pas sujets à pareil géo-blocage. La Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace estime donc que les efforts en matière de lutte contre la discrimination géographique injustifiée et d'autres formes de discrimination fondée sur le lieu de résidence ou la nationalité méritent d'être intensifiés.

D'Kommissioun vum Enseignement supérieur, vun der Recherche, vun de Medien an dem Weltraum huet an hiner Reunion vum 4. Juli 2016 décidéiert, en Avis politique un d'Europäesch Kommissioun ze riichten, deen d'Dokument COM (2016) 285 vum Europaparlament a vum Conseil iwwert déi grenzwwerschreidend Zoustellungsdéngschter vu Päck betrëfft.

D'Kommissioun huet wuelverstanee kee Problem, wat de Respekt vum Subsidiaritätsprinzip ueget, ma wollt politesch Bedenken zum Ausdruck bréngen, esou wéi et den nationale Parlamenter méiglech ass.

D'Prozedur, déi applizéiert gëtt, ass geregelt am Artikel 168 vum eisem Chambersreglement. Den Avis politique vun der Héichschoukkommissioun ass lech a Form vun enger Resolution verdeelt ginn an et ass proposéiert, fir e Vott ouni Débat virzehuelen.

Ass d'Chamber do dermat d'accord?

(Assentiment)

Da géif ech lech bieden, wann Der do dermat d'accord sidd, fir iwwert déi Resolution mat Handpiewen ofzestëmme.

Vote sur la résolution

Wien ass mat där Resolution d'accord?

D'Géigeprouf: dergéint? Enthaltung?

Mir hunn Unanimitéit. Villmools Merci!

Mir géifen dann déi Resolution un déi zoustänneg europäesch Instanz weiderleeden.

A mir géifen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwerzegoen, dat ass de Projet de loi 6829, en Traité mat der Belsch iwwert d'Kooperatioun am Beräich vun der Verdeedung an der Sécherheet. An d'Wuert huet elo direkt d'Rapportrice vum Projet, d'Madamm Claudia Dall'Agnol.

5. 6829 - *Projet de loi portant approbation du Traité entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique concernant la coopération en matière de défense et de sécurité, fait à Bruxelles, le 5 février 2015*

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP), rapportrice.** - Merci, Här President. Dir hutt wéi ëmmer eng gutt Aledung zu dësem Projet de loi gemaach. Wéi Der gesot hutt, geet et ëm en Traité tëschent eisem Land op där enger Säit an der Belsch op där anerer Säit. Deen Traité ass de 5. Februar 2015 schon zu Bréissel ënnerschriwwen ginn an en handelt ëm alles, wat d'Kooperatioun a Saachen Défense a Sécherheet betrëfft.

Firwat ass iwwerhaupt esou en Traité néideg, oder firwat ass esou en Traité néideg ginn? Well Der wësst sécherlech alleguerten, dass mer scho ganz laang an och ganz enk mat der Belsch zesummeschaffen, wat d'Défense ubelaangt. Ma just dowéinst hunn eben déi zwou Regierungen sech entschloss, dës Zesummenaarbecht e geregelte Kader ze ginn. D'militäresch Zesummenaarbecht, an do soen ech lech och näischt Neits, déi ass villfälteg, a mir hunn

dofir am Moment eng 40 Arrangementen an Accorden, virun allem, wat déi technesch Aspekter ubelaangt.

Well mer awer, wéi ech elo just gesot hunn, op ville Borden, wéi zum Beispill och bei der Ausbildung vun eisen Offizier an eisen Enneroffizier, zesummeschaffen, well mer um Terrain zesummeschaffen, sief et bei Manövern oder bei Friddensmissionen, a mer och ëmmer kucken, wéi déi zwee Länner a puncto Arméi kënnen Synergië schafen, ass et wichteg ginn, dass mer eis e kloer juristesche Kader ginn, deen all dës divers Aufgaben, déi mer gemeinsam meeschteren, chaperonnéiert.

Et ass also e generellen Traité, deen net den Usproch huet, exhaustiv ze sinn, mä wou mer awer déi praktesch Modalitéite vun eisem Partenariat festhalen. Dat sinn zum Beispill de Statut vum Personal, mä awer och den Échange vun Informatiounen a villes méi. Dësen Traité wäert also déi generell Konditiounen vun de verschiddene bilaterale Kooperatiounen definéieren, souwuel wat déi Arrangementen virun der Ennerschrëft vum Traité wéi déi an der Zukunft op eis duerkomme wäerte betrëfft.

Wéi ech elo schon e puermol hei betount hunn, schaffe mer zënter Laangem zesummen an hunn och wëlles, dat an Zukunft weider ze maachen. A genau dat solle mer eben haut de Mëtteg stëmme, nämlech en Traité, deen dës Zesummenaarbecht festhält an also och encadréiert. - Esou vill zum Inhalt vun dësem Projet de loi.

Elo zu e bësse méi Administrativem. De Projet de loi, deen huet nëmme een Artikel a gouf vun eisem Ausseminister, dem Jean Asselborn, de 24. Juni 2015 déposiert. Ech gouf dunn an der Reunion vum 7. Dezember d'lescht Joer vun der aussepolitichescher Kommissioun als Rapportrice fir dese Projet de loi bestëmmt. Mir hunn dunn an eiser Reunion vum 11. Januar dëst Joer souwuel de Projet de loi wéi och den Avis vum Statsrot ënnert d'Lupp geholl.

An de Statsrot, dee weist a sengem Avis drop hin, dass all déi technesch Arrangementen, déi am Kader vun dësem Accord getraff ginn, zum Beispill fir d'Zesummesetzung vun de Contingenten oder d'Kafe vu Material, och mussen am Mémorial publizéiert ginn.

An dësem konkrete Fall gëtt et bis elo domat kee Problem. An déi Arrangementen, déi mer momentan mat der Belsch hunn an déi nach en vigueur sinn, kënnen a wäerten effektiv am Mémorial publizéiert ginn. Allerdéngs kéint dës Virgab vum Statsrot an Zukunft zu Problemer féieren, nämlech ëmmer dann, wann an esou engem Arrangement Saache géife festgehal ginn, déi der Geheimhaltung ënnerleien, zum Beispill aus Sécherheetsgrënn.

Opgrond vun dese Schwieeregkeeten hu mer den 1. Februar an eiser Reunion décidéiert, dass mer dese Projet de loi net einfach esou kéinte stëmme, mä dass mer op en Avis juridique vum Ausseministère géife waarden, deen zu där Problematik Stellung sollt huelen.

Deen Avis, dee krute mer dunn och schlussendlech den 10. Juni, a mir hunn eis an der Kommissioun de 4. Juli deen ugekuckt. An opgrond vun dësem Avis hu mer festgehalen, dass technesch Arrangementen, déi der Geheimhaltung ënnerleien, méiglech mussen sinn, soulaang se reng technesch bleiwen a keng juristesche Obligatiounen enthalen. Fir dëst kënnen ze garantéieren, behält sech d'Chamber dofir d'Recht vir, iwwert dës Arrangementen informéiert ze ginn, fir esou kënnen ze iwwerpräiwen, ob do sécher keng juristesche Obligatiounen dra sinn a fir hire Rôle vun der politescher Contrôle kënnen auszeüben.

De Rapport schlussendlech gouf dunn an der Kommissioun d'lescht Woch de 6. Juli ugeholl, soudass ech lech deen haut dann och konnt mëndlech hei an der Chamber presentéieren.

Dat gesot, soen ech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Häre Ministeren, natierlech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn an deemselwechten Otemzuch och den Accord vun de Sozialisten zu dësem Projet de loi.

Merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An d'Wuert ass direkt un nächste Riedner, dem Här Jean-Marie Halsdorf.

Discussion générale

► **M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och meng Interventioun klasesch ufänken an der Rapportrice Merci soe fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Effektiv bréngt dese Projet de loi nämlech Sënn, eng Kontinuitéit an ee Konsolidéieren am Fong geholl an déi laangjäreg gutt an noutwendeg strategesch Zesummenaarbecht an der Défense mat eise belschen Noperen. E for-

maliséiert am Fong geholl dës gutt 40 Arrangementen an technesch Accorden an en ännert de juristeschen Niveau vun der Zesummenaarbecht. Et ass eng gutt Saach.

Mä, an dat ass jo grad gesot ginn am Rapport, am mëndleche Rapport: Wa mer global légiférieren a mer setzen déi strategesch Zesummenaarbecht an dee Kontext fir ze légiférieren, da komme verschidde Contrainten. Dat d'awer net an d'Richtung goen, dass mer am Fong geholl eng Complication administrative a juridique géife kréien, mä mir mussen éischer eng Simplification administrative a juridique kréien.

An d'fir ass dann déi ganz Problematik komm mat den Amendementen, eventuell Amendementen respektiv mat Arrangementen, déi mussen ëmgesat ginn. An do spille jo d'Artikele 37 an 112 vun der Verfassung, déi jo virgesinn, dass d'Chamber ëmmer muss hir Zoustëmmung ginn an dass verschidde Légiférierungselementer mussen am Fong geholl publizéiert ginn am Mémorial.

Dat ass da bei deene 40 Arrangementen, déi mer hei virleien hunn an déi am Fong elo geholl sinn, ier d'Gesetz a Kraaft trëtt, kee Problem, well dat u sech, dat huet jo och d'Rapportrice gesot, d'Modalitéite si fir d'Émsetzung vum Traité vun der Gäichel. Dat ass kee Problem. Mä wa mer nei Elementer kréien, Arrangementer kréien, wou confidentiel, sensibel Informatiounen dra sinn, da gëtt dat méi problematesch. An d'fir deen Avis juridique.

An ech wollt soen, dass d'CSV domat konnt liewen, fir den Avis esou ze interpretéieren, dass et méiglech ass, och esou Arrangementer rechtskräfteg ze maachen, ouni dass se mussen am Fong geholl an d'Chamber kommen an ouni dass se publizéiert ginn, à Konditioun natierlech, an dat ass ganz wichteg, dass d'Chamber informéiert gëtt am Detail, firwat dat esou ass, well soss ka se effektiv hirer Kontrollfongtioun net gerecht ginn.

A mir fannen, dass d'uerch dës ganz Démarche mer méi Transparenz kréien an déi militäresch Zesummenaarbecht, wat positiv ass. Mir kréien e juristesche Kader a mir kréie méi Rechtssécherheet. An d'fir ass dat besser wéi d'Situatioun aktuell. Haut hu mer am Fong eng Situatioun, déi step by step entstanen ass iwwer Joren, an et wouss een net genau, et konnt ee sech kee richteg globaalt Bild maachen, wat d'Tenants an d>Aboutissants si vun eiser Zesummenaarbecht.

Ech ginn dovun aus, Här Minister, dass mer, oder Här President, dass mer an Zukunft méi integrativ a méi vernetzt kënnen zesummeschaffen an dass mer eng méi grouss Systematisierung an déi Zesummenaarbecht kréien.

Do stellen ech eng Fro, déi stellt sech trotzdem: Wéi soll dat dann, wa mer systematiséieren, mat der Sprooch goen? An der belscher Arméi hu mer dräi Sproochen; mir hunn Englesch, Franséisch a Flammännesch. Heescht dat, dass do nei Dispositiounen geholl ginn, fir dass eis Leit kënnen besser zesummeschaffen, dass se eventuell Flammännesch léieren? Ech weess dat net. Mä déi Fro stellt ee sech, wann een dat Ganz hei kuckt.

An déi aner Fro, déi sech stellt, dat ass, wa mer soen, mer schaffe mat der Belsch zesummen, huet de Minister och scho gesot virun e puer Méint, gëtt et och am Benelux méi Zesummeschaffen, wat och eng gutt Saach ass. D'fir ass meng Fro un hien, ob effektiv och e bilateraal Ofkommen mat den Hollänner respektiv en trilateraal Ofkommen mat eisen dräi am Benelux méiglech ass, op engem Titre wéi dem „Renegade“, dee mer herno diskutéieren.

E puer kleng Froen zum Gesetz. D'Médecine militaire soll am Punkt 9 vum Artikel 2 anescht opgestallt gi mat de Belsch. Sinn doduerch déi Iwwerleungen, déi et gi sinn, fir mat der Bundeswehr zesummeschaffen, elo hifälleg oder net? Dat géif mech interesséieren.

Zweet Fro: Artikel 3, do gëtt geschwat vun Arrangements de coopération an do gëtt da gesot, «et ce compris les aspects financiers». Gutt, dat heescht also, wa mer Arrangementen hunn - ech huele Beispiller, déi mer alleguerten kennen, dat ass de Camp Lagland bei Arel, wou mer vill mat deenen zesummeschaffen -, wa mer dat elo systematesch maachen an dat richteg an e Kontrakt setzen, gëtt dat net méi deier? Ech weess dat net, d'fir: Gëtt déi finanziell Belaaschtung aneschter? Dat ass jo eng Fro, déi een hei ka stellen, an déi géif dann och weisen, wéi et an Zukunft weidergeet.

An och iwwerhaupt hunn ech ee Punkt keck fonnt, dat ass den Artikel 7, do steet, mer géifen, wa mer Consultatiounen maache bei Diffé-

renden, dat geet nëmmen iwwert dee Wee an et kënne keng aner Piste gekuckt ginn. Firwat kënne mer nëmmen Différendé léisen duerch Consultatioun? Firwat sinn do keng aner Piste méiglech? Dat ass meng Fro.

E leschte Punkt an deem Kontext, e punktuelle Punkt, dat ass d'Fiche financière. Do steet dran eben «ne comporte pas de dispositions dont l'application est susceptible de grever (...) le budget de l'État». Okay, déi Aktivitéite gi formaliséiert. Ech hunn et jo virdu scho gesot. Mä Lagland, gëtt dat dann net méi deier? Gëtt dat wierklech net..., hu mer d'Garantie, dass all déi Kontrakten, déi mer hunn, dass déi finanziell deeselwechte Poids behale wéi haut? Kann et net sinn, dass d'Belsch elo soen: „Okay, Dir schafft elo systematesch mat eis zesummen déi nächst fënnef, zéng, zwanzeg Joer, da musst Der e bèsse méi lech abannen, e bèsse méi Käschte matdroen“? Wéi ass dat geregelt?

A schlisslech och steet an der Fiche d'évaluation d'impact: «Est-ce que le projet saisis l'opportunité pour améliorer la qualité des procédures?» Do steet „Neen“. Kann da wierklech net duerch dës Arrangementen, déi am Fong geholl da kënne systematiséiert ginn, do d'Qualitéit besser ginn? Duerfir verstinn ech net, firwat dass do „Neen“ steet.

Ofschlüssend: De Projet de loi läit an der Logik vun der Zäit, e bündelt Aktivitéiten, esou wéi am Fong geholl déi belsch Présidence et viru Jore lancéiert huet. Si huet gesot, mir maache Pooling a Sharing. Mir solle méi zesummen eis Capacitéiten zesummebréngen, fir Suen ze spueren. Dat geschitt hei. An et ass eng flott Symbolik dran, dass mir grad mat de Belsch dat maachen, déi am Fong geholl dës Iddi lancéiert hunn.

Mir hunn déi Iddi jo och an der NATO, do heescht et jo Smart Defence. Et ass eng gutt Saach also. An d'Défense wäert och eng nei Nues kréien, wann elo d'Engländer net méi an der EU sinn, well déi hu jo ëmmer vill blockéiert. Dat wëssen déi Leit, déi am Secteur mat dra sinn. Well si hu meeschtens der Agence européenne de la défense keng Moyene ginn. Ech huelen un an ech hoffen, dass dat da besser gëtt.

Duerfir dese Projet de loi, deen noutwendeg ass. Mir als klengt Land, mir brauchen e strategesche Partner, well eleng, mengen ech, hätte mer weineg Méiglechkeeten. Eis Féiss si wierklech ze kleng, fir op der grousser EU-Bün matzespillen am Beräich vun der Défense. An duerfir bréngen ech dann och den Accord vun der CSV.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An d'Wuert huet deen nächste Riedner, den Här Gusty Graas.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi ech de Préambule vun deem Traité do gelies hunn, ass mer virun allem e Saz opgefällt. Ech zitieren en och ganz gär hei: «Ayant à l'esprit les liens d'amitié qui existent entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique.» Effektiv, ech mengen, dat ass e Saz, deen awer munches ausseet. Et kann een net niieren, dass mir als Land dach ganz enk Relatiounen mat der Belsch hunn. Et ass eng laang Verbonnenheet, déi eis auszechent.

No der belscher Revolutioun vun 1830 wollte ganz vill Lëtzebuurger an d'Belsch integréiert ginn. Zënter 1921 besteet d'UEBL. Dat gouf jo och den 20. Abrëll 2004 hei adoptéiert. Eng grouss Verbonnenheet besteet och iwwert de Wee vun den Herrscherhaiser. Et kann een also roueg hei soen, dass effektiv dee Lien d'amitié mat der Belsch schonn eng gewësse Roll bei deemem Projet de loi gespillt huet.

Dese Projet, deen zementéiert ouni Zweifel d'Zesummenaarbecht mat der Belsch op engem ganz wichtege Terrain, an zwar an der Verteidigung an an der Sécherheet. Dat erkläert jo och, firwat dat mer eng ganz Rei vun Accorden, Arrangementen mat deem Land hunn. Et sinn der plus ou moins 40. Sécher, d'Belsch ass net e risegrousst Räich, mä et dierf een awer net vergiessen, dass et e Land ass, dat natierlech awer eng aner Dimensionen huet wéi Lëtzebuerg. A mir hunn all Intérêt als Lëtzebuerg, fir e Maximum u Synergie mat anere Länner ze sichen, wat jo u sech och e bessen den Erfolleg vun eisem Land ausmécht. Ech mengen, besonnesch um militäresche Plang si mir einfach ze kleng, fir kënne grouss Apporten ze liwweren.

Ech wëll drun erënneren, wat d'Armée ubelaangt, ass den obligatoresche Militärdéngscht jo 1967 ofgeschafft ginn an, wat richteg war, dass mer 2004 d'Armée opgemaach hu fir Netlëtzebuurger. Haut gesi mer, dass dat e wichtege, e richteg Schrëtt war.

Traditionell schaffe mer jo och net nëmme mat der Belsch, mä och mat Holland ganz enk zesummen. Ech wëll un déi OMP-Missionen zum Beispill erënneren. Ech erënneren och drun, dass den 18. Abrëll 2012 jo eng gemeinsam Deklaratioun mat der Belsch an Holland ënnerschriwwen gouf. Jiddefalls, eis Militäresummenaarbecht, virun allem mat der Belsch, gëtt och duerch dese Projet ouni Zweifel verdeift, an et erlaabt jo awer och enner anerem, nieft enger Rei anere Punkten, d'Ausbildung virun allem vun eisen Zaldoten nach ze verbessern.

Ech wëll vläicht op deser Plaz dann och vun der Geleeënheet profitieren, fir nach eng Kéier kuerz op de Projet phare zrëckzekommen, dee mer mat der Belsch jo och gemeinsam ugefaangen hunn, deen nach net ofgeschloss ass, dass de Militärfliager A400M. An dat soll een och hei vläicht ennersträchen, dee jo awer och fir humanitär Zwecker kann agesat ginn. Schon am Joer 2000 gouf jo d'Entscheidung hei geholl, fir esou e Militärfliager unzeschaffen. D'Konventioun war den 19. Juni 2001 ënnerschriwwen ginn. An de Vott hei an der Chamber huet den 22. Februar 2005 stattfonnt mat enger relativ grousser Majoritéit, loosse mer dat emol esou ausdrécken: 46 Jo, 11 Neen an 2 Abstentionen.

Deemools ass vun engem Käschtepunkt vun 120 Milliounen geschwat ginn. Entre-temps ass deen natierlech bedeitend an d'Luucht gaangen. An ech referéiere mech hei op eng Question parlementaire, déi ech dem Här Minister och kierzlech gestallt hunn, wou en da seet, dass de Liwwertermin dann elo soll spéitens d'Éischt Trimester 2019 sinn.

Wat dee Fliegerprogramm ubelaangt, do si jo och nach seche aner NATO-Länner, déi sech dorunner bedeelegen. Däitschland enner anerem mat 53. Ech wëll dat Thema elo hei net ze vill verdeiwen, mä trotzdem nach eng Kéier drop hiweisen, dass jo awer besonnesch Däitschland och vis-à-vis vum A400M gewësse Reservene déi lescht Zäit do ausgedréckt huet. Mä wéi gesot, dass soll awer hei net elo zur Diskussioun stoen.

Natierlech gëtt et och aner Domänen, déi u sech an deemem Projet de loi zrëckbehalen ginn. Et geet jo net nëmme reng klasesch em d'Sécherheet an d'Verteidigung. Et geet zum Beispill och em de Bien-être au travail, Recherche a virun allem déi géigesäitig Hëllef am Fall vu Katastrophen a gréisser Accidenter. Och do kann ee sech virstellen, wann - wat mer jo alleguer net hoffen! - sollt eng Kéier e gréisseren Tëscheffall op eisem Territoire stattfannen, dass mer awer do kënne op de Recours vun de belsche Leit zrëckgräifen.

Ech mengen, virun ass dat schonn hei ugeschnidde ginn: Dat ass deen Avis juridique vum Ausseministère, wat awer richteg war, dass deen ausgeschafft ginn ass. Mir bewegen eis och hei an enger relativ delikater Matière, wann et em den Échange vun dach confidentiellen Informatiounen geet. Do sinn natierlech d'Staten dozou gehalen, fir ganz virsichteg domat emzegen.

Mir als Demokratesch Partei kënne mat där Léiung do liewen, sinn och domat d'accord, dass d'Chamber hei soll natierlech informéiert ginn iwwert de Wee vum zoustännege Minister. An och d'Chamber muss sech hei selwer an d'Flicht huelen, dass se gegebenfalls ze vill confidentiell Informatiounen natierlech net méissbraucht.

Da wëll ech nach eng Kéier drop hiweisen, dass dese Projet wéi gesot awer och als Zil huet, fir och d'Lëtzebuurger Armée u sech ze valoriséieren. Ech wëll elo net hei eng Debatt laschrëppelen iwwert de Sënn an Zweck vun der...

(**Interruption par M. le Président**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Et ass net fir lech.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Et ass net fir mech.

...vun der Lëtzebuurger Armée. Mir kréien nach Geleeënheet, fir dat spéider eng Kéier ze maachen. Ech mengen, et ass jo e Kolleg heibannen, den Här Kartheiser, wann ech richteg am Bild sinn, deen eng Interventioun ugefrot huet oder eng Interpellatioun iwwert d'Lëtzebuurger Armée. Da kënne mer dat do méi am Detail maachen.

Jiddefalls, dee Projet hei, dee gëtt elo eng zolidd juristesche Basis, fir u sech déi bilateral Relatiounen, déi mer mat der Belsch fleegen, am Fong geholl nach méi kloer ze zementéieren.

An deem Sënn, wéi gesot, steet d'Demokratesch Partei zu deemem Projet de loi. An ech wëll awer och ofschléissend der Madamm

Dall'Agol eemol méi Merci soe fir hir exzellent mëndlech an och schrëftlech Bericht.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An nächste Riedner ass den Här Claude Adam.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat deemem Gesetzesprojet approuvéiere mer en Traité téschent dem Grand-Duché an der Belsch iwwert d'Zesummenaarbecht téschent der Belsch a Lëtzebuerg um Plang vun der Défense a vun der Sécherheet.

Firwat maache mer dat? Majo, mir schaffen - ech mengen, dat weess jiddwereen - scho ganz laang partnerschaftlech mat der Belsch zesummen, eben op deem Plang vun der Sécherheet. A mer mengen, et wier wierklech Zäit, fir och eng zolidd juristesche Basis ze kréie fir déi aktuell Zesummenaarbecht an awer och fir d'Zesummenaarbecht an der Zukunft.

Am Artikel 2 vum Traité an am Rapport, do gi 15 Domänen opgezelt, wou déi Zesummenaarbecht ka stattfannen. Ech zielen déi awer elo net op. Si sti wéi gesot am Rapport.

Et steet awer och nach e 16. Punkt an deem Traité an dee seet, dass déi Opléschung net komplett ass an dass duerchau nach aner Terraine fir d'Zesummenaarbecht kënne genotzt ginn. Sou een Artikel ass jo eppes wéi e Blankoscheck fir d'Regierung. Dat huet de Statsrot an och d'Membere vun der Kommissioun interpelléiert.

Grad wéi och de Punkt 4 am Artikel 3, dee seet, dass eng Approbatioun vun der Chamber zu den Arrangementen téschent der Défense vun deenen zwee Länner net noutwendeg wier. Dat hat dann och dozou gefouert, dass mer en Avis juridique gefrot haten, deen den 10. Juni do war. De Statsrot huet drop bestanen, dass esou Arrangementen awer missten am Mémorial publizéiert ginn, an dat hu mer och vun der Regierungssäit accordéiert kritt, an dat féiert dann och dozou, dass ech kann den Accord vun der grénger Fraktioun zu deemem Projet de loi ginn.

Ech hunn nach haut an enger Dageszeitung, an enger Lëtzebuurger Dageszeitung gelies, dass iwwert d'belsch Armée steet dran: «une armée au bord de la défaite financière». Ech hoffen, dass dat just dur gemoooss gëtt, dass d'Belsch, äänlech wéi Lëtzebuerg och, keng ganz gutt Abezueller sinn, wann ee se am NATO-Verglach huet. Mir sinn dann déi, déi am mansten abezuelen, an d'Belsch si just virun eis. Et weess een awer och, dass d'belsch Armée muss eng Rei Efforte maachen, fir zum Beispill hir F-16-Fliegeren ze ersetzen. Ech mengen zwar, dass deen Accord hei net wäert dozou féieren, dass mer müssen d'belsch Armée finanziell och ennerstetzen. Trotzdem ass dat eng gutt Saach, déi Zesummenaarbecht, an eisen Accord ass och do ginn.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An den Här Kartheiser als nächste Riedner ass scho prett.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, villmools Merci. Merci och un d'Madamm Rapporteur fir e ganz komplette Rapport.

Deen Accord, dee mer haut hei ratifizéieren, ass largement symbolesch. Ech mengen, mir haten eng ausgezechent Kooperatioun mat der Belsch. Mir hätten elo net onbedéngt esou Accord wéi deen heite gebraucht. An deem Sënn muss mer wëssen, dass mer hei en Akt maachen, wéi der vill elo an Europa gemaach ginn, fir ze weisen, dass Lëtzebuerg och bei enger multilateraler Zesummenaarbecht matmécht, dass et gudd Wëllens ass, fir och esou Strukturen da mat opzebauen, déi iwwer een nationale Kader erausginn.

Et ass och vläicht iwwerdriwwen, vun enger strategescher Partnerschaft téschent zwee Länner ze schwätzen, vun deenen dat eent, wéi mir, sécher keng Strategie mécht, an eis belsch Nopere maachen och net vill Strategie. Trotzdem ass d'Belsch fir eis e ganz wichtege a faire Partner am militäresche Beräich, och a villen anere Beräicher, an et hätt een dat och nach kënne doduerch ennersträchen, dass een an dem Préambule vum Accord hätt kënne sech referéieren op d'Brigade Piron, op de gemeinsame Batailloun am Korea-Krich oder aner Geleeënheeten, wou déi Zesummenaarbecht besonnesch intensiv war.

Den A400M ass e Projet, deen och schonn hei zitéiert gouf; och meng Partei hat dee schonn e puermol kritiséiert. Mir wëssen haut nach net, ausser den Här Minister kéint eis et soen, wéini e geliwwert gëtt a wéini mer dann endlech op dat Instrument kënne zrëckgräifen.

Et ass och gesot ginn, dass mer esou Accorden elo mat anere Länner ofschléissen. Däitschland ass do genannt ginn. Dat ass schonn en anere

politeschen Exercice! Do muss mer natierlech oppassen, well, wéi ech och gesot hunn, wa mer de Belsch am Abléck, am abléckleche Stadium vun hirer Geschicht kaum strategesch Interessen oder Hannergedanke kënne ennerstellen, esou ass dat mat méi grousser Länner eng aner Fro.

Do muss mer oppassen, dass mer eis net an Engrenagen, a Strukturen eranzéie loossen, déi eis herno d'Fräiheet vun der politescher Décisioun huelen, ob dat am Baltikum ass oder op anere Plazen. Et muss ëmmer esou sinn, dass, wa mer mat anere Länner zesummeschaffen, mer eis awer do net, wéi gesot, eng politesch Handlungsfäegkeet duerch eng ze vill grouss oder eng ze vill intensiv Integratioun huele loossen.

Politesch interessant an deemem Accord sinn zwee Aspekter. Den éischten ass deen - an deem Accord wéi och an deem nächsten -, dass de Loftraum betraff ass. Hei gi mer eis géigesäitig Iwwerfluchrechter. An deem nächsten Accord, op dee mer ze schwätze kommen, den nächste Projet de loi geet et dann em d'Ofhängen eventuell vu Fliger, déi an der Hand vun Terroriste sinn.

An deenen zwee Fäll ass et wichteg, dass mer als Lëtzebuerg kënne weinstens zum Deel eisen eegene Loftraum kontrolléieren. Ech ennersträchen dat hei ausdrécklech, well parallel an anere Foren am Abléck diskutéiert gëtt iwwer eng Méiglechkeet, fir d'Kontroll vun eisem Loftraum auszuelageren an auslännesch Akteuren, déi eventuell weder belsch nach lëtzebuergesch sinn. Och dat muss ee wëssen, an et ass en Aspekt - militäresch Sécherheet am wäite Sënn -, deen een do muss mat bedenken.

En zweeten interessanten, politesch interessanten Aspekt ass d'Fro vun der Legalitéit, der Wierksamkeet an der Publizitéit vu vertraulichen Ofkommessen téschent Staten. Deen Avis juridique ass hei schonn e puermol genannt a beschriwwen ginn. An ech mengen, et muss een och d'Jurisprudenz an deemem Beräich do matkucken.

Et gëtt eng Jurisprudenz zum Artikel 37. Zur Erënnerung: Den Artikel 37 vun der Verfassung seet, geheim Ofkommesse si verbueden. An do gëtt et eng Rei Uerteeler. Et gëtt zum Beispill eent vum 21. Dezember 1949, wat awer ganz wichteg ass. Dat seet: «Les traités et les accords internationaux, qui n'ont pas été ratifiés par la Chambre des Députés, ni publiés au Mémorial, sont inopposables aux justiciables.» Dat heescht, eis Jurisprudenz nennt zwou Konditiounen, fir dass esou en Accord rechtswirksam ass: Éischtens, e muss ratifizéiert sinn, an zweetens, e muss publizéiert sinn.

Den Avis juridique, deen elo do ass, dee seet u sech just de Contraire! E seet, et brauch weder duerch d'Chamber ratifizéiert ze ginn nach muss et publizéiert ginn, enner gewësse Konditiounen. Dat heescht, mir müssen eis bewusst sinn, dass déi Tragweite hei vun deem Avis juridique, iwwert dee mer haut schwätzen, de Contraire vun deem seet, wat déi allgemeng Jurisprudenz an deemem Beräich bis elo gesot huet.

Et muss een och wëssen, dass no der Jurisprudenz all internationalen Accord, deen ofgeschloss gëtt, en Traité am Sënn vun der Verfassung ass. Dat ass eng Jurisprudenz vun der Cour vum 3. Dezember 1960. Egal wéi mer dat nennen, ob dat elo en Accord ass, e Memorandum of understanding oder iergendeng aner Denominatioun: Am Sënn vun der Lëtzebuurger Jurisprudenz, vun der Interpretatioun vun der Constitutioun ass dat ëmmer en Traité, sou dass eigentlech all geheim Ofkommesse verbueden ass.

Mir müssen also elo kucken: Wat ass elo d'Pertinenz vun deenen doten Dispositiounen am Kontext vun eiser Praxis hei? An do wëll ech och verweisen op déi Programmes indicatifs de coopération am Beräich vun der Entwécklungshëllef, wou mer als ADR schonn e puermol gefrot haten, dass déi misste ratifizéiert oder publizéiert ginn. Wann een elo hiegt an et seet een, wann déi Accorde reng Ausféierungsbestëmmunge begräifen, wéi deen Avis juridique et hei seet, da bräichte mer se net hei ze ratifizéieren, contrairement zu der Jurisprudenz: Mir misste se awer publizéieren! An ech kommen drop, fir dat ze erklären, firwat dat de Fall ass.

No deem Avis juridique müssen nämmlech zwou Konditiounen erfüllt ginn, fir dass en Traité rechtskräfteg ass, ouni vun der Chamber ratifizéiert ze ginn an ouni publizéiert ze ginn. An déi zwou Konditiounen si kumulativ. Se sinn net eng oder déi aner, mä se müssen allen zwou erfüllt sinn. An do ass déi éischt: Et muss e rengen Acte d'exécution sinn, dat heescht, et si reng operationell Dispositiounen dran a kee weidere politeschen Engagement iwwer ier-gendeppes eraus.

Dat muss een och bei deene Programmes indicatifs de coopération kucken, ob dat elo reng Ausfürungsbestëmmunge vun engem bilaterale Accord sinn, oder ob do och Dispositione mat ageholl ginn, déi innovativ sinn, nei sinn, nei Engagementer hunn. An deem Fall misste se ratifizéiert sinn.

An déi zweet kumulativ Konditioun, dat ass, dass d'Akte vun deenen zwou Parteien, also déi Actes d'exécution vun deenen zwou Parteien, deenen zween betraffene Staaten dem gemeinsamen Accord e confidentielle Charakter ginn, wéinst der Sensibilitéit vun deenen dora beschriwwenen Informatiounen.

Elo ass dat ganz kloer esou, dass dës Konditioun praktesch nëmme kann am Beräich vun der Sécherheetspolitik gëllen! Et ass schwéier sech virzestellen, ausser Verdeelegung, Polizei oder Lutte contre le terrorisme oder wat och ëmmer, Geheimdëngscht, dass d'Dispositione kéinten an engem Accord festgehalen ginn, déi déi do Konditiounen géifen erfëllen, wa se net am Sécherheetsberäich sinn.

Et ass also esou, dass mer hei en Avis juridique hunn, dee géint d'Jurisprudenz steet, awer dee kloer Konditiounen vorschreift. An ech mengen, et ass eis politesch Verantwortung hei, dass mer dann déi Konditiounen, op déi mer eis awer hei am Konsens, mengen ech, kënnen eenegen, dass se sënnavoll sinn, dass mer déi awer och strikt anhalen an dann kucken an eisen diversen Aktivitéitsberäicher vun der Legislatioun, ob mer eis dann och konform verhalten zu deene strenge Regeln, déi mer eis awer haut wëlle ginn.

Dofir hu mer och als ADR insistéiert an der zoustänneger Chamberskommissioun, dass de Contrôle politique vun der Chamber muss kënnen weider ausgefëllt ginn. Dat heescht, do hu mer verlaangt - an ech sinn och frou, dass mer dat hei och allgemeng als akzeptéiert kënnen ugesinn -, dass d'Chamber muss informéiert ginn iwwer alles, wat an deem dote Beräich mat auslännesche Staaten ofgemaach gëtt. Et kann net sinn, dass d'Regierung seet: „Et brauch weder eng Ratifizéierung nach eng Publizitéit vun engem Accord d'exécution“ an dann higeeet an d'Parlament net informéiert.

Et ass fir eis vun zentraler Wichtigkeet, dass d'Parlament a senger Funktioun vum Contrôle politique vun der Aktivitéit vun der Regierung net ka behënnert ginn. Och wann d'Parlament, wéi et hei gesot gëtt, wann et wierklech ganz sensibel Informatiounen sinn, sech selwer eng Diskretioun operleet, wat selbstverständlech ass, mä de Contrôle politique muss kënnen weider erfëllt ginn.

Ënnert deene Konditiounen, wéi gesot, kënnen mir als ADR dat heiten och matdroen. Mir ënnersträchen dat, wat d'Virriedner gesot hunn, den Här Graas an anerer, dass mer mat der Belsch exzellente frëndschafleche Relatiounen hunn, dass dat hei e weidere Bäitrag ass, fir déi Relatiounen ze festegen an auszubauen. Alles dat kënnen mer begreissen.

Mä ech mengen, och déi Diskussioun, déi mer hei hunn iwwert déi Avis juridiques, iwwer eis Verfassungsméissegkeet, d'Verfassungsméissegkeet vun deenen Accorden, gëtt eis eng nei politesch Verantwortung an der Ëmsetzung vun enger Rei vun Traitéeen. A mir mussen där gerecht ginn.

Ech soen lech Merci.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Et bleift eis nach de leschte Riedner, den Här Marc Baum.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Här President, mat deem Gesetz hei gëtt en Accord-cadre geschaaft fir d'Zesummenaarbecht mat der Belsch a Saachen Défense. Dat heescht, et ass eng Zort Prabbeli, ënnert deem sech all aktuell an zukünfteg Kooperatiounen an deem Beräich ofspille sollen. De Problem ass awer, dass mer net am Detail wëssen, wéi eng aktuell an zukünfteg Kooperatiounen dann iwwerhaupt ënnert dee Prabbeli fale wäerten. Et ass also eng Zort Kinderüberraschung, iwwert déi mer hei ofstëmmen, wou mer zwar d'Verpackung ronderëm kennen, mä net genau dat, wat dran ass.

Ech brauch wuel net ze betounen, dass mir dës Virgeewäis bedenklech fannen, virun allem wou et jo net ëm eng Zesummenaarbecht bei der Editioun vun Timbere geet. Hei geet et ëm ganz kriddelech Sujeten, wéi den Déploiement vun Zaldoten, d'Uschafung vu Krichsmaterial oder de Renseignement. Dat si Sujeten, déi d'Chamber ganz kloer eppes uginn a bei deenen ee muss an aller Transparenz Décisiounen huele kënnen.

Deen Avis juridique, deen och schonn ugeschwat ginn ass, seet kloer, dass Arrangementen, déi rechtlich verbindlech sinn, mussen vun der Chamber approuvéiert a publizéiert ginn. Mir mengen duerfir, dass eng ganz Rétsch Ar-

rangementer, déi elo dodrënner falen an déi eigentlech elo och scho mat der Belsch geholl sinn, eis hättten hei misse virleien, fir ze wëssen, wat dat dann och elo fir d'Zukunft bedeit hätt.

Mir mengen, dass all déi Arrangementer verëffentlecht misste ginn, déi rechtlich verbindlech sinn, an eréischt dann hätte mer kënnen déi Diskussioun an déi Décisioun hei iwwert de Kaderaccord en connaissance de cause huelen.

Dernieft froe mer eis awer och, wéi d'Regierung gedenkt, mat deem Avis juridique weider ëmzegoen, well dee betrëfft jo net nëmme d'Arrangementer am Kader vun deem Memorandum of understanding mat den USA oder an deem Fall mat der Belsch, mä e stellt prinzipiell Froen oder suggeréiert prinzipiell Regeln, déi ganz generell méi oder manner all Arrangementer betreffen, déi d'Lëtzebuergesch Exekutiv an deene leschte Joren, voire Jorzéngten ofgeschloss huet.

Mir froen dann och d'Regierung, dass se der Chamber e kompletten Inventar virleet vun deenen Accorden an Arrangementer, déi net, bis elo net publizéiert gi sinn, inklusiv engem Plang, wéi déi Situatioun wäert kloergemaach respektiv bereנגt ginn. Wann a verschiddeenen Accorden oder Arrangementer sensibel Saachen dra sinn, déi net kënnen verëffentlecht ginn, dann, esou seet et den Avis juridique, mussen déi an engem Acte d'exécution iwwerholl ginn, dee ka geheim bliwen.

Mir ënnerstëtzen och vun deem alles dat, wat bis elo gesot ginn ass, dass d'Chamber awer op jidde Fall muss Ableck an déi Actes d'exécution hunn, fir kënnen all Abus auszuschléissen an och fir kënnen hir Kontrollfunktioen iwwert d'Exekutiv anzehuelen.

Dëst gesot, Här President, hätte mir eis méi Informatiounen, virun allem iwwert déi Onkloerheeten, déi awer elo hei opkommen, gewünscht. A mir wäerten deen heite Projet net stëmmen.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An den Här Verteidigungsminister wäert eis elo eng Rei vun Informatiounen ginn. Här Etienne Schneider!

Prise de position du Gouvernement

► **M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense.** - Jo, Merci, Här President. Vlächit wann Der erlaabt vun hei aus e puer Remarquen. Eischtens emol sinn ech frou, dass mer dee Kaderaccord hei kéinten haut da stëmmen. Et geet effektiv drëm, fir eis Zesummenaarbecht mat der Belsch, wat den Défenseberäich ueget, méi fléissend, méi einfach kënnen ze organiséieren. Dir wësst, dass mer zënter ganz laange Jore mat der Belsch eisen engste Partner hunn am Beräich vun der Défense an dass et e Partner ass, op dee mer eis nach ëmmer konnte verloossen. Ech mengen, och den Här Halsdorf als fréiere Minister kann dat bestätegen, dass mer mat der Belsch en extrem confidentiell an extrem déif gräifend Zesummenaarbechten hunn.

Ech wëll och hei als Beispill soen - den Här Kartheiser huet et ugefuert -, dass d'Belsch wahrscheinlech keng Défensestrategie hunn. Här Kartheiser, si hunn eng! De Minister huet mer elo nach zu Warschau um NATO-Sommet proposéiert, dass e mer dat elo am Detail wëllt erklären, wat hir Défensestrategie ass. Ech mengen, och dat weist, et ass e Geste.

► **Une voix.** - Dir kënnt jo den Här Kartheiser mathuelen.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense.** - Gelifft?

► **Une voix.** - Huel den Här Kartheiser mat!

(Hilarité)

► **M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense.** - Dat weist d'Verauensverhältnis awer tëschen der Belsch a Lëtzebuerg, well si si jo net obligéiert, eis hir Défensestrategie ze erklären. Dat maache se awer.

Et koumen eng Rei Froen vum Här Halsdorf, ënner anerem wat d'Sprooch ueget. D'Sprooch ass kloer Franséisch an deem heite Fall.

Och wat äänlech Accorden ueget mat anere Länner, wéi zum Beispill Däitschland, hutt Dir genannt, ass et natierlech esou, dass mer probéieren, méi enk och mat deene Länner zesummeschaffen, wéi GTF, ginn ech lech als Stéchwuert.

Mä och Holland, wëll ech lech drun erënneren, dass Der d'lescht Woch hei de Projet de loi gestëmmt hutt, deen de Projet MRTT erlaabt. Et ass e Projet, wou Holland d'Lead nation ass, wat also weist, dass mer och mat aneren Nationen zesummeschaffen.

Mä ech mengen, deen Accord hei tëschen Lëtzebuerg an der Belsch ze maachen, war elo emol deen urgentsten, well et wierklech eisen

natierlech Partner ass. Et gëtt och keen hei zur Kooperatioun duerch deen Accord gezwongen. Ech mengen, et steet ëmmer nach all Land op, esou wäit dann ze goen an deenen Accorden, deene jeeweilegen Accorden, wéi et dat fir richtig fënn.

Dir hutt och, Här Halsdorf, Lagland ugeschwat, wou mer elo zënter 1970 kënnen trainéiere goen an dat gratis. Do ass et esou, juste pour information, et huet net direkt elo eppes mam Sujet ze dinn, mä et ass esou, dass d'belsch Arméi aus deene finanzielle Grënn, déi och schonn invoquéiert gi sinn, drun denkt, fir dat an der Sous-traitance géréieren ze loosse. Ech wëll lech awer soen, dass mir an déi Diskussioun mat agebonne ginn an dass dat natierlech, wann et zu enger Sous-traitance kënnt, och net wäert gratis dee Moment un eis verbäi-geen oder laanschtgoen.

Bon, den Här Adam huet och vun der belscher Arméi au bord de la faillite financière geschwat. Ech mengen, et ass kee Geheimnis, dass d'Belsch an deene leschten dräi Joer permanent mat hirem Effort de défense par rapport zum PIB erofgaange sinn, dass si deen zweetkengste Contributeur no eis sinn, oder virun eis, deemno vu wéi enger Optik dass een et kuckt, mat 0,87% vun hirem PIB, wann ech elo dee Chiffer nach gutt an Erënnerung hunn. Mä och do huet de belsche Minister mer gesot, dass e seng Moyenen elo stabiliséiert kritt huet respektiv erëm mat liichte Croissancen a sengem Budget ka rechnen.

Dir wësst, dass mir an enger anerer Situatioun sinn, dass mir sënnavoll Projekte sichen an do duerch natierlech och bereet sinn, gemeinsam Projeten, och Investitiounsprojete mat der Belsch ze maachen, wou mer si dann och eventuell emol eng Kéier als Merci fir déi gutt Kooperatioun kënnen op deem engen oder anere Punkt finanziell entlaaschte respektiv hinnen ënnert d'Aerm gräifen.

Dann zu deem legale Kader. Den Här Kartheiser ass och drop agaangen. Ech mengen, mir hunn en Avis jo vum Statsrot zu deem Projet hei, dee jo d'Konstitutionalitéit vum Projet och gepréift huet. Pour le reste sinn ech komplett mat lech d'accord, Här Kartheiser, dass natierlech d'Chamber muss de komplette Contrôle politique vun allen Accorden hunn. An ech sinn och do mam Här Baum averstanen. Ech mengen, dass dat fir mech evident schéngt.

Mir wäerten eis och dorunner halen, dass alles, och wann et net ka publizéiert ginn, aus confidentielle Grënn, mä dass et awer dann an deem Kader kann an der Chamber diskutéiert ginn. An och déi Fuerderung, fir déi Accorden, déi bestinn, déi Fuerderung vum Här Baum, fir déi ze publizéieren, do sinn ech och gär bereet, dat ze maachen, esou wäit wéi se nach Bestand hunn. Et gi jo Accorden, déi iergendwann ausgelaf sinn, da mécht et kee Sënn méi. Mä pour le reste hunn ech och domadder kee Problem.

Voilà, dat gesot, soen ech lech alleguerte Merci fir Är Commentairen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - A mir kënnen direkt zur Ofstëmmung iwwergoen iwwert de Projet de loi 6829.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6829 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

De Projet de loi 6829 ass mat 58 Jo-Stëmmen an 2 Nee-Stëmmen uegholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Félix Eischen (par Mme Martine Mergen), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A mir géifen zum nächste Projet de loi iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6949, en Accord mat der Belsch an Holland betreffend de Schutz virun terroristeschen Attacken aus der Loft, insbesondere mat ziville Fligere. An d'Wuert huet elo direkt de Rapporteur, den Här Marc Angel.

6. 6949 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg concernant l'intégration de la sécurité aérienne en vue de répondre aux menaces posées par des aéronefs non militaires (Renegade), signé à La Haye le 4 mars 2015

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

► **M. Marc Angel (LSAP), rapporteur.** - Jo, Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei deemem Projet de loi geet et effektiv drëm, en Accord tëschen Lëtzebuerg an onse Benelux-Partner Holland a Belsch ze ratifizéieren.

Den Accord betrëfft, wéi Der et gesot hutt, d'Sécherheet vun onsem Loftraum am ganz spezifische Fall vun engem Renegade. Wat ass e Renegade? E Renegade ass no der militärescher Definitioun vun der NATO en ziville Flieger, dee vun Terroriste gekidnappt gëtt mat dem Ziel, fir eng Attack mat deemem Flieger ze fléien.

Bis haut si mer an esou engem Fall hei zu Lëtzebuerg e wäisse Fleck op der Landkaart. Mir hu keng Prozedur, wat an esou engem Fall soll a muss geschéien, fir d'Sécherheet garantéieren ze kënnen. Mat deemem Traitée, dee mer also haut hei ratifizéieren, gëtt dës Sécherheetslück zougemaach.

Et ass haut effektiv esou, dass, falls de Lëtzebuerger Loftraum vun engem militäreschen Flieger attackéiert gëtt, da si mer am Kader vun der NATO, an an esou engem Fall gëtt onse Loftraum vun der Belsch mat geschützt. Mä am Fall vun engem Renegade, also engem ziville Flieger, ass d'NATO net zoustänneg. An esou engem Fall läit all Décisiounsgewalt bei onsen nationalen Autoritéiten.

Vu dass Lëtzebuerg iwwer keng eege Militärvatioun verfüügt, mat där mer ons kéinte wieren, mussen mer noutwendegerweis mat onse Partner zesummeschaffen. Dowéinst hu mer also deenen Accord am Benelux-Kader fonnt an doriwwer eraus si mer och a Verhandlung mat Däitschland a Frankräich, fir och mat hinnen en Accord ofzeschléissen.

Den Accord vun haut konstituéiert fir de Fall vun engem Renegade en eenheetleche Loftraum vun de Benelux-Staaten, an deem ofwiesend entweder vun dem belschen oder vum hollänneschen Militär agegraff ka ginn, wann déi zoustänneg national Autoritéit dat ufreet.

Zu Lëtzebuerg ass de Minister vun der Défense responsabel. Hie ka vum Ausseminister ersat ginn an an drëtter Stell vum Justizminister. Den Accord leet och ganz genau fest, wéi eng Schrétt kënnen a mussen am Fall vun engem Renegade ënnerholl ginn.

D'Prozedur gesäit dofir fir: éischtens, d'Feststellung an d'Kontaktopnam mam Renegade an d'Eropeschécke vun enger Eskort fir dee Flieger.

Zweetens, dem Flieger e Verbuet fir d'Weiderfléien auszuschwätzen an hien zur Landung opzefuerderen. Wann dëst fräiwëlleg net geschitt, da kann och en aktiiv Ofdränge vun der Fluchlinn vum Renegade gemaach ginn. An dëser Phas probéieren d'Militärfligere, de Renegade zu enger Landung ze forcéieren oder hie vu senger momentaner Fluchlinn, wéi gesot, ofzebréngen.

Drëtters, wann dat net geléngt, ass déi drëtt Etapp d'Offeiere vu Warnschëss.

A véiertens, sollt dëst net geléngen, da gesäit déi lescht Etapp vun der Prozedur och vir, dass de Renegade kann ofgeschoss ginn, also d'Force létale.

Hei ass et awer ganz wichtig ze betounen, dass déi véiert Etapp fir Lëtzebuerg net géllt. Virun allem déi ganz sensibel Fro vum Asaz vun

der Force létale, also dem Ofschéisse vun engem ziville Fliger, an deem onbedeelegt, onschëlleg Persounen u Bord sinn, gouf net nëmmen an der Regierung laang diskutéiert, mä huet och bei ons an der Kommissioun zu enger wichteger Diskussioun an zu ville Froe gefouert.

Dat eent Argument ass, dass an deene Staten, wou den Asaz vun der Force létale prinzipiell erlaabt ass, se awer vun deenen eegenen Unitéiten agesat gëtt. Am Accord tëschent Frankräich an der Belsch zu engem Renegade ass dat zum Beispill esou. Béd Länner erlabe prinzipiell den Asaz vun der Force létale. Mä am franséische Loftraum kann nëmmen e franséische Militärfliager e Renegade ofschéissen. De belsche Fliger därer dat do net.

Dat eigentlech wichteg Argument ass awer, dass den Asaz vun der Force létale géint onbedeelegt Zivilisten hei zu Lëtzebuerg och prinzipiell net erlaabt ass. Dëst ergëtt sech aus dem Artikel 11.(1) vun onser Constitutioun. Ech zitieren: «L'État garantit les droits naturels de la personne humaine et de la famille.» Fin de citation.

Mir sinn do also an darselwechter Logik wéi och eis däitsch Noperen. Do huet d'Bundesverfassungsgericht am Februar 2006 geurteilt, dass den Asaz vun der Force létale géint Persounen, déi un der Dot net bedeelegt sinn, géint d'Grundrecht op Liewen a géint d'Menschewürd verstéisst.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen elo zu dem administrativen Deel. Den Accord gouf de 4. Mee 2005 zu Den Haag vun de Benelux-Staten ënnerschriwwen. De Projet de loi, fir dësen Accord ze ratifizéieren, gouf am Februar 2016 déposéiert. De 7. März hate mer eng flott, interessant Sitzung an der Kommissioun, wou de Projet virgestallt ginn ass.

De Statsrot huet säin Avis den 19. Abrëll gemaach. An dësen Avis vum Statsrot huet ons virun déiselwecht prinzipiell Fro gestallt wéi beim Projet virdrun zum Accord-cadre fir d'Kooperatioun tëschent Lëtzebuerg an der Belsch, wat d'Défense ugeet, an d'Rapportrice, d'Madamm Dall'Agnol, huet jo schonn déi Problematik zesummegefaasst.

Déi Fro, déi sech och hei gestallt huet, war déi, wéi mer mat den techneschen Arrangementer mussen ëmgoen, déi als geheim agestuuft ginn an dofir aus Sécherheetsgrënn net kënnen publizéiert ginn, wéi et och fir dëse Projet de loi vum Statsrot gefuerdert gouf.

Mir hunn dofir och bei dësem Projet de loi décidéiert, op den Avis juridique vun der Regierung ze waarden. An nodeems deen do war, hu mer de 4. Juli nach eng Kéier an der Kommissioun iwwert de Projet geschwat.

Am Kader vun dësem Accord gëtt et zwee Dokumenter, déi fir d'Prozedur Renegade ausgeschafft ginn. Do gëtt et effektiv en Arrangement technique, dee mer och am Detail virgestallt kritt hunn, ausgedeeelt kritt hunn an iwwert dee mer vill Erklärungen kritt hunn. Et gëtt also deen Arrangement technique, deen tëschent den dräi Partnerstaten ausgeschafft gëtt an an deem genau d'Modalitéite vun der Zesummenaarbecht festgeschriwwen sinn, zum Beispill den Zäitplang vun der Rotatioun tëschent de belschen an den hollännesche Militärfliageren oder d'Flughäfen, vun deenen d'Fligere fortfléien. Dësen Arrangement technique muss, wann en definitiv fäerdeg ass, nach vun deenen dräi Regierungen approvüiert ginn, ier en a Kraaft kann trieden.

Da gouf och nach eng Procédure nationale ausgeschafft, déi mer och en détail virgestallt kritt hunn a wou mer och vill Froen haten an och gutt Äntwerte kritt hunn. An dëser Procédure nationale gëtt genau definéiert, wéi eng Autoritéiten hei zu Lëtzebuerg zu wéi engem Zäitpunkt d'Décisionen huelen an och d'Informatioun weiderginn.

Béd Dokumenter kënnen aus Sécherheetsgrënn net, wéi et vum Statsrot gefuerdert ginn ass, am Mémorial verëffentlecht ginn, well dës Dokumenter Donnéeën enthalten, déi klassifizéiert musse ginn. Den zentrale Punkt ass awer, dass dës Dokumenter keng juristesche Obligatiounen enthalten, déi iwwert den Traité erausginn, mä sech nëmmen op praktesch Ëmsetzung konzentrieren.

De Ministère huet sech engagéiert, déi final Version vun dësen Dokumenter och an d'Kommissioun nach eng Kéier virstellen ze kommen. An doriwouer eraus behale mir, an do hu mer all drop gepocht, als Chamber d'Recht, dass mer eis politesch Kontroll weiderhin an deene Saache wäerten ausüben an dass mer iwwer Arrangements techniques, déi net kënnen

publizéiert ginn, permanent informéiert ginn a se awer och iwwerpräwe kënnen, fir ze kucken, ob effektiv keng juristesche Obligatiounen dra sinn.

An dëser Reuniooun vum 4. Juli hu mer awer och nach eng ganz Rei aner wichteg Froen diskutéiert, déi Der am Procès-verbal fannt, mä déi ech hei nach eng Kéier kuerz zesumme faasse wéilt.

D'Fro vun de Käschten ass esou geregelt, dass all Land fir seng Responsabilitéiten d'Käschten iwwerhëlt. Au vu vun der Gréisst vun onsem Loftraum musse weder d'Belsch nach d'Hollänner zousätzlech Moyenen opbréngen, fir onse Loftraum mat ze iwwerwaachen a si froen ons och dofir keng Kompensatioun. Déi eenzeg Käschten, déi also eventuell op Lëtzebuerg wäerten duerkommen, sinn déi vun den Übungen, déi zweemol am Joer wäerte stattfannen.

Mir haten och nach déi national Kommunikatiounsprozedur diskutéiert. An do gesäit et esou aus, dass déi belsch Autoritéit, déi fir d'Iwwerwaachung zoustänneg ass, de Control and Reporting Centre zu Glons, normalerweis den Haut-commissaire à la protection nationale hei zu Lëtzebuerg informéiert. Dëse wënn sech dann un de Ministere en charge. Wéi scho gesot, ass dat un eisichter Stell de Ministere de la Défense. Wann et ganz séier muss goen, da kann déi belsch Autoritéit och direkt de Minister kontaktéieren.

Un dëser Stell hu mer och d'Roll vun der ANA, vun der Administration nationale de l'aviation diskutéiert. Dës Administratioun, déi am permanente Kontakt mat hire belschen an hollännesche Contrepartie steet, gëtt am Kader vun engem Renegade och vun der belscher Autoritéit informéiert. Si hunn awer keen aktive Rôle.

De 6. Juli gouf mäi schrëftleche Rapport an der Kommissioun ugehall.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, eng Prozedur „Renegade“ anzeféieren ass e ganz sensibelen an och e komplexen Dossier. Et ass en Dossier, an deem säit zwielf Joer an de successive Regierungen intensiv geschafft ginn ass!

Mir haten zwou Kommissiounssitzungen dozou mat de Mataarbechter vum Ministère, mat Vertreeder vun der Arméi, mam Minister, wou d'Kolleegen aus der Kommissioun wierklech eng interessant Diskussioun zesumme geféiert hunn. Dofir hinnen all e grouse Merci.

Et ass e wichteg Thema an dofir wëll ech hei och elo den Accord vu menger Fraktioun ginn zu dësem Projet de loi an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An d'Wuert huet elo den Här Jean-Marie Halsdorf.

Discussion générale

► **M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).** - Merci, Här President. Ech wëll och bei dësem Projet de loi, esou wéi virdrun, direkt introduktiv dem Här Rapporteur, dem President vun der Commission des Affaires étrangères, Merci soe fir säi gudden mëndlechen an och exhaustive schrëftleche Rapport.

Mat dësem Projet 6949 kréie mer jo da wierklech deen noutwendegen trilateralen Accord, dass mer kënnen reagéieren, wann e sougenannten „Renegade-Fliger“, also en ziville Fliger, eise Loftraum bedréit, eng Bedroung ass fir eise Loftraum.

Et muss ee wëssen, dass dat keng Iddi ass vu gëschter, mä vu virgëschter, well effektiv läit dëst Gesetz an der logescher Suite vun der Erklärung, déi d'Défenseministere schonn am Joer 2012, dat war den 18. Abrëll, gemaach hunn, fir am Air Policing, also an der Ofwier-iwwerwaachung an och am Renegade-Fall, sech zesummen ze organiséieren. Et ass also e gudden Projet, wat hei geschitt. An et ass logesch, dass mer dat maachen, an et ass wichteg, esou en Instrument ze hunn.

Mä ee Punkt, dee mech beschäftegt, dat ass deen, deen och elo grad de Rapporteur developéiert huet, firwat dass mir d'Force létale, also d'Ofschéissen, net hei zu Lëtzebuerg asetzen. D'Regierung huet jo do an zwou Sitzungen, eng Kéier den 12. Dezember 2014 an de 27. Februar 2015, decidéiert, zu Lëtzebuerg dës Force létale net anzesetzen. Et lichter mer an engem gewëssene Sënn an, well de Cas de figure, dass hei zu Lëtzebuerg esou eppes geschitt, ass relativ kleng. Mir sinn en immens klengt Land. Vun Osten no Weste brauch e Fliger zwou Minuten, dann ass e fort, a vun Norden an de Süde brauch e fënnel Minuten, dann ass en och fort.

A mir hunn dräi Ministeren, déi kënnen decidéieren. Deemo wéi dat do geet, effektiv an engem Eeschtfall, deen hoffentlech ni kënn, kann et sinn, ier mir eng Décisioun geholl

hunn, dass de Fliger net méi an eisem Loftraum ass.

Wann ech awer kucken, wat do kéint geschéien, wann do en Terrorist mat engem Fliger kënn, voller Explosiven, an e flitt mengetwegen op Cattenom, do gesinn ech effektiv an deem Sënn kee Problem, well d'Fransouse wahrscheinlech wäerten en dann ofänken, dass en net kann an d'Killierm fléien.

Mä wann awer elo e Fliger zum Beispill wéilt hei um Kierchbiereg an eis Tierm do fléien an deen ass eng Kéier op Lëtzebuerg Territoire, da geschitt näischt méi. An do maachen ech mer awer Gedanken. Et ka vläicht sinn, dass dat contraire ass zu de Mënscherechter, mä et ass eng Situatioun, déi hoffentlech net kënn. Mä op dat déi besch, déi effizientest Léisung ass, déi mer hei huelen, weess ech net. Et ass gutt, dass mer eng hunn, an ech hoffen, dass et ni kënn. Mä et stinn awer Froen op, déi sech an deem Kontext stellen.

Justement, well och dräi Ministeren hei kënnen decidéieren: Wéi ass et hei mat der Responsabilitéit politique a wéi ass et mat der Responsabilitéit juridique? Déi Fro ass net evident beim Donneur d'ordre, wien de Befehl gëtt.

An eng aner Fro, déi mer och schonn an der Kommissioun beschwat hunn, Här Minister, ass déi: De Loftraum soll jo an den nächste Joren eventuell vun Däitschland aus iwwerwaacht ginn. Wéi eng Implikatiounen huet dat, wéi eng juristesche Implikatiounen huet dat, wann eng Kéier esou eppes hei wär? Et ass eng Fro, déi wierklech sech stellt.

Eng aner Fro, déi sech stellt, et ass gesot gi vum Rapporteur: Mir sinn Zaungast, mir hu selwer keng Fligere. Mir hunn awer Piloten, déi zwar elo nëmmen den A400M fléien. Ass net dru geduecht, vläicht an Zukunft deenen och eventuell eng Formatioun ze ginn, dass se och kéinten dës Maschinne fléien am Bedarfsfall respektiv mat de Belsch zesummen?

Et ass eng Fro, déi am Raum steet. An et wier gutt, wann de Minister eis kéint dorobber äntwerten.

An e leschte Punkt an deem heite Kontext, deen ech wollt opwerfen, ass deen, am Dispositif vum Accord steet: „Emphasising the strategic importance of the airspace for the safety and security of the territory of each Party and their surrounding region;...“ Dat heescht also, et geet jo hei ëm déi strategesch Wichtegkeet vum Loftraum fir d'Sécherheet. A wann ech d'Sécherheet am volle Sënn vum Wuert huelen, da verwonnert mech trotzdem, dass déi aner Leit, déi dann eben d'Force létale asetzen, dass déi eis Positioun als solch einfach esou akzeptéieren.

Mir négociéiere jo och mat deenen Däitschen. Mir négociéiere mat de Fransosen. Ech hu mer iwwerluecht, ob et net vläicht méi interessant wär, wa mer géife mat den Däitschen a mat de Fransosen zesumme kucken, wéi mer eis Grenzen ofsécheren an deem heite Fall. Dat wier méi sennvoll, fir dat zu fënnel ze maachen, anstatt zu dräi; dat si mir am Benelux an déi zwee aner enzel. Da weess och deen een, wat deen anere mécht, oder déi lénks Hand, wat déi aner mécht.

Dat schéngt mer also net eng gutt Iwwerleeung ze sinn an deem Sënn, dass och nach an deemselwechten Dispositif eng Referenz gemaach gëtt op een EU-Reglement iwwert d'Kreatioun vun engem „Single European Sky and Regulation“. Dat heescht also, d'Iddi ass, fir an der EU just een Himmel ze maachen, loosse mer soen, ee Loftraum ze maachen, mëttelfristeg. Also et wier wierklech net schlecht, wa mer eis hei géifen zesummen un en Dësch setzen a kucken, zu fënnel esou e Kontrakt ze maachen. Dat wär vläicht méi kohärent.

Dann nach dräi kleng Punkten, déi ech wollt uschwätzen. Deen een Punkt huet de Rapporteur an deem Sënn gesot, am Artikel 8 gëtt geschwat iwwer: «Chaque partie assume les coûts liés à l'exécution de cet accord de coopération.» Dat heescht also kloer, dass déi Iwwerwaachung da wäert gratis sinn.

Am Artikel 9, do gëtt geschwat, beim Ausgleich vu Schied, déi gi gemaach laut Dispositioun vum Artikel 8 vum SOFA, vum Statut des forces vun der NATO. Et ass awer e militärescht Ofkommen. An hei si mer awer an eng ziville Logik. Duerfir géif ech nawell gär wëssen, wéi dat soll funktionéieren, dass mer militäresch Reglementer, Dispositiounen huelen, fir an engem ziville Fall, Renegade ass jo awer en ziville Opdrag, wéi dat do getässelt gëtt, dass dat klappt.

Dann hunn ech gelies, an der Fiche financière steet effektiv: «...ne comporte pas de dispositions dont l'application est susceptible de grever le budget de l'État dans l'immédiat.» Dat ass richtig. Duerfir hoffe mer, dass dat ni kënn.

An dann déi ganz Problematik, déi de Rapporteur elo ugeschwat huet mat den Arrangements administratifs, muss Artikel 38 an esou weider, wou mer en Avis juridique gefrot hunn. Dorop brauch ech dann net méi zréckzekommen. Ech mengen, an deem Sënn ass dat gekläert. Mir hunn eis och do ralliéiert, well mer mengen, dass déi Situatioun, déi mer elo hunn, eng Verbesserung ass, an dass ee mat esou engem Cas de figure ka liewen an dass dat aner wierklech schwieereg ass, wann effektiv Elementer am Spill sinn, déi am Fong geholl confidential sollte behandelt ginn.

An duerfir brénge mir och den Accord zu dësem Projet, an ech soen lech Merci fir Är Opmerksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An d'Wuert huet elo den Här Gusty Graas.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt jo nawell gäre behaupt, d'Welt wier méi onsécher ginn. Ech mengen, dat muss een awer relativéieren, well trotz deene ville Geforen, déi effektiv all Dag op eis duerkommen, muss een awer hei ënnersträchen, dass Lëtzebuerg mat Sécherheet de Moment a vill méi enger friddlecher Situatioun leeft, wéi dat emol fréier de Fall war. Dat ass ouni Zweifel an d'Resultat vun enger internationaler Kooperatioun.

Dat ass och d'Resultat, well mer agebett sinn a wichtege internationale Strukturen, wéi enner anerem der Europäescher Unioen a virun allem och der NATO. Dat ass eng Politik, déi zënter dem Enn vum Zweete Weltkrich vu sämtleche Regierungen verfollegt ginn ass. Dat ass och richtig. An dat huet mat Sécherheet och zu dem Wuertstand an och zu dem Fridden hei am Land gefouert.

Natierlech därer een awer elo net esou naiv sinn a mengen, déi terroristesch Geforen, déi jo awer trotzdem omnipräsent sinn, kéint een ignoréieren. Ech wëll elo kuerz hei u Paräis erënneren; ech wëll nëmme kuerz u Bréssel erënneren. Et spiert een also, dass déi terroristesch Attacke leider och méi no bei eist Land réckelen. Lëtzebuerg ass awer och eng international Dréischeif vun der Politik. Ouni elo wëllen hei schwaarze Zeenarien ze entwerfen, därer een awer net ignoréieren, dass och eng terroristesch Attacke hei zu Lëtzebuerg méiglech wär.

Et ass eng nei Gefor, déi sech natierlech an eiser Gesellschaft ëmmer méi bemierkbar mécht, leider och bedéngt duerch de reliéise Fanatismus. An trotz all deene schwaarze Gedanken, déi een natierlech do vläicht iwwerfallen, soll een an därer een op kee Fall an esou Situatioun panikéieren. A virun allem e klengt Land, a mir sinn nun eben e klengt Stat, muss Synergie sichen, fir ebe sech beschtméiglech géint esou eventuell Problemer ofzesécheren.

An do denkt een natierlech un eisichter Linn och un eise Loftraum. A wa mer iwwert de Loftraum schwätzen an iwwer terroristesch Attacken, si mer natierlech och ganz séier bei de Fligere, dat ass ganz kloer. Et brauch een och nëmmen un déi Attacke vum 11. September 2001 hei ze erënneren.

Dat Gesetz vun haut, dat setzt ouni Zweifel e weidere wichtege Maillon, an et beweist awer och déi gutt Zesummenaarbecht, déi mer zënter Jortzengten, ech mengen, zënter 1948, mat eise Beneluxpartner fleegen.

Sécher, eise Loftraum, dat ass e ganz bescheidenen, ganz klengt Loftraum, deen a Minute vu Fligere kann iwwerflu ginn. A mat deem Gesetz hei gi mer natierlech och en Deel Souveränitéit of. Mir iwwerdroen hei Souveränitéitsrechter op aner Länner. Mä op där anerer Säit därer een awer net vergiessen, mir hu jo keng logistesche Moyenen, fir eise Loftraum an deem Sënn ofsécheren. Ech mengen och, dass mer eise Partner dat schëlleg sinn. An ech erënneren hei zum Beispill un den EU-Sommet vun 1999 zu Tampere, wou deemools kloer festgehale gi war, dass den Terrorismus u sech eng vun deene schlëmmste Violatiounen vun der individueller Fräiheet ass. A spéitstens dann ass awer e Rechtsstat gefuerdert, och fir ze agéieren.

D'NATO, dat ass schonn hei gesot ginn, ass zoustänneg, fir eise Loftraum ofsécheren, wat de Militärfliager ubelaangt. Haut, wéi gesot, befaasse mer eis mat dem Volet vun den Zivillfligere. An do sollen eis belsch an hollännesch Partner eng wichteg Roll an Zukunft iwwerhuelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vläicht e puer Remarquen, wat natierlech d'Menacé vun eisem Loftraum ubelaangt. Et si jo u sech véier Etappen, déi dann a Kraaft trieden. Et muss natierlech extrem séier gehandelt ginn. Ech mengen, d'Haaptresponsabilitéit läit beim Verdedungsminister. Mir applizéieren dann e sougenannten „Kaskadesystem“, wou dann d'Responsabilitéit vum Ver-



deedegungsminister iwwert den Ausseminister bis hin zum Justizminister geet.

An da si mer natierlech ganz séier och an der Diskussioun, an dat ass jo hei och schonn uegklongen, dat ass natierlech den delikate Sujet vun der Force létale, also enger déidlecher Attack op en ziville Fliger.

Sécher, dës Regierung huet sech ganz kloer positionéiert. Si huet sech géint d'Force létale ausgeschwat. Dat ass och u sech vum moralesch-ethesche Standpunkt hier mat Sécherheet novollzéibar. Wie wëllt schonn u sech d'Verantwortung iwwerhuelen, fir de Kommando ze ginn, datt e Fliger mat onbedeelegten, mat onschëllege Passagéier soll ofgeschoss ginn, well en eben eng gewësse Menace fir en terroristeschen Akt géif duerstellen? Dat ass ouni Zweifel eng schwéier Décisioun. Ech verweisen effektiv och nach eng Kéier hei op den Artikel 11.(1) vun eiser Constitutioun.

Natierlech kënnen awer, an och do soll een net naiv sinn, emol Situatiounen antrieden, wou d'Fro berechtigt ass, ob net awer mir an där Situatioun missten aneschters reagieren. Mir hunn och eng Rei sougenannten „Zilscheiwen“ hei zu Lëtzebuerg. Virdu sinn der schonn e puer genannt ginn. Och hei, ouni elo, wéi gesot, Panik wellen ze maachen, mä och d'Staumauer, dat d'äerf een net ignorieren, kéint awer zumindest emol eng Kéier Ulass gi fir eng terroristesch Attack.

En anere wesentlechen Aspekt, an dat hu mer scho bei deem Gesetzesprojet vu virdrun undisputéiert, dat ass natierlech och den Echange vu confidentiellen Informatiounen, déi sougenannten „Arrangements techniques“, wou de Statsrot jo u sech éischer der Meenung ass, dat misst publizéiert ginn. Och do wëll ech dann nach eng Kéier op den Avis juridique vum Ministère vun der Aussepolitik zrëckkommen a wou mir eis och deem ralliieren.

Mir sinn och der Meenung, datt een hei muss extrem virsiichteg sinn, datt et net ka sinn, datt op der Place publique op eemol confidentiel Informatiounen divulgéiert ginn, déi u sech d'Strategie verroden. An op där anerer Säit ass et natierlech awer och, datt d'Chamber e Recht huet op Informatiounen, datt d'Chamber muss, wéi gesot, och vun deenen zoustännege Ministere regelméisseg informéiert ginn. Awer d'Chamber, wéi gesot, ech widderhuelen nach eng Kéier dat, wat ech virdu scho gesot hunn, d'Chamber selwer muss sech jo awer och an d'Flicht huelen a wëssen, wéi se esou confidentiel Informatiounen traitéiert.

Op där anerer Säit, wéi gesot, muss een awer och nach hei ennersträichen, datt awer och déi Zesummenaarbecht tëschent einzelnen Akteure ganz wichteg ass. Ech denken un d'Défense, ech denken un d'Aviation civile, ech denken un d'ANA an och un d'Armée.

An ech wëll och eng Fro opgräifen, déi den Här Haldorf hei schonn ennerbreet huet. Op engem aneren Niveau diskutéiere mer de Moment, wéi de Loftraum, den ziville Loftraum vläicht ka vun enger däitscher Firma - fir se net mam Numm ze nennen, DFS, Deutsche Flugsicherung - och an Zukunft iwwerwaacht ginn, kontrolléiert ginn.

D'Fro effektiv: Wéi wäit muss esou eng Firma mat implizéiert ginn? Wéi wäit muss esou eng Firma Informatiounen kréien? Et wier vläicht gutt, wann de Minister eis do nach géif déi eng oder déi aner Informatioun ugin.

Jiddefalls, wat de Renegade ubelaangt, si mir der Meenung als Demokratesch Partei, datt dat hei awer e wichteg Gesetz ass. Et geet hei net nëmmen ëm d'Ofsicherung vun eisem Loftraum, mä et ass engersäits eng Plus-value fir d'Benelux, et ass awer anersäits och eng Plus-value fir d'Sécherheet insgesamt.

An an deem Sënn, wéi gesot, bréngen ech och den Accord vun der Demokratescher Partei. Ech soen awer ofschléissend och nach dem Rapporteur, dem Här Angel, Merci fir säi mëndlechen an och säi schrëftleche Rapport.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Graas. An d'Wuert huet elo den Här Claude Adam.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Här President, bei deem Accord geet et ëm de Schutz vun eisem Loftraum am Fall vun enger Bedroung duerch een net militäresche Fliger. Am Fall vun enger Bedroung duerch ee militäreschen Apparat wier et jo un der NATO, fir eise Loftraum ze schützen. Hei geet et, wéi gesot, ëm een net militäresche Fliger.

Wat kéint dat da sinn? Bon, dat si keng schéi Virstellungen, déi ee sech do muss maachen. Dat wier zum Beispill am Fall vun enger Entféierung vun enger ziviller Maschin duerch Terroristen. Wann een da misst domat rechnen, datt dee Fliger eventuell op ee Ballungszentrum géif

gesteiert ginn, fir méiglechst vill Affer bei der Zivillbevölkerung ze schafen, oder datt esou ee Fliger géif op d'Atomzentral vu Cattenom higesteiert ginn, da mussen déi politesch Responsabel handelen.

Well mir keng Loftwaff hunn an och keng wäerte kréien, a well mir e klengen Territoire hunn, hu mir desen Accord mat der Belsch an Holland gemaach, déi an esou engem Noutfall bei eis d'äerfen intervenéieren. Änlech Diskussiounen lafen och mat Frankräich an Däitschland. A mir kënnen dovun ausgoen, datt do och änlech Accorden zustanekommen, wat natierlech och Sënn mécht. Mengen Informatiounen no hätt d'Belsch schonn 2005 esou een Accord mat Frankräich an 2015 ee mat Däitschland ënnerschriwwen. Ech weess net, ob dat esou ass. Mä et wier jo sënnvoll, wann dat alles an enger Linn wier.

Wa mir eise Loftraum duerch eis Nopeschlänner verteidege loossen, dann delegéiere mer, dat ass och schonn hei gesot ginn, e Stéck vun eiser Souveränitéit un des Länner. D'Décisioun, fir op des Menace ze reagieren, déi gétt awer net delegéiert. Déi bleift bei eisen nationalen Autoritéiten, an do ass et mir nach net kloer - vläicht kann den Här Minister nach eng Kéier kuerz drop agoen -, wien déi Décisioun hëlt. Et ass jo eigentlech de Minister vun der Défense. Hëlt en déi Décisioun eleng, datt muss reagiert ginn? Oder zesumme mam Premier? Oder eventuell mam Justizminister? A wat géif da geschéien, wann déi sech eventuell net eens wieren? A wéi eng Roll spillt dann do den Haut-commissaire à la protection nationale?

Et ass scho gesot ginn: Lëtzebuerg huet am Géigesaz zu den Nopeschlänner sech d'Recht erausbehalen, datt de Fliger net d'äerf erfogeschoss ginn. En d'äerf bedrängt ginn. Et d'äerf Warnschëss ofgefeiert ginn, awer net de sougenannten déidleche Schoss. Dat léisst eng Rei Spekulationen natierlech op.

Den Här Graas huet gemengt, et wier och net einfach, esou moralesch-ethesch Décisiounen ze huelen. Ech mengen zwar, dat dierft net de Problem sinn. Deem mussen mir eis genausou gutt stellen, wéi déi aner Länner och. Den Här Haldorf hat éischer drop higewisen, datt et effektiv e Problem ass, well mer jo selwer keng Fligere hunn. Dat wier dann dee Moment ee belschen oder een hollännesche Pilot, deen um Lëtzebuergesche Territoire misst ee Fliger ofschéissen. Dat kéint och wierklech zu relativ grouse Problemer féieren. Op alle Fall, mir hunn den déidleche Schoss ausdrécklech ausgeschloss an deem Accord.

De Statsrot hat a sengem Avis nach op de Problem vun techneschen Arrangementer higewisen, wéi se am Artikel 11 vum Traité évoquéiert ginn. An och, wann de Statsrot d'accord ass, datt d'Chamber net ka fir hiren Accord gefrot ginn, virun esou engem Asaz, da missten awer déi technesch Arrangementer am Mémorial publizéiert ginn. Dat ass awer och schonn hei ugeschwat ginn, dat ass net esou einfach, well et sech hei zum Deel ëm sensibel a geheim Donnéeën handelt. Déi kann een net einfach esou publizéieren.

D'Chamberskommissioun war d'accord, datt d'Chamber keen Accord muss ginn. Mä si behält sech awer all Recht op Informatioun vir. A wann et da muss sinn, och ënner de Regeln, déi sensibel Dossiere verlaangen, mä dat Recht op Informatioun vun der Chamber muss ee komplett sinn, an dat ass och net verhandelbar.

Eis belsch Kolleegen hunn desen Accord schonns am Februar 2016 ratifizéiert, an zwar unanime. A si haten och änlech Froe gestallt, wéi mir der hei de Mëtteg gestallt hunn, zum Beispill och, wéi et da mat den Dommages et intérêts wier am Fall vun engem Asaz. Si haten allerdéngs net nom Lëtzebuergesche Pilot gefrot. Ech mengen, dat bleift eis iwwerlooss.

Här President, mir hoffen alleguere ganz staark, datt mer net mussen op dat Gesetz hei zrëckgräifen, datt mer keen esou een Asaz mussen eng Kéier decidéieren. Mä am Fall, wou et da misst sinn, ass et awer gutt, datt et dat Gesetz hei gétt. An duerfir bréngen ech och den Accord vun der grénger Fraktioun zu deem Gesetz.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech fänken och u mat engem ganz häerzleche Merci un de Rapporteur, den Här Angel, deen eis hei dee schwierige Projet mat vill Gefill virgestallt huet.

Et ass e ganz wichtige Projet, well et jo eben drëm geet, datt Lëtzebuerg kee wäisse Fleck d'äerf sinn, eng Plaz, wou d'Terroriste sech kënnen besser Chancé wéi op anere Plazen aus-

rechnen, fir hir Ziler ze errechen. D'Fro ass also déi, ob d'Regierung an deem Kader, also besonnesch bei der Entféierung vun engem ziville Fliger, hirer Verantwortung fir d'Sécherheet vun Land a vollem Empfang nokéint oder net.

Anescht wéi an der Belsch oder an Holland, anescht och wéi a Frankräich huet d'Regierung decidéiert, datt keng letal Force d'äerf iwwert dem Lëtzebuergesche Territoire géint en ziville Fliger ugewannt ginn. Dat heescht op Lëtzebuergesch, datt, wann e Fliger hei iwwer eisen Territoire a Richtung Kettenuewen flitt oder op d'Héichhaiser um Kierchberg oder géint eng Staumauer, datt mer dann, wann et néideg wär, fir esou en Ugrëff ofzewieren, dee Fliger net d'äerfen erfogeschéissen.

Et muss ee sech bewosst sinn, wat dat kann heeschen, wann et dann zu engem méi schlemme Katastrophfall zu Kettenuewen zum Beispill géif kommen a wat dann d'Konsequenze fir d'Land wäeren. Ech mengen, et muss een hei wëssen, wou iwwer ee schwätzt.

Den Asaz vu Gewalt ass natierlech ëmmer eng moralesch schwierig Fro. Et geet jo drëm, hei mat u Sécherheet grenzender Wahrscheinlechkeet onschëlleg Leit dout ze maachen, fir méi e grouse Schued ofzewinnen, also den Doud vun nach vill méi aneren onschëllege Mënschen eventuell ze verhënneren. Dat wär zum Beispill de Fall, deemom wéi d'Konsequenze wäeren, bei enger Attack géint Kettenuewen. D'Situatioun kann natierlech och déi sinn, datt et keen ziville Fliger ass mat Passagéier, mä e klengen ziville Fliger, dee mat Explosifs oder esou vollgelueden ass a wou just nëmmen e Pilot drasetzt. Awer och wär et deen Abléck net méiglech, en ofzeschéissen, well all Asaz vun engem letale Schoss och géint esou ee Fliger wär jo dann u sech verbueden.

D'Fro ass also, ob e potenziellen Terrorist sech vernünftigerweis kéint hei méi Chancen ausrechnen, säin Zil ze errechen, wéi op anere Plazen, ob Lëtzebuerg e komparativ interessanten Terrain ass. An d'Attitud vun der Regierung schéngt hei ganz kloer déi ze sinn, datt se net alles mécht, fir ofschreckend ze wirken, an datt eise Land heimaddeger manner virun terroristeschen Attacke geschützt ass wéi vergläichbar Plazen am Ausland.

Fir d'ADR ass den Asaz vu letaler Gewalt am Fall vu Renegade en Akt vun Noutwier am richtege Sënn vum Wuert - en Akt, fir méi Nout ofzewieren - an also justifiéiert.

D'Regierung bezitt sech bei hirer Argumentatioun op dat däitsch Virbild an op en Uerteel vum Bundesverfassungsgericht vum 15. Februar 2006. A se bezitt sech och par analogie op den Artikel 11.(1) vun eiser Constitutioun: «L'État garantit les droits naturels de la personne humaine et de la famille.» An et muss een elo kucken: Ass déi Argumentatioun stéckhaltig oder net?

Éischens huet all Land seng eege Rechts- a Verfassungskultur. An eis franséisch a belsch Nopere, déi leien eis an hirer Rechtskultur d'äitlech méi no wéi Däitschland. Et muss een zum Beispill wëssen, datt den Artikel 35 vum däitsche Grundgesetz den Asaz vu Militär fir bannenzeg Zwecker verbitt an datt zwee vun deenen dräi Leitsätz vum Uerteel vum 15. Februar sech ausdrécklech op den Artikel 35 Grundgesetz bezieen, eng Rechtsituatioun, déi hei an där Tragweite iwwerhaupt net existent ass.

Dat Zweet, wat ee muss zu där Analogie mam däitschen Uerteel festhalen, ass, datt dat däitsch Grundgesetz am Artikel 2 e Recht op Liewe festschreift. An ech kann lech dat zitieren, den Artikel 2 vum Grundgesetz seet: „Jeder hat das Recht auf Leben und körperliche Unversehrtheit.“ Och dat gétt et an eiser Constitutioun net, leider net, muss ech soen. An et ass och net virgesinn, an där eventuell nächster Constitutioun e Recht op Liewen anzuschreien. Dat wär awer sécher eng gutt Saach. Et muss ee sech alt och wonneren, datt d'Regierung, déi awer soss méi flexibel ass, wann et ëm d'Recht op d'Liewe geet - ech denken un Ofdreiwung oder Euthanasie -, hei dat awer elo invoquéiert.

Et muss ganz kloer sinn, datt och nach en drëtten Ennerscheed besteet, nämlech d'Dignitéit vum Mënsch. Och de Begrëff vun der Dignitéit vum Mënsch ass an eiser Constitutioun am Abléck implizitt dran. An Däitschland ass et explizitt. Mä dat däitsch Bundesverfassungsgericht huet ausdrécklech gesot, am drëtten Leitsatz vum sengem Uerteel, datt d'Dignitéit vum Mënsch hei nëmmen a Verbindung mat der Garantie vum Artikel 2, nämlech mam Recht op Liewen, invoquéiert géif ginn.

Dat heescht, dee Vergläich, deen hei gezu gétt, tëschent eiser konstitutioneller Situatioun an där däitscher, dee leit also un e puer Feeler am Rasonnement. Deen éischen ass: Den Asaz vu Militär am bannenzegen Asaz ass zu Lëtzebuerg net verbueden. Déi däitsch Verfassung

kennt e Recht op Liewen, wat an eiser Verfassung net explizitt do ass. An et ass nëmmen an der Verbindung vun deenen zwee, datt de Leitsatz vum Februar 2006 geholl gouf.

Dann ass nach vum Principe de proportionalité rieds gaangen. Och do gesi mir u sech kee Problem, well jo eng Attack géint zum Beispill Kettenuewen oder de Stauséi mat vill méi Doudeger géif wahrscheinlech ausgoen, wéi d'Attack oder d'Ofschéissen „nëmmen“ vun deem befallene Fliger - „nëmmen“ tëschent Anführungszeichen. An domadder wäeren net nëmmen déi Leit eben dout am Fliger, déi esou oder esou wäerte stierwen - leider Gottes! -, mä eben och nach zousätzlech onschëlleg Affer. Dat kann, wéi gesot, och a ganz grous Zuele goen.

D'ADR huet also hei eng ganz kloer Position, anescht wéi d'Regierung oder och anescht wéi de Spriecher vun der CSV, dee virdu geschwat huet, deen dat éischer als Fro formuléiert huet. Fir eis ass et ganz kloer, datt e Fliger, deen an der Hand vun Terroristen ass an dee sech net ofdréien oder zur Landung zwénge léisst, muss ofgeschoss ginn. Dat ass ganz ouni Zweifel schrecklech. Mä wann ee bedenkt, wat d'Land riskéiert, wann dat net geschitt, a wivill aner Mënschlieden dann nach um Spill sinn, schéngt dat an eisen Aen absolutt evident, datt dat muss gemaach ginn.

Mir stellen eis och, a mir hunn dat an der Kommissioun gemaach, eng Rei Froen iwwert d'Versécherungen, iwwert d'Applikatioun vum Status of Forces Agreement, wat et géif heeschen, wann auslännesch Pilote versécherungsméisseg hei zivill Fliger géifen ofschéissen oder wann et zu engem grouse Schued kéim. Dat ass awer eng accessoire Considéeratioun. Am allerwichtigsten ass d'Ofwiere vun der Gefors selwer.

Mä et ass awer och eng Geleeenheet, nach eng Kéier drop hinzeweisen, datt et wichteg wär, datt mer eng Responsabilité civile bei den Atomkraftwierker sollten - et gétt eng Rei Konventiounen, déi Lëtzebuerg nach net ënnerschriwwen huet -, datt mer dat och sollte maachen. Et ass nämlech och net ausgeschloss, datt ouni Renegade en ziville Fliger kann zum Beispill géint en Atomkraftwierker fléien an domadder och Schued verursachen.

Dann déi lescht Bemierkung. Ech hat déi ugekënnegt bei deem Gesetz virdrun. Och hei erëm eng Kéier, zemoos wann et drëm geet, an dat ass jo an där Prozedur virgesinn, déi e puer Etappen huet, wat geschitt bei engem Fall vun engem Renegade - eng Warnung; eng Kontaktopnam visuell; probéieren, de Fliger ofzedréien; probéieren, de Fliger zur Landung ze bréngen, Warnschëss -, dann ass et och wichteg, datt mir och hei erëm eng Kéier Kontroll iwwer eisen eegene Loftraum kënnen ausüben. A mir kënnen nëmme bedauern, datt d'Regierung drun denkt, dat auszelageren.

Dat gesot, wäert Der verstoen, datt mir am Interesse vum Land a vu senge Leit dese Projet net kënnen matstëmmen. Mir denken, datt en der Verantwortung, déi mer an esou engem Fall hunn, net gerecht gétt.

Ech soen lech Merci.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - A leschte Riedner ass den Här Marc Baum, deen elo direkt d'Wuert huet.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Merci, Här President. De Rapporteur, den Här Angel, huet zu Recht gesot, datt et e ganz sensible Sujet ass. An ech mengen, datt en eigentlech a sengen Explikatiounen och op verschidde Punkten higewisen huet, déi effektiv Problemer kënnen duerstellen an déi Deel si vun deem Accord, deen elo vu mengem Virriedner awer esou kritiséiert ginn ass.

Deen Accord, iwwert dee mer ofstëmmen, gesäit eng gemeinsam Organisatioun vun der Flugraumsécherheet vun de Benelux-State vir, am Fall wou en net militäresche Fliger d'Sécherheet vun engem vun deenen dräi Länner respektiv vun der Bevëlkerung menacéiert.

Am Fall, wou esou e Fliger detektéiert gétt, verschmelzen d'Loftraim vun deenen dräi Länner zu engem eenzegen, an da leeft eng Prozedur un, déi aus véier Etappe besteet, vun der Kontaktopnam mat deem verdächtege Fliger iwwer Warnschëss bis hin zum Ofschoss, der Force létale, vun deem Objet.

Déi lescht Optioun, den Ofschoss, d'Force létale, dierf awer net iwwer lëtzebuergeschem Loftraum geschéien, mä just iwwer belschem an hollänneschem. An et ass och d'Force létale, déi awer zu deem Accord gehéiert, déi fir eis e gréissere Problem duerstellt.

Här President, an Däitschland gëtt et effektiv eng Diskussioun ronderëm d'Force létale, d'Uwendung vun der Force létale, zanter dem Nine-Eleven. Si koom besonnesch op, well e puer Méint nom Nine-Eleven e Sportfliger iwwer Frankfurt geflunn ass, oni weider béis Absichten oder och oni weider geféierlech ze sinn, an awer fir grouss Panik bei de Leit gesuert huet. Déi deemoleg Bundesregierung wollt iwwer Gesetz erméiglechen, datt et a bestëmmt Fäll zum Ofschoss vun esou Flugobjete ka kommen, ganz äänlech wéi dat och elo hei mat dësem Accord virgesinn ass iwwer den Territoir vum der Belsch a vun Holland.

Et waren deemools ënner anerem déi Liberal ronderëm engem gemeinsamen Homonym, dem Gerhart Baum, déi virum däitsche Verfassungsgericht geklot hunn. Dat däitsch Verfassungsgericht ass dunn och zum Schluss komm, datt esou eng Erlaabnis géint dat däitsch Grundgesetz verstéisst aus zwee Grënn: éischtens, an dat ass och gesot ginn, well d'Militär an Däitschland net banne kann agesat ginn an, zweetens, well et e Verstouss géint d'Recht op Liewen a géint d'Garantie vun der Dignitéit ass.

Här President, mir sinn awer och amgaangen, un enger Verfassungsreform ze schaffen, déi an der Effentlechkeet breet diskutéiert gëtt. An an där Verfassungsreform steet am Kapitel 2 ënner dem Titel „Droits fondamentaux“, Artikel 12: «La dignité humaine est inviolable.» An et geet weider, den Artikel 13: «Toute personne a droit à son intégrité physique et mentale.»

Dat ass de Projet vun eiser Verfassung. Duerfir sinn déi verfassungsrechtlich Iwwerleunge vu mengem Virriedner, a mengem Aen, awer och ënner deem dote Bléckwénkel ze kucken.

D'Diskussioun an Däitschland huet awer net 2006 opgehale, se geet bis haut virun. 2012 ass et e weidert Uerteel gi vum däitsche Bundesverfassungsgericht, wat seet, datt en Ofschoss vun engem Fliger ka rechtens sinn, wann e vun der Regierung, net nëmme vum Défenseminister, mä vun der Regierung autoriséiert gëtt, an och just dann, wann nogewisen ass, datt sech u Bord just Terroristen a keng Zivilier oder Onschëllege befannen. Dat ass och am Moment déi aktuell Situatioun an Däitschland. Dat heescht, och wann elo Horrorzeenarie gemoolt ginn, datt Lëtzebuerg dann esou wéi e rechtsfräie Raum wier, esou muss ee soen: An Däitschland ass dat och esou! An Däitschland kann net e Fliger, dee voll bemant ass, ofgeschoss ginn.

Bon, wat decidéiere mir elo eigentlech hei? An ech mengen, datt dat awer eng gewësse Problematik huet. Mir participéieren mat dësem Accord oder mir participéieren als Chamber hei un engem Accord, dee virgesäit, datt an Zukunft e Stat, wann och net de lëtzebuergesch, d'Erlaabnis kritt, fir kënnen geziilt op e Fliger, e bemannte Fliger schéissen ze loossen, dee potenziell eng Gefor duerstelle kéint.

Mir sinn domadder Vertragspartei vun deem Accord. An effektiv, et ass och esou, datt an deem Fliger Onbedeelegter respektiv Onschëllege kënnen setzen, déi ebe just dee Pech hatten, datt se just zum falschen Zäitpunkt an deem falsche Fliger souzen.

Lëtzebuerg wëllegt zwar net an, datt iwwer sengem Territoire dëst dierf geschéien, den Ofschoss, mä et mécht d'Saach an eisen Aen awer net onproblematisch doduerch, well mer ebe Vertragspartei si vun engem Accord, deen dëst ënnerstëtzt an der Praxis. An d'Loftraim vun deenen dräi Länner gi jo am Fall vun enger Menace and zesummegegess, woumat sech Lëtzebuerg och net aus der Verantwortung zitt, wann dat an engem anere Land geschitt, deemjénigen, wou den Ofschoss schlussendlech stattfënt.

Fir eis stellt sech d'Fro, ob an, wa jo, wéini een iwwerhaapt honnertprozenteg sécher ka sinn, datt e Flugobjekt genotzt gëtt, fir eng Attack auszuüben, well hei dierft et jo eigentlech op kee Fall Zweifel ginn an et misst een eng honnertprozenteg Sécherheet hunn. Mä mir wëssen awer alleguer, datt déi honnertprozenteg Sécherheet eppes onheemlech Schwieriges an deem doten Domän ass.

Ass honnertprozenteg Sécherheet iwwerhaapt feststellbar? A wa jo, ass et richtig, dem Liewe vun onschëllege Leit en Enn ze setzen, fir aner Liewen ze schützen? Kann ee Mënscheliwe géinteneen opweien? Hellegt den Zweck d'Mëttel? Dat sinn alles wesentlech Froen, déi awer opbleiwen, och heimadder.

Well, wien hëlt schlussendlech déi Décisioun, datt et mat honnertprozenteger Sécherheet keen Zweifel dru gëtt, datt e Flugobjekt genotzt

gëtt, fir eng Attack op d'Bevëlkerung ze maachen? A virun allem, wéi eng Garde-force sinn dran an deem Accord? Well och deen Accord a sengen Detailer ënnerläit jo engem Geheimnisprinzip a läit eis an där doter Explizitéit natierlech och net vir.

Här President, och wann an deem heite Gesetzesprojet iwwer lëtzebuergeschem Territoire d'Force létale net legitiméiert ass, wat natierlech och an der Praxis, aus deene Grënn, déi virun och schon opgezielt gi sinn, immens schwéier wier, menge mir, datt sech trotzdem ganz, ganz vill prinzipiell Froen stellen, wat de Renegade ugeet, well mer awer un engem Accord participéieren indirekt, deen den Ofschoss vu Fligere méiglech mécht.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet den zoustännige Minister, den Hér Etienne Schneider.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense.** - Jo, Merci, Hér President. Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, dass et wichteg ass, dass mer elo emol no zéng Joer, wou dat doten diskutéiert gëtt, endlech hei en Accord Benelux fäerdegbréngen, fir déi Situatioun ze klären, fir eise Loftraim ofzesécheren am Fall vun enger Menace.

Et ass och esou, fir op déi Froen ze äntwerten, déi elo komm sinn, dass, wann et dozou kéint, d'ANA net méi de Lëtzebuerg Loftraim kontrolléiert, mä eng aner Firma, dann huet déi natierlech genee déiselwecht Oplagen an Obligatiounen, wéi eng aner se hätt, respektiv et leeft no genee deeneselwechte Prinzipien.

Da koom d'Fro vum Hér Halsdorf, wat den Dédommagement ugeet, wann et zu enger Interventioun kéim op Lëtzebuerg Territoire respektiv zu Schied kéim. Do ass et effektiv esou, dass deen Accord SOFA spillt. Dee spillt aus deem einfache Grund, well et hei ëm eng Interventioun op NATO-Territoire géif goen. An do gëtt et en Accord sur le statut des forces vun 1951, deen dat am Detail regelt an deen huet Lëtzebuerg och ratifiéiert. Vun dohier ass dat rechtlech gesinn an der Rei.

Et ass och ugeduecht, dass et eben elo, nodeem mir de Benelux-Accord hei getraff hunn, dann nach Diskussiounen a Verhandlungen wäerte ginn téschent der Benelux an Däitschland respektiv téschent der Benelux a Frankräich, fir äänlech Accorden ze maachen.

Et ass d'Fro opkomm, wien d'Décisioun hëlt am Fall, wou eng Décisioun hei am Land ze huelen ass. Dat ass ganz kloer exklusiv de Minister vun der Défense, deen dat muss maachen. An dee muss sech net nach berode mat anere Ministerkollegen, och net mam Premierminister.

Dir hutt näamlech recht, wann Der sot, dass, wann et hei eng Urgence gëtt an eng Décisioun muss geholl ginn, een dann net nach ka laang Meetings aruffen. Et ass also ganz kloer den Défenseminister, deen dann hei eng Décisioun muss huelen. A wann dee verhënnert oder net opzefannen ass, dann ass et de Justizminister respektiv de Minister vun den Affaires étrangères.

Ech mengen, dee Punkt, deen eis alleguerten och scho jorelaang beschäftigt - deen ass och vun alle Fraktiounen hei erwänt ginn -, dat ass dee vun der letaler Force, datt heescht am Kloertext: Gi mer den Hollänner respektiv de Belsch d'Recht, fir en ziville Fliger hei iwwer Lëtzebuerg Territoire ofzeschéissen, wa mer en als Menace gesinn, wann et als Menace definiert ka ginn?

Mir hunn derfir optéiert, fir dat net ze maachen, aus deene bekannte Grënn, well eis Verfassung am Artikel 11 et esou virgesäit, dass dat doten eigentlech net am Aklang wier mat der Verfassung. Ech gesinn och, dass d'Reform vun der Verfassung net virgesäit, fir dat doten ze änneren. Also hu mir d'Recht net, bei Onbedeelegter, déi gegebenenfalls an esou engem Fliger setzen, fir deenen hiert Liewen ze opferen, fir esou en Attentat an deem heite Fall da kënnen ze verhënnern.

Dann ass ganz oft hei vu Kettenuewen geschwat ginn. Ech mengen, et ginn e puer Situatiounen. Et gëtt d'Situatioun, dass Der ee Fliger hutt, ee Passagéierfliger, dee vu méi wäit hëlt, dee probéiert, d'Zil Kettenuewen unzesteieren, da muss ee sech natierlech och d'Fro stellen: Firwat grad Kettenuewen? Well wann en aus der Belsch, aus Däitschland oder aus Frankräich kéint, huet en um Wee fir heihinner wahrscheinlech nach aner Méiglechkeeten.

Mä gutt, de Fall gesat, dat wär esou, musst Der wëssen, dass esou e Fliger, well wa mer elo vu Fligere schwätzen, vun der Gréisst vu Fligere schwätzen, déi wierklech kéinten e Schued urriichten, wa se op Kettenuewen falen, da si mer an der Kategorie vun Jumbo Jetten. Esou e

Fliger brauch an der Regel 200 Kilometer, fir op esou en Zil kënnen duerzesteieren. E kann net einfach driwwerfléien an eroffalen. Esou geet dat net. Dat heescht, deen huet eng Ulafzäit vu ronn 200 Kilometer.

Dee Moment, wou dee seng Héicht, säin Niveau verléisst, ass dat natierlech schon direkt ënner Observatioun. Dat heescht, do sinn dann all Mechanisme schon en vigueur, fir deen éischtens emol opzeruffen, erëm seng Héicht anzehuelen, respektiv all déi aner Mesuren ze huelen, déi de Rapporteur virdu ganz kloer opgewisen huet. All déi Méiglechkeeten hu mer.

Wann et dann awer dozou kéim, dass sech definitiv erausstellt, dass dee Pilot, deen do drasetzt, wëllt op Kettenuewen en Attentat maachen, dann ass et natierlech a leschter Instanz d'franséisch Arméi, d'franséisch Loftwaff, déi dann d'Méiglechkeet huet, iwwer hirem Territoire de Fliger a leschter Minutt ofzeschéissen. Bei eis geet dat definitiv net.

Dat heescht, wa mer eis där doten Hypotheese..., wa mer et aus deem dote Bléckwénkel kucken, da gëtt et nach eng realistesch Chance, fir esou e Fliger ofzefänken, ier et zur Katastroph..., bon, ier et zu nach méi enger grousser Katastroph kéint.

Mir hunn awer - an dat muss een och ganz kloer soen, et ass jo och vu Virriedner gesot ginn - och en eegene Flughafen hei a mir hunn och op deem eegene Flughafen hei Jumboen an där Gréisst, déi dat dote kéinte verursachen an déi eigentlech da just bräichten ze starten an direkt an d'Zil eranzefléien. Ech schwätzen awer hei net nëmme vu Kettenuewen. Mir schwätzen och vum Kierchbiere, vun den Héichhaiser, vum Stauséi ass geschwat ginn. Alles dat ass e Risiko, dee besteet. Dat wëll ech absolut net verheemlechen.

Mä et gëtt awer och keng Léisung fir deen dote Risiko. Well och, wa mer géife soen: „Mir akzeptéieren, dass esou e Fliger ofgeschoss gëtt“, da geet déi Distanz, déi dee Fliger muss zrëckleeën, respektiv vun deem Moment un, wou engem bewosst gëtt, wat dee wëlles huet, bis dohinner, wou säin Zil ass, mat Sécherheet ni duer, fir dass esou e Kampfjet an der Belsch respektiv an Holland ka starten an deen hei ofschéisse respektiv offänken. Dat heescht, deen do Reschrisiko, dee bleibt ganz kloer, an ech mengen, dat muss een esou gesinn.

Op där anerer Säit gëtt et natierlech och um Flughafen eng ganz Rei Kontrollen a Mechanismen, fir eben ze évitéieren, dass et esou wäit ka kommen. Mä et wär falsch, hei d'Leit an enger Iwwerzeugung ze loossen, dass ni eppes ka passéieren. Dat kann ech definitiv net. Mä, wéi gesot, deen heiten Accord, dee mer elo hunn, dee gëtt eis elo emol e Maximum vu Sécherheet, dee méiglech ass mat eiser Verfassung, esou wéi se de Moment besteet.

Da wëll ech nach ee Wuert soen zu der Publikatioun vun deenen Accorden, Accords de mise en œuvre technique. Do ass et esou, dass déi Accorden exklusiv den Hollänner an de Belsch hir militäresch Asazprozedure concernéieren an dass Der do muss verstoen, dass déi net d'accord sinn, dass mir hei hir Asazprozedure publizéieren, wa si selwer dat net an hirem Land maachen.

Voilà, dat gesot, nach eng Kéier, ech si frou, dass mer elo no zéng Joer emol zumindest als Lëtzebuerg kee wäisse Fleck méi op der Landkaart sinn, dass mer e Maximum geregelt hu vun deene Menacen, e Maximum am Grëff hunn, an dat am Aklang mat eiser Verfassung.

Merci villmools!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och, Hér Minister.

Domat si mer um Enn vun eisen Diskussiounen a mer kënnen direkt zur Ofstëmmung iwwer de Projet de loi 6949 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6949 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

D'Ofstëmmung ass elo eriwuer an de Projet ass mat 55 Jo-Stëmmen, bei 3 Nee-Stëmmen an 2 Enthaltungen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Barto-

lomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci, dann ass dat esou decidéiert.

A mer kënnen zum nächste Projet iwwergoen, de Projet de loi 6986, eng Deelreform vun der Berufsausbildung. D'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Hér Claude Lamberty.

7. 6986 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

► **M. Claude Lamberty (DP), rapporteur.** - Hér President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, mir debattéieren haut iwwer eng punktuell Reform vun der Formation professionnelle. Punktuell, well se sech mat e puer ganz wichtige Schalthiewele beschäftigt, déi sech besonnesch fir d'Schüler positiv auswirken. Et gëtt hei op Lacunne reagiert, déi de System momentan huet an déi eis jonk Leit, déi matten an der Berufsausbildung sinn, net solle widder eng Mauer lafe loossen, fir d'Zukunft vun deene jonke Leit am Land also net ze hypothekeieren.

Erlaabt mer, e kuerzen Historique ze maachen, wéi mir haut an där Situatioun sinn, fir mussen esou eng Mikroreform ze maache vun eppes, wat nach eng gréisser Reform ab Hierscht wäert no sech zéien.

Eng Reform vun der Formation professionnelle gouf am Joer 2008 eng éischte Kéier gestëmmt, mam Zil, déi gesamte Bandbreit vun der Berufsausbildung zu Lëtzebuerg vu Grund op ze reforméieren. Eng ganz Rei Leit hunn net zu Onrecht vun der gréisster Schoulreform geschwat, déi Lëtzebuerg jee erlieft huet, inklusiv deene gréissten Erausforderungen, deenen ee sech konnt stellen.

En Neistart vun der ganzer Berufsausbildung kléngt extrem innovativ, ass e groussen Challenge, mä do muss een hannert deene Wieder vläicht ganz kuerz erklären, wat dat genee heescht. Progressiv goufe säit 2010 120 Formationen, 120 verschidde Berufsausbildungen an eise Schoulen nei organiséiert an nei agefouert. 120 Formationen heescht natierlech 120-mol ënnerschiddlech Erausforderungen, 120 verschidde Problemfelder an 120-mol verschidde Besoinen.

Eleng déi Zuel léisst eranen, dass et sech ëm e ganz groussen Challenge handelt, deen net ganz esou einfach um Terrain ëmzesetzen ass. Dohannert stécht souwuel e ganz grouse mënschlechen Invest vun de responsabele Leit, déi sech um Ausschaffe vum Projet bedeelegt hunn, wéi och natierlech de Leit um Terrain. Et kann ee sech natierlech froen, firwat déi grondleeënd Ännerungen 2008 komm sinn a wat d'Ziler waren, fir 2008 d'Gesetz ze stëmmen an déi ganz Berufsausbildung quasi vu Grund op nei ze gestalten.

Déi Ännerunge waren 2008 aus véier Grënn gemaach ginn: éischtens, fir d'Qualitéit vun der Formation ze assuréieren, voire ze erhéien; zweetens, fir d'Integratioun an d'Arbeitswelt ze verbessern; drëttens, fir den Accès op de Lifelong Learning ze garantéieren, a véiertens, fir den Taux d'échec erofzesetzen.

Dat Ganzt hat een iwwergeruednet Zil, an dat war, dass keng Jonker hei am Land d'Schoul ouni Diplom sollte verloossen. Opgebaut op Kompetenzen a Modullen, war déi nei Formation professionnelle an der Realitéit awer enorm komplex ëmzesetzen. De Schüler hat elo net méi dee klassesche Punktesystem, och net méi ee ganz strikte Joresystem, mä quasi een A-la-carte-Menü, wou e seng Kompetenzen an de verschidde Modulle konnt ënner Bewäis stellen.

Fir net bestane Modullen huet een eng kloer definiert Zäitfenster, fir déi Modullen nozehuelen. Einfach gesot, et konnt een also ee Module net packen am Joer an awer weider a sen-

ger Formatioun kommen, fir déi Moduller spéider am Laf vun der Ausbildung och nozehuelen.

De Schüler gouf also net a senger Ausbildung gebremst. Dat sollt e positiven Incentive fir de Schüler sinn, e Message: „Mir loosse dech net falen, du kanns eppes nohuelen, wat s de elo net direkt gepackt hues.“ Déi Iddi war sécherlech ganz positiv gemengt, mam Zil, de Schüler ze ënnerstëtzen an e positiv ze begleeden op sengem Wee an der Berufsausbildung.

Ech sot et vir drun, et war an ass awer och haut nach eng schwierig Saach, fir déi nei Formatioun professionnelle an der Realitéit ëmzesetzen. Sou war et eng Reform, déi insgesamt op vill Schwierigkeeten um Terrain gestouss ass an déi bis haut och wierklech net all Mënsch zefridde stellt, well eng ganz Rei u Chantieren do sinn, dat souwuel am Organisatoresche wéi eben och am System selwer.

D'Gesetz vum 19. Dezember 2008 hat einfach eng ganz Rei Inkohärenzen an och Defiziter, an dat muss een och einfach esou verstoen. Eng qualitativ Studie vun der Uni Lëtzebuerg am Joer 2015 huet op genau déi Schwierigkeeten higewisen, ënner anerem um Niveau vun der Organisatioun vun de Rattrapagesmodullen.

Fir op d'Inkohärenzen am 2008er Gesetz ze reagieren, huet de Ministère am Januar 2015 schon e Projet de loi déposiert, dat heescht viru gutt annerhallwem Joer. Well des Initiativ allerdéngs vun de Chambres professionnelles an och anere Partner vun der Organisatioun an der Berufsausbildung als verfréit ugesi gouf an e Moratoire gefrot ginn ass, gouf dee Projet de loi gestoppt.

D'Berufsausbildung ass eng Partnerschaft tëschent villen Akteuren, déi alleguer zesumme fir d'Ausbildung vun deene Jonken zoustänneg sinn. Dofir war et och wichteg, op d'Partner ze lauschten an der deen Projet de loi dunn ze stoppen.

Méi déif gräifend Analysen iwwert de Fonctionnement, d'Stärkten an natierlech d'Schwächen vun der Reform sollten als Eischt gekuckt ginn. Den Dialog tëschent de verschiddenen Akteuren, dem Ministère, de Chambren an alle Partner, déi mat um Dësch sëtzen, wann et ëm d'Zukunft vun de Beruffer, d'Zukunft vun eise Schüler an der Berufsausbildung geet, deen Dialog, deen ass do. An Hierscht 2016 wäert et ginn, fir déi gréisser Reformen zesummen ze diskutieren, wann dann déi sougenannte Makroreform an der Formatioun professionnelle am Dialog zesumme wäert realiséiert kënne ginn.

Et konnt een awer op kee Fall op déi grouss Reform waarden, fir déi Schüler, déi elo direkt concernéiert sinn, am Ree stoen ze loosse an hir Zukunftschancen am Beruff ze verbaue. Bis déi grouss Reform am nächste Schouljoer also diskutéiert a clôturéiert gëtt, sinn dofir am Sënn vun de Schüler an am Sënn vun der Organisatioun an de Schoule verschidde Mesurë proposéiert ginn, déi mir haut hei debattieren.

Wat sinn elo déi Hürden, déi direkt mussen adaptéiert ginn?

D'2008er Gesetz huet virgesinn, dass de Schüler maximal ee Joer huet dierfe méi brauche wéi d'Regelstudiendauer laang ass. Konkret war dat esou: E Schüler, deen en DAP oder e CCP an dräi Joer Regelstudiendauer huet solle maachen, hat insgesamt véier Joer zur Verfügung, fir säin Ofschloss dann och mussen ze maachen. E Schüler, deen den Diplom vum Technicien wollt maachen, deen am Normalfall also véier Joer ass, hat der insgesamt maximal fënnf Zäit, fir mussen ofzeschleissen.

Déi Zäitfenster vu Regelstudiendauer plus ee Joer derbäi, déi fällt elo ewech. Firwat? A la lettre ugewannt, heescht dat näamlech: E Schüler, deen e Module net gepackt huet, deem also ee Module no der Regelstudiendauer plus ee Joer feelt, géif écartéiert. De System ass hei an der Berufsausbildung also méi streng wéi an allen anere Formatiounsrichtungen, déi an eise Lycéeën ugebuede ginn. Do dierf een näamlech, op d'mannst theoretesch, all Joer redoublieren.

Déi Ongerechtheet gëtt elo hei erausgeholl, fir dem Schüler eng gewësse Sécherheet par rapport zu senger egener Zukunft ze garantieren. Et gëtt deem jonke Mënsch hei d'Angscht virun enger Mauer geholl, eng Mauer, déi fir eng Rei Schüler leider ëmmer méi no kuum.

Ech maachen drop opmierksam, dass de Punkt vum totalen Ophiewe vun der Zäitfenster ganz sécher nach Diskussiounen an der Makroreform wäert mat sech bréngen, ganz besonnesch, wann een d'Kommentare vun eenzelnen Aweise liest. Mä zu deemem Zäitpunkt war et am Sënn vum Schüler, dass dee Schrëtt gemaach gouf.

Eng Reorientatioun vum Schüler ass natierlech duerch de Conseil de classe zu all Moment

méiglech. Also ass d'Gefor och éischer vun theoretescher Natur, dass e Schüler elo illimitéiert an enger Formatioun géif hänke bleiwen.

Eng zweet Saach, déi reforméiert gëtt, ass, dass d'Projets intégrés intermédiaires fir Plein-temps-Klasse suppriméiert ginn, dëst aus engem ganz einfache Grond: Et huet sech an de Schoulgebaier als extrem schwierig erausgestallt, fir déi Projets intégrés intermédiaires och kënnen ze organisieren, dëst souwuel bei der Infrastruktur wéi och bei der Manpower, also de Leit, déi gebraucht ginn, fir dat och kënnen duerchezéien.

Et muss een do näamlech wëssen, dass an de Schoulgebaier extrem vill Enseignanten, Raim, Klassen all an Ateliere blockéiert ginn, fir déi Projets intégrés intermédiaires ze organisieren. Déi Raim, déi Klassenraim, déi Atelieren, déi Enseignanten, déi ginn awer och alleguer gebraucht, fir den normalen Alldagsbetrieb an de Schoule kënnen ze garantieren. A fir also deen normale Schoulbetrieb net weider ze belaaften, gëtt dee Punkt bei de Plein-temps-Klassen ofgeschafft. Dat erlichtert d'Schoulorganisatioun an de jeeweilige Gebaier enorm!

De Projet de loi gesäit och vir, d'CCP-Formatiounen ze revalorisieren. Dat ass eng Demande, déi een ëmmer nees héiert, wann ee mat Patrone schwätzt, an déi och bei der Basis vun de Chambren eng breet Ënnerstëtzung fënn. D'Evaluatioun gëtt dofir adaptéiert an e Projet intégré final um Enn vun der Formatioun agefouert.

Da gëtt et eng Ännerung, wat d'Visite médicale vun de Schüler ubelaangt. Well ee jonke Mënsch, dee sech an eng Berufsausbildung wëllt umellen, dee muss jo apte sinn, fir och kënnen e ganz besonnesche Beruff dierfen ze maachen. Hei kritt de Schouldokter d'Aufgab, d'Schüler bei den obligatoresche Visitten op Septième an Neuvième esou ze ënnersichen, fir feststellen, ob Beanträchtege beim Schüler bestinn, fir verschidde Beruffer kënnen oder eben net kënnen ze maachen.

Et gi Kritären, déi vun der Aarbechtsmedezinn definéiert goufen, fir Beruffer net kënnen ze maachen, an déi ginn, wéi gesot, ab sofort vun de Schoulmedezinner kontrolléiert. Dëst verhënnert, dass Schüler Formatiounen ufänken, déi si aus gesondheetleche Grënn ni kéinten ofschleissen. Falls de Schouldokter elo Douppen hatt par rapport zu engem Gesondheitszustand an engem bestëmmte Beruffswunsch vun engem Schüler, kann hien e Spezialist zu Rot zéien. A wa se gemeinsam weider Douppen hunn, wat jo emol ka virkommen, dann trëfft eng Spezialkommissioun, déi sougenannte Commission d'accès, eng Décisioun.

E leschte wichtege Punkt betrëfft d'Mise en place vun engem Service d'accompagnement bei der Validatioun vun der Berufserfahrung. Sait 2008 kann ee sech seng Experienz, déi een am Beruff jo automatesch och kritt, certifiéieren. Dat non-formell Léieren, also d'Berufserfahrung, ass en enorm wichtege Deel vum Léierprozess am Liewe vun deene jonke Leit.

Et gouf allerdéngs festgestallt, dass ganz vill Schüler of Problemer hunn, fir déi administrativ Démarché richteg ze maachen. Fir d'Schüler also sënnvoll kënnen ze begleeden, déi hir Berufsausbildung och richteg validéieren solle kënnen, gëtt dee Service d'accompagnement agefouert.

Nach eng Kéier e kuerzen Iwwerschlag, wat an de leschte Jore gemaach gouf, fir d'Reform unzekuerbelen, se ze verbessern a se ze prezisieren. Et gouf eng Präzisioun vun der Cour constitutionnelle Enn 2013, dass alles, wat d'Éducation betrëfft, just iwwer e Gesetz dierf geännert ginn an net iwwer Règlement grand-ducal. Do kum jo elo ganz kierzlech eng Verfassungännerung, soudass dee Punkt elo prezisiéiert ass.

Sait 2014 sinn iwwert d'Instructions ministérielles Moosname geholl ginn, fir ganz ville Jonken am Échec scolaire ze hëllefen. Jiddweree muss Chancen zur Verfügung gestallt kréien, fir sech op engem héijen Niveau kënnen ze qualifizieren.

Sait August 2015 waren eng ganz Rei Entrepreneuren tëschent dem Ministère an de Chambres patronales et salariales. D'Équipe curriculaire an de Collège des directeurs aus dem Technique hunn déi néideg Ännerungen identifizéiert. Dat ass e konstruktiv Zesummeschaffen am Intérêt vun deene Jonken a vun den Entrepreneuren.

Ab der Rentrée 2016/2017 gëtt also iwwert d'Changementer am Gesetz vun 2008 alles dat geännert, wat ech elo grad thematiséiert hunn. Dëst ass awer just eng Etapp um Wee hin zu där Makroreform an der Berufsausbildung, do si sech d'Partner ronderëm de grouse Beruffsdësch eens. Mä et ass eng wichteg Etapp, déi sënnvoll ass an déi d'Schüler net widdere Mauer lafe léisst.

Wat déi enzel Avisen ugeet, déi erakomm sinn, verweisen ech op de schrëftleche Rapport.

Dëst gesot, wënschen ech de Schüler, déi duerch dës Mikroreform elo eng Sécherheet kréien, fir hir Formatioun kënnen weiderzemaachen, bonne Chance, a wënschen all de Partner ronderëm den Dësch fir d'Makroreform déi néideg Iwwersiicht an d'Duerchsetzungsvermögen, fir dass d'Formatioun professionnelle dee Stellwäert anhuele kann, dee se verdéngt, an déi Schwaachstelle kënnen behuwe ginn, déi bei 120 verschiddene Formatiounsrichtungen net einfach ze léise sinn!

Dëst gesot, ginn ech den Accord vun der Demokratescher Partei zu deemem Projet de loi.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Rapporteur. An ech ginn d'Wuert weider un d'Madamm Martine Hansen.

Discussion générale

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Merci, Här President. An och Merci dem Rapporteur. Dir Dammen an Dir Hären, ech wäert haut op véier Punkten agoen. Dat Eischt ass, dass ech soen, dass dese Projet de loi onnëtz iwwert de Knéi gebrach ginn ass, an zweetens, en ass gekennzeechent duerch dräimol respektlos Virgoen, emol vis-à-vis vun de Berufskummeren, vis-à-vis vun der Chamber a vis-à-vis vun de Betraffenen, de Schoulen, den Enseignanten, de Schüler. Drëtens, trotz nëmmer enger Minireform ass et erstaunlech, wéi vill Froen en nach opwerft. A véiertens kréie mer elo een onméiglech komplizéiert Promotiounsreglement, wat net konform ass zu eiser Verfassung.

Ech fänke beim éische Punkt un. Dese Projet de loi ass onnëtz iwwert de Knéi gebrach ginn, d'Urgence ass hausgemaach. 2014 hate mer, virun zwee Joer hate mer eng Interpellatioun hei iwwert d'Berufsausbildung, wou mer op d'Problemer higewisen hunn, wou mer Léisungsméiglechkeete virgestallt hunn, wou och de Minister Léisungsméiglechkeete virgestallt huet. Da kann ee sech also froen: Firwat ass zwee Joer laang näischt geschitt?

Wéi nom Dépot vum Projet de loi am Januar 2015 d'Constitutionsproblemer opgefall sinn, hu mer lafend drop higewisen, dass mer net sollte waarden, bis dass den Artikel 32 vun der Constitution géif geännert ginn, dass mer an der Chamber gäre wéilte mat um Projet schaffen, dass vill Upassunge méiglech wäeren och ouni Gesetzesännerungen, dass villes kéint mat engem neie Promotiounsreglement geregelt ginn, dass vill Viraarbechte misste gemaach ginn an esou weider. Wat ass geschitt? Näischt!

Am Dezember hu mer Neiegekeeten zur Reform - esou wéi dat bei dëser Regierung leider dacks üblich ass - iwwert d'Press héieren. Et ass gesot ginn, et ass gesot ginn, et kéime warscheinlech erëm Punkten. Als CSV wollte mer endlech informéiert ginn iwwert dat, wat de Minister dann elo wëlles hatt, an hunn hien an d'Kommissioun geruff. Mir hunn awer näischt héiere vum Här Minister.

Déi lescht Woch kum hien du mam Projet de loi an d'Kommissioun, siwe Méint nodeem mer hie geruff haten! D'Urgence ass definitiv hausgemaach: Zwee, dräi Joer getrentelt, an dann esou e wichteg Gesetz wierklech an enger Woch iwwert de Knéi gebrach, dat ass net akzeptabel!

Dann dräimol respektlos virgoen. Eemol respektlos vis-à-vis vun der Chamber. D'Berufsausbildung läit eis als CSV richteg um Häerz. Mir sinn eis als CSV bewusst iwwert d'Bedeutung vun der Berufsausbildung vum Handwerk. Opgrond vum mengem fréiere Beruff - mir waren dee Lycée mat deene meeschte Formations phares - läit se mer ganz besonnesch um Häerz.

An et ass wierklech fir ze kräischen, wéi d'Regierung mat deemem Dossier ëmgeet! Dës hausgemaachten Urgence, dëst Virgoe beim Projet de loi kënnen mer net akzeptieren. Wéi gesot, déi leschte Kéier, wéi mer den Här Minister geruff hunn, huet et siwe Méint laang gedauert, bis dass e kumm ass. Ech hunn ëmmer gemengt, dat géif net goen. Dat ass op jidde Fall kee respektvollt Handele vis-à-vis vun der Chamber.

Eis geet et ëm d'Saach. An ech gesinn de Rôle vun der Opposition net als deen, dass mer hei heiansdo de Clown spillen, fir dass e bëssen Animatioun soll sinn an der Chamber. Et soll eis ëm d'Saach goen! An d'Berufsausbildung ass immens wichteg an déi mussen mer och wichteg huelen.

Datt mer also elo an der Urgence sinn, ass hausgemaach. Awer dann trotzdem erëm eng Kéier déi, ech soen elo emol, iwwerhiefléich Aart a Weis vis-à-vis vun der Chamber. Den 30. Juni hate mer fënnf Minutte Presentatioun vum Projet de loi. Den 1. Juli krute mer du schonns de provisoeresche Rapport geschéckt,

ouni iwwert de Projet de loi geschwat ze hunn. Mir kruten och gesot, dass, wa mer Amendementer hätten, misste mer déi elo direkt bréngen.

Datt de provisoeresche Rapport scho geschriwwen ass, ier iwwer e Projet de loi diskutéiert gëtt, ka vläicht eemol virkommen, awer u sech net, wann den Zäitdruck hausgemaach ass. Mä dass mer eis Amendementer och nach misste bréngen, ier mer iwwert de Projet de loi diskutéiert hunn, dat ass net akzeptabel!

Konstruktiv Oppositionsaarbecht ass esou net méiglech. Déi schéngt net erwünscht ze sinn.

Et ass awer och respektlos vis-à-vis vun de Berufskummeren, wat u sech nach vill méi schlëm ass, well déi missten ee gläichberechtete Partner an der Berufsausbildung sinn. Ouni si geet et net. Mir brauchen d'Beriber.

An der Kommissioun krute mer nach bestéigt, dass si e ganz wichtege Partner wäeren. Hei kann ech dann awer nëmme vu Schänhellegkeet schwätzen, well, firwat sinn hir Avisen, notament déi vun der Chambre des Salariés an der Chambre des Métiers, net un de Statsrot weidergeleert ginn? Firwat krute mir se eréischt, wéi mer se nogefrot hunn? Firwat si se iwwerhaupt net an der Kommissioun duerchdiskutiert ginn? Hir Aarbecht war also fir d'Kaz, fir d'Galerie. Dat ass definitiv respektlos vis-à-vis vun de Berufskummeren.

D'Chambere weisen och nach drop hin, dass si méi ewéi eemol eng Demande elo un de Ministère gemaach hunn, fir iwwert déi grouss Linne vun der Makroreform informéiert ze ginn. Si hunn awer anscheinend keng Äntwert kritt. Nach een Zeeche vu Respektlosegkeet, virun allem wa mer elo wëssen, dass de Minister, hie sot eis dat, am Hierscht géif déi grouss Linne vun der Makroreform virstellen. Do wäerten d'Berufskummeren also kaum beim Ausschaffe mat agebonne gewiescht sinn.

De Ministère muss sech wierklech bewosst sinn, dass eng performant Berufsausbildung net ouni Beriber am Boot geet. Dann ass et awer och nach respektlos vis-à-vis vun den direkt Concernéierten, Schüler, Elteren, Enseignanten, Direktiounen, Beriber. Duerch déi hausgemaachten Urgence weess am Moment um Enn vum Schouljoer kee vun de Concernéierten, wat d'nächst Joer genau leeft. D'Schüler kréien en neit Promotiounsreglement. D'Iwwergangszäit muss organiséiert ginn. D'Täché vun den Enseignantë mussen elo berechent ginn. Och dëst hatt kënnen, hatt misse verhënnert ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, da kommen ech zum Projet de loi selwer. Ech hu gesot, et ass erstaunlech, dass esou eng Minireform esou vill Froen opwerfen. Mir kruten am Ufank gesot, mir géifen hei just déi Adaptatiounen maachen, déi onbedéngt noutwendeg wäeren, fir dass de System géif viabel bleiwen. Dat ass awer net de Fall! Et sinn och nach aner Saache geännert ginn. Da muss ee sech froen: Firwat déi eng Saachen a firwat net déi aner Saachen? Eng richteg Äntwert krute mer heirop net.

Da ginn ech op deen éische Punkt an, dee geännert ginn ass. Dat ass d'Ausbildungsdauer. Den Här Lamberty huet et scho gesot: Bis elo stoung am Gesetz, dass d'Ausbildung maximal dierf „n+1“ daueren. Dat heescht, en DAP, wann deen dräi Joer normal Ausbildungszäit huet, da wär déi maximal Ausbildungszäit véier Joer. Duerno hatt misse de Rescht am Lifelong Learning gemaach ginn, wat u sech ni organiséiert ginn ass, wou mer och schonns nogefrot haten. Et war ni eppes organiséiert fir de Lifelong Learning.

Mä mir kënnen domadder averstane sinn, dass dëst „n+1“ warscheinlech ze streng war. An et war jo och duerch déi Instruction ministérielle am Prinzip schonns ausser Kraaft gesat ginn. Mä elo gëtt all Begrenzung komplett opgehuewen. Mir haten och gefrot, firwat. Do krute mer gesot, d'Chambere wäere sech net eens ginn. Dann ass et awer nach net onbedéngt eng Léisung, fir all Begrenzung opzehiewen, well dee wichtigste Partner, d'Chambre des Métiers, ass net domadder averstanen.

Wéi geet et mam Contrat d'apprentissage weider? D'Beriber verléieren heimadder all Planungssécherheet. Wa mer gäre weiderhi motivéiert Beriber an der Berufsausbildung hätten, dann hatt misse mat hinnen zesummen eng Léisung fonnt ginn. Dat hatt kënnen iwwer e Projet de loi geschéien. Dat hatt awer och kënnen iwwert d'Promotiounsreglement geschéien, wou och eng Begrenzung méiglech gewiescht wier.

Deen zweete Punkt: D'CCP-Ausbildung ginn opgewäert, andeems dass si ee PIF, also ee Pro-

jet intégré final kréien. Dat hate mer och schonns esou an der Interpellatioun gesot. Dat ass also erëm e gutt Beispill, datt dëst och schonns hätt kënne virun zwee Joer gemaach ginn.

Een drëtte Punkt: D'Admissioun vun engem Schüler an d'Beruffsausbildung gëtt ofhängeg gemaach vun enger favorabler Attestatioun vun der Médecine scolaire. Am Prinzip ass dat eng gutt Saach. Mä mir hunn awer och nach Froen heizou.

No wéi enge Kritäre sinn hei d'Kritäre fir d'Inaptitude professionnelle fir all Ausbildung ausgeschafft ginn? Ech hoffe jo, datt se besser ausgeschafft gi si wéi dat, wat am Commentaire des articles steet. Do ass nämlech ee Beispill: Wann een Epilepsie hätt, da kéint een net Jardinier-forestier ginn, well et kéint een net mat der Motorsee schaffen.

Da muss ech lech soen: De Beruff Jardinier-forestier, dee gëtt et guer net! A wann et de Jardinier wier, da brauch en net mat der Motorsee ze schaffen. Ech hoffen also, datt, wann déi Kritären ausgeschafft sinn, se besser sinn, wéi dat dote Beispill.

Wichtig ass op jidde Fall, datt dës - ech soen elo emol - „Kontroll“, téschent Gänsefésschen, schonns mat an d'Orientierungsprozedur integréiert gëtt. De Schüler muss vun Ufank u wësen, wéi eng Beruffer en duerch ee festgestallte Problem net kann ausüben.

Hei stellt sech dann och schonns d'Fro: Sinn d'Schouldokter en elo schonns informéiert? Well och wann d'Admissiounen eréischt solle fir d'Schouljoer 2017-2018 no dese Kritären ulafen, esou missten d'Attestatiounen jo awer schonns am Laf vun nächste Schouljoer festgehale ginn.

Dann ee véierte Punkt. De Projet intégré intermédiaire gëtt fir Plein-temps-Klassen ofgeschafft, virun allem aus organisatoresche Grënn. Am Kader vun der Interpellatioun hat ech schonns drop higewisen, datt de Projet intégré intermédiaire ee ganz performant Mëttel wier, fir ze evaluéieren. Ech hat och drop higewisen, datt et vill organisatoresch Problemer géife ginn. Ech hu mer awer soe gelooss, datt dës organisatoresch Problemer mëttlerweil esou lues am Grëff wäeren.

Dofir meng Fro: Ass hei wierklech eng Analys bei allen Equipe-curriculairen an alle Schoule gemaach ginn, wou wéi eng Problemer géife bestoen, ier dës Décisioun geholl ginn ass?

An der Kommissioun krute mer just gesot, datt sech déi grouss Plus-value vum Projet intégré intermédiaire net erausgestallt hätt. Da wëllt ech awer gäre wëssen, op wéi eng Analysen datt de Ministère des Aussoe baséiert, well d'Chambre des Métiers an och den SEW - dat ass déi eenzeg Profgegwerkschaft, déi sech zu Wuert gemellt huet - si sech eens, datt de Projet intégré intermédiaire eng ganz performant Evaluatiounsmethod ass an och déi eenzeg, fir sech herno op de Projet intégré final virzebereden, fir dat interdisziplinäert Denken ze fërdere. A si sinn dergéint, fir de Projet intégré intermédiaire ze sträichen.

Mengen Informatiounen no wollten och vill Equipe-curriculairen e bäibehalen. Hinne schéngt also och net nogelasschert ze ginn. Wäre et net méiglech gewiescht, fir de Projet intégré intermédiaire prinzipiell bäizebehallen an den Equipe-curriculairen d'Méiglechkeet ze ginn, fir eng Derogatioun unzefroen?

Als CSV si mer op jidde Fall dergéint, datt dëst performant Evaluatiounsinstrument einfach esou aus dem Bauchgefill vum Ministère ouni grondleeënd Analys ofgeschafft gëtt.

Zousätzlech stelle sech nach eng Partie Froen zum Projet intégré intermédiaire. Wat ass en iwwerhaapt? Ee Module? Dat steet néierens méi! Datt de Projet intégré final ee Module ass, steet nach am Text.

Firwat zielt en nach bei der Promotioun? Den Här Minister sot zwar, hie misst gepackt ginn, mä de Règlement grand-ducal gesäit keng Disposition vir, wat d'Packe vum Projet intégré intermédiaire ugeet. Dat heescht, en zielt just nach fir d'Pai.

De fënnefte Punkt, d'Validation des acquis de l'expérience. Hei gëtt also eng besser Betreuung vun de Kandidate geplangt. Dëst ass och gutt. D'Leit, déi en anstännegen Accompagnement kréien, hu wesentlech méi Chancen, den Diplom ze kréien.

Mä als CSV soe mer, datt elo, wou de Ministère d'VAE, also d'Validation des acquis de l'expérience, schonns upeekt bei der Minireform, dann hätt awer och missen déi gesamt Prozedur hei iwwerkuckt ginn!

Ech soen lech kuerz, wéi et ofleef. De Kandidat muss een Dossier eraginn iwwer säi gesamte Parcours professionnel. Hie kritt jo elo gehollef bei deem Dossier. Ech kann lech och soen, déi Dossieren, dat ass net ohne, dat mécht een net einfach esou. D'Kommissioun evaluéiert dann opgrond vum Dossier, ob e säin Diplom kritt oder net.

Dir Dammen an Dir Hären, hei schwätze mer awer virun allem vu praktesche Beruffer: Ee Bäcker, Metzler, Bëschaarbechter, Elektroniker, et cetera kann net onbedéngt e perfektem Dossier schreiwen. Ganz dacks kann en et och net an dofir ass en Handwierker. Dat ass och net säin Job. Dat sinn net d'Kompetenzen, déi e brauch fir säi Beruff. Dat sinn awer Kompetenzen, déi gepréift ginn. De Bëschaarbechter, zum Beispill, muss kënne eng Duerchforstung plangen a Beem emhaen, an net en Dossier driwwer schreiwen. Misst also net d'Evaluatioun sech op déi Kompetenze konzentréieren, déi am Beruff gefrot ginn?

An der Kommissioun krute mer gesot, de Ministère géif dorunner denken, fir bei der Maxireform nach zousätzlech Ännerungen ze maachen. Firwat kënne d'Saachen dann net einfach bis zum Schluss duerchducht ginn, wann Upassunge scho gemaach ginn? Dëst ass ee Gewurshchtel!

Sou, da kommen ech och schonns zu mengem leschte Punkt: engem onméiglech komplizéierte Promotiounsreglement, wat awer am Prinzip jo d'Kärstéck fir de Schüler duerstellt, well et décidéiert, ob en et packt oder net. An et ass och nach net konform zu eiser Verfassung.

Ech fänken emol mat deem onméiglech komplizéierten Deel un. Ech géif lech wierklech alleguer bieten, eemol dese Règlement grand-ducal duerchzeliesen. An am léifste géif ech lech duerno froen, ob Der alles verstanen hutt. Et sinn Artikelen dran, oder een Artikel zumindest, deen ass contraire zu engem Artikel am Projet de loi.

Ech ginn lech elo emol ee Beispill vu komplizéiert: «Pour les paragraphes 3, 4 et 5, le seuil de respectivement 80, 85 et 90% est égal au produit, tronqué à zéro décimal, du nombre de modules obligatoires au programme...» An esou weider.

Hei geet et em d'Promotioun bei eise Beruffsschüler. Kann ee CCP-, DAP-Schüler esou eppes verstoen? Den Här Minister sot, datt hien dat net misst verstoen. De Proff géif him dat schonns erklären. Mä ech hoffen dann, datt den Enseignant den Elteren et och erklärt, an den Elteren och nach gutt erklärt, datt, wa si zwee Kanner an der Beruffsausbildung hunn, déi ënnerschiddlech laang Formatiounen maachen, déi Kanner dann och nach ënnerschiddlech Promotiounskritären hunn.

E puer Punkte fanne mer als CSV awer och prinzipiell gutt.

► **Une voix.** - Aah!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Et gëtt eng järelech Promotioun agefouert. Dat ass wahrscheinlech noutwendeg, fir ze verhënneren, datt ze vill Moduller matgeschleeft ginn, ouni d'Chance ze hunn, se jeemoos eemol ze packen.

Et gëtt e Bilan intermédiaire agefouert a fir d'Promotioun zielen net nëmmen nach d'Kompetenzen am Allgemengen, mä déi beruffsbunne Kompetenze ginn als zousätzlech Konditioun separat gekuckt.

All dës Punkten hate mer och esou bei der Interpellatioun gefrot. Heimadder si mer also averstanen, et hätt awer och schonns kënne virun zwee Joer geschéien.

Mä als CSV fäerte mer, datt mat dësem Promotiounsreglement d'Resultater, d'Schüler, déi pro Joer weiderkommen, nach méi schlecht si wéi elo. Ech erënneren emol eng Kéier un d'Promotiounsreglement vun Classique. Do huet een 29 Komma iergendepes herno an der Moyenne vu sengem Fach. Da geet et duer. Dat heescht, et kann ee schon emol e puer kräfteg Datze während dem Trimester hunn an et kann een och nach eng kräfteg Datz am Trimester hunn. Wann et herno 29 Komma iergendepes ass, geet et duer. A wann een nach 38 an der Joresmoyenne huet, da kann een och nach zwou Datzen herno um Enn vum Joer kompenséieren.

Dat ass also e relativ einfache System, deen ech lech an zwee Sätz konnt erklären, an en ass och nach relativ generéis vis-à-vis vun deem vun der Beruffsausbildung.

Wat gesäit den Här Meisch elo vir bei der Beruffsausbildung? Ma fir ee Module ze packen, muss ee mindestens 80% vun den obligatoresche Kompetenze gepackt hunn. Fir am Joer virunzuekommen oder ee Bilan ze packen, muss een téschent 80% oder 90% vun den obligatoresche Moduller gepackt hunn. Dat ass vill méi streng wéi am Classique!

Ech fänken emol mat deem éischten Deel un. Fir ee Module ze packen, muss een also 80% vun den obligatoresche Kompetenze gepackt hunn. Dir Dammen an Dir Hären, dat si leider ganz dacks einfach 100%.

Ech erkläre mech. Et muss ee mindestens 80% hunn. Wann e Module also zwou obligatoresch Kompetenzen nëmmen huet, minimum 80%, ass 1,6, sinn also déi zwee, ass also alles. Wann ee Module dräi obligatoresch Kompetenzen huet, minimum 80%, ass 2,4, sinn erëm eng Kéier déi dräi, ass erëm eng Kéier alles. Wann e Module véier obligatoresch Kompetenzen huet, minimum 80%, ass 3,2, sinn erëm eng Kéier véier, ass erëm eng Kéier alles. Eréischt ab fënnef obligatoresche Kompetenze kann een eppes kompenséieren.

Ech hunn déi lescht Woch einfach esou e puer Evaluatiounsrummen um Site vum MEN gekuckt. An ech hunn net déi gekuckt, wou ech mech auskennen, ech hunn der einfach esou erausgesicht. An et gëtt nach ëmmer immens vill Moduller, déi manner wéi fënnef obligatoresch Kompetenzen hunn. Also nach ganz vill Moduller, wou d'Schüler theoretesch alles musse wëssen. Dëst ass net realistesch! Hei brauche mer eis net ze wonneren, wa vill Moduller net gepackt ginn a mussen nogeholl ginn.

An ech kann dem Här Minister och soen, datt ech mer keng Freed draus gemaach hunn, fir dës Moduller erauszesichen, esou wéi hie mer dat ënnerstallt hat an der Kommissioun.

Hei wäeren also, esou wéi mer dat schonns ëmmer gesot hunn, vill Saachen ze maache gewiescht, ouni ze reglementéieren. De Ministère huet seng Hausaufgaben net gemaach. De Ministère misst matzäit kloer Richtlinnen erausginn.

Wann d'Makroreform elo soll d'nächst Joer kommen, mat erëm engem neie Promotiounsreglement, da mussen d'Équipes curriculaires matzäit informéiert gi respektiv mat bei den Aarbechten agebonne ginn. Si schaffen dat aus, wat um Terrain emgesat gëtt. Hinne muss genuch Zäit zur Verfügung gestallt ginn, fir dat ze maachen.

Sou, dat do war elo, wéini datt een ee Module packt, also mindestens 80% oder heiansdo och alles. Wéini kënnt een dann am Joer weider? Jee no Formatiounsniveau, DAP, CCP oder DT, a jee no Dauer vun der Formatioun muss een ënnerschiddlech Prozentsätz vun de Moduller gepackt hunn, dat läit téschent 80% an 90%. Dat ass esou, wéi wann ee géif soen, een Technicien, dee brauch 40 Punkten, een DAP brauch 30 Punkten an ee CCP brauch 20 Punkten. Dat ass jo net logesch! Den Niveau vun deem, wat ënnerriicht a gepréift gëtt, muss un de Formatiounsniveau ugepasst ginn, net d'Promotiounskritären, déi sollen déiselwecht sinn.

Als CSV si mer, esou wéi och d'Chamberen, kloer fir méi en einfache System mat deeneelwechte Prozentsätz, déi musse gepackt sinn, fir weiderzuekommen respektiv fir de Bilan intermédiaire oder final ze packen.

An an deem Kontext muss ee sech och froen: Wou kënnt de Minister oder de Ministère elo un déi 80, 85 oder 90%? Ass dat einfach esou aus dem Bauchgefill eraus? Wann een esou eppes plangt, da misst een, an eisen Aen, zumindest emol eng Simulatioun maachen, wat esou eng Kritäre fir Konsequenzen hunn.

Ech hunn zweemol nogefrot, fir esou eng Simulatioun ze kréien. Déi éischte Kéier krut ech nach gesot, dat wär kee Problem. Déi zweete Kéier ass kee méi op meng Fro agang. Doraus schlussfolgeren ech, datt entweder keng gemaach ginn ass - dat wär an eisen Ae wierklech fahrlässeg -, oder et ass eng gemaach ginn, an datt mä Gefill, datt mat dese Kritären nach vill manner Schüler en Ofschloss kréien, bestätegt gëtt.

Wann ee jo elo d'Joer net packt - ausser dat éischt Joer, dat kann een nach eng Kéier maachen -, da gesäit de Ministère erëm en Horaire à la carte vir. De Schüler ka Moduller nohuelen zum Beispill vun der Onzième, an e mécht der awer schon erëm vun der Douzième. Hei sinn déi Concernéiert sech alleguer eens, datt dëst sech an der Theorie ganz gutt unhéiert, mä datt et net ze organiséieren ass. Vun deem Joer un, wou dësen Horaire à la carte organiséiert gëtt, muss de Kandidat en Horaire à la carte kréie fir all déi nächst Joren.

D'Chambre des Salariés huet dat ganz treffend formuléiert: Dëst ass e vill ze komplex System. Mir brauche méi en einfachen, méi en transparenten, méi e verständleche System.

An da muss ech mech beim Promotiounsreglement och froen: Wou war de Courage, fir dat do ze maachen? Et ass am Dezember vu Punkte geschwat ginn. Hei fanne mer näischt vu Punkten. Schonns bei der Interpellatioun hu mer als CSV drop higewisen, datt de System

vun de selektiven an den obligatoresche Kompetenzen net géif funktionéieren.

Nach eemol kuerz erkläre - et ass schwierig, d'Beruffsausbildung ze erklären: E Module huet verschidde Kompetenzen, déi ginn opgedeelt an obligatorescher an a selektiver. Déi obligatoresch mussen alleguer gepréift ginn an déi zielen och fir d'Evaluatioun a fir d'Promotioun. Déi selektiv mussen net alleguer gepréift ginn a se zielen iwwerhaupt net fir d'Promotioun.

Dat ass esou, wéi wann een zu eiser Zäit gesot hätt: D'Kapiteln 1 bis 10 sinn ze léieren. 1 bis 6 gi sécher gepréift an déi zielen och, fir Punkten ze kréien. 7 bis 10 gi vläicht gepréift an déi zielen net, fir Punkten ze kréien.

Ech wëll lech elo näischt ënnerstellen, mä ech hätt mech dann op d'Kapiteln 1 bis 6 konzentréiert. A genau dat maachen d'Schüler hei och. Déi selektiv Kompetenze ginn net geléiert, si ginn zum Deel e wäisst Blatt of.

Firwat also net einfach deen Ënnerscheid ofschafen, eventuell d'Kompetenze gewiichten an e bestëmmten Undeel vun alle Kompetenze festhalen, dee muss gepackt ginn? Da kéime mer och schonns e bësse méi a Richtung vu Punkten.

Wann de Ministère wierklech amgaangen ass, un iergendwéi eppes ze denken, wat mer am Dezember héieren hunn: Firwat dann net direkt mat dësen Ännerungen elo am Promotiounsreglement kommen? Et ass net sënnvoll, d'nächst Joer, esou wéi annoncéiert, schonns erëm mat engem neie Promotiounsreglement ze kommen. Fir eis ass dëst e planlost Virgoen, wéi gesot ee Gewurshchtel. Hei hätt sollen direkt een anstänneg Promotiounsreglement gemaach ginn.

Dann nach e puer Punkten, fir ze ënnersträichen, datt bei der Ausaarbechtung vun dësem Règlement grand-ducal guer net un dee wichtigste Partner, d'Betriber, geduecht ginn ass. Si schwätzen och dacks vu Verschouleschung. De Règlement grand-ducal gesäit vir, datt de Conseil de classe, wou de Patron net dran ass, ka festhalen, datt de Rattrapage an der Schoulvakanz gemaach gëtt.

Mä, Dir Dammen an Dir Hären, d'Schoulvakanz ass d'Schaffzäit vum Betrib an et ka jo awer net sinn, datt d'Schoul dann décidéiert: Betrib, du muss zwar däin Apprenti bezuelen, mä mir huelen der en elo emol eraus an e schafft net bei dir während där Zäit. Dat kann net sinn!

Sou, da wëllt ech och nach kuerz, well et am Moment aktuell ass, op de PIF, de Projet intégré final agoen. De 26. Februar hat ech den Här Minister an enger Question parlementaire gefrot, ob hie bereet wär, d'Méiglechkeet ze analyséieren, fir e Rattrapage vun dësem Projet intégré final am Hierscht virzugesinn, fir ze verhënneren, datt d'Schüler géifen e ganz Joer oder zumindest ee Semester, mä meeschtens e ganz Joer verléieren.

Ech hat och gefrot, ob d'Organisatioun vun esou engem Projet intégré final bei der Division administrative et commerciale méi einfach wär, ob et also do méi einfach wär, ee Rattrapage am Hierscht unzestellen.

Ech krut ganz kloer Äntwerten. Éischstens, d'Schüler, déi e Projet intégré final vun der Division administrative et commerciale net gepackt hunn, genauso wéi alleguer déi aner Schüler, kënnen hir Defiziter net an der Vakanz ophuelen. Si brauche méi Zäit. Dofir ass et besser, si kréie Rattrapagecoursé während dem Wintersemester ugebueden a si maachen hire Projet intégré final am Februar nach eemol.

E Freideg hunn ech dunn net schlecht gestaut, datt de Minister elo op eemol seet, datt dat hie fierchterlech stéiert, datt een de Rattrapage eréischt kann am Wintersemester maachen. Do huet sech d'Meenung vum Här Minister also komplett geännert, well a senger Äntwert am Abrëll huet en nach gemengt, d'Schüler bräichten onbedéngt ee Semester Zäit, fir sech op de Rattrapage vum Projet intégré final virzebereden. Dat nennen ech en zimlechen Zickzackkurs!

Déi zweet Äntwert, déi ech kritt hunn: D'Organisatioun vum Projet intégré final ass fir d'Formation administrative et commerciale genauso opwendeg wéi fir déi aner Formatiounen, souguer eventuell nach e bësse méi, well mer méi Schoulen hunn.

Dunn hunn ech e Freideg schonns erëm net schlecht gestaut, datt de Minister awer just dëser Formatioun et erlaabt, fir elo am Hierscht de Projet intégré final nozemaachen.

Dir Dammen an Dir Hären, dëst ass an eisen Aen eng komplett Ongerechtegkeet! Wann d'Schüler elo op eemol, dem Minister no, net méi esou vill Zäit brauchen, fir dat nozuehuelen, wat hinne feelt, wann d'Organisatioun vum Projet intégré final laut dem Här Minister, ausser dës Äntwert wär falsch gewiescht, net méi

einfach ass bei der Formation administrative et commerciale wéi bei deenen aneren, da missen am Sënn vun der Gerechtheet och all déi aner Schüler des zweet Chance am Hierscht kréien.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Et ka jo net sinn, datt wann eng Gewerkschaft sech virun allem fir eng Formatioun asetzt - dat ass hiert Recht -, de Minister dann awer och just fir des Formatioun eppes mécht. All déi aner Schüler hunn dann ebe Pech. Dat kann net sinn!

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Ech kéint elo nach op vill Punkten agoen. Dat maachen ech net méi. Mä nach een an dat ass awer, mengen ech, dat, wat awer e bëssen dem Faass de Buedem ausschléit, dat ass...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dir hutt nach sechs Minutten.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - ...datt duerch, datt dës Projet de loi iwwert de Knéi gebrach gëtt, datt mer duerch déi haugemaachten Urgence elo wäerten ee Règlement grand-ducal kréien, deen net verfassungskonform ass!

De Conseil d'État weist nach eemol drop hin, datt d'Ausbildung, laut Artikel 23 vun der Constitution, een Domaine réservé à la loi ass, datt dofir den Essentiel du cadrage normatif misst aus dem Gesetz ervirgoen, dat heescht, och den Zweck, d'Konditiounen an d'Modalitéiten, no deenen déi manner essentiell Punkte kéinte per Règlement grand-ducal geregelt ginn.

Laut Artikel 32.(3) vun der Constitution kann d'Gesetz dem Grand-Duc d'Kompetenz delegieren, fir d'Reglementer ze huelen, mä et missten am Gesetz den Zweck, d'Konditiounen an d'Modalitéite festgehal ginn.

Dat ass awer esou net am Gesetz virgesinn an dës virun allem fir d'Kapitelen, esou seet de Conseil d'État, 1) Évaluation et décision du conseil de classe, 2) Progression a 4) Projet intégré. Also dräi wichteg Punkten. Dat heescht, wann de Règlement esou ugeholl gëtt, wéi d'Regierung et jo virhuet, an et kéint eng Reklamatioun, wat ee jo net onbedéngt kann ausschléissen, da muss d'Gericht kucken, ob de Règlement konform ass zum Artikel 95 vun der Verfassung.

Aus deenen opgezielte Grënn wäert d'Gericht da festhalen, datt d'Reglement géint den Artikel 95 vun der Verfassung verstéisst an datt et doduerch eben net méi ugewannt ka ginn. Dës Problem ännert sech och elo net doduerch, datt mer deen een Artikel emgestëmmt hunn.

Wat geschitt dann? Dann hu mer deen duerch Gewürschtelts hausgemaachte Schlamassel!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, ech brauch keng weider Erklärungen ze ginn: Als CSV stëmme mer dës Projet de loi net.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Hansen. An nächste Riedner ass den Här Claude Haagen. Här Haagen!

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Merci, Här President. Här President, d'Madamm Hansen huet elo hei gesot, datt de Projet de loi net konform zu der Verfassung wier.

(Interruption)

Si huet zweemol gesot, datt de Projet de loi net konform zu der Verfassung wier. Wann dat d'Reglement ubelaangt, ass dat eng aner Saach. Ech maache just drop opmierksam, datt et d'Aufgab vum Statsrot ass - an ech mengen, do si mer eis allegueren hei eens -, fir ze kucken, ob ee Projet de loi konform zu der Verfassung ass. Ech hale just fest, datt hei keng Opposition...

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Ech hu jo d'Promotionsreglement ugeschwat.

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Ech weess dat. Ech wëll just soen: Hei ass keng Opposition formelle op dësem Projet de loi vum Statsrot! Gutt.

(Interruption par M. Michel Wolter)

An eng aner Saach, Här Wolter, ech denken, sämtleche Parteien, déi an der Educationskommissioun vertrauede sinn, a sämtleche Leit, déi hei sinn, deene geet et och em d'Saach. Do kann ee kontrovers driwwer diskutieren. Dat ass a verschidde Domäne geschitt. Eis geet et och em d'Saach.

An dofir wëll ech soen, datt déi Reformen, souwuel déi am Secondaire, op déi mer jo nach eng Kéier ze schwätze kommen, wéi och hei an der Formation professionnelle, jo am Ufank hypothekéiert gi sinn eben duerch den Artikel 32

vun der Constitution, wou mer Problemer hatten. Dat wësse mer allegueren, dat ass e Fait. An dofir ass och déi gewëssen Onsécherheet gewiescht am Ufank, fir déi Projets de loi op de Wee ze ginn, well de Statsrot eben ëmmer gesot huet, do wier eng Opposition formelle drop.

Här President, wéi scho gesot, et gëtt eng gewëssen Urgence an deem heite Projet, fir dee Projet de loi emsetzen. De Gros vun den Dispositiounen vun dësem Gesetzestext soll nëmmlech schon, an dat ass och schon uegeklongen, vun der nächster Rentrée u gräfen. D'Chamberskommissioun huet do hir Aarbechte gemaach.

Firwat ass elo déi Urgence? Am Regierungsprogramm heescht et, datt d'Emsetzung vun der Formation professionnelle, esou wéi se mam Gesetz vun 2008 agefouert ginn ass, schwierig um Terrain war. Ech mengen, dat hunn d'Virriedner allegueren gesot. An dat ass och ee Constat, deen, géif ech emol soen, einfach ze bedauern ass.

Mat deem heitege Gesetzestext ennerhuele mer deemno eng Rei vu punktuellen Ännerungen, en attendant, datt d'Reform vun der Formation professionnelle, déi soi-disant Makroreform, dann d'nächst Joer virgestallt gëtt.

De Minister wäert eis sécherlech duerno méi am Detail erklären, wou d'Aarbechte ronderëm déi Reform dru sinn a wou den Zäitplang fir d'Presentatioun vun deem neie Gesetzestext iwwert d'Reform vun der Formation professionnelle drun ass.

Mir gi bei deem Gesetzestext, dee mer haut hei stëmme, net un déi grouss Prinzipie vun der Formation professionnelle réckelen, well eent vun den Ziler vum Gesetz vun 2008 war nëmmlech ganz einfach, fir d'Qualitéit vun der Formation professionnelle ze verbessern.

Eiser Meenung no ass d'Zil, fir dem Schüler ee flexibel System unzebidden, nach ëmmer dat richteg, mä d'Emsetzung muss iwwerschaft ginn. Eng ganz nei Reform, déi alles ëmdréit, wat aktuell besteet, wier wahrscheinlech e grouse Feeler, well mer mat deeneselwechte Problemer erëm géife konfrontéiert gi wéi mer se elo hunn.

Eiser Meenung no solle mer ophalen ze mengen, mat enger ofgeschlossener neier Reform oder mat Upassung vun enger Reform wier et an der Schoul gedoen. Am Enseignement mussen och an Zukunft kontinuierl Reformen an Adaptatiounen gemaach ginn, fir d'Schoul an d'Ausbildung un dat wirtschaftlecht Émfeld vun eiser Gesellschaft unzepassen.

Dir Dammen an Dir Hären, mat deem heitege Projet gëtt d'Limitt vun der Durée vun der Formation vun de Schüler opgehuewen. Bis elo konnt de Schüler no dräi oder véier Joer, ech mengen, dat ass och gesot ginn - et hânt do vun of, ob et d'Formatioun DAP, also professionnelle, DAP, CCP ass oder d'Formatioun vum Techniker ass -, nach ee Joer drunhänken, fir seng Ausbildung fäerdeg ze maachen. Dat, wéi gesot, gëtt elo hei geännert. Am Sënn vun méi Flexibilitéit gëtt och de Lien tëschent de fundamentallen an de complémentair Modulen ofgeschafft, well dee System net fir all Formatioun ugepasst ass.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Eng weider Moosnam ass d'Aféierung vun der obligatorescher Visitt beim Dokter, ier de Schüler kann e Contrat d'apprentissage agoen. Dat am Sënn vun enger besserer Orientatioun vun de Schüler, déi soss Formatiounen ufänken, wou de Kandidat ganz einfach de Risiko huet, se wéinst gesondheetlechen Zoustänn oder Problemer net fäerdeg kënnen ze maachen. Déi Dispositioun trëtt awer eréischt fir d'Rentrée 2017-2018 a Kraaft.

Ier ech nach op déi aner punktuell Ännerungen aginn, déi de Rapporteur schon technescheweis gemaach huet an deem ech och dofir Merci soe fir säi schréftlechen a mündlechen Rapport, wéi ech an deem Kontext awer och ennersträchen, datt, den Akteuren um Terrain no, ee vun den Haaptproblemer déi initial Orientatioun ass.

Mir mussen hei Efforte maachen, fir den Image vun der Formation professionnelle, an däers si mer eis allegueren bewosst, ze verbessern an dës allgemeng méi attraktiv ze maachen. Et ass kloer, datt mer et musse fäerdegbréngen, zesumme mat den Akteuren um Terrain, well dat sinn déi wichtegst, mat de Schoulen zesummen, d'Aarbecht vum Handwerk kënnen ze revaloriséieren.

Zu Lëtzebuerg, an dat ass och ee Fait, ginn et net genuch Handwierker, an dat gëtt zu engem groussen Deel duerch d'Handwierker aus dem Ausland kompenséiert. Dat läit zum Deel do runner, datt nach ëmmer ze vill Schüler no engem schouleschen Échec op déi professionell Filiären orientéiert ginn. Dat huet a bréngt een negative Goût fir all déi concernéiert Akteure

mat sech, an d'Konklusioun ass een negativen Image de marque fir d'Handwerk.

Mir mussen et mat der Reform, déi fir 2017 ugekënnegt ass, fäerdegbréngen, nees méi a besser qualifizéiert Schüler an de professionelle Regimm ze kréien. Eng Méiglechkeet dofir wier et, vun de Stagen an de Betriber ze profitéieren, déi et de Moment scho gëtt, fir den Interessi vun de Schüler vum Fondamental u scho fir déi verschidde Beruffer ze férdere. Dofir ass et wichteg, datt déi Stagë gutt a seriö koordinéiert ginn. Tëschent de Schoulen an de Betriber muss am Virfeld kloer sinn, wat dee Stage engem Schüler soll bréngen.

Madamm Presidentin, dans l'immédiat valorisère mer mat dësem Gesetzestext d'Formation professionnelle de base. Mir passen d'Evaluatioun vun där Formatioun un déi vun der Formation professionnelle initiale un.

Fir d'Organisatioun vun de Formatiounen um Terrain méi einfach ze maachen, ginn d'Projets intégrés intermédiaires bei de Vollzäitformatiounen ofgeschafft. D'Projets intégrés intermédiaires gi fir d'Formations concomitantes mat Léierkontrakter bäibehalen, mä fir d'Formations à plein-temps ofgeschafft, well d'Organisatioun - an dat huet dat Praktescht erweisen - fir d'Personal a puncto Infrastrukturen net ze maachen ass.

Mir begrëssen awer och, datt eng finanziell Enveloppe vun 108.000 Euro virgesinn ass, fir de Kandidaten ze hëllefen, hiren Dossier fir d'Validatioun vun der Berufserfahrung, déi sougenannte Validation des acquis de l'expérience professionnelle, ze preparéieren an ze begleeden. Dat ass wichteg, fir d'Relatioun tëschent dem Aarbechtsmaart an der Ausbildung an dem Schaffen an engem Beruff ze erméiglechen.

Wéi d'Chamber Enn 2008 d'Reform vun der Formation professionnelle gestëmmt huet, du war et néideg, datt Ännerungen an engem net méi der Zäit ugepasst System ennerholl goufen. Wann een en ale System muss nei erfannen, well d'Welt sech natierlech an där ganzer Zäit doudsicher em 360 Grad gedréit huet, dann ass et kloer, datt et vläicht net direkt zu 100% geléngt.

Deemools war et d'Zil, fir d'Qualitéit vun der Formatioun ze férdere an de Jonken eng besser Qualifikatioun ze garantéieren, fir datt se sech gestärkert an hiert soziaalt a wirtschaftlecht Émfeld integréieren kënnen. Dat ass och d'Zil, dat mer musse virun am A behalen, fir datt mer ganz einfach vum nächste Joer u mat eisen Aarbechte kënnen ufänken, d'Reform vun der Formation professionnelle weider ze pousséieren.

Mir mengen awer, datt déi Adaptatiounen, déi mer haut hei stëmme, an déi richteg Richtung ginn. A mir wäerten dofir als LSAP-Fraktioun dës Projet matstëmme.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Haagen. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Gérard Anzia. Här Anzia, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleginnen a Kollegen, haut schwätze mer iwwert d'Modification vun der Loi modifiée vum 19. Dezember 2008, also vun der Reform vun der Formation professionnelle.

Et ass d'Reform vun der Reform vun der Formation professionnelle; déi eng nennen et Mikroreform, déi aner fuere ganz kloer eng Makroreform oder carrément eng Mise à plat vun dem System, deen 2008 op d'Bee gestallt ginn ass.

An ech mengen, do muss ee sech emol ee Bild virun Ae féieren: D'Formation professionnelle, dat ass u sech ee riseg grousst Schéff mat iwwer 120 Berufsausbildungen dran, wat erëm muss op Kurs bruecht ginn. An duerfir d'äerf een elo hei net op eemol och eng Nervosität entwéckelen an dat Schéff vum Kurs erofbréngen. Dat Schéff war awer menger Meenung no och 2008 net op deem richtege Kurs an duerfir muss et och elo a méi e rouegt Gewässer gefouert ginn.

An ier ech elo e bësse weiderfuere mat mengen Ausféierungen, wéi ech ganz kuerz just zréckgräifen op déi Iwwerleeunge vu menger Virriednerin, déi hei ebe gemaach gi sinn zu dësem Projet de loi, zu dëser Mikroreform.

Fir d'Éischt ass hei gesot ginn: „Se ass iwwert de Knéi gebrach ginn.“ Dat ass net richteg. Ech war du frësch hei an dëser Chamber 2014 a koum aus der Formation professionnelle, dunn hate mer eng Diskussioun zu dësem Thema. Duerno ass en Dépot de loi gemaach ginn, Ufank 2015.

Do dertëscht ass awer och net näischt gemaach ginn. D'Problem, dee

mer jo kenne mat der Constitution, wou den Avis vum Statsrot kloer war, dass do e Problem wier, wat d'Reglement-grand-ducalen zu dësem Gesetz ugeet. An dunn ass jo och eng Etüd an Optrag gi ginn, an zwar un den „Institute of Lifelong Learning and Guidance“ op der Uni Lëtzebuerg. An déi hunn hire Bericht am September 2015 gemaach. 2015 hu se de Bericht gemaach, an zwar zu dem Befroen; do kommen ech zu der Respektlosegkeet, sief et virun der Chambre des Députés oder virun de Berufskummeren, de Schoulen, de Schüler an den Elteren.

Do si Leit gefrot ginn, an zwar fënnef Beruffschamberen. Et ass de Collège des directeurs de l'enseignement secondaire technique gefrot ginn. D'Conférence nationale des élèves du Luxembourg ass gefrot ginn. D'FAPEL ass gefrot ginn, als Vertredung vun den Elteren. Dann hate mer och nach de Service des conseillers à l'apprentissage, souwuel vun der Chambre de Commerce wéi vun der Chambre des Métiers, an och déi zwee Coordinateure vun engem Secteur vu Professionen, an zwar der Profession et Métier de l'électricité et du bâtiment.

Déi si befrot ginn aus guddem Grund, well do d'Échecken extrem héich ware vis-à-vis vun deenen, déi ee fréier an dem Schlussexamen kannt huet. Dat waren zwou Formatiounen - déi hate mer och 2014 diskutéiert hei am Plenum -, déi u sech do mat Resultater konfrontéiert waren, déi se deelweis virun net kannt hunn.

Mä 2014 hate mer awer och zréckgekuckt - dat ware jo d'Formation-pharen -, an zwar huet sech erausgestallt, dass et leider Taux-d'échec waren, déi zwar net besser waren, awer och net méi schlecht waren, wéi se virun der Reform vun 2008 do waren. Mä déi zwee Secteurs si befrot ginn.

An et sinn awer och Schüler befrot ginn, an zwar souwuel aus deenen dräi Formatiounsgliederen, déi u sech zur Formation professionnelle gehéieren. Souwuel vun der Formation des techniciens si Schüler a Klasse befrot ginn, ëmmer enner Opsiicht vun hirem Régent, respektiv vun der Formation vum DAP an och vum CCP. Souwäit do derzou.

Och eis als Gréng an och iwwerhaupt der ganzer grénger Fraktioun läit d'Berufsausbildung um Häerz. Ech selwer war och an esou enger Formation phare tätég, souwuel als President vum Groupe curriculaire wéi vun der Programmkommissioun, hunn duerno selwer misse d'Promotioun matmaachen an de Conseil-de-classes an och am Fichier élève. An ech wäert kengem elo hei op der Tribün probéieren, d'Promotioun an der Formation professionnelle ze erklären. Dat huet et a sech! An déi Zäit hunn ech net, an dorëm geet et jo och haut menger Meenung no net.

Ech gesti ganz gären an, dass och mir de Projet intégré intermédiaire um Häerz läit aus pädagogeschen Ursachen - do muss ech menger Virriednerin recht ginn -, dass awer d'Ausféierung an d'Logistik, déi hannendru sinn, eng grouss Eerausforderung un d'Schoulen, un d'Ausbilder duerstellen, awer och un d'Beruffswelt, fir u sech déi entsprechend Leit vun de Chambres professionnelles a Salariés dohinner ze delegéieren, fir déi Pile respektiv och déi PIFen ze begleeden an ze encadréieren.

Bon, dat gesot, géif ech dann zréckkommen zu dem Projet de loi an e bëssen der Vue op d'Problematik, där mer eis haut hei stellen, wat jo nëmmen en Ufank ass vun der Reform vun der Formation professionnelle, wou mer herno méi wäit ginn, ganz sécher méi wäit gi wéi 2014. An duerfir ginn ech och e puer Ustéiss an déi Richtung.

Also e Réckbléck, fir dass een déi aktuell Problemer vläicht besser versteet. 2008, dunn ass mat deem Gesetz eppes Neies agefouert ginn an an d'Praxis emgesat ginn. An dat si mindestens véier Volete mateneen.

Éischtens si Moduller agefouert ginn. Dat heescht, déi Promotion annuelle ass ofgeschafft ginn.

Zweetens, zu all eenzelne Moduller, déi de principe u sech en halleft Joer daueren, also e Semester, ass de kompetenzorientéierten Unterrecht agefouert ginn; wat deelweis virun do war, awer zousätzlech ass u sech agefouert ginn, dass d'Bewäertung, d'Evaluatioun komplett ouni Notte geschitt a just nach op de Kompetenze baséiert. Fir dat kënnen ze maachen, hu misse all déi Programmer iwwerschaft ginn. An dat sinn Dausende Moduller, déi op de Leescht hu misse do geholl ginn.

An dat Lescht vun der Iddi, ganz kloer, 2008, dat war dat méi not Zesummerékelen - Be-

ruffswelt a Schoul - an och d'Opwärtung vun der Formation professionnelle. Enner anerem ass an där Reform eben d'Formation vum Diplôme de technicien, also d'Technikerformation, eran an d'Beruffsbildung komm, fir u sech eng komplett Filière kënnen opzeweisen an der Formation professionnelle, iwwert déi méi ënnescht, déi méi handwierklech Formation vum CCP, iwwert d'Geselleprüfung DAP, iwwert den Diplôme de technicien an enger Passerelle eran, fir weider eng Zukunftsvision fir d'Schüler opzebauen, fir dass se kënnen Etudes supérieures duerno maachen.

Dat waren u sech déi véier Grondwörterleunge vun dem Gesetz vun 2008, déi mateneen ëmgesat gi sinn an déi eben zu grouse Problemer gefouert hunn. Do waren awer grouse Viraarbechten noutwendeg. Do waren eben déi Groupe-curriculaire a Programmkommissionen zesummen, déi u sech dat Ganz ausgeschafft hunn, zesumme mat der Berufswelt.

Well ech selwer dovu betraff war, muss ech soen, dass do ee Problem bestanen huet, an dat war déi gemeinsam Sprooch; net Lëtzebuergesch, Franséisch oder Däitsch, dat war et net, mä déi gemeinsam Sprooch, fir sech auszudrücken, fir u sech dat, wat ee mengt, wat ee gär hätt, fir dat kënnen ze formulieren. An da muss een awer soen, an dat ass elo vläicht hei monéiert ginn, dass dat net alles esou ausgefouert ginn ass, wéi et hätt solle sinn.

Mä dat ass awer... Et huet missen alles a Programm erakommen. Et huet missen u sech alles dokumentéiert ginn. Do ass relativ, ganz vill souger, Pabeier an Ennerlagen erschafft ginn. An dat war den Akteuren, déi aus der Berufswelt komm sinn, natierlech net zouträg, well se dat esou net gewinnt sinn. Si si gewinnt, an der Berufswelt ëmzesetzen, e Programm ze hunn an natierlech hire Plan d'entreprise dann ze exekutieren. An hei war vill Gedold vun hinne verlaangt. An duerfir soen ech: Do war ee Problem.

Ee Virdeel, deen awer och do war, dat ass, dass all déi Programm op de Leescht geholl gi sinn. A wann Der jo wësst, dass an der Berufswelt d'Evolution extrem schnell ass, war dat absolut ee positiven Effekt. An och elo stinn ech do derzou: Dat, wat vun der Reform 2008 absolut Positives do ass, dat ass, dass déi Programm all mateneen och iwwerschafft gi sinn an u sech der Realitéit vum Terrain vun dem Beruff ugepasst si ginn. An dat ware wéi gesot iwwer 120 Beruffer.

Et gëtt menger Meenung no mindestens, mä fir mech elo emol hei dräi Sträitpunkten tëschent der Berufswelt, der Schoul eventuell an och dem Ministère.

Dat Éischt: Mécht dee modularen Unterrecht iwwerhaupt Sënn? Gëtt et do Virdeeler? Gëtt et méi Nodeeler? Mir mussen wëssen, a mir selwer hei an der Chamber, do misst een eng Kéier d'Curriculum vum all deene Leit hei kucken, déi komme wahrscheinlech zum Gros net aus enger Formation, déi méi technesch Aart ass, oder déi net iwwert de Lycée classique ausgebildet sinn, an déi kënnen sech wahrscheinlech duerfir deelweis méi schwierig ufrënen mat dem handlungsorientierten Unterrecht.

Wann ech awer soen, dass dat eng vun deene Pisten ass, déi och d'Berufswelt absolut ënnerstëtzt - méi no bei d'Praxis kommen -, dann ass iwwert dee modularen Unterrecht genau dat dote geschaaft ginn.

De modularen Unterrecht huet et och méiglech gemaach, dass Schüler, déi an engem Module einfach eng Lück haten, déi konnten zäitno ratrapéieren an duerfir net am Joer zrëckgestallt gi sinn. Ech selwer hunn esou Schüler begleet. Da kënn Der mer bemängelen, dass déi dann eréischt an zwee Joer prett waren, fir déi Moduller eranzehuelen, mä se sinn awer an hirer Promotioun weiderkomm.

Wat natierlech gutt ugeduecht war, huet sech awer an der Praxis als e rise Problem erausgestallt, ganz einfach well ze vill Moduller sech ugeheeft hunn. An dat muss hei ganz kloer an der Makroreform op de Leescht nach matgeholl ginn, fir ze kucken, awëffern - dat ass jo och zum Deel hei elo mat der Mikroreform gemaach ginn, dann eben dass d'Promotion annuelle do ass - dass eben déi Zuel vun de Moduller beherrschbar gëtt fir d'Schüler.

Dat Zweet: Do sinn ech schon iwwergaangen an de kompetenzorientierten/handlungsorientierten Unterrecht. Fir mech ass et ganz kloer, dass mer do méi no bei d'Berufswelt komm sinn. An dat ass fir déi technesch Ausbildung och ganz gutt esou. Well wann een eng Kéier kuckt: Fir déi Leit, déi en Diplom an der Täsch hunn, sief et e CCP oder en DAP, eng Geselle-

prüfung oder en DT, do ass d'Handwerk prett, an och de Commerce, fir déi Leit anzustellen. Hir Erfolgchancen, fir do e Beruff ze fannen, sinn extrem héich. Mir hu jo elo viru Kuerzem e Bericht vun 2015 an de Grapp kritt. Duerfir mengen ech, dass dat ee positive Volet ebe vun deser Berufsreform war.

Wou ganz kloer de Problem, menger Meenung no, läit, dat ass d'Evaluatioun vun de Kompetenzen. Do ware weder déi Leit aus dem Professionellen nach déi vun de Schoulen allegerue prett, fir déi Evaluatioun esou unzegoen, respektiv - an dat hunn ech aus Quellen héieren -, dass se u sech niewebäi awer nach en Noutsystem gefouert hunn, fir eben dann duerno an enger Bewäertung dem Schüler gerecht ze ginn. A voir, an dat ass jo och eng Fuerderung, sief et vun der Schoulgewerkschaft - déi eenzeg, déi sech hei zu Wuert gemelt huet - wéi och vun der Chambre des Métiers, fir sech ze iwwerleeën, ob een net eng Kombinatioun vu Kompetenzbewäertung an Noutbewäertung kéint aféieren.

Dann: Huet missen d'Berufsbildung opgewäert ginn? Dat ass fir mech ganz kloer mat engem Jo ze beäntweren. Wat sinn elo d'Moyenen, fir dohinner ze kommen? Wat sinn d'Fuerderungen an d'Problemer respektiv vun deene verschidde Akteuren?

Ben, ech mengen, ech hunn et vläicht schon e puermol op deser Tribün genannt: D'Handwerk an de Commerce bidde ganz vill Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg. Si sinn u sech de Garant fir bal Vollbeschäftegung. An duerfir, mengen ech, ass et och ganz kloer, dass mer müssen an der Berufsbildung déi Schüler an Apprentien esou opstellen, dass se u sech bei hinne Fouss faassen.

Mir hunn en Déséquilibre tëschent Demande an Offer. An deem soll dëst Gesetz natierlech entgéintwierken. An et sinn och zigtausend Apprentien, déi all Joer duerch d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers begleet ginn. Dat weist jo, dass och de Lieu professionnel seng Aufgaben iwwerhëlt a probéiert, déi Ausbildung hei ze assurieren.

A ganz kloer ee Problem, deen ëmmer erëm opkënn, dat ass d'Orientation par l'échec. Dat kann an d'äerf net d'Manier si fir d'Handwerk, gutt qualifizéiert Leit oder gutt motivéiert Schülerinnen a Schüler, déi duerno Apprenti ginn, hei an d'Handwerk eranzekriegen. Duerfir muss mer eis do aner Moyene ginn. An do si jo och Fuerderungen do, fir ze kucken, de Kontakt mat der Berufswelt scho vun der Grondschoul aus méi enk ze knäppen. An an der Reform vun der Formation professionnelle ass dat jo ganz kloer geschitt géintwärtig deene Stages en entreprise fir déi Formation, déi plein-temps ugebuede ginn.

Ee Problem, deen nach dosteet, dat ass deen elo, deen d'Schoule méi hunn, déi soen: „Majo, déi Ausbildung ass ze vill beruffsbildungsteiert.“ Natierlech soen d'Chambre-professionellen: „Déi Ausbildung ass ze vill schoulesch ausgerichtet.“

Elo nach eng Kéier zu de Problèmes de vue vun de Schoulen an den Enseignanten op d'Berufsbildung. Ee Problem ass dee vun dem Diplôme de technicien. An zwar huet deen ëmmer virdrun d'Méiglechkeet opgemaach, fir weider Studien ze maachen. Dat ass och elo de principe méiglech, ass awer deelweis ganz schwierig, well mer eben am Moment e System mat Module-préparatoiren hu respektiv et deelweis an der Formation gefeelt huet elo u Mathematik, Physik, Informatik, fir dass déi Schüler à haute technicité eben och real Chancen hätten, fir an enger Fachhéichschoul weiderzuekommen.

Duerfir eng Propos, déi mir do kéint virschwieren, fir ze iwwerleeën, ob een net sënnavollerweis géif soen: „Mir hunn en Diplôme de technicien, an de principe bidde mer een Zousatzqualifikationsjoer un, fir déi Leit fit ze mache fir weiderféierend Studien.“ Dat géif d'Méiglechkeet ginn, dass se een Diplom hätten, deen unerkannt ass op der Berufsebene, an dass et eben och méiglech wier, sech weider ze qualifizieren an u sech weiderféierend Studien ze ergräifen. Dat do gëtt et an Däitschland, dat do gëtt et an der Belsch. Mir wären also net déi Eenzeg, déi esou ee Wee kéinten aschloen.

Ech gesinn, d'Zäit geet e bësse méi zum Schluss. Ech probéieren dann och hei, e bësse méi zu mengem Ofschluss ze kommen.

Ech mengen, et ass wichteg, an dat ass och d'Reckmeldung vum Secteur, dass déi Leit, déi d'Formation elo ofgeschloss hunn, déi also en Diplom an der Täsch hunn, gutt opgestallt sinn, dass se fachlech gutt am Bëtrib opgeholl ginn, dass een also u sech net ka soen, dass elo d'Qualitéit vun deene Schüler, déi mat Diplom erauskommen, net déi richteg wär, mä et ass ganz kloer esou - an dat ass och scho virdrun ugeschwat ginn -: Mir hunn e Problem vun ze

vill Schüler an Ongewëssheet, déi u sech eng grouss Zuel vu Moduller ugeheeft hunn an dann ebe keng Chance gesinn, fir déi ze evakuieren.

Mä och erëm eng Kéier: Wa mer d'Statistike wäerten eraushuelen, an duerfir brauch een e puer Joer, vun der Berufsbildung, vu Formationen, déi emol bis zum Schluss kommen, da sinn ech mer bal sécher, wéi mer dat 2014 gemaach hunn, dass leider oder awer des Ausbildung am Moment zu kengem besseren, awer och zu kengem méi schlechte Resultat féiert wéi 2008, mä dass mer awer de Virdeel hunn, dass mer méi no bei d'Fuerderunge vun der Berufswelt geréckt sinn an dass déi Leit an deem Sënn och méi Exigence vum Secteur u sech am Moment erfëllen.

Elo kommen ech dann zum Schluss.

Ech mengen, d'Schoul an d'Berufswelt sollen hei zesummeschaffen. An dat ass absolut esou erwënscht vun deem enge wéi vun deem anere Secteur. Wa mer elo déi Makroreform ugin, da soll a muss och op déi Secteure gelauscht ginn. Et muss e Mode fonnt ginn, fir dass d'Evaluatioun och zu engem gudden Ofschluss kënn, fir dass et transparent gëtt, och vis-à-vis vum Schüler a vun den Elteren, a virun allem dass déi Reform, déi mer da maachen, méi Chancen nach bitt fir eis Schülerinnen a Schüler, eis Léierbouwen a Léiermeedercher, fir eben an der Berufsbildung ze schaffen an domat awer eng gutt Aussicht ze hunn op en Job hei zu Lëtzebuerg respektiv eng weider Ausbildung.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschten a ginn den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beïssel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Anzia. Als nächste Riedner hunn ech den Här Fernand Kartheiser ageschriwwen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Madamm Presidentin, villmools Merci. Ech mengen, des Diskussioun kann ech nëmme mat enger gewëssener Modestie féieren, well ech sinn deen éischten Netenseignant aus dem Technique, mengen ech, oder ouni Berufserfahrung, deen elo zu dësem komplizéierte Projet muss Stellung huelen. Dat gëtt mer engersäits de Virdeel, méi eng grouss Distanz derzou ze hunn, op där anerer Säit natierlech net op jorelaang Berufserfahrung an deem dote Secteur kënnen zrëckzegräifen.

Meng Erfahrung kënn awer aus Diskussiounen, déi ech hei an der Chamber zënter 2009 matverfollegen iwwert déi do Reform an iwwer all déi Problemer, déi dermat verbonne sinn. An ech wëll mat engem politesche Constat ufänken, deen och an dem Text vun dësem Projet de loi eigentlech widderholl gëtt, well do geet jo dervu rieds, dass dat heiten néideg ass, fir „incohérences et déficiences“ ze besäitegen.

Et ass eng Reform - no all deene Jore mengen ech dat kënnen ze soen -, déi esou vill Feeler huet, esou vill Onduerchduechten, esou viles, wat ëmmer erëm Problemer veruersacht, well se einfach net genuch duerchduecht war, an datt mer iergendwéi ni müssen zu deem Punkt kommen, eng Kéier Tabula rasa ze maachen an dat Ganz nach eng Kéier op de Leescht ze huelen.

Ech mengen, och dëst Gesetz ass e Bewäis derfir, datt mer - et ass gesot ginn: „Gewurshchelt“, „Geflécks“ - net esou kënnen virufuehen, well an engem, mengen ech, si mer eis heibannen all eens: Dat ass, datt déi Formation professionnelle vun essenzieller Wichtigkeet ass. Ech mengen, mir als ADR a wahrscheinlech och vill anerer wellen einfach d'Handwerk opwäerten. Wa mer dat wëllen, da muss mer och de Courage hunn, eng Kéier de ganze Formationssystem vu Grond op ze iwwerdenken.

Mir hunn haut verschidde Vuen héieren an der Diskussioun, bis elo zum Deel widersprécklech, mä ganz kloer ass no allem, wat mer héieren hunn, datt de modulare System u sech muss iwwerduecht ginn, datt de kompetenzorientierten Unterrecht u sech muss iwwerduecht ginn, datt mer u sech müssen iwwerleeën, ob eng Bewäertung op Punkten net besser ass, fir dat erëm anzeféieren. Well all déi Kriticken zum Beispill géint d'Promotionsreglement an de Verglach mam Classique géife jo och net kënnen bestoen, wa mer am Classique och e modulare System hätten an et keng Punkte géife ginn.

Also, ech mengen, mir müssen einfach Gläiches mat Gläichem kënnen vergläichen an einfach an eise Schoulsystem Albewäertes, wat gutt Resultater bréngt, erëm no vir bréngen an ewechkomme vun enger ideologescher Siicht vun der Schoul, déi esou vill geschuet huet.

Et ass eng Schoulreform, wou och véier Parteien dra verfaange sinn heibannen. Et ass eng Reform, déi ugefaange gouf vun der Madamm

Delvaux, mengen ech, vun der Sozialistescher Partei. An all Koalitionspartner vun de Sozialisten an dësem Exercice ass mat verfaangen, inklusiv d'CSV, an enger Reform, déi sech awer vu Problem zu Problem viruschleeft. Och d'CSV hat dat hei matgestëmmt.

An haut muss ech soen, ech hu mech perséinlech... Ech wëll nu kee Reproche maachen, mä ech freeë mech driwwer, datt awer och eng Partei, déi dat an der Vergaangenheet matgedroen huet, elo esou vill Kritik oppe bréngt. An ech sinn iwwerzeegt, datt an enger nächster Regierungskoalition, wa sech bis dohinner näischt ännert, d'DP an déi gréng mat Kriticke komme géint eppes, wat awer kohärent ëmmer vun der LSAP vertruete ginn ass a wat einfach net fonctionnéiert an eise Schoulsystem.

Zu den eegenen...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Deen ale System huet och net fonctionnéiert. Duerfir huet d'Reform misse gemaach ginn.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Dann... Här Bodry, jo. Vlächtt hutt Der recht, mä fir eppes Schlechtes duerch eppes méi Schlechtes ze ersetzen, dat ass e politeschen Usaz, deen awer nëmme Ar Partei fäerdegbréngt.

► **Mme Simone Beïssel, Présidente de séance.** - Wann ech gelift, loosst den Här Kartheiser elo emol schwätzen! Loosst den Här Kartheiser elo emol schwätzen! Dir kritt d'Wuert duerno. Här Kartheiser, Dir hutt eleng d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Madamm Presidentin. Mir sinn als ADR - ech wëll hei soen - also elo konfrontéiert mat engem Projet, dee Reparaturarbechten hei proposéiert. An dann hu mer natierlech den Usaz... Deen éischten Usaz ass gutt. Et ass gutt. Mir denken un déi Betreffen, un déi Schüler. Mir müssen dat dote kënnen matdroen, fir datt net nach méi Problemer entstinn. Well all dat, wat mer hei... Mir schwätze jo net an der Politik hei an engem loftleere Raum, mä et si jo ëmmer déi Betreffen, d'Schüler, déi d'Leed droen, wa politesch falsch Décisionen geholl ginn. U sech hu mer also Sympathie fir alles, wat eigentlech elo déi konkret Problemer, mat deenen déi Schüler do befaasst sinn, wat deenen hir Problemer wéinstens ka kuerzfristeg léisen.

Mir sinn dofir d'accord mat der Introduktioun vun enger Visite médicale, mat enger besserer Berodung fir déi Leit, déi eng Validation des acquis professionnels wëlle maachen, och mat enger Revalorisation vum CCP duerch Certificat... also duerch den Acquis de... duerch eng Revalorisation vum CCP, pardon. Do hu mer iwwerall kee Problem dermat, mä, wéi gesot, et entbënt eis net vun där grundsätzlecher Pflicht, fir grundsätzlech nozedenken iwwert d'Formation professionnelle.

An dofir ass et ganz interessant, fir op déi Makroreform ze waarden. Well wa mer déi Chance kréien, eng Kéier d'Formation professionnelle vu Grond op nei ze denken, da muss et awer déi Kéier déi richteg Reform sinn. Mir müssen, an dat ass och gesot ginn, drun denken, datt bei der Formation du technicien och eng méi laang Formation och op méi héije Schoule soll méiglech sinn. An an dësem Gesetz ginn elo e puer Noutmoosnamen geholl, déi och Ulass zu Froen oder zur Kritik kënnen bidden. E puer sinn der scho virbruecht ginn.

Wa mer déi zäitlech Limitten do ewechhuelen, dann ass natierlech d'Fro: Wéi laang kënnen déi Kanner, déi Schüler an der Ausbildung, déi Jugendlech awer elo virumaachen? Ass et net am Interessi vun de Betriber, do Grenzen ze setzen? D'Chambre des Métiers huet vun engem Nivellement vers le bas geschwat, datt dat e Risiko kéint sinn, deen do entsteet. Dat heescht, och do brauche mer séier eng Antwort, wéi dann elo eigentlech déi temporär Grenze gezu solle gi vun där Berufsbildung.

Bei de Projets intégrés intermédiaires ass e ganz schwaacht Argument zitéiert ginn. Et ass gesot ginn, d'Atelieren an de Schoule wäer blockéiert. Wann dat en Argument soll sinn, fir d'Natur vun der Formation ze iwwerdenken, dann ass dat ganz schwaach. An et muss ee ganz sécher hei oppassen, datt een net e konzeptuellen Usaz zu enger bestëmmter Formation duerch reng organisatoresch Problemer a Fro stellt.

Dann ass natierlech déi Fro, datt dat Gesetz, wat eigentlech soll nëmme Reparaturarbechte maachen, doriwwer erausgeet, et selwer erëm Neierungen aféiert, wéi de Projet intégré final fir d'Formation professionnelle de base oder och d'Suppression vun Interdependenz, Progressivitéit a Chronologie tëschent de Moduller, wat e grouse Wiessel ass par rapport zu der Reform vun 2008. Et ass also d'Fro: Gëtt hei net awer schon enger Gesamtreform virgegraff, ouni datt mer iwwert déi konnten diskutieren?

Mir sinn och derfir, datt mer mat de Berufskummeren a mat anere Partner esou intensiv

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries

Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

wéi méiglech zesummeschaffen. Dat gesot, hu mer eben déi Fro, déi mer eis elo musse stellen: Wéi stelle mer eis als politesch Partei, als Oppositionspartei zu deem heite Projet, wou mer wëssen, datt et nëmme, alt erëm eng Kéier nëmme no Instructions ministérielles, déi schonn 2014 an 2015 geholl gi sinn, mengen ech, e Versuch ass, fir déi Reform vun 2008 erëm e Stéck iwwert d'Distanz ze retten?

Mir wëllen hei dofir ganz kloer soen, datt mer alles, wat deene Betreffene kann hëllef, prinzipiell ënnerstëtzen. Et wär awer falsch, fir dëst Gesetz ze stëmme, well dat Signal, wat mer politesch wëlle ginn, dat ass dat, datt dës Réforme professionnelle vu Grond op muss iwwerducht ginn, muss iwwerschaaft ginn. A fir dat ze betounen, wäerte mer och dëse Versuch, dat Gesetz nach eng Kéier iwwert d'Distanz ze retten, net ënnerstëtzen. Mir brauchen einfach e ganz neien Usaz, eng nei Reform.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Kartheiser. Als nächste Riedner hunn ech den Här David Wagner ageschriwwen. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Madamm Presidentin. Wéi dat och scho gesot gouf: Virun eppes méi wéi hannerhallwem Joer hate mir am Kader vun enger Interpellatioun, déi vum Justin Turpel ugefrot gi war, hei an der Chamber eng länger Debatt iwwert d'Formation professionnelle. An deemools gouf dann och vum Här Turpel an och vun anere Riedner eng Bestandsopnam mat all den Onzouilängelechte vum der Reform vun der Formation professionnelle vun 2008 gemaach, déi eiser Meenung no och eng grondleeënd Reform vun der Berufsausbildung noutwendeg maachen.

Et gouf och permanent... An et gouf och gesot a gefrot, fir iwwerhaapt Statistiken ze kréien, e Bilan ze kréie vum Ministère, deen ni mat der Reform vun 2008 erauskomm ass. A mir hu jo gesinn, de leschte Weekend, u sech e Freiden, hu missen den OGB-L, d'OGJ an d'UNEL eng Pressekonferenz maachen a wéinstens schonn déi éischt Statistiken, déi hinnen zur Verfügung louchen, ebe presentéieren. An déi waren natierlech relativ katastrofal; also déi Statistiken, déi de Commerce an d'Verwaltung uginn. Mir hunn dofir nach ëmmer kee Verständnis, oder vläicht kënne mer awer novollzéien, firwat mat dësem Bilan ëmmer gewaart ginn ass, deen awer schonn hätt kënnen zënter enger Partie Jore gemaach sinn.

De Minister war deemools och der Meenung, datt d'Formation professionnelle virun allem un organisatoresche Problemer géif leiden an och un enger ze schwaacher Orientéierung vun der Demande vum Aarbechtsmaart. Eng Reform gouf dann och ugekënnegt an déi ass natierlech dann och ugepeilt; déi grouss Reform fir 2017, déi wäert néideg ginn. Mir hoffen och, datt se wierklech an eng awer staark - a villen Hisiichten - aner Richtung geet, wéi déi Reform vun 2008 wuelverstanen.

Och wann de Regimm äusserst perfektibel war virun 2008, heescht et net onbedéngt, datt een et nach verschlimmbessert duerch eng Reform, déi zwar vu jiddwerengem hei an der Chamber ugeholl ginn ass, ausser deene Gréngen, mengen ech. Souwäit ech mech erënnere kann, hu se déi Reform, zu Recht d'ailleurs, net matgestëmmt.

► **Une voix.** - Mir hunn eis enthalen.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Dir hutt lech enthalen. An dat war och net falsch. A mir hoffen dann an deem...

(Interruption et hilarité)

Da gesi mer och... Jo.

(Interruption)

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Wann ech gelift, e bëssen Disziplin!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Deemools ware mer nach gutt!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Dir kommt och eng Kéier un d'Rei.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Ech weess emol guer net, wou ech dru sinn. Hei steet einfach Null, wéi wann ech... Ech hunn nach net geschwat, Madamm Presidentin.

(Hilarité)

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Fuert Dir roueg virun!

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Voilà. Merci. Mä d'Maschinn geet net.

(Brouhaha et interruption par la présidence)

Also, no eiser Meenung: Wou misst een no der Berufsausbildung usetzen? Mir haten dat scho gesot.

(Interruption)

Voilà. Wivill hunn ech nach? Dräi Minuten.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Här Wagner, Dir hutt eleng d'Wuert. Loosst lech net dekonzentrieren!

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Mir hunn nach dräi Deeg auszehalen. Ech sinn och e bësse midd.

(Hilarité)

Also, mir sinn der Meenung, datt een eng déif gräifend Reform misst maachen. Mir haten dat och schonn an der Interpellatioun rappeléiert. Do waren e puer Saachen, déi mer rappeléiert haten. De Cycle inférieure, dee muss opgewäert ginn. Nëmme wann d'Ufuerderung vun Ufank un e gewëssenen Niveau hunn, kann assuréiert ginn, datt den Niveausënnerscheid an der Berufsausbildung net ze vill héich ass a fir Schüler en Hindernis gëtt.

D'Dixième, si mer der Meenung, soll fir all Schüler à plein-temps sinn, well mat 15 oder 16 Joer sinn déi mannst a Wierklechkeet iwwerhaapt prett fir an e Betrib. Déi néideg Mëttele mussen dann natierlech och zur Verfügung gestallt ginn, fir de Rattrapage scho fréizäiteg während dem Joer unzefänke mat individuellem Appui.

Och bei de Projets intégrés, de Projet intégré intermédiaire an de final: Déi néideg Ressourcen, déi mussen do opgestockt ginn, fir datt dës Instrumenter kënnen funktionéieren. D'Fächer soll een och esou gestalten an ubidden, datt den Iwwergang op d'Héichschoulausbildung dann natierlech och erméiglecht a favoriséiert gëtt. An an deem Zesammenhang si mer och der Meenung, datt d'Formation vum Technicien kéint och zréck an de Régime technique goen.

An natierlech och: D'Orientéierung muss aneschtters gestalt ginn. Et kann een net vu Schüler op enger Neuvième erwaarden, datt se wëssen, wat si an hirem Liewe maache wëllen. Do kommen ech erëm op eis Marott zréck, wou ech och schonn d'lescht Woch konnt drun erënneren: datt ee muss d'Schoul an d'Orientéierung fundamental erëm iwwerdenken a Richtung vun engem Tronc commun. Et gi vill Modeller, et gëtt net nëmme een, mä op jidde Fall de Prinzip, un deem muss ee festhalten.

Dat Gesetz also, déi kleng Modifikatioun oder déi kleng Modifikatiounen, déi awer net esou kleng sinn, déi mer haut musse stëmme, ginn

evidenterweis net esou wäit. Dat soll dann e bësse méi spéit kommen. D'Maximaldauer vum DAP a vum CCP, déi bis elo op véier Joer beschränkt war, gëtt ofgeschaaft. Mir mengen, datt dat eng gutt Saach ass.

Mir sinn net der Meenung awer, datt de Projet intégré intermédiaire ofgeschaaft sollt gi bei de Vollzäitformatiounen. Dat ass e Schwaachpunkt. Datt d'Schüler eng obligatoresch Visitt beim Dokter hunn, fir scho fréizäiteg feststellen, a wat fir eng Formatioun se kënnen goen, mon dieu, domadder kann een och liewen. Ech mengen, dat ass och éischer eng gutt Saach, an och natierlech de Service d'accompagnement, dee soll kreéiert ginn - deen awer och funktionéiere soll! -, ech mengen, dat ass och nach eng gutt Saach.

De Minister huet och dës Woch nach als weider Modifikatioun an als Reaktioun u sech ugekënnegt, datt de Rattrapage am September fir d'Commerce-Schüler erëm ugebuede gëtt, ee Joer méi spéit dann och nach fir d'Technikerformatiounen. Dat begrëisse mir. Dat hätt missen eendeiteg méi fréi geschéien. An dat soll natierlech net nëmme, wéi dat och scho gesot gouf vun der Madamm Hansen virdrun, sech op déi Schüler do beschränken.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Fir awer beim Gesetz ze bleiwen: Verschiddener vun den Annerunge fanne mer gutt an ënnerstëtze mer - anerer manner -, eben déi Saach mam Contrôle médical, dem Service d'accompagnement, mä déi deelweis Ofschaffung vum PII gesi mer awer ganz kritesch, besonnesch d'Begrënnung derfir. Well et ka jo net sinn, datt en Instrument, wat allgemeng awer also vu jiddwerengem um Terrain als ganz sënnvoll a wäertvoll ugesi gëtt, ofgeschaaft gëtt, well d'Ressourcen an d'Infrastrukturen anscheinend net do wieren! Wann een d'Berufsausbildung wierklech wëllt verbesseren, da suert een derfir, datt déi néideg Mëttele zur Verfügung gestallt ginn.

Hei gëtt einfach eppes ofgeschaaft, an ech behaapten emol, datt dat och net - an ech sinn net deen Eenzege, deen dat behaapt, ech mengen, och d'Enseignanté behaapten dat -, datt dat net zum Virdeel vun de Schüler ass.

D'Ofschaffung och vun der Maximaldauer vun der Formation professionnelle an dem Technicien mécht an eisen Ae Sënn. Engersäits natierlech, fir déi Benodeelegung par rapport zum Secondaire an zum Secondaire technique opzehiewen, awer och, well d'Organisatioun vun den Ausbildungen, déi maximal festgeschriwwen Dauer et deelweis immens erschweiert, fir all déi Moduller eben och nach nozehuelen.

Fir eis also ass de Contenu vun dësem Projet de loi mitigéiert. Dofir wäerte mer eis och enthalen, dat och en vue vun der richteger Reform, déi d'Regierung da jo och fir 2017 ugekënnegt huet, fir da wierklech grondleeënd Annerungen anzeféieren, wou mer eis op déi Diskussiounen natierlech och freeën. Dat heescht, mir wäerten op jidde Fall nach déi Diskussiounen begleeden. A wéi gesot, mir enthalen eis wéinst eisem mitigéierten Avis.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Do mat si mer um Enn vun eisen Diskussiounen ukomm. An d'Wuert huet direkt den Här Éducatiounsminister, den Här Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, ech hunn 20, neen, 15 Minuten. D'Madamm Hansen huet 30 Minutte laang all méiglech Saache mer reprochéiert an engem un de Kapp gehäit! Ech bräicht dat Duebelt, fir dat kloerzestellen an dann eigentlech zum Thema ze kommen, soudatt ech mech do alt e bësse méi kuerz muss faassen.

Ech wëll awer vläicht nach eng Kéier op eppes agoen: Wann hei gesot gëtt, d'Regierung hätt zwee bis dräi Joer getrentelt, ier mer hei iwwerhaapt eppes ënnerholl hätten! Also ech weess nach, wéini ech vereedeegt gi sinn. Dir misst et och wëssen. Ee vun deene Schlüsselen, déi ech iwwerholl hunn, Madamm Hansen, hunn ech vun lech iwwerholl, soudatt ech net mengen, datt mer hei getrentelt hunn. D'Chamber misst och wëssen, wéini hei e Gesetzesprojet déposéiert gouf - et war den 18. Januar 2015, also ee Joer nodeems ech vereedeegt gouf -, fir dee System méi déif gräifend mat dësem Projet de loi - awer nach net déif gräifend genuch, hunn ech och scho ganz kloer dee Moment hei gesot - kënnen ze reforméieren an ze adaptéieren.

Jiddweree weess hei, wat d'Ursache sinn, firwat aus deem Projet de loi näischt ginn ass, näämlech déi Verfassungsinterpretatioun, déi de Conseil d'État gemaach huet. Datt mer haut nach ëmmer an där Situatioun sinn, misst och

jiddweree wëssen, well virun e puer Deeg d'Chamber érischt den éische Vott iwwert déi Verfassungsännerung do geholl huet. An ech denken, dat misst awer jiddwerengem bewosst sinn, datt mer an där doter Situatioun net aneschtters konnten handelen. Mir haten déi éischt Annerung ugestriift fir d'Schouljoer 2015 a '16, well mer gesinn hunn, datt mer mat deem éische Gesetz net géifen duerchkommen.

Duerch déi Verfassungsinterpretatioun hu mer du gesot, da maache mer et d'nächst Joer, fir '16-'17. Genau dat steet haut hei um Ordre du jour! A genau esou kënnen mer et dann am September an de Schoulen an an deenen eenzelne Formatiounen ulafe loosse, wa mer haut hei d'Zoustëmmung kréien.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Ech wëll och nach eng Kéier soen, datt ech ëmmer kucken, alles a mengem Kalenner fräizeschöpfen, wann et nëmme geet, fir an d'Chamberskommissiounen ze kommen! Ech kommen och moies um siwen, wann et muss sinn.

(Interruption)

Majo, jo! Ech hunn ni eng Demande refuséiert, fir an d'Chamberskommissioun ze kommen, zu egal wat fir engem Sujet. Ech merken, datt ech bäl dee Flexibelsten do sinn, fir bei mengem Kalenner do Plagë fräizekréien. Wann ech emol eng Kéier soen: „Kënnen mer eng hallef Stonn éischer ufänken?“, da sinn net ech et, mä da sinn et ganz anerer, déi do da Problemer hunn! An ech mengen, et sinn net déi professionell Obligatiounen, déi se dovunner ofhalen. Also mengen ech och, et ka kee mir hei reprochéieren,...

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Mir hunn am Dezember gefrot gehat!

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - ...ech wëll net an d'Chamberskommissioun kommen, fir hei iwwert d'Formation professionnelle oder iwwer soss iergendeppes aneschtters ze diskutéieren!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Mir maachen hei dat, wat jo mëttlerweil sech dann allgemeng an d'Terminologie ageschlach huet, eng „Mikroreform“, woubäi, wann een d'Promotionsreglement jo mathält, bezweifelen ech, ob et wierklech eng Mikroreform ass. Well do ännere mer eppes Substanzielles!

Mir féieren erëm d'Notioun vun enger „promotion annuelle“ an an der Formation professionnelle, well dat effektiv ee vun deenen zentrale Punkten ass, wou ech denken, datt mer den Apprentien, de Schüler net déi Fräiheet kënnen ginn, déi se vläicht haut hunn, wou mer dovunner ausgeange sinn, datt se sech quasi selwer duerch déi ganz Formatioun do kéinte guidéieren - datt se, och wa se d'Moduller aus dem éische Joer net réusséiert hunn, awer kënnen an darselwechter Branche, an deemselwechte Fach am zweete Joer d'Moduller scho kënnen ufänken an esou weider -, a wou duerno eng Situatioun entstanden ass an de Schoulen, wou all déi Module-de-rattrapagen net méi konnten organiséiert ginn a mer do-duerjer och hu missen déi Formatioun zäitlech jo verlängeren.

Dat hu mer zweemol iwwer Instruction ministérielle gemaach. Ech hunn zweemol ganz kloer och an der Effentlechkeet gesot, datt ech e bësse Bauchweéi awer dobäi hunn, iwwer Instruktionsdozente ze fieren, an datt mer näämlech eng gesetzlech Annerung bräichten, déi mer dann endlech haut kënnen kréien.

Do, denken ech, ass dat awer schonn e substanziellen Agréff. Mir maache jo net nëmme eng Promotion annuelle an deem Sënn, datt een e gewëssene Prozentsaz vu Moduller muss gepackt hunn, fir d'Moduller vun deem Joer drop kënnen unzefänken. Mir maachen och e Bilan intermédiaire, fir eben ze soen: „Esou vill Moduller muss de gepackt hunn, fir déi zweet Halschent vun der Formatioun unzefänken. An déi Moduller, déi s de an der éischer Halschent net gepackt huet, déi sinn dann och guttgeschriwwen“, soudatt een der net ze vill herno bis zum Schluss vun der Formatioun matschleeft an dann och op eemol an den onméigleche Situatiounen ass.

An do ginn ech ville vun deenen, déi hei den aktuelle System awer hannerfrot hunn, net ganz onrecht: Fir zum Beispill da während engem Joer nach e puer Moduller just nozemaachen an datt een eigentlech fir de Rescht

als Tourist an der Schoul oder ronderëm d'Schoul nach optaucht, eng Distanz zur Schoul an zum Léierprozess gewénnt, an da menge mer herno beim Ofschlosssexamen, dee mer jo hei PIF nennen, dat wär dann eigentlech eng optimal Preparatioun dorobber. Dat kann et effektiv net sinn!

Et ass gefrot ginn, ob mer Simulatiounen gemaach hätten. Jo, mir hunn der gemaach. Mir hu bei eenzelne Schoule gefrot, fir eenzel Formatiounen gefrot. Et ass allerdéngs net konkluant, éischts well et pro Formatioun aneschtens ass, CCP, DAP an Techniker, zweetens pro Gebai dann och aneschtens ass, pro Ausbildung och nach aner Resultater mat sech bruecht huet, a virun allem, well et jo hei net dréms geet, elo Schüler entweder duerch Ännerunge vun de Promotiounsregele méi schnell virun oder manner schnell virun ze loossen.

Et geet virun allem hei dréms, datt mer de Schüler eng ganz kloer Orientatioun ginn, wat si muss leeschten, fir kënnen weiderzefueren, wat ee schon am éischte Joer vun der Formatioun muss Opweises hunn, wéi vill Prozent vun de Moduller ee muss réusséiert hunn, fir d'Moduller vum zweete Joer kënnen unzefänken.

An do muss jo awer och eng Reaktioun vun der Säit vun Schüler kommen, soudatt mer net nëmme kënnen kucke beim aktuelle System, dee jo do extrem Fräiheete gëtt: Wien hätt dat doten elo gepackt? Mä mir muss kucken: Wéi reagéieren d'Schüler elo dorobber? Duerfir wëlle mer jo méi enk Barrieren erëm anzéien an dee System vun der Formation professionnelle, fir de Schüler besser ze guidéieren, em och selwer eng gewëssen Disziplin opzëerleeden an duerno besser virunzecommen.

No der Mikroreform, mengen ech, si mer eis jo alleguerten eens, an dat hu mer hei bei der Interpellatioun vun deene Lénke virun annerhallwem Joer och scho kloer gesot, brauche mer dann dat, wat elo méttlerweil da Makroreform genannt gëtt.

Ech denken, datt mer do nëmme Succès kënnen hunn, wa mer, aneschtens vläicht wéi et 2008 de Fall war, d'Partner mat op de Wee kréien. Do ginn hei ganz oft als déi natierlech Partner d'Berufskummere genannt. Dat ass ganz kloer. Ouni déi gëtt et keng Reform, ouni déi gëtt et keng Formation professionnelle.

Mir mussen awer och d'Akteuren an de Schoulen, d'Direktiounen, awer och d'Enseignanté mat kréien. Ech kommen haut nach a Gebaier eran, wou dat Éischt, wat d'Enseignanté mer soen, ass: „Dee System do, dee kann net fonctionnéieren!“ Wa mer näischt en place setzen, wou d'Enseignanté selwer dru gleewen, datt et geet, da kann et net réusséieren.

Mir mussen och d'Akteuren an de Betriber mat op de Wee huelen. Och d'Patronen oder déi, déi an de Betriber fir d'Formatioun zoustänneg sinn, mussen do sécherlech och agesinn, firwat de System esou gestréckt ass, wéi e gestréckt ass.

Et brauch och kee mer hei ze soen, ech géif d'Berufskummeren net gesinn. Ech hu se an deene leschte véier Deeg zweemol gesinn, fir hei iwwert dës Thematik ze schwätzen. An ech wäert se och an der noer Zukunft nach begéien. Deen Dialog, dee klappt. Mir hunn déi Consultatiounen och strukturéiert iwwer Comitéen, déi mer erëm beliebt hunn, déi eigentlech effektiv iwwer laang Zäit net esou fonctionnéiert hunn, wéi se hätte misse fonctionnéieren. An do kucke mer, déi Consultatiounen wierklech permanent ze maachen an Hibleck vun enger Makroreform.

Ech géif awer och do soen, Här President, datt mer d'Chamber méi enk solle mat abannen. Ech wäert duerfir en Débat de consultation uffroe fir den Hierscht hei iwwert d'Formation professionnelle. Ech hätt näämlech och gären, datt d'Berufskummeren, datt d'Gewerkschaften, d'Enseignantsgewerkschaften an aner, datt och d'Fraktiounen hei am Parlament sech kloer äusseren zu deem, wat dann eng Makroreform muss sinn, an datt mer dat hei och eng Kéier diskutéieren.

Ech si gäre bereet, als Ministère, do och éischt Virschléi ze maachen. Ech denken, do sollte mer eis awer och, éier et zu engem Dépôt vun engem Gesetzesprojet kënnt, hei eng Kéier échangéieren, an dat an engem Débat de consultation maachen, wat jiddwerengem heibannen d'Geleehheet gëtt. An d'Energie schéngt jo richteg do ze si bei jiddwerengem hei. Duerfir huelen ech jo un, datt jiddwerengem och deementspriedend konstruktiv Propositiounen op den Dësch wäert leeën, fir déi mat an d'Diskussioun och nach kënnen afléissen ze loossen.

Ech wëll vläicht e puer Saachen, Här President, nach richtigstellen, näämlech: Dat, wat mer jo fundamental elo mam Gesetz hei änneren, dat ass, datt mer eng illimitéiert Durée vun der Formatioun aféieren, obscho mer déi awer gläichzäitig ageschränkt hunn, well mer wëssen, datt do de Conseil de classe bei engem Schüler, wou keng Perspektiv do ass, datt deen dann iergendwann och eng Kéier seng Moduller zsummekritt, datt deen natierlech eng Reorientatioun, ech géif net nëmme soen, kann ausschwätzen, mä muss ausschwätzen am Interessé vun deem Schüler.

An ech denken eigentlech och, datt dat de richtige Wee ass, d'Responsabiliséierung vun Conseil de classe, well keen aneren a sécherlech net hei d'Chamber - ech wëll lech elo hei net an Ärer Uerteelskraaft erofsetzen -, mä ech denken, datt keen anere wéi déi, déi all Dag mam Schüler zsummeschaffen an der Schoul, besser kéint beuerteelen, ob do eng Perspektiv besteet oder net. Duerfir eng Responsabiliséierung vun Conseil de classe.

Ech warnen och elo, hei eng maximal Limitt nees anzesetzen. Duerfir wëlle mer elo keng per Gesetz hunn - well da géifen direkt nees nei Härtefall optauchen, spëtstens dann, wann déi erreicht wär -, soulaang virun allem de System op anere Plazen, duerch zum Beispill déi nei Auswierkung a positiv Auswierkung vun deem neie Promotiounsreglement a vun anere Mesuren, déi nach mussen kommen, soulaang déi net geholl sinn.

Wat de Projet intermédiaire ubelaangt, do ass et äänlech. Jo, bei der Formatioun fir déi, déi plein-temps an der Schoul sinn, do schafe mer e per Gesetz of, awer gläichzäitig gi mer och do den Équipes curriculaires d'Méiglechkeet, en äänlech erëm eng Kéier ze definéieren, andeems se en Testmodull definéieren, deen d'selwecht fonctionnéiert wéi déi aner Modullen an deen dann och muss réusséiert ginn. Wann do d'Équipes curriculaires wierklech der Meenung sinn, datt esou eng Épreuve, wéi de PII se dann duerstellt, noutwendeg ass, da solle si och dat erëm eng Kéier iwwer e Modull kënnen definéieren.

Ech wëll nach kuerz vläicht op dat agoen, wat och elo an der Diskussioun ass, näämlech de Projet intégré final, ob et do gutt ass, wann ech deen net réusséiert hunn, ob et da wierklech noutwendeg ass, datt ech quasi een halleft Joer muss waarden, bis ech dann eng zweet Chance kréien.

Ech war eigentlech nach ëmmer der Meenung, datt et net gutt ass, virun allem fir déi Formatiounen, déi virdrun am Régime technique waren, näämlech d'Technikerformatioun, wou ee jo, wéi mer dat alleguerten kennen, e konventionellen Noexamen konnt maachen, an elo op eemol, well déi Formatioun eriwwergeréckelt ass an d'Formation professionnelle, dat dann net méi gaangen ass an een dann de Projet intégré final am Januar, Februar vum Joer drop huet misse maachen. Wuel hat ee vläicht Zäit, fir dat eent oder anert nach eng Kéier opzeschaffen. Op där anerer Säit war awer e ganz Joer scho verluer.

Déi, déi duerno, an déi Méiglechkeet besteet jo awer, weider wollten eng Formatioun maachen op enger Héichschoul oder an engem BTS oder soss anzwousch, déi hunn e ganz Joer verluer gehat a konnten och mat deem zweeten hallwe Joer do net méi ganz vill Gescheites ufänken. Duerfir huet dat mech nach ëmmer gestéiert.

Ech muss awer och soen, datt, wann ech d'Questions parlementaires beäntweren, ech do fir d'Alleréischt emol meng Servicer consultéieren. Mir waren deemools net enger Meenung. Ech hunn och meng Responsabilitéit, wat d'Direktioun vun deem Service ubelaangt, jo méttlerweil geholl. Ech mengen, dat dierft jo eigentlech och kengem entgaange sinn.

Mir hunn elo decidéiert, alles ze maachen, fir am Hierscht bei der Technikerformatioun vum Technicien administratif et commercial esou en - téschent Guillemets - „Noexamen“ ze maachen, dat heescht, eng zweet Sessioun fir de Projet intégré final unzebidden an déi zäitlech esou unzebidden, datt souwuel nach kuerz Zäit an der Schoul ass, fir de Schüler drop ze preparéieren, mä datt en awer matzäiten nach säin Diplom ka kréien, fir och an deem lafende Schouljoer, am September nach an eng Formatioun, eng uschléissend Formatioun eranzekommen, wat eis wichteg ass.

A mir wëllen och deeselwechte Wee aschloe fir déi aner Formatiounen, dat duerno. Elo kann een natierlech soen: Firwat net alleguerten déi doten direkt? Fir dann ze soen: Jo, dann den Techniker och net. Well mer et net fir se alleguerten kënnen maachen, maache mer et fir keen. Ech denken, dat wär och net gerechtfertegt. Duerfir, do léiere mer dovun, wa mer et elo fir den Techniker maachen. An da gesi mer, wéi et ka fonctionnéieren duerno fir all déi aner. An da kënnen mer jiddwerengem duerno déi Méiglechkeet do erëm ubidden.

Här President, dat sinn déi Hauptpunkten, déi ech nach eng Kéier wollt kloer ënnersträichen. Mir sinn eis alleguerten bewosst, a sécherlech de Ministère un éischer Stell, datt et mat deenen Adaptatiounen hei net duergeet, datt mer weider müssen un der Reform vun 2008 reforméieren.

Ech warnen awer och do virdrun, fir alles radikal erëm ze änneren, fir alles mateneen a Fro ze stellen. Ech warnen och wierklech virdrun, fir ze soen: Elo maache mer eng grouss Makroreform an déi trëtt een Dag bei enger Reentrée a Kraaft. Well dann ass dat sécherlech net garantiert, wat ech awer hei als eng noutwendeg Konditioun geschildert hunn, näämlech d'Akteure mat ze kréien an den Entreprises, an de Schoulen, och d'Enseignanté mat op deen dote Wee ze kréien.

Duerfir fannen ech et eigentlech ganz gutt, datt mer elo schon op engem Kärelement, wat d'Promotioun ubelaangt an och de Bilan intermédiaire ubelaangt, iwwert dat Reglement eng Neierung aféieren, wat sécherlech schon, wat d'Organisierbarkeet vun der ganzer Formatioun an de Schoulen ubelaangt, e grouse Schratt no vir wäert sinn, éier mer dann duerno un aner Ofännerunge vun der ganzer Formatioun kommen.

A mir sollen awer och wëssen, datt munches Zäit wäert brauchen. Ech si ganz d'accord zum Beispill mat deenen, déi soen, déi Moduller, déi gesinn esou ënnerschiddlech aus, déi Moduller, do kënnen mer eigentlech mat deene Regeln, déi mer hunn, fir dann d'Promotioun ze organiséieren an ze definéieren, net alles iwwer ee Leescht zéien. Mä mir wëssen hoergenee, an ech mengen, jiddwereen, a virun allem déi, déi awer och scho vu bannen dee System do eng Kéier kenne geléiert hunn, missten eigentlech wëssen, datt een déi Moduller do net vun haut op muer erëm geännert kritt.

Wann een do gären eng gewësse méi grouss Uniformitéit hätt téschent de Contenu vun de Moduller, téschent der Zuel vun de Moduller pro Formatioun, muss ee wëssen, datt dat awer erëm eng Kéier eng richteg Fläissarbecht ass. An déi résele mer net aus dem Aarm, virun allem net, wann et eng qualitativ héichwäerteg Aarbecht soll sinn. Duerfir schrittweis reforméieren, weider driwwer nodenken a breet consultéieren. Dat ass esou, wéi ech gedenken, virunzefueren.

Villmoos Merci!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Minister, erlaabt Der, datt d'Madamm Hansen nach eng Kéier intervenéiert?

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Ech erlaben der Madamm Hansen bal alles, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An Dir hutt selbstverständlech all Zäit, déi Dir braucht.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Merci, Här President. Merci, Här Minister. Ech wëll just nach eng Kéier op de Rattrapage vum Projet intégré final vun der Division administrative et commerciale agoen.

Also, éischts ass dat hei jo awer eng Äntwert, déi ech vum Minister ënnerschriwwen kritt hunn, soudatt ech net denken, datt dat elo eng vum Direkter vum Service vun der Formation professionnelle ass, ouni datt de Minister domadder averstane war.

A well an där Äntwert awer wierklech drasteet, datt et fir déi hei Formatioun keen Ënnerscheid gëtt zu deenen anere Formatiounen, da froen ech awer nach eng Kéier - et gi jo och nach aner Techniker, déi wëllen och gären eventuell op d'Uni goen a studéieren goen -: Wann et hei méiglech ass, firwat dann net wierklech, am Sënn vun der Gerechtegkeet, dann och fir déi aner Techniker? Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Minister!

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Jo, ech denken, datt ech op déi dote Fro ausräichend geäntwert hunn, datt mer elo zwee Méint do virdru scho stinn, datt dat doten eng Heedenaarbecht ass, fir dat ze organiséieren an eise Schoulen, datt ech just eng Formatioun gesinn, wou et méiglech ass, näämlech fir déi doten. An duerfir maache mer et fir déi doten. A wa mer et da ronbréngen am September, do eng zweet Sessioun ze organiséieren, léiere mer alleguerten dorauer.

Dir, denken ech, kënnt lech gradesou gutt virstelle wéi munnech anerer heibannen, wéi schwierig et ass, an de Schoulen iwwert déi nächst zwee Méint dat doten ze mobiliséieren, déi Leit ze fannen, déi dat doten alles wäerten droen an deem enken Zäitraum och herno am September: näämlech genuch Zäit nach ze loossen, fir sech kënnen drop ze preparéieren,

well soss huet et näämlech net ganz vill Wäert, an no hannen awer och net ze vill Zäit ze brauchen, fir datt een nach eng Uschlossformatioun duerno kann ufänken.

Alles dat si Contrainten, déi sinn nun awer emol ebe ginn. An déi wëlle mer elo kucken, fir datt mer déi meeschtere fir déi Technikerformatioun, fir den Administratif et commercial, an dann duerno an deem Joer drop fir déi aner. An da muss een och sécherlech nach eng Kéier driwwer diskutéieren - mä dat ass dann éischer och en Thema fir d'Makroreform -: Wéi ass et mat den DAPen?, ob mer do net äänlech lwwerleunge mussen maachen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci, Här Minister.

Ech wollt just eng Präzisioun maachen zu der Fixatioun vu Kommissiounssätzungen. Ech mengen, d'Chamber huet an der Fixatioun vu Kommissiounssätzungen eng ganz grouss Flexibilität, och heiansdo vläicht ze vill Flexibilität, wa Chamberskommissiounen ausserhalb vun deene Plage-fixé sinn.

Ech wollt awer soen, dass, wann aus iergendengem Grond eng Kommissiounssätzungen net kann zustane kommen, aus dësem oder deem anere Grond, dass d'Plaz, fir dat ze mellen, hei ass. An an der Conférence des Présidents kënnen mer da jiddefalls jiddwerengem Satisfaktioun ginn, dass d'Kommissiounssätzungen, déi solle stattfannen, och wäerte stattfannen. D'Chamber ass esou flexibel, dass, wann de Minister dat freet, d'Kommissiounssätzungen innerhalb vun engem Dag oder souguer heiansdo innerhalb vu manner Periode kënnen festgeluecht ginn. Also, wann et eng Kéier net sollt zu där Flexibilität kommen, wou ech awer dovun iwwerzeegt sinn, dass se do ass, dann hëllefe mer ganz gär, fir déi Flexibilität ze kréien.

Voilà, dat gesot si mer um Enn vun eisen Diskussiounen ukomm. An ech géif dann d'Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6986 lancéieren.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6986 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

De Projet de loi 6986 ass mat 32 Jo-Stëmmen, 26 Nee-Stëmmen, bei 2 Abstentiounen ugehol.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Boffering, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lambert, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par Mme Octavie Modert), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

An ech froen dann, ob d'Chamber bereet ass, d'Dispens ze ginn.

(Assentiment)

Merci. Da gi mer emol dovun aus, dass dat mat deemselwechte Resultat decidéiert ass.

Merci villmoos.

A mir géifen dann zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6957 betreffend de Rekrutement vun Enseignantent am Postprimaire. An d'Wuert huet elo de Rapporteur, den Här Gilles Baum.

8. 6957 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement postprimaire,

2. de la loi modifiée du 1^{er} décembre 1992 portant 1. création d'un éta-

blissement public pour le développement de la formation professionnelle continue et 2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue,

3. de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique,

4. de la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2^e Chance,

5. de la loi modifiée du 22 mai 2009 portant création a) d'un Institut national des langues; b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise,

6. de la loi modifiée du 27 mai 2010 portant

1. modification de la loi du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique;

2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

3. modification de la loi du 9 juillet 2007 portant 1. création d'un lycée à Luxembourg-Dommeldange; 2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

4. abrogation de la loi du 10 août 1991 portant

1) création de la fonction d'instituteur d'économie familiale;

2) modification de la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire;

3) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

4) modification de la loi du 6 septembre 1983 portant a) réforme de la formation des instituteurs; b) création d'un Institut supérieur d'études et de recherches pédagogiques; c) modification de l'organisation de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

► **M. Gilles Baum (DP), rapporteur.** - Villmools Merci, Här President. De Libellé vum Gesetz 6957 ass zwar ellelaang, bal eng ganz Säit, ech probéieren lech dat awer elo hei kuerz a knackeg duerzeleeën.

Här President, Kollegeinnen a Kollegen, dese Projet de loi ass am Kader vum Bologna-Prozess ze gesinn, dem Schafe vun engem regelrechten europäeschen Enseignement-supérieurs-System. Am Joer 2010 lancéiert duerch d'Deklaratioun vu Wien-Budapest, huet dese System zum Ziel, en Angebot vun Unisdiplomeren anzeféieren, déi liicht erkennbar an och liicht vergleichbar sinn. D'Mobilitéit vun de Studente soll geféiert ginn an en Enseignement vun enger ganz heijer Qualitéit muss ugebuede ginn.

Dese Prozess fonctionnéiert méttlerweil an 48 Länner an ass e richtegen Erfolleg, en Erfolleg vu grenziwwerschreidender Zesummenaarbecht um Gebitt vum Enseignement supérieur, an dréit elo scho seng éischt Friichten. Et ass esou, dass et ville Studenten elo méiglech ass, am Ausland ze studéieren, ouni awer missen ze fäerten, dass hir Diplome heiheem zu Lëtzebuerg net unerkannt ginn.

Säit enger gewëssener Zäit scho bidde vill Héichschoulen net nëmme méi déi klassesch Filiären un, mä si favoriséieren eng Diversifikatioun, eng Flexibilisatioun an hirer Offer. De Fakt, dass d'Unien ëmmer méi Studenten unhuelen, fir hire Master ze maachen, déi vun anere Filière kommen, sous Condition, dass déi viregt Studien a Relatioun sti mat deem ausgewielte Master, ass natierlech eng logesch Suite do dervunner.

E Student, deen e Bachelor gemaach huet, kann also duerno tëschent enger ganz grousser Unzuel vu Mastere eraussichen. An des Mastere sinn zwar net onbedéngt déi nämlech Spezialisatioun wéi de Bachelor, mä kënnen awer an engem verwandte Fachberäich ugeseit ginn, aus engem verwandte Fachberäich stamen.

Ee Beispill dobäi ass zum Beispill de Bioinformatiker. Et kann een awer och Psychologie studéiert hunn an duerno an d'Santésberuffer iwwerwiesselen, fir säi Master ze maachen. Et kann ee Pädagogie gemaach hunn an duerno Studien am soziale Beräich oder an der Psychologie wielen, fir säi Master ze maachen. An och bei den Ingenieure gëtt et eng ganz Rei vu verschiddene Méiglechkeeten, fir e Bachelor mat engem Master ze kombinéieren.

E Student, deen zum Beispill e Bachelor am Franséische gemaach huet an e Master an der Geschicht, dee ka sech fir déi zwee Fächer aschreiwien am Examen de recrutement, oder zum Beispill, wann e Mathematik an Informatik studéiert huet. D'Konditioun, fir zougelooss ze ginn zu deem Examen de recrutement, fir an engem Lycée, an der Formation professionnelle oder am Centre national des langues ze schaffen, dat ass, dass een d'Préliminairé gepackt huet. An deene Préliminairé muss ee beweisen, dass een déi dräi Landessproche beherrscht, dat heescht d'Lëtzebuergesch, d'Däitsch an d'Franséisch.

Fir de Rekrutementsexamen gëtt haut e Bachelor an e Master an der Spezialitéit oder an deem Fach, wou ee wëllt ënnerriichten, verlaangt. Et ass awer esou, dass ëmmer méi jonk diploméiert Studenten net méi an déi do Konditiounen erapassen. D'Rekrutementspolitik muss deemno un d'Realitéit ugepasst ginn.

De Projet de loi huet also zwee Objektiv: Deen éischt ass, fir d'Konditiounen fir d'Enseignanten am Secondaire, am Secondaire technique, an der Formation professionnelle an am Institut national des langues ze änneren, fir se un d'Evolution vun den Unisdiplomeren unzupassen. An deen zweeten ass, fir den Annerungen um Niveau vun de Carrièren - ech ërënnere lech un d'Reform vun der Fonction publique vum 1. Oktober 2015 -, fir deenen Annerunge Rechnung ze droen.

Andeems awer de Lien mam Fach, dat ënnerriicht soll ginn, muss bestoe bleiwen, ass d'Qualitéit vun engem héichwäertegen Enseignement ëmmer garantéiert. Esou ass et virgesinn, dass de Bachelor e Lien mam Fach muss hunn an dass de Master am Registre des diplômes muss stoen.

Wat den Enseignement pratique ugeet, d'Maitres d'enseignement technique an d'Formateure fir Erwuessener, esou gëtt d'Méiglechkeet agefouert, dass si e Brevet de technicien entweder aus Lëtzebuerg oder aus dem Ausland hunn, deen zesummenhängt mat deem Fach, wat se enseignéieren, oder e Brevet de technicien supérieur spécialisé aus Lëtzebuerg oder aus dem Ausland, dee mat deem Fach ze dinn huet.

Fir déi reglementéiert Beruffer aus dem Gesondheitsberäich, déi a Fro kommen, fir kënnen ze enseignéieren, muss den Enseignant natierlech d'Autorisatioun hunn, fir dee Beruff selwer d'äerfen auszeüben.

De Projet de loi ännert déi legislativ Texter, déi d'Admissiounskonditiounen also fir den Enseignement postprimaire, d'Formation professionnelle an den Institut national des langues festleeën. Den Impakt vun den Annerungen ass awer wesentlech méi grouss, well eng ganz Rei vun Texter sech dorobber referéieren, an dofir och de laange Libellé vum Gesetz.

Ofschléissend muss ech awer preziséieren, dass déi Persounen, déi en Diplom hunn - dat, wat bis elo verlaangt ginn ass -, natierlech net diskriminéiert ginn a weiderhin och Accès hunn zum Examen-concours. De Projet de loi schafft och d'Limitt of, bis wéini al Diplome den Zougang zu deem Examen-concours de recrutement erméiglechen.

Fir all weider Informatiounen, zum Beispill d'Avise vun de Chambres professionnelles oder vum Conseil d'État, verweisen ech op de schréffleche Rapport. An ech ginn heimadder och schonn den Accord vun der DP-Fraktioun. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet elo d'Madamm Martine Hansen.

Discussion générale

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Merci, Här President. A Merci fir deen „knackegen“ Rapport vum Gilles Baum. Ech wäert de Mëtteg just op déi nei Konditiounen agoen, fir an de Stage am Enseignement postfondamental ze kommen.

D'Konditiounen, fir zum Concours zougelooss ze ginn, ginn also a puncto Diplome gelabert. Virdru war et jo noutwendeg, dass mer e Master an e Bachelor an der Spezialitéit haten. Dat ass jo elo geännert, oder et gëtt elo geännert. Et geet elo duer, dass een e Bachelor „en lien“ mat der Spezialitéit huet an iergendee anere Master oder iergendee Bachelor plus e

Master en lien mat der Spezialitéit oder eben e Bachelor en lien mat der Spezialitéit an de Master in Secondary Education.

Dann, wat och u sech begréissenswäert ass, ass, dass ee mat engem BTS kann elo Maître d'enseignement technique ginn.

Als CSV si mir prinzipiell averstanen, fir de Concours méi breet opzemaachen. Mä: Mir mussen d'Qualitéit am Enseignement weiderhi kënnen garantéieren. Ech zitëiere just kuerz den Hattie: „Was Schüler lernen, bestimmt der einzelne Pädagoge. Auf den guten Lehrer kommt es an.“ Däers muss mer eis bewusst sinn, wa mer iwwert d'est Gesetz schwätzen.

Wat ass e gudden Enseignant? Ech mengen, do kéinte mer elo stonnelaang diskutéieren; dat maache mer net! Mä fest steet, dass e pädagogesch a fachlech Kompetenz muss hunn. Fir d'Qualitéit am Enseignement kënnen ze garantéieren, muss mer och kënnen garantéieren, dass den Enseignant iwwer ganz zolidd Fachkompetenzen a senger Spezialitéit verfüegt. D'est ass ganz einfach eng Viraussetzung, fir gutt kënnen Schoul ze halen.

D'Fro, déi sech also stellt, ass: Kënnen mer dat mat deem Projet de loi nach garantéieren? Et kann een et op jidde Fall unzweifelen. D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics mécht dat, an d'Chambre de Commerce och.

Wa mer als CSV elo mat deem Projet de loi averstane sinn, dann nëmme ënnert der Konditioun, dass mer den Niveau bäibehale bei den Épreuves préliminaires, beim Concours, an hei hätt ech u sech léiwer nach de Begrëff „Examen-concours“, a beim Stage. De Minister huet eis versprach, dass den Examen-concours jo misst gepackt ginn an dass doduerch d'Qualitéit kéint assuréiert ginn. De Ball läit also beim Ministère.

A mat deem Opruff, Dir Dammen an Dir Hären, un de Minister, fir déi noutwendeg Jalonen ze setzen, fir d'Qualitéit am Enseignement ze garantéieren, ginn ech den Accord vun eiser Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Hansen. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm Tess Burton.

► **Mme Tess Burton (LSAP).** - Merci fir d'Wuert. Här President, léif Kollegeinnen a Kollegen, ech wëll dann offänken a fir d'Éischt dem Rapporteur, dem Gilles Baum, Merci soe fir säi Rapport.

Wéi de Rapporteur et schonn erkläert huet, passe mir mat deem Gesetz d'Konditiounen fir de Rekrutement vun de Proffen am Postprimaire un den europäesche Bologna-Prozess un. De Bologna-Prozess ass méi en oppene System, well en et erméiglecht, verschidde Fächer bannent deem nämlechen Universitätsparcours ze studéieren. Duerch d'Mobilitéit och vun de Studenten ass et ëmmer méi heefeg, dass een e Bachelor an engem Fach mécht, de Master duerno awer an engem aneren. Et ass een also méi fräi, fir säin Diplom souzesoe selwer ze gestalten.

Mat deem Gesetz hei passe mir eis där Evolution un an erlaben deene Betreffenen, de Concours ze maachen, fir an de Proffestage vum Secondaire ze kommen. Wichtig ze soen ass, dass mer d'Konditiounen, fir de Concours ze packen, awer heimat net änneren. D'Konditiounen bleiwen déi nämlech wéi bis elo. De Concours ass also deen nämlechten, ob d'Person elo e Bachelor an der Spezialitéit huet an e Master an engem anere Fach oder ob d'Person e Bachelor an e Master an där nämlecher Spezialisatioun huet. Ugeholl an de Stage gëtt duerno deen, deen am beschten ofgeschnidde huet.

Grad fir d'Chargés de cours, déi de Moment schonn am Enseignement secondaire ënnerriichten, schafe mir mat deem Gesetz eng nei Méiglechkeet, an d'Proffecarrière eranzekommen. Si, déi scho säit Joren am Enseignement ënnerriichten, kënnen elo enger Rei Bedéngungen hir Kandidatur, wa se ee Master ofgeschloss hunn, fir dee Concours stellen. De Moment schaffen näamlech iwwer 1.000 Chargéen am Secondaire. Si maachen ee Véierel vun den Enseignanten aus. An des Chargéee maachen eng ganz gutt Aarbecht. Si sprangen enner anerem do an, wou Proffe feelen.

E Fach, wou et de Moment zum Beispill net genuch Proffe gëtt, ass d'Mathé. De Moment gëtt et net an all Lycée genuch Mathésproffen. Duerfir ginn déi Coursen, déi net vun engem Mathésproff kënnen ugebuede ginn, vu Chargéen ënnerriicht, fir esou d'Schoulstoune vun dese Fächer an de Lycéeen ze garantéieren. Duerfir ass et grad an deem Fall och gutt, dass mir de Chargéen, déi e Studium an déi Richtung gemaach hunn a schonn d'est Fach ënnerriichten, eng Méiglechkeet schafen, de Stage als Proff kënnen ze maachen an herno als Proff anstatt als Chargé an deem Fach ze en-

nerrichten. Gradesou wéi fir all anere Student maache mer hei eng Öffnung zum Proff-concours, andeems mer d'Konditiounen, fir zougelooss ze ginn, méi flexibel gestalten.

Här President, ech wëll zum Schluss nach eng Kéier ennersträichen, dass d'Qualitéit vum Enseignement mat desen Annerungen net wäert erfrogoen. Dat ass fir eis als LSAP ganz wichtig. Och d'Sproochkenntnisser vum Lëtzebuergesch, dem Däitschen an dem Franséische bleiwen d'nämlech.

Mir begréissen et deemno, dass méi Studenten an dee Concours kënnen zougelooss ginn, dass d'Konditiounen, fir un deem Examen kënnen deelzehuelen, flexibiliséiert ginn, ouni dass de Concours duerfir awer méi einfach gemaach wäert ginn.

Dat gesot, ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet de loi.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An d'Wuert huet den Här Claude Adam.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. A well meng Virriedner an de Rapporteur esou ausféierlech waren, kann ech dat ganz kuerz maachen.

De Rapporteur huet vum Bologna-Prozess gesot, dass dat en Erfolleg ass. Ech mengen, dat streit bestëmt keen of. Dat mécht et effektiv méiglech, dass mer praktesch a ganz Europa kënnen studéiere goen, ouni mussen ze fäerten, dass d'Studien an engem anere Land net unerkannt ginn.

Et kéint een nach e bësse méi wäit gräifen. Och, mengen ech, dass d'Europäesch Unioun do eppes derzou bäigedroen huet. Ech kennen de Fall vun engem jonke Lëtzebuerg, deen a Wales studéiert hat viru laange Joren an du sech aus familiäre Grënn a Spuenien niddergelooss huet. Deen huet misse säi ganz Studium vun Englesch vu Wales - dat muss ee sech virstellen - a Spuenien widderhuelen, fir datt déi em do géife seng Studien unerkennen.

Gott sei Dank gehéiert dat der Vergaangenheet hunn. Dat ass haut vill méi einfach. Mir vergiesse heiansdo déi gutt Saachen, déi och Europa bruecht huet, déi dann och de Bologna-Prozess bruecht huet.

Ech si frou, dass mer da bis elo eng Unanimitéit fir dee Projet hei hunn. Mir passen d'Konditiounen, fir Professer ze ginn, ganz einfach der Realität un. D'Studiegäng hu gewieselt. Mir hunn also decidéiert, dass een e Bachelor dem Fach no mécht an dann huet ee beim Master e bësselche méi Choix. Mir begréissen et och ausdrécklech, dass een och kann e Master in Secondary Education an deem Fach maachen, wat ee wëllt enseignéieren, well ouni den Hattie ze beméien, ginn ech awer och der Madamm Hansen recht, wa se seet: „E gudden Enseignant brauch souwuel pädagogesch wéi och fachlech Kompetenzen.“

Ech gesinn dat net mat deem Gesetz hei a Fro gestallt. Den Examen-concours, do wier ech awer gäre mat bereet, fir do nach eng Kéier driwwer ze kucken, ob mer deen net kënnen besser maachen, méi gerecht maachen, dass mer och all déi Proffe fannen, déi mer brauchen. An dass mer beim Stage selbstverständlech mussen weider kucken, fir gutt qualifizéiert Enseignanten ze kréien, ass eng Selbstverständlechkeet.

An domat bréngen ech den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet de loi.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An d'Wuert huet den Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, villmools Merci. Och e Merci un den Här Baum fir de Rapport.

Mir hunn hei e puer konzeptuell Problemer. Wann ee wëllt Mathésproff ginn, da studéiert ee Mathematik. An normalerweis studéiert ee Mathematik esou, dass ee vill méi weess, wéi déi Schüler, déi een herno soll enseignéieren. Hei, no deem neie System ass dat esou, dass een, jee nodeem wat ee studéiert a wéi een et opbaut, eventuell zwee Joer méi Mathematik geléiert huet wéi e Schüler op Première, an da kann een awer Mathésproff ginn.

Dat schéngt eis mat deem heite System... Nächst géint Bologna, nächst géint Flexibilitéit, mä wann ee sech zu engem bestëmmte Beruff decidéiert, da muss een awer wëssen, wat domadder verbonnen ass. An domadder ass verbonnen d'Acquisitioun vun engem héije Grad u Wëssen, fir wierklech souverän déi



Matière ze beherrschen a se dann och kënnen ze enseignéieren.

Mir dierfen net vergiessen, datt, niewent alle pädagogesche Fäegkeeten an Talenter, awer d'Fachwësse säin eegene Rôle a seng eege Wichtigkeet huet. Doduerch, datt mer elo hei eng grouss Flexibilitéit erlaben, ass de Risiko daitlech ginn, datt déi zukünfteg Enseignantmanner Connaissancen am Fach hunn, wéi dat bis elo de Fall ass.

D'Konsequenz dovunner, well mer jo och wëssen, wéi déi Mechanismen do sinn, ass eng reell Gefor fir den Niveau am Examen-concours an enger zweeter Phas. Et gëtt keng Garantie derfir, datt mer den Niveau vun der Qualitéit vum Enseignement oder den Niveau vum Examen-concours kënnen do loosser, wou en haut ass, wa mer ufänken, déi Grondausbildung vun den Enseignanten esou wäit opzemaachen, wéi dat elo geplangt ass.

Dat heescht, et gëtt, wéi d'Chambre des Fonctionnaires et gesot huet, au contraire, wa mer dat hei maachen, ëmmer méi wichteg, fir ze iwwerpräiwen, ob déi Leit, déi sech wëllen dem Enseignement da widme fir de Rescht vun hirem berufleche Liewen, genuch Connaissancen hunn, Fachconnaissancen, fir dat kënnen ze maachen.

Mir maachen eis och Suergen iwwert de Sproochenniveau. Woubäi ech muss soen, mir hu keng dräi Landessproochen. Mir benotzen administrativ dräi Sproochen hei am Land, mä souwäit mir wëssen, schwätze mir am ganze Land Lëtzebuergesch. Mir hunn eng Landesprooch hei am Land.

A mir hunn hei am Gesetz ee Passage stoen, deen eis och derzou féiert, eis Froen ze stellen. Dat ass: «La vérification des connaissances linguistiques tient compte des rôles respectifs joués par les trois langues dans l'enseignement.» Och dat schéngt eis ganz, ganz vag ze sinn, wat dann elo schlussendlech den Niveau ass, dee gefrot gëtt, notament am Lëtzebuergesch. A mir hätten do gär kloer Kritären am Gesetz gehat, wéi héich den Niveau muss sinn.

Bei der Direktioun vun engem Gebai ass natierlech déi Kritik och virbruecht ginn, datt et net ka sinn oder net soll sinn, datt d'Kaderen, déi enseignéieren am Gebai, aus dem Kader A1 no där neier Nomenclature an der Fonctioun publike sinn, den Direkter awer theoretesch kéint aus dem A2 sinn. Och dat lichter eis an, notament well et jo och méiglech ass, vun A2 an den A1 eriwuerzegen.

A schlussendlech wëll ech nach eng Fro stellen: Ass et wierklech esou - dat war mer net kloer, wéi ech dat gelies hunn, mä et ass awer derwärt et ze froen -, datt am Institut national des langues fir de Lëtzebuergesch-Professorer déi Exigenz verschwënn: «être en possession d'un bachelier en langues ou lettres et d'un master en langue et littérature luxembourgeoises»? Ass dat esou? A wa jo, firwat ass dat esou? Dat wär och eng Fro, déi mer wëllte stellen.

Op jidde Fall, déi Kriticken an déi Suergen, déi mer hu bei deem Usaz, deen eis haut hei presentéiert gëtt, féiert eis derzou, dëst Gesetz net matzedoen.

Ech soen Iech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Domat si mer un Enn vun eiser allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet den Erzeiungsminister, den Här Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Merci, Här President. Bon, ech denken, et ass esou gutt wéi alles gesot. Hei mat där Reform passe mer d'Rekrutementsprozedur an awer och virun allem d'Zougangbestimmungen zur Rekrutementsprozedur fir den Enseignantsberuff am Secondaire der Realitéit un, dem Bologna-Prozess un, awer och der Tatsach un, datt haut quasi e Véierel vun eisem Corps enseignant aus dem Secondaire aus Chargé-de-coursen oder Chargés d'éducation besteet.

Ech deelen all déi Iwwerleungen, déi hei ugefuert gi sinn, an déi prinzipiell Remarquen, déi ugefuert gi si fir d'Qualitéit vun deene Leit, déi an eise Schoulen intervenéieren, den Enseignanten an all deenen aneren. Mir mussen

awer wëssen, datt mer dat eben net nëmmen iwwert d'Rekrutementsprozedur hei kréien. Mir mussen och eng Politik maachen, datt mer der méiglechst vill iwwert d'Rekrutementsprozedur rekrutéiert kréien. An dat heiten ass e Wee, fir e méi breeden Zougang ze schafen zu där Rekrutementsprozedur, datt mer deene Leit, déi bis elo net konnten um Examen-concours deelhuefen, och elo deen Accès do ginn.

Am Examen-concours préiwe mer dann nach ëmmer ganz kloer, ob een déi fachlech Kompetenz huet. Et gëtt da Studien, déi no dese Reegelen, awer schon no de besteeënde Regele souwuel eng fachlech Kompetenz wéi och eng pädagogesch Kompetenz séchergestallt hunn.

Während deem Stage vun dräi Joer, dee jo elo nei ass, wäert dann och nach ganz besonnesch vill Wäert op déi pädagogesch Kompetenz geluecht ginn. Ech denken, datt et dee richteg Mix muss sinn. Et muss ee wëssen, wat ee vermëttelt. Et muss een awer och wëssen, wéi een et vermëttelt. Dat mécht finalement e gudden Enseignant aus. Dat eent ouni dat aner hëlleft do sécherlech näischt.

An ech wëll nach drun erënneren, virun allem wann et och ëm d'Qualitéitsentwécklung an der Schoul geet an et ëm déi berufleche Weiderentwécklung vun den Enseignantë geet, datt mer d'Formation continue verduebelt hunn zanter deem lafende Schouljoer, och dat en Invest an awer gläichzäiteg och eng Qualitéitsentwécklung vun eise Schoulen an och vun eisem Enseignement am grouse Ganzen.

Ech hu keng Kenntnis iwwert dat, wat den Här Kartheiser gesot huet, datt een, fir Lëtzebuergesch-Enseignant am Institut national des langues ze ginn, aner Kritären elo misst erfüllen oder respektiv déi erfroesat gi wäeren. Dat kann ech net confirméieren.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. A mir sinn elo bereet, fir iwwert de Projet ofzestëmmen, de Projet 6957.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6957 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwuer.

An de Projet de loi 6957 ass mat 57 Jo-Stëmmen, bei 3 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: *Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par Mme Sylvie Andrigh-Duval), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par Mme Martine Mergen), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;*

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Alex Bodry), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: *MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.*

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir sinn um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. Mir gesinn eis muer de Mëtten um zwou Auer erëm. Merci.

(Fin de la séance publique à 18.06 heures)

Sommaire des séances publiques n^{os} 42, 43 et 44

42^e séance

- Ouverture de la séance publique p. 627
- 6953 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman 2015 p. 627-632
- Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du vote britannique en faveur d'une sortie du pays de l'Union européenne - les effets et les conséquences pour l'économie luxembourgeoise et notre place financière p. 632-636
- 6894 - Proposition de révision de l'article 32, paragraphe 3 de la Constitution p. 636-640
- 6868 - Projet de loi concernant la publication d'informations non financières et d'informations relatives à la diversité par certaines grandes entreprises et certains groupes et portant modification de diverses dispositions relatives à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises ainsi qu'aux comptes consolidés de certaines formes de sociétés et
 - portant transposition de la directive 2014/95/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 modifiant la directive 2013/34/UE en ce qui concerne la publication d'informations non financières et d'informations relatives à la diversité par certaines grandes entreprises et certains groupes;
 - portant modification:
 - du titre II de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises;
 - de la section XVI de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;
 - de la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative:
 - * aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois
 - * aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger p. 640-642
- 6928 - Projet de loi portant réorganisation du Conseil supérieur de la sécurité sociale et modification:
 - du Code de la sécurité sociale;
 - de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire;
 - de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;
 - de la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations, des services et des juridictions de la sécurité sociale;
 - de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif p. 642-643

43^e séance

- Ouverture de la séance publique p. 643
- Dépôt d'une proposition de loi par Mme Nancy Arendt p. 643-644
- 6967 - Projet de loi portant introduction du cours commun «vie et société» dans l'enseignement secondaire et secondaire technique et modifiant
 - 1) la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement, (Titre VI: de l'enseignement secondaire),
 - 2) la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue, et
 - 3) la loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote p. 644-651
- 6862 - Projet de loi portant création d'un impôt dans l'intérêt des services de secours p. 651-654

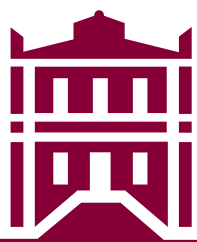
44^e séance

- Ouverture de la séance publique p. 654
- Communications p. 654-655
- Ordre du jour p. 655
- Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux services de livraison transfrontière de colis (COM (2016) 285) p. 655
- Art. 168 du Règlement de la Chambre p. 655-657
- 6829 - Projet de loi portant approbation du Traité entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique concernant la coopération en matière de défense et de sécurité, fait à Bruxelles, le 5 février 2015 p. 655-657
- 6949 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg concernant l'intégration de la sécurité aérienne en vue de répondre aux menaces posées par des aéronefs non militaires (Renegade), signé à La Haye le 4 mars 2015 p. 657-660
- 6986 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle p. 660-666
- 6957 - Projet de loi portant modification
 1. de la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement postprimaire,
 2. de la loi modifiée du 1^{er} décembre 1992 portant 1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue et 2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue,
 3. de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique,
 4. de la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2^e Chance,
 5. de la loi modifiée du 22 mai 2009 portant création a) d'un Institut national des langues; b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise,
 6. de la loi modifiée du 27 mai 2010 portant
 1. modification de la loi du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique;
 2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;
 3. modification de la loi du 9 juillet 2007 portant 1. création d'un lycée à Luxembourg-Dommeldange; 2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;
 4. abrogation de la loi du 10 août 1991 portant
 - 1) création de la fonction d'instituteur d'économie familiale;
 - 2) modification de la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire;
 - 3) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;
 - 4) modification de la loi du 6 septembre 1983 portant a) réforme de la formation des instituteurs; b) création d'un Institut supérieur d'études et de recherches pédagogiques; c) modification de l'organisation de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire p. 666-668



Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram





Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
0356	Martine Hansen	«Enfants surdoués»
2105	Claude Adam, Josée Lorsché	Formation d'infirmier et d'aide-soignant
2144	Laurent Mosar	Coopération policière roumano-luxembourgeoise
2145	Laurent Mosar	Mariages contractés par des réfugiées mineures
2146	Léon Gloden	Examen en urgence à l'IRM
2147	Roy Reding	Garanties demandées dans le cas de prêt étudiant
2148	Taina Bofferding	Garanties demandées dans le cas de prêt étudiant
2149	Marc Lies, Diane Adehm	Nouveau bâtiment du Lycée technique de Bonnevoie (LTB)
2151	Sylvie Andrich-Duval, Martine Hansen	Comité à la formation professionnelle
2152	Diane Adehm, Gilles Roth	Politique de promotion des transports publics
2153	Gusty Graas, Max Hahn	Avant-projet de loi concernant le dédommagement des victimes résidant au Luxembourg en cas d'accident nucléaire
2154	Max Hahn	Géolocalisation
2155	Laurent Mosar	Polygamie
2157	Octavie Modert, Martine Hansen	Nouvelle direction du Service de la formation professionnelle
2158	Martine Hansen	Soutien au développement durable des zones rurales
2159	Nancy Arendt	Lutte contre le travail au noir
2160	Georges Engel	Château de Sanem
2161	Aly Kaes	Harcèlement moral
2162	Diane Adehm, Gilles Roth	Régimes complémentaires de pension
2163	Françoise Hetto-Gaasch	Petit-déjeuner
2164	David Wagner, Marc Baum	Gestion financière de la Cour grand-ducale
2165	André Bauler	WireSolutions
2166	Diane Adehm, Gilles Roth	Congé d'accueil
2167	Nancy Arendt	«Sportlycée»
2168	Marc Lies	Coordination des chantiers sur les routes luxembourgeoises

2169	Diane Adehm, Gilles Roth	Registres national et communal des personnes physiques
2170	Fernand Kartheiser	Maladie de longue durée
2171	Fernand Kartheiser	Envoi d'avions AWACS pour des opérations contre l'État islamique
2172	Gast Gibéryen	Procédure d'immatriculation
2173	Gast Gibéryen	«Statstrojaner»
2174	Martine Hansen	«Enfants surdoués»
2175	Marc Lies	Réforme de la Police grand-ducale
2176	Gusty Graas	Perturbateurs endocriniens
2177	Marc Baum	Consultation du public dans le cadre du contournement envisagé de Bascharage
2178	David Wagner, Marc Baum	Sous-traitance de tâches administratives par le bureau 6 de l'Administration des Contributions directes
2179	Léon Gloden	Abus de marché
2180	Franz Fayot	Réforme budgétaire
2184	Jean-Marie Halsdorf	Usage du signe distinctif particulier «médecin en service»
2190	Octavie Modert	Transposition de la réforme dans la Fonction publique au secteur communal
2191	Gérard Anzia, Josée Lorsché	Accessibilité des pistes cyclables
2194	Cécile Hemmen	Pénurie de médicaments anesthésiques
2195	Anne Brasseur, Eugène Berger	Article de l'ambassadeur polonais
2196	Roger Negri	Foyer d'accueil de Mühlenbach
2197	Gusty Graas	Badauds entravant le travail des secouristes et policiers
2198	Marc Lies	Fonds pour le développement du logement et de l'habitat
2200	Martine Hansen	Kinésithérapie
2230	Laurent Mosar, Serge Wilmes	Officiers de liaison étrangers au Luxembourg
2421 urgente	Josée Lorsché, Henri Kox	Évacuation partielle de la centrale nucléaire de Cattenom
2426 urgente	Diane Adehm, Gilles Roth	Date butoir pour la conclusion de conventions entre communes et fabriques d'églises

Question 0356 (18.06.2014) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant les «enfants surdoués»:

Au regard de la conférence «HOCHBE-GABT?!?», organisée le 14 mai par l'asbl «Mensa Lëtzebuerg», et du vif intérêt que l'encadrement des enfants dits surdoués suscite parmi les enseignants et parents, il y a lieu de souligner que ce sujet préoccupe toujours les esprits des involvés.

Ce sont notamment les parents concernés qui manifestent une insatisfaction par rapport aux mesures d'encadrement existantes telle que la possibilité de terminer un cycle de l'enseignement fondamental en un an, invoquée par la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle dans deux réponses aux questions parlementaires n°1624 du 17 août 2011 (cf. *compte rendu n°1/session ordinaire 2010-2011*) et n°2793 du 27 juin 2013 (cf. *compte rendu n°12/session ordinaire 2012-2013*).

Qui plus est, le nombre de concernés n'est aucunement négligeable. Selon les statistiques, le nombre d'élèves surdoués au Luxembourg se situe entre 1.800 et 6.000.

Les suites d'un «non-encadrement adéquat» peuvent être des problèmes psychosoma-

tiques ainsi que des déficiences sociales, émotionnelles et psychomotrices, sans oublier la perte de futurs talents potentiels au sein de notre pays.

Dans ce contexte, et faisant référence aux réponses ministérielles précitées, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de prendre des mesures de dépistage supplémentaires par rapport à celles qui figurent dans les réponses précitées? Si oui, pourrait-il préciser lesquelles?

- Monsieur le Ministre entend-il mettre en place des mécanismes supplémentaires afin d'encourager et de promouvoir les enfants concernés au niveau de l'école fondamentale et de l'enseignement secondaire? Dans l'affirmative, pourrait-il donner des précisions?

- Enfin, Monsieur le Ministre partage-t-il l'analyse de son prédécesseur qui justifiait l'inexistence de structures adéquates pour les enfants dits surdoués par «un nombre minimal d'élèves, ce que nous n'avons actuellement pas» et par l'absence de personnel pédagogique spécialement formé? Dans la négative,

entend-il mettre en place une structure proposant un encadrement et soutien adéquat aux enfants et parents concernés?

Réponse (17.07.2014) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

La douance intellectuelle est une capacité extraordinaire d'apprendre, de percevoir et d'appliquer les connaissances acquises dans divers domaines liés aux entreprises humaines.

Le profil des élèves surdoués appelés encore élèves à haut potentiel intellectuel est extrêmement variable, par rapport à leurs pairs du même âge. On peut cependant dire que, souvent, les élèves surdoués apprennent plus vite, sur des sujets plus variés, d'une manière plus symbolique et avec plus de perspicacité, et qu'ils retiennent ce qu'ils apprennent.

Ces élèves à haut potentiel intellectuel, bien que d'intelligences élevées, ne traversent pas toujours leur scolarité sans obstacle. Dans bien des cas, ces élèves poursuivent une scolarité sans problèmes avec brillance et sans avoir été détectés. Aucune mesure n'est alors nécessaire et ils poursuivent une scolarité normale en milieu scolaire ordinaire.

Pour d'autres, des difficultés comportementales (phobies scolaires, difficultés relationnelles avec leurs pairs, décrochage...) ou d'apprentissage peuvent se manifester dès leur première scolarisation.

Cette situation démontre que les élèves à haut potentiel intellectuel sont des élèves à besoins spécifiques, comme le sont ceux qui souffrent de troubles d'apprentissage. L'accompagnement et l'encadrement spécifique de ces élèves méritent donc une attention particulière.

Il n'y a pas lieu de conduire un dépistage systématique. En revanche, chaque fois qu'un élève manifeste un mal-être à l'école ou au lycée, un trouble de l'apprentissage ou du comportement, ou simplement que ses parents en font la demande, la situation doit être examinée sans attendre, et les éventuelles mesures adaptées doivent être prises.

Il convient d'améliorer la détection de la précocité intellectuelle, et ceci moyennant un perfec-

tionnement de l'information des parents sur la précocité intellectuelle dès le cycle précoce: une sensibilisation des enseignants accomplie à travers des formations continues afin de leur permettre d'un côté d'acquérir une certaine expertise permettant l'identification des élèves intellectuellement précoces et d'un autre côté de les outiller dans leur pratique professionnelle pour garantir aux élèves à haut potentiel intellectuel un accompagnement et un encadrement sur mesure, personnalisé et différencié.

Dans le cadre de son offre de formation, l'Institut de Formation continue propose chaque année au moins une formation continue en relation avec la situation spécifique des enfants à haut potentiel intellectuel.

Les formations offertes se concentrent sur des sujets comme: «Hochbegabte Kinder in der Grundschule finden und fördern», «Praktische Anleitungen zur effizienten individuellen Begabungsförderung», «Begabungs- und leistungsfördernder Unterricht und Unterrichts-Management», «Problématique des enfants à hauts potentiels».

Concernant les élèves de l'école fondamentale de la Ville de Luxembourg, un projet pilote «Enfants à haut potentiel intellectuel (EHPI)» est en voie de développement, et ceci notamment pour formuler et proposer des réponses aux difficultés soulevées et s'adressent à la fois aux enfants concernés, à leurs parents ainsi qu'aux professionnels de l'enseignement et de l'éducation.

Il va de soi que suite aux conclusions tirées du projet pilote en question, une implantation au niveau national est envisageable.

Quant aux élèves de l'enseignement secondaire, certains lycées, entre autres le Lycée classique de Diekirch, répondent aux besoins des élèves à haut potentiel intellectuel en favorisant leur intégration scolaire et sociale en les laissant dans leur classe initiale, en les encourageant à développer davantage leurs compétences, en soutenant les élèves à intelligence précoce qui pour diverses raisons sont en situation de décrochage scolaire.

En outre, les futurs lycées de Clervaux et de Mondorf ont inscrit la prise en charge des élèves à haut potentiel intellectuel dans leurs avant-projets pédagogiques respectifs, tout en sachant que «Les enfants surdoués devraient pouvoir bénéficier de conditions d'enseignement appropriées leur permettant de mettre pleinement en valeur leurs possibilités dans leur propre intérêt et dans celui de la société.

Aucun pays ne peut en effet se permettre de gaspiller des talents, et ce serait gaspiller des ressources humaines que de ne pas déceler à temps des potentialités intellectuelles ou autres. Il faut pour cela des outils adaptés.¹

La création d'une structure spéciale et adéquate pour les enfants à haut potentiel n'est pas envisagée à l'heure actuelle. La démarche visée est celle de l'intégration, de l'inclusion et de la différenciation.

L'accompagnement et l'encadrement de ces élèves méritent donc une attention particulière, mais en les intégrant dans une école commune.

L'importance est confirmée de laisser ces élèves dans l'environnement «naturel» des enfants de leur âge, afin de leur permettre de participer à une communauté respectueuse des différences, et d'y apprendre comme d'autres à vivre ensemble.

Il est évident que dans cette logique inclusive, les équipes éducatives doivent être soutenues afin de pouvoir mener le travail nécessaire de différenciation dont ces élèves ont besoin. Finalement la meilleure démarche, simple et moins contraignante, reste l'affection: suivre l'enfant pas à pas, être toujours sensible à ses réactions, comprendre ses attentes, rassurer l'enfant quant à ses différences par rapport aux autres et, succinctement, placer l'enfant dans un environnement serein, pour un épanouissement total.

Il convient de généraliser l'implémentation et d'élargir la prise en charge au niveau des enfants à haut potentiel intellectuel. C'est pourquoi j'ai chargé mes services d'élaborer un concept global de prise en charge des enfants surdoués en incluant les écoles fondamentales et les lycées.

¹ Recommandation 1248 (1994) relative à l'éducation des enfants surdoués, Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Question 2105 (31.05.2016) de **M. Claude Adam** et **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*) concernant la **formation d'infirmier et d'aide-soignant:**

Récemment la directrice des soins au Centre Hospitalier de Luxembourg (CHL) a affirmé auprès de la presse que les 7.000 infirmières travaillant actuellement au Luxembourg ne suffisent plus à combler la demande et même pas les départs en retraite. Pour compenser ce manque en personnel - qui a par ailleurs été confirmé par le coordinateur général de la Confédération des organismes prestataires d'aides et de soins (COPAS) - le CHL n'aurait pas hésité à recruter du personnel qualifié au-delà des frontières ayant comme conséquence le problème bien connu de communication avec les patients ne maîtrisant pas la langue française.

Parallèlement, les classes luxembourgeoises de formation aux métiers d'aides et de soins sont suivant nos informations très engorgées de sorte qu'une inscription dans une telle classe s'avère difficile.

Pour ces raisons, nous aimerions avoir les précisions suivantes de la part de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Quel est le nombre précis d'infirmiers (m/f) et d'aides-soignants (m/f) travaillant actuellement au Luxembourg?
2. Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer que ce nombre ne suffit pas pour couvrir les besoins en personnel dans le domaine des organismes prestataires d'aides et de soins?
3. Quel est le taux d'infirmiers (m/f) et d'aides-soignants (m/f) occupés au Luxembourg qui ont suivi leur formation au Luxembourg et quelle a été l'évolution de ce taux au cours des dernières cinq années?
4. Par quels moyens Messieurs les Ministres entendent-ils pallier au manque de places dans les classes de formation aux professions susmentionnées?

Réponse commune (19.07.2016) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé:*

ad 1. À la date du 31.12.2015 au Luxembourg, 3.468 aides-soignants sont professionnellement actifs, dont 3.415 sont praticiens. Pour les infirmiers, le nombre de professionnellement actifs s'élève à 6.948, dont 6.783 infirmiers/ères sont praticiens.

Les professionnels de santé professionnellement actifs regroupent les professionnels praticiens et ceux pour lesquels la formation en soins est indispensable à l'exercice de leurs fonctions.

Les professionnels de santé praticiens prodiguent des soins et des services directement aux patients.

Le tableau suivant précise la répartition selon le genre des infirmiers et des aides-soignants travaillant au Luxembourg à la date du 31.12.2015:

2015	Professionnellement actifs			Praticiens		
	Masculin	Féminin	TOTAL	Masculin	Féminin	TOTAL
aide-soignant	422	3.046	3.468	417	2.998	3.415
infirmier	1.326	5.622	6.948	1.274	5.509	6.783

Source: Direction de la santé - Service des statistiques

ad 2. Le Ministère de la Santé ne dispose pas d'information quantifiée concernant des besoins non couverts en personnel auprès des organismes prestataires d'aides et de soins. Les données comparatives montrent que le Luxembourg dispose de 11,9 infirmiers praticiens pour 1.000 habitants en 2013, comparativement à 13,0 pour l'Allemagne, 9,5 pour la Belgique et 9,4 pour la France; le taux d'infirmier par médecin est élevé au Luxembourg, qui compte 4,2 infirmiers par médecin praticien, alors que ce taux chez nos voisins est de 3,2 (Allemagne et Belgique) et de 2,8 (France). (Source: OCDE, Panorama de la Santé, 2015.) Ces comparaisons ne sont pas indicatives de besoins non couverts au niveau national.

Le Luxembourg se trouve dans l'impossibilité de former suffisamment d'infirmiers et d'aides-soignants pour occuper tous les postes disponibles dans le domaine des organismes prestataires d'aides et de soins et recrute en partie ces professionnels dans les pays voisins.

ad 3. Pour des raisons de fiabilité des données de base, le calcul des taux de formation nationale de ces professionnels de santé n'est possible que pour les trois dernières années. Les

chiffres de 2013 et de 2014 sont moins fiables que ceux de 2015.

Pour les trois dernières années, le nombre d'infirmiers (m/f) et d'aides-soignants (m/f) qui ont

obtenu une autorisation d'exercice après délivrance d'un diplôme luxembourgeois pour la profession d'infirmier ou d'aide-soignant se répartit comme suit:

Année	Profession	Masculin	Féminin	Total
2013	aide-soignant	9	93	102
	infirmier	10	35	45
2014	aide-soignant	14	63	77
	infirmier	10	41	51
2015	aide-soignant	19	95	114
	infirmier	11	61	72

Source: Direction de la santé - Service des statistiques

L'évolution du nombre d'infirmiers et d'aides-soignants diplômés au Luxembourg et dans les

pays voisins au cours des trois dernières années est reprise dans le tableau suivant²:

Année	Profession	Belgique	Allemagne	France	Luxembourg	Autre	TOTAL
2013	aide-soignant	31	53	57	102	3	246
	infirmier	90	235	263	45	26	659
2014	aide-soignant	50	80	79	77	7	293
	infirmier	101	191	346	51	43	732
2015	aide-soignant	38	27	83	114	1	263
	infirmier	66	81	241	72	26	486

Source: Direction de la santé - Service des statistiques

L'évolution montre des variations dont les causes ne sont pas identifiées et dont l'interprétation serait hasardeuse.

Le tableau suivant indique le pays d'origine des

diplômes des infirmiers et des aides-soignants qui ont reçu une autorisation d'exercer au cours des trois dernières années au Luxembourg, en valeur absolue et en pourcentage des autorisations délivrées.

2013-2015		B	D	F	L	Autre pays	TOTAL
Aide-soignant	(n)	119	160	219	293	11	802
	(%)	14,84%	19,95%	27,31%	36,53%	1,37%	100%
Infirmier	(n)	257	507	850	168	95	1.877
	(%)	13,69%	27,01%	45,29%	8,95%	5,06%	100%

Source: Direction de la santé - Service des statistiques

Il y a lieu de noter que les personnes diplômées à l'étranger incluent les résidents et ressortissants luxembourgeois qui ont fait leurs études hors frontières avant de revenir travailler au Luxembourg.

Annexe: Tableau Autorisation par pays du diplôme, Direction de la santé - Service des statistiques

ad 4. Comme le montrent les données statistiques en annexe, aussi bien le nombre total des élèves, que les nouvelles inscriptions au Lycée technique pour professions de santé (LTPS) sont en constante augmentation. Si en 2006-2007 le LTPS comptait un total de 853 élèves, ce nombre est passé à 1.339 élèves en 2015-

2016. De même pour les nouvelles inscriptions, le nombre total passe de 373 en 2006-2007 à 549 en 2015-2016.

En consultant de plus près le tableau sur le nombre des diplômés, on constate qu'il y a un certain nombre d'élèves qui ne terminent pas la formation initialement choisie. Si cette réorientation est peu significative pour la formation de l'aide-soignant, elle est plus dramatique pour la formation de l'infirmier. Les causes en sont multiples: d'un côté, certains élèves n'arrivent pas à répondre aux exigences de la formation générale de l'enseignement secondaire technique, d'un autre côté, de nombreux élèves se résignent devant les exigences de leurs stages dans le milieu hospitalier.

Si le phénomène de retrait devant les exigences et les efforts à fournir pour la réussite d'une classe terminale de l'enseignement secondaire ne s'observent pas seulement au LTPS mais dans des proportions plus ou moins grandes dans tous les lycées, il est évident que le renoncement devant les exigences de la formation professionnelle dans le milieu hospitalier constitue un phénomène spécifique de la formation de l'infirmier. L'élaboration d'une grille d'évaluation basée sur un enseignement par compétences a constitué une première étape pour y remédier.

Les efforts du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse se concentrent donc dans deux directions: d'abord améliorer la formation générale de base afin de garantir une meilleure préparation scolaire aux exigences de l'enseignement secondaire technique, ensuite dans le souci d'une constante augmentation de la qualité, améliorer l'encadrement des stagiaires ainsi que l'échange avec les prestataires hospitaliers.

Dans un ordre plus général, il faut tout de même remarquer que le secteur de la santé ne pourra pas survivre sans l'apport de spécialistes

² Tableau: Autorisation par pays du diplôme, Direction de la Santé - Service des Statistiques



venus de pays étrangers. Dans cet ordre d'idées, les professions de santé confirment plutôt la règle pour toute la main-d'œuvre travaillant au Luxembourg à l'exception peut-être de la fonction publique et du secteur associé.

- Messieurs les Ministres sont-ils au courant de cette coopération policière?

- Quelle est l'appréciation que Messieurs les Ministres portent à cette coopération?

bonne connaissance du contexte et de la situation en Roumanie permet d'éclaircir certains aspects des enquêtes et de faire le lien avec les services de police roumains. Les services de la Police grand-ducale sont en contact régulier

sants roumains stagne, le nombre de ressortissants roumains au Luxembourg est constant et la mendicité à elle seule ne justifie pas la présence d'un officier de liaison.

Evolution du nombres d'élèves 2006 - 2015

Section	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011	2011/2012	2012/2013	2013/2014	2014/2015	2015/2016
Aide-soignant	360	338	331	306	319	330	349	384	524	536
Assistant en pharmacie	20	34	40	38	36	34	33	37	21	33
Infirmier	350	427	477	526	512	502	492	548	551	609
13e Science de la Santé						51	39	59	54	57
ATM de laboratoire	40	40	44	49	21	11	0	0	0	0
ATM de radiologie	28	33	35	38	34	16	5	14	0	0
ATM de chirurgie (SC)	0	10	12	8	7	10	11	6	8	8
infirmier en pédiatrie (SP)	10	11	18	20	13	15	24	8	4	5
infirmier en psychiatrie (SY)	8	7	14	16	24	21	24	17	3	4
sage-femme (SF)	6	5	10	14	15	13	22	22	23	33
infirmier en anesthésie et réanimation (S)	31	27	14	21	23	30	34	17	17	23
ATM de radiologie (BSR)								12	19	23
VAE Spécialisations (VAE)					24	4	0	3	7	8
TOTAL	853	932	995	1036	1028	1037	1033	1127	1231	1339

Evolution des inscriptions 2006 - 2015

FORMATIONS OFFERTES AU LTPS	2006/07	2007/08	2008/09	2009/10	2010/11	2011/12	2012/13	2013/14	2014/2015	2015/2016
Infirmier 12SI	174	228	241	186	211	215	225	245	280	309
Aide-soignant	101	97	98	79	85	80	105	132	176	139
13e sciences de la santé						51	39	57	57	58
Assistant en pharmacie	20	10	11	9	9	10	12	12	10	12
ATM de laboratoire	19	20	20	19	0	0	0	0	0	0
ATM de radiologie/	18	18	13	11	10	0	0	0	0	0
Infirmier en anesthésie et réanimation/B	17	12	8	13	27	32	18	8	16	20
Radiologie/ BSR	/	/	/	/	/	/	/	12	13	6
ATM de Chirurgie/ BSC	/	10	6	4	4	12	5	4	4	8
Sage-femme/ BSF	6	/	10	8	9	13	18	11	18	11
Infirmier en pédiatrie/ BSP	10	11	10	10	7	15	14	/	5	5
Infirmier en soins généraux/ BSI	/	/	/	/	/	/	/	84	69	84
Infirmier en psychiatrie/ BSY	8	7	9	7	14	21	15	5	0	9
Spécialisations Total	41	40	43	42	61	93	70	124	125	143
TOTAL	373	413	426	346	376	439	439	558	638	649

Diplômés des professions de santé 2007 - 2015

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Infirmier	61	71	70	81	100	110	36	48	73
Bac Technique 13SI						97	108	80	80
Bac Technique 13SH						40	29	37	31
Aide-soignant	104	99	106	81	97	116	104	85	127
Assistant en pharmacie		5	15	11	14	12	7	13	10
ATM de laboratoire	10	8	7	12	7	9	/	/	/
ATM de radiologie	6	4	5	9	6	8	3	1	/
Infirmier en anesthésie et réanimation	13	10	7	7	17	10	13	8	4
ATM de chirurgie	0	0	6	3	6	1	4	3	4
Sage-femme	0	4	0	4	4	4	2	/	4
Infirmier en pédiatrie	6	0	8	7	3	3	6	6	2
Infirmier psychiatrique	8	0	4	6	10	7	6	10	4
GRAND TOTAL	208	201	228	221	264	417	318	291	339

Question 2144 (13.06.2016) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant la coopération policière roumano-luxembourgeoise:

La lutte contre la délinquance des Roms fit l'objet d'un reportage diffusé l'été dernier par «FranceTV info». On y apprend que depuis 2011 des policiers roumains patrouillent à Paris, ensemble avec leurs collègues français pour les aider à lutter contre la délinquance des Roms: vols à la tire, fausses pétitions et mendicité. D'après le reportage, cette forme de coopération policière aurait non seulement permis de faire baisser la délinquance d'un tiers, mais elle aurait également fait tomber la barrière linguistique entre la police et les personnes interpellées, évitant ainsi des malentendus malencontreux.

D'après mes informations, ce type de coopération entre la police locale et la police roumaine existerait également dans d'autres villes d'Europe. C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Messieurs les Ministres n'envisagent-ils pas de mettre sur pied ce type de coopération policière au Luxembourg?

Réponse commune (14.07.2016) de M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure, et de M. Félix Braz, Ministre de la Justice:

Nous avons connaissance de l'existence de ce type de coopération policière. Le fait de dépêcher des policiers dans un autre État afin de faciliter la coopération («officiers de liaison») est une pratique courante. Le Luxembourg est en contact étroit avec certains officiers de liaison étrangers, dont notamment l'officier de liaison roumain basé à Bruxelles et compétent pour le Luxembourg. Le Luxembourg, pour sa part, ne dispose que d'un officier de liaison auprès d'Europol mais peut, sur base de l'accord Benelux de coopération policière, solliciter les officiers de liaison belges et néerlandais à travers le monde.

Parmi les outils de coopération policière existants, le recours à un officier de liaison qui se trouve sur place à titre permanent peut s'avérer être un complément efficace. La Roumanie a dépêché un officier de liaison à Bruxelles qui est compétent pour les pays du Benelux. La

avec cet officier de liaison et entretiennent d'excellentes relations de travail avec lui. Il se rend à Luxembourg plusieurs fois par an et des réunions ont déjà également eu lieu à Bucarest.

Les canaux d'échange de données policières usuels tels que les télégrammes Interpol, les requêtes SIENA d'Europol, les signalements dans le Système d'information Schengen et les comparaisons d'empreintes digitales et d'ADN au titre des échanges «Prüm» demeurent néanmoins les outils principaux de coopération policière dans les enquêtes.

En 2014, sur initiative de la Direction de la circonscription régionale de Luxembourg, la mise en place d'un officier de liaison roumain au Luxembourg avait été envisagée. Il a dans ce contexte été procédé à une analyse détaillée des infractions commises par les ressortissants roumains au Luxembourg en relation avec les autorités roumaines. Les domaines de criminalité visés étaient la traite des êtres humains (notamment le proxénétisme), le crime organisé et les cambriolages. Il y a également eu des pourparlers avec les autorités judiciaires. Au terme de l'analyse, il a été décidé en janvier 2015 de mettre en suspens ce projet pour les motifs suivants: la stratégie d'endiguement porte ses fruits, la criminalité commise par des ressortis-

Question 2145 (13.06.2016) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant les mariages contractés par des réfugiées mineures:

Au Luxembourg, le Code civil détermine les conditions de fond et de forme à respecter par les futurs mariés pour que leur mariage soit valable.

Ainsi, l'article 144 alinéa 1^{er} du Code civil pose le principe que: «Nul ne peut contracter mariage avant l'âge de dix-huit ans.» Seul le juge des tutelles pourra, pour des motifs graves, lever cette prohibition.

L'article 170-1 du Code civil dispose quant à lui que: «Le mariage contracté en pays étranger, entre étrangers, est valable au Grand-Duché de Luxembourg s'il a été célébré dans les formes usitées dans le pays, et si les deux conjoints remplissent soit les conditions de fond exigées par la loi applicable à leur statut personnel sous réserve du respect de l'ordre public international ou si les deux conjoints satisfont aux conditions de fond de la loi luxembourgeoise.»

Formulé de manière abstraite, ces deux dispositions légales ne posent guère problème. Il se trouve toutefois qu'en Allemagne, les autorités se voient confrontées à un nombre non négligeable de mariages contractés par des réfugiées mineures dans leur pays d'origine.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de cas similaires au Luxembourg?

2. Combien de tels mariages ont été enregistrés au Luxembourg par an durant les cinq dernières années?

3. Comment les officiers de l'état civil procèdent face à des demandes de transcription de tels actes de l'état civil étrangers?

4. Combien de mariages contractés en pays étranger entre étrangers n'ont pas été reconnus au Luxembourg en application de l'article 170-1 du Code civil par an ces cinq dernières années?

Réponse (08.07.2016) de M. Félix Braz, Ministre de la Justice:

Réponse aux questions 1 et 2:

Il n'existe pas de statistiques en la matière mais suivant les informations reçues par le Parquet de Luxembourg, le chiffre de trois dossiers de demandes de reconnaissance de mariage impliquant des mineurs d'âge n'a été dépassé par an et ce chiffre n'a pas augmenté avec le nombre croissant de réfugiés ces dernières années.

Réponse à la question 3:

Quant à votre question comment les officiers de l'état civil procèdent face à des demandes de transcription de tels actes de l'état civil étrangers, il m'importe de préciser qu'une transcription d'un acte de l'état civil étranger peut être demandée par les seules personnes de nationalité luxembourgeoise. Il s'agit donc de l'hypothèse où un des conjoints a la nationalité luxembourgeoise et demande la transcription de son mariage sur le registre de l'état civil.

L'officier de l'état civil de la commune de résidence du demandeur devra vérifier si une publication de mariage préalable a été faite au Grand-Duché, conformément à l'article 170 du Code civil et transcrita l'acte après la vérification de sa validité formelle et, le cas échéant, au vu de la légalisation de la signature de son auteur. En l'absence d'une publication de mariage préalable, l'acte de mariage ne pourra être transcrit que sur production des pièces documentant que les conjoints remplissaient les conditions de fond pour se marier au moment de la célébration du mariage. En cas de doute, l'officier de l'état civil s'adressera au procureur d'Etat territorialement compétent.

Réponse à la question 4:

Depuis l'introduction de l'article 170-1 du Code civil par la loi du 23 mai 2016 sur la reconnaissance du mariage au Grand-Duché de Luxembourg et modifiant le Code civil, aucun refus de reconnaissance d'un mariage contracté en pays étranger au moment où un des époux était mineur n'a été prononcé.

Question 2146 (13.06.2016) de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant l'examen en urgence à l'IRM:

Il me revient qu'un médecin ayant demandé un rendez-vous urgent pour un patient au service IRM dans la ZithaKlinik a reçu un rendez-vous pour fin juillet 2016. Le patient ayant alors contacté le service IRM de la ZithaKlinik a eu comme réponse qu'au vu de l'urgence, le rendez-vous a été fixé au plus bref délai possible, sinon il aurait reçu un rendez-vous en octobre.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Est-ce que Madame la Ministre considère que des rendez-vous en urgence qui sont fixés à presque deux mois répondent à l'urgence?

- En cas de réponse négative, qu'est-ce que Madame la Ministre entend entreprendre pour que des rendez-vous puissent être fixés à une date plus rapprochée pour des patients nécessitant un examen en urgence à l'IRM?

Réponse (05.07.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

En principe, tout examen d'imagerie médicale doit être justifié par le bénéfice médical escompté pour le patient, mais des études réalisées dans d'autres pays européens ont démontré que la proportion d'examen non justifiés pouvait parfois atteindre 20 à 30%, voire davantage. Selon la directive Euratom en matière de radioprotection des personnes, la justification médicale fait partie des principes fondamentaux de la radioprotection et doit être considérée avant toute exposition d'un patient à des rayonnements ionisants. Le besoin de mieux implémenter le principe de justification est reconnu comme objectif prioritaire, tant au niveau international par l'International Atomic Energy Agency (IAEA) et l'OMS qu'au niveau européen.

Dans le cadre du plan d'action relatif à l'imagerie médicale, un audit de conformité des prescriptions d'examen d'imagerie médicale, y compris des examens d'IRM, vient d'être réalisé. Les premiers résultats montrent que 60% des demandes d'examen ne sont pas conformes à la législation: pour environ 60% des 2.000 demandes auditées, les informations nécessaires à la justification de l'examen ne figurent pas sur les demandes. Ce fait rend difficile et aléatoire une gestion des rendez-vous en fonction de la justification et de l'urgence.

Selon les informations à disposition des services du Ministère de la Santé, il n'existe à ce jour pas de statistiques concernant les délais d'attente pour les examens CT et IRM en ambulatoire, ni d'informations relatives au nombre d'examen prescrits au Luxembourg et effectués au Luxembourg respectivement à l'étranger.

Force est également de préciser qu'un pourcentage élevé de prescriptions d'examen radiologiques ne comporte pas d'informations permettant de juger de la justification et du degré d'urgence de l'examen.

Le Luxembourg dispose de 12,9 appareils IRM par million d'habitants, davantage que la France avec seulement 9,4 IRM par million d'habitants. En Belgique, le nombre total d'équipements IRM est limité à 121 par arrêté royal, ce qui correspond à 10,8 IRM par million d'habitants.

Il n'existe pas de guides ou de référentiels concernant le nombre idéal d'installations CT ou IRM à mettre à disposition par habitant. Néanmoins, comme le souligne l'OCDE dans son dernier rapport, si ce nombre est trop faible, cela peut entraîner des difficultés d'accès en termes de proximité géographique ou de délai d'attente, mais si, à l'inverse, ce nombre est trop élevé cela peut conduire à une sur-utilisation de ces procédures diagnostiques coûteuses avec peu, voire aucun bénéfice pour le patient.

Une IRM supplémentaire sera installée dans chacun des quatre groupes hospitaliers, portant ainsi le nombre total d'IRM dans le pays à onze équipements, soit davantage d'équipements IRM par million d'habitants que dans nos pays voisins.

Malgré l'augmentation du nombre d'équipements IRM prévue dans un futur proche, la justification des examens IRM restera primordiale pour résoudre les problèmes de délai d'attente

et pour une bonne prise en charge du patient, en assurant que le patient reçoive bien l'examen approprié.

Question 2147 (14.06.2016) de **M. Roy Reding** (ADR) concernant les garanties demandées dans le cas d'un prêt étudiant:

D'Associatioun vun de Studentevertrieder ACEL mécht drop opmierksam, datt eng vun de grouse Banken op der Plaz bei Studentepreten, niest der Garantie vum Stat, déi vum Gesetz ginn ass, och eng Garantie vun den Eltere verlaangt:

Dowéinst wéilt ech dem Här Héichschoulminister dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister bestätegen, datt eng oder méi Banke beim Studentepret eng Garantie/Bierschaft vun den Eltere verlaangen?

Wa, jo:

2. Deelt den Här Minister d'Meenung, datt d'Garantie vum Stat duergeet an datt d'Elteren net mussen beim Studentepret Bierg sinn?

3. Wéi eng Schrëtt wéilt d'Regierung bei de betraffene Banken ennerhuelen, fir datt dës mat esou enger Praxis ophalen?

Réponse (29.06.2016) de **M. Marc Hansen**, *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*:

Am Kader vun de Froe vum Deputéierte Roy Reding zu de Studentepreten wéll ech preziséieren, datt ech virun e puer Méint vun der ACEL driwwer informéiert gi sinn, datt bei der Ufro fir ee Studentepret eng Bank zousätzlech Garantie vun den Eltere gefrot hätt. Meng Servicer hunn doropshin direkt bei der concernierter Bank intervenéiert. No interne Recherchen huet d'Bank eis matgedeelt, datt et sech hei ëm eng falsch Interpretatioun vum Dossier vun enger vun hiren Agencë gehandelt huet an datt et keng gängeg Praxis wier.

Op eis Nofro hi krute meng Servicer vun der Bank confirméiert, datt dësen lertum dem Student an engem perséinleche Brëif matgedeelt ginn ass. Laut den Informatiounen, déi mer vun der Bank kruten, ass och uschléissend eng intern Nott vum d'Agencë vun der Bank verschéckt ginn, an där nach eemol op d'Konditiounen opmierksam gemaach gëtt, ënner deenen ee Studentepret soll accordéiert ginn.

Question 2148 (14.06.2016) de **Mme Taina Bofferding** (LSAP) concernant les garanties demandées dans le cas d'un prêt étudiant:

Dans une lettre adressée aux responsables des groupes politiques, l'Association des Cercles d'Étudiants luxembourgeois (ACEL) fait remarquer qu'un établissement bancaire de la place a récemment changé ses conditions d'octroi des prêts pour études supérieures.

D'après l'ACEL, cet institut, membre d'un groupe financier international important, n'attribuerait à des étudiants des prêts étudiants que sous condition que les parents se portent garants du prêt. Sachant que dans le contexte des aides pour études supérieures de l'État, ce dernier se porte déjà garant pour le cas où un étudiant se verrait dans l'impossibilité de rembourser son prêt, cette pratique, si jamais elle a lieu, est, comme le souligne l'association, en contradiction avec le but de la législation des aides financières et peut poser d'importants problèmes aux étudiants, dont les parents ne veulent pas ou ne peuvent pas se porter garants pour le prêt d'études supérieures de leurs enfants.

L'ACEL indique aussi qu'elle-même aussi bien que le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche auraient déjà essayé d'avoir des explications de la banque à ce sujet. En date du 13 juin 2016 (date de la lettre de l'ACEL) la banque n'avait pas donné suite à la demande.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les informations alléguées?

- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre a déjà eu réponse de la part de la banque?

- En cas de non-réponse de la part de l'institut bancaire, quelles autres démarches Monsieur le Ministre envisage-t-il d'entreprendre?

- Quel est, le cas échéant, le moyen d'action juridique de l'État en rapport avec la situation décrite ci-dessus?

Réponse (29.06.2016) de **M. Marc Hansen**, *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*:

J'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes en réponse à la question parlementaire n°2148 de Madame la Députée Taina Bofferding.

Il y a quelques mois, l'Association des Cercles d'Étudiants luxembourgeois (ACEL) m'a informé que, dans le cadre d'une demande d'un prêt étudiant, une banque aurait exigé une garantie supplémentaire de la part des parents de l'étudiant. Mes services se sont alors renseignés auprès de l'établissement bancaire concerné qui, après des investigations en interne, nous a assuré qu'il ne s'agit pas d'une pratique courante de la banque, mais d'une interprétation erronée de la part d'une de ses agences.

La banque a confirmé en outre d'avoir reconnu cette erreur d'interprétation dans une lettre personnelle adressée à l'étudiant et que par ailleurs une note interne a été transmise à toutes ses agences pour rappeler les conditions d'octroi d'un prêt étudiant.

Question 2149 (16.06.2016) de **M. Marc Lies** et **Mme Diane Aehm** (CSV) concernant le nouveau bâtiment du Lycée technique de Bonnevoie (LTB):

En novembre 2014, la Chambre des Députés avait, lors du débat sur le financement des grands projets d'infrastructure à réaliser par l'État, donné son accord de principe pour le réaménagement et l'extension du LTB. Monsieur le Ministre a déclaré en février dernier que le Conseil de Gouvernement a mis en place un comité de pilotage qui a comme mission d'assurer la gestion et le suivi de la mise en œuvre du projet. Selon le Ministre, la mise en service des nouvelles infrastructures est prévue pour la rentrée scolaire 2020-2021.

Vu le nombre important de 2.150 élèves qui vont fréquenter l'école et vu le grand nombre d'heures de natation à planifier suivant les programmes scolaires, une piscine faisait partie du programme de construction du nouveau bâtiment. La commune de Hesperange, qui n'est pas en possession d'une piscine assez grande pour combler ses besoins, avait demandé à plusieurs reprises de pouvoir utiliser cette piscine pour les cours de natation scolaires, ce qui rendrait l'infrastructure plus efficiente.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Le Gouvernement entend-il autoriser la construction de la piscine pour les besoins du LTB?

- Dans l'affirmative, est-ce possible que la commune de Hesperange puisse utiliser la piscine pour les cours de natation scolaires?

- La piscine sera-t-elle ouverte au grand public après les heures de classe?

- Dans le cas d'une suppression de la piscine, est-ce possible d'en savoir le motif?

Réponse commune (22.07.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Dans leur question parlementaire, les honorables Députés s'enquèrent au sujet du nouveau bâtiment du Lycée technique de Bonnevoie (LTB).

En effet, il a été décidé par le Gouvernement de procéder à la construction d'un nouveau bâtiment pour le Lycée technique de Bonnevoie. En ce qui concerne la construction d'une piscine, une décision définitive n'est pas encore prise étant donné que les différentes alternatives pour assurer les cours de natation des élèves du lycée sont actuellement à l'étude.

En règle générale, il est à noter qu'une utilisation des installations sportives des lycées en dehors des heures de classe est appuyée par le Gouvernement.

Question 2151 (16.06.2016) de **Mmes Sylvie Andrich-Duval** et **Martine Hansen** (CSV) concernant le comité à la formation professionnelle:

Le comité à la formation professionnelle a été institué par un règlement grand-ducal en 2009. Il a en premier lieu pour mission de conseiller le Gouvernement en vue de définir la

politique en matière de formation professionnelle.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner quand s'est tenue la dernière réunion du comité?

- Combien de réunions ont eu lieu l'année dernière?

- Quels sujets ont été évoqués et discutés lors des réunions de l'année passée?

Réponse (28.07.2016) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

La loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle stipule à l'article 4: La planification et la mise en œuvre sont accompagnées par un comité à la formation professionnelle qui a les missions suivantes:

1. conseiller le Gouvernement en vue de définir la politique en matière de formation professionnelle;

2. favoriser une meilleure adéquation entre les objectifs de la formation professionnelle et les besoins des différents secteurs de l'économie en tenant compte des différences entre les femmes et les hommes;

3. assurer la coordination des actions des départements ministériels et des chambres professionnelles concernés notamment en ce qui concerne l'anticipation des besoins en formation professionnelle.

Depuis la mise en vigueur de la loi sous rubrique, le comité à la formation professionnelle, dont les membres ont été nommés par le règlement ministériel du 13 novembre 2012 portant institution d'un comité à la formation professionnelle s'est réuni une seule fois, et ceci à la fin de l'année 2012.

Il va sans dire que je déplore que depuis la mise en vigueur de la loi précitée, le comité à la formation professionnelle ne se soit réuni qu'une seule et unique fois, et ceci malgré ses missions importantes. En fait, le comité à la formation professionnelle est appelé à émettre son avis préalablement à la prise de décisions afin d'établir une meilleure adéquation entre les objectifs de la formation professionnelle et les besoins des différents secteurs de l'économie luxembourgeoise. Il assure la coordination des actions des différents départements ministériels concernés, notamment en ce qui concerne l'anticipation des besoins en formation professionnelle.

Voilà pourquoi j'ai décidé de confier, par arrêté ministériel du 11 août 2015, la responsabilité à un nouveau président du comité à la formation professionnelle.

En dehors des membres prévus aux quatre premiers points de l'article 5 de la même loi, la nomination des membres du comité par le Ministre sur proposition de leur organisme d'origine est arrivée à échéance fin 2015. C'est pourquoi un appel à candidatures a été lancé durant cette même période. Étant donné que certains organismes d'origine nécessitaient du temps pour détecter et pour proposer les délégués, suppléants ou représentants respectables en la matière, la nouvelle composition du comité à la formation professionnelle fut définie par arrêté ministériel du 13 mai 2016.

Cependant, je tiens à ajouter qu'en attendant la publication des nominations au Mémorial B - n°59 du 7 juin 2016, la majorité des organismes d'origine du comité à la formation professionnelle a été sollicitée en la matière dans d'autres entrevues, soit individuellement soit collectivement, et ceci toujours en étroite relation avec la formation professionnelle:

- groupe de pilotage (représentants du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, du collège des directeurs de l'enseignement secondaire technique, coordinateurs des groupes curriculaires, des chambres professionnelles patronales et salariales) - six entrevues en 2015 et 2016;

- groupe de travail «formation professionnelle du collège des directeurs de l'enseignement secondaire technique» - six entrevues en 2015 et 2016;

- Chambre des Salariés - une entrevue en 2015;

- Chambre des Métiers - une entrevue en 2015;

- Chambre de Commerce - une entrevue en 2015;

- Chambre d'Agriculture - une entrevue en 2015;

- OGB-L/SEW - une entrevue en 2016;

- intersyndicale - une entrevue en 2016;



- Conseil supérieur de l'Éducation nationale - une entrevue en 2016;

- Fedil - une entrevue en 2016;

- Fédération des Artisans - une entrevue en 2016;

- certains groupes curriculaires - quatre entrevues en 2016.

Finalement, je tiens à souligner que le comité à la formation professionnelle s'est réuni, en ma présence, le lundi 11 juillet 2016. L'ordre du jour se penchait sur les adaptations à apporter à la formation professionnelle. Au courant de l'année 2016, deux réunions supplémentaires sont prévues.

Question 2152 (16.06.2016) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant la **politique de promotion des transports publics**:

En matière de transports, le Gouvernement accorde une priorité absolue aux transports publics et à la mobilité douce. Le «mPass» (Mobilitépass) est un titre de transport spécifique à tarif réduit destiné exclusivement aux salariés des entreprises/administrations établies sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg. Lancé en juillet 2009, cet abonnement a pour objectif principal de sensibiliser à la fois les chefs d'entreprises et les salariés aux transports en commun.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Combien d'entreprises/administrations ont souscrit une convention avec le «Verkéiersverbond»?

- Combien de «mPass» étaient en circulation en 2015?

- Est-il prévu de conclure une convention entre l'État et le «Verkéiersverbond» afin que tous les fonctionnaires et employés de l'État puissent profiter de cette offre?

Réponse (29.07.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Les honorables Députés s'enquêtent au sujet de l'évolution du produit tarifaire du «mPass».

En effet, le «mPass» est un produit tarifaire développé au profit des salariés des entreprises/administrations établies sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

À noter dans ce contexte que fin 2016, le «mPass» sera aussi disponible sur les lignes de bus transfrontalières.

Depuis le lancement du «mPass» en 2009, 197 conventions ont été souscrites, dont, à ce jour, 144 sont encore en vigueur. Ainsi, au 20 juin 2016, 11.485 «mPass» étaient en circulation.

Les fonctionnaires et employés publics peuvent déjà à l'heure actuelle profiter de cette offre dans la mesure où les administrations s'organisent individuellement pour conclure une telle convention avec le «Verkéiersverbond».

Question 2153 (16.06.2016) de **MM. Gusty Graas** et **Max Hahn** (DP) concernant l'**avant-projet de loi concernant le dédommagement des victimes résidant au Luxembourg en cas d'accident nucléaire**:

Un ancien chef de la Division de la radioprotection vient de remarquer dans la presse nationale l'existence d'un avant-projet de loi de douze pages concernant le dédommagement des victimes résidant au Luxembourg en cas d'accident nucléaire, texte étroitement apparenté à la loi autrichienne en vigueur depuis 1999.

À ce sujet nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Mesdames les Ministres ont-elles connaissance d'un tel avant-projet de loi? Le cas échéant, seraient-elles disposées à déposer le texte respectif?

- Dans les circonstances actuelles où les dangers posés par les centrales nucléaires proches de nos frontières territoriales deviennent de plus en plus apparents, Mesdames les Ministres estiment-elles que le législateur devrait agir dans le domaine du dédommagement des victimes en cas d'accident nucléaire?

Réponse commune (18.07.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

Le document auquel font référence les honorables Députés avait été élaboré sur initiative d'un fonctionnaire qui n'était plus au service du Ministère de la Santé. Ce document qui n'a jamais dépassé le stade de l'ébauche, avait pour objectif la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires en relation avec un accident nucléaire lié à une installation nucléaire.

Dans la mesure toutefois où le Luxembourg ne dispose pas, sur son propre territoire, d'installation de ce type, et comme une loi est d'application territoriale, le législateur ne saurait créer, en cas d'incident nucléaire ayant une répercussion sur le territoire luxembourgeois, une obligation de réparation à charge de l'exploitant d'une telle infrastructure implantée dans un État voisin.

Toujours est-il que l'indemnisation des victimes en cas d'accident nucléaire fait partie des réflexions qui seront menées, sous l'autorité du Haut-commissariat à la Protection nationale, dans le cadre de l'élaboration d'un plan post-accidentel consécutif à un accident nucléaire.

Dans ce contexte, il faut rappeler que, dans les suites de l'accident nucléaire de Fukushima, la Commission européenne avait insisté sur la nécessité d'une approche commune européenne en matière de responsabilité et d'assurance du risque nucléaire et annoncé des propositions y relatives. Le Gouvernement va se renseigner auprès de la Commission sur l'état actuel de ces propositions.

Question 2154 (17.06.2016) de **M. Max Hahn** (DP) concernant la **géolocalisation**:

Afin d'améliorer la qualité de leur service de secours, les pompiers des départements français du Var et du Morbihan ont développé un système simplifié qui leur permet de géolocaliser précisément une personne en détresse.

En effet, l'outil «Geoloc18_112» permet aux services de secours d'envoyer un SMS avec un lien hypertexte à l'appelant. Après avoir confirmé ce lien, ce dernier est alors dirigé vers un site Web capable de récupérer les coordonnées GPS de son portable.

Il convient de préciser que cet outil ne demande aucune installation préalable et fait gagner du temps précieux, surtout dans les situations où les appelants n'ont pas de points de repère pour se localiser eux-mêmes (incident lors d'une promenade en forêt, accident de voiture entre deux villages, etc.).

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les moyens actuels des services de secours luxembourgeois pour localiser une personne en détresse?

- Dans une situation d'urgence, les opérateurs du 112 peuvent-ils recourir à une géolocalisation sans l'autorisation préalable du parquet? Dans la négative, combien de temps s'écoulet-il en moyenne avant qu'une décision du parquet soit prise?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que l'outil «Geoloc18_112» pourrait s'avérer utile pour les services de secours luxembourgeois?

Réponse (26.07.2016) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

Par le biais de sa question parlementaire, l'honorable Député Max Hahn souhaite obtenir des précisions au sujet des ressources actuelles dont disposent les services de secours luxembourgeois pour localiser une personne en détresse.

Ces moyens sont actuellement limités à un transfert d'informations de la position géographique de la station de base d'un opérateur de téléphonie mobile par le biais de laquelle l'appel au Central des Secours d'Urgence (CSU-112) a été initié. Il s'agit dès lors d'une information codée qui sera par la suite utilisée par l'opérateur du CSU-112 afin de détecter la position géographique de la station de base concernée. Il convient de préciser que cette information est approximative, le territoire ciblé peut, en effet, s'étendre, en fonction de la configuration de la station de base, endéans une distance de 300 mètres et 20 kilomètres. Par ailleurs, l'envoi des données de géopositionnement des antennes d'émission n'est actuellement pas assuré par l'ensemble des opérateurs luxembourgeois.

Quant à la question au sujet du recours des opérateurs du CSU-112 à une géolocalisation sans l'autorisation du parquet, il faut savoir que, lors d'une recherche d'une personne en détresse, le CSU-112 prend recours aux services de la Police grand-ducale qui font les dé-

marches nécessaires afin d'obtenir une autorisation formelle du parquet.

Les tests effectués au CSU-112 avec des applications similaires se sont révélés quelque peu satisfaisants, sachant que le fonctionnement dépend fortement de la connexion au réseau Internet.

S'y ajoute que les applications de ce type ne sont jamais à considérer comme étant des services sécurisés et accessibles à toutes les personnes résidentes et non résidentes.

À titre d'exemples, les motifs suivants démontrent clairement les limites de ces applications:

1. Pas tout le monde ne dispose d'un appareil mobile permettant d'utiliser une application de géolocalisation;

2. Lorsqu'une personne se trouve dans une situation de détresse vitale réelle, l'activation et la manipulation de l'application ne sont pas toujours réalisables par l'appelant au numéro 112 compte tenu de la situation concernée;

3. Il n'est pas garanti que les applications étrangères couvrent le réseau luxembourgeois;

4. Il existe une multitude d'applications, l'intégration de toutes ces applications au niveau du CSU-112 n'est ni faisable, ni gérable;

5. Ces logiciels nécessitent l'accès à Internet, ce qui représente un facteur de risque quant à la disponibilité et à l'accessibilité de ce service, tant du côté de l'appelant que du côté de l'opérateur du CSU-112.

Pour que des applications du type «Geoloc18_112» soient utiles pour assurer des services de secours fiables et rapides, il faudrait établir un système unique à caractère universel qui prendra recours au numéro d'urgence 112, ceci indépendamment de l'opérateur ainsi que de la marque et du type de l'appareil mobile.

Question 2155 (17.06.2016) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant la **polygamie**:

L'article 70 (3) de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration dispose que «le regroupement familial d'un conjoint n'est pas autorisé en cas de mariage polygame, si le regroupant a déjà un autre conjoint vivant avec lui au Grand-Duché de Luxembourg».

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Messieurs les Ministres ont-ils dans le passé déjà été confrontés à des demandes visant le regroupement au Luxembourg d'une famille polygamique?

2. Aux termes de la loi, les personnes concernées peuvent-elles faire venir à tour de rôle leurs femmes au Luxembourg dans le cadre d'un regroupement familial?

3. En l'absence de disposition visant expressément le mariage polygamique dans le cadre de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire. Messieurs les Ministres peuvent-ils me préciser sur quelle base un tel regroupement familial polygamique peut être refusé?

Réponse commune (18.07.2016) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, et de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

ad 1. Il y a déjà eu des demandes de regroupement familial pour un conjoint dans le cadre d'un mariage polygame introduites auprès de la Direction de l'immigration sur base de l'article 69 et suivants de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration. Ces demandes ont été refusées sur base de l'article 70 de ladite loi.

ad 2. L'article 70 paragraphe (3) de la loi du 29 août 2008 précitée relève que «le regroupement familial d'un conjoint n'est pas autorisé en cas de mariage polygame, si le regroupant a déjà un autre conjoint vivant avec lui au Grand-Duché de Luxembourg». Il est donc exclu qu'un ressortissant de pays tiers qui vit au Luxembourg avec son conjoint puisse faire venir d'autres conjoints éventuels. Le cas d'une demande de faire venir à tour de rôle des conjoints différents ne s'est pas encore présentée. Toutefois une demande de regroupement familial pour un nouveau conjoint ne serait autorisée qu'en cas de divorce du premier conjoint et en cas de reconnaissance du mariage avec le nouveau conjoint. Il reste à rappeler que l'article 391 du Code pénal prévoit que «quiconque, étant engagé dans les liens du mariage, en aura contracté un autre avant la

dissolution du précédent, sera puni de la réclusion de cinq à dix ans».

ad 3. Selon l'article 5 de la loi du 18 décembre 2015, toute personne majeure jouissant de la capacité juridique a le droit de présenter une demande de protection internationale en son nom. Si une famille polygame se présentait, seule une personne serait considérée comme conjoint tandis que les autres personnes ne seraient pas considérées comme faisant partie de la même entité familiale, ceci pour des raisons d'ordre public, mais auraient la possibilité d'introduire une demande de protection internationale à titre individuel.

L'article 56 (2) de cette même loi précise que le ministre veille à ce que les membres de la famille du bénéficiaire du statut de réfugié ou du statut conféré par la protection subsidiaire, qui individuellement ne remplissent pas les conditions nécessaires pour obtenir ce statut puissent prétendre aux avantages visés aux articles 57 à 66, dans la mesure où cela est compatible avec le statut personnel du membre de la famille. Néanmoins aux vœux du paragraphe (4) de cet article, le ministre peut refuser, limiter ou retirer lesdits avantages pour des raisons d'ordre public.

Question 2157 (17.06.2016) de **Mmes Octavie Modert** et **Martine Hansen** (CSV) concernant la **nouvelle direction du Service de la formation professionnelle**:

Après la révocation du directeur du Service de la formation professionnelle, il se trouve, d'après des informations divulguées par «wort.lu», que le nom de son successeur serait déjà gravé dans le marbre. Pourtant, la date limite pour l'envoi des candidatures courrait encore jusqu'aujourd'hui.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer les informations divulguées par «wort.lu»?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous indiquer pour quelles raisons les vacances de postes n'ont pas été publiées sur le site du Ministère de la Fonction publique?

Réponse commune (29.07.2016) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

En réponse aux questions posées, nous avons l'honneur d'informer les honorables Députés de ce qui suit:

Les informations divulguées par «wort.lu» ne sauraient être confirmées. L'appel à candidatures a été publié sur le site Internet du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) pendant la période du 8 juin (00h00) au 18 juin (00h00). De plus, cet appel a été transmis en date du 8 juin 2016 par email à toutes les directions des lycées et lycées techniques avec prière de transmettre cette information aux personnes susceptibles de pouvoir postuler. La date limite pour l'envoi des candidatures a bien été respectée et l'ensemble des candidats ayant postulé pour la vacance de poste de successeur du directeur du Service de la formation professionnelle, de même que ceux pour la vacance de poste du directeur adjoint du même service, ont été vus et entendus en personne par le Ministre vendredi, 1^{er} juillet 2016 dans les locaux du MENJE, ce qui lui a permis de soumettre au Conseil de Gouvernement un choix justifié.

Concernant la publication de vacances de postes, il convient de souligner que la seule obligation légale est une publication de façon appropriée, ce conformément à l'article 2, paragraphe 2 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État qui dispose que «toute vacance de poste doit obligatoirement être portée à la connaissance des intéressés par la voie appropriée. Il y a lieu de préciser à chaque fois si la vacance de poste doit être pourvue par voie de recrutement externe ou par voie de recrutement interne.»

Dans le cadre du recrutement centralisé, le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative (MFPPRA) publie régulièrement, sur le site Internet de la fonction pu-

blique et dans la presse nationale, les vacances de postes de fonctionnaires dont l'accès se fait par la voie d'un examen-concours organisé par les services du MFPPRA ainsi que toutes les vacances de postes d'employés de l'État, à l'exception:

1. des vacances de postes relevant des professions médicales, paramédicales, sociales, éducatives et de l'enseignement;

2. des vacances de postes qui sont destinés à être occupés par une fonction dirigeante telle que définie par la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État.

La publication des vacances de postes de fonctions dirigeantes comme celles de directeur et de directeur adjoint ne relève donc pas de la responsabilité du MFPPRA, mais du ministère de tutelle. Une publication sur le site Internet de la fonction publique n'est dès lors pas nécessaire, mais néanmoins possible, dans la mesure où le MFPPRA peut procéder à tout moment, et en cas de demande d'un département ministériel, d'une administration ou d'un service de l'État, à la publication d'une vacance de poste sur son site Internet sous la rubrique «recrutement décentralisé».

Question 2158 (17.06.2016) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant le **soutien au développement durable des zones rurales**:

Les modalités d'application de certaines mesures de la nouvelle loi concernant le soutien au développement durable des zones rurales sont définies par voie de règlement grand-ducal. Cependant la majorité des règlements grand-ducaux prévus par la loi se font toujours attendre.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture:

1. Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les délais de finalisation des différents règlements grand-ducaux tels que prévus dans la loi susmentionnée et notamment de leur mise en œuvre?

2. Quand les agriculteurs pourront-ils souscrire de nouveaux contrats agroenvironnementaux?

3. Quand les primes pour les mesures agroenvironnementales pourront-elles être versées aux agriculteurs?

4. Quand les premiers projets d'investissement pourront-ils être analysés et autorisés? Quand les aides d'investissement afférentes pourront-elles être versées?

Réponse (18.07.2016) de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*:

ad 1. Le règlement grand-ducal du 27 juin 2016 concernant la détermination du revenu professionnel agricole cotisable en matière d'assurance maladie et d'assurance pension vient d'être publié au Mémorial A n°115 du 1^{er} juillet 2016.

Les quatre projets de règlement grand-ducal suivants figurent à l'ordre du jour de la séance plénière du Conseil d'État du 15 juillet 2016:

- le projet de règlement grand-ducal portant exécution du titre I et du titre II, chapitres 1^{er}, 2, 3, 4, 5, 12 et 13 de la loi du... concernant le soutien au développement durable des zones rurales;

- le projet de règlement grand-ducal relatif aux régimes d'aides prévus au titre III de la loi du... concernant le soutien au développement durable des zones rurales;

- le projet de règlement grand-ducal instituant une prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel et à l'encouragement d'une agriculture respectueuse de l'environnement;

- le projet de règlement grand-ducal fixant les montants des produits standards servant à la détermination de la dimension économique d'une exploitation agricole.

Le projet de règlement grand-ducal instituant des régimes d'aide en faveur de méthodes de production agricole respectueuses de l'environnement a été adopté par le Conseil de Gouvernement le 6 juillet 2016 et soumis au Conseil d'État pour avis.

Il est prévu de demander l'inscription du projet de règlement grand-ducal portant exécution des dispositions des chapitres 17 et 18 de la loi du... concernant le soutien au développement durable des zones rurales à l'ordre du jour d'une des réunions du Conseil de Gouvernement du mois de juillet 2016.

Le Conseil de Gouvernement sera prochainement saisi du projet de règlement grand-ducal fixant les modalités d'application de l'indemnité compensatoire annuelle à allouer aux agriculteurs dans les zones défavorisées, applicable pour les années 2016 et 2017.

Le projet de règlement grand-ducal instaurant un régime d'aides à la restructuration et à la reconversion des vignobles est en voie d'élaboration.

ad 2. Les contrats pourront être signés dès la publication du règlement grand-ducal au Mémorial. Pour ne pas retarder davantage la conclusion de ces contrats, une brochure d'information destinée aux agriculteurs et aux autres acteurs concernés présentera sous forme vulgarisée les différentes mesures.

Au vœu de l'article 64 du projet de règlement grand-ducal, la demande pour les années culturelles 2015-2016 et 2016-2017, est à introduire dans un délai de trois mois suivant l'entrée en vigueur du règlement, tandis qu'à partir de l'année culturelle 2017-2018 le délai sera le 1^{er} août précédant la première année culturelle de l'engagement. Des séances d'information seront organisées à la rentrée.

Les articles 64 et 73 du projet de règlement grand-ducal prévoient que les personnes qui ont manifesté leur intérêt auprès de l'Administration des services techniques de l'agriculture sous la forme d'une demande provisoire introduite avant le 1^{er} janvier 2015 peuvent bénéficier de l'aide au titre de l'année culturelle 2014-2015. Après la publication du règlement grand-ducal, une demande de participation définitive sera adressée aux personnes concernées.

ad 3. Selon l'article 65 du projet de règlement grand-ducal, les primes sont versées annuellement après la fin de chaque période de douze mois calculée à partir du début de l'engagement sur base d'une demande de paiement. Pour l'année culturelle 2014-2015 les demandes de paiement peuvent donc être introduites dès la signature du contrat.

ad 4. L'examen des demandes d'aide introduites depuis le 1^{er} juillet 2014 est en cours. Le cas échéant, le demandeur sera invité à compléter sa demande afin que celle-ci satisfasse aux conditions posées par le projet de règlement grand-ducal.

Les demandes d'aide passent désormais par un processus de sélection. Selon l'article 4 du projet de règlement grand-ducal portant exécution des titres I et II de la loi... sont admis à la première sélection les projets introduits jusqu'au premier jour du septième mois qui suit la publication de la loi du... concernant le soutien au développement durable des zones rurales au Mémorial.

C'est donc à l'issue de cette période que les premiers projets pourront être autorisés. Selon l'article 1^{er} du projet de règlement grand-ducal portant exécution du titre I et du titre II précité, les aides sont payées sur présentation d'une demande de paiement, accompagnée, au vœu de l'article 11 du même règlement, des factures acquittées. Le paiement intervient donc après l'exécution des travaux. Des acomptes peuvent être payés pour des investissements en biens immeubles dont le coût dépasse 150.000 euros, lorsque le montant exposé pour des travaux qui ont déjà été réalisés s'élève à 75.000 euros au moins.

Question 2159 (17.06.2016) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant la **lutte contre le travail au noir**:

D'après un article paru au Luxemburger Wort vendredi dernier, seuls 18.004 ménages auraient en 2015 déclaré au Centre commun de la sécurité sociale (CCSS) l'engagement de travailleurs à domicile. L'auteur de l'article en conclut que, ou bien seul 10% des ménages occupent de telles personnes, ou bien le travail au noir est très répandu au Luxembourg.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Messieurs les Ministres disposent-ils de statistiques voire de projections concernant le travail au noir au Luxembourg en général et plus particulièrement en ce qui concerne de tels tra-

voux exécutés au profit d'un ménage privé?

2. Dans quels secteurs les indices de travail au noir mènent le plus souvent à des contrôles de la part de l'ITM respectivement de l'Administration des douanes et accises? Sur base de ces données, Messieurs les Ministres peuvent-ils m'indiquer si plus de femmes ou plus d'hommes font l'objet de tels contrôles?

3. Sachant que les membres de l'inspection du travail n'ont accès aux locaux servant à l'habitation que 1. en présence d'indices graves faisant présumer que l'origine d'une infraction aux lois soumises à la compétence de l'Inspection du travail et des mines (ITM) se trouve dans ces locaux et 2. en vertu d'un mandat du juge d'instruction, Monsieur le Ministre du Travail entend-il mettre à profit la réforme de l'Inspection du travail et des mines pour revoir cette donne?

4. Messieurs les Ministres considèrent-ils que l'ITM et l'Administration des douanes et accises disposent d'agents en nombre suffisant pour mener à bien leurs missions en matière de lutte contre le travail non déclaré?

5. Combien de membres de l'inspection du travail sont actuellement opérationnels pour mener des enquêtes et inspections sur le terrain? Qu'en est-il du côté de l'Administration des douanes et accises en ce qui concerne plus particulièrement la lutte contre le travail au noir?

6. D'après quels critères les deux administrations procèdent-elles pour dénicher d'éventuels cas de travail non déclaré?

7. Quel est au demeurant l'impact de la hausse de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de 3% à 17% sur le travail non déclaré au Luxembourg?

Réponse commune (25.07.2016) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*, et de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

ad 1. Ni l'Administration des douanes et accises (ADA), ni l'Inspection du travail et des mines (ITM) ne disposent de statistiques relatives au travail clandestin ou relatives aux travaux qui sont exécutés au profit des ménages privés.

En ce qui concerne plus particulièrement l'ITM, il convient de souligner que cette administration n'est pas compétente en ce qui concerne l'affiliation des salariés auprès des régimes de sécurité sociale luxembourgeois, cette matière relevant du domaine de compétence du Centre commun de la sécurité sociale.

ad 2. Les contrôles de l'ADA portent sur l'activité économique/commerciale illégale au sens de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certains professions libérales (droit d'établissement).

D'après l'expérience sur le terrain des inspecteurs de travail, le travail au noir n'est pas l'apanage des chantiers; d'autres secteurs sont tout aussi concernés comme par exemple le secteur de la restauration et de l'hôtellerie.

Les contrôles de l'ITM ne se limitent cependant pas à combattre le travail au noir, mais sont effectués régulièrement dans tous les secteurs économiques confondus et ce afin de faire respecter toutes les dispositions relatives aux conditions de travail et celles relatives à la sécurité et à la santé au travail.

Aussi, lors de ses contrôles, l'ITM ne fait pas de distinction entre les hommes ou les femmes, mais effectue ces contrôles en toute impartialité, neutralité et indépendance, comme le prévoient les dispositions de la Convention internationale de l'Organisation internationale du travail (OIT) n°81 sur l'Inspection du travail.

ad 3. L'article L.614-3 du Code du Travail dispose que «s'il existe des indices suffisants ou des motifs légitimes de considérer qu'un contrôle du respect des dispositions légales soumises à la compétence de l'Inspection du travail et des mines s'impose dans les chantiers, établissements et immeubles ainsi que leurs dépendances respectives, les membres de l'inspection du travail doivent y avoir accès librement et sans avertissement préalable, ceci à toute heure du jour et de la nuit. Les actions de contrôle ou de perquisition entreprises sur place respecteront le principe de proportionnalité par rapport aux motifs invoqués.

Les dispositions reprises à l'alinéa qui précède ne sont en principe pas applicables aux locaux qui servent à l'habitation.

Toutefois, et sans préjudice des dispositions de l'article 33, paragraphe 1, du Code d'instruction criminelle, s'il existe des indices graves faisant présumer que l'origine d'une infraction aux lois soumises à la compétence de l'Inspection du travail et des mines et aux règlements pris pour leur exécution se trouve dans les lo-

caux destinés à l'habitation, il peut être procédé à la visite domiciliaire entre six heures et demie et vingt heures par deux de ces agents agissant en vertu d'un mandat du juge d'instruction.»

Le seul fait de permettre à l'ITM de pouvoir effectuer des contrôles au sein des locaux qui servent à l'habitation à toute heure du jour et de la nuit et sans mandat du juge d'instruction, à l'instar de ceux pouvant être effectués dans les chantiers ou entreprises, ne contribuera certainement pas à résoudre à lui seul le problème du travail au noir auprès des ménages privés.

ad 4. À la fin de l'année 2015, les effectifs de l'Inspection du travail et des mines se chiffraient à 95 personnes, dont 67 fonctionnaires et 28 employés.

À plus long terme et pour pouvoir faire face aux challenges futurs et pour garantir un développement durable du «core business», l'ITM devra dans les prochaines années procéder au recrutement d'un nombre considérable d'agents supplémentaires.

Quant à l'ADA, cette administration dispose d'un contingent suffisant d'agents, justifiant de la qualité d'officier de police judiciaire, qui procèdent, entre autres, aux contrôles en matière du droit d'établissement et recherchent et constatent les infractions y relatives.

ad 5. Une des principales missions du service «Inspections, Enquêtes et Contrôles (ICE)», dont le nombre d'inspecteurs s'élève actuellement à neuf agents et deux responsables juristes, est de devoir passer du système d'inspection réactif actuel en un système d'inspection proactif moderne.

ad 6. Les contrôles de l'ADA en matière de droit d'établissement se font de façon spontanée sur initiative des agents de l'ADA, suite à des dénonciations circonstanciées et identifiées et sur demande de la Direction générale PME et entrepreneuriat du Ministère de l'Économie ainsi que des parquets respectifs.

L'ITM n'a pas de compétences en matière de droit d'établissement.

ad 7. L'élargissement de la base en matière de TVA concernait d'une part la consommation sur place de boissons alcooliques et d'autre part la construction de logements mis à la disposition de tiers qui sont depuis le 1^{er} janvier 2015 soumises au taux normal de TVA. Aucun impact sur le travail non déclaré lié à cette hausse de TVA n'a pu être observé.

Question 2160 (20.06.2016) de **M. Georges Engel** (LSAP) concernant le **château de Sanem**:

En vue de son intégration dans le nouveau Centre de recherche interdisciplinaire «Institut d'histoire du temps présent» de l'Université du Luxembourg, le Centre virtuel de la connaissance sur l'Europe (CVCE) a récemment quitté son ancien siège au château de Sanem dont l'État est le propriétaire depuis 1972. Partant, le château n'a plus d'occupant et attend sa réaffectation.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Est-ce que le Gouvernement a déjà un projet pour la future affectation du château?

- Le cas échéant, le château doit-il subir des rénovations ou transformations majeures? Qu'en est-il du parc faisant partie du domaine?

- Enfin, le Gouvernement envisage-t-il d'impliquer la commune de Sanem dans les discussions autour de la future affectation du château et de son parc?

Réponse (20.07.2016) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

En ce qui concerne une future affectation du château de Sanem certaines réflexions ont été menées, mais n'ont pas pu aboutir compte tenu de l'état général de l'immeuble souffrant de certains désordres structurels suite aux reconstructions et transformations successives jusque dans les années 50.

Ainsi, deux pièces au premier étage ont dû être condamnées en raison d'un problème de stabilité du sol en bois. Une analyse approfondie de la structure portante du bâtiment devra être réalisée.

En ce qui concerne la sécurité du bâtiment, certains manquements sont à déplorer comme la présence de dalles en bois qui ne présentent pas de résistance au feu suffisante. Les sorties de secours et la détection incendie ne sont plus conformes à la réglementation en vigueur.

En 2011, suite à la détection de présence d'amiante dans certains locaux du château, des



mesures d'assainissement ponctuelles ont été entreprises, mais une remise en état complète du château est indispensable y compris des combles nécessitant des travaux de décontamination, d'isolation et d'aménagement. La durée des travaux est estimée à trois ans. Pareils travaux ne sont que difficilement réalisables en cas d'occupation partielle de l'immeuble.

En ce qui concerne le parc du château de Sanem, il est actuellement loué à la commune de Sanem jusqu'en 2020 au moins. Des contacts avec la commune auront lieu lorsqu'il s'agira de décider du futur de ce site.

Question 2161 (20.06.2016) de **M. Aly Kaes** (CSV) concernant le **harcèlement moral**:

Le harcèlement moral au travail dans le secteur privé est actuellement appréhendé par une convention du 25 juin 2009 relative au harcèlement et à la violence au travail signée par les syndicats OGB-L et LCGB, d'une part, et l'UEL, d'autre part, puis déclarée d'obligation générale par un règlement grand-ducal du 15 décembre 2009.

Aux termes de la convention, il appartient aux partenaires sociaux, signataires de la convention, de procéder à l'évaluation de celle-ci au bout de cinq ans en vue d'une éventuelle révision subséquente.

En toute logique, le programme gouvernemental stipule que «sur base de cette évaluation, le Gouvernement élaborera un projet de loi contre le harcèlement moral en se fondant sur la proposition de loi n°4979 déposée le 4 juillet 2002».

Il se trouve que Monsieur le Ministre a récemment déclaré devant les membres de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale qu'un projet de loi en matière de harcèlement moral sur le lieu de travail serait actuellement en cours de préparation.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

1. Les partenaires sociaux ont-ils d'ores et déjà procédé à l'évaluation de la convention du 25 juin 2009? Quelles en sont les conclusions?

2. En l'absence d'une telle évaluation, Monsieur le Ministre compte-t-il faire cavalier seul?

3. Monsieur le Ministre peut-il quantifier le phénomène du harcèlement moral? Combien d'affaires de harcèlement moral ont abouti à des condamnations de l'employeur en justice? Combien de cas de harcèlement moral ont fait l'objet d'une médiation informelle de la part des inspecteurs du travail? Combien de cas de harcèlement moral ont fait l'objet d'une médiation classique?

Réponse (02.08.2016) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*:

ad 1. + 2. En ce qui concerne l'état d'avancement de l'évaluation de la convention signée par les partenaires sociaux en 2009, le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire ne peut pas se prononcer alors que cette évaluation relève de la seule compétence des parties signataires.

Indépendamment de ladite convention et de son évaluation, les travaux relatifs à un projet de loi portant protection contre le harcèlement moral seront entamés dès la rentrée.

ad 3. Le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire ne dispose pas de renseignements sur le nombre des affaires de harcèlement moral qui auraient abouti à une condamnation de l'employeur en justice et ne peut pas non plus quantifier le phénomène étant donné que les victimes de harcèlement moral ne sont pas obligatoirement tenues de passer par l'Inspection du travail et des mines (ITM) pour entamer une action en justice contre l'auteur présumé du harcèlement.

Depuis le 1^{er} mars 2015, six salariés se sont adressés à l'ITM pour obtenir des renseignements en matière de harcèlement moral et onze plaintes qui nécessitent un traitement plus intensif ont été déposées auprès de l'ITM, dont neuf sont encore en cours de traitement.

Les dossiers relatifs aux deux autres plaintes ont été traités dans le cadre d'une médiation informelle conformément à l'article L.614-2 du Code du Travail.

Par ailleurs, le Ministère soutient financièrement une association sans but lucratif engagée dans le suivi et l'assistance des personnes victimes d'un harcèlement moral.

Question 2162 (20.06.2016) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant les **régimes complémentaires de pension**:

Déjà en 2009, le ministre en charge de la sécurité sociale de l'époque s'était engagé à revoir la législation sur les régimes complémentaires de pension (RCP) en faveur des travailleurs non salariés.

Cette volonté de réformer les RCP a également été inscrite dans le programme gouvernemental de la coalition actuelle:

«Une révision de la loi du 8 juin 1999 relative aux régimes complémentaires de pension (RCP) s'impose à plusieurs niveaux; ainsi le champ d'application matériel, temporel et, surtout, personnel de la loi RCP devra être élargi, des modifications d'ordre fiscal devront intervenir et la notion de droits acquis sera à préciser. D'autres adaptations de nature diverse s'imposent suite aux difficultés rencontrées durant plus de dix ans d'application de la législation sur les régimes complémentaires de pension.

L'extension des régimes complémentaires de pension aux professions libérales et indépendantes ainsi qu'à certaines catégories de salariés non affiliés à un régime d'entreprise s'avère nécessaire afin d'offrir à tous les citoyens la possibilité de bénéficier des mêmes avantages fiscaux que celles dont bénéficient les personnes affiliées à un régime complémentaire de pension d'entreprise dans le cadre de la loi RCP. [...]

Dans le cadre d'une interview accordée en août dernier à «paperjam.lu», Monsieur le Ministre indique qu'un projet de loi en la matière sera présenté au début de l'année 2016.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Quand le projet de loi en question sera-t-il déposé à la Chambre des Députés?

2. Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les versements perçus au titre des régimes complémentaires de pension ne rentrent ni dans le champ d'application de l'échange automatique d'informations fiscales au niveau européen, ni dans celui de l'échange d'informations tel qu'envisagé par l'OCDE voire le G20?

Réponse commune (21.07.2016) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*, et de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

ad 1. Le Conseil de Gouvernement sera saisi en automne de l'avant-projet de loi portant modification de la loi du 8 juin 1999 relative aux régimes complémentaires de pension.

ad 2. Les régimes complémentaires de pension ne rentrent pas dans le champ d'application de l'échange automatique d'informations fiscales tel que prévu par la directive 2014/107/UE du Conseil du 9 décembre 2014 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal au titre des comptes exclus.

Question 2163 (20.06.2016) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant le **petit-déjeuner**:

Il me revient que le petit-déjeuner, considéré comme le repas le plus important de la journée, n'est plus une habitude quotidienne pour beaucoup d'élèves qui partent le ventre vide à l'école. En effet de nombreux enseignants auraient constaté que certains de leurs élèves ne prennent pas de petit-déjeuner. Pour endiguer ce phénomène, on pourrait offrir à ces élèves un petit-déjeuner au sein de l'école.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que de plus en plus d'écoliers ne prennent pas un petit-déjeuner à la maison?

2. Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'on devrait offrir aux élèves qui arrivent à l'école sans avoir pris le petit-déjeuner un petit-déjeuner et, le cas échéant, en utilisant par exemple des fruits et yaourts de la restauration scolaire?

Réponse (25.07.2016) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

ad 1. Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ne dispose pas d'in-

formations qui seraient de nature à confirmer globalement la tendance évoquée dans la question parlementaire sous rubrique par l'honorable Députée, à savoir que le petit-déjeuner serait pris de moins en moins systématiquement par les enfants. En outre, comme ces données relèvent du domaine privé familial et ne font pas sujet de la loi du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves, mon Ministère n'est pas en mesure de procéder à une collecte de données qui permettrait de traiter cette question de façon plus approfondie.

J'aimerais néanmoins renvoyer aux détails de l'étude HBSC (Health Behaviour of School Children), une enquête internationale sur les comportements liés à la santé des enfants d'âge scolaire menée par l'Organisation mondiale de la Santé à des intervalles réguliers, à savoir tous les quatre ans, dans 45 pays à travers le monde. Les données sont obtenues moyennant des enquêtes effectuées chez des enfants et des adolescents de onze à 18 ans. Le questionnaire de l'enquête porte entre autres sur les habitudes alimentaires des jeunes et notamment la prise du petit-déjeuner. Le Ministère de la Santé dispose des informations détaillées sur les résultats de l'enquête.

ad 2. Je ne peux que confirmer l'importance d'une première collation pour une journée équilibrée et mettre en garde contre les effets d'un petit-déjeuner sauté comme des sentiments de fatigue, des malaises ou des problèmes de concentration.

De ce fait, la plupart des structures d'éducation et d'accueil offrent un petit-déjeuner aux enfants lors de la phase d'accueil avant le début des cours du matin. Il m'a été rapporté que dans de nombreuses écoles fondamentales, le personnel enseignant et éducatif veille à instaurer des habitudes d'alimentation saine et propose des alternatives par rapport à des snacks préfabriqués en préparant régulièrement le petit-déjeuner ensemble avec les élèves. À l'enseignement secondaire, certains lycées offrent aux élèves la possibilité de prendre un petit-déjeuner avant le début des cours.

J'aimerais rappeler, à titre d'exemple, quelques initiatives qui s'intègrent parfaitement dans le contexte d'une alimentation saine et équilibrée.

- À partir de janvier 2010, le Luxembourg participe au programme européen en faveur de la consommation de fruits à l'école avec le lancement de l'initiative «Fruit for School». Réalisé par le concours de plusieurs ministères, ce projet européen vise à promouvoir la consommation régulière de fruits à l'école et à développer ainsi les habitudes d'une alimentation saine et équilibrée. 186 écoles participent actuellement au projet dont 127 écoles fondamentales.

- Le programme européen de distribution de lait à l'école (Schoulmëllechprogramm), qui est subventionné par l'État luxembourgeois et l'Union européenne et géré par le Service d'Économie rurale. Ce programme, qui consiste à distribuer du lait et des produits laitiers dans les écoles, est un excellent moyen pour sensibiliser les élèves à la valeur nutritionnelle du lait et pour les inciter à adopter des habitudes alimentaires saines.

- La brochure «petit-déjeuner et santé», publiée par le Ministère de la Santé en collaboration avec la Société luxembourgeoise de pédiatrie, informe sur l'importance de ce premier repas de la journée et propose des astuces et des recettes pour y apporter plus de variation.

Pour conclure, j'aimerais insister sur le fait que toutes ces initiatives ne sauraient remplacer la responsabilité des parents à ce sujet. Les parents sont les premiers éducateurs de leurs enfants et les promoteurs les plus importants d'une alimentation et des habitudes alimentaires saines et équilibrées.

Question 2164 (20.06.2016) de **MM. David Wagner** et **Marc Baum** (*déi Lénk*) concernant la **gestion financière de la Cour grand-ducale**:

Suite aux articles parus ces derniers jours dans la presse sur la politique de recrutement de la Cour grand-ducale, nous entendons poser les questions suivantes sur la gestion financière de la Cour grand-ducale à Monsieur le Premier Ministre Xavier Bettel et à Monsieur le Ministre des Finances Pierre Gramegna:

1. Est-ce que la Cour grand-ducale opère une distinction claire entre la gestion de la dotation financière publique versée dans le cadre du budget de l'État, d'une part, et de la fortune familiale du fidéicommiss de la Maison Nassau, d'autre part? Si oui, quelles sont les règles pré-

cises applicables en la matière?

2. Est-ce que la Cour grand-ducale respecte la loi sur la comptabilité de l'État en ce qui concerne la gestion de la dotation budgétaire? La Cour dispose-t-elle d'un contrôleur financier? Si oui, ce dernier dépend-il de la direction du contrôle financier ou s'agit-il d'un contrôleur autonome interne à la Cour?

3. Messieurs le Premier Ministre et le Ministre des Finances peuvent-ils fournir une liste non nominative du personnel de la Cour grand-ducale? Peuvent-ils indiquer pour chaque poste si cet agent est employé et payé directement par la Cour ou par le biais d'une autre administration étatique (armée, Administration des bâtiments publics,...)?

4. Est-ce que le Gouvernement entend exercer une influence directe dans la gestion des finances et du personnel de la Cour?

Réponse commune (22.07.2016) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

ad 1. En réponse à la première partie de la question parlementaire, il y a lieu de rappeler que depuis l'année 2002, les règles qui sont d'application en ce qui concerne le versement des dotations budgétaires au profit de la Maison du Grand-Duc prévoient que les activités privées et les missions officielles de la Maison grand-ducale sont clairement différenciées et que l'État participe uniquement au financement des missions officielles.

D'après ces règles, le budget de l'État prend en charge les rémunérations des agents qui exercent des missions officielles ainsi que, de manière forfaitaire les frais de fonctionnement de la partie officielle de la Maison du Grand-Duc.

Pour ce qui est des frais de fonctionnement, il y a lieu de noter que le montant forfaitaire qui a été fixé en 2002 est adapté annuellement en fonction de l'évolution de l'échelle mobile des salaires. Ainsi qu'il ressort de l'article budgétaire 00.0.10.007, libellé «Frais de fonctionnement et dépenses courantes» du budget voté de l'exercice 2016, ce montant forfaitaire s'élève actuellement à 615.280 euros.

ad 2. Pour ce qui est de la deuxième partie de la question parlementaire, il y a lieu de préciser que la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget et la comptabilité de l'État dispose en son article 81 que «tous les concours financiers de l'État, que ce soit sous forme de participation en capital, de mise à disposition de terrains ou de bâtiments, de subvention, de prêt, d'avance, de garantie ou sous toute autre forme doivent être utilisés aux fins desquelles ils ont été accordés» et ajoute que «les bénéficiaires de ces concours financiers doivent justifier de l'utilisation du concours reçu».

En exécution de cette disposition, les dotations au profit de la Maison grand-ducale sont analysées et discutées annuellement dans le cadre de la procédure budgétaire et font l'objet de décomptes qui sont présentés par la Cour grand-ducale après la clôture des exercices budgétaires.

Quant à la fonction du contrôleur financier, il s'impose de rappeler que cette fonction a été introduite dans le droit budgétaire luxembourgeois par l'article 24 de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.

Aux termes de cet article, le contrôleur financier est chargé notamment du contrôle de l'engagement et de l'ordonnancement de toutes les dépenses qui sont imputées au budget de l'État. À ce titre, le contrôleur financier du Ministère d'État est chargé du contrôle des dotations qui sont versées à la Maison grand-ducale à charge du budget de l'État. Il n'a pas pour mission de contrôler les dépenses propres qui sont faites par les organismes (institutions, établissements publics, entreprises, etc.) qui bénéficient de participations financières de l'État.

ad 3. Les agents qui exercent des fonctions officielles auprès de la Maison grand-ducale et qui sont financées à charge des crédits inscrits aux articles budgétaires 00.0.10.000, 00.0.10.001 et 00.0.10.004 du budget de l'exercice 2016 peuvent être ventilés comme suit:



Personnel de la Cour:		Personnel détaché:	
Secrétaire du Grand-Duc	1	Armée	5
Conseillers	3	Police	5
Attaché de presse	1	Bâtiments publics	10
Responsable RH	1	Admin. Gouvernem.	3
Conservateur	1		
Informaticien	1		
Employés/Secrétaires	14		
Agents de charge	24,5		
Valets	10		
Chauffeurs	7		
Artisans	4		
Cuisiniers	3		
Jardiniers	5		
Régisseurs	5		

ad 4. Pour ce qui est de la question de l'influence dans la gestion des finances de la Cour, il importe d'insister sur le fait que les relations financières entre l'État et la Maison grand-ducale et les autres institutions se déroulent traditionnellement en deux étapes.

Dans le cadre de la procédure budgétaire annuelle, les propositions budgétaires de la Maison du Grand-Duc sont analysées en détail par les services du Gouvernement afin que les crédits appropriés puissent être inscrits au projet de budget de l'État pour l'exercice à venir. Après la clôture de l'exercice budgétaire, la Cour présente le décompte de l'ensemble des frais de personnel en comparant notamment et en détail les dépenses effectives aux dépenses du budget voté. L'évolution du personnel de la Cour fait régulièrement l'objet d'une concertation entre les services du Maréchalat et du Ministère d'État.

Question 2165 (20.06.2016) de **M. André Bauler** (DP) concernant **WireSolutions**:

Un article paru dans la presse quotidienne annonce que le groupe ArcelorMittal serait prêt à vendre entre autre sa filiale WireSolutions en France. Sachant que WireSolutions à Bissen fait partie de ce groupe, il est à craindre que cette usine, qui génère des profits, risque également d'être vendue dans un avenir proche.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1. Monsieur le Ministre de l'Économie peut-il confirmer ces nouvelles?

2. Est-ce que l'usine de Bissen est concernée par une éventuelle vente de la filiale WireSolutions par ArcelorMittal en France?

3. Est-ce qu'une éventuelle fermeture ou vente de WireSolutions a été discutée au sein du conseil d'administration d'ArcelorMittal? Quelle a été la position du représentant de l'État au sein du conseil d'administration concernant l'avenir de l'usine de Bissen?

4. Combien de personnes sont employées actuellement par l'entreprise WireSolutions située à Bissen?

Réponse (21.07.2016) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

ad 1. Selon les informations reçues de la part d'ArcelorMittal, il y a eu une manifestation d'intérêt à reprendre l'activité WireSolutions exprimée par un groupe d'investisseurs. Une évaluation détaillée («due diligence») est en cours de même que la confection d'un plan industriel. À ce stade, aucune offre de rachat n'a encore été soumise à ArcelorMittal.

ad 2. ArcelorMittal m'a confirmé que l'usine de Bissen fait partie de la division WireSolutions et est donc à ce titre concernée par cette éventuelle opération.

ad 3. Le conseil d'administration a discuté et approuvé la vente éventuelle de sous-secteurs ne faisant pas partie du «core business» d'ArcelorMittal, sans aborder en détail des produits, sites ou filiales précis.

ad 4. ArcelorMittal occupe sur le site de Bissen 316 salariés et 67 intérimaires.

Question 2166 (21.06.2016) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant le **congé d'accueil**:

En 2016 au Luxembourg, 1.300 enfants sont placés hors de leur milieu familial, dont 501 dans une famille d'accueil et 799 en institution. Afin de remédier à ce déséquilibre, le Ministre de l'Éducation nationale a récemment lancé la campagne dite «Gitt Fleegefamill!» (Devenez famille d'accueil), censée recruter de nouvelles familles en vue de l'accueil d'enfants.

Pour accomplir la tâche valorisante de famille d'accueil et pour assurer un accompagnement de qualité à l'enfant, il faut pouvoir accorder du temps et de l'attention à ces enfants, qui ont souvent déjà connu de solides turbulences.

Dans ce contexte, nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Dans la mesure où l'accueil familial demande un énorme investissement en temps et en émotions, Monsieur le Ministre envisage-t-il d'introduire un congé d'accueil pour les parents d'accueil?

Réponse (29.06.2016) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*:

Il est exact qu'en matière d'accueil d'enfants une campagne de sensibilisation a été lancée pour qu'il y ait à l'avenir plus de parents prêts à accueillir un ou plusieurs enfants en attendant qu'une décision concernant leur placement soit prise.

Comme il s'agit d'un service rémunéré l'élargissement du champ d'application de l'article L. 234-56 du Code du Travail n'est pas envisagé pour des parents salariés acceptant le placement temporaire d'un ou plusieurs enfants.

Question 2167 (21.06.2016) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant le «**Sportlycée**»:

Le «Sportlycée», institué par la loi du 21 juillet 2012, offre une organisation scolaire avec un horaire hebdomadaire adapté aux besoins des jeunes sportifs. Le lycée est ouvert à tous les élèves faisant partie d'un cadre national d'une fédération. Les inscriptions se font sur base de propositions des fédérations sportives ayant signé une convention avec le lycée. Par la suite, les élèves sont invités à des tests d'entrée.

Or, selon nos informations, le «Sportlycée» n'envisage pas de renouveler la convention conclue avec la Fédération Luxembourgeoise de Natation et de Sauvetage (FLNS).

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, pour quelles raisons le lycée ne renouvelle-t-il pas la convention avec la FLNS?

- Est-ce que la convention avec la FLNS est la seule qui ne sera pas renouvelée?

- De jeunes nageurs, qui désirent combiner leur sport de haut niveau et leur scolarité, peuvent-ils toujours s'inscrire au «Sportlycée»?

- Que se passe-t-il avec les élèves qui sont déjà inscrits au lycée? Peuvent-ils continuer leur scolarité?

- Comment le Ministre envisage-t-il de remédier à cette situation?

- Bien que la collaboration entre le «Sportlycée» et les fédérations est réglée par des conventions, Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas opportun d'adopter un cadre réglementaire qui définit clairement les droits et obligations des différents partenaires qui participent au projet «Sportlycée»?

Réponse (08.07.2016) de **M. Romain Schneider**, *Ministre des Sports*:

Madame la Députée s'interroge sur le renouvellement de la convention conclue entre la FLNS (Fédération Luxembourgeoise de Natation et de Sauvetage) et le «Sportlycée».

S'il est vrai qu'il y a eu des discussions entre le «Sportlycée» et la FLNS sur l'exécution de différents points de la convention en cours, je peux rassurer Madame la Députée que le «Sportlycée», en tant que coordinateur des centres de formation fédéraux, renouvellera pour l'année scolaire 2016-2017 la convention avec la FLNS qui règle les grandes lignes de fonctionnement du centre de formation de natation et les relations entre le «Sportlycée» et celui-ci.

Comme pour toute convention, les partenaires signataires s'engagent à respecter les engagements pris.

Une telle convention est d'ailleurs signée avec toutes les fédérations ayant un centre de formation et qui veulent profiter des structures du «Sportlycée» mais également des aides étatiques en relation avec le fonctionnement du centre de formation en question.

Dès lors les questions subséquentes posées par Madame la Députée deviennent sans objet.

Je voudrais néanmoins soulever que je partage l'avis de Madame la Députée en ce qui concerne l'opportunité de réglementer le cadre de fonctionnement ainsi que les droits et obligations de chaque partenaire engagé dans le processus de promotion de nos jeunes sportifs talentueux.

Question 2168 (22.06.2016) de **M. Marc Lies** (CSV) concernant la **coordination des chantiers sur les routes luxembourgeoises**:

De nombreux automobilistes se plaignent tous les jours des embouteillages causés par différents chantiers. Ces embouteillages ne sont pas seulement synonymes de perte de temps et de stress pour les automobilistes, mais ils portent également atteinte à l'environnement. En plus, puisque les chantiers sont souvent mal coordonnés, il peut arriver qu'un chantier concernant par exemple le réseau de télécommunications soit suivi dans les plus brefs délais après sa réalisation par un nouveau chantier concernant des travaux différents. De plus, il est apparu que les chantiers dans différentes communes ne sont pas coordonnés, ce qui peut aggraver encore davantage les entraves de circulation.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Dans quelle mesure l'organisation des chantiers sur les routes luxembourgeoises est-elle coordonnée?

- Ne conviendrait-il pas d'aborder la coordination des chantiers sur les routes luxembourgeoises différemment, de manière systématique et au-delà des frontières communales, en y intégrant tous les travaux de réseaux tels que l'électricité, le gaz, l'eau ou la télécommunication?

- Messieurs les Ministres n'estiment-ils pas opportun de créer une cellule de coordination pour la gestion des chantiers avec les divers représentants concernés tels que l'Administration des Ponts et Chaussées, l'établissement public POST, le Syndicat des villes et communes Luxembourgeoises, Creos Luxembourg SA, la société Eltrona, Sudgaz SA, etc.?

Réponse commune (26.07.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

Tout d'abord, il convient de souligner que tous les acteurs concernés s'efforcent de manière générale de coordonner au mieux les différents chantiers, tant sur le réseau autoroutier que sur le réseau de la voirie normale.

En ce qui concerne le réseau routier de la voirie normale (hors autoroutes), une coordination optimale avant tout début de travaux est toujours visée. Des concertations régulières entre les différents acteurs et gestionnaires des réseaux de télécommunications, gaz, électricité, eau, etc. sont de mise. Ainsi, avant le début

d'un chantier routier, l'Administration des Ponts et Chaussées avise tous les acteurs concernés par ces travaux.

Aussi, l'Administration des Ponts et Chaussées entretient une banque de données où tous les chantiers actuels et futurs sont saisis. Cette base de données peut être consultée sur le site Internet www.pch.public.lu de l'Administration sous la rubrique «Info trafic, Chantiers».

Il en va de même si un des gestionnaires a besoin d'effectuer des travaux de réseaux: tous les autres acteurs sont alors informés, de façon à ce que les travaux à effectuer puissent être regroupés dans la mesure du possible.

Ainsi, il existe un Registre national des travaux, donc un répertoire comprenant les demandes de permissions de voirie introduites par les entreprises, ainsi que les informations relatives aux travaux d'infrastructure sur la voie publique. Cette source d'information permet entre autres de mieux coordonner les chantiers entre les différentes entreprises et gestionnaires et d'aboutir même à une réduction, par partage des coûts, des travaux du génie civil à base d'une convention entre entreprises et parties intéressées. Néanmoins, cela n'empêche pas que beaucoup de chantiers ne sont compatibles avec la nature des travaux envisagés, ce qui implique plusieurs chantiers sur un même emplacement.

En ce qui concerne l'organisation des 1.100 à 1.200 chantiers par année sur le réseau autoroutier, il est renvoyé à la réponse à la question parlementaire n°2051 du 3 mai 2016 de Madame la Députée Taina Bofferding (cf. *compte rendu n°13/session ordinaire 2015-2016*).

Question 2169 (22.06.2016) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant les **registres national et communal des personnes physiques**:

La loi relative à l'identification des personnes physiques règle l'accès de tierces personnes aux registres précités. D'après l'article 41 de cette loi, aucune donnée ou liste de données figurant sur ces registres ne peut être communiquée à des tiers, à l'exception des autorités, administrations, services, institutions ou organismes habilités, par ou en vertu de la loi, à obtenir de telles données ou listes de données et ce pour les informations sur lesquelles porte cette habilitation.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les avocats ne figurent pas parmi la liste de personnes pouvant avoir accès aux registres national ou communal des personnes physiques?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre envisage-t-il de revoir la loi pour permettre l'accès des avocats aux registres dans des cas précis, p. ex. pour l'inscription d'une hypothèque judiciaire dans laquelle il faut mentionner la matricule de la personne propriétaire de l'immeuble?

Réponse (01.08.2016) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

La question des honorables Députés concerne la communication de données figurant sur le registre national des personnes physiques (RNPP).

L'article 41 de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques interdit la communication de données ou listes de données figurant au registre national à des tiers, à moins qu'une disposition légale spéciale n'autorise une autorité ou un organisme à recevoir ces données. Par conséquent, il convient d'analyser lors de chaque demande de communication de données figurant au RNPP si une base légale justifiant cette communication existe dans ce cas concret.

En ce qui concerne plus spécifiquement la situation des avocats, je renvoie les honorables Députés aux discussions lors de la réunion de la Commission parlementaire des Affaires intérieures du 15 octobre 2015 dans le cadre de l'examen du projet de loi n°6807 modifiant la loi précitée du 19 juin 2013. Lors de ces discussions, il a été décidé de renvoyer ce point à la Commission juridique de la Chambre des Députés en vue d'une éventuelle modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat.

Je relève par ailleurs que les avocats sollicitent en principe une ordonnance du juge de paix conformément à la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions et rentes pour obtenir des données figurant sur le registre national des personnes physiques.

Je tiens également à informer les honorables Députés qu'en réponse à une demande des bâtonniers des barreaux de Diekirch et de Luxembourg, un accès au RNPP est envisageable sur demande pour leur service de l'assistance judiciaire dans le cadre très restreint des missions de service public qui leur ont été confiées pour les demandes d'assistance judiciaire.

Question 2170 (22.06.2016) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **maladie de longue durée**:

Et ass fir Fonctionnaire an Employé, déi fir de Stat schaffen, relativ schwéier, den Duerchbléck ze kréien, wéi eng Dispositiounen gëllen am Fall vun enger laanger Krankheet. Och kann et, fir esou Leit, relativ plötzlech zu schwéiere Situatiounen kommen.

Dowéinst wéilt ech dës Froen un den Här Minister fir den éffentlechen Déngscht stellen:

1. Wéi eng Dispositiounen gëllen am Abléck, wann e Statsfunktionnaire eng laangfristeg Krankheet huet?

2. Wéi eng Dispositiounen gëllen am Abléck, wann en Employé beim Stat eng laangfristeg Krankheet huet?

3. Kontaktéiert de Stat, als Patron, respektiv d'CMFEP, dee betraffene Fonctionnaire oder Employé beim Stat, fir dës op d'Prozeduren opmierksam ze maachen?

4. Sollt et zu enger Kënnegung vun engem Fonctionnaire oder engem Employé beim Stat kommen, am Zesammenhang mat enger laanger Krankheet, wéi eng Méiglechkeeten huet déi Persoun, fir e Recours géint esou eng Décisioun ze huelen?

Réponse (21.07.2016) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*:

A senger parlamentarescher Fro Nummer 2170 stellt den Här Deputéierte Fernand Kartheiser eng Rei Froen zu den Dispositiounen, déi am Fall vun enger laanger Krankheet vun engem Fonctionnaire oder Employé beim Stat gëllen.

Generell kann de Stat-Employeur de Kontrolldokter bei all Krankeschäin, egal wéi laang, vun engem Fonctionnaire oder Employé saisieren, fir ze kucken, ob d'Krankeschreiwung justifiéiert ass.

Wann de Beamten an enger Zäitspann vun zwielef Méint während sechs Méint, hannereneen oder net, krankeschriwwen war, da gesäit den Artikel 37bis vun der Loi modifiée vum 16. Abrëll 1979 iwwert de Statut général vum Statsbeamten vir, dass den zoustännege Minister de Kontrolldokter saiséiert. Dës kuckt, ob déi betraffene Persoun nach kann hir Aarbecht weiderhin ausüben oder net.

Hei kënnen sech folgend Méiglechkeeten presentieren:

1. De Kontrolldokter kënnert zur Konkusioun, dass eng Invaliditéit virläit, déi Recht gëtt op eng Invaliditéit. An dësem Fall gëtt den zoustännege Minister den Dossier direkt weider un d'Pensionskommission.

2. Ënnert der Kontroll vum Kontrolldokter kann de Beamten nach maximal sechs Méint am Krankeschäin bliwen. Spéitstens nom Oflaf vun dësen sechs Méint muss de Kontrolldokter d'Pensionskommission saisieren.

D'Pensionskommission decidéiert dann op Basis vum Rapport médical vum Kontrolldokter, wat weider mam Agent geschitt. Si ka folgend Décisiounen zréckbehalen:

- De Betraffenen ass invalid an hien huet domat Recht op eng Invaliditéit.

- De Betraffenen ass gesond a kann nees weider schaffen.

- De Betraffene kann nach weiderhi schaffen, mä hie kritt e Service à temps partiel pour raisons de santé oder eng nei Affektatioun innerhalb vum Stat.

De Betraffenen ass an dës Prozedur mat agebonnen a gëtt am Virfeld zu all Schrëtt informéiert.

E Fonctionnaire kann net gekënnert kréien, wann hie länger Zäit krank ass. Hie kann héchstens gesot kréien, hie misst nees schaffen, oder ee Service à temps partiel pour raisons de santé accordéiert kréien oder an d'Invaliditéit gesat ginn. All dës sinn administrativ Décisiounen, géint déi e Recours gracieux oder e Recours contentieux virum Tribunal administratif méiglech ass.

Am Fall vun engem Employé, deen nach net am Benefiss ass vum Pensionsregime vum Fonctionnaire, an dee bis zu sechs Méint krank ass, applizéiert sech den Artikel 7, Paragraph 3 vum Gesetz vum 25. Mäerz 2015 iwwert de

Regime an d'Indemnitéit vun den Employéen. Dësen Artikel gesäit vir, dass et entweder zu enger Invaliditéit oder zu enger Resiliatioun vum Kontrakt kënnert. Dofir saiséiert den zoustännege Minister d'Caisse Nationale d'Assurance Pension. Dës kuckt dann zesumme mam Contrôle médical de la Sécurité sociale, ob eng Invaliditéit virläit oder ob ee Reclassement (interne) ubuecht ass. Wann dës de Fall ass, gëtt d'Commission mixte saiséiert, fir dass si déi néideg Décisiounen huele kann. Läit keng Invaliditéit vir, kann de Stat-Employeur d'Resiliatioun vum Kontrakt weiderféieren.

Bei all Etapp gëtt de concernéierten Agent informéiert.

Een Employé, deen op Basis vum Artikel 7(3) gekënnert krut, kann och géint dës Décisioun ee Recours gracieux oder ee Recours contentieux virum Tribunal administratif maachen.

Question 2171 (22.06.2016) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant l'**envoi d'avions AWACS pour des opérations contre l'État islamique**:

Am Dossier vun den AWACS-Fligere ginn et nei Momenter. E Mëttwoch, de 15. Juni, hunn d'NATO-Verdeedegungsministeren an d'Ae gefaasst, der Anti-ISIL-Koalitioun eng direkt Ënnerstützung unzëbidde mat AWACS-lwwerwachungsfligere.

Um offizielle Site „Nato Airborne Early Warning & Control Force“ kann een och liesen, dass d'AWACS-Fligere an der Tierkei, op der Base vu Konya, stationéiert sinn, dës zanter dem 12. Mäerz vun dësem Joer. Eng Foto weist e Fliger mam Emblème vum Roude Léiw virun engem Minarett.

Dowéinst erlaben ech mer, komplementar Prezisiounen respektiv aktuell Informatiounen zur parlamentarescher Fro Nummer 1760 (cf. *compte rendu n°8/session ordinaire 2015-2016*) ze stellen.

1. Wéi eng Positioun huet Lëtzebuerg am NATO-Rot vum 15. Juni ageholt, respektiv ass d'Lëtzebuerger Regierung gewëllt, der Anti-ISIL-Koalitioun eng direkt Ënnerstützung mat AWACS-lwwerwachungsfligere unzëbidde?

2. Gëtt et wéinst dem Stationement vun den AWACS-Fligere op der Basis vu Konya direkt Kontakter tëschent den Autoritéiten vu Lëtzebuerg an der Tierkei?

3. Wann déi direkt Ënnerstützung ugebuede gëtt, kënnert et dann zu Asätz iwwer Syrien an/oder dem Irak vu Fligere, déi zu Lëtzebuerg immatrikuléiert sinn?

Wa jo:

4. Muss een dann a Betruecht zéien, dass Lëtzebuerg Member vun der Anti-ISIL-Koalitioun ass an esou an e Krich agräift?

5. Mat wéi enge Konsequenzen misst Lëtzebuerg rechnen, wann z. B. en AWACS-Fliger géif ugegraff ginn, oder wann am schlimmste Fall esou e Fliger géif erof falen oder ofgeschoss géif ginn?

6. Muss Lëtzebuerg dann d'Rechter fir den lwwerfluch iwwer Syrien froen? Wa jo, bei wéi enger Autoritéit?

Réponse commune (20.07.2016) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Défense*:

ad 1. All d'NATO-Verdeedegungsministeren hunn de 15. Juni 2016 während hirer Reunion decidéiert, dass eng Participatioun vun der NATO hiren AWACS-Fligere un der Anti-ISIL-Koalitioun an d'Ae gefasst kéint ginn. Weider Detailler missten awer gekläert ginn, an dës sinn an de Wochen duerno mat dem Kommandement vun der Koalitioun gekläert ginn. Dofir hunn d'Stats- a Regierungschefen vun den 28 NATO-Memberen op dem NATO-Sommet zu Warschau den 8. an 9. Juli decidéiert, fir der Anti-ISIL-Koalitioun am Prinzip NATO-AWACS-Fligere zur Verfügung ze stellen. Lescht Detailler mussen nach gekläert ginn. Et ass awer elo scho kloer, dass d'NATO d'Kontroll iwwert d'AWACS-Fligere behält an nëmmen Informatiounen un d'Anti-ISIL-Koalitioun wäert viruginn.

ad 2. Der NATO hir AWACS-Fligere sinn op der Basis Konya an der Tierkei stationéiert, fir am Kader vun der NATO hirem stännege Verdeedegungsplang vun dem alliierten Territoire Loftiwwerwachung iwwert der Tierkei ze maachen. Dës Missioun fënnt an engem NATO-Memberland statt an dofir gëtt et och just Kontakter tëschent der Kommandostruktur vun der NATO an der Tierkei.

ad 3. Neen. Déi envisagéiert Ënnerstützung vun der Anti-ISIL-Koalitioun mat NATO-AWACS-Fligere soll nëmmen am NATO-respek-

tiv internationale Loftraum stattfannen, also net iwwer Syrien oder dem Irak.

ad 4., 5. + 6. Déi Froe sinn net applikabel, well den honorabelen Deputéierte se stellt am Fall vun enger positiver Antwort op d'Fro 3. Et sief just preziséiert, dass d'Positioun vu Lëtzebuerg vis-à-vis vun der Anti-ISIL-Koalitioun net changéiert duerch déi eventuell Participatioun vun den NATO-AWACS-Fligere un dëser Koalitioun.

Question 2172 (22.06.2016) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant la **procédure d'immatriculation**:

Vu Clienten héiert een ëmmer nees, dass et an der SNCA net virueet, wann et drëm geet, en Auto hei am Land unzemellen oder ëmzemellen. Waardezäite vu fënnf, sechs Stonnen fir deen einfache Verwaltungsvorgang schéngen übblech ze sinn.

Dofir wollt ech dem Här Transportminister dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister confirméieren, dass eng Un- oder Emmellung vun engem Auto an der SNCA bis zu fënnf Stonnen a méi kann daueren?

2. Wat gedenkt den Här Minister ze maachen, fir déi Prozedur méi clientsfrëndlech a méi séier ze maachen, fir dass se an engem rasonabelen Délai, z. B. maximal eng Stonn, kann oflafen?

3. Ass eventuell dru geduecht, déi ganz Prozedur iwwer Internet ze maachen?

Réponse (26.07.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

A senger parlamentarescher Fro stellt den honorabelen Deputéierte Froen zu de Waardezäite bei der Umellung vun engem Gefier bei der SNCA.

Fir d'Éischt ass ze soen, dass 2016 den Automobilmarché nees ugezunn huet. D'Zuel vun den neien Umellungen ass déi éischt sechs Méint iwwer 10% méi héich ewéi an der éischer Halschent vun 2015. Dës bréngt mat sech, dass méi Dossiere bei der SNCA ageerecht gi sinn.

Et ass wouer, dass e Client, dee sech ouni Rendez-vous bei der SNCA presentéiert, riskéiert, méi laang ze waarden, an dat virun allem wann et en Dag ass, wou speziell groussen Undrang ass, wat oft bei engem Bréckendag, no engem Feiertag oder am Ufank vun enger Schoulvakanz de Fall ass.

Ze betounen ass awer och, dass e Client, deen op Rendez-vous bei d'SNCA kënnert, am Schnëtt eng Waardezäit vun ëm déi 13 Minutten huet.

D'SNCA huet verschide Mesuren ergraff, fir de Service um Client ze verbesseren.

Säit Enn Abrëll ass en Écran zu Sandweiler installéiert, wou d'Waardezäite fir de Client ouni Rendez-vous, respektiv mat Rendez-vous, affichéiert ginn. Esou kann de Client sech e Bild maachen, wéi laang e waarde muss, a ka gegebenenfalls decidéieren zréckzekommen oder säin Dossier am Accueil ofzeginn, fir seng Pabeieren heemgeschéckt ze kréien.

Säit Enn Mee ass zousätzlech Personal agestellt ginn. Dës Leit ginn am Moment ausgebild a wäerten ab September mathëlfen, d'Clienten ze zerveieren. Esou kann dann d'SNCA de Clienten och nach zousätzlech Rendez-vousen ubidden.

De Client muss sech awer net bei d'SNCA déplacéieren, fir seng Démarchen ze maachen. Hie ka säin Dossier per Post eraschécken a kritt seng Pabeieren dann heemgeschéckt. Zënter Abrëll 2016 kann en awer och schonn Démarché bei der SNCA iwwer MyGuichet.lu a manner ewéi enger Minutt ofwéckelen, an dat 24 Stonnen op 24 a siwen Deeg op siwen. Da gëtt am Moment aktiv dru geschafft, dass de Client ganz geschwënn nach méi Démarchen iwwer MyGuichet.lu ofwéckele kann.

Question 2173 (22.06.2016) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant le **«Statstrojaner»**:

Um Radio 100Komma7 war haut e ganz informative Reportage iwwert d'lwwerwachungs-methoden duerch de Geheimdéngscht. De soziokulturelle Radio mell, dass trotz enger onsécherer Rechtslag zu Lëtzebuerg séier wuel schonn «Statstrojaner» agesat gi wieren, fir Bierger iwwer hir Computeren ze iwwerwachen. Dat esouwuel ënnert der leschter wéi och ënnert der aktueller Regierung.

Dofir wollt ech dem Här Premierminister dës Froe stellen:

1. Kann den Här Premierminister bestätegen, dass de Geheimdéngscht Spionagesoftware oder «Statstrojaner» agesat huet, fir Zougrëff ze kréien op d'Computerkommunikatioun vu Persounen oder Betriber, Organisatiounen oder Institutiounen? Am Fall wou, kann den Här Premierminister preziséieren, wéini esou Aktiounen gelaf sinn a wéi vill Persounen a wéi vill Betriber, Organisatiounen oder Institutiounen dovunner betraff waren? Sinn nach esou Aktiounen amgang?

2. Ass et richtig, dass de Premierminister dës Operatiounen accordéiert huet opgrond vu positiven Aweise vun der Justiz wéi och vun der parlamentarescher Kontrollkommission iwwert de Geheimdéngscht?

3. Stëmmt et, dass de fréiere Premier Jean-Claude Juncker déi Praxis ënnerbonnen hat?

4. Wéini a vu wéi enger Regierung sinn duerno nees «Statstrojaner» agesat ginn?

5. Op wat fir enger legaler Basis sinn esou Operatiounen geneemt ginn, wou dach eréischt dat neit Gesetz vun 2016 juristesche Kloerheet doriwuer schafft?

Réponse (20.07.2016) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

ad 1. An der Vergaangenheet si Computerkommunikatiounen interceptéiert ginn. All Kéiers wou den Asaz vun engem Dispositif fir een informatesche System ze interceptéieren ugefrot ginn ass, ass dës op Basis vun der Autorisatiounsprozedur, déi am Artikel 88-3 vum Code d'instruction criminelle virgesinn ass, geschitt.

An der Prozedur hunn déi dräi héich Magistraten (President vun der Cour supérieure de Justice, President vum Tribunal d'arrondissement Luxembourg, President vun der Cour administrative) eestëmmege an ausdrécklech hir Zoustëmmung zu dëser Mesur ginn, op Basis vun där de Statsminister och säin Accord konnt ginn.

Den Asaz vun engem Dispositif, fir Computerkommunikatiounen ze interceptéieren, ass per Distanz gemaach ginn, ouni Intrusioun an een Domicile.

All Detailfro, wie wéini vun esou enger Mesure viséiert wor, ënnerläit aktuell de Strobbestëmmung vum Artikel 16 vum SRE-Gesetz vum 15. Juni 2004.

ad 2. Ewéi schonn an der éischer Fro detailléiert beschriwwen, fällt all Interceptioun ënnert d'Autorisatiounsprozedur vum Artikel 88-3 vum Code d'instruction criminelle. Deemo ass all Zougrëff op Computerkommunikatiounen ëmmer fir d'Éischt vun dräi héije Magistraten (President vun der Cour supérieure de Justice, President vum Tribunal d'arrondissement Luxembourg, President vun der Cour administrative) analyséiert ginn, déi eestëmmege an ausdrécklech hir Zoustëmmung ginn hunn an dorop hin de Statsminister seng Autorisatioun ginn huet.

Den Artikel 15 (7) vum SRE-Gesetz vum 15. Juni 2004 gesäit vir, dass d'Kontrollkommission all sechs Méint iwwer all „Mesures de surveillance des communications“, déi iwwert d'Prozedur, esou wéi se am Artikel 88-3 CIC virgesinn ass, autoriséiert goufen, informéiert gëtt. Dës gëtt och all Semester gemaach.

ad 3. De fréiere Statsminister huet verlaangt, dass, ier den Dispositif fir informatesche Systemer ze interceptéieren géif agesat ginn, dës Instrument sollt esou konfiguréiert ginn, dass all déi noutwendeg Garantien erfüllt wieren.

ad 4. All Detailfro, wéini op esou enger Mesure zréckgegraff gouf, ënnerläit dem Artikel 16 vum SRE-Gesetz vum 15. Juni 2004.

ad 5. All Kéiers, wou den Asaz vun engem Dispositif fir Computerkommunikatiounen ze interceptéieren ugefrot ginn ass, ass dës op Basis vun der Autorisatiounsprozedur, déi am Artikel 88-3 vum Code d'instruction criminelle virgesinn ass, geschitt.

Déi gesäit vir, dass, nodeems dräi héich Magistraten (President vun der Cour supérieure de Justice, President vum Tribunal d'arrondissement Luxembourg, President vun der Cour administrative) eestëmmege an ausdrécklech hir Zoustëmmung ginn hunn, de Premierminister „eng Surveillance an eng Kontroll mat Hëllef vun den appropriéierten technesche Mëttelen, all Form vu Kommunikatioun kann ordonnéieren“.

Och schonn 1982, wou den Text vun Artikel 88-3 CIC gestëmmt gouf, ass un all Form vu Kommunikatioun geduecht ginn. An deem

Sënn huet och schonn de Chamberspresident a sengem Brëif vum 8. Juni 1982 (documents parlementaires n°2516), jugéiert, dass et nëtzlech ass, fir aner Kommunikatiounsméiglechkeete virzezesinn, ewéi nëmmen d'Post an d'Telekommunikatiounen¹. De Statsrot huet ausdrécklech a sengem zousätzlechen Avis vum 29. Juni 1982 nach confirméiert, dass déi nei gefaassten Dispositionen als Objet hätten „d'étendre la nouvelle réglementation «à toutes les formes de communication», de telle façon qu'il sera possible non seulement de surveiller et de contrôler les télécommunications et correspondances postales, mais encore de recourir à tous moyens techniques dont l'utilisation peut s'avérer nécessaire pour dépister ou convaincre des délinquants»².

Deemno gesäit dës Prozedur vir, dass Kommunikatiounen (egal wéi enger Natur) interceptéiert kënnen ginn, gegebenenfalls mat Hëllef vun engem appropriéierten technesche Moyen, falls d'Sécherheet et verlaangt an och nëmmen dann, wann, geméiss dem Proportionalitéitsprinzip, all aner Mesuren, déi den SRE zur Verfügung huet, net wirksam wieren.

Dës Prozedur erlaabt d'Interception fir eng Period vun dräi Méint, déi op Basis vun der selwechter Prozedur a Kontroll erëm erneiert ka ginn.

D'Prozedur, déi op Basis vum Artikel 88-3 CIC agesat gouf, ënnerscheet sech vun neien Text am Gesetz an deem Sënn, dass bis elo nëmme Kommunikatiounen interceptéiert goufen. Den SRE huet keen Accès zu Donnéeën um Computer oder op Kamera gehat. Dëst ass och ganz daitlech am Procès-verbal, deen déi dräi Riichter ënnerschreien, preziséiert, deen définéiert, dass nëmme Kommunikatiounen interceptéiert dierfe ginn. Dëst ass konform zum Text vum Artikel 88-3 CIC.

Question 2174 (22.06.2016) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant les «enfants surdoués»:

Le 18 juin 2014, j'ai posé une série de questions à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale au sujet de l'encadrement des enfants dits surdoués. Dans sa réponse à la question parlementaire n°0356 (cf. ci-dessus), Monsieur le Ministre a évoqué qu'il n'y a pas lieu de procéder à un dépistage systématique. Or, il a annoncé vouloir améliorer la détection de la précocité intellectuelle en perfectionnant, d'un côté, l'information des parents et en sensibilisant, de l'autre côté, les enseignants à travers des formations continues.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre, dans quelle mesure ces deux objectifs ont été entre-temps atteints?

- Est-ce que le nombre d'enseignants ayant effectué des formations continues dans ce domaine a augmenté ces deux dernières années?

- L'objectif étant d'améliorer la détection de la précocité intellectuelle, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il serait opportun d'assurer dans chaque établissement scolaire de l'enseignement fondamental la présence d'au moins un enseignant ayant acquis une certaine expertise permettant l'identification des élèves intellectuellement précoces?

- Un projet pilote «Enfants à haut potentiel intellectuel» est en cours de développement au sein de l'école fondamentale de la Ville de Luxembourg. Monsieur le Ministre, quel est l'état actuel du projet?

- Quelles conclusions peuvent être tirées du projet? Quels éléments et aspects peuvent être repris au niveau national?

- Au niveau de l'enseignement secondaire, le Lycée classique de Diekirch (LCD) accompagne des élèves à haut potentiel intellectuel en favorisant leur intégration scolaire et sociale. Est-ce que des conclusions peuvent déjà être tirées des expériences du LCD? Quels éléments peuvent être repris d'ores et déjà au niveau national?

- Les futurs lycées de Clervaux et de Mondorf ont inscrit la prise en charge des élèves à haut potentiel intellectuel dans leurs avant-projets pédagogiques respectifs. À quel stade de développement se trouvent les projets pilotes de ces lycées?

l'objectif est de développer des projets pilotes dans deux lycées?

- Selon nos informations, le Ministère de l'Éducation envisage de créer un centre pour enfants surdoués. Monsieur le Ministre peut-il me confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, quand ce centre sera-t-il mis en œuvre? Quelle sera la mission concrète du centre?

Réponse (27.07.2016) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

Le destin des élèves dits à haut potentiel me tient particulièrement à cœur. La précocité intellectuelle constitue un défi majeur aussi bien pour les parents concernés que pour l'école qui accueille un tel enfant. Les enfants en question nécessitent une offre scolaire adaptée, des offres voire des travaux intéressants complémentaires et, assez souvent, un accompagnement dans le domaine socio-émotionnel.

Depuis 2014, les collaborateurs de nos équipes multiprofessionnelles (EMP) et les SPOS ont été sensibilisés et invités à être attentifs en ce qui est du dépistage de la précocité intellectuelle. Une collaboration avec l'institut spécialisé de la Rhénanie-Palatinat situé à Trèves a été entamée.

Depuis l'année 2007-2008, l'offre de formation continue à l'attention des enseignants comportait en moyenne deux formations avec en moyenne une trentaine d'inscriptions par année sur la thématique des enfants à haut potentiel.

Une conférence intitulée «Hochbegabt?!?» organisée en coopération avec une association privée en mai 2014 attirait 211 enseignants et lançait une vaste sensibilisation au sujet des enfants à haut potentiel.

Depuis, le nombre de formations et d'inscriptions relatives à cette thématique auprès de l'Institut de formation de l'Éducation nationale (IFEN) est croissant:

- trois formations avec 54 inscriptions en 2014-2015;

- cinq formations, dont une interne à un lycée, avec 78 inscriptions en 2015-2016;

- six formations, dont une interne à un arrondissement d'inspection, sont actuellement planifiées pour l'année scolaire 2016-2017.

Année	Intitulé	Inscriptions
2013-2014	Hochbegabt?!? (conférence)	211
2014-2015	Hochbegabung - Modul 1: Hintergrund, Modelle, Diagnostik	17
	Hochbegabung - Modul 2: Hilfreiches für meinen Unterricht	15
	Hochbegabung - Modul 3: Fördermöglichkeiten	22
	Hochbegabung - Modul 1: Hintergrund, Modelle, Diagnostik	19
	Hochbegabung - Modul 2: Hilfreiches für meinen Unterricht	12
	Hochbegabung - Modul 3: Fördermöglichkeiten	12
	Hochbegabung - Modul 4: Fallberatung	20
2016-2017	Hochbegabung (formation interne)	15
	Hochbegabung - Modul 1: Hintergrund, Modelle, Diagnostik	
	Hochbegabung - Modul 2: Hilfreiches für meinen Unterricht	
	Hochbegabung - Modul 3: Fördermöglichkeiten	
	Hochbegabung - Modul 4: Fallberatung	
	Hochbegabung (formation interne)	
	Hyperactivité et Haut Potentiel - double peine ou double chance? (conférence)	

Le projet pilote entamé avec la Ville de Luxembourg vise trois acteurs: les élèves à haut potentiel de la VdL, leurs parents ainsi que les professionnels de l'enseignement, mais pas exclusivement les enseignants. Depuis le 3e trimestre de l'année scolaire 2015-2016, huit enfants à haut potentiel participent les mardis matins aux cours offerts à l'école de Rollingergrund. Pour 2016-2017, ce nombre s'élèverait à douze enfants et pourrait s'accroître au cours de l'année. Les parents des enfants concernés peuvent profiter d'un soutien auprès de l'équipe multiprofessionnelle (EMP) de la Ville de Luxembourg ainsi que du titulaire en charge des cours pour élèves à hauts potentiels.

Une quarantaine d'enseignants et membres de l'EMP de la VdL ont suivi une formation dans le domaine de la précocité intellectuelle. De nouvelles formations sont prévues pour le 1er trimestre 2016-2017 en coopération avec le SCRIPT et l'IFEN. Les autorités scolaires de la

Ville de Luxembourg soutiennent de même le projet pilote à divers niveaux et mon département a accepté une demande de majoration des ressources pour l'année scolaire 2016-2017.

Une évaluation du projet est actuellement en cours: les enfants concernés ainsi que leurs parents ont été priés de répondre à un questionnaire dont l'évaluation sera réalisée sous peu par les membres d'un groupe de travail chargé du suivi du projet. Un soutien du SCRIPT est également prévu dans ce contexte. Il serait donc trop tôt de vouloir tirer à l'heure actuelle des conclusions définitives.

Le leitmotiv du projet du Lycée classique de Diekirch est l'idée du législateur que chaque élève a droit à une formation scolaire qui favorise son épanouissement, sa créativité et sa confiance en ses capacités. Cependant, si le talent extraordinaire dans un domaine particulier est peut-être le rêve des uns, il peut aussi s'avérer cauchemardesque pour les élèves concernés, leurs parents, leurs enseignants et leurs compagnons de classe. En effet, haut potentiel n'est pas nécessairement synonyme de bonnes performances à l'école; au contraire, nombreux sont les problèmes éventuels qui peuvent entraver le parcours scolaire d'un enfant prodige. C'est pourquoi le LCD a commencé en 2015 à mettre sur pied le projet «Talents, skills and more: Encadrement des élèves à haut potentiel», un encadrement adéquat pour les adolescents particulièrement doués dans les domaines des langues, des sciences, des arts et de la musique ainsi que des compétences sociales. L'idée est d'offrir à ces jeunes des espaces où ils pourront s'épanouir, mais aussi de les aider à surmonter des difficultés qui résultent éventuellement de leurs talents.

Le projet a pour objectifs:

a) au niveau de la promotion des talents et du bien-être des élèves:

- développer les capacités cognitives et créatives des élèves surdoués;
- maintenir et développer leur motivation et leur volonté de s'investir;
- développer leurs compétences sociales;
- développer de bonnes pratiques d'apprentissage (appui pour remédier aux faiblesses dans un domaine particulier);
- rendre les élèves indépendants dans la gestion du travail (travail sur des projets, choix

et parascolaires qui peuvent être liées ou non à une branche particulière;

- promouvoir une approche pluridisciplinaire;
- promouvoir une méthodologie qui accepte la différenciation;
- promouvoir une approche positive envers la personnalité, les savoirs et le savoir-faire des élèves;
- promouvoir les compétences parmi les enseignants au niveau des entretiens avec les élèves;
- établir des contacts avec le monde extérieur (musées, conservatoires, instituts de recherche, université, entreprises...).

Le projet du LCD vise actuellement comme public cible:

- les élèves des deux premières années du cycle inférieur de l'enseignement;
- les élèves ayant fait un parcours scolaire raccourci à l'enseignement fondamental;
- les élèves détectés dans des tests internes (d'intelligence et de créativité) au LCD;
- les élèves qui excellent de par leurs notes et signalés par leurs titulaires;
- les élèves qui sont prêts à s'investir plus que la moyenne des élèves.

Les mesures consistent dans:

- le développement des talents, mais aussi la remédiation aux faiblesses;
- la prise en charge d'élèves en situation de difficultés scolaires;
- la collaboration avec des partenaires externes;
- la collaboration étroite avec les parents.

Dans une première phase, c'est-à-dire au courant de l'année scolaire 2015-2016, le LCD a mis sur pied une équipe constituée d'une douzaine de membres du personnel psycho-éducatif et du personnel enseignant qui étaient prêts à s'investir dans le projet. Afin de bien préparer ces collègues à ce défi, le LCD a organisé une formation continue interne de 21 heures, assurée par le Dr. Kerstin Sperber et son équipe du «Kompetenzzentrum für angewandte pädagogische Psychologie» de Trèves. Parallèlement, une procédure de sélection au premier trimestre a été développée, grâce à laquelle 19 candidats potentiels pour un encadrement spécifique ont pu être repérés, et un programme entier offrant des ateliers du genre «enrichment» et des ateliers d'enseignement de méthodes d'apprentissage s'étendant sur les 2^e et 3^e trimestres a été mis sur pied. Ceci a permis aux collaborateurs du LCD d'appliquer les connaissances et savoir-faire acquis au cours des formations continues à des situations réelles. En même temps, ceci les a aidés à réfléchir davantage à l'offre spécifique que l'école veut développer pour ces élèves. Vu que l'initiative a été reçue plus que favorablement par les élèves concernés et leurs parents, les enseignants impliqués sont convaincus de l'utilité du projet.

Pour l'année 2016-2017, le LCD prévoit:

- de maintenir la formule actuelle avec toute la panoplie d'ateliers en dehors de l'horaire normal pour les élèves de 7^e;
- d'offrir un certain nombre d'ateliers (destinés à ouvrir de nouveaux horizons) pour les classes de 6^e;
- de mettre l'accent sur des projets individuels à conduire par l'élève sous la tutelle de coaches de projet.

Or, des deux projets susmentionnés, il ressort qu'il serait prématuré de vouloir tirer des conclusions au niveau national. Certains éléments seront plus difficiles à être transposés tandis que d'autres seront plus faciles à réaliser. La documentation des projets ainsi que les expériences réalisées au niveau des services de soutien psychologique, voire par les titulaires spécialisés devraient toutefois présenter à court ou moyen terme un soutien notable pour toute personne intéressée en la matière.

La prise en charge systématique des élèves à haut potentiel ne peut pas se limiter à deux projets ou à deux régions du pays. Voilà pourquoi, au niveau national, il y a lieu de tirer les conclusions des projets décrits, notamment moyennant:

- la mise en place d'instituteurs spécialisés dans la scolarisation d'enfants à besoins pédagogiques particuliers dans toutes les écoles fondamentales;
- l'augmentation du nombre des offres en formation continue et l'intensification de la sensibilisation y afférente afin de promouvoir une démarche didactique différenciée également en faveur des élèves à haut potentiel;
- la multiplication des projets décrits;

¹ Säit 15 vum Document parlementaire N°2516¹

² Säit 1 vum Document parlementaire N°2516²



• la collaboration avec d'autres acteurs œuvrant dans d'autres domaines de la culture et des sciences, tels que les musées.

Dans le cadre de la création des nouveaux centres de compétences, la création d'une institution spécialisée dans ce domaine est une option à creuser.

Question 2175 (24.06.2016) de **M. Marc Lies** (CSV) concernant la **réforme de la Police grand-ducale**:

Dans le cadre de la réforme de la Police grand-ducale, il serait prévu de doter la police d'un nouvel emblème. Selon mes informations, l'identité visuelle (sur les en-têtes de lettres, les cartes de visite, pages Web, véhicules, enseignes lumineuses, etc.) serait entièrement retravaillée.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Quel serait le coût de cette nouvelle identité visuelle pour la Police grand-ducale?

Réponse (29.07.2016) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

Il est en effet prévu, dans le cadre de la réforme, de doter la police d'une nouvelle identité visuelle.

L'identité de la police se traduit non seulement par sa vision, sa manière d'agir, le comportement de ses membres, ses procédures et sa communication, mais également par une perception visuelle et audiovisuelle unique et propre à elle-même. La représentation visuelle et audiovisuelle doit générer une identification positive immédiate. La perception positive est stimulée par le logo et certains dispositifs de support couramment assemblés dans un ensemble de lignes directrices. Ces lignes directrices régissent la façon de laquelle le logo, les palettes de couleurs, les caractères-police, la mise en page et un certain nombre d'autres éléments graphiques et audiovisuels sont à appliquer.

Les dépenses liées à cette nouvelle identité visuelle sont évaluées à 1.000.000 d'euros comprenant la conception générale du nouveau cadre graphique et audiovisuel et l'application des nouveaux graphismes aux supports matériels tels que les équipements vestimentaires, le charroi, les enseignes des commissariats, les papiers d'affaires.

Question 2176 (27.06.2016) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant les **perturbateurs endocriniens**:

En date du 15 juin 2016 la Commission européenne a présenté sa proposition finale de réglementation permettant de définir et d'encadrer les perturbateurs endocriniens.

Ces substances peuvent être d'origine naturelle (hormones et phytoestrogènes) ou bien être une conséquence des activités humaines (produits issus de l'industrie chimique contenus dans des objets de consommation courante, produits de traitement des cultures, médicaments, cosmétiques, etc.).

Selon les critères définis, qui se fondent largement sur ceux de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), un perturbateur endocrinien est une substance qui a des effets indésirables sur la santé humaine et qui agit sur le système hormonal.

La décision très attendue de Bruxelles a suscité beaucoup de critiques dans les milieux concernés qui, entre autres, prétendent que la Commission exige une charge de la preuve trop élevée pour que les perturbateurs endocriniens soient interdits.

Dans ce même ordre d'idées, l'«Endocrine Society», la société savante des endocrinologues comptant 18.000 membres dans 120 pays, a estimé dans un communiqué que la Commission européenne a placé la barre si haut qu'il sera ardu de l'atteindre, quand bien même il existe les preuves scientifiques de dommages. En effet, ces substances sont notamment soupçonnées d'induire des problèmes de santé majeurs comme par exemple l'infertilité, un développement anormal du fœtus, la puberté précoce et des cancers. Selon elle, une telle prise de position reflète même un échec pour la santé publique.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Quelle est la position du Gouvernement face à cette proposition de la Commission européenne?

- Les dérogations prévues dans la proposition de la Commission sont-elles compatibles avec la législation européenne défendant l'idée d'une évaluation des substances sur base de leur danger intrinsèque et non pas sur base de leur risque potentiel?

- Est-ce que cette proposition n'est pas contraire au principe de précaution?

- Madame la Ministre partage-t-elle l'avis de l'«Endocrine Society»?

Réponse (19.07.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

En date du 15 juin 2016, la Commission européenne a présenté deux projets d'actes législatifs - l'un sur les biocides, l'autre relatif aux produits phytopharmaceutiques - qui fixent les critères scientifiques d'identification des perturbateurs endocriniens. Ceux-ci sont des substances à la fois naturelles et chimiques, qui peuvent altérer les fonctions du système hormonal, et avoir ainsi des effets indésirables sur les personnes et les animaux.

Selon la Commission, une substance sera déclarée comme perturbateur endocrinien, à condition que trois critères soient remplis, à savoir que la substance soit connue pour ses effets indésirables sur la santé humaine, qu'elle présente un mode d'action endocrinien et qu'il existe un lien de causalité entre l'effet indésirable et le mode d'action.

Ensemble avec les autres administrations concernées, le Ministère de la Santé a élaboré une position commune en vue des discussions futures relatives à l'adoption des projets de textes présentés par la Commission.

Ainsi, contrairement à la proposition de texte émise par la Commission qui ne vise que les substances qui ont un effet indésirable avéré sur la santé humaine, le Ministère de la Santé préconise d'élargir la liste des perturbateurs endocriniens aussi aux substances présumées ou susceptibles d'avoir des effets néfastes sur les êtres humains et sur les organismes non cibles. En vertu du principe de précaution, il est important d'éviter de passer à côté de substances qui se révéleraient ultérieurement comme problématiques et de pouvoir identifier des perturbateurs endocriniens à un stade précoce, avant que des dommages ne soient causés à la santé humaine ou environnementale.

Dans son avis de mars 2013, l'Agence européenne de la sécurité alimentaire (EFSA) avait conclu qu'une approche d'évaluation des risques, qui tient compte à la fois des effets nocifs potentiels des substances actives sur le système endocrinien et de la probabilité d'exposition à ces mêmes substances, exploiterait au mieux les informations disponibles permettant de réglementer leur utilisation en cas de besoin. Cette approche est reprise dans les dérogations proposées par la Commission européenne.

Le Ministère de la Santé estime qu'à ce stade de l'évaluation, il est nécessaire de maintenir l'approche basée sur l'exposition afin de garantir la prise en compte, en termes d'autorisation de mise sur le marché, de toutes les substances susceptibles de présenter une activité endocrinienne néfaste.

Le Ministère de la Santé envisage de soutenir l'utilisation de toutes les preuves scientifiques pertinentes disponibles pour identifier les perturbateurs endocriniens.

L'évaluation du «caractère indésirable» d'un perturbateur endocrinien est encore nouvelle au niveau scientifique et présente beaucoup d'inconnues au niveau des protocoles des études scientifiques. En restreignant trop les critères d'identification applicables, on s'expose au risque d'écarter des perturbateurs endocriniens avec des effets potentiellement néfastes.

Le Ministère de la Santé estime que, de manière générale, les projets de textes de la Commission européenne sont susceptibles de diminuer le niveau de protection des êtres humains, des animaux et de l'environnement et d'aller ainsi à l'encontre du principe de précaution. C'est pourquoi le Ministère de la Santé adoptera une position plus protectionniste à l'encontre des projets de la Commission européenne afin de garantir un niveau élevé de sécurité tant pour les consommateurs que pour les animaux et l'environnement.

À noter encore que les revendications ci-dessus sont partagées par un grand nombre d'autres États membres dont notamment la France, la Belgique, l'Autriche, la Suède, la Norvège et le Danemark.

Question 2177 (27.06.2016) de **M. Marc Baum** (*déi Lénk*) concernant la **consultation du public dans le cadre du contournement envisagé de Bascharage**:

L'article 7 de la loi 29 mai 2009 concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement humain et naturel de certains projets routiers, ferroviaires et aéroportuaires stipule le dépôt d'un dossier de l'étude d'évaluation des incidences d'un projet dans les communes potentiellement concernées afin de permettre à leurs résidents de le consulter et de présenter leurs objections et observations aux collègues des bourgmestre et échevins.

Dans le cadre de la consultation publique concernant le contournement envisagé de Bascharage, le dossier de l'étude y relative était consultable dans les communes concernées de Sanem, Dippach, Bascharage et Differdange et les habitants des quatre communes pouvaient faire part de leurs observations et objections.

Or, il est venu à ma connaissance que votre Ministère a refusé aux responsables de la commune de Sanem de fournir les documents respectifs (quatre classeurs volumineux) dans un format digital afin de faciliter leur consultation. Les responsables n'en ont finalement pas tenu compte et scanné les dossiers pour les publier avec un retard considérable sur leur site pour permettre une consultation grand public.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Est-ce qu'il est vrai que votre Ministère a refusé de fournir les documents dans un format digital?

2. Est-il en plus vrai que votre Ministère n'a pas voulu, dans un premier temps, autoriser la mise en ligne du dossier sur le contournement de Bascharage par les responsables de la commune de Sanem?

3. Dans l'affirmative pour les questions 1. et 2., quelles en sont les raisons?

4. Le Ministre n'est-il pas d'avis qu'une consultation du public devrait se servir de tous les moyens techniques existants - notamment la publication du dossier sur Internet - pour favoriser l'accès des habitants concernés aux documents soumis à l'avis?

Réponse (25.07.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Le dossier de l'étude d'évaluation des incidences sur l'environnement naturel et l'environnement humain dans le contexte du contournement envisagé de Bascharage a été déposé aux maisons communales de Bascharage, Dippach et Sanem ainsi qu'à la maison communale de Differdange, en tant que commune limitrophe au projet, en date du lundi, 2 mai 2016. Il est vrai que le dossier en question, se composant de cinq classeurs, a été déposé sous format papier seulement, vu que d'office une publication par voie électronique n'était pas prévue et non requise selon les termes de la loi du 29 mai 2009 concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement humain et naturel de certains projets routiers, ferroviaires et aéroportuaires.

En date du vendredi, 6 mai 2016, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures a envoyé par courriel une liste des questions fréquemment posées (FAQ) aux quatre communes concernées par la procédure de la consultation du public, précisant entre autres qu'il est autorisé de faire des copies du dossier. Il a cependant été indiqué que le dossier de la consultation publique devra rester dans la maison communale pendant toute la durée de la procédure. À aucun moment, le Ministère a désapprouvé une mise en ligne du dossier sur le contournement de Bascharage par les communes.

En tant que Ministre du Développement durable et des Infrastructures et en ma qualité de maître d'ouvrage de grands projets d'infrastructure, je prendrai dorénavant les mesures nécessaires afin de permettre la publication du dossier de la consultation du public moyennant le site Internet de la maison communale.

Question 2178 (28.06.2016) de **MM. David Wagner et Marc Baum** (*déi Lénk*) concernant la **sous-traitance de tâches administratives par le bureau 6 de l'Administration des Contributions directes**:

Lors du procès dit «LuxLeaks», qui s'est déroulé du 24 avril au 10 mai 2016 à la 12^e chambre correctionnelle du tribunal d'arrondissement

de Luxembourg, un ancien employé de PwC Luxembourg a fait certaines déclarations étonnantes sur les relations entre son ancien employeur et le bureau 6 de l'Administration des Contributions directes.

Le vendredi 29 avril, ce dernier a déclaré devant le tribunal que certaines tâches administratives, qui incombaient pourtant clairement à l'Administration des Contributions directes, ont été réalisées par PwC Luxembourg. Ainsi, durant la période 2011-2014, l'entreprise d'audit aurait préparé d'avance des documents officiels afin de les faire signer par le responsable de l'Administration et aurait à cet effet été en possession du papier à en-tête de l'Administration des Contributions directes. Elle aurait également procédé à l'archivage électronique de documents officiels et aurait transmis ces documents à l'Administration à l'aide d'un stick USB. L'ancien employé a déclaré au tribunal: «Et c'était aussi à nous de scanner les documents, de les mettre sur une clé USB sécurisée avec un mot de passe et de faire le suivi des signatures. Une personne ne faisait que cela durant une semaine.» Une procédure qui a connu des «couacs», selon «Paperjam» du 29.04.2016, «puisqu'il est arrivé que le préposé du bureau 6 de l'Administration des Contributions directes et sa secrétaire oublient le mot de passe ou égarent la clé». Ainsi, l'ancien employé affirma au tribunal: «La procédure a évolué et on a utilisé une plateforme sécurisée d'hébergement à laquelle le préposé du bureau 6 de l'Administration des Contributions directes avait accès pour éviter que les clés USB se baladent.»

Dans un entretien avec «Le Quotidien» du 16 mai 2016, l'ancien employé décrit ces faits de façon suivante: «Comme beaucoup de clients voulaient leur ATA tamponné et signé, et qu'on ne pouvait pas le leur donner, une solution était de leur adresser une lettre de confirmation, à en-tête de l'administration, avec une phrase type. C'est nous chez PwC (et dans les autres fiduciaires) qui les préparions, et le préposé du bureau 6 de l'Administration des Contributions directes tamponnait ensuite. On faisait le boulot de secrétariat de l'administration. Même chose pour l'archivage: une personne de notre équipe scannait les ATA signés et les renvoyait chez le préposé du bureau 6 de l'Administration des Contributions directes sur une clé USB.»

Enfin, dans un article du 28 juin 2016, «Le Quotidien» revient largement sur la question: «Le cabinet était devenu, en l'absence de tout contrat, un sous-traitant informel du fisc, avec lequel il négociait par ailleurs des rulings. PwC a commencé à rendre ces „services” à l'Administration en 2010 et la pratique a perduré jusqu'en 2014, plusieurs mois après le départ en pension du préposé du bureau 6, à l'automne 2013.» Dans ce même article, «Le Quotidien» affirme que le «tax leader» de PwC Luxembourg aurait confirmé lors d'un entretien l'usage de papier en-tête par son cabinet d'audit.

Le même article rappelle que «toutes les prestations effectuées par une société privée pour le compte d'un service de l'Etat doivent être encadrées par un contrat, une convention» et cite en outre un pénaliste qui «évoque une possible qualification de „corruption active”»: «Il a été proposé un travail gratuit au bénéfice de l'Administration. Ce travail gratuit a profité à autrui, que ce soit au préposé du bureau 6 ou à l'Administration qui était dispensée de la nomination d'un fonctionnaire pour effectuer ces tâches. En contrepartie, l'Administration a pu traiter un nombre plus important de rulings que ce qu'il pouvait produire sans l'accomplissement de ce travail gratuit. L'article 247 du Code pénal sanctionne le délit de corruption active d'une peine maximale de dix ans d'emprisonnement et de 187.500 euros d'amende.»

Partant, nous aimerions poser à Monsieur le Ministre des Finances les questions suivantes:

1. Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer que durant la période 2010-2014, ou bien pendant d'autres périodes, certaines tâches administratives incombant à l'Administration des Contributions directes (ACD) ont été réalisées par PwC Luxembourg, dont la fourniture de projets de décisions ou de lettre de confirmation préimprimées sur du papier en-tête de l'ACD, le scannage et l'archivage des ATA pour les besoins de l'ACD et autres?

2. Dans l'affirmative de la première question, pouvez-vous nous énumérer toutes les tâches en question effectuées par PwC pour les besoins de l'ACD ou de son bureau 6 et préciser quelles tâches étaient encadrées par une rela-

tion contractuelle? Dans la négative, qu'en est-il des faits décrits par l'ancien employé de PwC sous serment et des déclarations du «tax leader» de PwC dans l'article précité?

3. Toujours dans l'affirmative de la première question, à quel moment Monsieur le Ministre a-t-il pris connaissance de telles pratiques, quel jugement porte-t-il sur ces pratiques, s'agit-il d'un fonctionnement normal d'une administration de l'État ou bien d'un dysfonctionnement et quelles démarches a-t-il entrepris à leur encontre en cas de dysfonctionnement?

4. Une enquête interne a-t-elle été lancée ou menée afin de vérifier les propos de l'ancien employé de PwC et, le cas échéant, de clarifier les raisons et les responsabilités pour ces faits? Si non, pourquoi une telle enquête n'a-t-elle pas été lancée? Si oui, est-ce que Monsieur le Ministre peut m'informer sur les termes de référence et l'état d'avancement de cette enquête?

5. Monsieur le Ministre est-il au courant de faits similaires impliquant d'autres cabinets d'audit ou de conseil, soit des autres «Big4», KPMG, EY ou Deloitte, soit d'autres consultants?

6. Monsieur le Ministre peut-il affirmer que de telles pratiques ne peuvent plus se produire à l'heure actuelle?

En sus, nous aimerions poser à Monsieur le Ministre de la Justice les questions suivantes:

7. Monsieur le Ministre juge-t-il, concernant les faits susmentionnés, qu'il y a suffisamment d'indices pour présumer une infraction pénale et notamment un délit de corruption active, tel qu'évoqué par le pénaliste cité dans l'article du «Quotidien» du 28 juillet 2016?

8. Dans la négative de la question 7, sur quoi se base l'appréciation de Monsieur le Ministre?

9. Dans l'affirmative de la question 7, Monsieur le Ministre compte-t-il faire usage de son droit d'enjoindre le Procureur général d'engager des poursuites, tel que prévu par l'article 19 du Code d'instruction criminelle? Si non, pourquoi?

Réponse commune (29.07.2016) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*, et de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

Il n'appartient pas au Gouvernement de commenter les déclarations faites par des parties à un procès auquel il est tiers. D'une manière générale, il ne dispose d'aucun élément permettant de corroborer l'hypothèse d'un quelconque manquement dans le chef de l'Administration.

En tout état de cause, la qualification pénale de faits est réservée aux parquets. Le Ministre de la Justice n'envisage pas de faire application de l'article 19 du CIC. Il est rappelé que l'usage de ce droit est exceptionnel et que cet article a été appliqué pour la dernière fois en 1987-1988.

La procédure relative au traitement des demandes de décisions anticipées est régie par la loi du 19 décembre 2014 et le règlement grand-ducal du 23 décembre 2014. Avant l'entrée en vigueur de ceux-ci, elle était régie par la note de service du directeur des contributions LG/NS n°3 du 21 août 1989.

En vertu de ces textes, l'analyse des dossiers et la prise de décision relèvent exclusivement de l'Administration fiscale. L'archivage des dossiers en question se fait par et à l'Administration. Il n'y a eu à aucun moment une quelconque sous-traitance de ces tâches à un tiers.

Par contre, tout contribuable est libre de faire préparer par des conseillers les demandes qu'il souhaite soumettre à l'Administration. Il peut également leur en confier l'archivage.

Les demandes de décisions anticipées requièrent la soumission d'un dossier particulièrement fourni. La réponse de l'Administration prend la forme d'une lettre type. Pendant un laps de temps limité, certains conseillers ont dès lors joint à leur demande un document reprenant le modèle de l'Administration. Pour autant, un tel document, à défaut d'une signature et du tampon de l'Administration, est dépourvu de toute valeur. L'Administration a d'ailleurs rapidement exigé l'abandon de cette pratique.

Dès son entrée en fonction, le Gouvernement s'est penché sur le sujet des décisions anticipées et en a renforcé le cadre légal et réglementaire. L'Administration des Contributions directes et la commission des décisions anticipées appliquent rigoureusement les règles en question.

Question 2179 (28.06.2016) de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant les **abus de marché**:

La directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 sur les opérations d'initiés et les manipulations de marché (abus de marché) a été transposée en droit national par la loi du 9 mai 2006 relative aux abus de marché.

La directive 2003/6/CE a été abrogée par règlement (UE) n°596/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 sur les abus de marché et abrogeant la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil et les directives 2003/124/CE, 2003/125/CE et 2004/72/CE de la Commission.

Ce règlement s'applique à compter du 3 juillet 2016 à l'exception de l'article 4, paragraphes 4 et 5, de l'article 5, paragraphe 6, de l'article 6, paragraphes 5 et 6, de l'article 7, paragraphe 5, de l'article 11, paragraphes 9, 10 et 11, de l'article 12, paragraphe 5, de l'article 13, paragraphes 7 et 11, de l'article 16, paragraphe 5, de l'article 17, paragraphe 2, troisième alinéa, de l'article 17, paragraphes 3, 10 et 11, de l'article 18, paragraphe 9, de l'article 19, paragraphes 13, 14 et 15, de l'article 20, paragraphe 3, de l'article 24, paragraphe 3, de l'article 25, paragraphe 9, de l'article 26, paragraphe 2, deuxième, troisième et quatrième alinéas, de l'article 32, paragraphe 5, et de l'article 33, paragraphe 5, qui s'appliquent au 2 juillet 2014.

Au plus tard le 3 juillet 2016, les États membres prennent les mesures nécessaires pour se conformer aux articles 22, 23, 30, à l'article 31, paragraphe 1, et aux articles 32 et 34.

Selon mes informations, aucun projet de loi concernant une révision de la loi du 9 mai 2006 relative aux abus de marché n'a été déposé à ce jour.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ne pas encore avoir saisi la Chambre des Députés d'un projet de loi portant réforme de la loi du 9 mai 2006 relative aux abus de marché?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour le défaut de dépôt du projet de loi?

- Dans quels délais Monsieur le Ministre entend-il faire déposer un tel projet de loi?

Réponse (29.07.2016) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Le projet de loi portant mise en œuvre du règlement (UE) n°596/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 sur les abus de marché et abrogeant la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil et les directives 2003/124/CE, 2003/125/CE et 2004/72/CE de la Commission, a été déposé à la Chambre des Députés. Il porte en outre transposition de la directive 2014/57/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative aux sanctions pénales applicables aux abus de marché et de la directive d'exécution (UE) 2015/2392 de la Commission du 17 décembre 2015 relative au règlement (UE) n°596/2014 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le signalement aux autorités compétentes des violations potentielles ou réelles dudit règlement. Enfin, le projet de loi abroge la loi du 9 mai 2006 relative aux abus de marché portant transposition de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 sur les opérations d'initiés et les manipulations de marché (abus de marché).

Question 2180 (29.06.2016) de **M. Franz Fayot** (LSAP) concernant la **réforme budgétaire**:

En octobre 2014, dans le cadre de la présentation du projet de budget pour l'exercice 2015, Monsieur le Ministre des Finances avait annoncé une «révolution copernicienne» en matière de gestion des finances publiques luxembourgeoises, qui se traduirait e. a. par une toute nouvelle manière d'établir et d'exécuter le budget de l'État.

Ainsi, le budget dit «nouvelle génération» (BNG) fut élaboré suite à un processus de budgétisation à base zéro, dont émanait aussi le «paquet d'avenir». Plusieurs centaines d'articles budgétaires furent regroupés afin de simplifier la structure du budget et d'en faciliter la lecture. Pour la première fois, une programmation financière pluriannuelle détaillée fut établie.

Or, le BNG ne constitue qu'une première étape dans un processus vaste et ambitieux de réforme de l'architecture et de la procédure budgétaires, sur base notamment d'une étude réalisée en 2011 par l'OCDE pour le compte du Ministère des Finances.

Sachant qu'une réforme en profondeur du cadre budgétaire national nécessiterait une modification, voire une refonte totale de la loi modifiée du 8 juin 1999 concernant le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Quelles seront les prochaines étapes de la mise en œuvre de la réforme budgétaire? Où en sont les travaux de refonte de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État?

2. Dans cette réforme, quelle sera la place donnée aux concepts tels que la budgétisation par objectifs, l'évaluation des résultats sur base d'indicateurs de performance, etc.?

3. La réalisation de projets pilotes avec certains ministères ou administrations est-elle prévue?

Réponse (29.07.2016) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

La mise en œuvre de la réforme budgétaire suit une approche incrémentielle. Au cours des deux dernières années, des étapes essentielles ont déjà pu être franchies:

- screening de l'ensemble des recettes et des dépenses de l'État par 19 groupes de travail;

- simplification de la structure budgétaire par regroupement d'articles budgétaires à partir du budget 2015;

- mise en œuvre d'une approche pluriannuelle avec l'élaboration sous forme de projet de loi de la programmation financière pluriannuelle et, pour la première fois en avril 2016, la discussion par la Chambre des Députés en session plénière de l'annexe nationale du plan de stabilité et de croissance, qui reprend les différentes catégories de recettes et de dépenses pour les quatre niveaux: administration publique, administration centrale, administration locale et sécurité sociale.

Pour les prochaines étapes, il s'avère opportun de prendre en compte les recommandations de l'OCDE. Les travaux d'analyse correspondants sont en cours. La mise en œuvre de la réforme est tributaire d'adaptations au niveau informatique. Ainsi, une refonte du système informatique supportant la comptabilité de l'État est en cours de préparation. Le futur système comprendra des améliorations fonctionnelles et des outils de reporting. En particulier, il permettra, suivant besoin, la configuration de nouveaux outils tels que des programmes définis avec objectifs et indicateurs sur base d'évaluations.

La réalisation de projets pilotes, auxquels fait allusion l'honorable Député, sera une étape essentielle de la réforme et préalable aux travaux de refonte de la loi modifiée du 8 juin 1999 concernant le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.

Question 2184 (29.06.2016) de **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV) concernant l'**usage du signe distinctif particulier «médecin en service»**:

Le règlement grand-ducal du 16 avril 2003 définit les conditions et les modalités d'octroi dans lesquelles les médecins en service peuvent obtenir et utiliser le signe distinctif particulier «médecin en service». La catégorie de personnes susceptibles d'obtenir un tel signe distinctif est constituée de médecins généralistes faisant partie du système de garde, de conseils médicaux des cliniques et hôpitaux participant audit système de garde ainsi que de médecins et médecins-dentistes justifiant d'un besoin réel. Or, ce règlement grand-ducal ne définit ni les droits que ce signe distinctif confère en général à ses détenteurs, ni l'étendue de ces droits.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures, à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Le Gouvernement peut-il m'apporter des précisions par rapport à la notion de signe distinctif «médecin en service» ainsi que par rapport à l'étendue des droits qu'un tel titre confère à ses détenteurs?

- Le Gouvernement estime-t-il qu'il ne faudrait pas étendre les privilèges du signe distinctif afin d'inclure la possibilité d'un stationnement de courte durée à des prix réduits ou forfaitaires pour ses détenteurs?

- Un signe distinctif similaire ne pourrait-il pas être attribué à d'autres groupes tels que les professionnels du secteur des soins médicaux à domicile, les médecins généralistes opérant des visites à domicile ainsi que le personnel en charge du transfert urgent de médicaments pour pharmaciens?

Réponse commune (28.07.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Le signe distinctif «médecin en service» est délivré sur base de l'article 3 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques. Ledit article confère en effet au ministre ayant les transports dans ses attributions le droit de «(...) délivrer des autorisations et en arrêter les conditions dans les domaines suivants: (...) 6. l'usage de signes distinctifs particuliers pour des besoins spéciaux; (...)».

Aussi, le règlement grand-ducal du 16 avril 2003 concernant l'usage du signe distinctif particulier «médecin en service», pris en exécution de la loi modifiée du 14 février 1955 précitée, arrête-t-il le modèle dudit signe distinctif tout en définissant le champ des bénéficiaires ainsi que les critères et modalités de délivrance.

Quant aux droits conférés aux titulaires du signe distinctif dont question, ils se limitent en matière de circulation routière à l'autorisation, pour les intéressés, de stationner leur véhicule sur les emplacements signalés et marqués comme «Livraisons» ainsi que de pouvoir emprunter les voies réservées aux véhicules des services de transports publics, marquées et signalées comme telles (signal routier D,10 complété par le panneau additionnel correspondant au modèle 6aa) et, le cas échéant, de pouvoir circuler dans les zones piétonnes, dans les limites déterminées par les autorités communales compétentes.

L'introduction de taxes communales, dont celles relatives au stationnement, relève de l'autonomie communale de sorte que le Gouvernement ne saura se prononcer à cet égard.

En ce qui concerne l'introduction éventuelle de signes distinctifs similaires pour d'autres catégories d'usagers, il n'est pas jugé opportun de s'engager dans cette voie, notamment pour prévenir une prolifération excessive de tels signaux et les risques inhérents d'abus d'usage en dehors de l'usage initialement destiné, avec comme conséquence de diminuer la valeur et à réduire l'objectif recherché d'une identification rapide et aisée des catégories d'usagers identifiés comme ayant un besoin réel, tel que le cercle des bénéficiaires repris au règlement grand-ducal du 16 avril 2003 précité.

Question 2190 (30.06.2016) de **Mme Octavie Modert** (CSV) concernant la **transposition de la réforme dans la fonction publique au secteur communal**:

L'entrée en vigueur au 1^{er} octobre 2015 de la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État a apporté un certain nombre de changements en ce qui concerne l'attribution d'une allocation de famille aux agents occupés auprès de l'État. Il existe dorénavant la possibilité pour des agents mariés ou liés par partenariat, parents d'un enfant, occupés tous les deux dans le secteur public, d'opter soit pour continuer à bénéficier d'une allocation de famille selon l'ancienne législation, soit pour l'application de la nouvelle législation et de bénéficier chacun d'une allocation de famille de 27 points indiciaires s'ils ont des enfants à charge. Or, dans le dernier cas de figure, les deux conjoints ou partenaires doivent opter, tous les deux, pour l'application de la nouvelle législation à leur égard.

L'allocation de famille a par analogie été introduite dans les réglementations s'appliquant aux agents du secteur communal. Or, les législations et réglementations transposant les dispositions de ladite «réforme dans la fonction publique» au secteur communal sont actuellement encore au stade de projet. Dès lors, la loi modifiée du 4 avril 1964 portant assimilation des traitements des fonctionnaires des communes et établissements publics placés sous la surveillance des communes, à ceux des fonctionnaires de l'État et plus précisément l'article 9 point 4. stipulant que «[L]orsque les deux conjoints ou partenaires [...] sont fonctionnaires ou agents publics, il est versé l'allocation de famille la plus élevée» y est toujours d'application.

Il s'ensuit que si le conjoint ou partenaire occupé auprès de l'État opte pour l'application de la nouvelle législation, le conjoint occupé dans le secteur communal ne pourra plus bénéficier

d'une allocation de famille et ce jusqu'à l'entrée en vigueur des règles identiques pour le secteur communal.

Dans ce contexte, je voudrais soulever les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Pour quelles raisons la législation portant transposition des réformes en question au secteur communal a-t-elle pris autant de retard?

- En attendant l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation pour la fonction publique communale, de quelle manière Monsieur le Ministre entend-il éviter ou remédier à la situation décrite qui est en défaveur des fonctionnaires et agents des communes et des établissements publics placés sous la surveillance des communes, alors qu'une rétroactivité ne peut être instaurée par un règlement grand-ducal et que les dispositions en question font partie de celles qui seront fixées par voie réglementaire?

- Pour éviter que le retard ne se creuse entre l'application des réformes pour la fonction publique étatique et la fonction publique communale, les règlements grand-ducaux devront entrer en vigueur au même moment que la loi qui s'en suivra du projet n°6932. Monsieur le Ministre peut-il informer si les projets de règlements d'exécution de ce projet de loi sont déjà engagés dans la procédure réglementaire et soumis aux avis des organes consultatifs en la matière?

- Dans la négative, pour quelles raisons les projets de règlements grand-ducaux ne sont-ils pas encore prêts à suivre la procédure officielle?

Réponse (27.07.2016) de M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

La transposition dans le secteur communal de la réforme dans la fonction publique est opérée par un projet de loi en ce qui concerne les mesures ayant trait au statut général des fonctionnaires communaux, qui constitue une matière réservée à la loi par l'article 107 (5) de la Constitution du Grand-Duché de Luxembourg, les mesures d'exécution de la loi visée étant fixées par voie de règlement grand-ducal. En matière de traitements des fonctionnaires communaux, la transposition de la réforme dans la fonction publique est effectuée par un règlement grand-ducal en exécution de l'article 22 de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux.

L'entrée en vigueur différée des mesures de réforme pour les fonctionnaires communaux par rapport à leurs collègues étatiques s'explique par les considérations suivantes:

Tout d'abord, il y a lieu de constater que les mesures de réforme sont reprises quant à leur principe des dispositions légales et réglementaires applicables aux fonctionnaires de l'État, mais que leur transcription dans le secteur communal doit toutefois tenir compte des spécificités du secteur communal, et ceci tant au niveau des autorités et des procédures administratives propres aux entités communales que pour ce qui est des carrières spécifiquement communales. Il en résulte que l'élaboration des documents rendant la réforme dans la fonction publique applicable au personnel communal constitue un exercice dépassant de loin celui d'une simple transcription de mesures légales et réglementaires applicables aux agents de l'État.

Par la suite, les documents visés sont soumis pour avis à la commission centrale, instituée en exécution de l'article 45 de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux et investie d'une mission «de consultation, de concertation ou de négociation pour tout ce qui concerne la situation statutaire, financière et sociale du personnel communal». Afin de pouvoir procéder à un examen approfondi des textes lui soumis, la commission centrale institue pour chaque document un groupe de travail regroupant des représentants des organisations syndicales représentées à la commission centrale, du Syvicol et du Ministère de l'Intérieur. Lorsque le groupe de travail a achevé sa mission, consistant dans une analyse et une discussion article par article d'un avant-projet de loi ou de règlement grand-ducal, la commission centrale se réunit en plénière pour arrêter son avis définitif. Si cette façon de travailler permet évidemment à toutes les parties concernées d'exposer aisément leurs positions et de défendre leurs intérêts, l'exercice en question prend de toute évidence un certain temps. Il importe de noter que les modalités d'analyse des documents portant transposition dans le secteur communal de la réforme dans la fonction publique ont trouvé l'assentiment et des représentants du personnel et du Syvicol.

En ce qui concerne l'état d'avancement de la transposition visée, il y a lieu de constater que

le projet de loi portant modification du statut général des fonctionnaires respectivement de la loi communale et de la législation ayant trait au droit de grève dans le secteur communal a été déposé à la Chambre des Députés au mois de janvier 2016. Le document en question sera analysé par la commission compétente de la Chambre des Députés après la rentrée parlementaire, le Conseil d'État y ayant rendu son avis le 21 juillet 2016.

Le projet de règlement grand-ducal fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires communaux a été approuvé par le Gouvernement en Conseil au mois de juin 2016 et a été soumis par la suite à l'avis du Conseil d'État et de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics. L'avant-projet de règlement grand-ducal déterminant le régime et les indemnités des employés communaux a été soumis au mois de juillet 2016 au Gouvernement en Conseil.

Il est prévu que les trois projets mentionnés ci-dessus, qui constituent quelque 80% de l'intégralité du dossier de réforme à transposer dans le secteur communal, entrent en vigueur au même moment. Les avant-projets de règlement grand-ducal ayant notamment trait à la formation et aux examens des fonctionnaires communaux seront soumis à la commission centrale après la période de congé estivale.

Quant à la question posée par Madame la Députée relative à un prétendu retard extraordinaire qu'accuserait la transposition de la réforme dans la fonction publique de l'année 2015 dans le secteur communal, il y a lieu de constater que dans le passé, la transposition de réformes d'envergure n'a jamais été opérée plus rapidement qu'en l'occurrence. En effet, la loi du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État a été transposée dans le secteur communal par la loi du 24 décembre 1985 fixant le régime des fonctionnaires communaux, donc après un délai de six ans. La réforme du statut général des fonctionnaires de l'État, réalisée par la loi du 19 mai 2003, a été transcrite dans le statut général des fonctionnaires communaux par la loi du 5 août 2006 et a donc nécessité plus de trois ans. Si l'on se rend compte que les dispositions légales visées ont concerné chaque fois une seule matière relevant du domaine de la gestion du personnel public, alors que la réforme de 2015 touche indistinctement toutes les matières et statuts concernant le personnel communal, il ne saurait être question d'un retard exorbitant pour ce qui est de la transposition de la réforme dans la fonction publique de l'année 2015 dans le secteur communal.

En ce qui concerne les modifications à apporter au régime d'attribution de l'allocation de famille, il y a lieu de préciser que celles-ci font l'objet du projet de règlement grand-ducal fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires communaux. Les modifications en question sont identiques à celles concernant les agents de l'État et entreront en vigueur simultanément avec l'intégralité du projet de règlement grand-ducal concerné. Jusqu'à ce moment, les dispositions réglementaires actuellement applicables aux fonctionnaires communaux restent en vigueur. La réforme dans la fonction publique constitue un ensemble de mesures indissociables dont certaines sont avantageuses pour les agents publics et d'autres moins favorables par rapport à la situation actuelle. Il n'est pas prévu que certaines mesures de la réforme entrent en vigueur avec un effet rétroactif. Une telle mesure serait d'ailleurs impossible dans le cas de l'allocation de famille étant donné que les nouvelles dispositions sont plus restrictives en ce qui concerne le droit à cette allocation, celle-ci n'étant plus due à l'avenir en cas de mariage ou de partenariat de l'agent communal, mais est assujettie à la condition que l'agent ait à charge un enfant.

Question 2191 (30.06.2016) de M. Gérard Anzia et Mme Josée Lorsché (déi gréng) concernant l'accessibilité des pistes cyclables:

Suivant nos informations, une imposante clôture a récemment été aménagée à Ettelbruck au lieu-dit «Im Deich», notamment autour de la «Däichhal». Or, il semble que la piste cyclable nationale PC15 longeant l'Alzette ait été intégrée dans l'enceinte de la surface clôturée et que les accès à la piste cyclable seraient pourvus de portes d'entrée.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Les communes sont-elles de façon générale autorisées à barrer, voire à encombrer un itinéraire

cyclable national de façon temporaire ou même définitive et quelle est, le cas échéant, la procédure à appliquer?

2. Monsieur le Ministre et notamment l'Administration des Ponts et Chaussées ont-ils été informés de cet aménagement sur la piste cyclable à Ettelbruck? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre a-t-il donné l'autorisation à la commune d'intégrer la PC15 dans l'enceinte de la surface clôturée?

3. Au cas où les portes permettant le passage de cyclistes sur la PC15 seront fermées, quelle sera la déviation dont les cyclistes pourront profiter?

4. L'ouverture et la fermeture des portes en question ne devrait-elle au futur pas faire l'objet d'une demande préalable de la part de la commune d'Ettelbruck au Ministère du Développement durable et des Infrastructures?

Réponse (28.07.2016) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

De façon générale et suivant la loi du 28 avril 2015 relative au réseau cyclable national et aux raccordements de ce réseau vers les réseaux cyclables communaux, l'article 5 prévoit que «les aménagements à faire sur les propriétés privées, bordant un itinéraire cyclable du réseau national, ne sont pas soumis à l'octroi d'une permission de voirie. Les travaux à réaliser sur l'assise même de l'itinéraire cyclable du réseau national, à l'exception des travaux de conservation et d'entretien, sont soumis à l'obtention d'une permission de voirie.»

Est à considérer comme «assise même d'un itinéraire cyclable» la couche de roulement pour cyclistes et, le cas échéant, des accotements de minimum 0,5 mètre. Pour des cyclistes sur un tronçon d'une voirie normale, que ce soit une voie cyclable ou une voie suggestive, seule l'assise utilisée par les cyclistes est considérée. Pour une piste cyclable proprement dite, un chemin agricole, un chemin forestier ou une voirie avec trafic mixte, le gabarit total de l'assise (y inclus les accotements) est considéré.

Le terme «travaux» utilisé dans la loi du 28 avril 2015 est à assimiler avec un chantier. D'après la définition du chantier dans le Code de la Route: «périmètre de la voie publique qui fait l'objet de travaux, qui est occupé par des obstacles dressés en relation avec des travaux ou à la suite d'un cas de force majeure ou qui est occupé par des véhicules utilisés en relation avec des travaux» comme par exemple des travaux constructifs, l'installation du chantier et l'accès au chantier nécessitent donc une autorisation par l'Administration des Ponts et Chaussées.

En ce qui concerne le barrage de l'itinéraire cyclable dans le cadre de manifestations, il y a lieu de prendre pour toutes les voies publiques en dehors des agglomérations un règlement de circulation émis par le Ministère suivant l'article 5 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la circulation sur toutes les voies publiques (Code de la Route). Les tronçons à l'intérieur des agglomérations tombent sous la compétence des communes. Néanmoins, l'Administration des Ponts et Chaussées demande un accord préalable pour de tels tronçons.

Dans tous les cas, l'Administration des Ponts et Chaussées contrôlera l'opportunité du barrage et des travaux sur l'itinéraire cyclable et jugera sur le besoin d'un barrage complet ou partiel de la piste cyclable respectivement si elle restera en service pendant les travaux. En cas d'un barrage, il y a lieu d'indiquer en temps utile une déviation précise aux cyclistes. L'Administration des Ponts et Chaussées s'occupe de la mise en place de cette déviation et sécurisera en cas de besoin le cycliste par rapport au trafic motorisé rapide. D'autant plus, les cyclistes doivent être avertis, moyennant un panneau aux extrémités du chantier, au moins une semaine avant le début des travaux, sur la présence du chantier, sur la période durant laquelle les travaux se déroulent (date de début et durée en semaines/mois) et sur la déviation à suivre (carte en annexe à publier sur place).

Afin de pouvoir garantir les mesures précitées, il y a lieu que le requérant introduise ses demandes en temps utile auprès de l'Administration des Ponts et Chaussées, à savoir au mieux trois mois avant le début du chantier pour une permission de voirie et au moins un mois à l'avance pour un barrage à cause d'une intervention ou affectation sur la circulation.

Pour le cas précis d'Ettelbruck, aucune permission de voirie pour des travaux sur l'assise de la piste cyclable n'a été demandée et nos services n'étaient pas informés sur le fait de l'aménagement d'une clôture ou d'une porte. En conséquence, aucune autorisation n'a été établie afin de pouvoir par la suite mettre en place une déviation adéquate.

L'Administration des Ponts et Chaussées est en train de chercher des solutions pour ce tronçon

de la PC15 afin d'éviter que les cyclistes soient obligés de suivre une déviation à chaque manifestation dans les alentours de la «Däichhal».

Question 2194 (04.07.2016) de Mme Cécile Hemmen (LSAP) concernant la pénurie de médicaments anesthésiques:

D'après les informations de «MediPlanet» reprises par le journal belge «Le Soir», il y aurait un sérieux risque de pénurie de médicaments anesthésiques non seulement dans les hôpitaux belges, mais au niveau européen.

Il y aurait en effet des problèmes de stocks dans toute l'Europe suite à une suspension de la production survenue au niveau de la fabrication par l'usine GSK (GlaxoSmithKline) à Parme en Italie.

D'ailleurs sur le site Web du fabricant GSK, les informations concernant les stocks d'anesthésiques renseignent «out of stock» pour huit des onze produits listés et «low stock» respectivement «intermittent stock» pour les trois autres produits.

Cette information est d'autant plus inquiétante que l'usine stoppée temporairement fabrique aussi pour le compte de Janssen-Cilag.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1. Madame et Monsieur les Ministres sont-ils informés de ce risque de pénurie?

2. Dans l'affirmative, quelles mesures ont été prises pour répondre à ce risque au niveau national?

3. Est-ce que cette pénurie a d'ores et déjà une influence sur les prix des médicaments anesthésiques? Qu'en est-il de la disponibilité de génériques?

4. Y a-t-il un risque de voir le nombre des opérations réduit au Luxembourg?

Réponse commune (27.07.2016) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, et de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale:

Le Ministre de la Sécurité sociale et la Ministre de la Santé sont informés du risque de pénurie de médicaments anesthésiques résultant de problèmes techniques liés à des processus de fabrication, problèmes survenus sur un site de fabrication à Parme en Italie et ayant causé un arrêt de production temporaire.

À l'instar de ce qu'a fait l'agence belge des médicaments, des dérogations ont été accordées afin de permettre l'importation d'emballages en provenance de pays autres que la Belgique, pays de provenance habituel de ces anesthésiques.

Les services compétents ont demandé aux pharmaciens hospitaliers de rester vigilants, de veiller aux dosages qui pourraient être différents et d'en informer les médecins-anesthésistes. De même, ces services sont en contact permanent avec les autorités de nos pays voisins, les firmes concernées et les fabricants de génériques afin de garantir la couverture du marché.

Pour le moment, l'approvisionnement du marché est garanti, il n'y a pas de rupture, la production sur le site en Italie a repris, même si à ce stade on n'est pas encore en mesure de parler d'un retour à la normale.

Les pharmaciens hospitaliers sont informés par courriel des mesures prises et de l'évolution de la situation. En cas de pénurie éventuelle prévisible d'un anesthésique, il leur a été demandé de se concerter avec les médecins-anesthésistes pour passer à un autre anesthésique.

Il n'y a pas eu de modifications de prix pour les médicaments à base de fentanyl, de sufentanil ou d'alfentanil. En effet, en vertu de l'article 13 du règlement grand-ducal du 1^{er} décembre 2011 déterminant les critères, les conditions et la procédure relative à la fixation des prix des médicaments à usage humain pris en son application, le prix d'un médicament au Luxembourg est directement lié au prix de ce médicament dans son pays de provenance.

Les produits anesthésiques de Janssen sont achetés par les hôpitaux dans le cadre d'un marché remporté auprès de la Fédération des Hôpitaux Luxembourgeois. Dans ce cas, si des alternatives achetées suite à des ruptures de stock du fournisseur Janssen étaient facturées à



un prix supérieur aux hôpitaux, la différence de prix sera prise en charge par le fabricant, sous la forme de notes de crédit.

Des médicaments anesthésiques génériques ne sont pas commercialisés au Luxembourg.

Ni le Ministère de la Sécurité sociale, ni le Ministère de la Santé n'ont été informés d'une limitation des interventions chirurgicales au Luxembourg résultant de l'arrêt temporaire de production en cause.

La production sur le site en Italie ayant repris, on peut partir de l'idée qu'une limitation d'interventions ne surviendra pas.

Question 2195 (04.07.2016) de **Mme Anne Brasseur** et **M. Eugène Berger** (DP) concernant l'article de l'ambassadeur polonais:

Un organe de presse polonais a publié au début de l'année un article de l'ambassadeur polonais actuellement en poste à Luxembourg au sujet de la liquidation prétendue du Tribunal constitutionnel au Luxembourg. En outre, cet article présume un manque d'indépendance des médias luxembourgeois.

D'après nos informations, ces affirmations inexactes et trompeuses circulent depuis des mois dans les organes de presse et les milieux politiques polonais.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre est-il au courant de l'article en question?

2. Si oui, Monsieur le Ministre est-il intervenu auprès de l'ambassadeur polonais pour rectifier ces affirmations?

Réponse (18.07.2016) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

ad 1. Le Ministre a été mis au courant par notre Ambassade à Varsovie dès la parution de l'article que Monsieur l'Ambassadeur de la République de Pologne a publié en date du 14 janvier 2016 dans le journal «Rzeczpospolita».

ad 2. Cet article a fait l'objet d'une entrevue que le Ministre a eue le 20 janvier 2016 avec Monsieur l'Ambassadeur de la République de Pologne. Cet entretien a permis d'apporter les rectifications qui s'imposent quant au contenu de cet article. Il a également été signifié à l'Ambassadeur que la publication d'un tel article ne correspond pas aux us et coutumes diplomatiques.

Question 2196 (04.07.2016) de **M. Roger Negri** (LSAP) concernant le foyer d'accueil de Mühlenbach:

Le foyer de Mühlenbach, structure d'accueil qui peut accueillir un maximum de 96 personnes, sera destiné dans le futur à l'accueil de personnes bénéficiant du statut de réfugié au Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

1. En mai 2016, 27 personnes ont été réinstallées au Luxembourg selon l'accord entre l'Europe et la Turquie. Est-ce que toutes ces personnes ont été logées au foyer de Mühlenbach? Est-il prévu de loger toutes les personnes venant au Luxembourg selon cet accord dans le même foyer?

2. Est-ce que d'autres personnes ayant obtenu le statut de réfugié au Luxembourg seront logées au foyer de Mühlenbach?

3. Pour combien de temps est-ce que ces personnes pourront rester au foyer de Mühlenbach?

Actuellement, l'asbl «Maison des Associations», qui organise un nombre d'activités interculturelles au Luxembourg et possède une longue expérience dans le domaine interculturel et d'intégration, a loué des espaces au rez-de-chaussée du foyer de Mühlenbach.

4. Est-ce que la Maison des Associations restera au foyer de Mühlenbach suite à cette réaffectation du foyer? Dans le cas où ceci ne serait pas possible, est-ce que Madame la Ministre proposera une alternative à la Maison des Associations?

5. Est-il prévu d'impliquer cette asbl présente au foyer dans les activités d'intégration?

Réponse (21.07.2016) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

ad 1. Oui, les 27 personnes arrivées dans le cadre de la réinstallation ont été logées au foyer Mühlenbach. Le prochain contingent de personnes arrivant dans le cadre de la réinstallation sera également logé au foyer Mühlenbach, dans la limite des places disponibles. A noter que le foyer peut accueillir une centaine de personnes.

ad 2. En dehors des personnes arrivées au Luxembourg dans le cadre de la réinstallation, il n'est pour l'instant pas prévu de loger d'autres bénéficiaires de protection internationale dans ce foyer.

ad 3. La durée du séjour dépend de la rapidité avec laquelle ces personnes arrivent à trouver un logement; tous les bénéficiaires de protection internationale ont accès au marché de l'immobilier et sont, entre autres, inscrits sur les listes du Fonds du Logement.

ad 4. En vertu du prêt à usage signé en 2007 entre l'asbl Maison des Associations et le ministre de l'époque, les locaux sis au 46, rue de Mühlenbach ont été mis à disposition gratuitement. Le contrat a été renouvelé de façon tacite depuis sa première signature en 2007. En début de cette année, les responsables de la Maison des Associations ont été informés des travaux de rénovation et de réaffectation du foyer de Mühlenbach et de la nécessité de libérer les bureaux mis à leur disposition.

Par le biais de la Commission des loyers, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région a proposé des locaux alternatifs sis à Itzig, locaux qui seraient aussi mis à disposition gratuitement. Une visite des locaux a eu lieu le 20 mai 2016.

ad 5. Les nouveaux occupants du Foyer Mühlenbach sont tous bénéficiaires du statut de réfugié et à ce titre ils sont accompagnés par les professionnels du «Lëtzebuurger Integrations- und Sozialkohäsiounscenter (LISKO)».

Question 2197 (04.07.2016) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant les badauds entravant le travail des secouristes et policiers:

Il arrive que des badauds entravent le travail des secouristes et policiers lors d'un accident de route. C'est dans ce contexte que le législateur allemand pense à pénaliser les personnes gênant le secours aux personnes accidentées, notamment en photographiant les événements.

À ce sujet, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance que des badauds empêchent régulièrement les secouristes et les autorités compétentes d'agir de la manière la plus efficace lors d'accidents de la route?

- Est-ce que les acteurs du terrain ont manifesté leur désir d'être protégés des regards de personnes tierces?

- Messieurs les Ministres estiment-ils que le législateur devrait intervenir à ce niveau?

Réponse commune (09.08.2016) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*, et de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Tout d'abord, il y a lieu de rappeler dans ce contexte la campagne d'information «Retungsgasse - couloir de secours» initiée en janvier 2016 par le Gouvernement, en collaboration avec l'Administration des Services de Secours, l'Administration des Ponts et Chaussées, la Sécurité Routière asbl, la Police grand-ducale, l'Automobile club du Luxembourg (ACL), la Fédération des garagistes (Fegarlux), l'Association des distributeurs automobiles luxembourgeois (ADAL), le Centre de Formation pour Conducteurs et la Société nationale de contrôle technique (SNCT), qui avait pour objectif d'informer le grand public sur les mesures à prendre en cas de bouchons, afin de laisser un passage libre aux véhicules de secours et de dépannage. La campagne était un appel général à la civilité et au respect d'autrui en vue d'améliorer notamment la sécurité des usagers de la route et de favoriser le travail des intervenants et ainsi contribuer à sauver des vies.

Ensuite, il convient d'ajouter que le Grand-Duché de Luxembourg n'échappe évidemment pas aux phénomènes des badauds, en principe, l'efficacité de l'intervention des secouristes dans le cadre du secours aux victimes n'a ce-

pendant pas été affectée de manière notable par la présence de badauds. Cependant, on constate régulièrement des ralentissements sur les routes et autoroutes dus à la curiosité des automobilistes qui risquent de causer des suraccidents, voire de mettre en danger la sécurité des intervenants sur place.

Alors qu'il ne nous est pas reporté que la présence de badauds ait aggravé la situation de la victime, les secouristes et autres acteurs du terrain disposent, en principe, de moyens efficaces pour assurer le bon déroulement d'une intervention. A titre d'exemple, ils ont à leur disposition un écran de sécurité modulable qui empêche les regards indiscrets et qui sécurise les lieux d'intervention en maintenant une certaine distance avec les passants.

Il y a également lieu de préciser qu'il sera toujours possible de rechercher la responsabilité des badauds lorsque ces derniers font usage de violences et empêchent ainsi l'arrivée des secours.

De plus, lorsque la victime s'estime lésée dans ses droits, elle pourra, le cas échéant, déposer une plainte afin d'être dédommée (prise de photos, publication sur les réseaux sociaux, droit à la protection de l'image).

Ajoutons finalement que certains comportements d'automobilistes badauds sont susceptibles de constituer des infractions au Code de la Route et de donner lieu à un avertissement taxé, voire un procès-verbal.

Ainsi, compte tenu de ces considérations, le Gouvernement n'entend pas prendre d'initiative législative en la matière à l'heure actuelle. En revanche, le Gouvernement relancera la campagne d'information précitée en insistant particulièrement sur un appel aux comportements empreints de respect et de civilité.

Question 2198 (05.07.2016) de **M. Marc Lies** (CSV) concernant le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat:

Aux termes de l'article 26 du règlement d'ordre intérieur du Fonds pour le développement du logement et de l'habitat, «le Comité directeur présente au ministre de tutelle les comptes de fin d'exercice accompagné d'un rapport circonstancié sur la situation et le fonctionnement du Fonds, ainsi que le rapport du réviseur d'entreprises, pour le 1^{er} juin au plus tard».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

1. Le Comité directeur du Fonds a-t-il réservé une suite favorable à cette obligation en ce qui concerne l'exercice 2015?

2. Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre du Logement a-t-il approuvé les rapports et bilan 2015 aux termes de l'article 65 de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement?

3. Quels sont les chiffres clés du bilan au 31 décembre 2015 et des comptes profits et pertes au 31 décembre 2015 vis-à-vis des chiffres portant sur l'exercice 2014?

4. Depuis 37 ans ces rapports et bilan sont publiés et présentés à la presse. Pourquoi ceux portant sur l'exercice 2014 n'ont-ils pas été présentés à la presse?

5. Les documents portant sur l'exercice 2015 seront-ils publiés et présentés à la presse?

Réponse (12.07.2016) de **M. Marc Hansen**, *Ministre du Logement*:

L'honorable Député Marc Lies soulève dans sa question parlementaire la procédure d'approbation et de publication des comptes du Fonds pour le développement du logement et de l'habitat (Fonds du Logement) et pose la question si les comptes 2015 ont été soumis au Ministre du Logement.

Pour bien pouvoir répondre à la question, et pour expliquer le cadre dans lequel les événements se déroulent, il peut être judicieux de jeter un regard en arrière. Les recherches entamées dans ce contexte sur le respect des échéances lors des exercices précédents ont révélé, entre autres, que les approbations ministérielles pour les années comptables 2011 et 2012 ont fait défaut jusqu'en 2014. En effet, le ministre de tutelle du Fonds du Logement des exercices prémentionnés, le Ministre Marco Schank, a cédé la responsabilité d'approbation des comptes à son successeur et les comptes ont définitivement été validés par Madame la Ministre du Logement en date du 22 mai 2014.

En considérant les retards administratifs accumulés lors de l'approbation des bilans antérieurs et en sachant qu'actuellement beaucoup d'efforts sont entrepris pour remédier à une si-

tuation compliquée, résultant de beaucoup de facteurs et non seulement du seul fait qu'il a fallu 29 mois pour valider les comptes de 2011, je peux vous livrer les détails concernant les deux derniers exercices.

Les comptes de l'exercice 2014 ont été arrêtés par le Comité directeur du Fonds du Logement en octobre 2015, ceux de 2015, le 28 juin 2016.

Les comptes de l'année 2014 sont accessibles à la presse et au grand public sur le site www.fondsdulogement.lu et les comptes de l'année 2015 le seront suite à mon approbation qui pourra se faire dès réception de l'avis du Ministère des Finances.

Question 2200 (06.07.2016) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant la kinésithérapie:

Selon mes informations, les délais de validation des ordonnances prescrivant des soins de kinésithérapie par la Caisse nationale de santé (CNS) atteindraient ces derniers mois six à huit semaines. A noter qu'il s'agit des délais normaux pour les demandes qui remplissent les conditions administratives. De tels délais sont très longs et laissent les patients et les kinésithérapeutes dans l'incertitude pendant de longues semaines quant à la prise en charge des soins par la CNS ce qui est hautement préjudiciable.

Il est rappelé dans ce contexte qu'en règle générale, les soins de kinésithérapie doivent être commencés le plus tôt possible afin de prévenir toute aggravation de l'état de santé du patient ou favoriser rapidement la guérison de celui-ci. Les kinésithérapeutes entament le plus souvent les soins avant l'obtention d'un titre de prise en charge de la part de la CNS partant ignorant si la CNS prendra en charge les frais y relatifs ou non. Une telle situation peut poser problème si le patient ne dispose pas des ressources nécessaires voire s'il refuse de payer de sa propre poche les frais. A noter encore que la période de validation est calculée à partir de la date de l'établissement du titre de prise en charge. Or, la CNS mettant de plus en plus de temps à valider les ordonnances, les kinésithérapeutes sont obligés de recourir à toutes sortes de stratagèmes afin de comptabiliser les séances pour qu'elles respectent le cadre imposé par la CNS.

Au-delà de la problématique du délai de validation des ordonnances, il semblerait aussi que la CNS met de plus en plus de temps pour rembourser les kinésithérapeutes de la partie des frais à charge de l'assurance maladie dans le cadre du système du tiers payant. Ceci peut causer des problèmes financiers pour les kinésithérapeutes concernés qui doivent faire face à de nombreux frais.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre est-il au courant des problématiques susmentionnées?

- Ne pense-t-il pas que des délais de validation trop longs sont dommageables aux patients et aux kinésithérapeutes de même que des délais de remboursement trop longs peuvent causer de réels préjudices aux kinésithérapeutes?

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que la procédure de validation et de remboursement des soins de kinésithérapie devrait être bouclée en l'espace de deux à trois semaines?

- En tout état de cause, comment Monsieur le Ministre entend-il intervenir pour garantir un traitement plus rapide des dossiers de validation des ordonnances et de remboursement des frais à charge de l'assurance maladie?

Réponse (14.07.2016) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Le cadre légal, réglementaire et conventionnel régissant les relations entre les kinésithérapeutes, les affiliés et la CNS, tel que décrit en réponse à la question parlementaire n°1336 de Madame la Députée Nancy Arendt (*cf. compte rendu n°17/session ordinaire 2014-2015*), reste valable à l'heure actuelle. Il convient cependant d'attirer l'attention sur certaines adaptations qui sont en train de se réaliser.

En ce qui concerne les délais actuels en matière de validation des ordonnances:

À l'heure actuelle, le délai pour la validation par la CNS des ordonnances de kinésithérapie est retombé à cinq semaines.

À toutes fins utiles, il convient de noter que le nombre d'ordonnances de kinésithérapie dont la CNS a été saisie au cours du premier semestre 2016 est de 135.827 par rapport à 126.643 pendant la même période en 2015, ce qui correspond à une augmentation de 7,25%.



En ce qui concerne le paiement des honoraires, la CNS confirme que les paiements se font conformément aux dispositions et dans les délais prévus par la convention conclue entre l'UCM (actuellement la CNS) et l'Association luxembourgeoise des kinésithérapeutes (ALK).

En ce qui concerne les mesures envisagées en vue de réduire les délais de réponse tant pour la validation des ordonnances que pour le paiement des traitements:

En date du 18 novembre 2015, la Commission de nomenclature a adopté une recommandation circonstanciée concernant une nouvelle nomenclature des actes et services de kinésithérapie pris en charge par l'assurance maladie. La nouvelle nomenclature se caractérise par plusieurs éléments:

- elle ne prévoit plus que dix prestations,
- les cumuls ne sont plus admis,
- elle est axée sur la rééducation et le drainage lymphatique et ne prévoit plus de massages, électrothérapie, ultrasons et fango.

Les travaux d'élaboration d'une nouvelle convention sont en cours et l'entrée en vigueur de la nouvelle nomenclature, de la nouvelle convention et des dispositions statutaires adaptées est prévue au 1^{er} janvier 2017.

La nouvelle convention se caractérise principalement par la dématérialisation des échanges entre les masseurs-kinésithérapeutes et la CNS, tant en ce qui concerne les autorisations qu'en ce qui concerne le paiement des prestations. Les masseurs-kinésithérapeutes se doteront des outils informatiques nécessaires pour pouvoir effectuer eux-mêmes la saisie informatique des données sur les ordonnances. À cette fin, les ordonnances de kinésithérapie seront standardisées, les négociations afférentes avec le corps médical sont en cours. La validation par la CNS des données se fait de façon quasi-automatique et le masseur-kinésithérapeute est informé par voie électronique de la validation de l'ordonnance. Il est prévu que cette validation se déroulera en principe en un jour ouvrable.

Les délais de paiement des prestations seront réduits. Le paiement doit intervenir dans le délai d'un mois à partir de la date de réception des factures et non plus à la fin du mois qui suit celui de la réception de la facture.

L'entrée en vigueur du nouveau système est fixée au 1^{er} janvier 2017. Des dispositions transitoires seront prévues pour permettre à tout masseur-kinésithérapeute de se doter des outils requis pour procéder à cet échange électronique.

Question 2230 (15.07.2016) de **MM. Laurent Mosar et Serge Wilmes** (CSV) concernant les **officiers de liaison étrangers au Luxembourg:**

En réponse à la question parlementaire n°2144 de Monsieur le Député Laurent Mosar (*cf. ci-dessus*), Messieurs les Ministres indiquent que la mise en place d'un officier de liaison roumain au Luxembourg avait été envisagée, mais qu'après analyse, il avait été décidé en janvier 2015 de mettre en suspens ledit projet pour les raisons suivantes: la stratégie d'endigement porte ses fruits, la criminalité commise par des ressortissants roumains stagne, le nombre de ressortissants roumains au Luxembourg est constant et la mendicité à elle seule ne justifie pas la présence d'un officier de liaison.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous fournir la liste (nombre et nationalité) (i) des officiers de liaison étrangers établis de manière permanente au Luxembourg, (ii) ceux établis à Bruxelles et compétents pour le Luxembourg et (iii) ceux établis à l'étranger, en dehors de Bruxelles, et compétents pour le Luxembourg? Messieurs les Ministres peuvent-ils nous expliquer les raisons ayant amené le Luxembourg à demander la présence des officiers de liaison étrangers au Luxembourg?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer que ces officiers de liaison étrangers patrouillent ensemble avec leurs collègues luxembourgeois?

- Messieurs les Ministres relèvent entre autres que la criminalité commise par des ressortissants roumains stagne, de sorte que la présence d'un officier de liaison roumain au Luxembourg n'avait pas de sens. Messieurs les Ministres peuvent-ils nous fournir les chiffres à la base de ce constat?

Réponse commune (10.08.2016) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*,

et de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice:*

Le Luxembourg dispose d'un seul officier de liaison détaché auprès de l'agence Europol.

En ce qui concerne les officiers de liaison étrangers, nous avons expliqué dans le contexte de la question parlementaire n°2144 que la Police grand-ducale est en contact étroit avec l'officier de liaison roumain basé à Bruxelles qui est compétent pour le Luxembourg. La police a par ailleurs un contact régulier avec l'officier de liaison serbe établi à Bruxelles qui est également compétent pour le Luxembourg. Il est toutefois difficile d'indiquer avec certitude le nombre d'officiers de liaison qui sont compétents pour le Luxembourg. Le Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne établit chaque année un récapitulatif des détachements d'officiers de liaison qu'il adresse aux États membres, à Europol et à la Commission. Ce récapitulatif ne reprend toutefois que les officiers de liaison qui sont envoyés par un État membre dans un autre État membre ou dans un pays tiers, et non les officiers de liaison en provenance de pays tiers. Par ailleurs, comme l'a récemment expliqué le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur belge dans une réponse à une question du député Elio Di Rupo ayant porté notamment sur le nombre d'officiers de police étrangers en poste en Belgique, les pays étrangers n'annoncent pas nécessairement l'arrivée ou le départ d'un officier de liaison. À l'heure actuelle, aucun agent de liaison d'un autre État membre n'est établi au Luxembourg de manière permanente.

Le dernier récapitulatif établi par le Secrétariat général au mois de septembre 2015 renseigne que des officiers de liaison espagnol, français, roumain et britannique basés à Bruxelles, des officiers de liaison britannique et français basés à La Haye et un officier de liaison français basé à Roosendaal (Pays-Bas) sont compétents pour le Luxembourg.

Comme nous avons expliqué dans la réponse à la question parlementaire n°2144, les autorités luxembourgeoises peuvent, sur base de l'accord Benelux de coopération policière, solliciter les officiers de liaison belges et néerlandais établis en dehors de l'espace Schengen et de l'Union européenne. Ces deux pays comptent ensemble une trentaine d'officiers de liaison à travers le monde.

Pour ce qui est des raisons qui avaient amené les autorités luxembourgeoises à envisager la présence d'un officier de liaison au Luxembourg, il est renvoyé à la réponse à la question parlementaire n°2144. Il ne s'agissait pas d'organiser des patrouilles communes, mais de mettre à profit de la police luxembourgeoise la connaissance du contexte et de la situation en Roumanie dans le cadre d'enquêtes en relation avec la traite des êtres humains ou la criminalité organisée.

Concernant votre question relative aux statistiques, la police a relevé que les affaires impliquant des ressortissants roumains ont présenté une régression de 29,66% en 2014 par rapport à 2013. Entre 2014 et 2015, les chiffres ont encore baissé de 12,05%.

Question urgente 2421 (27.09.2016) de **Mme Josée Lorsché et M. Henri Kox** (*déi gréng*) concernant **l'évacuation partielle de la centrale nucléaire de Cattenom:**

Cet après-midi, des médias annonçaient la nouvelle très préoccupante d'une évacuation partielle de la centrale nucléaire de Cattenom. En effet, suite au déclenchement d'une alarme dans le réacteur n°3 de la centrale nucléaire de Cattenom lors de travaux de maintenance, des techniciens ont dû être évacués en matinée et se soumettre à un examen médical radiologique. Or, en début d'après-midi - et ce malgré des demandes répétées de journalistes -, la direction de la centrale de Cattenom ne fournissait toujours pas d'information au public. La raison du déclenchement de la balise d'alarme reste donc toujours inconnue. Face à cette politique de communication très minimaliste, il est logique que la crainte des gens augmente et qu'ils se demandent si cette alarme n'est pas bien plus sérieuse que celle de mercredi dernier au réacteur n°1, qui s'était finalement révélée être une fausse alerte.

Dans ce contexte, nous aimerions avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de l'Environnement et de Madame la Ministre de la Santé:

1. Est-ce que les autorités luxembourgeoises ont été immédiatement informées de cet incident?
2. Pour quelle raison l'alarme s'est-elle déclenchée au niveau du réacteur n°3?

3. S'il ne s'agissait pas d'une fausse alerte, est-ce qu'il y a eu une contamination radioactive du personnel ou une fuite radioactive dans l'environnement?

4. En cas de nouvelle fausse alerte: Est-ce normal que les responsables de la centrale nécessitent plus qu'une demi-journée pour déterminer finalement qu'il s'agit d'une fausse alerte?

5. Ne faudrait-il pas améliorer la politique de communication de la centrale?

Réponse commune (28.09.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement:*

ad 1. Le responsable pour la communication du CNPE de Cattenom a informé la division de la radioprotection de l'événement par téléphone en début d'après-midi du 26 septembre.

ad 2. En l'occurrence, une balise avait déclenché une alerte de radioactivité sur le réacteur n°3 de Cattenom, ce qui mène, selon les procédures en place, à une évacuation du personnel de la zone concernée. Ces balises servent à vérifier l'absence de contamination radioactive des travailleurs en sortie de la zone contrôlée du réacteur.

ad 3. Douze personnes étaient concernées par l'évacuation. Le service médical a immédiatement confirmé l'absence d'une contamination radioactive.

ad 4. Les travailleurs ont pu reprendre leur travail dans la zone à partir de 17h00 après que tous les systèmes aient été revérifiés et que le caractère intempêtif avait été clairement démontré. La balise en question a été remplacée.

ad 5. La procédure de notification et d'information des autorités luxembourgeoises en cas d'événement à caractère médiatique survenant à la centrale électronucléaire de Cattenom prévoit dans un tel cas une information rapide des autorités luxembourgeoises par téléphone. Si EDF ou l'ASN émettent dans la suite une information à la presse, le communiqué en question est également transmis aux autorités luxembourgeoises. En l'espèce, la centrale n'avait cependant pas communiqué par écrit. Les autorités luxembourgeoises ont d'ores et déjà revendiqué auprès du directeur de la centrale de Cattenom une communication plus active dans des cas pareils.

Même si l'événement n'est pas classé sur l'échelle INES et qu'il n'y a pas eu de contamination, ni de fuite, une évacuation partielle engendre des craintes auprès des populations.

Afin de marquer son désaccord face à cette communication tardive, le Gouvernement va aborder l'incident en question dans le cadre de la Commission mixte franco-luxembourgeoise de sécurité nucléaire.

Question urgente 2426 (28.09.2016) de **Mme Diane Aehm et M. Gilles Roth** (CSV) concernant la **date butoir pour la conclusion de conventions entre communes et fabriques d'églises:**

En plus des questions de légalité au sens large qui se posent en rapport avec la convention conclue le 26 janvier 2015 entre le Gouvernement luxembourgeois et l'Archevêché de Luxembourg et le projet de loi qui s'en est suivi, des interrogations subsistent en ce qui concerne la date butoir pour la communication des titres de propriété relatifs aux édifices religieux, sinon des conventions conclues entre communes et fabriques d'églises s'y rapportant.

- D'après la convention conclue le 26 janvier 2015 entre le Gouvernement luxembourgeois et l'Archevêché de Luxembourg, «Les communes et l'ensemble des fabriques des églises situées sur le territoire d'une même commune entameront jusqu'au 1^{er} janvier 2017 des négociations avec l'appui du Ministère de l'Intérieur et de l'Archevêché de Luxembourg afin d'identifier les édifices à affecter au culte catholique. En cas d'accord entre les communes et les fabriques des églises concernées, les édifices ainsi déterminés seront transférés par la voie législative soit à la commune, soit au Fonds. En cas de désaccord, le législateur tranchera, l'Archevêché étant entendu en son avis.»

Cette date butoir du 1^{er} janvier 2017 est par ailleurs renseignée dans la circulaire n°3255 que Monsieur le Ministre de l'Intérieur a fait parvenir aux communes en date du 24 avril 2015.

De même, l'article 11 (1) du projet de loi visant à instituer un Fonds de gestion des édifices religieux relate toujours comme date d'aboutissement des négociations le 1^{er} janvier 2017.

- C'est la circulaire n°3393 qui fut envoyée aux communes début août 2016 dans le sillage de la présentation du projet de loi précité qui in-

dique pour la première fois que les titres de propriété, sinon les conventions conclues entre communes et fabriques d'églises s'y rapportant devront parvenir au Ministère de l'Intérieur au plus tard le 1^{er} octobre 2016.

- Le 12 septembre 2016, Monsieur le Ministre informe les membres de la Commission des Affaires intérieures que la date du 1^{er} octobre 2016 ne serait pas contraignante. De manière concordante, le «Luxemburger Wort» rapporte: «Vor dem Innenausschuss ruderte Minister Kersch am Montag denn auch zurück. Verbindlich sei das Datum des 1. Oktober nicht, ein Rundschreiben sei kein Gesetz. Wie Kersch weiter betonte, sei der 1. Oktober lediglich zurückbehalten worden, weil das Innenministerium die Listen mit den Besitzverhältnissen der Güter vorbereiten wolle, die als Anhang im Gesetz veröffentlicht werden sollen. Diese Listen sollen auch dem Parlament vorgelegt werden.»

- Renseignement pris auprès du Ministère de l'Intérieur en la personne de son coordinateur général, une fabrique d'église a récemment eu comme écho que seule la circulaire d'août 2016 «ferait foi», et ce jusqu'à nouvel ordre, i. e. nouvelle circulaire ou communiqué du Ministère de l'Intérieur. Autrement dit, les titres et conventions devront impérativement parvenir au Ministère de l'Intérieur au plus tard pour le 1^{er} octobre 2016, à défaut de quoi - suivant le texte de la loi en projet - les édifices religieux, à l'exception de ceux qui ont été désaffectés, appartiendront de plein droit au Fonds.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Cultes et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Alors que l'éventuelle date butoir approche, Messieurs les Ministres peuvent-ils une fois pour toutes clarifier cette situation jugée intenable par les acteurs concernés?

Réponse (29.09.2016) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur:*

En réponse à la question urgente des honorables Députés, je ne puis que confirmer mes déclarations faites lors de la réunion de la Commission des Affaires intérieures en date du 12 septembre 2016 et répéter que la date du 1^{er} octobre 2016, élargie dans la circulaire n°3393 du 9 août 2016, a été fixée afin de pouvoir élaborer une première ébauche de l'annexe II (modifiable par après) faisant partie intégrante du projet de loi n°7037. Cette démarche a été choisie afin de mettre et la Chambre des Députés et le Conseil d'État en mesure de mieux cerner les éventuelles futures situations de propriété des édifices religieux à travers le pays.

J'ai également affirmé publiquement qu'en conséquence, la date du 1^{er} octobre 2016 n'était pas contraignante, affirmation que j'ai d'ailleurs répétée à maintes reprises devant la presse. En outre, j'ai également mis en évidence que seul le législateur était en mesure de décider de la date définitive à retenir.

Il y a donc lieu de préciser que cette question a été tranchée «une fois pour toutes» bien avant d'être surpris par la question urgente des honorables Députés.

La circulaire n°3393, qui semble déranger les honorables Députés, n'est que la suite logique de la convention signée entre l'Archevêché et le Gouvernement en date du 26 janvier 2015 et ne fait que répéter les principes de ma circulaire n°3255 du 24 avril 2015, par laquelle les communes avaient déjà été invitées à clarifier les situations de propriété des édifices religieux se trouvant sur leur territoire, le cas échéant, en collaboration avec les fabriques d'églises concernées. Ladite circulaire a pour objectif de donner aux communes et aux fabriques d'églises la possibilité de participer activement à l'élaboration de l'annexe II qui, je le répète, fera partie intégrante de la loi en projet.

S'il est vrai que cette approche participative n'est pas la norme et semble irriter certains milieux politiques, je me félicite cependant d'avoir choisi, en accord avec l'Archevêché, cette démarche respectant les principes évènements de la subsidiarité.

Je tiens également à exprimer mon étonnement quant au fait que les honorables Députés impliquent un fonctionnaire dans les débats politiques, en se basant uniquement sur les déclarations d'une fabrique d'église anonyme, sans pour autant connaître le contexte d'un entretien téléphonique qui a effectivement eu lieu. Il est évident que ce fonctionnaire ne pouvait faire autrement que de répéter que la circulaire citée par les auteurs de la question urgente était toujours en vigueur.